


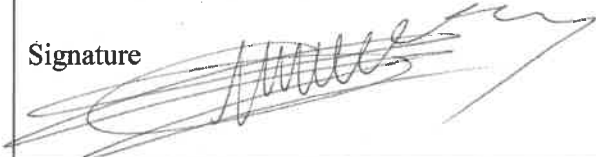


**Conseil du mardi 3 octobre 2023**

**à 9h30**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

- **Procès-verbal de la séance du Conseil du 11 juillet 2023**

<p><b><u>Le Président</u></b> <b><u>M. Michaël DELAFOSSE</u></b></p> <p>Date 3 octobre 2023.</p> <p>Signature</p> 	<p><b><u>La Secrétaire de séance</u></b> <b><u>Mme Clara GIMENEZ</u></b></p> <p>Date 3 octobre 2023</p> <p>Signature</p> 
---	---



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 11 juillet 2023**

-----

## **PROCES-VERBAL**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 11 juillet 2023

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> juin 2023

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Solidarités - Plan d'urgence pour le logement - Approbation
2. Solidarités - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) pour la construction de 290 logements sociaux étudiants - Conventions - Autorisation de signature
3. Attractivité - Pacte de coopération 2023-2026 entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
4. Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet Geo Data Hub Occitanie (GDO) - Approbation - Autorisation de signature
5. Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet DiaMS - Approbation - Autorisation de signature
6. Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine - Avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
7. Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Projet Datacenter Régional Occitanie (DROCC) - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Modification - Autorisation de signature
8. Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation de l'Institut de Botanique - Avenant à la convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
9. Environnement - Un nouvel élan pour intégrer davantage l'approche "Une seule santé" - Convention cadre de partenariat 2023-2030 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de l'écologie de la santé - Autorisation de signature
10. Attractivité - Santé globale - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
11. Environnement - Schéma Directeur des Énergies de Montpellier Méditerranée Métropole - Présentation - Approbation
12. Environnement - Plan Montpellier Solaire 2050 - Présentation - Approbation
13. Environnement - Réseau de chaleur renouvelable Nord Alco - Contrat de Délégation de Service Public - Approbation
14. Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Délégation de Service Public - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature
15. Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'Emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation
16. Hors commission - Stratégie culture et patrimoine de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
17. Hors commission - Suite du Sommet Afrique-France de Montpellier - Organisation de la première Biennale Europe-Afrique de Montpellier - Orientations de programmation - Convention de co-production entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion et Macadam - Convention avec l'Institut français - Approbation - Autorisation de signature
18. Aménagement durable - Evolution du dispositif de covoiturage Klaxit - Conventions pour le partage de frais des coûts relatifs à la pratique du covoiturage entre Montpellier Méditerranée Métropole Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopolé Méditerranée - Avenant n°4 de la convention relative à

l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit - Programmation pluriannuelle d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

19. Aménagement durable - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour la réalisation de la Véloligne 10A entre Saint-Gely-du-Fesc et Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
20. Aménagement durable - Conventions de compensation tarifaire pour la tarification intermodale et la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Approbation - Autorisation de signature
21. Aménagement durable - Requalification du cœur de ville de Montpellier - Création de l'aire piétonne "Verdun - Sud Comédie" - concertation - Approbation
22. Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention d'indemnisation de l'exploitant du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération 5ème Ligne de tramway - Approbation - Autorisation de signature
23. Aménagement durable - Tramway - Autorisation des ancrages des équipements d'alimentation électrique et d'éclairage public en façades privées - Approbation
24. Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post- Stationnement (FPS) de la Ville de Montpellier sur l'exercice 2022 - Approbation
25. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation
26. Solidarités - Second Plan Logement d'abord - Plan d'actions 2023 - Affectation des subventions 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
27. Solidarités - Politique de la Ville - Appel à projets Contrat de Ville 2023 et Cité de l'emploi de Montpellier - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
28. Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2023 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
29. Solidarités - Plan pauvreté - Axes veille sociale et accès aux droits - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
30. Solidarités - Plateforme Handi'Cap Logement 34 - Attribution de subvention à l'association APF France Handicap 34 pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature
31. Solidarités - Espace Gisèle Halimi - Accueil de l'École Régionale du Numérique - Convention entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme de formation Fondespierre - Approbation - Autorisation de signature
32. Hors commission - France Services - Nouveau dispositif des conseillers numériques - Modalités opérationnelles et financement - Approbation
33. Solidarités - Demande d'autorisation pour l'acquisition de parts du Groupement d'intérêt économique (GIE) LOGIMIP par ACM Habitat - Approbation
34. Solidarités - Rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation
35. Solidarités - Construction de 129 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature
36. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Basket-ball - Approbation - Autorisation de signature
37. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat "Ville Top artenaire" entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française d'Escrime - Approbation - Autorisation de



signature

38. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Tennis de Table - Approbation - Autorisation de signature
39. Animation du territoire - Patinoire Végapolis à Montpellier - Délégation de service public - Avenant n° 3 - Approbation - Autorisation de signature
40. Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2023-2024 - Autorisation de signature
41. Animation du territoire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
42. Attractivité - Maison des Sciences de l'Homme Sud - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry - Approbation - Autorisation de signature
43. Attractivité - Pepite LR - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Perpignan Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature
44. Attractivité - Observatoire du Foncier et de l'Immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Convention de partenariat 2023-2028 - Approbation - Autorisation de signature
45. Attractivité - Commune de Fabrègues, secteur des 4 Chemins, site HELIOS - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative à la construction d'un poste de refoulement - Approbation - Autorisation de signature
46. Attractivité - Protocole d'accord transactionnel entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
47. Attractivité - Opération chèques parkings - Convention de partenariat Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault - Autorisation de signature
48. Environnement - Plan de relance - Programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Plan de financement 2023 - Conventions-type de partenariat et de reversement de subventions - Approbation - Autorisation de signature
49. Environnement - Domaine de Viviers - Parcelle B86 Commune de Teyran - Protocole transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame MARAVAL et Monsieur DUPUY portant résiliation du bail rural - Approbation - Autorisation de signature
50. Environnement - Domaine de Viviers - Communes de Jacou et Clapiers - Demande d'application du régime forestier sur les propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
51. Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole - Projet Chaire Eau et Agriculture - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation
52. Environnement - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
53. Environnement - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
54. Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Centre de soins de la petite faune sauvage à Villeveyrac - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
55. Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Approbation - Autorisation de signature
56. Aménagement durable - Projet "la LUMière la Nuit à l'Environnement" (LUNNE) - Accord de Consortium entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne, l'Université Toulouse 3 Paul-Sabatier, l'Université Rennes 2, l'Université de Nantes, le

CEREMA, Rennes Métropole et Territoire Énergie Tarn - Autorisation de signature

57. Aménagement durable - Réseau professionnel Lighting Urban Community International (LUCI) - Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain - Approbation
58. Aménagement durable - Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique - Appel à projets LUM'ACTE - Convention de partenariat entre la Fédération Nationale des Collectivités concédantes et Régies (FNCCR) et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
59. Aménagement durable - Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'infrastructures et d'équipements aux abords du futur lycée de Cournonterral entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
60. Aménagement durable - Modalités de concertation préalable dans le cadre du projet de requalification de la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier - Approbation
61. Aménagement durable - Commune de Clapiers - Concession d'Aménagement - ZAC du Castelet - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation
62. Aménagement durable - Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery - Convention opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Grabels - Approbation - Autorisation de signature
63. Aménagement durable - Commune de Juvignac - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Domaine de Caunelles - Approbation
64. Aménagement durable - Commune de Juvignac - Secteur Cœur de Ville - Avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Approbation - Autorisation de signature
65. Aménagement durable - Communes de Lattes et Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Garanties d'emprunt auprès de la Banque Postale et de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation
66. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat - Résidence Tour d'Assas - Le Grand Mail et avenue de Barcelone - Parcelles cadastrées LR 38, LR 335 et LR 95 - Commune de Montpellier - Approbation
67. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation
68. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Paul - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation
69. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Acquisition des parcelles cadastrées OL n° 32 et 73 - 140 rue Mas de Bringaud - Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Approbation
70. Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Avenant à la convention de carence n°1 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Georges d'Orques - Approbation - Autorisation de signature
71. Aménagement durable - Commune Saint Jean de Védas - Secteur cœur de village - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Jean de Védas - Approbation - Autorisation de signature
72. Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Vente du terrain cadastré BB 352 à la société VESTIA - 160 avenue de Bigos - Approbation
73. Environnement - Carrefour des Déchets - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée

Métropole et idéalCO - 7 et 8 septembre 2023 - Approbation - Autorisation de signature

74. Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle pour l'usage de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature
75. Cycles de l'eau - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan de la concertation préalable - Approbation
76. Cycles de l'eau - Convention cadre de partenariat relatif au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL - Approbation - Autorisation de signature
77. Cycles de l'eau - Substitution de la Régie des Eaux à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des contrats accessoires à la délégation de service public visant l'exploitation de la station d'épuration MAERA - Approbation
78. Cycles de l'eau - Coopération décentralisée - Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa (Mauritanie) - Conventions cadres de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa - Approbation - Autorisation de signature
79. Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la septième édition de Futurapolis santé à Montpellier - Autorisation de signature
80. Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la quatrième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature
81. Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat presse pour les expositions "Djamel Tatah, le théâtre du silence" et "Germaine Richier. Rétrospective" - Approbation - Autorisation de signature
- Hors commission - Capitale Européenne de la Culture - Attribution de subvention à l'association Montpellier 2028 - Avenant - Exercice 2023 - Autorisation de signature
82. Hors commission - Montpellier 2028 - Candidature au titre de capitale européenne de la culture - Stratégie d'action pour le second tour - Approbation
83. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature
84. Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
85. Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports (PMT) - Recours à l'engagement de Servir - Approbation
86. Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports - Mise en place de la verbalisation électronique - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) - Approbation - Autorisation de signature
87. Ressources - Astreinte Police Métropolitaine des Transports - Modalités de mise en œuvre - Approbation
88. Ressources - Avenant à la convention de service commun du Pôle Culture et Patrimoine - Approbation - Autorisation de signature
89. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
90. Ressources - Règlement relatif à la protection fonctionnelle des élus et des agents - Approbation
91. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
92. Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation
93. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget principal de Montpellier

Méditerranée Métropole - Adoption

94. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
95. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
96. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
97. Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption
98. Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
99. Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
100. Ressources - Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Année 2023 - Approbation
101. Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation
102. Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation
103. Ressources - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Principe de création d'une filiale SCCV JACOU PINEDE - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
104. Ressources - Rapports Annuels des Administrateurs - Exercice 2022 - Approbation
105. Ressources - Rapports Annuels des Délégués de Service Public - Exercice 2022 - Approbation
106. Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport Annuel du Délégué (RAD) de service public de l'usine de méthanisation Ametyst - Exercice 2022 - Approbation
107. Aménagement durable - Comptes-Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) - Avenants - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:**

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

**Absent(es)/excusé(es) :**

Jean-Noël FOURCADE, Arnaud MOYNIER.

**Secrétaire de séance :**

Clara GIMENEZ.

**Monsieur le Président**

Mes chers collègues, bonjour. Merci de votre présence pour ce dernier Conseil de l'année scolaire. Je donne la parole à Madame GIMENEZ qui va procéder à l'appel, donnant ainsi le temps à nos collègues de pouvoir s'installer. Madame GIMENEZ.

*Clara GIMENEZ procède à l'appel.*

**Monsieur le Président**

Merci Madame la Vice-Présidente.

*Le quorum étant atteint, Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Plusieurs points. Dans ce Conseil, nous aurons dans un premier temps l'expression des travaux de Christophe [CARNIEL] et Pauline [CHATIN], les coprésidents du Conseil de développement – que je remercie – qui travaillent avec Florence BRAU, Séverine SAINT-MARTIN et de nombreux élus municipaux. Ensuite, nous rejoindront Cyril MEUNIER et François CHOLLET, Adjoint au Maire de Toulouse, aux côtés de Jean-Luc MOUDENC, à Toulouse, pour présenter l'accord de réciprocité, au fil de notre ordre du jour.

Quelques infos, juste, de début de Conseil. La première : nous étions, hier, au début de la démolition de la tour d'Assas, symbole de la rénovation du quartier de la Mosson. Je voudrais adresser, en votre nom, chers collègues, des remerciements à tous les agents de la Métropole qui ont eu à réparer, organiser le service dans le contexte que nous connaissons des émeutes, qui ont conduit à d'inqualifiables destructions. Je pense ici au bureau de poste de la Mosson, aux conteneurs incendiés, qui ont obligé les agents, quasiment nuit et jour, à se mobiliser pour pouvoir remettre en bon ordre les choses. Je veux les remercier, que ce soit nos cantonniers, les équipes de Nicollin ou les agents de TaM et de la régulation. On a dû stopper le réseau à 20 h 00, mais, toute la nuit durant, le travail a été fait. Je voudrais leur témoigner des remerciements, car ils ont eu à affronter une situation difficile, parfois inquiets pour leur propre sécurité, et ils ont fait preuve d'engagement pour essayer de remettre en bon ordre les choses, même s'il y a encore du travail, notamment sur les bacs à la suite des nombreux incendies.

Le second point, mes chers collègues, c'est indiqué que le « *bus du savoir* » sera effectif sur l'année scolaire à venir, que nous ouvrons dessus un travail qui sera évoqué en Conférence des Maires, sur ce dispositif qui est important pour amener les enfants à la piscine notamment, mais aussi dans les infrastructures culturelles. Nous réinterrogeons les modalités de déploiement de ce service qui est aujourd'hui sous-traité par Transdev, piloté par le Rectorat, et sur lequel la Métropole – qui n'est pas là sur sa compétence propre – est obligée de contribuer à son financement. Je veux bien rassurer tous et toutes, je sais que de nombreux élus se sont interrogés : il y aura le « *bus du savoir* » à la rentrée scolaire ; mais il n'est pas interdit de questionner les modalités de mise en œuvre, et c'est même en la matière visiblement nécessaire.

Troisième sujet sur lequel je voudrais donner un élément, c'est sur le stade Louis-Nicollin. Il s'agit d'un projet privé, et c'est une chance d'avoir un club qui est disposé à porter un projet de nouvelles infrastructures sportives. Si demain, c'était nous qui étions appelés à financer, ça se ferait au détriment d'autres investissements. C'est un projet porté par le club, le Président NICOLLIN, à l'occasion de la reprise du championnat, s'est ému – et je peux le comprendre – parce qu'un partenaire qui avait abondamment travaillé pourtant depuis dix-huit mois – en l'occurrence la Banque des territoires – a revu trop largement à la baisse ses engagements. La Banque des territoires, son job, c'est d'être au service des territoires. Avec la Présidente de Région, nous l'avons interpellée pour faire en sorte qu'elle revienne sur le tour de table pour pouvoir accompagner ce projet. Dois-je rappeler qu'en 2014, le stade de la Mosson a été inondé ? Qu'il est actuellement dans la zone rouge de Plan de prévention du risque inondation (PPRi) ? Et les enjeux de développement du club dans la Ligue 1 ? Il y reste et c'est très bien, on lui souhaite une très belle saison à venir. Je rappelle le seul engagement pour la Métropole : c'est de financer le projet de musée.

Quatrième élément sur lequel je souhaite intervenir : c'est la Zone à Faibles Emissions (ZFE). J'en parlais avec François CHOLLET qui va nous rejoindre. Hier, Christophe BECHU a eu une communication sur la question de la ZFE. Nous, nous pouvons nous réjouir collectivement, chers collègues, d'avoir fait diviser par

deux la pollution sur le territoire de la Métropole. Ce sont les chiffres qui ont été donnés par ATMO, et c'est tout l'engagement des choix que nous portons. Le Ministre ce matin à *France Inter* s'est efforcé d'expliquer. Nous, je rappelle que notre calendrier de ZFE, c'est le respect de la loi climat et résilience. Nous agissons dans le cadre réglementaire. Nous n'avons pas été plus volontaires ou plus minorés, et nous appliquons la loi. On va voir précisément la traduction de la « *mission POMPILI* », qui a été confiée par l'ancienne ministre, qui elle-même avait lancé les ZFE, et nous verrons quel cadre réglementaire nous est proposé par le législateur ou par les décrets. C'est à ce moment-là que nous aurons à voir comment nous mettons en œuvre la ZFE. Mais je veux rappeler que nous ne devons pas reculer sur les objectifs de qualité de l'air, de réduction de nos émissions de CO<sub>2</sub>. Evidemment, on doit être attentif à la question sociale sur les plus vulnérables, et nous, un des choix très forts qui a été fait est la mise en œuvre de la gratuité des transports. On avait mis en place la disposition « *petit rouleur* », je me réjouis de voir qu'elle est généralisée, c'est très bien. Tout comme à Lyon, on s'est aligné sur le calendrier de Montpellier Méditerranée Métropole. Donc on attend concrètement de savoir quelle est la transcription réglementaire sur ce sujet. En tout cas, il ne faut pas que nous fléchissions sur notre trajectoire d'amélioration de la qualité de l'air.

Je vous propose de donner la parole à Pauline [CHATIN] et Christophe [CARNIEL], qui sont les représentants du Conseil de développement (Codev), qui est l'instance de participation de la société civile, sur lequel nous avons délibéré pour désigner nos représentants, qui nous présentent à mi-mandat leur point de d'étape sur nos travaux. Je veux les remercier de leur engagement bénévole pour notre territoire. Merci Pauline.

### **Pauline CHATIN**

Bonjour à tous. Donc Pauline CHATIN, j'ai le plaisir de co-présider le Conseil de développement avec Christophe CARNIEL. Nous sommes aujourd'hui accompagnés et entourés de Laure LE PROVOST et de Jean-Pierre BOUTONNET, qui sont membres du Codev et rapporteurs de commission. On va vous présenter collectivement nos travaux et les perspectives du Codev. On démarrera par les fils rouges de notre action, puis les travaux réalisés et enfin les perspectives.

L'ambition que nous nous sommes donnée pour ce Codev, c'est de construire des opinions éclairées sur les grands sujets d'aménagement et développement du territoire, mais aussi des propositions concrètes qui puissent nourrir les politiques publiques. Voyez le Codev comme un laboratoire d'idées qui permet d'apporter une diversité de points de vue et peut-être de faire un pas de côté sur certains sujets. C'est en tout cas la manière dont nous souhaitons travailler.

### **Christophe CARNIEL**

Merci. Bonjour à tous. Mesdames, Messieurs, je suis vraiment ravi d'être parmi vous. Merci de nous donner l'opportunité de vous présenter les travaux que nous avons menés jusqu'à ce jour. J'en profite d'ailleurs pour remercier, si vous me le permettez, les membres de l'équipe technique qui nous accompagnent, les membres du Codev. Vous verrez, qui ont fait un travail vraiment remarquable, et des perspectives intéressantes pour les quelques années à venir.

Alors, quels sont nos fils rouges ? Pauline [CHATIN] le disait dans l'introduction. Le premier, c'est être force de proposition auprès des élus. C'est la raison pour laquelle nous sommes là aujourd'hui. Nous travaillons déjà avec beaucoup d'entre vous. Je remercie Madame BRAU, Séverine SAINT-MARTIN, beaucoup de gens avec lesquels nous avons déjà tissé beaucoup de relations et beaucoup de travaux. On a également le but d'installer le Codev dans un paysage institutionnel déjà bien occupé sur le territoire, donc d'apporter une voix différente. Pauline [CHATIN] parlait d'un pas de côté par moment, une voix un peu citoyenne. Valoriser les grands projets du territoire par des actions citoyennes, donc valoriser tout ce que vous avez mis en place sur notre territoire et le valoriser avec nos mots, nos actions. Informer les habitants : vous verrez, on fait beaucoup de publications, bien sûr numériques à travers les réseaux sociaux, mais également on publie un petit journal – je pense que vous l'avez déjà reçu. On fait savoir ce qu'on fait. On participe également à des expositions, à des présentations, donc on relaie ces travaux auprès des habitants de notre territoire. On coopère avec d'autres Codev. On a ouvert maintenant une logique de discussion avec les Codev voisins. Enfin, vous lirez un peu tout ça.

On a la volonté aujourd'hui à mi-mandat, Monsieur le Président de la Métropole le disait, d'ouvrir le Codev. C'est à dire qu'on a déjà fait une première étape avec un noyau, qui se compose de trois collègues, qui sont : des habitants de Montpellier et des communes voisines ; ce qu'on appelait des « *innovateurs* », donc des gens qui ont un peu le profil de Pauline [CHATIN] et moi, des gens qui ont envie de faire un peu bouger les choses sur ce territoire, et qui sont du monde économique, du monde associatif, du monde sportif, du monde culturel,

donc divers et variés, qui ont la volonté de participer à la vie de leur territoire ; et puis un collège institutionnel, les représentants institutionnels de notre région. Tous ces gens représentent 110 personnes, qui ont commencé à travailler, à retravailler sous un nouveau format à partir d'octobre 2021. Je ne vais pas vous retracer tout ce qui a été réalisé depuis, mais sachez que c'est beaucoup, beaucoup de travail qui a été réalisé. Vous allez en avoir juste une synthèse aujourd'hui, mais beaucoup d'actions, des participations diverses et variées : on va vous détailler un peu ça.

Parallèlement à ces actions qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, je vous le disais, on a établi des échanges vers l'extérieur pour essayer de représenter du mieux possible le Codev de Montpellier auprès des autres Codev voisins, auprès d'une coordination régionale des Codev qui s'est instaurée en Région Occitanie, et auprès d'une coordination nationale des Codev qui est en train de voir le jour sur le plan national.

Tous ces travaux d'initiation ont conduit à la création de cinq commissions. Vous allez avoir maintenant les résultats des travaux de ces cinq commissions.

### **Pauline CHATIN**

Voilà la manière dont nous avons procédé. Le Codev a démarré ses travaux à l'automne 2021 et il y a eu un moment fondateur qui a été un travail collectif autour des premières autosaisines, c'est-à-dire des sujets sur lesquels ce Codev souhaitait travailler. Vous avez les dix autosaisines sur lesquelles, collectivement, il a été décidé de partir, avec un premier travail qui nous a occupé jusqu'au printemps 2022. Ensuite, on a souhaité structurer un petit peu ce démarrage de travail en commissions et en groupes de travail. Les trois commissions et les deux groupes de travail, qui existent encore aujourd'hui : la Commission climat, la Commission santé et innovation, la Commission territoire. Côté groupes de travail, il y a un groupe de travail économie circulaire, qui entre-temps est devenu une Commission, et un groupe de travail sur un sujet très précis et original, qui est « *la Métropole la nuit* ». Ce que j'ai oublié de vous dire, c'est que ces deux périodes de travail ont donné lieu à deux publications. La première concernait les dix autosaisines sur le démarrage du travail et la deuxième, qui s'appelle « *dire & agir* », était notre rapport d'activité 2022.

Sans rentrer dans le détail, parce qu'on n'aura pas le temps, je vais vous mentionner les sujets principaux sur lesquels les commissions ont travaillé. La Commission climat s'est concentrée principalement sur les Plans climat air énergie territorial (PCAET) et notamment sous l'angle de l'acceptabilité sociale et de la communication. La Commission santé et innovation a travaillé sur deux sujets : un sujet sur la marchabilité avec un travail de terrain très important, et si ça vous intéresse on pourra rentrer dedans parce que c'est vraiment un travail qui est remarquable, qu'ils ont commencé à faire, c'est une ébauche qui va être poursuivie ; et un gros sujet sur MedVallée. La Commission territoire a rendu un avis sur le plan des mobilités, et notamment a travaillé sur un guide d'entretien à direction des élus pour recueillir des visions du territoire. C'est un travail qui est en cours et donc on continue à faire ce travail auprès des élus, des Maires. Le groupe de travail économie circulaire a commencé à travailler sur le développement des filières, et le groupe de travail Métropole la nuit, à partir d'une enquête terrain aussi très poussée, a ébauché une proposition de politique publique métropolitaine de la nuit, ébauche de travail remarquable également.

Je vais laisser la parole à Laure [LE PROVOST] et à Jean-Pierre [BOUTONNET] pour les perspectives de ces groupes de travail et commissions.

### **Laure LE PROVOST**

Bonjour. Je suis donc Laure LE PROVOST, membre du Codev, en tant que membre du Conseil de quartier Centre, et rapportrice de la Commission climat. À la Commission climat, comme nous sommes convaincus de l'exemplarité et de l'importance de l'évaluation des politiques publiques, nous nous engageons dans la définition de cinq à dix paramètres simples pour permettre aux citoyens de mieux comprendre et de suivre la réalisation du PCAET. Il s'agit par exemple d'illustrer l'évolution des pratiques de mobilité, la rénovation énergétique des bâtiments ou encore la désimperméabilisation des sols. L'objectif est de convaincre les habitants de passer à l'action en leur démontrant que ça marche.

### **Jean-Pierre BOUTONNET**

Merci. Bonjour à tout le monde et merci de nous recevoir dans cette enceinte. Je suis Jean-Pierre BOUTONNET, co-rapporteur du groupe de la Commission de travail sur le territoire, habitant et membre du Conseil de quartier des Cévennes à Montpellier. On regrette au passage qu'il n'y ait pas plus de gens des autres communes que Montpellier dans notre Conseil, mais c'est un petit appel pour que des gens d'autres communes viennent.



Je vais vous parler de trois groupes de travail, santé et innovation, Commission territoire et économie du territoire. Le groupe de travail ou la Commission santé et innovation va continuer à suivre le projet de MedVallée en mettant l'accent sur son inscription dans le territoire de la Métropole, voire dans les territoires voisins, et notamment sur l'accès généralisé aux soins de toute la population. Il y a déjà des contacts qui ont été pris avec le Codev de Paris Saclay, qui est un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) dans la proche banlieue parisienne, d'à peu près 300 000 habitants environ, et qui a un énorme plateau technique, plateau scientifique de recherche et d'innovation, qui a des points communs avec le nôtre. On va travailler avec eux sur un diagnostic territorial de santé et notamment pour mettre en place éventuellement un contrat local de santé intercommunal.

La Commission territoire va essayer de donner un avis sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). Notamment, nous avons participé à plusieurs réunions dans les différentes communes, sur Montpellier bien sûr, mais aussi dans d'autres communes. On va contribuer à vous donner des idées sur le projet de territoire. On a déjà mis en place des ateliers du territoire qui essaient d'examiner ça. Quel sera le territoire en 2050, par exemple. Et sur le plan des mobilités, on a donné déjà un avis.

Enfin, la Commission économies du territoire, c'est une Commission nouvelle qui est issue de celle sur l'économie circulaire finalement. Elle va travailler sur les différentes filières d'économies qu'on peut développer dans ce territoire. On a déjà travaillé sur les industries créatives et culturelles (ICC), on va travailler sur les industries numériques bientôt, et notamment, le tout en ayant en tête la gestion territoriale des emplois et des compétences, qui est une chose qu'on peut essayer de réfléchir au niveau du territoire. Je vous remercie et je repasse la parole à Laure [LE PROVOST].

### **Laure LE PROVOST**

Au sujet du groupe de travail de la Métropole la nuit, qui propose une approche transversale qui vise à faire de la nuit un espace où tous les acteurs de la Métropole peuvent vivre ensemble et vivre bien, il va poursuivre son enquête avec des rencontres avec les Maires de la Métropole pour identifier et échanger sur leurs problématiques propres. L'objectif est bien sûr de proposer une politique publique de la nuit sous forme de charte, de conseils ou autres, à l'image de ce qui se fait déjà dans d'autres collectivités.

Enfin, à la demande du Président de la Métropole, nous avons lancé une nouvelle réflexion autour de l'engagement citoyen. Une première étape en 2022-2023 a été l'organisation de conférences-débats ouvertes au public, avec Lionel SCOTTO, Dominique BOURG, Marie-Christine BLANDIN. Il s'agit maintenant d'explorer des leviers de mobilisation. Je dois dire que nous sommes assez unanimes au sein du Codev pour dire que l'un de ces leviers est certainement d'être assuré que nos propositions sont des contributions utiles à la réflexion collective sur la Métropole et trouvent un écho auprès de vous. Merci.

### **Christophe CARNIEL**

Merci Laure [LE PROVOST]. Merci de nous avoir écoutés. On est rentrés dans une double phase dans cette deuxième partie de la vie du Codev. La première, c'est faire savoir. Faire savoir, c'est les moyens divers, vous le voyez : donc on fait savoir de manière la plus large possible que des travaux sont menés, faire savoir auprès de vous. Et la deuxième, c'est travailler de plus en plus avec vous. La porte est ouverte. Je crois qu'on va vous contacter, on va contacter les Maires des communes, on va essayer de se rapprocher de vous pour déjà montrer ce qu'on a fait, et puis réfléchir avec vous sur vos problématiques, vous aider, vous accompagner, être force de propositions. Je vous remercie beaucoup. On est à votre disposition pour quelques questions, je crois, Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Je donne la parole peut-être à Florence [BRAU]. Tu veux dire un petit mot ? Merci déjà de cette présentation. Florence [BRAU].

### **Florence BRAU**

Bonjour à toutes et à tous. Merci Monsieur le Président d'avoir permis cette présentation et puis la discussion qui va s'ensuivre, je l'espère. Comme vous l'avez précisé, je suis élue référente Codev aux côtés de Séverine SAINT-MARTIN. Tout d'abord, je voudrais remercier très vivement tous les membres du Codev, qui sont tous bénévoles, évidemment, que ce soit des habitantes et des habitants ou des institutionnels, notre Vice-Présidente et notre Vice-Président, et également les agents, les stagiaires et les étudiants aussi qui portent et qui accompagnent les Codev depuis le début, sans qui évidemment rien ne serait possible non plus, parce

qu'ils font un travail incroyable. Je travaille avec eux régulièrement et c'est vraiment très, très positif, tout ce qui se passe.

J'aimerais souligner ici vraiment l'engagement de tous les membres du Codev, puisque c'est un engagement personnel, un engagement en temps aussi, bien sûr, ça on le sait, pour le bien commun, pour tous, pour nos communes et pour notre territoire métropolitain.

Bien évidemment, tout ce travail qui est réalisé par les membres du Codev demande à être valorisé. C'est pourquoi aujourd'hui nous avons tenu à ce qu'il y ait cette présentation. Evidemment, peut-on demander aux 110 membres du Codev de s'engager dans un processus contributif sans que cela soit suivi d'effets concrets, et que rien ne découle de leur travail ? Alors, non, bien entendu. Peut-on ignorer les réflexions et les propositions du Codev ? Sincèrement, cela me semblerait vraiment dommage, car nous le savons, l'expertise d'usage de celles et ceux qui vivent et qui travaillent dans notre territoire, dans notre Métropole, dans notre Commune est irremplaçable, et nous en avons aussi l'illustration. Je vous engage vraiment à vous informer et à lire tout ce qui a été produit par le Codev. Ce Codev est le nôtre, donc il faut nous en emparer. C'est le débat, les discussions qu'on peut avoir aujourd'hui : comment nous en emparer dans nos communes ? Comment concrètement engager la réflexion à partir des travaux du Codev ? Comment concrètement appliquer certaines recommandations du Codev ? Comment aussi élaborer avec le Codev un projet de territoire métropolitain ? J'invite tous mes collègues Maires à s'en emparer aussi, à permettre à leurs habitants aussi d'intégrer le Codev, puisque comme ça a été rappelé, certaines communes n'ont pas de représentants, donc évidemment, le Codev concerne les 31 communes, si on veut faire territoire. Ce n'est pas compliqué : il suffit d'un *post* Facebook ou d'un mot dans le magazine municipal, les personnes intéressées se manifestent auprès de la Mairie, ensuite un tirage au sort et puis c'est parti. En tout cas, nous on a fait comme ça, c'est très simple et ça permet l'indépendance des membres du Codev.

Je ne vais pas faire beaucoup plus long. Je pense que vous avez compris un peu l'esprit. J'aimerais bien, si vous le voulez bien, collègues Maires, avoir vos avis sur la façon dont concrètement faire revivre ce Codev et comment collectivement dans nos communes on pourrait s'en emparer. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Florence [BRAU], Madame le Maire de Prades[-le-Lez], pour votre engagement. Est-ce qu'il y a des questions aux coprésidents ? Madame DOULAIN, Madame TOUZARD. Allez-y.

### **Alenka DOULAIN**

Bonjour. Déjà merci pour tout le travail fourni et le temps que vous passez, je sais vos agendas pour beaucoup très, très occupés. J'avais une question. Vous le savez, notre Métropole est une Métropole dite « *très intégrée* ». En fait, on est une instance de coopération intercommunale, mais finalement on impacte énormément le quotidien des habitants et des habitantes de cette Métropole, de par nos compétences. C'est pourtant souvent un peu là où ça pêche. On est souvent une instance qui est perçue comme lointaine, où ses enjeux sont peu connus des habitants, et c'est pour moi en tout cas un sujet important. J'ai fait plusieurs propositions dans cette Assemblée sur la question de démocratie métropolitaine.

Du coup, c'était une de mes questions pour vous. Par exemple, la Ville de Montpellier a lancé une commission citoyenne avec du tirage au sort pour mêler aussi des élus, des experts, sur le sujet de l'intelligence artificielle. Les sujets de long terme finalement que vous traitez, sur lesquels vous vous penchez, souvent en fait ils ont des manifestations très, très vives sur le court terme. Je pense par exemple à un enjeu de long terme qui est de supprimer le trafic de transit de notre Métropole, puisqu'on veut évidemment que nos quartiers résidentiels ne soient pas proches d'axes très pollués. C'est un enjeu évidemment que tout le monde partage, mais il y a différentes manières de le faire. Aujourd'hui il y a un enjeu où il y a plusieurs quartiers où les habitants se mobilisent sur ces sujets. Est-ce que, sur des outils de type commission temporaire, où on pourrait mélanger un peu de tirage au sort et des experts sur des sujets un peu sensibles aussi qui font l'actualité, qui pourraient du coup peut-être plus valoriser le travail que vous produisez, est-ce que c'est des choses que vous envisagez, peut-être sur la deuxième partie du mandat ? Voilà, juste des éléments là-dessus. Merci beaucoup.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame DOULAIN. Allez-y, puis Isabelle [TOUZARD].

### **Pauline CHATIN**

Merci pour votre question. Oui, tout à fait. En fait, 2024, l'objectif de ce que Christophe [CARNIEL]

présentait, je ne sais pas si on peut dire un renouvellement, un élargissement à la fois des membres et des manières de travailler. C'est aussi aller vers des manières un petit peu différentes, et peut-être sur des actions comme ça qui seraient temporaires, avec des groupes de travail qui seraient montés et qui pourraient être pluri-acteurs, s'ouvrir à d'autres membres, pour traiter un sujet qui soit plus ponctuel et qui soit urgent.

Je le rappelais en introduction, mais je pense qu'on a cette double ambition d'être un laboratoire d'idées mais aussi de produire des propositions d'actions concrètes. On le souhaite, on va travailler dans ce sens-là pour pouvoir répondre, enfin en tout cas apporter un avis citoyen sur des sujets précis comme ça.

### **Christophe CARNIEL**

Peut-être pour compléter votre question, vous avez touché dans le mille, parce que l'intelligence artificielle c'est un vrai sujet. On en parlait récemment sur, éventuellement, la création d'une commission, spécifiquement, pour parler autour de ces sujets. Effectivement, le fait de le faire de manière urgente et éphémère, peut-être un Codev avec une partie géométrie variable, c'est quelque chose dont on va parler ensemble. Vous l'avez compris, on est en phase maintenant de réouverture, d'organisation complémentaire du Codev. Je pense qu'on va prendre en considération votre remarque pour passer le message. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci. Isabelle TOUZARD, Maire de Murviel[-lès-Montpellier] et Vice-Présidente en charge du PCAET.

### **Isabelle TOUZARD**

Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup pour ce bilan à mi-mandat. Il faut que tout le monde lise déjà votre petit livret, parce que je suis impressionnée, vraiment, par la quantité de travail qui a été fournie. Je ne m'y attendais pas. Cette vision globale, elle est intéressante parce que j'en avais des petits aspects. Et vraiment bravo ! C'est extrêmement riche en termes de suggestions, mais des suggestions qui ont aussi les pieds sur terre, et c'est ça que je voulais aussi saluer. Je rejoins ce que disait Florence [BRAU] : faut qu'on le lise tous attentivement.

Par rapport au plan climat dont j'ai la charge, avec les équipes de la mission transition énergétique et climatique, je relève vraiment les sujets que vous abordez sur la question de la communication, de comment on embarque les acteurs du territoire autour du plan climat. Ça va être le gros enjeu de cette deuxième moitié de mandat. On s'organise, côté des services, avec des recrutements pour justement les dédier à ces questions d'animation territoriale. Je propose qu'on prenne rendez-vous rapidement pour réfléchir avec vous sur ce volet-là, très important, à l'occasion aussi du bilan à mi-parcours du plan climat qui se fera l'année prochaine.

### **Monsieur le Président**

Merci. Merci beaucoup. Il y avait Séverine [SAINT-MARTIN]. Excuse-moi, pardon. Merci de veiller.

### **Séverine SAINT-MARTIN**

Merci à tous les quatre pour cette présentation. Je voudrais souligner, en tout cas dans ce que vous nous avez présenté, le fait que cette composition du Conseil de développement, mes chers collègues, réunit de multiples compétences : des compétences professionnelles issues de secteurs différents, des compétences sociales et des compétences d'usage, qui font de ce Conseil de développement une instance partie prenante de la République de notre territoire. Cette République de territoire, elle ne peut s'inscrire que dans une logique de coopération, avec les services bien évidemment, mais aussi coopération avec nous, membres de cette Assemblée, Maires de l'ensemble des communes de la Métropole, pour faire en sorte que nous pensions ensemble ce territoire, que nous pensions l'avenir de ce territoire et que nous soyons attentifs à des sujets nouveaux qui apparaissent. Je pense au sujet Métropole la nuit. C'est pour l'instant des sujets qui n'ont pas encore trouvé en tout cas une réponse ou une application politique publique, mais elle est intéressante par cette nouvelle approche. Je pense également à la réflexion que vous entamez, qui est une saisine du Président, Michaël DELAFOSSE, sur l'engagement citoyen, sur lequel je serai particulièrement attentive à vos préconisations. Mais ma prise de parole, elle est essentiellement à l'adresse de toutes et tous, pour que nous puissions entrer dans une démarche de coopération avec l'ensemble de ces parties prenantes. Merci beaucoup.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Une invitation à poursuivre. Merci en tout cas vraiment du travail qui est très dense. Le Conseil de développement, c'est une prérogative de la loi. Ça peut être une coquille vide. En tout cas à Montpellier, dans notre Métropole, il est bien vivant. Le document auquel Madame la Vice-Présidente faisait

référence en est une illustration. L'intensité des rencontres, de l'ouverture aux chercheurs – vous avez évoqué Dominique BOURG par exemple – pour sensibiliser le Conseil, et c'était ouvert au public, sont des éléments pour nourrir les réflexions. Assurément, ça nourrit les politiques publiques. Évidemment, on est dans un temps, ce Conseil en est une illustration, on met en œuvre, on avance, mais les sujets du plan lumière, qui seront au mois de septembre des trames noires notamment, vont être enrichis de vos travaux. Enfin on voit bien que l'avis sur le PLUi climat sera un élément important sur d'autres choses. Merci à vous de ce point d'étape, merci aux collègues d'avoir accepté qu'il y ait ce temps d'échanges, trop bref. C'est aussi une invitation à relayer dans les communes de la Métropole, le Codev. Je sais que vous êtes disponible aussi pour y aller. Merci beaucoup.

*Applaudissements.*

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 11 JUILLET 2023**

### **Monsieur le Président**

On reprend, on rentre maintenant dans l'ordre du jour. Il y aura une deuxième expression tout à l'heure, qui sera à l'invitation de Cyril MEUNIER, de notre collègue François CHOLLET.

L'ordre du jour comporte 107 affaires et deux ont été modifiées : la 17 et la 91. Une est rajoutée après le point 81 : c'est sur la stratégie capitale européenne de la culture. On doit délibérer dans le cadre du dépôt du dossier. Donc notre ordre du jour comporte 108 affaires. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 108 affaires.*

*L'ordre du jour étant adopté à l'unanimité.*

*Pour : 90*

## **ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2023**

### **Monsieur le Président**

Approbation du procès-verbal du 1<sup>er</sup> juin 2023. Y a-t-il des remarques sur ce PV ? Pas de remarques. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Pour : 90*

## **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **Monsieur le Président**

Synthèse des décisions.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

## **AFFAIRE N° 1 : SOLIDARITES - PLAN D'URGENCE POUR LE LOGEMENT - APPROBATION**

*M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme J. GALABRUN-BOULBES) et R-Y. CHARTIER sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 1, sur le plan d'urgence autour de la problématique du logement, qui fait beaucoup les échos d'actualité puisque la crise, la hausse des taux d'intérêt, qui impactent très durement les conditions d'accès au crédit des ménages, ont complètement grippé la machine. Taux d'intérêt que nous sentons aussi sur les budgets de nos communes et de l'intercommunalité, ce qui nous oblige à être très, très, très attentifs, mais nous aurons l'occasion d'en reparler. Avec Madame VASSAS-MEJRI, à qui je vais donner la parole pour présenter le plan d'urgence pour le logement, nous avons travaillé pour activer tout un tas de leviers pour empêcher que la production de logement social soit complètement à l'arrêt, pour pouvoir accompagner la rénovation thermique de l'habitat, pour tenir les objectifs du PCAET, chère Isabelle [TOUZARD], soumis à

évaluation. Il faut que nous tenions. Il y a un certain nombre de mécanismes qui vont aider les acteurs économiques à pouvoir produire les logements. Madame la Vice-Présidente.

### **Claudine VASSAS-MEJRI**

Merci Monsieur le Président. Effectivement, ce plan d'urgence pour le logement est très ambitieux. Il s'inscrit dans le contexte à la fois national et local, une crise sévère du logement que nous rencontrons actuellement. Sur le plan national, les ventes en particulier en collectif reculent de 14 % et l'on constate un net ralentissement du nombre de mises en chantier de logements neufs. Bien sûr le logement social n'échappe pas à cette situation de crise, avec une production très en-deçà des objectifs, puisqu'il y a eu 190 700 logements locatifs sociaux financés sur 2021 et 2022, pour un objectif de 250 000 unités. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des Français baisse sous le poids de l'inflation, de la hausse des loyers et des prix de l'immobilier. Ce sont ainsi plus de 12 millions de personnes qui sont fragilisées par rapport au logement : un budget logement excessif qui fragilise le quotidien et des impayés de loyers qui augmentent. Vous le voyez, de l'autre côté, le nombre de demandeurs de logements sociaux atteint un record : 2 423 000 ménages en attente d'un logement social, + 7 % par an. L'inflation, j'en ai parlé.

Nous avons bien sûr cette crise qui s'est abattue sur la Métropole également, évidemment, qui est la première Métropole de France en dynamique démographique, avec toujours 1,8 % par an, contre 0,3 % au niveau national entre 2014 et 2020. Davantage de ménages aux revenus modestes, puisque 19 % de ménages de Montpellier Méditerranée Métropole et 26 %, très important, à Montpellier, sont sous le seuil de pauvreté, contre 14 % au niveau national. Et 75 % des locataires de la Métropole sont éligibles au logement social.

Face à cette demande, nous avons des prix très élevés dans le neuf, une hausse plus marquée, + 8,6 % sur un an contre 4,7 %. Nous voyons : à chaque fois, nous sommes quasiment au double du niveau national sur les difficultés que nous cumulons. Nous sommes toujours la troisième Métropole au loyer médian le plus élevé après Paris et Nice. Nous connaissons une très forte tension sur les logements locatifs sociaux, puisque ce sont 8,9 demandes pour une attribution au sein de la Métropole, contre 5,3 à l'échelle nationale ; nous sommes quasiment à 30 000 personnes sur la Métropole qui attendent un logement social.

Pour loger dignement les ménages modestes et la classe moyenne, nous avons pris plusieurs mesures. Le Président a souhaité être très actif sur ces politiques du logement avec le plan de relance de la construction, le choc de l'offre en 2022 avec la création de 8 000 nouveaux logements sur les deux prochaines années au sein des Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sous maîtrise publique, avec le partenaire Altémed. Développer une offre en accession abordable pérenne, qui est aujourd'hui portée par l'Office foncier solidaire (OFS) métropolitain, qui a été créé et qui commence, qui démarre son activité. La réglementation du changement d'usage pour lutter contre les plateformes Airbnb, Abritel. Cette réglementation est active aujourd'hui à Montpellier et permet de réguler le développement des meublés de tourisme et faire revenir les logements sur le marché classique. Mais nous le verrons, de nouvelles mesures sont prévues. L'encadrement des loyers sur Montpellier, validé par le Conseil d'État en 2023 : le Conseil d'État a vraiment approuvé ce plan à Montpellier, et qui a pour objectif de modérer les hausses de loyers dans le parc privé. Enfin, le permis de louer, qui a été décidé pour le quartier de Celleneuve, afin d'assurer aux locataires un logement décent.

En activant l'ensemble des leviers et des opérateurs, 14 mesures sont proposées dans ce plan d'urgence, pour un total cumulé de 100 millions d'euros. Tout d'abord, l'axe n° 1 très important, c'est accélérer la production de logements sociaux en augmentant le plafond de la Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) sociale à 2 300 euros le mètre carré, soit 28 millions d'euros supplémentaires par an mobilisables par les bailleurs en faveur de la production d'une offre mixte. Augmenter la part de logements sociaux dans les opérations d'aménagement pour loger les travailleurs essentiels. Impulser l'acte 2 du plan logement d'abord, avec notamment 5 millions d'euros pour la production de 11 nouvelles résidences sociales en 5 ans, ce plan logement d'abord qui est suivi par Clara GIMENEZ : pensions de famille, résidences pour jeunes en insertion. Maintenir l'ambition d'ACM Habitat de produire 1 000 logements par an à partir de 2025. ACM va injecter 30 millions d'euros de fonds propres mobilisés pour la construction de ces logements. Soutenir les bailleurs sociaux à nouveau en quintuplant les subventions pour le logement social : 20 millions d'euros en 2023 et 2024 mobilisés contre 2 millions d'euros par an, dont 4 millions sur deux ans engagés actuellement. Sur deux années, nous passons de 4 millions à 20 millions d'euros.

Deuxième axe : rendre l'accession abordable, en réservant 50 % de la production neuve de logements à l'accession à la propriété avec la mise en place d'un contrôle des prix *a posteriori* à 5 500 euros le mètre carré maximum. Augmenter la part des logements abordables de 17 % à 22 % en ZAC en développant le bail réel

solidaire (BRS) : 6 millions d'euros mobilisés par l'OFS pour construire 700 logements sur 2023 et 2024. Instaurer – ça aussi, c'est très novateur – une aide de 5 000 euros pour les ménages les plus modestes qui s'engagent dans l'acquisition en bail réel solidaire, représentant 10 millions d'euros sur trois ans. Enfin soutenir les opérations de réhabilitation en bail réel solidaire pour développer les projets dans les centres de village et les faubourgs en mettant en place une aide dédiée avec la mobilisation d'1 million d'euros par an par la Métropole.

Troisième axe : encourager la rénovation des logements existants. Doubler l'aide plan climat, suivi par Isabelle TOUZARD, pour financer des travaux de rénovation thermique : 6 millions d'euros supplémentaires sur trois ans avec une aide plan climat portée de 1 300 à 2 600 euros par logement rénové, à partir du moment où il y a plus de 40 % de gains énergétiques.

Et dernier axe : lutter contre la spéculation pour disposer d'une offre locative adaptée. Après la validation de l'encadrement des loyers à Montpellier par le Conseil d'État, aujourd'hui nous souhaitons accompagner les locataires à faire valoir leurs droits en cas de dépassement des loyers de référence. Étendre le permis de louer à Figuerolles : nous l'avons voté mais vous savez qu'il faut six mois de délai entre le vote et la mise en œuvre, donc ça sera mis en œuvre au 1<sup>er</sup> octobre 2023, puis à d'autres quartiers de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Développer une offre locative intermédiaire pour loger les travailleurs essentiels : intensifier le partenariat avec ACM Habitat, conventionner avec la Caisse des dépôts et Action Logement pour développer le logement intermédiaire. Enfin, mesure 14, créer une brigade de contrôle pour réguler les logements meublés touristiques, puisque Airbnb, Abritel sont régulés, mais aujourd'hui, il faut être plus actif et plus performant sur le contrôle de ces locations.

Voilà pour ce plan d'urgence pour le logement, les grandes lignes.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente pour ce travail, vous et l'ensemble des services, pour faire cette proposition au Conseil de Métropole. À la fois des nouveautés, l'aide à la pierre de 2 à 10 millions, la rénovation thermique que nous doublons, qui reprend des mesures sur lesquelles nous avons déjà délibéré, type encadrement des loyers. J'ouvre le débat. René REVOL, Madame JANNIN, Madame DOULAIN, Monsieur CALVO et Madame GIMENEZ. Monsieur REVOL.

### **René REVOL**

Monsieur le Président, chers collègues. Je me félicite de ce paquet, parce que d'autres collectivités abordent la crise du logement également, mais elles prennent par petits morceaux. Ici, on essaie d'avoir un plan d'ensemble, dans le cadre réglementaire actuel. Je ne cesse d'alerter depuis plusieurs mois sur la crise, on est plusieurs ici à le faire, du logement. Dans toutes nos permanences, maintenant, c'est dominant. Il faut voir qu'en France, vous avez environ la moitié de locataires, et l'autre moitié de propriétaires. Sur la moitié de propriétaires, les deux tiers sont endettés pour acquérir leur propriété. Une étude récente d'un laboratoire du CNRS montrait que sur les 500 000 personnes qui constituent les élites politiques, économiques et culturelles du pays, 88 % sont propriétaires non endettés, voire multi-propriétaires. Il y a donc une certaine indifférence dans les élites par rapport à ce que vit notre population. Ce que vit notre population aujourd'hui, c'est des taux d'effort dans le logement qui sont énormes. La moyenne du taux d'effort national est de 28 %. Ça signifie que sur son revenu, on dépense 28 % pour son logement. Il y a trente ans, c'était 10 %. C'est lié au fait qu'il y a eu une inflation immobilière extraordinaire et foncière qui s'est produite pendant ces trente ans, pendant que les revenus augmentaient très faiblement. Face à cette crise, ça me paraît essentiel d'activer tous les leviers possibles.

Je voudrais noter qu'il ne faut pas se cacher derrière des boîtes d'allumettes. Nous sommes face maintenant à des décisions gouvernementales qui vont dans l'autre sens – il faut le dire. Dans la feuille de route européenne qui a été tracée par le Gouvernement, les dépenses de logement passent de 2,5 % du PIB à 1,6 : mais c'est considérable et ça signifie que, autant du côté de l'aide aux locataires avec les APL, que de l'autre côté, l'aide au logement social, que de l'autre côté, les différents soutiens qui peuvent exister vont diminuer, sous prétexte d'économies. Vous avez vu que c'est le logement et l'emploi qui vont faire le plus d'économie dans le plan d'économie qui est proposé. Il faut le dire, publiquement, parce que c'est un vrai enjeu pour nous de faire changer cette politique nationale.

A ce sujet, je pense que l'un des leviers essentiels, c'est la maîtrise du foncier pour notre Métropole, parce que l'inflation du foncier est catastrophique. De ce point de vue, la mise en place de l'OFS, nous sommes en

train de mettre les bouchées doubles et je m'en félicite, puisque d'autres villes comme Rennes, etc., qui avaient pris de l'avance sur ce dossier, montrent qu'elles ont pu faire baisser le prix de l'immobilier, ce qui a des conséquences sur le prix des locations, sur le prix de l'achat, sur plein de choses. Il faut développer ce processus, et dans tous les nouveaux programmes, le mettre en place. À partir de là, il faut aussi qu'on ait conscience que ce plan n'aura d'efficacité que si nous arrivons à finaliser le PLUi, parce que sans modification profonde du PLUi, ce qui va toujours dominer, et dans les propositions actuelles les choses ne sont pas encore réglées, c'est l'urbanisation à la parcelle, qui fait que vous tombez sur des prix de terrain qui sont entre 200 et 400 euros le mètre carré : c'est impossible à faire, c'est invivable, et on ne peut pas à la sortie faire quelque chose. Il faut privilégier les zones d'aménagement public, ce que chacun d'entre nous dans nos communes cherche à faire. Ces zones d'aménagement public, si on arrive à mettre en place des Déclarations d'Utilité Publique (DUP), réserves foncières, ce que j'ai fait dans ma commune, on aboutit à un prix moyen au mètre carré de 30 euros, et ça donne une nouvelle norme – alors que le prix moyen il y a 7-8 ans était de 60 euros le mètre carré dans les zones qui sont à urbaniser. C'est extrêmement important d'avoir ces outils, de les mettre en place et de les développer.

À partir de là, il faut arriver à concilier dans cette bataille l'exigence sociale et l'exigence écologique. Fin du mois et fin du monde. Si on met l'un contre l'autre, on est foutu. D'accord ? Il faut mettre l'un avec l'autre. Pour ça, il faut que dans les programmes d'aménagement nous ayons des exigences écologiques de premier ordre. Aujourd'hui, on voit que dans les logements sociaux que nous construisons aujourd'hui sur l'ensemble de notre territoire, le niveau qualitatif s'est énormément amélioré. Ce n'est pas parce qu'il y a des logements sociaux qu'ils n'ont pas les mêmes qualités que les autres. Il faut imposer ce programme commun à toutes les opérations d'aménagement.

Voilà ce que je voulais vous dire, mais ça me paraît essentiel de donner un coup de collier sur ce dossier du logement, car nos concitoyens sont pris à la gorge.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. J'essaie de faire le gardien du temps. Madame JANNIN.

#### **Stéphanie JANNIN**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Je remercie Madame la Vice-Présidente pour la présentation de ce document, qui effectivement est assez complet. Je voudrais simplement mettre en lumière un point qui n'a pas été abordé je crois, en tout cas à la lecture de la délibération et dans la présentation. C'est la question de l'augmentation des loyers pour les locataires de logement social. C'est un phénomène que vous avez forcément vu, dont vous entendez parler. Je pense que les Maires recueillent aussi un certain nombre de témoignages qui vont en ce sens. On assiste aujourd'hui et depuis plusieurs mois à une augmentation des loyers des occupants du logement social. Cela me semble très problématique, puisqu'on se retrouve avec des locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer. Je crois que la mesure qui a été prise d'augmentation du plafond de la VEFA, comme ça a été souligné tout à l'heure, attention : c'est une mesure qui favorise la construction, la production des logements pour les promoteurs, mais je ne crois pas que c'est une mesure qui va favoriser justement cette non-augmentation des loyers au bout de la chaîne, puisque le coût d'achat de l'opération au début, s'il est plus élevé, inévitablement, au bout de la chaîne, la question de l'augmentation des loyers risque de s'en faire ressentir. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci Madame JANNIN. Madame DOULAIN.

#### **Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues. Récemment vous vous exprimiez dans la presse en tant que Président de Métropole et vous concédiez que non, nous ne pouvons pas accueillir dans la Métropole tout le monde et qu'il fallait en fait mieux répartir les personnes sur l'attractivité de Montpellier, en valorisant notamment les villes moyennes. Enfin du bon sens ! Nous le disons depuis 2020 : la métropolisation aveugle est une impasse et nous devons casser les dynamiques de croissance démographique effrénée. On se félicite donc de ce début de changement de paradigme par l'ancien Adjoint à l'urbanisme que vous êtes.

Pour revenir à ce plan que vous qualifiez « *d'urgence* » : c'est là où notre analyse diffère. Bien que nous soutenions évidemment un certain nombre de politiques qui y sont présentées, nous pensons qu'elle manque d'ambition et que ce plan en manque. Le permis de louer est évidemment très symptomatique de votre approche par la mesurette. Vous nous parlez « *d'urgence à agir* », et pourtant, cet outil, aujourd'hui, il existe

sur l'ensemble de la Métropole de Lille. Nous, nous sommes maintenant à mi-mandat, ça fait trois ans que vous êtes aux manettes, et le dispositif est mis en place sur une partie de Celleneuve, on parle de Figuerolles mais on ne sait pas encore le calendrier de déploiement de cet outil, pourtant très utile pour toutes les personnes qui vivent dans des logements insalubres. Je m'étonne de la timidité du programme d'action sur ce sujet.

Surtout, et j'insisterai là-dessus dans mon intervention, votre plan se contente de rester sur les mêmes logiques du passé, en se concentrant d'abord sur la création de logements neufs. Même si vous promettez d'étaler mieux, c'est toujours étaler plus, quand ce n'est pas des folies architecturales entre 7 000 et 10 000 euros le mètre carré qui visent surtout à proposer des logements aux plus riches sur notre territoire. Mais surtout, il faut bien le dire, ces logements neufs, que ça soit via des ZAC ou pas, mettent des années à sortir de terre, alors que ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est des solutions immédiates, si on veut notamment que le terme « *d'urgence* » que vous avez utilisé pour cette délibération ait un sens. Nous pensons que pour répondre à l'urgence en besoin de logements, tout en n'oubliant pas l'urgence climatique et environnementale, un maximum doit être fait pour densifier l'existant là où c'est possible, dans nos quartiers résidentiels. Évidemment, on ne parle pas ici de laisser libre champ aux promoteurs qui vont racheter une maison et une parcelle, y construire R+4 et créer quarante logements. C'est contre-productif, et d'ailleurs ces projets sont souvent sous recours, ils mettent des années à sortir : ce n'est pas le modèle qu'il faut pour notre territoire, ça a été dit et je m'en félicite. Mais il y a près de 75 000 maisons individuelles sur notre territoire et il nous faut une véritable politique, qui va parler à ces habitants, dont beaucoup ont vu leurs enfants partir et dans lesquelles la sous-occupation est largement répandue, et je crois qu'il faut le dire. Pourtant, il est possible de diviser son logement, notamment pour contribuer à une densification de nos villes et villages, tout en ayant une source de revenus supplémentaires pour nos habitants, ou encore de rajouter un étage ici et là. Mais les freins sont nombreux et je ne crois pas que ce soit tout le temps une question d'argent qui empêche les familles de se lancer. Parfois, c'est juste l'imagination, savoir que c'est possible, être capable d'imaginer un modèle économique, de ces extensions-rénovations. Souvent c'est l'anticipation des galères des travaux, c'est l'angoisse de ne pas voir les loyers payés, c'est la paralysie face au parcours du combattant des services administratifs, je crois qu'il faut le dire.

Pour ces raisons et parce que nous sommes persuadés que c'est à travers la densification douce que la transition de notre ville doit se faire, nous proposons la création d'une agence de densification douce sur notre territoire. Cette agence aura pour mission de développer les extensions, par exemple, à emprise constante et la division interne des logements existants, pour y installer de nouveaux logements. C'est des opérations qui peuvent se faire en un an et demi, deux ans, trois ans maximum, et qui peuvent avoir des effets pour créer de nouveaux logements à court terme sur notre territoire. Elle pourrait proposer un service de conseils intégré avec un conseiller architectural, un conseiller technique et financier, par exemple des prêts à taux 0, et puis enfin une aide à la maîtrise d'œuvre pour choisir les bons artisans – on le sait, c'est un sujet majeur sur notre territoire. On peut d'ailleurs tout à fait imaginer développer sur une partie de ces nouveaux logements du logement social diffus, mis à disposition d'Habitat et Humanisme ou d'ACM. Bref, nous pensons que nous devons y mettre les moyens et donc proposer un vrai accompagnement et finalement de l'investissement humain pour accompagner les habitants de notre Métropole sur ces sujets. Elle répond aux problématiques de pouvoir d'achat de nos habitants, qui sont directement fortement impactés par les loyers. Elle crée de la mixité réelle dans nos quartiers, qui se sont parfois enfermés sur eux-mêmes. Enfin, elle offre une perspective, et je terminerai là-dessus et c'est important je crois, au secteur du bâtiment qui rentre dans une profonde crise, alors que c'est un des moteurs de notre économie métropolitaine. Nous nous mettons à disposition pour réfléchir à la création d'un groupe de travail sur le sujet. Je le crois : la rénovation, l'extension, la densification douce est une réponse de court terme pour répondre à la crise du logement sur notre territoire.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame DOULAIN. La parole est à Monsieur Calvo.

### **Michel CALVO**

*Intervention hors micro.* ...de l'intervention précédente. Ce que je voudrais dire, c'est : j'ai l'honneur de présider Habitat social en Occitanie (HSO), qui regroupe 62 producteurs de logements sociaux dans toute l'Occitanie. Moi, je me félicite de cette délibération, je dirais même plus, c'est une lumière dans un tunnel de décisions gouvernementales terribles pour le logement social.

Monsieur REVOL a parlé de la crise en insistant, en donnant des éléments de comparaison. Mais ce n'est pas une crise conjoncturelle, c'est une crise structurelle à laquelle nous sommes confrontés. Ça fait dix ans que les Gouvernements ne donnent pas les moyens de développer le logement social, au titre que c'est une



exception européenne. Le logement social mixte, avec sa mixité sociale, etc., c'est une spécificité de la France qu'il faudra apprendre à défendre et à réimposer au Gouvernement. Je vous donne un exemple. Le 1<sup>er</sup> août, le Gouvernement risque de discuter de passer le taux du livret A de 3 % à 4 %. Impact sur les emprunts de tous les organismes de logements sociaux : prélèvement de 1,5 milliard d'euros supplémentaires. Ça, c'est la crise structurelle dans laquelle nous sommes.

Monsieur REVOL a dit très, très précisément le fait que la courbe de production s'est totalement effondrée. Pour l'année qui vient, je pense que le logement social en France passera à 80 000 constructions comparées à 150 000 nécessaires pour remplir le logement social et toute la population.

Ce qui m'intéresse dans la trame de toutes les mesures de ce plan d'urgence, c'est la possibilité de rétablir les parcours résidentiels. « *Parcours résidentiels* », c'est dans le titre de notre Direction à la Métropole qui gère l'ensemble des politiques du logement. Mais on joue sur l'ensemble de la chaîne pour rétablir les parcours résidentiels. Sur notre territoire, la sortie du logement social est tombée à 8 %. En France, il est à 11 % et on devrait avoir un pourcentage de 15 à 16 % pour avoir une politique de logement dynamique. Si vous ne donnez pas les moyens de construire l'accession aussi à la propriété, qui s'est totalement effondrée dans les années qui viennent, on a une politique du logement qui est totalement désarticulée. Nous, dans ce plan d'urgence, on agit sur l'ensemble des moyens. On encourage les foyers à passer à l'accession à la propriété. Une fois qu'ils ont atteint 35 ans, 40 ans, avec le BRS, on encourage la construction de logements sociaux supplémentaires pour pouvoir servir les neuf locataires qui restent sur le pied de l'attribution. À chaque attribution, on satisfait une famille et on laisse neuf familles sur le côté : c'est le taux le plus élevé de France. Montpellier, malgré les 35 000 logements sociaux que nous avons, est encore largement sous-équipée, par rapport au fait que 70 % de la population peut être éligible au logement social. On a 30 000 demandeurs – et ce plan va nous aider – il nous faut sur 3-4 années, arriver à les réduire considérablement. C'est pour ça que nous passons sur une courbe de construction de 1 500 logements par an et 3 à 400 logements en BRS chaque année sur la Métropole.

#### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur CALVO. Madame GIMENEZ.

#### **Clara GIMENEZ**

Merci de me donner la parole, Monsieur le Président. Tout d'abord, je tiens à remercier et à féliciter les équipes pour le travail qui a été fourni sur ce plan d'urgence, et à saluer le travail qui était réalisé par ma collègue Claudine VASSAS-MEJRI pour l'élaboration de ce plan. On peut dire, sans s'avancer, que c'est un plan très ambitieux. Les montants financiers qui sont mis derrière cette délibération, loin de grands mots et de grandes intentions, ils sont très importants, et d'autant plus dans le contexte que nous connaissons. Je crois que c'est important, après la déception du Conseil national de la refondation (CNR) logement du Gouvernement, qui n'a absolument rien donné, que nous, Métropole, nous prenions à bras-le-corps le sujet et nous fassions des propositions concrètes.

Alors après, c'est toujours un peu facile de dire que le plan, il n'est pas si ambitieux que ça, qu'il faudrait faire mieux, différemment, pas pareil. C'est toujours très facile de taper sur la Collectivité qui agit sur les questions de logement. C'est toujours très étonnant de se rendre compte que les mêmes personnes ont un peu plus de mal à taper sur la spéculation immobilière, qui est quand même le cœur du problème, et sur la politique du Gouvernement, qui est quand même complètement nulle en la matière, et qui mériterait pour le coup – et ça a été dit par mon collègue Michel CALVO – une vraie politique nationale avec une vraie ambition nationale, et quelque chose qui soit déployé sur l'ensemble du territoire ; pas nous laisser devoir faire des économies sur d'autres sujets pour pouvoir répondre aux besoins en matière de logement.

Je voulais noter la qualité de la délibération tout de même, avec à la fois un tas de données démographiques, sociologiques, sur l'état de notre territoire et puis sur l'état de notre parc et sur la question notamment du logement social. Les leviers qu'on a déjà activés aussi, et je pense que c'est important, parce que la lutte contre la spéculation immobilière, on l'a prise à bras-le-corps dès notre élection et notre prise de fonction, et notamment celle de Claudine [VASSAS-MEJRI] sur les questions de logement, mais aussi à la Ville de Montpellier. À cet égard, je voulais saluer le travail de Maryse FAYE sur le sujet. Mais que ce soit sur l'encadrement des loyers, la régulation d'Airbnb, mais aussi sur les questions de qualité du logement, qui sont aussi des moyens de lutter contre la spéculation, avec le permis de louer – qui est rappelons-le un dispositif très important pour les personnes qui souffrent de mal-logement – néanmoins, ce sont des dispositifs que nous finançons et dont nous finançons le contrôle. On pourrait se contenter d'annoncer ces dispositifs-là et de ne

jamais contrôler à la fois la qualité des logements mais aussi les questions d'encadrement des loyers. Là aussi, encore une fois, c'est toute l'hypocrisie du Gouvernement, qui nous permet de mettre en œuvre ces dispositifs, mais qui derrière ne nous donne pas forcément les moyens de contrôle, et donc les choses sont très dépendantes de nous-mêmes.

Je voulais rajouter un mot à la suite de ce que disait Michel CALVO sur la question des bailleurs sociaux, qui aujourd'hui sont pris à la gorge. Il nous donnait l'exemple du taux du livret A. On pourrait aussi donner l'exemple d'une des merveilleuses politiques du Gouvernement, qui en même temps a supprimé 5 euros d'APL et en même temps a ponctionné les bailleurs sociaux à travers la Réduction du loyer de solidarité (RLS) d'autant. C'est 1,5 milliard – si je ne dis pas de bêtise – de ponctionné dans les caisses des bailleurs sociaux directement. C'est autant de moyens en moins pour la construction, pour la rénovation, etc. Ça grève d'autant leur capacité à développer des programmes, et on le sait, aujourd'hui, la pression – en tout cas chez nous, mais c'est national – sur le logement social est telle que c'est un peu plus de neuf demandes pour une attribution de logement social. Donc on a besoin aussi de développer l'éventail des solutions sur les questions de logement, à la fois logement social mais aussi encadrer les loyers du logement privé pour permettre à tous d'accéder à un logement.

Je ne développe pas plus longtemps, si ce n'est pour dire qu'en tout cas, en tant qu'élus Communistes, on est conscients que le logement, c'est une priorité majeure et une des préoccupations majeures de nos concitoyens, et que ce plan il permet de répondre en partie à la demande.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Madame VASSAS-MEJRI peut-être sur quelques éléments de réponse à nos collègues ?

### **Claudine VASSAS-MEJRI**

Merci. Oui, juste 2-3 éléments. Par rapport à l'augmentation, la VEFA, évidemment, c'est demandé par les promoteurs, peut-être, mais il faut rappeler que jamais il n'y avait eu autant d'exigences auprès des promoteurs, puisque nous imposons la part de logement social. Au-delà nous imposons le logement abordable qui va passer de 17 à 22 % aujourd'hui, dans plusieurs villes de la Métropole. C'est un effort important que nous demandons, et cet effort n'avait jamais été fait auparavant.

Par rapport, Madame DOULAIN, au permis de louer, etc., je rappelle que la lutte contre les Airbnb, on met en place des politiques, mais il faut les suivre, il faut les contrôler. Les six mois, ils sont incompressibles, c'est réglementaire. Mais par ailleurs il faut recruter les gens et mettre en place des services, renforcer des directions pour venir contrôler ce permis de louer, cet encadrement des loyers et ces Airbnb : est-ce qu'ils sont bien numérotés ? Etc. Ça demande des moyens qui ne peuvent se faire qu'en fonction de réelles priorités.

Par ailleurs, moi, personnellement, excusez-moi, mais je ne crois pas du tout à une agence de densification. La densification, elle se fait petit à petit. Malheureusement, quand les gens disparaissent et que les héritiers revendent, la densification se fait assez naturellement. Peut-être que Coralie [MANTION] en sait un peu plus que moi là-dessus ? Mais on le voit dans nos communes. Je crois vraiment au BRS, qui va favoriser le parcours résidentiel. Nous avons mis en place des critères pour favoriser les locataires du parc social. S'ils veulent accéder au BRS, ils seront prioritaires. Ça permet le parcours résidentiel et à la fois de libérer du logement social.

Par ailleurs, juste préciser que ce plan d'urgence place désormais Montpellier Méditerranée Métropole au troisième rang national sur l'aide à la politique du logement, ce qui est un classement tout à fait honorable. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Le classement que vous donnez, vous me l'apprenez. C'est ce plan-là. Beaucoup de choses ont été dites. La première, c'est vrai que les pouvoirs publics au niveau national semblent désertier ce sujet qui est la question du logement. Le CNR, qui était censé faire des annonces, a complètement fait pschitt – comme dirait l'autre. Monsieur REVOL a rappelé que les budgets nationaux sur l'aide au logement ont diminué, comme ceux des APL furent diminués.

Nous, ici on adopte un plan important, d'abord pour soutenir la production de logement social. C'est nécessaire. Il y a des communes qui sont carencées et qui sont très engagées là-dessus, et donc elles seront

accompagnées. Il y a une tension très forte pour des gens, et je veux le dire avec force, qui travaillent et qui n'arrivent pas à vivre de leur travail et qui n'arrivent pas à se loger malgré leur travail. Ça nous oblige. Ce que nous mettons là en urgence, c'est essayer de réactiver de la production. Il faudra du temps, mais il faut qu'on soit en capacité de répondre.

Tout comme, j'ai entendu les complexités administratives. Elles sont réelles. C'est vrai que la prime Rénov', c'est très difficile, même si on doit saluer le travail de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC), et je pense que l'aide à la rénovation thermique des logements peut aider un certain nombre de propriétaires, s'ils s'y engagent à mettre en location des biens qu'ils n'osaient pas encore, parce qu'ils sont dans les classements F, mettre en location, donc d'étendre et contribuer aux objectifs du PCAET sur la réduction de nos émissions de CO<sub>2</sub>, et plus de sobriété énergétique.

Dans ce plan, outre des moyens très importants, enfin, je vous le dis, on multiplie par cinq l'aide à la pierre pour le logement social. Pas par deux, pas par trois, pas par quatre : par cinq, pour tenir les objectifs de logement. Nous avons pris, vous avez rappelé Madame la Vice-Présidente toutes les dispositions que les textes divers et variés nous donnent pour pouvoir agir sur les leviers en faveur du logement.

Nous aurons aussi un travail qui doit être mené, qui arrivera concomitamment avec le PLUi, qui définira les zones de production de logements et la stratégie de maîtrise foncière que cela impose, par les DUP, par l'acquisition foncière, pour tenir les prix du foncier. D'ailleurs, dans ce PLUi – c'était un petit aparté que je faisais avec Madame la Vice-Présidente – sur le tissu pavillonnaire, qui est précieux dans nos communes, que ce soit la ville-centre ou les communes de l'intercommunalité, il va être donné la possibilité d'étendre d'une, deux pièces, justement ici pour aider au logement un étudiant, là pour accueillir un sénior qui est à proximité, enfin qui va permettre de faire ce travail. Là, il n'est plus question – le terme a été prononcé et je le reprends – de limiter au maximum cette urbanisation à la parcelle, qui a conduit parfois à des formes de mitage, au nom de la cause du logement, mais qui était davantage une approche spéculative du logement qu'une approche de parcours résidentiel, que nous devons accompagner. Nous avons terminé, c'est l'occasion d'ailleurs pour moi de le saluer, le travail de concertation, phase 1, sur le PLUi. On a délibéré sur le PADD.

Madame JANNIN, sur la question des loyers, il ne faut pas la minorer. Il y a eu une disposition, la réglementation nationale, en fonction de l'inflation, dit « *sur l'indice des loyers* ». Un travail important, je ne vous fais absolument aucun procès d'intention, je partage votre intervention, il faut être prudent, mais un travail important a été fait par les équipes d'ACM et des bailleurs sociaux sur la rénovation thermique des logements. Là on a changé 2 500 grille-pains, vous savez, et ça, c'est les factures d'énergie qu'on a su aussi protéger. C'est l'autre levier sur lequel nous devons travailler. Après, on doit être effectivement très attentifs. Il y a des besoins sur la VEFA, puisqu'on met la servitude de mixité sociale à l'échelle de la Métropole, enfin quasiment, donc il faut pouvoir accompagner ce mode de production.

Dans la délibération, je veux terminer là-dessus, nous introduisons la notion de travailleurs essentiels, pour les personnels soignants, des services publics, qui parfois se retrouvent en grande tension, et on veut développer une offre de logements à proximité, pour les agents du CHU, pour des fonctionnaires, pour les agents de la TaM, qui permettent d'avoir à proximité de leur lieu de travail l'accès au logement.

Je vous propose de mettre aux voix ce plan d'urgence qui nous place en troisième position, Madame la Vice-Présidente, mais qui est extrêmement volontariste, qui portera ses effets, nous l'espérons, par une reprise de l'activité et soutiendra la filière du BTP et permettra à chaque commune de tenir les objectifs de logement social et donc de répondre aux caissiers, aux employés, aux métiers de la logistique qui peinent aujourd'hui à se loger. C'est en leur direction que nous devons agir. Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Je vous remercie de cette unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 2 : SOLIDARITES - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION (CPER) 2021-2027 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES (CROUS) POUR LA CONSTRUCTION DE 290 LOGEMENTS SOCIAUX**

## ETUDIANTS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

### Monsieur le Président

Seconde affaire : C'est le logement et là c'est une aide de la Métropole à hauteur de 1 million d'euros pour la réalisation de 290 logements aidés par le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) sur le site de la Voie Domitienne, ce qui est un effort extrêmement important en matière de logement étudiant. On pourrait dire presque 300 : 290 logements sur l'emprise existante. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Claudine VASSAS MEJRI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

## AFFAIRE N° 3 : ATTRACTIVITE - PACTE DE COOPERATION 2023-2026 ENTRE TOULOUSE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mmes JANNIN, TIKOUK et MM. ASLANIAN (avec le pouvoir de M. COTE), ALBERNHE (avec le pouvoir de Mme MIRALLES) sortent de séance.*

*M. BALAZUN entre en séance avec le pouvoir de Mme GALABRUN-BOULBES.*

*Mme DOULAIN quitte la séance et laisse un pouvoir à Mme OLLIER.*

### Monsieur le Président

Affaire n° 3. Je propose à Cyril MEUNIER et à François CHOLLET, que je veux remercier très chaleureusement d'être venu de Toulouse par le train ce matin, vous allez en parler, pour la présentation du pacte de coopération 2023-2026 entre Toulouse Métropole et notre Métropole. Présentation à deux voix, Monsieur MEUNIER.

### Cyril MEUNIER

Bonjour à vous tous, amis du Conseil de Métropole. En votre nom à tous, j'accueille François CHOLLET, qui est déjà passé dans cette Assemblée dans un temps passé, avec lequel nous avons travaillé, avec nos collaborateurs. Je tiens à remercier Philippe RENAUD qui a fait un travail essentiel de coordination et d'écriture sur le pacte qui va vous être présenté. Avec François [CHOLLET], nous avons discuté. On a visité Toulouse. On a pu se rendre compte de la complémentarité qu'il y a entre cette puissance industrielle qu'est Toulouse et la rayonnante Montpellier que nous représentons, surtout dans vos yeux ébahis, que je vois tous ensemble me regarder, en se disant « *mais qu'est-ce qu'il va bien pouvoir dire face à Toulouse ?* ».

Écoutez, on n'a pas à être face à Toulouse. Je crois qu'on a des enjeux communs. On a été choisis – nous, on l'a un peu imposé – en tant que Métropole, et on est un certain nombre. Mais la caractéristique de Toulouse et de Montpellier, c'est qu'on fait partie de la même Région, l'Occitanie. Si Monsieur ASSAF, Conseiller régional, m'écoute, il va boire mes paroles, j'en suis certain. Nous sommes aujourd'hui les seuls à avoir deux métropoles dans une Région. Alors ça nous oblige à plusieurs choses. Premièrement, à avoir une démarche positive par rapport aux politiques de la Région et collaborative avec la Région pour pouvoir, à l'aune de l'expérience que nous avons à Toulouse et à Montpellier, qui n'est pas tout à fait la même, mais qui est une expérience de développement, qui est une expérience économique intéressante, qui est une expérience de développement démographique, parce qu'on fait partie, Toulouse et Montpellier, des deux métropoles, enfin des principales métropoles qui ont à gérer cette évolution démographique. Alors, bien sûr, on pourrait espérer que celle-ci s'étende sur les territoires voisins, je l'ai entendu tout à l'heure. Ceci étant, la question se pose à nous, et je crois que tout à l'heure, Michel CALVO, en parlant du logement, a bien montré les difficultés que nous avons.

Alors, dans le pacte qu'on va vous proposer, il y a plusieurs aspects. Le premier, c'est évidemment cette capacité que doivent avoir Toulouse et Montpellier de ne pas s'opposer, d'être constructives et d'avoir aussi un pouvoir de *lobbying* au niveau national, par rapport aux errements parfois qu'on peut constater au niveau gouvernemental quant à la perception de ce que doivent être les politiques territoriales. Ça c'est un grand

aspect. Je l'ai dit en premier pour attirer l'attention de Christian ASSAF. En particulier, une volonté de travailler avec la Région et de pouvoir avoir aussi un dialogue participatif. On parle de la Zéro Artificialisation Nette (ZAN), on parle de pas mal de choses, du PLUi tout à l'heure. On est aussi dans les mêmes problématiques par rapport à nos politiques d'aménagement, mais il n'y a pas que ça, il y a plein de collaborations qu'on peut mettre en place. Ensuite, la collaboration entre nos deux intercommunalités.

Je vais laisser à François [CHOLLET], évidemment, le soin de vous annoncer ce qu'on a décidé par rapport à la culture. Je crois que c'est un des points forts de notre Conseil de Métropole aujourd'hui. François [CHOLLET] va se faire un plaisir de vous l'annoncer. Mais il n'y a pas que ça. Je vous donne juste un exemple. On a visité le fameux bâtiment B612 qui est à l'entrée de Toulouse, qui est une réalisation extraordinaire en recherche développement technologique, et on a eu la chance d'être très bien accueillis et de visiter les différentes sociétés qui y sont accueillies. Eh bien, je vais vous le dire, ça je vais le garder pour moi, si tu veux bien François [CHOLLET] : on a rencontré une société qui, avec l'intelligence artificielle, arrive à faire des capteurs qui sont dotés de caméras, d'intelligence artificielle, qui ont 24 mois d'autonomie en énergie renouvelable et qu'on peut mettre partout. La première chose qu'on a pu réaliser, et on va s'y atteler en septembre prochain, c'est de tisser un lien avec le Syndicat du bassin du Lez (SYBLE), pour surveiller les crues, à des endroits où on ne peut pas amener l'électricité, les différents cours d'eau. Vous allez me dire « *c'est parfait* ». Oui, mais ce qu'on a oublié de vous dire, c'est que l'intelligence artificielle, elle permet d'envoyer à l'instant, en instantané, soit par voie satellitaire, soit par voie hertzienne suivant la qualité de la liaison, une information analysée, sur ce que cela veut dire. Alors on parle d'inondations, mais on peut parler également d'incendies. Je vous donne un exemple très simple. Les caméras et ces petits boîtiers qu'on peut positionner peuvent enregistrer l'augmentation anormale de la température, peuvent détecter des fumées et, plus discutable peut-être, reconnaître les personnes qui passent devant elles au moment où il y a un début d'incendie. Je vous laisse en tirer les conclusions que vous voulez. On est réellement, sur l'ensemble de ces aspects, en collaboration potentielle.

On s'est aussi rendu compte qu'il y a une des entreprises qu'ils accueillent dans ce bâtiment qui fait des microsatellites. Quand on a vu les dirigeants, une partie avait fait la formation à Montpellier. On a des liens. Et puis évidemment Med Vallée. Mais ça, ce sont un certain nombre de collaborations qui sont déjà établies qui vont continuer.

C'est l'objectif de notre action. On passe dans le concret, on passe le pacte, et en septembre on sera en mesure de vous dire sur quels aspects on passe déjà à de la collaboration active. Je vous remercie de m'avoir écouté. Je passe la parole avec grand plaisir, à mon ami François CHOLLET.

### **François CHOLLET**

Merci Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs les élus, chers amis, Mesdames, Messieurs. D'abord merci de m'accueillir au sein de cette Assemblée. Je viens vous transmettre l'amitié de Toulouse Métropole, de son Président Jean-Luc MOUDENC et de ses élus. Nous sommes heureux de voir se concrétiser ce pacte entre nos deux métropoles. Nous l'avons voté nous-mêmes en Conseil de Métropole il y a quelques semaines, toutes tendances politiques confondues.

Pour nous, signer ce protocole indique que nous souhaitons que la relation entre les deux métropoles continue d'être ouverte, constructive, simple, amicale voire fraternelle. Notre histoire commune au sein d'une même Région n'est pas si longue, elle est déjà réelle et elle mérite de continuer de se construire. Ce pacte exprime notre volonté de privilégier la coopération, la recherche de synergies, à une concurrence qui serait délétère. Il vise aussi à réaffirmer la responsabilité particulière de nos deux métropoles en termes d'entraînement, en termes de rayonnement et puis sur les grands sujets du moment, comme la transition écologique qui a été abordée assez récemment dans cette Assemblée, dans cette séance, et qui est une de nos préoccupations majeures. Il décrit quelques thématiques clés. Il exprime aussi le désir, et Cyril [MEUNIER] l'a bien dit, d'une parole coordonnée auprès des autres institutions, que ce soit la Région, que ce soit l'État également.

Je ne vais pas évidemment décrire l'ensemble des choses qui sont dans le document, mais je voudrais insister peut-être sur quelques éléments. D'abord, le réchauffement climatique va entraîner des politiques publiques, des mesures qui seront contraignantes. Ma collègue qui est chargée du PCAET l'a exprimé tout à l'heure : la question de l'acceptabilité, l'adhésion des citoyens à ces mesures-là, est une question, est une vraie question. L'exemple par exemple des Zones à Faibles Emissions (ZFE), au cours de ces dernières semaines est vraiment l'illustration de cette problématique. Nous avons besoin, nous sommes preneurs d'échanges avec vous sur ces thèmes-là, très clairement. Comment amener tout le monde, comment amener les citoyens à la transition

écologique, à la transition énergétique ?

En matière économique, en matière universitaire, nous sommes convaincus de l'intérêt de jouer la carte de la coopération, de la complémentarité dans la mise en œuvre des stratégies. En matière touristique, notamment le tourisme d'affaires, la gestion d'une partie de l'offre, des congrès, par des acteurs communs est de nature à un renforcement des liens et à concrétiser un développement partagé. En matière culturelle, la culture, l'art et le patrimoine sont des marqueurs forts de nos territoires, qui s'accompagnent, qui sont générateurs d'activités économiques et d'activités touristiques et puis aussi de développement de lien social. Dans ce cadre, Jean-Luc MOUDENC me demande de vous dire aujourd'hui que Toulouse Métropole et Toulouse soutiennent la candidature de Montpellier capitale de la culture.

*Applaudissements.*

### **François CHOLLET**

Ça me paraît effectivement un élément très important. Je pense que l'ensemble de l'Occitanie va bénéficier de cette candidature et nous serons derrière vous. D'ailleurs on m'a déjà donné un badge que je ramène à Toulouse tout à l'heure pour le diffuser et le donner à tous nos collègues. Je voulais simplement dire que, au-delà de ça, cette coopération culturelle peut s'engager sur plusieurs aspects. Il y a des coproductions qui peuvent être faites.

Et puis il y a d'autres sujets : les mobilités. Nous avons dans chacune de nos métropoles des TGV que nous souhaitons voir aboutir. Il y a aussi un tronçon, qui est un tronçon Toulouse-Narbonne, qu'il faudra quand même inscrire tôt ou tard dans les programmes. J'avais prévu de dire un mot sur le cadencement de Toulouse-Montpellier, mais j'avoue qu'étant venu en train dans des conditions très favorables ce matin depuis Toulouse, je pense qu'il y a déjà du progrès dans ce cadencement, c'est une bonne chose.

J'ajouterai, pour terminer, que l'effet d'entraînement de ce pacte sur le Codev – j'ai entendu ici le Codev tout à l'heure – et puis les chambres de commerce est déjà effectif et qu'il faut s'en réjouir.

Je vous renouvelle, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mes chers collègues, le message d'amitié de Toulouse Métropole.

*Applaudissements.*

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup cher François [CHOLLET]. Je m'autorise de transmettre, au nom de tous les élus de la Métropole, à toi et à nos collègues élus à la Métropole de Toulouse et à Jean-Luc [MOUDENC], toutes nos amitiés. Vraiment, c'est un travail intense qui a été noué. Je veux dire aussi, parce que ce ne serait pas élégant de ma part, qu'il fût initié par mon prédécesseur, Philippe SAUREL, avec Jean-Luc MOUDENC. Quand nous nous sommes vus, il nous est apparu naturel de poursuivre cette démarche. Le modèle de concurrence à tous crins entre les territoires est dévastateur. C'est celui des complémentarités, des enrichissements réciproques. A part les applaudissements, le soutien à notre candidature pour être capitale européenne de la culture est formidable. Demain, Toulouse postulera peut-être sur d'autres enjeux, parce que ce sont des dynamiques de territoire. Évidemment, nous serons à vos côtés. Il faut que ce soit ces dynamiques gagnantes-gagnantes, de complémentarité, d'échanges. Merci d'être venu jusqu'à nous.

Je propose peut-être, s'il y a des questions, sur le texte. Monsieur ASSAF, qui est ici à double titre.

### **Christian ASSAF**

Merci Monsieur le Président. Je suis ici au titre bien sûr de Vice-Président de la Métropole.

### **Monsieur le Président**

Parce qu'il est malheureux que Montpellier n'ait pas eu autant de titres que Toulouse cette année en matière de sport !

### **Christian ASSAF**

J'allais commencer par ça.

D'abord, remercier bien sûr mon ami Cyril MEUNIER de sa présentation, et vous, Monsieur CHOLLET. Je

reconnais bien là les bonnes manières des Toulousains, qui viennent toujours avec un cadeau lorsqu'ils sont invités. Merci en tout cas pour ce soutien à la capitale européenne de la culture.

Oui, ça a été évoqué par Cyril [MEUNIER], c'est pour ça que je me permets de prendre la parole comme conseiller régional. D'ailleurs, nous sommes deux : Monsieur LAFFORGUE ici présent également est conseiller régional. Peut-être, vraiment, pour insister sur un certain nombre de choses que tu as très bien dites d'ailleurs Cyril [MEUNIER], nous connaissons évidemment des problématiques communes, des problématiques de ces métropoles attractives qui font face à une croissance démographique importante et qui sont bien souvent un peu seules pour les gérer. Il ne faut pas se cacher non plus, se voiler la face. Nous avons des intérêts concurrentiels aussi. On a d'excellents Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), d'excellentes universités qui sont dans la compétition nationale, européenne et mondiale, et c'est bien normal que Toulouse défende les siens et Montpellier également. Mais, vous l'avez dit, et moi je veux vraiment insister là-dessus : les complémentarités qui sont les nôtres demeurent les plus importantes. Il me semble, et c'est évoqué en filigrane, que Montpellier, cette Ville, cette Métropole, parfois insolente, jeune, tournée vers la mer, peut être la porte d'entrée sur la Méditerranée de Toulouse qui, pourquoi ne pas le dire, traditionnellement, était plutôt tournée sur Bordeaux et sa façade maritime. Pourquoi également ne pas imaginer que Toulouse, vieille tradition industrielle, bien sûr l'aéronautique, ne soit pas également la base arrière de toute notre industrie, notamment nautique ? On le voit, donc des complémentarités sont possibles. En tout cas, je crois savoir, et c'est bien que Cyril MEUNIER l'ait souligné, que la Région Occitanie et sa Présidente Carole DELGA voient d'un bon œil le rapprochement et la coopération entre ces deux métropoles – j'allais dire entre ses deux filles aînées. Parce qu'en effet, quand Toulouse gagne, Montpellier gagne, quand Montpellier gagne, Toulouse gagne – peut-être à l'exception du rugby.

### **Cyril MEUNIER**

Je vais démarrer la conclusion en reliant sur le rugby. Tu sais, je suis un support du Montpellier Hérault Rugby (MHR). Mais quand on a le RC Toulouse devant nous comme ça, qu'est-ce que tu veux faire ? Dans le sport comme dans tout, il faut apprendre de l'autre, par son expérience et accepter qu'il soit devant nous. De la même manière, il y a quand même deux sujets majeurs qui vont être des liens et qui vont nous permettre, à François [CHOLLET] et à moi, d'amener tout le monde à de la concrétisation. Il y a le fait, déjà, que Montpellier Events ait pris la responsabilité depuis le 1<sup>er</sup> juillet des salles de congrès de Toulouse, et ça va nous permettre de travailler ensemble. Alors bien sûr, on pourrait y voir de la concurrence. Mais je donnais un exemple tout à l'heure à François [CHOLLET], pendant qu'on buvait le café. Je lui disais : « *tu sais, on reçoit le congrès des experts-comptables ; le congrès des experts-comptables, il change de ville tous les trois ans ; si on est intelligents, on peut dire « écoutez, après être venu chez nous, allez à Toulouse », parce que manifestement ce n'est pas du tout le même environnement* ». On va travailler là-dedans. Et puis il y a des congrès internationaux, qu'on peut très bien recevoir pendant deux jours à Toulouse et deux jours à Montpellier. On a plein de partenaires. Et puis il y a le sang de la terre. On a quand même un gros objectif, et Yvon [PELLET] va me suivre en la matière, c'est qu'il faut que les Bordelais et que les Toulousains arrêtent de boire du Bordeaux quand même, nom d'un chien, et qu'on arrive à leur faire savoir que le vin du Languedoc existe ; mais il m'a dit « *ne t'inquiète pas, ça a déjà démarré* », mais il va falloir qu'on accentue et qu'on amène nos vins et nos capacités touristiques à Bordeaux, à Toulouse, et le jour où on ira à Toulouse occuper la place du Capitole avec Montpellier Méditerranée Métropole, je compte sur vous pour venir avec moi et pour leur montrer l'art de vivre montpelliérain. Merci à vous tous de nous avoir écoutés.

### **Monsieur le Président**

Merci Cyril [MEUNIER], merci cher François [CHOLLET]. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci François [CHOLLET].

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 4 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION (CPER) 2021-2027 - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CONCERNANT LE PROJET GEO DATA HUB OCCITANIE (GDO) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes CASSAR (avec le pouvoir de Mme ILLAIRE), SAINT MARTIN (avec le pouvoir de Mme FAYE), ROS-ROUART, MM. MEUNIER (avec le pouvoir de M. MODOT), REYNAUD sortent de séance.  
M. TRAVIER quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 4. Contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027, convention de financement. C'est un certain nombre d'affaires qui sont les déclinaisons du Contrat de plan État-Région sur le volet SRI. Je les fais en global, Florence [BRAU] ? On avait délibéré. Je veux indiquer quand même que nous augmentons de 27 % la participation de la Métropole pour soutenir notre recherche. J'en profite pour saluer les résultats de l'Université Paul-Valéry, qui ont été dans un classement récent, et ceux de l'Université de Montpellier, donc l'excellence académique de la communauté scientifique de notre territoire, avec laquelle nous nouons de nombreux partenariats. C'est des projets qui sont pour beaucoup labellisés autour de la dynamique de MedVallée, mais d'autres aussi sont en soutien. Je vous propose que je les présente et s'il y a des questions vous me le dites. Alors, le premier, c'est la convention de financement avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) sur le projet GeoDataHub Occitanie. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 5 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT REGION (CPER) 2021-2027 - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LE CADRE DU PROJET DIAMS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Le 5, c'est sur le projet avec l'Université de Montpellier dans le cadre du projet dit « *Diams* », qui est sur la modélisation des pathologies humaines. Même vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 6 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION (CPER) 2015-2020 - RENOVATION DU BATIMENT HISTORIQUE DE LA FACULTE DE MEDECINE - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 6. Rénovation, c'est très important, patrimoine historique de la Faculté de médecine, la Faculté historique de médecine. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 7 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT REGION (CPER) 2021-2027 - PROJET DATACENTER REGIONAL OCCITANIE (DROCC) - CONVENTION DE**



## **FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 7. Le projet de DataCenter régional. Convention entre la Métropole et l'Université de Montpellier.  
Même vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 64 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Mathilde BORNE.*

## **AFFAIRE N° 8 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION (CPER) 2015-2020 - RENOVATION DE L'INSTITUT DE BOTANIQUE - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes JANNIN, ROS-ROUART et M. ALBERNHE (avec la procuration de Mme MIRALLES) entrent en séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 8. Rénovation de l'Institut de botanique. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

## **AFFAIRE N° 9 : ENVIRONNEMENT - UN NOUVEL ELAN POUR INTEGRER DAVANTAGE L'APPROCHE "UNE SEULE SANTE" - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2023-2030 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET 11 ETABLISSEMENTS DE RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE L'ECOLOGIE DE LA SANTE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme VASSAS-MEJRI sort de séance.*

*Mme SAINT-MARTIN (avec le pouvoir de Mme FAYE), MM. MEUNIER (avec le pouvoir de M. MODOT) et RAYMOND entrent en séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 9. Là, il s'agit d'un gros travail. Vas-y Florence [BRAU]. J'y vais ? Ah non, mais présente, présente. Vas-y, vas-y. Pardon Florence [BRAU]. Vas-y parce que c'est remarquable. C'est remarquable.

### **Florence BRAU**

Oui, merci beaucoup. Oui, c'est remarquable et c'est assez nouveau dans ce Conseil, je pense, de parler d'écologie de la santé. C'est un beau projet, c'est une affaire importante. C'est une convention entre pas moins de onze établissements et laboratoires de recherche associés, notre Métropole et aussi la Ville de Montpellier, puisque la délibération sera également proposée dans le cadre du prochain Conseil municipal de la Ville de Montpellier, portée par Stéphane JOUAULT, qui est Adjoint à la biodiversité et à la nature en ville.

Vous avez le détail dans la convention qui vous a été mise en copie. Donc onze établissements, je ne vais pas revenir dessus, vous avez l'Université, le CNRS, le CEFÉ, etc. Ce qui est important de souligner, c'est que

cette convention concerne la santé, donc notre santé et celle de nos écosystèmes, et celle des humains donc, et des non humains, les animaux et les végétaux, réunis dans le concept d'une seule santé. C'est ce qui est important à dire, puisque là, on pose une première pierre vers l'excellence de notre Métropole, qui doit être exemplaire en matière de santé, de santé globale. Pour ça, nous nous associons à ces laboratoires de recherche, via cette convention. Ce domaine est en prise directe avec notre cadre de vie urbain, périurbain ou plus rural, et la façon dont l'humain modifie son environnement, l'impact qu'il peut avoir sur les écosystèmes et sur la biodiversité, en termes de végétalisation, de re-végétalisation, de pollution, d'appauvrissement du milieu. L'écologie de la santé concerne également les mécanismes d'adaptation qui sont à l'œuvre, avec une globalisation des échanges par exemple, on l'a vu notamment dans le cadre de la Covid-19, qui a mis en contact des espèces et des pathogènes et des réservoirs qui ne l'avaient jamais été auparavant, ou encore des changements tels que le changement climatique, le tout avec une approche dynamique et évolutive. Ça, c'est pour la thématique abordée.

Mais ce que je voudrais souligner aussi, c'est l'important travail en réseau qui se développe et qui vise concrètement neuf axes de coopération, qui sont scientifiques, qui vont porter par exemple sur la connaissance des hôtes, des réservoirs, des vecteurs, des agents pathogènes, et en évaluer les risques émergents ou ré-émergents, mais qui portent également plus directement sur des applications directes en proposant, et ça c'est très important, des mesures concrètes à nos collectivités, dans le cadre de l'urbanisme, de la gestion de l'environnement. Enfin, ces axes qui sont décrits dans la convention sont pédagogiques envers le public, envers les citoyennes et les citoyens de la Métropole, en favorisant les sciences sociales, les sciences ouvertes et le participatif. Bien sûr, ces axes peuvent évoluer.

Je suis un petit peu longue, mais c'est important aussi. Ce dont je voudrais également vous parler, c'est l'important travail de collaboration, la volonté partagée de travailler ensemble, entre le monde de la recherche, dont nous connaissons toutes et tous l'excellence des laboratoires dans notre territoire, et nos collectivités, la Métropole et la Ville de Montpellier. Je voudrais souligner la grande qualité de travail, je dirai acharné, presque, du pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation (BP2A) et la forte motivation des agents et des élus pour que ce projet voie le jour. Ce qui est exemplaire, c'est qu'il a vu le jour assez rapidement, quand on considère le nombre de personnes associées à ce projet. Je me réjouis que les différents services et les élus de la Métropole ou de la Ville se soient mis autour de la table pour construire cette convention, que je porte donc avec Stéphane JOUAULT pour la Ville de Montpellier, en association avec Élodie BRUN-MANDON, qui est déléguée à la santé, à la prévention et à la lutte contre les addictions à la Ville de Montpellier également, avec Isabelle TOUZARD pour la politique biodiversité, agroécologie et alimentation, et avec Hind EMAD en lien avec MedVallée. Évidemment, je pense que c'est comme ça que nous avançons, en travaillant de façon transversale. Je vous remercie.

J'ajoute que ce projet ne nous coûte rien. C'est important de le souligner. Des subventions pourront être votées éventuellement ultérieurement. Mais pour l'instant, il n'y a aucun financement à la clé. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame la Vice-Présidente a très bien présenté, mais c'est fondamental que nous soyons dans nos politiques publiques en lien avec la recherche académique. Si nous affirmons ici, avec MedVallée et les subventions votées au CPER pour être à la pointe de la recherche en matière de santé globale, il faut aussi que nous-mêmes, dans nos politiques publiques, on évoquait la question de la qualité de l'air, la question, enfin beaucoup de sujets que tu as, que Madame la Vice-Présidente a évoqués. Voilà. Mobiliser la communauté scientifique pour nous aider dans nos décisions est un très bon choix. C'est vrai que là, la transversalité, elle est totale.

Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

## **AFFAIRE N° 10 : ATTRACTIVITE - SANTE GLOBALE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. DESSEIGNE (avec le pouvoir de Mme NEGRET) sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 10. Santé globale. Mais cette fois-ci, c'est une convention de partenariat importante avec la Communauté d'agglomération de Paris Saclay, qui est le centre de recherche français de dimension mondiale avec lequel nous allons engager des coopérations dans le cadre de la dynamique de MedVallée. On a noué cette convention de partenariat, comme nous en avons noué une avec Cap Gallargues sur leur zone d'activité économique pour pouvoir éventuellement y accueillir des entreprises de production dans le domaine médicament et biothérapie.

Est-ce qu'il y a des questions ? C'est là où se trouve l'école polytechnique. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

## **AFFAIRE N° 11 : ENVIRONNEMENT - SCHEMA DIRECTEUR DES ÉNERGIES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PRESENTATION - APPROBATION**

*Mme LEVY sort de séance.*

*Mmes CASSAR (avec le pouvoir de Mme ILLAIRE), TIKOUK, VASSAS-MEJRI et MM. ASLANIAN ( avec le pouvoir de M. COTE), CHARTIER, DESSEIGNE (avec le pouvoir de Mme NEGRET) entrent en séance.*

*M. PELLET quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme VASSAS-MEJRI.*

### **Monsieur le Président**

Chère Isabelle [TOUZARD], sujet très important : le schéma directeur des énergies (SDE) de Montpellier dans le cadre du PCAET.

### **Isabelle TOUZARD**

Rebonjour. Ce schéma directeur des énergies, qui est une déclinaison du volet énergétique du plan climat air énergie territoire qu'on a déjà adopté et qui a déjà été présenté le 17 mai à tous les acteurs du territoire, aux acteurs de l'énergie du territoire, et qui porte donc sur à la fois la question de la production, de la distribution et de la consommation d'énergie. C'est un schéma directeur à l'horizon 2030 qu'on vous propose. Juste après, il y a la feuille de route très opérationnelle au niveau du photovoltaïque qui va aussi être proposée à votre vote.

Je vous rappelle, horizon 2050, dans le plan climat et partout en France, on doit diviser par deux nos consommations d'énergie, quelle que soit l'énergie. Deuxièmement, une fois qu'on aura divisé par deux nos consommations d'énergie, cette énergie sera à 100 % décarbonée en 2050. Nous, à la Métropole, on suit cette trajectoire, et donc 2030 se met dans la trajectoire 2050. En 2050, neutralité carbone, on continuera à consommer un peu d'énergie, bien entendu, et à émettre des gaz à effet de serre, même si on les diminuera drastiquement. Il faudra qu'on séquestre du carbone pour arriver à... C'est juste pour vous rappeler, 2050, c'est quatre mandats. Je passe rapidement. Donc en fait, concrètement, d'ici 2030...

Alors vous le savez, sur la Métropole, consommation d'énergie directe, c'est moitié les déplacements, moitié le bâtimentaire, qu'il s'agisse des particuliers, des entreprises, des institutions. Premier grand axe pour faire des économies d'énergie sur le volet bâtimentaire : c'est la rénovation. Je ne reviens pas dessus, on en a déjà souvent parlé. On vise un gain de 15 % à horizon 2030. L'aide de plan climat, comme on l'a annoncé tout à l'heure, passe à 2 600 euros pour faire un réel effet levier pour enclencher la rénovation des travaux chez les particuliers. On peut regretter qu'au niveau national, les primes ne soient pas aussi beaucoup plus élevées, et que notamment par rapport aux propriétaires les plus vulnérables, je dirais, les moins aisés, il n'y ait pas une prise en charge beaucoup plus importante des travaux. On continue le travail avec le guichet unique de la

renovation, en lien, en partenariat avec la Région et notre cheville ouvrière qui est l'Agence locale de l'énergie et du climat, que j'ai le grand plaisir de présider, avec l'objectif de 4 500 logements rénovés à horizon 2030 par an, avec un objectif de 40 % d'économies d'énergie. Là-dessus, on est dans cette trajectoire. Je ne vous cache pas que c'est un gros défi, parce que passer à l'acte des travaux, c'est un pas très important à franchir, notamment dans le cadre des copropriétés. Le doublement de la prime va vraiment nous aider je pense.

Décarbonation de la mobilité : je ne reviens pas dessus. C'est tous les grands plans mobilités qui sont en place avec la gratuité des transports en commun, toutes les alternatives (vélo, marche, ...) à la voiture individuelle. L'objectif, c'est de gagner d'ici 2030 32 % d'économies d'énergie sur les mobilités, en dehors de la question de la décarbonation. Avec l'objectif donc de 90 % des habitants de la Métropole desservis par le réseau collectif et 15 % de part modale en 2030. Ça c'est sur le volet, je dirais, économies d'énergie et décarbonation.

Après, il y a le grand volet de la production d'énergie renouvelable sur notre territoire. Je le rappelle : 2050, toute notre énergie consommée sera décarbonée, et dans le plan climat on vise que 44 % de cette énergie décarbonée sera produite localement. Pour se mettre sur cette trajectoire, d'ici 2030, qu'est-ce qu'on vise ? C'est de multiplier par 1,7 notre production d'énergie renouvelable et de récupération. C'est ce qu'on appelle l'énergie fatale, ce qu'on récupère sur les eaux usées, sur les data centers. On a déjà, dans le cadre du réseau de chaleur et de froid, beaucoup d'expérience dans ce domaine. L'objectif, c'est d'arriver à 33 % d'énergie décarbonée dans notre mix, localement, dont 14 % produite localement, le reste étant l'énergie décarbonée produite nationalement.

Le gros volet de notre SDE sur le thème des énergies renouvelables, c'est le photovoltaïque. Dans l'affaire suivante, il y a le détail de la feuille de route, plan Montpellier solaire. On vise, horizon 2030, que de mémoire 45 % de l'énergie décarbonée soit produite par le photovoltaïque. 36 %, ce sera la biomasse ; c'est notamment tout le bois énergie que l'on utilise dans le cadre des réseaux de chaleur. Les pompes à chaleur, qui puisent une partie de l'énergie dans l'atmosphère, pour ensuite compléter avec de l'électricité qui elle-même sera décarbonée : 29 %. Là, pour le photovoltaïque, il y a tout le détail. Je ne sais pas, Monsieur le Président, si j'aurai le temps de dire deux mots sur la feuille de route solaire photovoltaïque ? Je pense que c'est important.

### **Monsieur le Président**

Peut-être, Madame la Vice-Présidente, vous présentez tout d'un coup. Oui, oui, au contraire.

### **Isabelle TOUZARD**

Peut-être, je peux faire un tir groupé : c'est m'arrêter du coup sur le photovoltaïque. Vous voyez les chiffres : il faut qu'on multiplie par quatre notre production sur le territoire d'ici 2030. Vous avez dans l'affaire suivante, les objectifs du photovoltaïque. Il a été présenté aussi, cette route a été présentée à l'ensemble de l'écosystème, y compris les entreprises, les bureaux d'études, et en association avec le Cemater, avec lequel on enclenche un partenariat. Sur l'horizon, je dirais les 10 années qui courent de 2019 à 2030, priorité à la solarisation des toitures et des ombrières sur les parkings, ces parkings étant ciblés en fonction d'une stratégie globale de densification de la ville. Là on se positionne dans le cadre de la loi d'accélération des énergies renouvelables (ENR), qui a été votée récemment. Dans la zone de l'armature agricole et naturelle, l'objectif, c'est de définir, en lien avec les communes, les zones en espaces naturels dégradés dans lesquelles on va planifier dans le champ du PLUi, la création de ces fermes au sol, photovoltaïques au sol.

Je ne vais peut-être pas dans le détail du plan solaire, Monsieur le Président. Sur le volet biomasse, c'est le développement des réseaux de chaleur. Il y a aussi, à la suite d'ailleurs de cette délibération sur le SDE, également, et après le solaire, trois délibérations qui concernent notre réseau de chaleur. On se met dans la perspective de tripler le réseau de chaleur d'ici 2030, c'est-à-dire de passer de 15 000 équivalents logements desservis aujourd'hui en 2019 à 45 000 en 2030, ce qui est un effort énorme, et notamment en continuant à déployer le réseau sur tout le sud, Croix d'Argent, Prés d'Arènes, Port Marianne – je ne vais pas dans le détail –, le réseau là où il est déjà présent, qu'on va continuer à déployer, et créer un nouveau réseau nord Alco, notamment en lien avec les hôpitaux, les facultés, qui vont se brancher. Alors là, tout le réseau nord, c'est un gros défi parce que là on est dans de l'existant, alors que jusqu'à présent une grande partie du réseau de chaleur se déployait au gré, des nouvelles ZAC et de l'extension de la Ville. Objectif : multiplier par trois le réseau de chaleur, avec 80 % d'énergie renouvelable dans ce réseau de chaleur. C'est en grande partie du bois énergie, sous différentes formes (plaquettes forestières, granulées, etc.), et puis différentes formes d'énergies de récupération comme je le disais tout à l'heure.

Le dernier élément, c'est l'énergie fatale. On a déjà, par exemple, à Eurêka, on récupère l'énergie des data

centers, à Beausoleil, on récupère l'énergie fatale des eaux usées, etc.

C'est un plan qui est très adapté, ce SDE, aux spécificités du territoire. Ce ne sera pas le même à Toulouse, ce ne sera pas le même à Bordeaux, etc. Par exemple, vous voyez que l'éolien n'est pas présent dans notre SDE : il n'y a pas de potentiel sur notre territoire métropolitain du fait à la fois des techniques mais aussi des protections diverses et variées de nos espaces naturels et des proximités aux zones urbaines. Donc on est en marche.

Pour le solaire, qui est vraiment la feuille de route qu'on a adoptée, ça vise à la fois l'accompagnement des particuliers. Il y a déjà le cadastre solaire, il y a tout ce qu'on fait dans le cadre du PLUi pour assouplir, faire en sorte que notre réglementation dans le cadre du PLUi permette la solarisation, il y a tout l'accompagnement avec l'ALEC, tout un travail de partenariat avec Cemater, parce que nos entreprises ont aussi des préoccupations, notamment en termes de recrutement, de formation, d'implantation, etc., et il y a tout un volet dans le cadre du plan solaire, vous pouvez lire, d'accompagnement des communes. J'insiste auprès de tous mes collègues Maires présents. On essaye d'organiser avec l'ensemble des intervenants, que ce soit l'AREC, que ce soit Hérault Énergie, que ce soit l'ALEC, que ce soit la SERM, Altémed et aussi les associations d'énergie citoyenne, pour que, auprès des collectivités, on soit en ordre de marche de façon coordonnée, parce que jusqu'à présent c'est un petit peu, ça peut paraître confus, pour accompagner les collectivités dans leur projet photovoltaïque sur leurs bâtiments municipaux. Enfin, tout un travail, et là ce sera une coordination aussi avec les chambres consulaires, pour accompagner le tertiaire, nos entreprises, sur la solarisation de nos toitures.

Je n'en dis pas plus, mais je reste à disposition si vous avez des questions.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente et à travers vous toutes les équipes qui ont travaillé d'arrache-pied pour ce document, qui est notre feuille de route. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Madame OLLIER. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Excusez-moi, Madame OLLIER, allez-y.

### **Clothilde OLLIER**

Monsieur le Président, chers collègues. Pour ce document, la politique énergétique est ainsi l'une des rares politiques de notre Métropole à se doter à mi-mandat – mais certes mieux vaut tard que jamais – d'objectifs chiffrés pour 2030. Je tiens à remercier la Vice-Présidente pour cette démarche. Vous le savez, le sujet de la souveraineté énergétique de notre territoire est un sujet qui nous tient à cœur. Gilets jaunes, explosion drastique des prix de l'énergie, risque de *blackout*. L'énergie est devenue un sujet de préoccupation majeure pour nos concitoyens et nos concitoyennes. Un milliard, c'est environ ce que dépense notre territoire (ménages, entreprises, collectivités confondues) pour pourvoir à ces besoins énergétiques. Un milliard, ça commence à peser quand on se dit qu'on pourrait organiser ces flux économiques à l'échelle locale, que c'est autant qui pourrait être produit localement et servir l'emploi et l'économie de notre territoire. Un milliard, dont 45 % nous échappent aujourd'hui en servant de mannes financières pour des monarchies pétrolières, car le pétrole représente 45 % de nos besoins énergétiques. Un milliard, c'est aussi une somme colossale si on la rapporte par habitant : c'est 2 400 euros. 2 400 euros, c'est la facture énergétique moyenne par an et par habitant. Sauf que derrière cette moyenne se cachent de fortes disparités. Entre le cadre qui vit dans un logement rénové du centre et qui peut se déplacer en Vélo à Assistance Électrique (VAE), et l'employé qui vit dans un logement mal isolé et qui doit prendre sa voiture car travaillant dans la deuxième couronne et en plus en horaires décalés ; finalement, c'est celui qui a les plus faibles revenus qui a la facture énergétique la plus élevée.

Je suis frappé qu'on puisse, après le mouvement des gilets jaunes, après l'hiver 2023 synonyme de choix entre se chauffer et manger pour certains, faire un schéma des énergies sans se fixer comme objectif prioritaire de faire baisser les factures des plus précaires, en rénovant en priorité leur logement et en leur permettant de produire eux-mêmes l'énergie dont ils ont besoin. Que faudra-t-il aux élites pour qu'elles comprennent qu'une transition écologique ne fonctionnera pas si elle ne prend pas en compte cet impératif de solidarité, que l'écologie bourgeoise nous mène droit dans le mur et qu'il n'y a qu'un chemin, celui de l'écologie populaire ?

Deux problèmes, donc. Les objectifs en termes de production locale d'énergie sont timides : 14 % de production locale sur les 33 d'énergie renouvelable. À la fin, il ne reste plus grand-chose. Surtout les objectifs sur le solaire ne détaillent en rien comment en assurer le déploiement, pour celles et ceux qui en auraient le plus besoin. Pourquoi le solaire ne devrait-il être réservé qu'à celles et ceux qui ont les moyens d'investir ?

Un cadastre solaire, c'est bien, mais l'outil ne permet pas de cibler en priorité celles et ceux qui auraient le plus besoin d'autoproduire et de voir baisser leurs factures. Imaginez si nous lançons une régie locale de production d'énergie solaire, proposant une tarification solidaire pour l'électricité, un service de kit solaire à faible coût, en ciblant les particuliers, les ménages modestes, de l'autoconsommation collective sur les logements sociaux, financés par les Montpelliérains qui pourraient fléchir leur épargne sur un investissement qui a du sens. Bref, tout un panel de services pour faire de l'énergie solaire un bien commun et ne pas laisser le marché faire sa loi.

En l'état du document et sans stratégie sur ces sujets, nous nous abstenons.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame OLLIER pour votre intervention. Madame la Vice-Présidente souhaite compléter ou répondre peut-être sur certains points. J'en reprendrai peut-être d'autres.

### **Isabelle TOUZARD**

En ce qui concerne l'investissement, localement, sur la production d'ENR, c'est comme je le disais dans l'affaire qui est juste après. Par exemple, rien que le triplement du réseau de chaleur et le développement du nouveau réseau sur le nord de Montpellier représentent un investissement de 56 millions d'euros, dont 17 millions qui seront subventionnés par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Dernière le déploiement de ces réseaux de chaleur, bien entendu avec recours aux entreprises locales, c'est quand même un impact très important et un pas très important vers la souveraineté énergétique, puisque ce réseau de chaleur est approvisionné – on vise les 80 % et on n'est pas loin – par du bois énergie acheté à moins de 90 km, dans des forêts gérées de façon durable.

En ce qui concerne justement le réseau de chaleur – et d'ailleurs la volonté très forte de le développer – il faut savoir qu'un logement type de 70 m<sup>2</sup> raccordé à ce réseau de chaleur a une facture énergétique mensuelle de 75 euros actuellement, ce qui est bien en-deçà de la moyenne des logements sur Montpellier. On va au travers de ce SDE résolument vers la résolution de cette préoccupation que l'on partage, qui est celle de la charge de la facture de l'énergie pour les ménages les plus vulnérables.

Au niveau de la précarité, au-delà de ce travail structurant avec le réseau de chaleur, il y a également tout le travail qu'on mène dans le cadre des contrats que vous avez votés et signés, qu'on a signés avec nos principaux distributeurs d'énergie, gaz et électricité, Enedis et GRDF. Nos conventions pour la transition écologique ont été, à notre demande et acceptée par eux, en très grande partie, tournées vers la question de la précarité énergétique. Ce sont plusieurs centaines de milliers d'euros que l'on mobilise avec eux, par an, pour monter un service à l'échelle métropolitaine, et on reviendra vers vous lors d'un prochain Conseil à ce sujet.

Pour l'aide aux ménages les plus vulnérables, les plus modestes, par rapport au photovoltaïque, on a réfléchi à la question de comment on pourrait aider à subventionner ces installations. Malheureusement, réglementairement, c'est impossible, puisque l'électricité, qu'on soit en autoconsommation ou sur le marché, est déjà revendue à un tarif subventionné. Or la règle nous interdit de doubler les subventions.

Pour finir, au niveau de l'autoconsommation collective, ce qu'on entend en termes énergétiques par « *autoconsommation collective* », ce n'est pas l'autoconsommation à l'échelle d'un bâtiment de logement social. C'est la façon dont on peut, à partir d'une production sur une toiture, traiter contractuellement avec différents consommateurs tout autour dans un rayon de 2 km maximum pour pouvoir rendre opérationnel un système en autoconsommation. Vous savez que, par exemple, si on met du photovoltaïque sur une école, le problème, c'est qu'en juillet-août on produit de l'électricité, alors qu'il n'y a plus d'utilisation. Donc, l'autoconsommation collective se situe à un autre niveau que celui de la copropriété ou du bâtiment de logement social. Cette autoconsommation collective, au sens de la définition que je viens de donner, c'est aussi un des axes de travail de notre plan solaire.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame la Vice-Présidente. Vous me permettrez de compléter par quelques aspects. D'abord, c'est une stratégie, qui donne à tous les acteurs un cadre pour agir, et à Montpellier nous avons la chance d'avoir un écosystème des énergies renouvelables qui est extrêmement dynamique, créateur d'emplois, avec Cemater, et qui va nous accompagner dans cette stratégie. C'est une mobilisation qui dit ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire. Vous avez évoqué par exemple des éoliennes. Il y a des territoires qui font ce choix. Nous, nous allons mettre l'accent sur la stratégie solaire. Il n'est pas indécent de solliciter les particuliers grâce au

cadastre solaire pour les aider à solariser leurs toits, et qu'ils en mesurent l'impact en termes d'économie d'énergie. C'est un potentiel extraordinaire. Aujourd'hui sur le site internet de la Métropole, il suffit d'aller à cadastre solaire, et on sait combien ça coûte, combien on peut économiser les émissions de CO<sub>2</sub> que nous contribuons à réduire. Ensuite, ce travail identifie tous les potentiels de production photovoltaïque, et donc qui nous permettent de produire de l'énergie.

Évoquer le réseau de chaleur, évidemment, avec les chaufferies bois. Je ne voudrais pas laisser passer une idée. Aujourd'hui, AltEmed, société publique, vient de livrer la chaufferie bois de la Cité créative. Elle accompagne les nouveaux logements dans ce secteur-là, et c'est pour ça que c'est difficile de circuler à côté de la Médiathèque Victor-Hugo : elle est en train de connecter les résidences du quartier, Lemasson, de la Croix d'Argent. Une fois qu'elles sont connectées, le prix, il ne subit pas les variations de l'énergie telles que nous avons pu les connaître. D'ailleurs, les habitants d'Antigone, qui ont connu le choix pionnier de Georges FRÊCHE du réseau de chaleur, n'ont pas connu les variations de l'énergie. Là, nous mettons en œuvre par la production locale une idée qui me semble évidente, qui a été rappelée par mon ami René REVOL : pas d'écologie sociale, pas de social sans écologie, ce qui permet donc de protéger les plus vulnérables.

Notre stratégie est une stratégie de sobriété. Merci à tous les collègues qui ont voté tout à l'heure le plan d'urgence qui double l'aide à la rénovation thermique des logements à l'échelle de la Métropole, que ce soit les cœurs de village, que ce soit des bâtis des années 50 ou 60, qui sont aujourd'hui des passoires thermiques. Merci aux bailleurs sociaux très engagés dans la rénovation du parc social qui, tambour battant, s'efforcent de rénover pour protéger les plus modestes. Dans l'échange avec Madame JANNIN tout à l'heure, je me suis autorisé à rappeler que nous avons mis fin aux 2 500 grille-pains, qui étaient F en consommation d'énergie, pour passer l'hiver.

Je partage un point de vue avec vous, Madame OLLIER : c'est la dépendance au pétrole. Je partage beaucoup de points, mais je voudrais relever celui-là. La dépendance au pétrole, c'est aussi d'utiliser sa voiture pour aller à son travail. Quand nous mettons en œuvre la gratuité des transports, la dimension populaire de l'écologie, elle est au rendez-vous. C'est une mesure extrêmement forte. Quand nous développons le réseau avec la cinquième ligne de tramway, elle est extrêmement forte. Je vous invite à ne pas opposer les uns aux autres : il n'y aurait pas les bobos en VAE et les autres. C'est l'ensemble des mesures. Je crois qu'il ne faut pas chercher à, ici aussi, opposer ou presque vouloir conflictualiser. La stratégie que propose Madame TOUZARD en la matière, elle est bien tous azimuts, elle a un cap, mais elle vise à activer tous les leviers. Ce n'est pas une facilité de langage, c'est une posture dangereuse que de chercher à opposer. Dans cette Assemblée, il est très clair qu'on veut concilier social et écologie. C'est pour ça que, demain, vous allez voir, à Castelnau[-le-Lez], ils portent un projet participatif d'ombrières sur le parking Chaban-Delmas, très novateur, qui peut être inspirant pour nos collègues. C'est absolument remarquable. C'est pour ça que si vous allez voir au vingt-deuxième étage de la tour d'Assas, nous identifions bien que dans le quartier de la Mosson, la cinquième façade, elle a un potentiel solarisable. Le rôle d'Altémed, c'est très clairement de s'en emparer. C'est pour ça que dans toute production de logements, Madame la Vice-Présidente, dans le cadre du PLUi, partout où c'est possible, on va solariser. Avec un enjeu : conquérir, contribuer davantage à la souveraineté énergétique de la France, montrer que notre territoire peut être davantage souverain, très innovant, sur le solaire. Madame TOUZARD, dans sa déclinaison, a rappelé les eaux grises à Beau Soleil, la géothermie à Cambacérès, le réseau de chaleur bois sur neuf mais aussi sur le renouvelable, les mobilisations citoyennes dans les communes.

Bref, c'est un schéma qui pose une stratégie et on prend un risque : c'est le faire quantifier de manière très régulière dans le cadre de l'évaluation du PCAET. A l'occasion, je le dis aux équipes, on montrera, on comparera où en est le parc social en termes de rénovation de logements, on le fera apparaître dans un des rapports. C'est vrai que des efforts sont à faire, vous avez raison Madame OLLIER, c'est vrai. Tout n'est pas parfait et tout ne se règle pas en trois ans. Mais si on constate où nous en sommes par rapport à d'autres territoires – je ne prendrai pas Toulouse, mais à d'autres territoires – nous sommes très en avance. Mais raison de plus pour intensifier nos efforts.

Je propose de mettre aux voix... Allez Sylvie [ROS-ROUART], en trente secondes.

### **Sylvie ROS-ROUART**

Monsieur le Président, pour signaler à cette auguste Assemblée qu'actuellement, l'Adjoint à la Ville durable de Castelnau-le-Lez représente Monsieur le Maire à l'Organisation des Nations Unies (ONU), parce que ce projet construit avec la Métropole et la SERM a été sélectionné parmi cinq autres comme un exemple de

l'innovation à venir. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Affaire n° 11, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 12 : ENVIRONNEMENT - PLAN MONTPELLIER SOLAIRE 2050 - PRESENTATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 12. Même vote ? Madame TOUZARD, voilà une belle unanimité.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Alenka DOULAIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 13 : ENVIRONNEMENT - RESEAU DE CHALEUR RENOUVELABLE NORD ALCO - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION**

*Mme MONIN (avec le pouvoir de M. MEISSONNIER) sort de séance.*

*Mme HART entre en séance (annule le pouvoir donné à M. CALVO).*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 13. Réseau de chaleur nord. Vous présentez ensemble les réseaux de chaleur ? 13-14-15 ?

**Isabelle TOUZARD**

Oui, 13-14-15 ensemble. C'est sur le réseau de chaleur. Donc on crée une nouvelle Délégation de Service Public (DSP) à l'occasion de la création du nouveau réseau nord Alco. Là aussi, il y aura une nouvelle chaufferie à créer, tout un réseau, et je vous disais qu'il y a des investissements de l'ordre de 56 millions d'euros. La délibération fixe le périmètre et fixe aussi les redevances qui seront renversées par la SERM, qui sera délégataire de cette DSP.

Du coup, c'est le corollaire, l'affaire 14. On avenante la DSP du réseau de chaleur actuelle, qui était sur le périmètre de la ville. On avenante l'ancienne DSP pour revoir le périmètre de la concession, avec la création de la DSP au nord. On revoit aussi les tarifs du fait de la disparition des tarifs réglementés de gaz. Je rappelle que ça se traduit par des factures énergétiques qui sont très intéressantes pour les locataires et les propriétaires qui sont raccordés.

Enfin, la dernière délibération, la 15, c'est une garantie d'emprunt pour la SERM. Je peux rentrer dans les détails si vous voulez après ?

**Monsieur le Président**

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ou des questions ? Ok. Je mets aux voix l'affaire n° 13. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien*



COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 54 voix*

**AFFAIRE N° 14 : ENVIRONNEMENT - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N°9 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 14. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Abstentions ? Oppositions ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 15 : ENVIRONNEMENT - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 15. Même vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION - STRATEGIE CULTURE ET PATRIMOINE DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

*Mmes GIMENEZ (avec le pouvoir de M. MARTIN), MASSART et TOUZARD sortent de séance.*

*Mmes LEVY, MONIN (avec le pouvoir de M. MEISSONNIER) entrent en séance.*

*M. RICO quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. RIO.*

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. Affaire n° 16. Je donne la parole à Monsieur le Vice-Président en charge de la Culture.

**Éric PENSO**

Merci Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Cette délibération – je sais que nous avons un ordre du jour très chargé – permet aujourd’hui de mettre un focus important sur notre stratégie culture et patrimoine, que je souhaite présenter. Je vais essayer d’être exhaustif, sans rentrer dans trop de détails non plus, parce que

je sais combien c'est important que vous ayez le maximum d'informations.

La culture est un formidable vecteur d'émancipation, rempart contre l'obscurantisme, garantie d'imaginaire enrichie et renouvelée. Je ne manque pas de le répéter à chacune des inaugurations que nous faisons – il y en a beaucoup. Forte de cette conviction, notre Métropole souhaite se doter d'une stratégie culturelle territoriale ambitieuse et pensée sur le temps long vers un horizon qui se dessine, des futurs durables et désirables.

Pour garantir cette trajectoire au long cours, notre stratégie se bâtit sur une politique équipementier ambitieuse, inscrite dans la ligne droite de l'héritage de la décentralisation. Forte de partenariats territoriaux larges – c'est assez nouveau – nourrie des enjeux contemporains qui traversent notre société et de cette stratégie, notre candidature au titre de Capitale Européenne de la Culture est un véritable accélérateur. Inventer de nouvelles manières de partager les arts et la culture avec le plus grand nombre et à l'échelle d'un territoire est l'une de nos plus hautes ambitions. Nous avons une très riche histoire artistique, pionnière en matière de décentralisation culturelle. Montpellier Méditerranée Métropole s'attache aujourd'hui à offrir aux artistes les conditions renouvelées de création, de diffusion de leurs œuvres, et nous réaffirmons notre volonté d'être un territoire d'hospitalité pour les artistes du monde entier.

Notre singularité artistique et culturelle résulte d'une politique équipementier ambitieuse, engagée dans les années 80 grâce à la décentralisation, et au service de notre souffle culturel qui a permis – vous le savez toutes et tous – l'implantation de scènes d'envergure nationale. En parallèle, notre territoire connaît un dynamisme culturel exceptionnel. Sur la seule Métropole, chers collègues, plus de 400 associations artistiques et culturelles font vivre la création et la diffusion culturelles.

Aujourd'hui, ce paysage artistique et culturel est en pleine mutation pour faire face à un double impératif. D'une part, la nécessité de redéployer des moyens pour soutenir de nouveaux projets, c'est très important. D'autre part, celle d'amorcer les évolutions nécessaires au sein des grandes institutions face aux impératifs de transition économique, environnementale ou sociale, dans un contexte économique que vous savez toutes et tous très contraint.

Ces transitions nous obligent à porter des choix nouveaux. Si nous avons la chance, l'immense chance de bénéficier d'un héritage culturel très important, nous connaissons l'impérieuse nécessité de renouveler nos politiques publiques, d'inventer de nouvelles formes de soutien à la création et à la production, de créer de nouveaux espaces de rencontre avec les publics. Pour relever ces défis, notre Métropole ambitionne de devenir un véritable laboratoire artistique et culturel, où s'inventeront de nouveaux lieux et dispositifs au service de la création contemporaine et de sa nécessaire rencontre avec les publics. Nous entendons porter notre stratégie culturelle et patrimoniale comme un véritable plaidoyer pour la culture et l'affirmation d'un véritable désir d'Europe. Au lendemain d'une longue crise sanitaire qui a éprouvé le secteur de la création et du patrimoine, et au moment même où la guerre en Ukraine nous conduit à être solidaires d'un pays en lutte pour ses libertés et son indépendance, nous faisons le choix d'affirmer l'importance et la force de l'Europe, de la culture comme facteur de paix et de dialogue pour rapprocher les personnes et les territoires. Dans ce contexte, notre stratégie culturelle et patrimoniale contribue à la stratégie long terme de la candidature de Montpellier et son territoire au titre de Capitale Européenne de la Culture pour l'année 2028.

Alors que notre Région s'apprête à accueillir dans les deux prochaines décennies 25 % de croissance démographique française et que le pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*) prévoit la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050, nos Collectivités se mobilisent pour tenter de réconcilier attractivité et impératifs écologiques : gratuité des transports par exemple, développement des itinéraires cyclables entre les intercommunalités, mobilités douces par voie fluviale à Sète, notre partenaire dans cette aventure européenne. Nous pensons fondamental de construire et de partager un récit de la mutation écologique qui permette de sortir des logiques de concurrence institutionnelle et des visions court-termistes. Les questionnements qui traversent les politiques publiques en général et les politiques culturelles en particulier nous poussent à l'humilité et à nous interroger pour être en mesure de répondre aux nouveaux défis. L'ouverture et le partage sont essentiels et constituent un premier élément de réponse. Faire corps, construire ensemble, mutualiser : autant d'idées qui invitent à envisager la politique culturelle comme un terrain idéal pour repenser la coopération territoriale à toutes les échelles, avec l'objectif d'imaginer pour demain une vie culturelle à la fois forte de l'identité de notre territoire et nourrie des échanges et des rencontres avec l'autre.

Pour parvenir à cet équilibre ambitieux, notre stratégie imaginée pour le territoire de la Métropole s'est bâtie

autour de six axes prioritaires. Je vais vous les résumer ; je ne rentrerai pas dans les détails, mais je suis bien entendu ouvert à toute question.

## **Monsieur le Président**

Allez-y, Monsieur PENSO. Tac, tac, tac.

## **Éric PENSO**

Oui, je vais résumer. Maintenant, j'ai voulu faire cette introduction un peu plus longue pour poser les enjeux. Mais effectivement, l'axe n° 1 se bâtera autour de construire les publics de demain sur quelques actions prioritaires : systématiser le développement d'une programmation culturelle à hauteur d'enfants, très largement mise en œuvre ; encourager l'accès de tous les publics à l'art et à la culture, sensibiliser le jeune public à la diversité des musiques actuelles et encourager la pratique musicale, très important notamment autour de notre fabuleuse Cité des arts ; défendre un accès égal pour tous sur l'ensemble du territoire ; développer des dispositifs de culture scientifique et sciences participatives à destination des enfants pour encourager l'esprit critique et la compréhension du monde contemporain ; reconquérir les publics par l'éducation à l'image ; et valoriser le multilinguisme présent sur notre territoire et je pense en particulier à l'occitan.

L'axe n° 2 sera de transformer la ville par la culture et le patrimoine, avec comme actions prioritaires : favoriser la compréhension de la ville contemporaine et de ses enjeux ; poursuivre l'enrichissement du patrimoine artistique par la mise en œuvre d'une politique de commandes publiques d'œuvres d'art dans l'espace public, largement amorcée également ; accompagner les transformations urbaines par la construction de récits artistiques et culturels ; inviter les habitants à poser un regard nouveau sur l'espace urbain ; et notamment encourager le développement des mobilités douces par les interventions artistiques, comme nous avons pu le faire notamment aux stations de tramway.

Axe 3 : s'affirmer comme un territoire d'hospitalité, extrêmement important aussi ; développer des lieux d'accueil et de travail pour les artistes du territoire pour permettre toutes les expressions artistiques, y compris celles d'artistes qui ne sont pas accueillis et diffusés dans leur pays ; mettre en œuvre des dispositifs de soutien au tissu culturel du territoire repensé et mieux adapté aux enjeux de chaque filière ; accompagner les acteurs de la filière, de l'image et des ICC, nous en avons déjà parlé ; accueillir les artistes venus d'ailleurs pour favoriser les échanges et la rencontre des imaginaires.

L'axe 4 sera de favoriser le rayonnement du territoire en valorisant l'exigence artistique et la capacité d'innovation, à travers des actions comme encourager et impulser la création de nouvelles structures, écosystèmes intervenant à toutes les étapes de la vie d'une œuvre par le rapprochement et la mutualisation de moyens pour une plus grande capacité d'action – je pense là en particulier à la Cité européenne du théâtre, la Cité créative, etc. – ; affirmer notre territoire métropolitain comme un pôle d'excellence de production audiovisuelle ; relancer et mettre à jour le schéma d'orientation et de développement des musiques actuelles, un sacré chantier aussi ; encourager la transdisciplinarité et une approche trans-sectorielle ; renforcer l'articulation des dispositifs d'aide publique, en travaillant avec l'État, la Région, le Département et d'autres métropoles, comme cela a d'ailleurs été évoqué par notre éminent collègue – nous avons reçu récemment une délégation de Toulouse.

Axe 5 : inventer de nouvelles formes de coopérations territoriales ; renforcer nos coopérations avec les intercommunalités partenaires ; favoriser les échanges culturels et scientifiques entre pays européens ; ouvrir de nouveaux axes de coopération avec l'Afrique.

L'axe 6, et dernier axe de cette stratégie : valoriser la connaissance et les savoirs, Montpellier est un vieux territoire universitaire, on a souvent parlé et nos actions prioritaires seraient de donner accès à la mémoire ancienne et contemporaine du territoire ; labelliser nos patrimoines pour une meilleure appropriation et une meilleure protection ; investir dans la valorisation et la restauration du patrimoine mobilier et immobilier ; valoriser la culture scientifique et technique comme facteur d'émancipation citoyenne ; ouvrir le dialogue entre art et sciences.

Vous le voyez, Monsieur le Président et chers collègues, cette stratégie construite au plus près du territoire, dans un souci d'ouverture vers l'autre et vers l'ailleurs, souhaite nous positionner comme Métropole auprès des acteurs majeurs, comme un acteur majeur des politiques culturelles. Riche de nos projets structurants et de projets d'infrastructures, notre vocation est d'engager notre territoire dans une mutation ambitieuse et

responsable, inscrite dans le temps long, avec la volonté de construire de manière durable un environnement propice à l'épanouissement de chacun. Je vous remercie pour votre écoute.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président pour cette présentation très complète. Est-ce qu'il y a des questions ?  
Madame OLLIER.

**Clothilde OLLIER**

Je vais avoir une question. Merci pour ces propos, que je soutiens bien évidemment. Cher Président, chers collègues, vous souhaitez une politique ambitieuse, un accès égal pour tous, vous souhaitez reconquérir les publics. Quelle bonne idée vu la période que nous traversons ! Vous allez m'expliquer pourquoi vous nous demandez au point 100 d'augmenter le tarif d'accès aux médiathèques de 150 % ? Est-ce que c'est comme ça qu'on va permettre à tous les publics d'accéder à la culture ? Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Madame OLLIER. On traitera au point 100, mais ce que vous dites n'est pas exact. Y a-t-il d'autres questions ? Ok. Je vous propose de mettre aux voix cette délibération qui sera jointe au dossier qui est en cours de rédaction pour la phase finale de la candidature Montpellier 2028, qui est en cours de rédaction. Demain, nous serons à... Ah, Madame ROS-ROUART, allez-y.

**Sylvie ROS-ROUART**

*Intervention hors micro.* ...ça a été co-construit avec tous les adjoints et les directions des affaires culturelles (DAC) ou chargés d'affaires culturelles de la Métropole, ça a été différents ateliers menés par la Direction de la culture et Monsieur PENSO, et que donc nous avons convergé vers ces axes tout en gardant dans le rétroviseur la candidature de Montpellier 2028.

**Monsieur le Président**

Merci Madame ROS-ROUART. Effectivement, gros travail d'animation par Monsieur PENSO, par l'ensemble des élus, l'ensemble des équipes.

Donc demain nous serons à Avignon pour présenter la candidature, c'est un temps fort. Je vous invite tous ce soir à 18 h 00. Je profite de ce petit point, Monsieur le Vice-Président, pour parler du vernissage de l'exposition Germaine RICHIER au musée Fabre. Germaine RICHIER a été présentée à Pompidou, et donc c'est l'exposition du Centre-Pompidou qui vient à Montpellier. En fait, Germaine RICHIER est native, a fait l'École des beaux-arts de Montpellier. Elle est décédée dans une splendide ignorance : personne à ses obsèques, etc. C'est une des très grandes artistes du XX<sup>e</sup> siècle, et dans notre programmation du musée, après Valentine SCHLEGEL, Germaine RICHIER. J'indique aussi qu'au MO.CO., il y a Neo RAUCH, qui est un peintre allemand, qui est pour la première fois exposé en France, une exposition très importante après l'exposition *Immortelle* consacrée à la peinture contemporaine, présentant près de 300 artistes. Tout ça nous vaut à la fois notre grand bonheur, notre grande compréhension des œuvres d'art pour nous, pour élever l'esprit, mais contribue très largement au rayonnement du territoire.

Monsieur CALVAT ?

**Renaud CALVAT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Ah oui, le tarif des médiathèques à la Métropole, c'est 10 euros pour les habitants de la Métropole. On verra l'affaire 100.

**Renaud CALVAT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président, calmez-vous. Je connais votre exigence de rigueur, mais...

**Renaud CALVAT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Évidemment, il ne faut mentir ni ici ni ailleurs.

Je mets aux voix la stratégie culturelle. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette...

**Bruno PATERNOT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Merci de cette unanimité. Et vous, votre cœur battant est là, cher Bruno PATERNOT, notamment sur le multilinguisme, qui figure. Merci beaucoup Monsieur PENSO.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION - SUITE DU SOMMET AFRIQUE-FRANCE DE MONTPELLIER - ORGANISATION DE LA PREMIERE BIENNALE EUROPE-AFRIQUE DE MONTPELLIER - ORIENTATIONS DE PROGRAMMATION - CONVENTION DE CO-PRODUCTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ILLUSION ET MACADAM - CONVENTION AVEC L'INSTITUT FRANÇAIS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes LLORET, MANTION (avec le pouvoir de Mme BORNE), RIMBERT, TIKOUK, et MM. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme GALABRUN-BOULBES), PENSO, RIO (avec le pouvoir de M. RICO) sortent de séance.*

*Mmes GIMENEZ (avec le pouvoir de M. MARTIN) ; MASSART, TOUZARD entrent en séance.*

*M. ALBERNHE (avec le pouvoir de Mme MIRALLES) quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Je donne la parole à Madame HART, pour présenter le projet de biennale Europa-Africa qui s'inscrit dans la candidature de Montpellier 2028. Allez, Madame HART, on essaie de faire court, tous, moi le premier.

**Clare HART**

Oui tout à fait. Passionnée sur le sujet, mais je vais essayer de vous faire un pitch sur ce merveilleux moment que sera la biennale Europa-Africa à Montpellier, qui aura lieu à l'automne. Vous le savez, on a eu l'honneur d'accueillir en 2021 le nouveau sommet Afrique-France, qui était un moment de refondation du lien entre le continent européen et africain. Montpellier a joué un rôle absolument central, un rôle clé dans ce moment fort, puisque nous avons activé nos réseaux de diasporas qui ont été centrales dans tout le processus de ce nouveau sommet Afrique-France. Nous avons décidé collectivement de transformer l'essai en quelque sorte, de continuer cette dynamique qui était portée par les territoires et aussi par ces diasporas, en créant la biennale avec un fil rouge – et ça me ramène à la présentation de mon ami Éric [PENSO] – autour de la Capitale Européenne de la Culture (CEC) 2028, qui est la question de l'eau.

Cet événement, qui aura lieu pendant une semaine à la rentrée prochaine, va mettre en exergue la science, l'économie et la culture, afin de recréer ce lien que nous souhaitons tant voir entre le continent européen et le continent africain. Nous allons mettre au cœur du réacteur le dynamisme des diasporas du territoire, et nous allons mettre en exergue la culture en premier lieu, avec un programme qui va s'étaler sur l'ensemble de notre Ville de Montpellier, ainsi que sur la Métropole. Cette programmation aura lieu dans des lieux de culture que vous connaissez bien, mais aussi dans les espaces publics, avec l'ensemble des classes animées par les diasporas. Nous allons avoir une animation complète sur l'ensemble de la semaine. Bien évidemment que les médiathèques jouent également un rôle clé dans ce processus. Nous allons aussi accueillir ce qu'on va appeler « *un festival des idées* », pour pouvoir discuter ensemble de la création de ce nouveau lien avec le continent africain. Les ICC – il y a un lien vers l'économie, j'en parlerai juste après – sont aussi très centrales dans ce processus-là. Nous travaillons aussi avec les acteurs du centre-ville, qu'est la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, pour l'amélioration de ces places et l'animation globale de l'espace.

Deuxième aspect : nous allons vous proposer en parallèle ce qu'on va appeler – je mets mon accent anglais –

les *Euro Africa Water Days*, qui sera un événement scientifique autour de l'eau, l'eau qui nous relie, comme dit la Capitale Européenne de la Culture, avec le Centre UNESCO, avec l'Université de Montpellier bien évidemment, et l'ensemble des centres de recherche. Nous allons également vous proposer un travail qui est déjà bien entamé autour de l'économie, autour des entreprises, avec le campus des jeunes entrepreneurs africains qui a démarré il y a deux ans, et le forum des Nouvelles d'Afrique, avec la Fondation innovation et perspective.

Peut-être pour ne pas prendre trop de temps ce matin, je vous dirai que, ce qui est intéressant dans cette biennale, c'est que nous intégrons l'ensemble des acteurs du territoire autour de nos diasporas qui sont absolument centrales dans le processus. C'est peut-être ça qui fait la différence pour cette biennale.

Je suis à votre disposition pour répondre à toute question et nous attendons avec impatience l'événement.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame la Vice-Présidente. Merci beaucoup. Y a-t-il des questions ? Pas de questions, pas de remarques. Ça a été rappelé : c'est quand même aussi la suite du nouveau sommet Afrique-France. C'est aussi – je voudrais le dire peut-être de manière assez forte, et je crois que toute l'Assemblée le partage – ce dialogue entre l'Afrique et Montpellier, il existe depuis très longtemps grâce à nos chercheurs qu'on évoquait tout à l'heure, et j'ai oublié d'évoquer le travail qui se fait, cher René [REVOL], avec Monsieur SERVAT, qui est absolument remarquable sur les problématiques de l'eau, tu l'as dit chère Clare [HART]. Il existe grâce à nos universités, parce que nous formons des étudiants qui reviennent, etc. Cette biennale, c'est ce dialogue, vous l'avez formidablement bien dit, c'est aussi la force des diasporas présentes sur notre territoire et dans notre pays.

Je veux le dire avec beaucoup de force, c'est des moments où aussi on rappelle cette phrase prononcée par JAURÈS : « *il n'y a qu'une seule race, l'humanité* ». Il existe en ce moment dans notre débat démocratique des moments préoccupants, où les journalistes ne retirent plus les micros à des paroles racistes, où on en vient à questionner les origines de certains de nos concitoyens qui sont français et qui deviennent des propos extrêmement blessants et qui tombent sous le coup de la loi. Eh bien nous, on doit continuer à affirmer avec force que c'est le dialogue, que ces diasporas sont une vitalité, ces doubles appartenances sont une chance pour nous. Nous savons ici, la diaspora marocaine, combien elle peut être entreprenante, faire des ponts avec le festival Arabesque et tant d'autres choses. Il y a un mot très fort qui a été prononcé par notre collègue Éric PENSO, de « *plaidoyer* ». Dans ce contexte de débat nauséabond qui parfois surgit, notamment sur certaines chaînes d'information en continu, ici tout le monde est au clair et tout le monde assume parfaitement son écharpe tricolore d'élus de la République, mais c'est quand même extrêmement important que nous rappelions ce qui devrait tomber sous le coup d'une simple évidence. Je tenais à vous faire part de cela, ce racisme débridé qui s'exprime, et d'une violence absolument abjecte : elle est blessante pour une immense majorité de nos concitoyens, quelle que soit d'ailleurs leur sensibilité.

Cette biennale, elle montre qu'il y a un chemin et elle doit aussi y contribuer. Le moment venu, chers collègues, je pense qu'on prendra une initiative de travail, parce que la lutte contre les préjugés, contre le racisme, c'est en permanence, mais sans doute de plan d'action. J'ai été invité à la Présidence de la République, comme 260 maires, et je veux dire que j'ai été très choqué. Je n'étais pas tout à fait d'accord avec elle sur un point, mais j'ai été très choqué quand Madame le Maire de Strasbourg, Jeanne BARSEGHIAN, a dit au Président de la République qu'il fallait agir contre le racisme et s'est quand même retrouvée avec 2-3 abrutis, pardon, 2-3 personnes très blessantes qui se sont mis à la huer quand elle a soulevé ce sujet. Je crois que ce combat-là doit être résolu et mené résolument. Je sais qu'ici tout le monde est très habité par ce sujet, mais c'est notre responsabilité démocratique d'être ferme et de montrer des chemins de dialogue là où d'autres veulent jouer la querelle identitaire. La querelle identitaire, ce n'est pas la France. La France, c'est son universalité et sa diversité.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je vous remercie. C'est une très belle aventure que nous allons engager à la rentrée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

**AFFAIRE N° 18 : AMENAGEMENT DURABLE - EVOLUTION DU DISPOSITIF DE COVOITURAGE KLAXIT - CONVENTIONS POUR LE PARTAGE DE FRAIS DES COUTS RELATIFS A LA PRATIQUE DU COVOITURAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PAYS DE L'OR AGGLOMERATION ET SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - AVENANT N°4 DE LA CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE AUX COVOITUREURS PAR KLAXIT - PROGRAMMATION PLURIANNUELLE D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme CONTE-ARRANZ sort de séance.*

*Mme RIMBERT et M. PENSO entrent en séance.*

*Mme JANNIN quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Madame FRÊCHE. Covoiturage, être ensemble dans la voiture.

**Julie FRÊCHE**

Oui, merci Monsieur le Président. Rappeler quand même que notre politique ne vise pas à « *faire la guerre à la voiture* », mais simplement rééquilibrer son usage, remplacer la voiture lorsque cela est possible et surtout limiter une personne par voiture. Quelques chiffres : 87,8 % des conducteurs sur l'A709 sont seuls dans leur voiture ; en France, c'est 8,5 conducteurs sur 10 qui sont seuls dans leur voiture. Raison pour laquelle nous avons mis en place cette incitation au covoiturage avec Klaxit. Aujourd'hui, ça marche évidemment extrêmement fort. Nous en sommes à près de 30 000 inscrits. C'est environ 35 000 trajets covoiturés par mois, c'est 450 000 trajets covoiturés depuis mars 2021. C'est une incitation financière extrêmement forte pour la Métropole, d'autant que beaucoup de ces usagers avaient un point de départ hors Métropole. Raison pour laquelle nous avons engagé un travail technique avec nos voisins, parce que beaucoup des habitants des intercommunalités qui sont voisines de la Métropole, vivent hors Métropole, mais travaillent en Métropole. Donc il fallait partager le financement. C'est d'ores et déjà acté avec Sète Agglomération, et je remercie évidemment François COMMEINHES d'avoir adopté ce dispositif la semaine dernière en Conseil d'Agglomération. Ce dispositif est également cofinancé par le Pays de l'Or. Nous poursuivons aussi ce travail technique avec les autres territoires concernés, qui ne sont pas autorités organisatrices de la mobilité, raison pour laquelle il faut aussi inclure la Région, pour coordonner nos dispositifs à l'échelle de l'aire urbaine. Je rajoute aussi qu'il y a un cofinancement espéré d'un demi-million d'euros dans le cadre du fonds vert.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Un demi-million d'euros : ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd ! Est-ce qu'il y a des questions ? Je voudrais ici me joindre à vos propos pour remercier François COMMEINHES, Président de Thau Agglomération et Stéphane ROSSIGNOL, Président de Pays de l'Or Agglomération (POA), pour son engagement. Culture, nous coopérons. Mobilités, nous coopérons. Sport, nous coopérons. C'est autre temps, autres mœurs. Contrat de réciprocité avec nos voisins, c'est aujourd'hui très important. Maintenant, il faut que nous les accélérions, ces coopérations, pour qu'elles soient perceptibles.

Je me permets, Madame la Vice-Présidente, d'indiquer que nous allons cofinancer une navette pour relier la zone aéroport, la zone d'activité économique – Monsieur le Maire de Lattes, c'est une info toute récente – à la station de Boirargues, parce qu'il y a une zone d'emploi, donc on va se mettre ensemble pour financer une navette le matin et une navette le soir pour améliorer l'offre de transport décarboné. Voilà des choses qu'on n'imaginait pas il y a encore quelques années avec POA, et on avance. Cette libération sur le covoiturage l'illustre.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

**AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP POUR LA REALISATION DE LA VELOLIGNE 10A ENTRE SAINT-GELY-DU-FESC ET MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**



*Mmes MANTION (avec le pouvoir de Mme BORNE), TIKOUK et MM. BALAZUN (avec le pouvoir de Mme GALABRUN-BOULBES) et RIO (avec le pouvoir de M. RICO) entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Madame FRÊCHE, un autre exemple de coopération, sur la convention d'offre de concours entre la Métropole et le Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup sur la véloligne 10A. Un mot.

**Julie FRÊCHE**

Rapidement, c'est aussi pour dire que lorsque les intercommunalités sont aussi proches, le vélo à assistance électrique peut être une alternative très crédible à la voiture individuelle, parce qu'on est à moins de 10 km de la centralité de Montpellier. Là encore, une coopération réussie pour poursuivre les travaux de la véloligne 10A, qui permettra de relier Saint-Gély-du-Fesc au cœur de Montpellier, au niveau du stade Philippiès. C'est effectivement une coopération entre la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, la Région Occitanie, l'État et le Département, avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour la finalisation de ces travaux.

**Monsieur le Président**

Merci Madame FRÊCHE. Je mets aux voix. Qui est contre ? Ah pardon, Jean Luc, Monsieur SAVY. On a vécu l'inauguration ensemble.

**Jean-Luc SAVY**

Monsieur le Président, mes chers collègues, c'était effectivement pour rejoindre les propos de Julie FRÊCHE et saluer l'inauguration que nous avons menée il y a deux mois environ sur une portion de cette véloligne. Dire plus largement qu'effectivement, les pourcentages de déplacements alternatifs à la voiture dans la Ville de Montpellier, dans la Métropole en général, augmentent de manière significative, puisque vous avez remarqué à quel point le nombre de véhicules chute tous les jours dans la Ville de Montpellier, mais augmente quand on est en vélo, évidemment en trottinette également. Les compteurs et les boucles magnétiques, dans les 31 communes, sont présents, de même que les poteaux indicateurs qui vont donner le nombre de vélos circulant devant chez vous. Je signale que, par exemple, sur Juvignac, sur l'axe principal menant à Montpellier, on a tous les jours du lundi au vendredi 900 vélos qui passent pour aller sur Montpellier. C'est 900 voitures, puisqu'on parlait d'autosolisme, en moins qui vont sur Montpellier, sur l'avenue de la Liberté, le long de la ligne 3 de tram, qui est une autoroute à vélo depuis Juvignac. Le week-end, c'est seulement 250, ce qui montre bien que c'est le « vélotaf » qui préside au fait que sur la Métropole, on se déplace pour aller travailler en vélo.

J'en termine avec le fait qu'on a célébré le 40 000<sup>e</sup> achat de vélos électriques neufs avec la prime de 500 euros qui a été mise en place il y a deux ans, qui est prolongée. Donc je remercie les équipes, évidemment Julie FRÊCHE, pour cet engouement. Et j'invite mes collègues des trente-et-une communes à vérifier si, devant chez eux, par les boucles magnétiques, ils ont aussi cet engouement sur leur propre commune pour rejoindre les lieux de travail du matin.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur SAVY de ces propos et de votre engagement, et celui dans toutes les communes pour favoriser les continuités cyclables, pour favoriser les continuités cyclables. J'indique que, vous avez fait référence au 40 000<sup>e</sup> VAE : 31 décembre, dernier délai. Après, on sera beaucoup moins généreux. On aura fait un choix très fort, mais je sais qu'il y a la presse : c'est le 31 décembre. Il faut passer, il faut qu'on ait d'autres investissements, notamment dompter le carrefour de la Lyre, Madame la Vice-Présidente.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 20 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LA TARIFICATION INTERMODALE ET LA NAVETTE DES PLAGES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - APPROBATION - AUTORISATION**



## DE SIGNATURE

### Monsieur le Président

Affaire n° 20. Conventions de compensation tarifaire pour la tarification intermodale et la navette des plages. Je pense que Monsieur RICO y est très sensible. Il est parti ? Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

## **AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - REQUALIFICATION DU CŒUR DE VILLE DE MONTPELLIER - CREATION DE L'AIRE PIETONNE "VERDUN - SUD COMEDIE" - CONCERTATION - APPROBATION**

*Mmes CONTE-ARRANZ, LLORET et M. REYNAUD entrent en séance.*

### Monsieur le Président

Affaire n° 21. Requalification du cœur de ville de Montpellier, la voirie étant une compétence métropolitaine. Extension de la piétonisation sur le secteur Verdun – Sud Comédie. Madame FRÊCHE, *Midi Libre* s'en est fait l'écho.

### Julie FRÊCHE

Oui, merci Monsieur le Président. Rappeler quand même que le 21 juin 1986, Georges FRÊCHE inaugure la nouvelle place de la Comédie, entièrement piétonne, reléguant les voitures sous la place via un tunnel. C'est 4 500 véhicules qui passaient place de la Comédie sur la route nationale 113. Le 23 août 2004, interdiction de l'Écusson aux voitures. C'est 24 km de rues piétonnes dans un secteur où vivaient 11 000 habitants. 2006, c'est la fermeture des boulevards Ledru-Rollin et Jeu de Paume, avec l'arrivée de la ligne 4 et la ligne 3 de tramway. 2012, c'est le boulevard Henri-IV.

Depuis notre arrivée aux responsabilités, nous continuons cette stratégie d'extension de la piétonisation en faveur des utilisateurs des transports en commun, des piétons et des cycles. Dès le 27 juin 2022, nous avons fermé l'avenue Clemenceau et rendu aux piétons la future place Saint-Denis grâce à l'arrivée de la ligne 5 de tramway qui permettra de continuer au sud-ouest de la Métropole l'extension de la piétonisation via la place Saint-Denis, l'avenue Clemenceau, une place du 8 mai 1945 complètement apaisée, la piétonisation de l'avenue Lepic vers la Cité créative. Le 19 juillet 2022, nous avons également fermé au transit la rue Léon-Blum et demain avec la ZAC Ricardo-Bofill nous allons créer un grand parcours entre l'Esplanade et Antigone, qui va être amorcé par la requalification et la transformation de l'avenue Frédéric-Mistral, qui va devenir une nouvelle entrée à l'est de la Métropole, du parking Comédie, et permettra une connexion avec la ZAC Ricardo-Bofill, qui doit permettre à terme la réalisation d'un espace piétonnier continu aux abords de l'ancien Hôtel de Ville. D'autres aménagements sont à venir, sur l'axe Foch-Peyrou-Arceaux, qui doivent prolonger cette dynamique d'extension de la centralité vers l'ouest. C'est la transformation de la place Max-Rouquette dans le prolongement de la nouvelle rue Saint-Louis où les piétons sont désormais majoritaires.

C'est en cohérence avec cette stratégie globale d'extension de l'aire piétonne que nous allons proposer à la concertation jusqu'à la fin d'année la piétonisation du secteur Sud Comédie, qui va permettre de relier le cœur historique avec les quartiers place Carnot et Méditerranée. Du coup, ça concerne effectivement de la contre-allée du boulevard Victor-Hugo jusqu'à la rue Michelet, le long du Polygone, jusqu'aux rues Du-Guesclin et de la République. Nous organiserons une réunion publique et une concertation pendant trois mois, jusqu'à la fin de l'année.

### Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame la Vice-Présidente. Y a-t-il des questions ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY LIGNE 5 - CONVENTION D'INDEMNISATION DE L'EXPLOITANT DU RESEAU DE TRANSPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LE CADRE DE L'OPERATION 5EME LIGNE DE TRAMWAY - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 22. Convention d'indemnisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

**AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - AUTORISATION DES ANCRAGES DES EQUIPEMENTS D'ALIMENTATION ELECTRIQUE ET D'ECLAIRAGE PUBLIC EN FAÇADES PRIVEES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 23. Tramway, autorisation des ancrages des équipements d'alimentation électrique et d'éclairage public en façades privées. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Monsieur PATERNOT.

**Bruno PATERNOT**

Oui, une délibération technique mais extrêmement importante pour la rénovation de l'éclairage public, notamment en cœur de Métropole, sur la place de la Comédie, puisque nous allons passer d'un éclairage en chandelle – c'est-à-dire qui éclaire du bas vers le haut et créer de la pollution lumineuse – à un éclairage zénithal – c'est-à-dire du haut vers le bas et qui supprime totalement la pollution lumineuse, qui coûte six fois moins cher. Mais pour ça, effectivement, il faut que toutes les accroches qui sont chez les particuliers, on puisse renouveler ces conventions en temps et en heure, afin de pouvoir inaugurer au moment où il faut et aussi de passer à des éclairages accrochés au mur, ce qui permet de travailler sur une meilleure accessibilité universelle pour les poussettes et aussi pour les fauteuils roulants. Ça permet aussi d'abaisser les points lumineux et de faire en sorte du coup qu'il y ait moins de pollution lumineuse.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - AFFECTATION DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST- STATIONNEMENT (FPS) DE LA VILLE DE MONTPELLIER SUR L'EXERCICE 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 24. Affectation des produits FPS de la Ville de Montpellier à la Métropole pour un montant de 2 718 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Ça permet de financer la politique de mobilités. Recette quasi-affectée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

## **AFFAIRE N° 25 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 25. Attribution des fonds d'équipement aux communes. 50 000 euros pour la Commune de Beaulieu. Commune de Fabrègues, 200 000 euros pour la réhabilitation, l'extension et l'accessibilité de l'Hôtel de Ville. 200 000 euros pour la Commune de Pignan pour la fameuse salle, Madame le Maire, multimodale. 150 000 euros pour le restaurant scolaire à Saint-Geniès-des-Mourgues. Et 150 000 euros pour la réhabilitation de la fontaine à Pérols, qui avait fait l'objet de deux délibérations pour réaffectation de crédits.

Y a-t-il des questions ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci à chacun des collègues Maires qui portent ces projets.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

## **AFFAIRE N° 26 : SOLIDARITES - SECOND PLAN LOGEMENT D'ABORD - PLAN D'ACTIONS 2023 - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2023 - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 26. Second plan Logement d'abord, affectation des subventions 2023. Ça avait fait l'objet d'une présentation par Madame GIMENEZ. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Abstentions ? Oppositions ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

## **AFFAIRE N° 27 : SOLIDARITES - POLITIQUE DE LA VILLE - APPEL A PROJETS CONTRAT DE VILLE 2023 ET CITE DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 27. Politique de la ville, appel à projets contrat de ville 2023, Cité de l'emploi à Montpellier. Il y a un certain nombre d'associations. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, Mme Clare HART, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

## **AFFAIRE N° 28 : SOLIDARITES - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2023 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 28. Dotation politique de la ville, convention d'attribution de subventions entre l'État et la Métropole de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M.*

Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 56 voix*

**AFFAIRE N° 29 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE - AXES VEILLE SOCIALE ET ACCES AUX DROITS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2023 - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 29. Plan pauvreté, axes veille sociale et accès aux droits. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 30 : SOLIDARITES - PLATEFORME HANDI'CAP LOGEMENT 34 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION APF FRANCE HANDICAP 34 POUR L'ANNEE 2023 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 30. Plateforme Handi'cap logement 34, attribution de subvention à APF 34. Y a-t-il des questions ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 31 : SOLIDARITES - ESPACE GISELE HALIMI - ACCUEIL DE L'ÉCOLE REGIONALE DU NUMERIQUE - CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ORGANISME DE FORMATION FONDESPIERRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. CALVAT (avec le pouvoir de Mme WEBER) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 31. Accueil de l'École régionale du numérique, partenariat avec la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole à l'Espace Gisèle Halimi. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je remercie la Présidente de Région, Carole DELGA, de cet engagement très précieux.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Maryse FAYE, Mme Séverine SAINT-MARTIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 32 : HORS COMMISSION - FRANCE SERVICES - NOUVEAU DISPOSITIF DES CONSEILLERS NUMERIQUES - MODALITES OPERATIONNELLES ET FINANCEMENT - APPROBATION**

*M. VERA sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 32. France services, nouveaux dispositif de conseillers numériques. Nous maintenons l'enveloppe existante. Je veux déplorer publiquement le recul de l'État sur ce projet. Mais c'est ainsi. C'est à budget constant. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 33 : SOLIDARITES - DEMANDE D'AUTORISATION POUR L'ACQUISITION DE PARTS DU GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE (GIE) LOGIMIP PAR ACM HABITAT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 33. Demande d'autorisation pour l'acquisition de parts du groupement d'intérêt économique (GIE) Logimip par ACM Habitat. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 34 : SOLIDARITES - RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE - REGLEMENT ATTRIBUTIF DES SUBVENTIONS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°14553 DU 29 MARS 2017 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 34. Rénovation de l'habitat privé, règlement attributif des subventions de la Métropole, délibération du 29 mars 2017. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 35 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 129 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. CALVAT (avec le pouvoir de Mme WEBER) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 35. Construction de 129 logements sociaux à Montpellier, attribution de subventions à ACM Habitat. Y a-t-il des questions ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N° 36 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT**

## **ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA FEDERATION FRANÇAISE DE BASKET-BALL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. VERA entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur ASSAF, présentez-nous peut-être la convention avec la Fédération française de basket.

**Christian ASSAF**

Merci Monsieur le Président. Peut-être d'ailleurs les trois conventions très rapidement.

**Monsieur le Président**

Oui, l'ensemble des conventions.

**Christian ASSAF**

Vous le voyez, une première avec la Fédération française de basket, une deuxième avec la Fédération française d'escrime et une troisième avec la Fédération française de tennis de table. Ces fédérations, elles ont pour but, pour philosophie, de contractualiser et de rendre visible une part importante que Montpellier Méditerranée Métropole joue et attribue à ces fédérations. Je m'explique. Cela fait maintenant plusieurs années que la Métropole aide les clubs de haut niveau, pour le basket, le BLMA, mon cher Cyril [MEUNIER], pour l'escrime, le MUC escrime et les investissements importants de la salle d'armes, et pour le tennis de table, l'Alliance Montpellier-Nîmes de tennis de table avec notamment les deux frères LEBRUN, qui sont les mascottes de cette équipe. Je salue d'ailleurs l'accession en première division de l'équipe de l'Alliance Nîmes-Montpellier. Ces conventions ont pour but à la fois d'inscrire notre aide dans la durée, deuxièmement de favoriser le développement avec ces fédérations d'équipements et des terrains de basket 3x3, les équipements de tennis de table et aussi, dans le cadre des Jeux olympiques. Mais au-delà, puisque je le dis, les Jeux olympiques de Paris 2024 ne sont pas une fin en soi, mais un début, parce que après les Jeux olympiques, il y aura les championnats de France, d'Europe, du monde, et d'autres Jeux olympiques qui viendront. C'est d'accueillir des équipes nationales en résidence, que ça soit à l'occasion de matchs, comme ça sera le cas au mois d'août pour le basket à l'Aréna, France-Monténégro, que ça soit l'accueil de l'équipe de France d'épée ou de sabre féminine d'escrime à la salle d'armes à Pitot dès cet été, que ça soit l'organisation des championnats de France en mars 2024 de tennis de table à Montpellier. Vous le voyez, toute une série à la fois d'équipements de proximité et d'accueil de grands événements.

Puisque l'occasion m'en est donnée, je veux également profiter de la présentation des trois affaires pour vous signaler que, à la demande du Président de la Métropole, je me rendrai donc jeudi à Paris, à l'ambassade d'Afrique du Sud, pour signer une convention qui permettra l'accueil de la délégation entière d'Afrique du Sud olympique à Montpellier, Millau et Sète, ce qui représente plusieurs centaines d'athlètes, en olympique et en para-olympique, qui viendront préparer les Jeux olympiques à Montpellier. Vous le voyez également dans la série des rapports que j'avais à présenter l'accueil de la flamme olympique. En gros, nous avons mobilisé toutes nos énergies pour faire en sorte que l'ensemble de notre territoire puisse profiter des Jeux olympiques de Paris 2024 autrement que par la petite lucarne. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. Y a-t-il des questions ? Je pense que c'est une intervention de la part de notre collègue Cyril MEUNIER, en charge de l'attractivité.

**Cyril MEUNIER**

Oui, enfin là, c'est plutôt en fan du basket féminin. Je voulais vous dire qu'au dernier championnat d'Europe, le seul club européen qui a eu son cinq majeur en demi-finale, c'est le BLMA, puisque nous avons nos cinq joueuses du cinq majeur qui étaient en demi-finale. Malheureusement, elles se sont rencontrées en demi-finale, donc tout le monde ne pouvait pas partir en finale. Nos deux belges ont la médaille d'or et nos trois françaises ont une médaille de bronze, ce qui à mon avis devrait nous permettre de les fêter à leur retour en septembre ou en octobre. Je vous invite tous à venir, pour ceux qui ne sont jamais venus, voir le basket féminin, puisque c'est là où on a les plus grandes chances d'avoir des médailles olympiques en 2024. Merci.

**Monsieur le Président**

Cher Cyril [MEUNIER], il y a aussi les frères LEBRUN ! Mais c'est vrai que nos féminines au basket, c'est

remarquable. Enfin, Monsieur ASSAF l'a indiqué, mais je voudrais vraiment le relever : terre de jeux, on a l'Australie ; là vous signez, jeudi, toute l'Afrique du Sud, qui va se préparer ; en judo, nous accueillons, pour toutes les communes qui ont des club de judo, on accueille les championnats d'Europe et l'équipe de France de judo viendra se préparer, Teddy RINER – alors là c'est l'espoir de médailles pour la France – viendra s'entraîner à Montpellier. C'est à la fois pour le mouvement sportif de la Métropole l'opportunité de voir des athlètes. On a d'autres, on l'annoncera un petit peu plus tard, d'autres équipes, mais c'est aussi une très bonne nouvelle pour l'hôtellerie, la restauration, les journalistes qui vont les suivre, donc de visibilité sur le territoire. Notre politique sportive, elle contribue au rayonnement et elle soutient la pratique du sport pour tous. Donc voilà ces délibérations et merci beaucoup.

Je mets aux voix. Affaire 36. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 37 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT "VILLE TOP ARTENAIRE" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA FEDERATION FRANÇAISE D'ESCRIME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 37. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 38 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA FEDERATION FRANÇAISE DE TENNIS DE TABLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

38. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 39 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PATINOIRE VEGAPOLIS A MONTPELLIER - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N° 3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 39. Monsieur ASSAF, c'est la DSP, l'avenant 3 à la patinoire. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 40 : ANIMATION DU TERRITOIRE - NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 40. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 41 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 42 : ATTRACTIVITE - MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME SUD - CONVENTION DE PARTENARIAT 2023 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE PAUL-VALERY - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42. Convention de partenariat avec la Maison des sciences de l'homme. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N° 43 : ATTRACTIVITE - PEPITE LR - CONVENTION DE PARTENARIAT 2023 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Convention de partenariat 2023 entre la Métropole et l'Université de Perpignan. On termine ce projet. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 44 : ATTRACTIVITE - OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET DE SON TERRITOIRE URBAIN - CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2028 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 44. Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise, pour nous aider un petit peu à piloter notamment l'implantation, le soutien à la fiscalité économique – qui est très dynamique, monsieur le Vice-



Président le constate pour le versement mobilité. Ça nous aide largement à financer la mesure de gratuité des transports. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Julien MIRO, M. Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 45 : ATTRACTIVITE - COMMUNE DE FABREGUES, SECTEUR DES 4 CHEMINS, SITE HELIOS - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN POSTE DE REFOULEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 45. Commune de Fabrègues, secteurs des 4 chemins, site Hélios, convention de fonds de concours. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Sylvie ROS-ROUART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 46 : ATTRACTIVITE - PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 46. Accord transactionnel entre la CCI et la Métropole. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président aux finances ? Je mets aux voix. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Laurent JAOUL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 47 : ATTRACTIVITE - OPERATION CHEQUES PARKINGS - CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 47. C'est la reconduction du dispositif de chèques parkings. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Contres ? Abstentions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Laurent JAOUL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Mathilde BORNE.*

*Abstentions : 10 voix*

*Se sont abstenus : Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK,*

Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.

**AFFAIRE N° 48 : ENVIRONNEMENT - PLAN DE RELANCE - PROGRAMME PARTENARIAL DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - PLAN DE FINANCEMENT 2023 - CONVENTIONS-TYPE DE PARTENARIAT ET DE REVERSEMENT DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 48. Plan de relance, programme partenarial pour la mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), convention de partenariat et de reversement des subventions. C'est les crédits qui ont été obtenus dans le cadre de France relance. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 49 : ENVIRONNEMENT - DOMAINE DE VIVIERS - PARCELLE B86 COMMUNE DE TEYRAN - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, MADAME MARAVAL ET MONSIEUR DUPUY PORTANT RESILIATION DU BAIL RURAL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. REYNAUD sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 49. Domaine de Viviers, parcelle B86, protocole transactionnel entre la Métropole et des propriétaires privés. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 50 : ENVIRONNEMENT - DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNES DE JACOU ET CLAPIERS - DEMANDE D'APPLICATION DU REGIME FORESTIER SUR LES PROPRIETES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Domaine de Viviers, demande d'application du régime forestier sur les propriétés de la Métropole. 96,76 hectares, Monsieur CALVAT, Monsieur le Maire. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 51 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER SUPAGRO ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PROJET CHAIRE EAU ET AGRICULTURE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2023 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 51. Convention de partenariat entre Supagro et la Métropole pour le projet chaire eau et agriculture. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N° 52 : ENVIRONNEMENT - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "TRANSITION ENERGETIQUE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique « *transition énergétique* ». Y a-t-il des questions auprès de Madame TOUZARD ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ah, un petit mot Isabelle [TOUZARD] ?

**Isabelle TOUZARD**

Juste pour dire qu'avec la mission « *transition énergétique et climat* » de Madame TOUBALE, on soutient un festival « *imaginons demain* ». C'est une première sur la Métropole et on va organiser aussi des rencontres – je reviendrai vers vous sur la date exacte en octobre – dans le quartier de la Mosson, autour des sujets du plan climat. On commence là ce volet animation, dont je parlais tout à l'heure à l'occasion de la présentation du Codev.

**Monsieur le Président**

Ok. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 53 : ENVIRONNEMENT - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 53. Monsieur PATERNOT ne prendra pas part au vote. Un certain nombre de subventions. Peut-être il y en a d'autres ? Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 54 : ENVIRONNEMENT - LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - CENTRE DE SOINS DE LA PETITE FAUNE SAUVAGE A VILLEVEYRAC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 54. La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Roger CAIZERGUES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 55 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION POUR L'ACCUEIL DE GROUPES A L'ÉCOLOTHEQUE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES CENTRES MEDICAUX SPECIALISES ET LES CRECHES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55. Convention pour l'accueil de groupes à l'écolothèque entre la Métropole, les centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 56 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET "LA LUMIERE LA NUIT NIT A L'ENVIRONNEMENT" (LUNNE) - ACCORD DE CONSORTIUM ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'UNIVERSITE GUSTAVE-EIFFEL DE CHAMPS-SUR-MARNE, L'UNIVERSITE TOULOUSE 3 PAUL-SABATIER, L'UNIVERSITE RENNES 2, L'UNIVERSITE DE NANTES, LE CEREMA, RENNES METROPOLE ET TERRITOIRE ENERGIE TARN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes GIMENEZ (avec le pouvoir de M. MARTIN), PINTARD, SAURAT et MM. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. SAUREL), MANSOURIA (avec le pouvoir de M. SEBLIN) sortent de séance.  
M. REYNAUD entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 56. Projet LUNNE entre le consortium Métropole, Université Gustave-Eiffel, Toulouse 3, Rennes 2, Nantes, le CEREMA, Rennes Métropole et Territoire énergie Tarn. Monsieur PATERNOT, vous nous dites un petit mot ? Il y a beaucoup de conventions avec les organes de recherche.

**Bruno PATERNOT**

C'est ça. Je vous fais une intervention pour deux délibérations, comme ça on va plus vite : celle-là et dans deux après. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, chers collègues, nous actons ici de trois partenariats car Montpellier Méditerranée Métropole ne travaille pas seule. Elle fait partie d'un écosystème complet qui se base sur les savoirs scientifiques – c'est cette délibération –, les connaissances des citoyennes et des citoyens – on en a parlé avec le Codev et le groupe Nuit –, les compétences des associations, la maîtrise des collectivités et de l'Etat. On travaille avec tout le monde, avec les autres. Le projet La Lumière la Nuit Nit à l'Environnement (LUNNE) – je le précise, chers collègues, n'a aucun impact sur nos finances – consiste à offrir notre territoire à la recherche de pointe pour qu'elle observe, qu'elle travaille, qu'elle objective nos ressentis. Si on est très attentifs aux sentiments, à l'émotion, à la perception sensible, nous avons aussi besoin de faits, d'analyses scientifiques objectives. Moi qui suis plutôt un homme de lettres, j'ai besoin de chiffres. Nous avons un écosystème complet et nous allons peser par ces recherches sur l'établissement des nouvelles normes, notamment européennes, afin que la France des projets explique la vie à la France des procédures. Les normes ne nous dicteront pas la vie. D'autant que nous n'avons aucune crainte, aucun doute sur ce que donneront les résultats. Ouvrir les portes et les dossiers à une analyse extérieure et indépendante, c'est accepter que les résultats soient critiques. Eh bien, allons-y, allez-y scientifiques de toute la France, venez regarder ce que l'on fait. Au-delà des belles paroles – ça, c'est plutôt mon travail –, analysez nos actes. Réduire la puissance, la quantité, la temporalité, l'intensité de l'éclairage ; réduire les lux, les lumens, les watts, la luminance n'a que du positif sur la santé, sur la biodiversité, sur la sécurité, sur le porte-monnaie et sur la beauté.

L'étude de territoire va donc venir travailler sur le « *ici* », et nous vous proposons dans la délibération d'après de venir travailler sur l'« *ailleurs* ». Nous souhaitons signer la déclaration de *Lighting Urban Community International* (LUCI). Avec Clare HART et la Maison des relations internationales, nous avons à cœur de nous nourrir de ce qui se passe, de ce qui se pense ailleurs. On va observer, ressentir comment on éclaire à Jyväskylä, à Turin, à Tartu, Capitale Européenne de la Culture 2024, ou à Ramallah, ce qui nous apprend énormément et c'est fascinant. Là encore, ça tombe bien, les cinq points sur lesquels on doit s'entendre collectivement et que nous allons vous demander de voter, on le fait déjà. On observe le monde, on échange avec lui, on s'inscrit dans un écosystème complet avec les autres.

La troisième délibération portera sur le partenariat avec la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), car en plus de mener une politique qui nous fait économiser de l'argent, en plus de créer des partenariats qui ne nous coûtent rien, ici je vous demande d'accepter que l'Etat nous donne de l'argent. Cet argent, il servira à trois choses : à couvrir une partie du salaire des agents qui œuvrent pour la mise en place du plan lumière, à acheter des images satellites de la TeleScop et de DarkSkyLab, afin qu'on puisse voir les progrès d'année en année – ça je vous en reparle lors d'un prochain Conseil –, et puis à créer un outil pédagogique : le jeu « *éteins-moi si tu peux* », qui permettra de sensibiliser nos 849 élus aux enjeux de la lutte contre la pollution lumineuse – oui, 31 communes, ça fait 849 élus. À partir d'aujourd'hui donc je vous

propose, chers collègues, de venir chez vous pour réfléchir ensemble à l'éclairage de vos quartiers et comprendre comment on éclaire aussi bien pour protéger le choupisson, c'est le petit du hérisson, pour protéger la cycliste ou pour éclairer vos ronds-points. On va venir jouer comme ça avec différentes petites actions sur un plateau de jeu. On va jouer ensemble pour comprendre qu'éclairer le territoire, c'est éclairer un écosystème complet. Là, on fera aussi avec vous, chers collègues.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur PATERNOT. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

## **AFFAIRE N° 57 : AMENAGEMENT DURABLE - RESEAU PROFESSIONNEL LIGHTING URBAN COMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - DECLARATION POUR L'AVENIR DE L'ECLAIRAGE URBAIN - APPROBATION**

*M. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. SAUREL) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 57, qui a été...

**Bruno PATERNOT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Ah non. C'était une intervention sur les deux...

**Bruno PATERNOT**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Bon, en trente secondes. La sobriété. Allez, vas-y.

**Bruno PATERNOT**

Vous parlez de multilinguisme, c'est pour ça. *Montpellier, back on the map. LUCI, light urban community international, is an association of cities around the world that are all connected about their lighting. It can be for festive occasion or for everyday use...*

**Monsieur le Président**

Monsieur PATERNOT, la langue d'usage est le français.

**Bruno PATERNOT**

Bon, comme vous me l'autorisez pour l'occitan, d'accord. Donc le groupe LUCI, avec lequel nous signons sa déclaration, nous propose d'organiser son assemblée générale et nous avons donc le plaisir de les accueillir en avril 2024, ici à Montpellier, pour expliquer notre plan lumière et voir comment nous allons mettre en place ce plan au quotidien. Ce qui nous permettra de parler avec les villes du monde entier de lumière, d'éclairage, mais du coup aussi du sombre, du noir, de l'outre-noir si cher à Monsieur SOULAGES. Nous allons pouvoir réfléchir ensemble avec toutes les villes du monde. Bienvenue Busan, Helsinki, Vilnius ou Erevan, bienvenue à Montpellier et venez nous éclairer. *Come and enlight us.*

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur PATERNOT. Nous les accueillerons en français. On ouvrira tout ça et vous pourrez faire la visite guidée au musée Fabre et présenter Pierre SOULAGES, pour lequel nous ferons une grande rétrospective en 2025.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 58 : AMENAGEMENT DURABLE - ACTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EFFICACITE ÉNERGETIQUE - APPEL A PROJETS LUM'ACTE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDANTES ET REGIES (FNCCR) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 58, qui a été dûment présentée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Eric PENSO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 59 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE A LA REALISATION DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET D'EQUIPEMENTS AUX ABORDS DU FUTUR LYCEE DE COURNONTERRAL ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur LAFFORGUE, lycée de Cournonterral. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

*Contre : 9 voix*

*Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Florence BRAU.*

**AFFAIRE N° 60 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE DANS LE CADRE DU PROJET DE REQUALIFICATION DE LA PLACE DES MARTYRS DE LA RESISTANCE A MONTPELLIER - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 60. Modalités de concertation préalable dans le cadre de la requalification de la place des Martyrs de la Résistance sur la Commune de Montpellier.

**Coralie MANTION**

Très rapidement. C'est dans le cadre du projet de requalification de la place des Martyrs de la Résistance. Il s'agit de définir les modalités de la concertation préalable. Cette place, elle fait partie du grand projet de transformation des espaces publics de l'axe Arceaux-Comédie-Esplanade, des espaces à forte valeur patrimoniale. Les aménagements qui sont à l'heure actuelle, avec le parking de la Préfecture et le marché aux fleurs, datent de 1974 et dysfonctionnent : stationnement anarchique, espace piéton insuffisant, revêtement dégradé, pas de mise en valeur du patrimoine. Nous lançons donc une étude pour un embellissement de ce site pour mieux répartir l'espace entre tous les modes de déplacement au bénéfice des piétons pour une ville plus apaisée, moins polluée et plus belle.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. C'est un enjeu urbain très important. Y a-t-il des questions ?

Je mets aux voix la 60. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

## **AFFAIRE N° 61 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE CLAPIERS - CONCESSION D'AMENAGEMENT - ZAC DU CASTELET - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 61. Clapiers, ZAC du Castelet, garantie d'emprunt. Contres ? Abstentions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

## **AFFAIRE N° 62 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE GRABELS - SECTEUR CROIX DE GUILLERY - CONVENTION OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPFO) ET LA COMMUNE DE GRABELS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes GIMENEZ (avec le pouvoir de M. MARTIN) ; PINTARD, SAURAT et M. MANSOURIA (avec le pouvoir de M. SEBLIN) entrent en séance.*

## **Monsieur le Président**

Affaire 62. Commune de Grabels, secteur Croix de Guillery et l'Établissement foncier (EPF) d'Occitanie (EPFO). Y a-t-il des questions ? Madame RIBOT.

## **Catherine RIBOT**

Monsieur le Président, la compensation environnementale est si fréquemment pratiquée depuis quelques mois qu'il est absolument nécessaire de prendre garde à sa généralisation, à son adoption systématique. Introduite déjà en 1976, réformée en 2016, ce que l'on nomme aujourd'hui facilement la « *séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC)* » doit être maniée selon nous avec précaution. Toutes les atteintes, toutes les destructions de l'environnement ne peuvent pas être compensées. L'absence de perte nette de biodiversité, l'équivalence écologique ne peuvent pas être garanties dans beaucoup de cas. Il doit rester évident que la compensation est précédée pour tous les projets d'une phase d'évitement puis de réduction des atteintes environnementales. La séquence ERC tend malheureusement de plus en plus à ne devenir qu'une formule, qu'une incantation inutile et vaine, donc.

Le site de Gimel est une poche de végétation en bordure de Montpellier, entre les Hauts de Massane et Euromédecine, et il s'agit du dernier espace de respiration entre Grabels et Montpellier. C'est un petit bout de ceinture verte nécessaire aux habitants pour un accès de proximité à la nature. Entre les constructions, les bassins de rétention, la coupe d'arbres contre le risque de feu, ce sont au total 19 hectares de terres naturelles qui vont être détruits, 19 hectares de terres riches en diversité que l'on va prétendre compenser. Or la



compensation n'a jamais permis, ne permettra jamais de restaurer l'écosystème détruit.

La convention opérationnelle entre la Commune de Grabels, l'Établissement public foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, dont cette délibération nous propose la signature, ne doit pas donner bonne conscience aux élus en faisant croire que la compensation est une mesure de préservation de l'environnement. Nous sommes donc plusieurs élus Ecologistes qui s'abstiendront au moment du vote de cette délibération. Merci Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci. Monsieur le Maire de Grabels.

### **René REVOL**

Je pense que je vais inviter les personnes qui s'abstiennent à venir à la réunion d'information. J'en ai fait déjà quatre publiquement, qui ont amené toutes les forces politiques de ma majorité à voter pour ce projet.

D'abord, c'est faux qu'il s'agit de 19 hectares qui vont être remis en cause. Quand on étudie un dossier, on l'étudie de près – c'est plutôt mon habitude. Il y en a exactement que 4. D'accord ? Ces 4 hectares ne portent pas atteinte à tous les espaces boisés qui existent sur le Gimel. On a affaire à un aménagement qui est particulièrement exemplaire, puisque cet aménagement aboutit à faire que ce quartier sera un quartier sans voiture. De cette dimension, c'est le premier de la région.

Deuxièmement, nous allons réintroduire toute une biodiversité, car un espace naturel n'est pas en lui-même une garantie suffisante, car l'espace naturel peut être particulièrement dégradé. C'est le cas de cet espace naturel dont les propriétaires – dont le siège social se situe 1 place Vendôme à Paris, donc ce ne sont pas des propriétaires locaux – n'ont pas occupé ce terrain depuis plus de 40 ans et l'ont laissé se dégrader ; ce qui nous a obligé à nous en occuper, à le préserver. Cet investissement sera majeur.

Je signale aussi que ça sera peut-être le premier équipement sur Montpellier où la totalité des eaux de toilettes seront réutilisées pour l'arrosage. Nous avons prévu également dans cet aménagement toute une dimension de protection, de paroi de verdure. Tout ça, c'est un élément qu'on travaille depuis des années. Tout le monde est au courant depuis 2016 que c'est engagé. Nous ne sommes pas pressés, nous voulons que cela se fasse de manière correcte.

À partir de là, l'évitement et la réduction ayant été largement faits. Il faut procéder en même temps à la compensation pour ces 4 hectares. Cette compensation nous amène, après une enquête très approfondie de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), à voir que la colline de Guillery – que certains d'entre vous connaissent pour les centaines de promeneurs qui y passent – qui est un réservoir de biodiversité extraordinaire mais qui est très dégradée. Nous l'avons intégrée dans l'atlas de la biodiversité communale. Vous savez que Grabels a été la première Ville de la Métropole à être labellisée pour faire un atlas de la biodiversité communale, qui s'achève en ce moment avec une Fête de la nature ; à laquelle je vous invite le 2 septembre prochain, juste la veille de la Fête de la tomate, donc vous pouvez aussi venir à Grabels, et à Clapiers lors de ce week-end. Par la même, vous pouvez vérifier que cet atlas débouche sur un plan d'aménagement de l'ensemble, qui nous amène aujourd'hui à postuler, là aussi comme première ville de la Métropole engagée pour le végétal. Nous aurons ce label « *engagé pour le végétal* », car nous développons le végétal dans les zones urbaines elles-mêmes et pas simplement dans les zones naturelles qui existent.

Cet aménagement qui a lieu sur Gimel ne doit pas donner lieu à des discussions inutiles. Je vous invite à étudier le dossier de près. Nous organiserons toutes les réunions publiques nécessaires pour que tout le monde puisse se le voir précisé.

Je signale, de manière finale, que cet aménagement a été le résultat d'ateliers participatifs auxquels ont participé plus de 400 citoyens et que le cahier des charges qui a servi à cette concession est un cahier des charges qui a été adopté par ces 400 citoyens. Ce type d'aménagement populaire me paraît tout à fait essentiel.

Enfin, je rappelle ce que je disais dans une autre intervention, tout à l'heure : nous n'avons absolument pas voulu que ça soit autre chose que la maîtrise foncière publique, et c'est comme ça que nous avons pu obtenir le fait que le prix au mètre carré été réduit à 30 euros. Par la même nous contribuons à faire baisser la moyenne des prix sur la Métropole, qui est un moyen de casser la spéculation foncière.



**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Maire. Je propose de mettre voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Abstentions : 11 voix*

*Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.*

**AFFAIRE N° 63 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE JUVIGNAC - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DU DOMAINE DE CAUNELLES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 63. Projet de périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 64 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE JUVIGNAC - SECTEUR CŒUR DE VILLE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPFO) ET LA COMMUNE DE JUVIGNAC - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Commune de Juvignac, secteur Cœur de Ville, avenant n° 1 à la convention avec l'EPFO. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 65 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNES DE LATTES ET PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - GARANTIES D'EMPRUNT AUPRES DE LA BANQUE POSTALE ET DE LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 65. Convention Ode à la Mer. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 66 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER \_ NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - CESSIION A ACM HABITAT - RESIDENCE TOUR D'ASSAS - LE GRAND MAIL ET AVENUE DE BARCELONE - PARCELLES CADASTREES LR 38, LR 335 ET LR 95 - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 66. Programme NPRU, c'est sur ACM Habitat, résidence Tour d'Assas, le Grand Mail et avenue de Barcelone, parcelles cadastrées LR 38, LR 335 et LR 95. Derrière les chiffres, il y a quand même de sacrées histoires. Si vous avez l'occasion, vous pouvez aller voir le 22<sup>e</sup> étage de la tour d'Assas : on voit toute la Métropole, c'est assez spectaculaire. Il y a des expos sur les tranches de vie de ce quartier. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

Pour : 76 voix

**AFFAIRE N° 67 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) MOSSON SUD - BILAN DE LA PARTICIPATION PAR VOIE ELECTRONIQUE - CREATION DE LA ZAC - APPROBATION**

*Mme MARIN-KHOURY et M. MEUNIER (avec le pouvoir de M. MODOT) sortent de séance.  
M. LAURET quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. CHAMPAY.*

**Monsieur le Président**

Affaire 67. Commune de Montpellier, procédure de la ZAC sur Mosson Sud, bilan de la participation. Allez-y, Madame la Vice-Présidente, un petit mot. 67 et 68 ?

**Coralie MANTION**

Oui, je peux enchaîner les deux. Dans le cadre de la procédure pour la mise en place de la ZAC Mosson Sud, à la suite de la période de concertation préalable puis la participation du public par voie électronique, il est proposé donc d'approuver le bilan de cette concertation et surtout la création du dossier de ZAC. La rénovation urbaine de la Paillade, ce n'est pas que de la démolition, c'est aussi de la restructuration et de la construction. La ZAC Sud Mosson est une greffe urbaine au sud du quartier qui va nous permettre de retravailler cette entrée qui, à l'heure actuelle, est très routière, avec des parkings, des rocade. L'objectif, il est clair : c'est modifier l'image du quartier de la Paillade en modifiant son entrée. Cette mutation, elle passe par plusieurs axes : un nouveau maillage viaire va voir le jour pour supprimer cette entrée très routière et imperméabilisée, et pour connecter le quartier au reste de la ville ; un grand cours paysager sera aménagé pour créer une continuité écologique entre le Riotord et la Mosson et créer un îlot de fraîcheur et répondre au problème hydraulique ; les équipements sportifs (stade, piscine Neptune, courts de tennis) seront rénovés ou transformés ; la programmation des nouveaux bâtiments sera mixée avec de nouveaux logements et des nouveaux commerces, de l'activités. Les commerces, par exemple, de la Tour d'Assas vont être relocalisés au pied de ces nouveaux bâtiments, mais nous allons aussi compléter l'offre pour la diversifier, l'idée étant vraiment que les habitants des autres quartiers viennent consommer à la Paillade. Pour les logements, pas de logements sociaux, mais une diversification de l'offre pour créer de la mixité sociale. La première opération de cette diversification, nous avons signé la cession hier avec le groupe Action Logement Cité Jardins, après avoir mis le premier coup de pioche quand même hier à la Tour d'Assas, élément important. Cette première opération de diversification, c'est la construction de la résidence intergénérationnelle. Ce sont 62 logements qui vont être construits pour accueillir des étudiants, des jeunes actifs, des seniors. Nous avons des typologies de logements très variées pour répondre à la diversité des habitants, 100 % des logements sont traversants et nous avons une architecture qui se marie bien avec l'existant ; il n'était pas question de créer une rupture

visuelle avec l'existant, il était important qu'il n'y ait pas une fracture entre l'ancien et le nouveau. On a là un vrai projet de mutation de la Ville : elle se reconstruit sur elle-même pour accueillir de nouvelles activités, de nouveaux logements et nous créons une nouvelle centralité pour dynamiser la Paillade. C'était l'affaire 67.

Pour la 68, pareil, dans le cadre de la procédure de mise en place de la ZAC Saint-Paul. A la suite de la période de concertation préalable, puis de participation depuis par voie électronique, cette délibération propose le bilan de cette concertation et aussi la création de la ZAC Saint-Paul. Elle se situe à la jonction de trois quartiers : la Paillade, les Hauts de Massane et Malbosc. Les objectifs de ce projet de restructuration sont divers : accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de tram avec la création des halles méditerranéennes pour créer un nouveau lieu attractif à l'échelle métropolitaine et l'implantation du nouveau siège de la SERM-ACM, donc Altémed, pour amener des actifs sur le site ; recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ; restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire avec une nouvelle école aux Gêmeaux, et ça permet d'avoir une école en lisière de quartier et de retravailler la carte scolaire ; proposer une offre de logements diversifiée ; requalifier les espaces publics en créant un espace central et développer des parcours, des traversées nord-sud pour désenclaver Saint-Paul ; accroître les proximités, les porosités entre le parc de la Mosson et celui de Malbosc ; et augmenter le couvert végétal. À l'heure actuelle, nous avons de grandes poches de parkings, des îlots de chaleur qu'il faut supprimer. L'idée est bien de reconfigurer l'espace pour le sécuriser, le rendre plus attractif et de vraiment retravailler ce projet avec les commerçants qui sont à Saint-Paul.

#### **Monsieur le Président**

Merci Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions ? Je vous remercie pour cette présentation à la fois sur le dossier et puis évidemment sur les grands attendus du projet. Je mets aux voix la 67. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

#### **AFFAIRE N° 68 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) SAINT PAUL - BILAN DE LA PARTICIPATION PAR VOIE ELECTRONIQUE - CREATION DE LA ZAC - APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

68. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

#### **AFFAIRE N° 69 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ACQUISITION DES PARCELLES CADASTREES OL N° 32 ET 73 - 140 RUE MAS DE BRINGAUD - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DE LA RESTANQUE A MONTPELLIER - APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 69. Acquisition de parcelles cadastrées dans la ZAC de la Restanque. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

#### **AFFAIRE N° 70 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AVENANT A LA CONVENTION DE CARENCE N°1 ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPFO) ET LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 70. Commune de Saint Georges d'Orques, avenant à la convention entre l'État et la Métropole et l'EPF. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 71 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE SAINT JEAN DE VEDAS - SECTEUR CŒUR DE VILLAGE - CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPFO) ET LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE****Monsieur le Président**

Saint Jean de Védas, secteur cœur de village, convention pré-opérationnelle entre la Métropole et l'Établissement foncier d'Occitanie. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas la parole ? Adoptée. Un projet de halle très sympa, Monsieur le Maire.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 72 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE VENDARGUES - PARC D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES "LE SALAISON" - VENTE DU TERRAIN CADASTRE BB 352 A LA SOCIETE VESTIA - 160 AVENUE DE BIGOS - APPROBATION**

*Mme MARIN-KHOURY entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 72. Commune de Vendargues, parc d'activités « *Le Salaison* », vente de terrain cadastré. Y a-t-il des questions ? Vas-y. Pardon.

**Coralie MANTION**

Il s'agit de la vente d'un terrain d'une superficie de plus de 8 000 m<sup>2</sup> à Vendargues, dans le parc d'activités économiques du Salaison à la société Vestia, lauréate de la mise en vente publique avec cahier des charges au prix de 1 127 500 euros pour la réalisation d'un programme de construction d'un site multi-activités. Je tiens à m'attarder un peu sur cette délibération, car je tiens à mettre en avant la procédure de vente d'un lot, d'une parcelle en toute transparence, avec jury. A la suite de l'annonce, ce sont dix dossiers qui ont été déposés et analysés par les équipes de la Métropole. Il y a eu une première sélection de quatre candidats sur référence qui ont été auditionnés. Alors, il n'y a pas Guy [LAURET], mais il aurait pu compléter. Puis nous avons pu choisir le projet en s'appuyant sur plusieurs critères : sa qualité architecturale, sa faisabilité technique et financière, le programme proposé, l'offre financière et le montage opérationnel. Un choix qui s'est fait en toute transparence, avec des critères bien précis. C'est une procédure qui devrait se multiplier pour chaque vente de terrain, qu'il soit métropolitain ou sous concession. L'appel à projets, il permet de challenger les équipes d'architectes promoteurs et d'avoir du coup des projets beaucoup plus qualitatifs.

**Monsieur le Président**

Merci Madame la Vice-Présidente. Vestia heureux lauréat après un long processus. Je mets aux voix. Guy LAURET est sorti ? Oui. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christophe BOURDIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 73 : ENVIRONNEMENT - CARREFOUR DES DECHETS - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET IDEALCO - 7 ET 8 SEPTEMBRE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. ALTRAD) sort de séance.*

*M. MEUNIER (avec le pouvoir de M. MODOT) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 73. Treizièmes assises nationales de la prévention et de la gestion territoriale des déchets, carrefour des déchets. Monsieur VASQUEZ, vous voulez dire un petit mot ? C'est un gros congrès, donc allez-y.

**François VASQUEZ**

Oui. Président, chers collègues. Ce carrefour des déchets représente en effet des assises nationales qui étaient auparavant organisées à Paris et ailleurs et qui depuis 12 ans n'avaient pas été organisées en France. On reprend cette réunion nationale de tous les acteurs du déchet à Montpellier, et c'est un choix fort, parce que Montpellier programme une politique en rupture en ce qui concerne le traitement des déchets. Ce carrefour, ces assises nationales ne seront pas des assises nationales comme d'habitude. Nous nous inscrivons en rupture par rapport à tout ce qui se faisait auparavant, en inscrivant notre politique dans la nouvelle gouvernance qui consiste en une gestion territoriale de nos déchets. Vous savez que nous allons gérer nos déchets avec nos voisins à l'échelle d'environ 1 million d'habitants. Nous avons réuni tous nos voisins dans ces assises, ce carrefour qu'on a voulu appeler, à Montpellier. C'est-à-dire que ce n'est pas Montpellier qui organise, mais bien tous nos partenaires, tous nos voisins, afin d'inscrire ce que nous souhaitons, c'est-à-dire avec eux, une synergie, une coopération, une complémentarité et une proximité.

Ce que je voudrais vous dire, c'est qu'à l'occasion de ces assises – puisque c'est nous qui les organisons – nous allons proposer d'appréhender un nouveau cadre de pensée sur les déchets. On parle souvent de « *paradigme* » et de « *révolution* », avec deux mots totalement galvaudés. En ce qui nous concerne, on peut parler d'un changement de paradigme. À l'image de ce qu'avait décrit Thomas KUHN sur les révolutions scientifiques, le nouveau paradigme n'a plus rien à voir avec l'ancien, et est même incompatible et inconciliable. Ce que nous avons voté ensemble ici, c'est-à-dire cette stratégie zéro déchet, que je nomme maintenant « *philosophie de gestion des déchets* », car ça va bien au-delà d'une stratégie politique. Vous savez, quand on dit qu'on est vegan, par exemple, ça va au-delà d'une habitude alimentaire ; ça correspond à un comportement général de vie. On n'est pas juste allergique au gluten quand on est vegan. Quand on fait une stratégie, une philosophie de gestion des déchets, ça va bien au-delà que tout simplement des poubelles, un bac jaune, un bac orange et un bac de tri. Ça implique un changement de comportement citoyen, un tri citoyen, une économie circulaire. C'est un changement total de paradigme dans lequel nous nous inscrivons et dans lequel nous voulons inscrire ce nouveau carrefour national. Nous avons cette ambition. Elle est forte, mais elle est indispensable. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 74 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SETE AGGLOPOLE POUR L'USAGE DE LA DECHETERIE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 74. Oui, allez-y.

**François VASQUEZ**

Nous avons un partenariat avec Sète Agglopolé, si vous voulez, nous prenons les déchets de déchetteries de Mireval et de Vic-la-Gardiole. Nous allons en échange, pouvoir, pour être très schématique et très synthétique, leur confier nos encombrants, puisqu'ils ont en effet une décharge à Villeveyrac. C'est un échange, si j'ose dire, de déchets avec un solde pour nous de 80 000 euros, puisque le différentiel, la somme globale si vous voulez de la gestion de leurs déchets, c'est 240 000. On va mettre nos déchets chez eux pour ce qui est des encombrants et récupérer 80 000 euros de solde, si vous voulez.

**Monsieur le Président**

Ok, merci beaucoup. Je mets aux voix. Enfin il y a peut-être des questions, pardon ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci beaucoup. Ça c'est aussi des coopérations entre nos intercos, indispensables.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 75 : CYCLES DE L'EAU - ZONAGE PLUVIAL SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION****Monsieur le Président**

Cycles de l'eau, zonage pluvial sur le territoire de Montpellier, bilan de la concertation. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 76 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT RELATIF AU DEVELOPPEMENT DE LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES (REUT) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA REGIE DES EAUX ET BRL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme FRECHE sort de séance.*

*M. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. ALTRAD) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 76. C'est une affaire très importante, d'un très bon accord avec Madame la Présidente de Région, avec BRL, avec la Métropole sur la réutilisation des eaux usées. Ce sujet de l'eau a fait éruption par la sécheresse de l'été dernier partout en France dans le débat démocratique. Aujourd'hui, il faut à la fois réduire les fuites d'eau, d'où les très nombreux travaux qui sont en cours, et on a des bons chiffres, et dans le rapport que Monsieur le Vice-Président présentera à la rentrée, il donnera de très bons indicateurs, mais il faut aussi déployer massivement une stratégie de réutilisation de nos eaux usées et de nos eaux traitées. C'est le cas de cette affaire-là. Je laisse Monsieur REVOL présenter de manière plus précise cette délibération très importante.

**René REVOL**

Je serai relativement rapide. Vous le savez, l'investissement qu'on fait sur Maera a une dimension particulière : c'est que nous mettons en jeu une réutilisation des eaux usées une fois traitées pour en faire une source d'eau brute qui peut servir à de nombreux usages urbains et agricoles, et qui par là-même nous permet de faire une économie sur la ressource en eau. Nous jetons à la mer 28 millions de mètres cubes par an. Par l'intermédiaire de Maera, il s'agit d'en utiliser le plus possible pendant cette période pour pouvoir réutiliser. Or ce problème que pose cette réutilisation, c'est le réseau de canalisation qui nous permet d'utiliser cette eau. Il se trouve que le développement de BRL – qui a fêté l'année dernière ses 30 ans – a créé des réseaux et nous avons discuté avec eux. Je me félicite de cet accord entre la Région, BRL, la Métropole, qui va nous permettre d'utiliser ce réseau pour utiliser cette eau brute dans tout le périmètre adjacent, et permettre ainsi de faire qu'on ne nettoie plus les rues avec de l'eau potable, qu'on n'arrose plus les espaces verts avec de l'eau potable,

que l'on puisse utiliser l'eau pour toute une série d'usages agricoles comme c'est prévu aujourd'hui, la réglementation allant de plus en plus dans ce sens. Il est plus opportun d'utiliser de l'eau en réutilisation, d'eau usée traitée comme ça lorsqu'elle est envoyée dans la mer, et ménager par contre l'eau qui est dans les petites stations et qui contribue au maintien de l'étiage des rivières. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président de cette présentation, et puis du travail qui est accompli aussi par les équipes de la Régie, par ces projets. Enfin, Montpellier fait partie des villes inspirantes sur ces sujets. Je mets aux voix. Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 77 : CYCLES DE L'EAU - SUBSTITUTION DE LA REGIE DES EAUX A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L'EXECUTION DES CONTRATS ACCESSOIRES A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC VISANT L'EXPLOITATION DE LA STATION D'EPURATION MAERA - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 77. Substitution de la Régie des eaux à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des contrats accessoires à la DSP visant l'exploitation de Maera. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 78 : CYCLES DE L'EAU - COOPERATION DECENTRALISEE - PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'EAU POTABLE POUR LES POPULATIONS VULNERABLES DE KIFFA (MAURITANIE) - CONVENTIONS CADRES DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA MUNICIPALITE DE KIFFA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 78. Coopération décentralisée. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 79 : ATTRACTIVITE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE POINT POUR LA CO-ORGANISATION DE LA SEPTIEME EDITION DE FUTURAPOLIS SANTE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 79. Futurapolis. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*



**AFFAIRE N° 80 : ATTRACTIVITE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MIDI-LIBRE POUR LA CO-ORGANISATION DE LA QUATRIEME EDITION DU FORUM "LE MONDE NOUVEAU" A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 80. « *Monde nouveau* ». Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Ok.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

**AFFAIRE N° 81 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT PRESSE POUR LES EXPOSITIONS "DJAMEL TATAH, LE THEATRE DU SILENCE" ET "GERMAINE RICHIER. RETROSPECTIVE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 81. Excuse-moi Éric [PENSO]. Convention de partenariat pour les expos Djamel TATAH et Germaine RICHIER, dont le vernissage a lieu ce soir pour Germaine RICHIER. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE SUPPLÉMENTAIRE : HORS COMMISSION - CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION MONTPELLIER 2028 - AVENANT - EXERCICE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire complémentaire capitale européenne de la culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

**AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - MONTPELLIER 2028 - CANDIDATURE AU TITRE DE CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - STRATEGIE D'ACTION POUR LE SECOND TOUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 82. Y a-t-il des questions ? Stratégie culture. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE**



## **DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2023 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 83. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « culture ». Y a-t-il des questions sur ces subventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Je voudrais préciser que ces subventions interviennent de manière complémentaire à celles qui ont été dûment votées, qui permettent d'accompagner les structures culturelles qui ont eu à faire face au choc d'énergie et à la question de l'inflation. Saluer Jean-Paul MONTANARI pour son excellente programmation, son rendez-vous des festivaliers de Montpellier Danse, qui est une institution culturelle de notre territoire. Il a pu s'émouvoir publiquement en disant « *on traverse des difficultés* ». La Métropole, qui n'est pas le seul partenaire, qui est le premier partenaire, vient en soutien. Pour le Théâtre des 13 vents, c'est pareil : nous sommes le second partenaire, puisque c'est l'État qui est le premier financeur, c'est la seule exception sur le territoire, et donc nous venons en accompagnement de subventions pour aider parce qu'il ne faut pas que des déficits s'accumulent, sans quoi il y a des frais d'agios. Mais il est clair que sur la culture, cher Éric PENSO, Mesdames et Messieurs, nous aurons à travailler pour engager des réformes de structure pour permettre que la programmation artistique occupe la place qui est la sienne, face précisément aux frais de structure.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, Mme Mylène MIFSUD, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

## **AFFAIRE 85 : ATTRACTIVITÉ - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE AFFAIRE N° 84 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 84. Attribution de subventions dans le cadre de l'aide aux congrès. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, M. Serge GUISEPPIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

## **AFFAIRE N° 85 : AMENAGEMENT DURABLE - POLICE METROPOLITAINE DES TRANSPORTS (PMT) - RECOURS A L'ENGAGEMENT DE SERVIR - APPROBATION**

*M. CHARTIER sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 85. Dans le cadre de la Police Métropolitaine des Transports (PMT), c'est l'obligation de formation de nos policiers, qui sera de six mois auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour qu'ils puissent exercer avec déontologie et exemplarité leurs missions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 86 : AMENAGEMENT DURABLE - POLICE METROPOLITAINE DES TRANSPORTS - MISE EN PLACE DE LA VERBALISATION ELECTRONIQUE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISE DES INFRACTIONS (ANTAI) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. ASSAF (avec le pouvoir de Mme DOMBRE-COSTE) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 86. Convention entre la Métropole et l'Agence nationale de traitement automatisé des infraction (ANTAI) au niveau national pour la police métropolitaine des transports. Je voudrais rappeler que les incivilités feront l'objet de procès-verbaux et seront sanctionnées. Les chaussures sur la banquette avant, l'alcoolisation dans le tramway, etc. Il y aura d'ailleurs une campagne de rappel à la règle et au règlement d'usage dans les transports en commun. La police métropolitaine des transports contribuera aussi à lutter contre ces incivilités qui ne sont pas acceptables et qui créent des désagréments dans le confort voyageur. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 87 : RESSOURCES - ASTREINTE POLICE METROPOLITAINE DES TRANSPORTS - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 87. Astreinte police métropolitaine des transports. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 88 : RESSOURCES - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DU POLE CULTURE ET PATRIMOINE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Avenant à la convention de service commun du pôle culture et patrimoine. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 89 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 90 : RESSOURCES - REGLEMENT RELATIF A LA PROTECTION**

## FONCTIONNELLE DES ELUS ET DES AGENTS - APPROBATION

*Mme ROS-ROUART et M. NOSBE (avec le pouvoir de M. BELLANGER) sortent de séance.  
M. ASSAF (avec le pouvoir de Mme DOMBRE-COSTE) entre en séance.*

### Monsieur le Président

Affaire 90. Règlement relatif à la protection fonctionnelle des élus et des agents. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je voudrais quand même le signaler. La Métropole accompagne tous les agents qui sont victimes d'agressions – je me permets Joël [RAYMOND]. Dans les concertations qu'on a pu mener avec les agents, il y a des agents qui n'osent pas déposer plainte alors qu'ils sont victimes d'outrage. Il y a des agents qui ont été intimidés. Nous posons à travers cette délibération l'accompagnement par la hiérarchie, de manière systématique, la protection fonctionnelle et la possibilité d'être partie civile pour faire respecter le droit des agents publics, qui incarnent l'autorité du service public. On travaille sur ces procédures-là. Quand je faisais référence en début de Conseil aux agents qui, au moment des événements qui ont marqué la Ville de Montpellier il y a une dizaine de jours, certains hésitaient à exercer leur droit de retrait. Nous, nous leur devons protection, nous leur devons garantie. Cette délibération, elle pose ce cadre.

Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame OLLIER, bien sûr.

### Clothilde OLLIER

Vous parlez de violences externes au travail, donc c'est un marqueur de risques psychosociaux. Est-ce que les risques psychosociaux sont évalués à Montpellier Méditerranée Métropole pour tous les agents ?

### Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND, peut-être ? C'est le document unique. Je ne veux pas...

### Joël RAYMOND

Oui, enfin je ne sais pas si je suis le plus à même à répondre à cette question, parce que je n'arrive pas à la traduire. Maintenant, au niveau de la production de documents par la Métropole, il doit y avoir des éléments chiffrés dans le document unique. On a également les différents rapports, je pense notamment au rapport égalité femmes-hommes. On a aujourd'hui, comme le disait Monsieur le Président, mis en place cette procédure de signalement, qui est à mon sens un outil très intéressant pour la Collectivité. Bien évidemment, c'est anonyme pour les personnes qui se signalent, et le service, notamment qualité de vie au travail, prend le relais avec ces personnes pour les accompagner. À cela, on a créé des postes – vous avez voté contre, mais on a créé des postes – alors par ce coup-ci, mais il y a un certain temps, pour justement renforcer les équipes d'assistantes sociales au sein de notre Collectivité. Après je ne pourrai pas vous répondre dans le détail, parce que je ne sais pas, et comme je ne sais pas, j'en reste là.

### Monsieur le Président

On enverra à Madame OLLIER une réponse écrite sur ce sujet. Je mets aux voix l'autorisation à la protection fonctionnelle des agents, l'accompagnement face aux agressions et la possibilité de nous constituer partie civile. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

## AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

*Mme ROS-ROUART et M. NOSBE (avec le pouvoir de M. BELLANGER) entrent en séance.*

### Monsieur le Président

Affaire 91. Plusieurs désignations. Collège de déontologie, trois personnalités qualifiées titulaires, le juge Régis CAYROL, Monsieur Patric RUSSAC, Madame Valérie SOUILIE, et deux personnalités qualifiées suppléantes, Lucas FREISSES et Madame Marie REVERDY. Un changement au sein du MO.CO. : on propose Pascal FORBIN, qui est une figure, qui a été éditeur, pour remplacer Monsieur PIGUET. A Montpellier Danse, je voudrais saluer Patrick MALAVIEILLE qui nous a fait part de sa démission, et de tout son engagement en faveur de la culture sur ce territoire depuis 2004 à la Région aux côtés du Président

FRÊCHE, mais dans ce bassin minier d'Alès depuis toujours, et à nos côtés, qui a souhaité céder sa place, et je dirai un petit mot après.

Je propos de procéder par vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :*

<b>ORGANISMES</b>	<b>REPRESENTATIONS</b>
<i>Collège de déontologie des élus de Montpellier Méditerranée Métropole</i>	<i>3 personnalités qualifiées titulaires : Monsieur Régis CAYROL Monsieur Patric RUSSAC Madame Valérie SOULIE</i>  <i>2 personnalités qualifiées suppléantes : Monsieur Lucas FREISSES Madame Marie REVERDY</i>
<i>MO.CO Montpellier Contemporain Conseil d'administration</i>	<i>1 personnalité qualifiée : Monsieur Pascal FORBIN en remplacement de Monsieur Philippe PIGUET</i>
<i>Montpellier Danse Conseil d'administration</i>	<i>1 personnalité qualifiée : Monsieur Didier DESCHAMPS en remplacement de Monsieur Patrick MALAVIEILLE</i>

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

### **Monsieur le Président**

J'indique que vous venez de désigner comme personnalité qualifiée, en remplacement de Patrick MALAVIEILLE à Montpellier Danse, Didier DESCHAMPS. Il est un ancien directeur général aux affaires culturelles, une personnalité qui a présidé l'Orchestre national de Montpellier Occitanie et qui a participé à l'accompagner. On lui a proposé, il a accepté, et je veux l'en remercier, pour une mission flash, à durée déterminée, de présider Montpellier Danse, et de participer à l'accompagnement des réflexions qui sont les nôtres, sur lesquelles on aura l'occasion de revenir, sur l'organisation de l'agora de la danse. Je veux le remercier d'avoir accepté. On le proposera comme président au Conseil d'Administration. La Région et l'État nous ont affirmé leur soutien. Merci.

### **AFFAIRE N° 92 : RESSOURCES - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - APPROBATION**

*M. CHARTIER entre en séance.*

### **Monsieur le Président**

Composition des commissions métropolitaines.

**Renaud CALVAT**

C'est des communes qui ont demandé à modifier certaines compositions de commissions.

**Monsieur le Président**

Oui. Ça a été connu et présenté en commission ? Y a-t-il des questions sur ces compositions pour répondre aux besoins des communes ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 93 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

*Mmes LEVY et MARSALA (avec le pouvoir de Mme URBANI) sortent de séance.*

*Mme FRECHE entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 93. Budget principal de Montpellier. Monsieur CALVAT.

**Renaud CALVAT**

Oui, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Je vous propose d'aller au bout. On ne fait pas de pause. Enfin, on fera la pause après.

**Renaud CALVAT**

Nous devons affecter les résultats du budget après l'adoption du compte administratif 2022. Vous avez quatre délibérations, qui reprennent et affectent les résultats de l'exercice du budget principal, du budget annexe de l'assainissement, du service public d'assainissement non collectif (SPANC), mais c'est la dernière fois, puisque la prochaine fois c'est la Régie qui votera cette affectation de résultats, et du budget annexe du parking. Vous les avez sous les yeux. Je ne vais pas lire l'ensemble des chiffres de cette affectation. C'est à l'issue du vote du Compte administratif. Donc les affaires 93, 94, 95 et 96.

**Monsieur le Président**

Est-ce que sur ces affaires-là il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix l'affaire 93. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 94 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Affaire 94.

**Renaud CALVAT**

Non, 97.

**Monsieur le Président**

Non, 93.

**Renaud CALVAT**

Nous avons fait la 93. La 94... Vous avez les budgets annexes du parking.

**Monsieur le Président**

Moi, je fais tout. Affaire 94. Oui, budget annexe assainissement. Dernière fois. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 95 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

95. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 96 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 - BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

96. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 97 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - REVISIONS - ADOPTION**

*Mme AUBY (avec le pouvoir de M. MIRO) quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

97.

**Renaud CALVAT**

Là il s'agit de deux révisions d'autorisations de programme (AP). Vous savez que la procédure budgétaire nous impose, lorsque nous votons, soit le budget primitif (BP), soit le budget supplémentaire (BS), de présenter l'ensemble des autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) et des éventuelles révisions. Il y a deux révisions seulement ; toutes les autres APCP ont déjà été votées et présentées. Une révision pour une augmentation de 50 000 euros sur des travaux à Lattes, Monsieur MEUNIER, sur un projet à 5,4 millions. L'opération d'achèvement des travaux sur la basse vallée de la Mosson, il y a une légère révision de prix de 50 000 euros sur 4,5 millions. Ce n'est plutôt pas mal : on avait bien estimé le montant. Une APCP en revanche un peu plus importante, une augmentation pour l'achat de bus pour la TaM, une augmentation de 1,1 million d'euros qui vous est proposée en révision d'APCP.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je crois que dans l'achat de bus, c'est notamment des achats pour la ligne n° 15 pour essayer d'améliorer, enfin, pas essayer, pour améliorer l'offre dès leur arrivée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*



## **AFFAIRE N° 98 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION**

*Mmes LEVY et MARSALA (avec le pouvoir de Mme URBANI) entrent en séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 98. Budget supplémentaire impacté par la crise de l'énergie. Allez-y, Monsieur le Vice-Président.

### **Renaud CALVAT**

Oui, alors, c'est un budget supplémentaire qui peut paraître important, de plus de 200 millions d'euros, mais qui concerne principalement des reports des restes à réaliser ou des opérations d'ordre. C'est classique. Dans tous les BS, on vote ainsi des restes à réaliser et des reports.

En revanche, quelques informations importantes, des bonnes nouvelles et des points à surveiller de près. Les bonnes nouvelles, Monsieur le Président, comme vous l'avez dit en début de séance, c'est le dynamisme économique de notre intercommunalité : nous avons 11 millions d'euros de recettes en plus que ce que nous avions prévu au moment du vote du BP, et ça c'est lié principalement au dynamisme de nos recettes économiques.

Malheureusement, à côté de cette bonne nouvelle, nous avons aussi des points de vigilance sur des dépenses. Certaines de ces dépenses sont liées à nos choix politiques, que nous assumons, d'autres augmentations de dépenses nous sont imposées, soit par la crise, soit par des décisions extérieures. Je vais vous en présenter quelques-unes. La question, par exemple, du point d'indice, l'augmentation décidée. Je crois qu'ici on se réjouit tous que nos agents puissent avoir une rémunération plus importante, il n'y a pas de difficulté sur le fond. En revanche, la décision est prise par l'État et n'est absolument pas compensée, c'est au BS, pour Montpellier Méditerranée Métropole, 1 million d'euros de dépenses supplémentaires. Cela se retrouve aussi sur la TaM, puisque vous avez eu les négociations annuelles obligatoires (NAO) et l'augmentation aussi sur la TaM, C'est aussi 4 millions d'euros de dépenses supplémentaires sur les frais de personnel. A la TaM, vous avez des recrutements des conducteurs, puisque nous lançons le recrutement aujourd'hui des conducteurs pour la cinquième ligne de tramway, les lignes de bus, etc., donc nous budgétions. Mais nous avons aussi les décisions d'augmentation du point d'indice et l'augmentation du SMIC, et cela a un impact. Nous ne pouvions pas le prévoir puisque cette décision a été prise par le Gouvernement après le vote du BP, mais donc nous devons intégrer ces 1 million d'euros.

Vous voyez, en recettes de fonctionnement, nous avons 41 million d'euros de dépenses en plus, de recettes en plus, et de dépenses en plus. Vous voyez, 13 millions de nouvelles recettes et 28 millions de résultat 2022 reporté. On a voté il y a quelques minutes les affectations des résultats.

Nous avons un point de vigilance, vraiment, pour nous, et je le dis ici avec beaucoup de solennité. On en parle souvent, c'est la question des déchets. Aujourd'hui, le coût de la gestion de nos déchets dans la Métropole ne cesse d'augmenter. Nous sommes la seule Métropole de France à ne pas avoir d'exutoire sur son territoire. Aujourd'hui, en 4 ans, le coût de gestion de nos déchets a augmenté de plus de 30 à 35 millions d'euros. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Il faut trouver des solutions radicales. La suppression de notre exutoire, on ne va pas revenir ici sur l'origine de cette suppression ; elle s'impose à nous aujourd'hui, malheureusement, et c'est 35 millions d'euros/ Donc la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ne suffit plus. Comme vous le savez, nous devons financer la dépense par la recette affectée, la TOEM. Nous devons impérativement trouver des solutions, mais c'est un point de vigilance extrêmement fort que nous avons.

Une autre dépense qui s'impose à nous, c'est l'augmentation des taux d'intérêt. Ça tout le monde le maîtrise et le vit aussi dans sa commune. C'est 3 millions d'euros de dépenses en plus liés à l'augmentation des taux d'intérêt.

Nous avons aussi intégré dans ce budget supplémentaire, en accord avec la TaM, un montant important, parce que nous avons souhaité, en 2023, définitivement clore le coût de la Covid-19. Je ne reviens pas sur la façon dont notre réseau a géré la crise de la Covid-19. Le coût était extrêmement important, à la fois en pertes de recettes bien évidemment, mais en coûts supplémentaires. Donc nous avons décidé aujourd'hui de clore définitivement pour pouvoir attaquer 2024, une année où il n'y aurait plus de déficit lié à la Covid-19. On aurait pu aussi décider en 2021-2022 de clore définitivement, mais c'était compliqué financièrement. La TaM

avait des réserves ; elle a donc utilisé ses réserves. Aujourd'hui, nous l'accompagnons pour clore définitivement le coût de la Covid-19. Nous proposons aussi de recapitaliser la TaM pour qu'elle puisse, dès 2024, procéder au rachat des véhicules nécessaires, Madame FRÊCHE, aux bons résultats, très bons résultats de fréquentation que nous avons aujourd'hui, liés aux politiques que nous mettons en œuvre : la gratuité, l'augmentation de l'offre que nous sommes en train de financer en ce moment. Nous devons donner les moyens à la TaM de pouvoir acheter les véhicules nécessaires.

Je vous ai présenté rapidement les principales dépenses. Nous avons une recette de fonctionnement, en dépenses, 41 millions d'euros, en investissement, donc 233 million d'euros en recettes et en dépenses bien évidemment pour que cela s'équilibre. Vous le voyez, sur ces 233 millions, vous avez une grande majorité, ce sont des reports ou des opérations d'ordre. Nous avons principalement la recapitalisation de la TaM pour les raisons que je viens de vous présenter. Ce qui nous donnerait donc un vote en BS, Monsieur le Président, de 41 millions d'euros en recettes et dépenses en fonctionnement et 233 en investissement.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur GUISEPPIN.

### **Abdi EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, chers collègues. Votre présentation du budget supplémentaire 2023 est courte et imprécise. Vous nous proposez un budget supplémentaire de près de 300 millions. Donc 300 millions de plus à ajouter au 1,5 milliard du budget primitif. On ne sait pas où on va et surtout où on en est aujourd'hui. Nous avons une augmentation de 15 % du budget avec très peu d'éléments, si ce n'est que vous faites encore appel à l'emprunt, à l'endettement, qui se poursuit inexorablement.

J'ai donc deux questions, au vu du document qui nous a été transmis. En page 6, concernant les déchets, Monsieur le Vice-Président en a parlé, les recettes ne couvrent plus les dépenses et ça n'est pas la règle. L'année prochaine, vous allez certainement, encore une fois, augmenter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et surtout pour un fonctionnement, une collecte catastrophique. Une accumulation des couacs à répétition ces derniers temps a bien mis l'accent sur les difficultés que vous rencontrez au quotidien pour l'enlèvement des ordures ménagères. Je vous renvoie également au courrier d'une lectrice de *La Gazette*, signé Madame Sylvie MONNIER. Je vais vous lire quelques passages. « *Le jour des escoubilles où le casse-tête du tri. Aujourd'hui, c'est le jour des escoubilles. J'ai pris un jour de RTT. Je commence par trier mes revues. Je mets tout dans la petite carriole achetée spécialement et attelée à mon vélo électrique subventionné. Enfin, j'attends depuis six mois cette subvention. Me voilà partie pour le conteneur à papier. Quand j'arrive, je vois bien qu'il est plein, mais tant pis. Et il est rarement vidé. Je le bourre un peu plus. Me revoilà parti pour le conteneur à verre. Le conteneur est plein. Je bourre, je manque de me couper un doigt, de me crever un œil, mais j'ai tout mis, ouf. Je reviens m'occuper de mes déchets dits putrescibles. J'utilisais un composteur dans le jardin, mais les rats m'ont bouloché deux tortues. À ce coup-ci, c'est fait, je me taille, je saigne et j'en fous partout. Je dois maintenant aller à la déchetterie. Je laisse le vélo et mets les vieilles chaises cassées dans la malle de la voiture, Crit'Air 4, que je vais devoir jeter bientôt.* » Et je termine, je vais directement à la fin de la lettre de cette Montpelliéraine : « *Ma journée escoubille tire à sa fin. Les enfants trouvent que j'ai une drôle d'odeur et s'inquiètent pour mon doigt. C'est vrai qu'il pend un peu et il y a toujours ces mouches et la gorge qui me gratte. Vivement ma prochaine journée de RTT.* » Voilà pour ce témoignage que j'ai récupéré dans *La Gazette*. Vous allez augmenter les taxes d'enlèvement et des ordures ménagères pour un service insatisfaisant.

Ensuite, concernant TaM, je vais me répéter, mais la répétition n'est pas mauvaise. Jusqu'en 2020, le chèque de la Métropole était de 73 millions. En 2025, nous serons à 150 millions pour le fonctionnement de TaM. Aujourd'hui, nous avons passé les 100 millions pour un service dégradé tous les jours. Il manque 100 conducteurs tous les jours, d'où des retards, des fréquences trop espacées et des bus et trams qui disparaissent des affichages d'horaires sur les quais et les abribus. Comme je l'ai déjà dit, il va falloir trouver 80 millions de plus chaque année pour TaM. Je m'interroge sur le modèle économique de TaM. La Chambre régionale des comptes l'a d'ailleurs signalé. Quelle est la relation économique entre la Métropole et TaM ? On est dans le flou total. Vous ne regardez malheureusement pas la situation en face. Concernant la gratuité : la gratuité partielle est finançable et on le voit aujourd'hui. Mais par contre, pour la gratuité totale, cette dernière va plomber les finances de la Métropole pour des décennies.

Vous augmentez les budgets donc vous augmentez l'endettement des Métropolitains. Vous allez devoir



augmenter la taxe foncière. Vous ne pourrez pas augmenter les prélèvements aux entreprises sans augmenter celui des ménages. Dès l'année prochaine, il va falloir augmenter les impôts. N'oubliez pas que 48 % des Montpellierains et des habitants de la Métropole sont propriétaires de leur logement ou de leur maison et ils ne sont pas tous riches. On voit bien que vous êtes ennuyés par ce budget, mais vous subissez vos choix politiques. Les Montpellierains et habitants de la Métropole sont pris à la gorge avec votre fonctionnement de laisser filer la dette. Nous n'avons aucun élément sur l'épargne et sur la capacité d'emprunt de la Métropole.

J'espère avoir des réponses car au dernier Conseil de Métropole vous ne m'avez pas répondu. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Monsieur GUISEPPIN. Monsieur VASQUEZ a demandé la parole, brièvement pour apporter des éléments de réponse. Allez-y Monsieur GUISEPPIN.

### **Serge GUISEPPIN**

Bonjour à tous. Je vais être très synthétique, parce que les points de vigilance que vous avez exposés, Monsieur le Vice-Président, nous les avons débattus pendant plus de deux heures en commission. Ça c'est déjà une bonne chose, parce qu'on met un petit peu le doigt là où ça fait mal, on s'exprime et on essaye de débattre.

Je serai synthétique, je veux passer peut-être des points de vigilance à des actions. Je crains malheureusement que si nous ne remettons pas sur la table des grandes orientations dans les mois à venir, nous serions, peut-être pas cette année mais l'année prochaine, dans des difficultés. Ce que je souhaiterais, c'est qu'on anticipe cela et qu'on voit la situation. Peu importe si ça vient de la conjoncture, de la guerre, etc. Ce sont les faits qui nous mettent en difficulté et ces faits doivent être abordés tout simplement. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Monsieur GUISEPPIN. Monsieur VASQUEZ souhaitait apporter peut-être un élément de réponse.

### **François VASQUEZ**

Tout d'abord, dans l'élément de réponse que je voudrais apporter, je voudrais dire que la stratégie zéro déchet n'est en rien responsable des dysfonctionnements que nous avons observés en 2023, c'est-à-dire avec des changements de marchés de collecte. Il y a eu des problèmes de communication pour l'Écusson en début d'année, et nous avons eu là au mois de juin un problème de prestataire – comme je l'ai dit à de multiples reprises – pour ne pas le nommer, Urbaser, qui n'a pas fait son travail. D'ailleurs actuellement je crois qu'on en est à 200 000 euros de pénalités prévues, et il doit donc répondre de cela. Je m'en suis expliqué avec les responsables d'Urbaser, en disant que s'ils n'étaient pas capables de relever le défi du tri, comme dans 2 ans nous renouvellerons les contrats, on en tiendra compte. Donc d'abord, jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est un petit peu facile.

Comme je dois être très court, je vais être très court, mais je vais répondre à une chose là. La stratégie, qui commence seulement maintenant, sur 10 communes, avec la collecte des biodéchets. Je l'ai signalé depuis le début du mandat, et je ne vois pas quand nous sommes étonnés, la causalité des faits. Je voudrais rappeler à Monsieur EL KANDOUSSI que l'origine de notre catastrophe économique, elle n'est même pas à la fermeture de la décharge de Castries. La fermeture de la décharge de Castries est une conséquence du renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) d'Amétyst de 2014. Là où Monsieur SAUREL n'a pas commis une faute, c'est une faute grave : il est responsable de la catastrophe dans laquelle nous sommes par le renouvellement en 2014 d'Amétyst. Amétyst a été envisagée en 2002, réalisée en 2008. En 2010, on savait que c'était un échec. Elle a brûlé en 2010 et les prestataires ont mis un an et demi à réparer. Pourquoi, d'après vous ? Parce qu'ils ont refait tout le process, parce que ça ne marchait pas. En 2014, quand je suis allé voir Monsieur SAUREL pour lui dire qu'il ne fallait pas renouveler la DSP d'Amétyst, il m'a dit : « *Non, non, mais ça, vous inquiétez pas* », et il a renouvelé pour 10 ans en ajoutant ce que j'avais appelé « *un canon à patates* », c'est-à-dire l'ultra-criblage, ce qui n'a rien changé au process. Ce qui fait que, par ce qu'on fait, et parce qu'on a envisagé un traitement industriel massif en fin de chaîne, on a dissuadé toutes les politiques en amont de changement de comportement et de tri des citoyens.

Quand je vous parle d'un changement de paradigme, je vous parle exactement de cela. Là on va changer nos modes de représentation de la réalité du traitement des déchets. Nous voulons mettre les moyens financiers sur l'économie circulaire, le changement des comportements, le tri citoyen. Là où, depuis des décennies, on

met tous les moyens sur des énormes usines de fin de chaîne, soit des incinérateurs, soit des gros PMB. Je vous le dis : vous êtes coupable de la situation dans laquelle nous sommes. Je vous le dis aussi : la fermeture de Castries n'est qu'une conséquence, car je veux le rappeler à tout le monde, qui ne sont pas des spécialistes des déchets. Si on a fermé Castries, ça n'est pas parce que Philippe SAUREL avait envie de mettre la prochaine mandature dans la galère, puisqu'il pensait à une époque pouvoir être réélu. Non, s'il l'a fermée, c'est parce qu'il ne pouvait plus la tenir, la décharge de Castries. Pour une bonne raison : on y mettait toutes les matières organiques non méthanisées que l'usine de méthanisation ne faisait pas, ne stabilisait pas. C'est bien donc un échec industriel massif de l'usine, qu'on a mis des matières fermentescibles avec des odeurs, des rats, des lixiviats, des puanteurs qui ont fait le légitime combat de tous les voisins et qui ont amené la fermeture de la décharge. Sans ces stupidités industrielles, on aurait encore une installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) à Castries. C'est vrai qu'on est dans la galère. Mais de là à oublier qui sont les responsables...

Maintenant, je vous le dis : c'est le moment de changer de paradigme. Je l'ai dit tout à l'heure sur le carrefour, on change ou on ne change pas. C'est une décision politique que nous allons prendre tous ensemble. Merci.

### **Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président aux Finances.

### **Renaud CALVAT**

Oui. Merci. Merci Monsieur GUISEPPIN d'avoir parlé de la Commission Ressources – et j'encourage toutes celles et tous ceux qui sont membres de la Commission à y venir ou à s'y inscrire si le dossier vous intéresse. Vous avez lu, Monsieur EL KANDOUSSI, votre intervention. Vous l'avez lue. C'est normal, vous avez tout à fait le droit de lire votre intervention, qui commence par « *votre présentation a été courte* ». Donc vous avez écrit votre intervention avant même d'avoir écouté ma présentation. C'est dire...

### **Abdi EL KANDOUSSI**

*Intervention hors micro.*

### **Renaud CALVAT**

Bien sûr... Mais au moins nous avons eu deux heures d'échanges, et je vous encourage, si vous le souhaitez, si vous avez un peu de temps, à demander à changer de Commission et à venir dans notre Commission Ressources, et vous verrez les débats qui s'y déroulent. Je m'attendais de votre part à un peu plus de mesure. Mais dont acte, Monsieur EL KANDOUSSI.

Vous avez parlé du fait qu'aujourd'hui la TEOM ne suffira plus à financer la dépense de nos déchets. Mais au-delà de la dépense de nos déchets, la décision qui a été prise, et j'allais presque dire pourquoi, comment ? La conséquence de la décision qui a été prise en 2019 de fermer l'exutoire, le seul exutoire que nous avions, sans étude d'impact – je ne sais même pas si c'est parce que l'ancien Président pensait être réélu ou pas – il n'y a pas d'étude d'impact. Je vais vous donner deux chiffres qui sont quand même assez effarants, Monsieur EL KANDOUSSI. Ce que la Métropole dépensait en 2019 en traitement extérieur de ces déchets, extérieur, ce qu'on pouvait mettre à Lunel-Viel ou ailleurs, nous dépensions 1,4 million d'euros par an. Ces chiffres-là sont au compte administratif, ils sont vérifiables. Fermer notre exutoire, et je le redis ici, sans solution alternative. Il fallait certainement soit mieux gérer l'exutoire – et je n'étais pas Vice-Président à l'époque, vous l'étiez, je ne l'étais pas...

### **Abdi EL KANDOUSSI**

*Intervention hors micro.*

### **Renaud CALVAT**

Alors, vous n'étiez pas Vice-Président, mais je crois que vous souteniez l'ancien Président. Je ne l'étais pas, mais cet exutoire a été fermé, cela a été dit, parce qu'il était mal géré. Ce n'est quand même pas moi qui le gérais ? Bon.

Donc il a été mal géré. Vous avez fermé cet exutoire. Cet exutoire a été fermé sans étude d'impact. Aujourd'hui, en 4 ans, nous passons de 1,4 million d'euros dépensés en prise en charge extérieure de nos déchets et en transport à 22,9 millions. 23 millions d'euros, Monsieur EL KANDOUSSI, liés à la décision que vous avez prise il y a 4 ans.

Au-delà de l'absurdité financière, il y a une immoralité. Effectivement, cette décision a été prise par le Conseil de Métropole, je le redis, sans étude d'impact. Si jamais, cela nous avait été présenté, expliquant que 4 ans après, la conséquence de cette décision allait être une augmentation de la dépense de plus de 21 millions d'euros par an... Au-delà de la gabegie financière, il y a l'immoralité d'aller déposer nos déchets ailleurs, à Perpignan ou dans les Bouches-du-Rhône, dans les décharges des autres. Aller déposer les déchets dans les décharges des autres, ça nous coûte 22 millions d'euros par an. C'est immoral et c'est une gabegie.

Vous nous avez aussi interpellé – c'est votre rôle – sur l'augmentation des financements que nous devons donner à la TaM. Vous avez présidé, je crois, la TaM. En 2020, quand nous arrivons aux responsabilités, nous découvrons un réseau où il faut refaire les voiries du tramway. La ligne 5 du tramway n'est pas engagée. Nous devons racheter de nouveaux autobus. Alors oui, nous travaillons avec les services de la TaM et nous donnons les moyens à notre réseau de transport de pouvoir répondre à l'augmentation de la demande, parce que nous avons une augmentation aujourd'hui de la demande. Vous verrez, et nous donnons les moyens aujourd'hui pour acheter les véhicules nécessaires pour ouvrir la ligne 5 dans les délais. Alors je vous le dis, moi, ici, en tant que Maire et en tant que Vice-Président chargé des Finances, si jamais la ligne 5 avait été ouverte sous le mandat précédent, vu les taux d'intérêt, on aurait fait quelques dizaines de millions d'euros d'économies, Monsieur EL KANDOUSSI. Elle n'a pas été ouverte dans le mandat précédent. J'aurais espéré, et vous le voyez à chaque fois que je prends la parole pour présenter un budget ou pour présenter les conséquences de mauvaises décisions ou de non-décisions prises précédemment, je suis toujours mesuré, toujours. Vous ne l'avez pas été, vous auriez dû l'être un petit peu, Monsieur EL KANDOUSSI, parce que vous avez une part importante dans ce que nous devons aujourd'hui faire. Nous devons faire mieux, nous le faisons. Cela implique des choix.

Autre chose que je trouve aussi incorrect, et je vous le dis très sereinement. Notre budget supplémentaire n'est pas de 230 millions d'euros ; ce sont des opérations d'ordre. Il est d'à peu près 30 millions d'euros. Il n'est pas de 20 à 30 % du BP et vous le savez très bien, ce n'est pas le premier BS auquel vous assistez. 80 % de ce BS, ce sont des opérations d'ordre et des restes à réaliser, telles que ça l'est depuis des années dans tous les BS, dans toutes les institutions où vous avez voté. Vous m'aviez habitué – ou peut-être pas finalement – avoir un peu plus de mesure ou de sérieux à défaut. C'est quand même mieux d'avoir les deux : du sérieux et de la mesure.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. Je voudrais apporter moi-même quelques éléments de réponse et peut-être réagir à la proposition de Monsieur GUISEPPIN.

Ce budget supplémentaire – merci Monsieur le Vice-Président et aux équipes – c'est 30 millions d'euros, et il faut être sérieux et rigoureux dans la présentation. C'est vrai qu'il est impacté par le contexte 2023 et du fait que nous exportons nos déchets, qui créent un déséquilibre. Nous sommes obligés de le constater : c'est impacté. Comme nous exportons nos déchets, que le prix de l'essence augmente, le prix de l'énergie augmente, ça nous coûte extrêmement cher. Cette situation-là, c'est à la fois une stratégie d'essayer de mieux trier pour réduire une grande part du gris pour aller vers le jaune et vers une meilleure collecte des biodéchets. C'est vrai, elle a rencontré un temps d'épreuve avec l'entreprise Urbaser, qu'il faut nommer et qui est à 200 000 euros de pénalités, pour que progressivement nous augmentions la capacité de tri. Nous sommes lourdement impactés par la fermeture de l'exutoire qui conduit à cet export de déchets. C'est une décision qui a été prise. Aujourd'hui, on en paie les conséquences, collectivement. Je le dis publiquement, je cherche toujours la note blanche de mon prédécesseur qui dit : « *solution sur les déchets après fermeture* » ...

### **Abdi EL KANDOUSSI**

*Intervention hors micro.*

### **Monsieur le Président**

Non, non. Vous ne pouvez pas être Ponce PILATE et vous laver les mains de tout. C'est comme quand on présente le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) en Conseil municipal de la Ville de Montpellier, que vous étiez Adjoint au personnel et que vous sortez de la salle. Il faut assumer la responsabilité. Là, le Vice-Président aux Finances, il l'assume, parce que notre budget supplémentaire, il indique une situation plus difficile, parce que nous exportons nos déchets, et que vous avez positionné la Métropole comme seule de France à ne pas avoir de solution. Que vous le vouliez ou non, vous en porterez la responsabilité. Tout à l'heure, je me suis autorisé à dire ce qu'il y avait de bien, dans les relations avec Toulouse. Mais là je veux le dire, avec gravité, parce que ça dégrade les finances de la Métropole. C'est moins

pour porter des projets, et ici, tous les Maires et les élus l'entendent.

Le deuxième point, c'est manier les chiffres. C'est vrai que nous sommes impactés par plusieurs choses et nous devons le mesurer. Les taux d'intérêt sont remontés, et ça va nous obliger. Je réponds à vos actions, Monsieur GUISEPPIN, à réviser l'investissement, à faire des choix, à peut-être un peu plus lisser, parce que c'est des choix de responsabilité, car les taux d'intérêt pèsent sur les frais de fonctionnement. Mais Monsieur le Vice-Président aux Finances a eu raison de rappeler que la ligne 5, mise en service en 2017, ça n'aurait pas le même coût en frais, en taux d'intérêt, qu'aujourd'hui. Il faut le dire, ça, à ceux qui viennent de manière excessive porter la critique. C'est vrai que 2023 et 2024 seront impactées par l'explosion du coût de l'énergie. Ce qui se passe dans d'autres métropoles est aussi présent. C'est vrai qu'à TaM, c'était 2 millions d'euros, le coût d'acquisition de l'énergie ; c'est à 10 ; 2023, 2024, ça va être dur ; 2025, ça ira beaucoup mieux. Ça vaut aussi pour la Métropole ou pour chacune de nos communes, car cette situation-là nous la constatons partout, que ce soit à Bordeaux Métropole, à la Métropole Européenne de Lille, à Grenoble Alpes Métropole, à Toulouse Métropole, à la Métropole Nice Côte d'Azur et dans les autres collectivités, les départements et les régions. C'est vrai qu'il y a un contexte macroéconomique qui pèse. Nous devons en tenir compte, sur la hiérarchisation de nos investissements, et peut-être les glisser, les efforts que nous devons faire pour maîtriser notre masse salariale et donc nos dépenses de fonctionnement. Il y a des mesures qui ont déjà été délibérées ici, cher Serge GUISEPPIN, vous le savez, d'autres devront se poursuivre parce que nous ne pouvons pas faire fi du contexte, et je le dis très sereinement, un contexte macroéconomique qui est plus compliqué. Qui est d'ailleurs extrêmement compliqué pour les collectivités, mais extrêmement compliqué pour l'État qui a 3 000 milliards de dettes, voit ses frais financiers dans son budget sans doute devenir la première dépense budgétaire devant l'Éducation nationale. Nous évoluons là-dessus, ça nous oblige à travailler avec beaucoup de rigueur. En 2022 nous avons un compte administratif qui a été très bon, très rassurant. Ensuite, 2023 sera mécaniquement plus dégradé par les différents aspects. Ça nous oblige à une vigilance. Le contexte, c'est quoi ? Hausse de l'énergie, hausse des taux d'intérêt, et cette faute originelle de 2019 sur la question des déchets. Nous devons travailler.

J'entends des choses. Je prends sur les transports, parce que, à la différence d'autres métropole, nous, la dynamique du versement mobilité. Ça a été rapporté dans ce titre du *Midi Libre*, les entreprises financent la gratuité des transports : non. Celles qui contribuent au versement mobilité et qui se développent sur notre territoire, grâce à la fois à ce qu'on peut porter nous depuis 2020, mais ce qu'est Montpellier, eh bien, nous avons une recette très dynamique et le versements mobilité finance, par étapes, la gratuité des transports. Cette dynamique-là, elle est au rendez-vous. Mais ce qui est vrai, Monsieur EL KANDOUSSI, c'est que l'offre de transport, elle est iso par rapport à celle de 2019. Madame la Vice-Présidente aux Transports y veille scrupuleusement. Je ne voudrais pas qu'on rentre tout le temps là-dessus, mais le sous-investissement dans la sécurité, 200 000 euros alors qu'il en fallait 900 000, eh bien on a investi pour faire la sécurité du réseau de transport. C'est vrai qu'il faut encore changer les rails sur la Comédie, c'est vrai que c'est dur, la construction de l'aiguillage à Saint-Éloi. Je préfère le dire, à l'été prochain, il nous faudra, sur la ligne 3 du tramway, faire une interruption de réseau pour connecter la ligne 5. C'est vrai que nous allons, devant le stade de rugby, créer quelques complexités parce qu'il faudra amener la ligne 5 de tramway. Mais ce qui est d'autant plus grave, ça, c'est des complexités travaux, et qui créent des perturbations dans le réseau et qui parfois font des retards accumulés, je passe ceux qui instrumentalisent ça.

En 2019, il y avait une offre de transport, elle est la même. Mais aujourd'hui, le pari qui est le nôtre, c'est de l'accroître. Comment on l'accroît ? Comment on l'augmente ? Par la réalisation de la ligne 5, mais aussi par un choix d'investissement et merci à tous les collègues de la Métropole de l'avoir soutenu, par l'acquisition de rames supplémentaires, puisqu'aujourd'hui nous n'en avons – c'est un peu compliqué ça – que 86, c'est-à-dire aucune de réserve quand il y en a une qui est accidentée. C'est pour ça que je rends d'autant plus hommage aux agents de TaM, quand le centre de maintenance de la Paillade, par un certain nombre de voyous, était désigné comme cible. Nous passons la commande à *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles* (CAF) : 77. Entre le moment de la commande et le moment de l'arrivée, tout le monde comprend qu'il faut un petit peu de temps. En commandant à CAF, nous avons fait un choix pas très agréable pour un opérateur, pour l'autre, satisfaisant : c'est de ne pas prendre Alstom pour faire 50 millions d'euros d'économies sur l'investissement. C'est l'ouverture des marchés publics, Serge GUISEPPIN, qui est aussi un de nos leviers d'action. Ça a été d'ailleurs rappelé à l'instant par Madame la Vice-Présidente, sur un autre dossier. Voilà un autre levier d'action. Quand ces nouvelles rames vont arriver, eh bien ça va nous permettre d'améliorer la performance réseau d'une part, et d'autre part d'augmenter l'offre de transport. Mais cela, nous le pouvons car nous avons une très belle dynamique avec la gratuité du versement mobilité. C'est pour ça qu'il nous faut une politique volontariste sur le développement économique. Cyril MEUNIER, les congrès qu'on a votés, ça

va être très bon pour la dynamique d'hôtellerie, très bon pour un certain nombre d'acteurs, la dynamique de MedVallée, de coopérations que nous avons passées avec les organismes de recherche permettent à cette dynamique de continuer à croître.

Il est vrai, je veux être très honnête sur le tableau, que le coût de l'énergie, on le prend de pleine face. C'est vrai que la hausse des taux d'intérêt va nous obliger à mieux maîtriser, à mieux piloter encore d'autres investissements. Ce sont les actions et je me réjouis de savoir que pendant deux heures il y a eu un débat argumenté en Commission Ressources pour aider à prendre un certain nombre de décisions. Cet adage, « *chaque euro investi doit être un euro utile* », va être plus obligatoire que jamais, compte tenu du contexte macroéconomique qui est le nôtre. Tous les présidents, tous les exécutifs de métropole travaillent comme cela en ce moment, et nous n'échapperons pas à cela, à ce nécessaire accompagnement et vigilance. Nous avons la responsabilité de traiter ce sujet de la question des déchets. C'est pour ça que des moyens supplémentaires ont été votés par vous, pas à l'unanimité, cher François [VASQUEZ], désolé, il y avait des opposants pour les 2 millions d'euros en faveur de la politique biodéchets qui ont été engagés, pour les créations de postes qui ont été votées dans chaque tableau des effectifs pour essayer d'y répondre, pour essayer de travailler sur l'évolution de la collecte sur les zones d'activité économique. On sait que le chantier reste devant, mais je veux en remercier ici les chambres consulaires qui acceptent de relever ce défi. Donc c'est sur 30 millions, dans un contexte macroéconomique plus difficile ; et je veux saluer Monsieur le Vice-Président pour ces choix et les équipes qui ont travaillé dessus.

Mais je crois, cher Monsieur EL KANDOUSSI, que vous vous honoreriez à ne pas aller chercher des exemples qui frôlent la caricature. Soyez très constructif. C'est légitime d'être dans l'opposition, c'est votre droit le plus absolu. Mais peut-être pointez pour stimuler, plutôt que de vous livrer à une lecture d'un courrier des lecteurs, qui apparaît sans doute caricaturale. Peut-être ayez un mot pour les collègues qui, en ce moment, sont en train de remplacer les bacs au plus vite pour permettre à chacun de connaître le tri, alors que de nombreux vandales, eux, les ont incendiés. Je veux pour la troisième fois en cette session les remercier.

Je mets aux voix. Qui est contre ?

**Abdi EL KANDOUSSI**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Non, c'est terminé. Non Monsieur, vous avez eu votre temps de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci de ces abstentions : c'est-à-dire que les arguments portent. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Abstentions : 6 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 99 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023 DE MONTPELLIER  
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

*Mme MASSART et M. REYNAUD sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 99. Le budget annexe parking. Qui est contre ? Allez-y, Monsieur EL KANDOUSSI, sur le budget annexe parking.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Sur cette affaire, juste une information, Monsieur DELAFOSSE : tout à l'heure vous avez dit que j'ai quitté le Conseil municipal du 5 juin pour aller aux toilettes. J'étais à l'étranger.

**Monsieur le Président**

Pas « *aux toilettes* », je ne me serais pas permis.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Peu importe. Que j'étais sorti de la séance. Vous avez menti, puisque j'étais à l'étranger, un voyage qui était prévu depuis 5 mois. Donc ça, c'est la première chose.

Deuxième chose, et je suis très heureux...

**Monsieur le Président**

Je suis preneur de votre avis sur le rapport de la CRC.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Laissez-moi terminer, s'il vous plaît. Je sais que ce matin vous semblez fébrile.

**Monsieur le Président**

Monsieur EL KANDOUSSI, je n'ai aucune leçon à recevoir de vous...

**Abdi EL KANDOUSSI**

J'espère bien. Je ne suis pas prof moi.

**Monsieur le Président**

... en comportement en Assemblée délibérante.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Très bien.

**Monsieur le Président**

Allez-y.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Donc premier point : vous avez menti quand vous avez dit que j'ai quitté la séance du Conseil municipal du 5 juin. J'étais à l'étranger, un voyage qui était prévu depuis 5 mois. Premier mensonge.

Deuxième chose : je suis très heureux d'avoir lancé le débat. D'abord, ça a permis à Monsieur le Vice-Président de donner des éléments que nous n'avions pas. J'ai appris une information assez extraordinaire de la part de Monsieur VASQUEZ : la DSP a été relancée en 2014 pour 10 ans. Donc l'année prochaine, vous aurez un choix important : celui de stopper la DSP d'Ametyst. Ça c'est un choix fort ! Il me tarde 2024, pour voir quelle est la position que vous allez prendre. J'espère qu'il n'y aura pas un renouvellement d'un an, deux ans, trois ans jusqu'à la fin du mandat.

J'ai terminé. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N° 100 : RESSOURCES - TARIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ANNEE 2023 - APPROBATION**

*Mme MASSART et M. REYNAUD entrent en séance.*

*Mme FRECHE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

*Mme LLORET quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. VERA.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 100. Tarifs de la Métropole. Madame OLLIER, allez-y. C'est maintenant, l'affaire 100.

**Clothilde OLLIER**

Monsieur le Président, chers collègues. Cette augmentation des tarifs du sport et de la culture sur la Métropole

est honteuse. 5 euros l'entrée adulte en piscine ; 7 euros à Antigone. C'est entre 30 et 60 % d'augmentation. Pour les médiathèques, c'est même 150 % d'augmentation. Vous allez vous cacher derrière le Pass'Agglo, nous dire que non, pour les habitants de la Métropole, les tarifs n'ont quasiment pas bougé. Mais dire cela, c'est ne rien comprendre aux inégalités sociales, car les classes populaires, ce sont elles les plus touchées par les difficultés administratives. En clair, rajouter des contraintes administratives en plus des barrières sociales à l'entrée dans le sport et la culture, c'est en exclure davantage les classes populaires et renforcer les inégalités.

Plus largement, on peut s'interroger sur cette distinction entre habitants de la Métropole et non habitants de la Métropole. Montpellier est déjà en train de se refermer physiquement sur elle-même en excluant les habitants de sa périphérie. Elle est maintenant en train de se couper intellectuellement de ces publics. Quel est le message ? « *Cassez-vous, la culture ce n'est pas pour vous* » ? Si on peut se réjouir que la candidature Capitale Européenne de la Culture soit construite avec plusieurs EPCI, à l'image de la richesse de notre territoire, voilà que vous faites le choix d'exclure ceux qui, souvent, ont déjà été exclus de la Métropole, car les loyers y sont trop élevés. Alors vous allez nous répondre que la rigueur budgétaire l'impose, que ça coûte cher, qu'avec l'inflation on ne peut pas se le permettre. Ah oui ? Et l'ignorance, combien ça coûte ? Notre rôle en tant qu'élus, c'est d'être aux côtés des plus précaires, de les soulager, de leur offrir un moment de répit à la médiathèque ou à la piscine. Mais non, même ça, vous ne l'accordez pas. Vous irez faire les poches aux pauvres pour la rigueur budgétaire. Sport et culture pour tous : c'était l'idéal du Front populaire. Ce n'est visiblement pas le vôtre. Nous voterons évidemment contre.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame OLLIER de cette explication de vote. Monsieur CALVAT, si vous voulez apporter quelques éléments de réponses.

### **Renaud CALVAT**

Oui, Madame, je vais être bref, parce que ce que vous dites est, sur certains points, quand même, un petit peu heurtant. Vous vous rendez compte ? Enfin, je ne sais même pas si vous vous rendez compte de ce que vous avez dit. La difficulté pour les classes populaires de pouvoir réaliser un Pass'Métropole ; comme si le fait de rencontrer des difficultés dans sa vie, financières, d'être à un moment donné au chômage, ça rend la personne, la femme ou l'homme qui rencontre une difficulté temporaire dans sa vie, incapable de réaliser une démarche administrative. Est-ce que vous vous rendez compte, derrière ce que vous avez dit, ce qu'il y a ? Parce que lorsqu'on est confronté à une difficulté de vie sociale, on n'est pas en mesure d'aller dans sa Mairie, d'aller dans une maison d'agglo, d'aller sur internet, d'être accompagné ? Mais bien évidemment et heureusement, et c'est pour ça qu'il y a des travailleurs sociaux aussi. C'est pour ça qu'il y a des gens des Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS) dans les collectivités.

Vous savez pourquoi il y a peu de Pass'Agglo aujourd'hui en circulation ? Parce qu'il n'y a quasiment aucune différence de tarifs entre le service rendu lorsqu'on est bénéficiaire d'un Pass'Agglo ou pas. C'est-à-dire que vous êtes une famille en difficulté de Montpellier, de Jacou, de Clapiers ou de Saussan, en difficulté, vous payez le même prix à la médiathèque ou à la piscine qu'un avocat ou un notaire qui vit à Saint-Clément-de-Rivière. Vous trouvez que c'est ça, de la justice sociale ?

Aujourd'hui, on a travaillé avec l'ensemble des services culturels et sportifs pour mettre un juste prix. Soit vous payez le service par l'impôt, ça s'appelle de la redistribution, et si vous ne le payez pas par l'impôt et par la redistribution, vous devez le payer par l'usage. Nous avons encore les tarifs les plus bas de toutes les intercommunalités. Notre tarif à la piscine pour les non habitants de la Métropole est très souvent moins cher, que les piscines hors Métropole pour les habitants de la Métropole, parce que nous prenons notre part. Nous n'avons augmenté aucunement les tarifs pour nos habitants, ou alors simplement pour les piscines sur l'inflation. Sinon nous avons maintenu les tarifs, alors que toutes les autres intercommunalités autour de nous ont été contraintes d'augmenter. C'est un effort que nous avons fait ici.

Mais il est tout à fait légitime, que chacun contribue au financement d'un service public, encore plus lorsqu'il s'agit d'un service public, culturel ou sportif, que nous souhaitons, nous, accessible à toutes et à tous. Nous rencontrons régulièrement les intercommunalités voisines, elles le reconnaissent et nous avons d'excellentes relations. On était encore avec Madame FRÊCHE il y a quelques jours avec les Vice-présidents Transport des intercommunalités.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 101 : RESSOURCES - COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) - FIXATION DU MONTANT D'UNE BASE SERVANT A L'ETABLISSEMENT DE LA COTISATION MINIMUM - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 101. Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Oui ? Allez-y, Monsieur EL KANDOUSSI, bien sûr.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Sur cette affaire, Monsieur le Président, nous nous abstiendrons puisque nous n'avons pas les montants précédents pour pouvoir comparer avec les taux que vous nous présentez cette année, surtout que cela concerne la cotisation foncière des entreprises, qui n'est pas négligeable à Montpellier. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci de votre explication de vote. Donc qui s'abstient ? Contres ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 102 : RESSOURCES - TRANSMISSION DES LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS DANS LE CADRE DE LA TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES - AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 102. Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 103 : RESSOURCES - ORGANISME EXTERIEUR - SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - PRINCIPE DE CREATION D'UNE FILIALE SCCV JACOU PINEDE - AUTORISATION ACCORDEE AUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 103. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Yvon PELLET, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*



Pour : 72 voix

## **AFFAIRE N° 104 : RESSOURCES - RAPPORTS ANNUELS DES ADMINISTRATEURS - EXERCICE 2022 - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 104. Rapports annuels des administrateurs des différentes Sociétés d'Economie Mixte (SEM). Y a-t-il des questions ? Bien sûr Monsieur GUISEPPIN, allez-y.

### **Serge GUISEPPIN**

Alors, effectivement, on a un certain nombre de rapports, je ne vais pas rentrer dans tous les détails des rapports. Mais je voudrais rentrer dans celui de Montpellier Events, d'abord pour saluer l'activité, via son Président, pour une augmentation qui s'est concrétisée, passant de 8,491 millions à 12,724 millions. Ceci dénote bien la véritable croissance des congrès et plus particulièrement du service *Meetings, Incentives, Conferencing, Exhibitions* (MICE).

Toutefois, les résultats ne sont pas à la hauteur de cette croissance de chiffre d'affaires. Je m'explique. Nous passons de 1,358 million à 1,100 million de résultats nets avant impôt. Ça veut dire que la performance passe de 15,9 %, pratiquement 16 % de performance au chiffre d'affaires, à une performance de 8 %. Alors jusque-là, ce n'est que des chiffres, rien de bien grave. Sauf que je voudrais en venir à ma conclusion. On a besoin de performance pour maintenir l'investissement. Sans l'investissement, l'outil, qui est le bras armé du tourisme de centre-ville, entre autres, et des congrès, va forcément être en difficulté si celui-ci n'évolue pas.

Je ne tire pas de conclusion négative. J'espère que cette année le manque de performance est dû à des événements dits « *exceptionnels* ». Quand bien même, j'ai bien pris en compte les réintégrations qui ont été dans ce bilan, mais il faudra que dans le temps on maintienne une performance meilleure pour maintenir un investissement plus important. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur GUISEPPIN. Peut-être Monsieur MEUNIER, rapidement.

### **Cyril MEUNIER**

Oui, je ne vais pas allonger la séance, mais tu as raison, Serge [GUISEPPIN], mais il ne faut pas oublier qu'on avait une partie de la dernière saison qui était sous aide de l'État dans le cadre de la Covid-19, et c'est ce qui nous a fait avoir énormément de différences, en particulier, on avait des charges en moins, parce qu'on n'organisait plus rien. Les résultats qu'on a à l'heure actuelle sont plus qu'encourageants, parce qu'on est pratiquement plein jusque fin-2024, début-2025, avec des taux de réservation et surtout des prix qui sont avancés. On a développé la culture autre que l'opéra et Radio France sur le Corum, avec une appétence des tourneurs pour Berlioz qu'on n'imaginait pas à ce niveau-là. On va encore plus avoir une utilisation pleine de ce que tu as appelé l'élément fondamental qu'est le Corum pour nous. Le Zénith a repris une activité, alors que ça a été long à reprendre, puisque les tourneurs avaient perdu l'habitude, il fallait repartir sur des programmations, donc on a eu un début d'année – dont on est en train d'étudier le bilan – qui a été assez lent à repartir. Le Zénith va repartir en année pleine. Ça va aussi nous rapporter de l'efficacité. Je te rassure : le plan d'investissement sur le Corum n'est pas du tout oublié, bien au contraire. On le lance et on va faire du Corum un nouveau joyau, parce que c'est vrai qu'aujourd'hui il est un peu défraîchi, ou du moins il est dans son jus, on va dire.

Il n'y a donc pas de souci sur Montpellier Events. Bien au contraire.

### **Monsieur le Président**

Merci Cyril [MEUNIER]. Les fauteuils par exemple ont été changés. Il y a un plan d'investissement, peut-être tu pourras le présenter, à hauteur de 6 millions d'euros, enfin 6 ou 4,7, je ne sais plus, un peu plus que 6 ? Il reste 6 millions à faire, pardon. Allez, sur les rapports, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

Pour : 83 voix

**AFFAIRE N° 105 : RESSOURCES - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC - EXERCICE 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Rapport annuel des délégués de service public. On donne acte.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 106 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE (RAD) DE SERVICE PUBLIC DE L'USINE DE METHANISATION AMETYST - EXERCICE 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Rapport sur le prix et la qualité du service public, gestion des déchets. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 107 : AMENAGEMENT DURABLE - COMPTES-RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANTS - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Comptes rendus annuels à la collectivité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 57 voix*

**Monsieur le Président**

Merci à tous et à toutes. Je voudrais remercier l'administration pour son engagement, plus particulièrement le service Assemblées, qui a traduit nos travaux pour garantir l'accès à tous et à toutes de nos débats. Je voudrais vous remercier, chers collègues, pour la qualité de nos travaux, vous souhaiter, de très bonnes vacances – pour certains, c'est déjà engagé, mais on a encore un peu de travail ici. Merci.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h20.*



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Solidarités - Plan d'urgence pour le logement - Approbation**

#### **Le marché du logement est entré dans une crise sévère**

Au niveau national, la crise de la demande s'ajoute à la crise de l'offre. Ainsi, les ventes à particuliers en collectif reculent de 14 % sur 2022 et l'on constate un net ralentissement du nombre de mises en chantier de logements neufs. Le logement social n'échappe pas à cette situation de crise avec une production de logements sociaux très en deçà des objectifs : 190 700 logements locatifs sociaux financés sur 2021 et 2022 pour un objectif de 250 000 unités.

Le pouvoir d'achat des Français, lui, baisse sous le poids de l'inflation généralisée, de la hausse des loyers et des prix de l'immobilier : ce sont ainsi plus de 12 millions de personnes qui sont fragilisés par rapport au logement : budget logement excessif qui fragilise le quotidien, situation d'impayés de loyers et de charges : précarité énergétique, sur occupation, ... Le nombre de demandeurs de logements sociaux a atteint un record fin 2022, avec 2 423 000 ménages en attente d'un logement social (+7 % sur un an).

#### **À Montpellier et dans sa Métropole, la crise est particulièrement aigüe**

Avec une dynamique annuelle démographique chiffrée à +1,8% par an, la Métropole connaît d'importants besoins en logements.

Parallèlement, on constate davantage de ménages aux revenus modestes et en situation de précarité que dans d'autres métropoles :

- 19% de ménages de Montpellier Méditerranée Métropole (et 26% à Montpellier) sous le seuil de pauvreté, contre 14% au niveau national ;
- 75% des locataires du parc privé de la Métropole sont éligibles au logement social.

Face à cette demande, les niveaux de loyers sont parmi les plus élevés de France et l'offre se raréfie :

- Montpellier Méditerranée Métropole est la 3<sup>ème</sup> métropole au loyer médian le plus élevé après Paris et Nice ;
- La vacance est structurellement faible avec 1,7 % de logements vacants de plus de 2 ans contre 3,5% au niveau national, illustrant la tension sur l'ensemble du parc.

Les populations à revenus modestes et faibles connaissent dans l'agglomération de grandes difficultés à accéder au logement, et ces difficultés constituent un vrai frein à l'emploi pour les travailleurs essentiels.

## **Montpellier Méditerranée Métropole a déjà investi de nombreux nouveaux leviers**

Face à l'acuité des enjeux de logement sur son territoire, pour que les ménages modestes et la classe moyenne puissent se loger dignement :

- Le choc de l'offre a été lancé en 2022, avec l'objectif de créer 8 000 nouveaux logements neufs sur les deux prochaines années au sein de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) sous maîtrise publique ;
- L'Office Foncier Solidaire (OFS) métropolitain a été créé, avec pour objectif de développer une offre en accession abordable pérenne sur le territoire ;
- La réglementation du changement d'usage des immeubles d'habitation a été installée à Montpellier pour réguler le développement des meublés de tourisme et faire revenir les logements sur le marché classique de la location ;
- L'encadrement des loyers est effectif sur la ville-centre depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022, et a été validée par le Conseil d'Etat le 2 juin dernier, avec pour objectif de modérer les hausses de loyers dans le parc locatif privé ;
- Le permis de louer a été décidé pour le quartier de Celleneuve à Montpellier, afin d'assurer aux locataires un logement décent.

L'État s'est emparé de ce sujet en présentant le 9 juin dernier un ensemble de dispositions à la suite du Conseil National de la Refondation dédié au Logement. Il s'agit plus d'annonces que de mesures concrètes, sans mesure nouvelle pour soutenir les ménages dans leur parcours résidentiel.

## **C'est pourquoi la Métropole a décidé de s'engager dans un plan ambitieux pour débloquent la construction et favoriser le logement pour tous**

En partenariat avec ALTEMED : 13 mesures sont proposées, représentant au total 100M€ :

### **Accélérer la production de logements sociaux :**

- Porter le plafond de la Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sociale à 2 300 €/m<sup>2</sup> soit 28 M€ supplémentaires par an mobilisables par les bailleurs en faveur de la production d'une offre mixte ;
- Augmenter la part de logements sociaux dans les opérations d'aménagement, pour loger les travailleurs essentiels ;
- Impulser l'acte 2 du Plan Logement d'abord avec notamment 5M€ pour la production de 11 nouvelles résidences sociales (pensions de famille, résidence pour jeunes en insertion...) en 5 ans ;
- Maintenir l'ambition d'ACM Habitat de produire 1 000 logements par an à partir de 2025, soit 30 M€ de fonds propres mobilisés pour la construction de logements ;
- Soutenir les bailleurs sociaux en quintuplant les subventions pour le logement social : 20 M€ en 2023 et 2024 mobilisés par la Métropole contre 2 M€ engagés actuellement ;

### **Produire des logements en accession abordable pour loger les populations modestes :**

- Réserver 50 % de la production neuve de logements à l'accession à la propriété, avec la mise en place d'un contrôle des prix *a posteriori* à 5 500 €/m<sup>2</sup> maximum ;
- Augmenter la part des logements abordables à 22% en ZAC en développant le Bail Réel Solidaire (BRS) : 6M€ mobilisés par l'OFS pour construire 700 logements sur 2023 et 2024 ;
- Instaurer une aide de 5 000 € pour les ménages les plus modestes, qui s'engagent dans l'acquisition en BRS, représentant 10 M€ sur 3 ans ;
- Soutenir les opérations de réhabilitation en BRS pour développer les projets dans les centres villages et les faubourgs, en mettant en place une aide dédiée avec la mobilisation de 1M € par an par la Métropole ;

**Encourager la rénovation des logements existants :**

- Doubler l'aide « *Plan Climat* » pour financer des travaux de rénovation thermique - 6M€ supplémentaires sur 3 ans, avec une aide « *Plan Climat* » portée de 1 300 € à 2 600 € par logement rénové ;

**Lutter contre la spéculation pour disposer d'une offre locative adaptée :**

- Après la validation de l'encadrement des loyers à Montpellier par le Conseil d'Etat, accompagner les locataires à faire valoir leur droit en cas de dépassement des loyers de référence ;
- Étendre le permis de louer à Figuerolles au 1<sup>er</sup> octobre 2023, puis à d'autres quartiers de la Ville de Montpellier et de la Métropole ;
- Développer une offre locative intermédiaire pour loger les travailleurs essentiels : intensifier le partenariat avec ACM Habitat, conventionner avec la Caisse des dépôts et Action Logement ;
- Créer une brigade de contrôle pour réguler les logements meublés touristiques.

L'ensemble de ce plan d'urgence a pour ambition de permettre l'accès au logement de tous les habitants de la Métropole, de développer une offre vers les populations modestes et les travailleurs essentiels. Il vise également à moraliser un marché du logement qui, pendant de trop nombreuses années, a laissé se développer spéculation et marchands de sommeil.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du plan d'urgence pour le logement ;
- De dire que les crédits relatifs à ce plan d'urgence sont inscrits à la Programmation Pluriannuelle des Investissements ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) pour la construction de 290 logements sociaux étudiants - Conventions - Autorisation de signature**

Au titre de sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche, la Métropole met en œuvre une politique cohérente et inclusive, visant notamment une interaction efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ces domaines est de nature à accroître l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant notamment la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Ainsi, au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat Plan Etat-Région 2021-2027, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer au projet de création d'une résidence étudiante porté par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une résidence prenant place Voie Domitienne à Montpellier et comprenant 290 logements locatifs sociaux étudiants financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Emmanuel NEBOUT, le programme développe une surface habitable de 6 487 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 290 T1.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé de la manière suivante :

<b>Coût total de l'opération</b>	<b>21 350 000,00 €</b>
Subvention Etat CPER	1 160 000,00 €
Subvention Région CPER	1 160 000,00 €

Subvention CNOUS	3 000 000,00 €
Prêt CDC Logement	14 000 000,00 €
Fonds Propres CNOUS	1 030 000,00 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole CPER</b>	<b>1 000 000,00 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter une subvention de 1 000 000 € au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la construction de 290 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « *Voie Domitienne* », Voie Domitienne à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Attractivité - Pacte de coopération 2023-2026 entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

La dynamique partagée de développement des territoires de l'Occitanie ne peut se concevoir sans la reconnaissance de la place particulière et du rôle d'entraînement des deux métropoles de Montpellier et de Toulouse. Cette place particulière a été rappelée dans le cadre des contrats métropolitains de relance et de transition écologique, qu'elles ont respectivement signé avec l'Etat fin 2021, ainsi que dans le volet métropolitain du contrat de plan Etat-Région 2021-2027. Elles représentent, à elles seules, avec 1,3 millions d'habitants (2021), plus de 21% de la population régionale, plus de 30% des emplois et l'essentiel des forces de recherche-développement comme de formation supérieure (80% des effectifs étudiants d'Occitanie).

Le présent pacte formalise et poursuit le dialogue entre ces deux territoires au service d'un développement équilibré, dynamique, durable et solidaire de la nouvelle région. Il exprime la volonté des deux exécutifs métropolitains de privilégier la coopération et la recherche de synergies à l'opposé d'une concurrence entre les deux grands pôles urbains occitans, en partenariat avec l'Etat et la Région. Il vise à réaffirmer la responsabilité particulière des deux métropoles tant en termes d'entraînement et de rayonnement de l'ensemble régional que de transition écologique et de lutte contre le réchauffement climatique. Il précise sur quelques thématiques clés, les modes et actions de coopération qu'elles entendent développer ou renforcer, en cohérence avec ou en complémentarité de leurs politiques respectives

En matière de **transition écologique et énergétique**, les deux métropoles conviennent se rapprocher, tant dans le partage des stratégies, méthodes, dispositifs et financements développés que dans la recherche d'expression de positions communes et partagées en appui aux plans, schémas ou directives nationaux ou régionaux. Cette coordination concernera notamment la mise en œuvre de leur Plan Climat Air Energie Territorial, des modalités de déploiement de leurs Zones à Faibles Emissions, les objectifs de zéro artificialisations nette, la révision du Schéma Régionale d'Aménagement et de Développement Durable et Equilibré du Territoire.

Elles échangeront leurs expériences et bonnes pratiques de **participation citoyenne** au service d'une mise en œuvre plus efficace et partagée de l'action publique locale. Ce partage concernera aussi les dispositifs d'observation et d'actions de la politique de la Ville mais aussi les modalités de contractualisation et de suivi avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine

Concernant le **développement économique, l'emploi et l'innovation** elles conviennent :

- De poursuivre les actions conjointes déjà engagées avec succès en termes de promotion internationale,



notamment via leur participation commune ou partagée à quelques grands événements et salons internationaux (ex : MIPIM, salon mondial du MICE, etc.) ;

- De croiser régulièrement leurs feuilles de route économique en veillant à exprimer, quand cela est souhaitable, des positions communes dans le cadre de leurs participations à l'animation des filières stratégiques régionales ;
- D'établir des complémentarités entre les filières d'excellence présentes sur les deux métropoles visant à créer une plus importante visibilité nationale et européenne à des fins de promotion et de prospection commune ;
- De progresser, ensemble et en partenariat avec les opérateurs concernés (Pôle Emploi, maisons de l'emploi, PLIE, acteurs publics et privés de la formation, organismes professionnels...), dans la gouvernance métropolitaine des politiques de formation et de l'emploi (anticipation des métiers de demain, veille sur les métiers en tension...) ;
- D'associer à leurs démarches leurs structures partenaires et en particulier l'agence d'attractivité de Toulouse Métropole et la nouvelle agence de développement et des transitions qui vient d'être créée à l'échelle du grand bassin de vie de Montpellier.

Elles favoriseront le renforcement des échanges entre les deux **communautés académiques** et l'organisation de rencontres entre les acteurs et professionnels du monde universitaire

En matière de **tourisme d'affaires**, la gestion actuelle d'une partie de l'offre de congrès par des acteurs communs participera à renforcer la coordination et la complémentarité des offres toulousaines et montpellieraines aux échelles nationales et internationales, à la fois en termes de structuration, de programmation et de promotion.

Concernant le **tourisme d'agrément** elles relanceront le travail d'élaboration de parcours touristiques communs portant sur des excellences ou une histoire commune : médecine, sciences et nouvelles technologies, agronomie, valorisation patrimoniale et touristique de la continuité du canal du Rhône à Sète et du canal du midi, étapes du chemin de Saint Jacques de Compostelle...Ce travail de co-construction s'effectuera en lien avec les autres institutions et acteurs touristiques.

Cette logique de coopération présidera aussi au développement des actions mutuelles de découvertes des territoires métropolitains et de leurs EPCI voisins et partenaires :

- Poursuite de l'organisation de manifestations de promotion en cœur de métropole ;
- Création de city-pass privilégiant les liaisons ferroviaires et les modes de déplacement décarbonés prioritairement destinées aux habitants des deux bassins de vies ;
- Création de produits dédiés aux spectateurs des principaux derbys : rugby ; football ; hand-ball...

Toulouse Métropole soutient la candidature de Montpellier au titre de capitale européenne de la **Culture** 2028. Les deux signataires d'engagent à ce titre à :

- Développer une coproduction entre les opéras orchestres de Montpellier et Toulouse animés par une ambition commune d'excellence artistique et de maîtrise des coûts ;
- Favoriser des coopérations spécifiques dans le domaine de la diffusion de la culture scientifique et technique avec des expositions partagées « *hors les murs* » ;
- Étudier, plus globalement la création et le développement de coopérations muséales entre les deux réseaux métropolitains ;
- Rapprocher leur vision sur le développement et la mise en réseau de la lecture publique ;
- Permettre des passerelles d'enseignements et d'organisation de manifestations, spectacles communs entre les conservatoires à rayonnement régional ;
- Assurer des convergences, en organisation et en appui, des actions en faveur de l'enseignement supérieur artistique public et privé

En matière de **mobilités**, elles continueront de plaider ensemble pour l'amélioration de la qualité, en durée,

en matériel roulant comme en ponctualité et cadencement, de la liaison ferroviaire actuelle Montpellier-Toulouse qui reste de la responsabilité de l'Etat.

Elles seront particulièrement actives dans la mise en œuvre rapide, à partir de leurs territoires respectifs et en lien avec les pôles intermodaux métropolitains dont elles sont d'importants financeurs, du renforcement annoncé tant par l'Etat que par la Région Occitanie, de l'offre ferroviaire régionale de desserte interurbaine vers et à partir des métropoles.

Ce pacte sera conclu de sa signature à la fin de l'année 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du pacte 2023-2026 entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet Geo Data Hub Occitanie (GDO) - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire métropolitain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet « *IR Data Terra Geo Data Hub Occitanie* » (GDO) développé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE). L'objectif principal du projet GDO est de renforcer et rationaliser la gestion des données spatiales en Occitanie. Ce faisant, il contribuera à renforcer les activités de l'IR Data Terra en Occitanie et à soutenir l'initiative Occitanie Data de manière significative.

Le projet GDO, en intégrant les données spatiales et en permettant des approches intégrées de l'environnement, contribue à cette vision holistique de la santé. Les données spatiales peuvent fournir des informations sur les interactions entre les écosystèmes, la biodiversité, les maladies zoonotiques et les

impacts sur la santé humaine. GDO vise à favoriser le développement territorial en utilisant les données spatiales pour des approches intégrées de l'environnement et du développement des territoires.

Le financement accordé par la Métropole s'élève à 250 000 €, contribuant ainsi au coût total du projet estimé à 2 510 000 €. La Région et l'Etat apportent un financement de 870 000 € chacun.

Le public cible du projet GDO comprend l'ensemble des communautés scientifiques qui utilisent les informations géospatiales issues de l'observation de la Terre, ainsi que les communautés géomaticiennes appartenant aux collectivités territoriales, aux services de l'État décentralisés et aux établissements publics chargés de politiques

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Institut de Recherche pour le Développement et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet GDO, dans le cadre du CPER 2021-2027 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet DiaMS - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpelliérain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet DiaMS qui s'inscrit dans la dynamique de MEDVALLEE et qui témoigne de la collaboration entre l'État, la Région et la Métropole pour promouvoir le développement scientifique et médical dans la région. Cet investissement stratégique témoigne de la volonté de la Métropole de jouer un rôle clé dans le domaine de la recherche biomédicale et de consolider sa position en tant que pôle d'excellence scientifique et médicale.

Le projet DiaMS, porté par l'Université de Montpellier, vise à équiper plusieurs plateformes de l'Unité BioCampus (Tutelles : CNRS, UM et INSERM) qui se concentrent sur le diagnostic, la modélisation et le traitement des pathologies humaines. L'objectif principal du projet est de renforcer la capacité de

modélisation des pathologies humaines et donc de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents des maladies, leurs causes et leurs conséquences sur le corps humain. Ces modélisations permettront d'identifier de nouvelles cibles thérapeutiques, développer des traitements plus efficaces et concevoir des stratégies de prévention.

Le financement accordé par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 896 000 € et fait partie de l'enveloppe globale du projet, dont le coût total est estimé à 5 000 000 €. La Région apporte également une contribution de 907 000 €, tandis que l'État participe avec un financement de 510 000 €. Cette répartition équilibrée des ressources témoigne de la collaboration entre les différentes parties prenantes pour promouvoir l'excellence scientifique et médicale à Montpellier.

En soutenant financièrement le projet DiaMS, Montpellier Méditerranée Métropole témoigne de son engagement envers l'excellence scientifique et médicale, ainsi que du développement de la recherche biomédicale dans la région.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement du projet DiaMS dans le cadre du CPER 2021-2027 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine - Avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

La Métropole valorise également le patrimoine historique des universités de Montpellier, en particulier le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes et les collections. Elle souhaite promouvoir ces ressources auprès du public et collaborer avec le monde universitaire pour leur préservation et leur utilisation.

Dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole, en étroite collaboration avec la Région et l'État, a accordé une importance capitale à la préservation et à la valorisation du patrimoine historique du territoire. L'un des projets majeurs de cette collaboration fructueuse a été la rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine. Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 700 000 € en juin 2020 (décision n°MD2020-565).

Consciente de l'importance de préserver ce joyau patrimonial, Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec la Région et l'État, a inscrit la rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine comme l'un des projets phares du CPER 2015-2020. Cette initiative a permis de mobiliser les ressources nécessaires pour restaurer et moderniser ce lieu emblématique.

Compte tenu de l'importance et de l'ampleur de ce projet de rénovation, il est nécessaire de prolonger la convention établie 24 juin 2021. Cette prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 permettra d'assurer la finalisation des travaux restants, notamment la mise en valeur des aspects patrimoniaux et muséaux, tels que la salle d'anatomie, le conservatoire d'anatomie, le musée Atger et les fonds anciens de la bibliothèque.

L'avenant proposé à la convention témoigne de l'engagement continu de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Région et de l'État envers la préservation du patrimoine historique exceptionnel du territoire. La rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine est une étape cruciale dans la volonté de valoriser l'histoire tout en offrant des infrastructures modernes et adaptées aux besoins actuels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet de rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Projet Datacenter Régional Occitanie (DROCC) - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Modification - Autorisation de signature**

A la suite d'une erreur matérielle, la délibération n° M2023-182 du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> juin 2023 est abrogée et remplacée par la présente.

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la croissance économique et l'attrait de son territoire en soutenant l'enseignement supérieur et la recherche. Son objectif est de favoriser l'interaction entre les milieux académiques, l'innovation et l'économie locale. La métropole alloue des financements aux projets qui contribuent à ses axes de développement prioritaires, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Son ambition est de renforcer l'excellence scientifique et d'attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises sur son territoire.

Dans un contexte de « *massification des données* », la montée en puissance de l'utilisation des solutions numériques et des algorithmes d'intelligence artificielle est indispensable. Ces méthodes ouvrent d'immenses perspectives d'avancées scientifiques et technologiques, notamment dans les thématiques fortes du site de Montpellier en santé et environnement, dans un cadre d'interdisciplinarité.

De nombreux projets sur le territoire Occitanie et en particulier à Montpellier ont permis de positionner le site à la pointe de l'innovation au niveau de ses infrastructures de données et de calcul. Des grands équipements ont été acquis et sont utilisés par les communautés scientifiques publiques et privées, avec une visibilité au niveau national et international. Le renforcement des techniques dans tous les domaines nécessite de plus en plus de croiser des données diverses et massives, ainsi que de grandes puissances de calcul disponibles au sein du mésocentre MESO@LR dans l'institut de Science de données de Montpellier (ISDM). Actuellement surchargée et de technologie vieillissante, l'infrastructure de calcul nécessite un renouvellement afin de continuer à servir les communautés.

L'opération concerne donc l'acquisition d'une grande puissance de calcul, de stockage rapide en proximité du calcul (disques « *scratch* ») et d'équipements frontaux d'accès aux supercalculateurs. Ces équipements doivent être acquis dans une même architecture pour en garantir le fonctionnement.

Cofinancée par la Région (900k €), la Métropole (704k €), l'Etat (606k €) et l'Université de Montpellier

(350k €), cette opération correspond à la première tranche du CPER 2021-2027.

Le projet d'équipement proposé au CPER 2021-2027 pour le site de Montpellier (ISDM) et porté par l'Université de Montpellier permettra de nourrir cette ambition partagée au moyen du renforcement et de la modernisation des infrastructures de réseaux de communication, de la jouvence des centres de calcul et du déploiement de moyens de stockage et des services associés. Cette ambition se traduit également par la création et la mise à disposition de données nouvelles aux communautés de chercheurs et aux entreprises, comme les images satellites (GDO/GEOSUD) ou des corpus numérisés pour les sciences humaines et sociales (Corpus Humanum).

Ancrée en lien avec les projets en santé (par exemple ERIOS dans le cadre de MedVallée) et infrastructure majeure du projet de Data Center Régional Occitanie (DROCC) pour le centre opérationnel Occitanie Est porté par l'Université de Montpellier, cette opération est cruciale pour maintenir à Montpellier des équipements de tout premier plan.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'abroger la délibération n°M2023-182 ;
- D'approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'un financement de 704 000 € pour le projet DROCC ;
- D'approuver les termes de la convention de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation de l'Institut de Botanique - Avenant à la convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

La Métropole valorise également le patrimoine historique des universités de Montpellier, en particulier le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes et les collections. Elle souhaite promouvoir ces ressources auprès du public et collaborer avec le monde universitaire pour leur préservation et leur utilisation.

Dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole, en étroite collaboration avec la Région et l'État, a accordé une importance capitale à la préservation et à la valorisation du patrimoine historique du territoire. L'un des projets de cette collaboration fructueuse a été la rénovation de l'Institut Botanique. Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 640 000 € (décision du 23 novembre 2020).

Compte tenu de l'importance et de l'ampleur de ce projet de rénovation, il est nécessaire de prolonger la convention établie en 2020, jusqu'au 31 décembre 2024. Cette prolongation permettra d'assurer la finalisation des travaux restants, notamment la mise en sécurité pour assurer un accueil du public.

L'avenant proposé à la convention témoigne de l'engagement continu de la Métropole, de la Région et de l'État envers la préservation du patrimoine historique exceptionnel du territoire. La rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine est une étape cruciale dans la volonté de valoriser l'histoire tout en offrant des infrastructures modernes et adaptées aux besoins actuels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet de rénovation de l'Institut Botanique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Un nouvel élan pour intégrer davantage l'approche "Une seule santé" - Convention cadre de partenariat 2023-2030 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de l'écologie de la santé - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier soutiennent de longue date les initiatives et les projets de recherche liés à l'écologie urbaine, la santé et l'environnement. Elles souhaitent désormais construire une gouvernance territoriale « *biodiversité, écologie et évolution de la santé* », dans son acception large, visant à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. En effet, la notion d'« *écologie évolutive de la santé* » est désormais avancée afin d'intégrer non seulement le cadre de vie (l'Humain modifie les environnements et leurs interfaces, son action appauvrit ou pollue les écosystèmes) mais également les mécanismes d'adaptation (la globalisation des échanges a mis en contact des espèces – dont l'Homme – des pathogènes et des réservoirs, qui ne l'avaient jamais été auparavant) et les mécanismes évolutifs qui sont à l'œuvre (l'ensemble devant être pensé en mode dynamique).

Un volet « *Écologie de la Santé* » pourrait être inscrit au projet de Politique Santé Environnement de la Collectivité rassemblée comme déclinaison locale du Plan régional santé environnement (PRSE) afin de compléter les actions menées en matière de santé environnement et contribuer à enrichir la gouvernance du Contrat Local de Santé (CLS) de la Ville de Montpellier. La santé environnement est l'un des cinq axes thématiques prioritaires du CLS et le diagnostic territorial de santé a mis en exergue son importante intersectorialité. Pour permettre le développement d'approches transverses et de renforcer la prise en compte de ses déterminants dans les décisions publiques au service d'un environnement favorable à la santé, les signataires du CLS ont donc décidé d'inscrire à son plan d'actions l'objectif d'identifier et de promouvoir des outils d'évaluation d'impact sur la santé des politiques publiques et des projets d'aménagement. Ce projet s'inscrit dans ce cadre pour la co-construction de projets de recherche ou d'action en la matière.

Le pôle mondial d'excellenceS en santé globale MED VALLÉE porte déjà l'ambition de fédérer les acteurs et créer des synergies pour construire une Métropole Santé Globale exemplaire. Des liens ont été tissés avec de nombreuses unités mixtes de recherche (UMR) et unités d'appui et de recherche (UAR) dans ce cadre. Les appels à projets du laboratoire d'excellence Centre Méditerranéen Environnement et Biodiversité de Montpellier (LabEx CeMEB) ont constitué depuis 2011 une réelle opportunité pour ce faire ; ils devraient se poursuivre au sein du pôle de recherche « *Agriculture-Environnement-Biodiversité* » (AEB) du programme d'Excellence I-site Université de Montpellier à compter de 2025. S'ajoutent désormais les perspectives qu'offrent la récente création de l'Institut « *ExposUM* » par l'Université de Montpellier et ses partenaires,

ainsi que les « *Programmes et équipements prioritaires de recherche* » (PEPR) portés par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du dispositif « *France 2030* ».

Afin de renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique et de ses impacts sur la santé, les Collectivités souhaitent associer davantage le monde de la recherche qui pourrait être plus spécifiquement consulté sur les questions de biodiversité, d'écologie urbaine, d'écologie de la santé et de risques sanitaires émergents. Il est donc proposé d'établir une convention cadre de partenariat « *Ecologie de la santé* » pour la période 2023-2030 avec les onze Etablissements suivants :

- Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ;
- Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
- L'Etablissement français du sang (EFS) ;
- L'Entente interdépartementale pour la démoustication Méditerranée (EID Méditerranée) ;
- L'Ecole pratique des hautes études (EPHE) – Université Paris Sciences et Lettres (EPHE-PSL) ;
- L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) ;
- L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ;
- L'Institut de recherche pour le développement (IRD) ;
- L'Université de Montpellier (UM) ;
- L'Université Paul Valéry – Montpellier 3 (UPVM).

Ce partenariat prévoit la création et l'animation d'un réseau de réflexion et d'action qui réunira les personnels dédits Etablissements, leurs partenaires de recherche et de médiation, et ceux des collectivités Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier. Ce réseau pourrait prendre la forme d'un Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé.

Sur la base des problématiques et des enjeux identifiés dans le cadre de ce partenariat, les premiers axes de coopération identifiés sont:

1. Accélérer le transfert de la recherche sur l'exposome (expositions à des facteurs extérieurs et environnementaux que subit un organisme humain tout au long de sa vie), mieux connaître et prévenir les maladies liées aux atteintes à l'environnement ;
2. Étudier la résilience écologique des écosystèmes anthropisés (modifiés par l'Humain) sur le territoire de la Métropole, mieux comprendre et prévenir l'appauvrissement des milieux et les facteurs d'émergence des maladies infectieuses et des zoonoses ;
3. Surveiller l'écologie et l'évolution des hôtes, des réservoirs, des vecteurs et des agents pathogènes transmis à l'échelle de ce même territoire, en évaluer le risque et élaborer des stratégies de prévention, de surveillance et de contrôle ;
4. Évaluer les liens entre les pratiques de gestion, de conception et d'aménagement en matière de (re-)végétalisation des villes ou d'évolution des pratiques agroécologiques péri-urbaines et les risques vectoriels ;
5. Améliorer les méthodes de lutte anti-vectorielle (LAV), expérimenter de nouveaux outils et stratégies pour s'inscrire dans une logique de gestion durable et intégrée des vecteurs et du risque vectoriel à l'échelle du territoire ;
6. Évaluer, surveiller et prévenir les impacts sanitaires des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), des espèces non indigènes (ENI), des espèces exotiques envahissantes (EEE) et des espèces pathogènes pour les végétaux par des méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement ;

7. Inventorier, valoriser, partager les outils de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs et des publics pour améliorer les représentations de la santé environnementale et la prévention des risques liés à l'environnement et à l'appauvrissement de biodiversité ;
8. Accélérer l'apport des sciences sociales en santé environnementale, au sein des projets de recherche en science ouverte et sciences participatives, et en lien avec les initiatives de laboratoires vivants (« *Living Labs* ») invitant citoyens, habitants et usagers à être acteurs dans la recherche, l'innovation et le changement des pratiques ;
9. Proposer des mesures concrètes à Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'évolution des cadres légaux d'urbanisation, de citoyenneté et de gestion de l'environnement urbain.

L'animation en réseau, la coordination et le suivi des actions du Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé seront confiés à un chargé de mission Métropole-Ville. La gouvernance sera assurée par un Comité de pilotage et un Comité scientifique.

Le Comité de pilotage, constitué des représentants des Etablissements signataires, se réunira annuellement pour validation des projets, des actions programmées et des concours financiers souhaités. Il définira les orientations stratégiques nécessaires à la mise en œuvre et à la réussite de la convention cadre de partenariat. Il fera le bilan des activités réalisées sur la base d'un rapport préparé par le Comité scientifique.

Le Comité scientifique sera constitué de représentants des pôles, directions, missions et établissements de la Collectivité rassemblée, et des Directions, ou leurs représentants désignés, des huit UMR et UAR identifiées. Il aura pour mission de suivre l'avancement de l'objet de la convention, de construire et de proposer de nouvelles réflexions et actions conjointes, de piloter l'affectation des ressources allouées au projet. Il se réunira au moins trois fois par an et autant de fois que nécessaire, à la demande de l'un de ses membres et/ou du Comité de pilotage et/ou de l'une des Parties. Son format est convenu ouvert et les partenaires institutionnels, de recherche et de médiation avec lesquels la Collectivité rassemblée, ces UMR, UAR et syndicat mixte collaborent autour de projets de recherche en matière d'écologie de la santé pourront y être conviés.

Les finalités de ce partenariat et ses modalités de mise en œuvre sont précisées dans une convention cadre de partenariat. Un travail de recensement des sujets et projets partagés au sein du groupe de réflexion est prévu dès cet été et une première réunion de travail du Comité scientifique prévue à la rentrée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre les onze Etablissements cités, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la constitution du Comité de pilotage et du Comité scientifique du « *Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé* » établi avec les Etablissements ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Santé globale - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales. Le 26 juillet 2022, après une phase active de co-construction avec les acteurs du territoire et les partenaires co-fondateurs que sont l'Etat et la Région Occitanie, le plan d'actions de la stratégie MEDVALLÉE a été approuvé.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpelliérain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Au titre du plan d'actions opérationnel MEDVALLÉE, plusieurs dialogues ont été engagés avec d'autres intercommunalités afin de renforcer l'attractivité du territoire montpelliérain et de son bassin de vie. Ils sont formalisés et précisés par des conventions de partenariats d'envergure, dédiés ou multithématiques, en cours et à venir. Le présent partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans cette dynamique.

Ainsi, au regard de leurs marqueurs économiques et de leurs spécificités scientifiques:

- Puissance et diversité des laboratoires de recherches et du tissu universitaire et grandes écoles, adossé à de grands groupes internationaux de Paris-Saclay ;
- Originalité et caractère fédérateur de l'initiative MEDVALLÉE assise sur l'excellence et la très forte spécialisation de la recherche en environnement, agronomie-agriculture-alimentation, santé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

les deux intercommunalités souhaitent valoriser et développer leurs complémentarités et leurs atouts autour du concept innovant de Santé Globale.

Un premier cadre de coopération a été négocié et se décline selon les 5 axes suivants précisés dans le projet de convention :



- Etablissement d'une cartographie des écosystèmes des deux partenaires sur les 3 thématiques santé, agronomie-agriculture-alimentation, environnement ;
- Coordination des démarches d'attractivité et de communication concernant ces trois secteurs d'activité ;
- Développement de synergies dans la perspective de réponses communes aux appels à projets européens en matière de recherche et d'innovation en matière de *Santé Globale* ;
- Partage d'expérience entre les deux Conseils de Développement et travail sur des thématiques communes ;
- Travail en commun sur l'évolution, l'adaptation des formations d'excellence aux enjeux de recherche et de développement objet du contrat ainsi que sur l'échange de talents et d'expertises au bénéfice des acteurs et de l'économie des deux territoires.

La convention en vigueur de sa signature au 31 décembre 2026, fera l'objet d'une évaluation annuelle par un comité de suivi composé :

- Des Vice-président(e)s en charge du développement économique et de l'enseignement supérieur ou leurs représentants ;
- Des Président(e)s des deux conseils de développement ou de leurs représentants ;
- Des deux directrices ou directeurs en charge du développement économique et de l'enseignement supérieur au sein des deux structures ou de leurs représentants ;
- Des directeurs des deux SATT ou leurs représentants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Environnement - Schéma Directeur des Énergies de Montpellier Méditerranée Métropole - Présentation - Approbation**

Par délibération n° M2023-56 du 2 février 2023, Montpellier Méditerranée Métropole approuvé son projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), dans le cadre des objectifs définis par la loi, et au-delà, pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie.

Un Schéma Directeur des Energies (SDE) à horizon 2030, reposant sur une démarche volontaire, a été élaboré afin de préciser la feuille de route opérationnelle pour atteindre ces objectifs :

- Une baisse des consommations énergétiques finales respectivement de -13% et -27% par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Une diminution des émissions de gaz à effet de serre respectivement de -12% et -40% par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Une baisse des émissions de polluants atmosphériques (NO<sub>x</sub>, PM<sub>2,5</sub>, COVNM, NH<sub>3</sub> et SO<sub>2</sub>) en s'appuyant sur la trajectoire du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PRÉPA) ;
- Une multiplication de la part des énergies renouvelables locales respectivement de x1,4 et x2 par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Atteindre la neutralité carbone par une captation de CO<sub>2</sub> équivalente à 240 kTéq CO<sub>2</sub> pour équilibrer le bilan à horizon 2050.

La Métropole vise principalement à travers ce SDE une articulation cohérente et systémique de la vision de long terme portée par la stratégie du Plan climat 2021-2026. Le SDE métropolitain est à la fois colonne vertébrale, feuille de route et outil opérationnel de la stratégie énergétique territoriale. Il permet de questionner l'organisation du système de consommation, de production et distribution d'énergie sur le territoire.

Son élaboration et sa mise en œuvre imposent non seulement une transversalité accrue interservices, mais aussi le renforcement des échanges et des interactions avec les partenaires extérieurs, actuels et futurs, de la Métropole. Un scénario à horizon 2030 a été co-construit avec les acteurs du territoire.

Les leviers d'actions passent par :

- La décarbonation de la mobilité et la diminution des déplacements ;
- La massification de la rénovation thermique des bâtiments ;
- Le développement conséquent des énergies renouvelables ;

- L'adaptation des réseaux d'électricité et de gaz, de chaleur et de froid, avec le passage d'un système historiquement centralisé à des productions renouvelables locales, conduisant le réseau à devenir bidirectionnels, une montée en puissance du numérique et de nouveaux usages.

Les actions menées permettant de réduire les consommations d'énergie liées au fret et au transit routier représentent le principal levier de réduction des consommations à 2030 (38%). La rénovation du bâti, résidentiel comme tertiaire, ainsi que la maîtrise de l'énergie notamment via des actions de sensibilisation et de promotion d'équipements sobres constituent le second gisement (31%).

L'accroissement de la production d'énergies renouvelable et de récupération passera par une hausse importante de la production solaire photovoltaïque. En effet, cette production représente une multiplication par 1,7 au regard de 2019. Le développement du photovoltaïque vise la production de 219 GWh en 2030 répartis entre les installations en toiture (69%), au sol (18%) et en ombrières (13%) avec une multiplication par 4 de la production.

La biomasse solide et les pompes à chaleur représentent respectivement 36 et 29 % de l'objectif de production local. Un triplement du réseau de chaleur est visé avec l'alimentation en chaud de 5 millions de m<sup>2</sup>.

De plus, la part d'énergie renouvelable provenant du mix national et distribué sur le territoire par les réseaux de gaz et d'électricité représentent 40 % à l'horizon 2030.

Ce SDE a été présenté aux acteurs le 17 mai à Montpellier afin que la mobilisation pour l'atteinte de ce scénario soit partagée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Schéma Directeur des Energies ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### Environnement - Plan Montpellier Solaire 2050 - Présentation - Approbation

Par délibération n° M2023-56 du 2 février 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), document de planification pour viser la neutralité carbone d'ici 2050. Un Schéma Directeur des Energies (SDE) à horizon 2030, a été élaboré afin de préciser la feuille de route opérationnelle pour atteindre les objectifs en termes notamment de baisse des consommations énergétiques, premier enjeu, et de développement des énergies renouvelables. Le solaire photovoltaïque représente le principal gisement identifié dans ce SDE. Aussi cette feuille de route a été co-construite avec les acteurs du territoire.

Les objectifs de production d'énergies renouvelables locales du PCAETs et de la composante photovoltaïque sont les suivants :

Production locale EnR	Diagnostic		Scénario Neutralité Carbone					
	2019		2026		2030		2050	
	297 GWh	3,4%	520 GWh	6,5%	696 GWh	11%	1 847 GWh	44%
<b>Production Photovoltaïque</b>	<b>54 GWh/an</b>		<b>144 GWh/an</b>		<b>219 GWh/an</b>		<b>1 125 GWh/an</b>	

Un scénario par typologie d'installations a été déterminé afin d'identifier les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs aux horizons 2026 et 2030. Ce scénario sera appelé à évoluer en fonction de la réglementation et des avancées des différents projets sur le territoire.

Trajectoire photovoltaïque			
	2019 (hypothèses)	2026	2030
<b>Maison individuelles</b>	<b>2 500 Toitures de maisons Individuelles</b>  13 GWh/an  <b>dont les toitures de copropriétés</b>	<b>+ 2 800 toitures</b> 22,5 GWh/an	<b>+ 2 800 toitures</b> 23 GWh/an
<b>Copropriétés</b>		<b>+ 50</b> 4,5 GWh/an	<b>+ 100</b> 11 GWh/an
<b>Entreprises</b>		<b>+ 90</b> 18 GWh/an	<b>+ 30</b> 6 GWh/an

<b>Bâtiments publics</b>	<b>40 Toitures de bâtiments publics</b> 5 GWh/an	<b>+ 75</b> 9 GWh/an	<b>+ 25</b> 3 GWh/an
<b>Parkings</b>	<b>35 Ombrières de parkings</b> 10 GWh/an	<b>+ 60</b> 18,5 GWh/an	<b>+ 25</b> 10 GWh/an
<b>Sol</b>	<b>3 Centrales au sol</b> 19 GWh/an	<b>+ 17,5 GWh/an</b>	<b>+ 20 GWh/an</b>

Ce Plan Montpellier Solaire 2050, inscrit dans une trajectoire de neutralité carbone, est structuré en 6 points :

- Des objectifs ambitieux : rappel des objectifs à atteindre dans le cadre du PCAETs ;
- Des actions ciblées : actions mises en œuvre ou à initier en fonction des cibles comme le cadastre solaire, l'appui de l'ALEC, l'application de la loi d'accélération des énergies renouvelables, le PLUi Climat... ;
- Des freins à lever : travail engagé ou à engager sur le photovoltaïque en centre historique, sur les structures des bâtiments, les coûts et délais de raccordement, les idées reçues... ;
- Des dynamiques territoriales : constitution de groupes de travail avec les opérateurs publics proposant des services photovoltaïques, les gestionnaires du réseau électrique, les opérateurs économiques du photovoltaïque... ;
- Des solutions émergentes : exploration de technologies innovantes comme l'éclairage solaire, l'autoconsommation collective, le solaire sur bassin de rétention, les panneaux de seconde vie... ;
- Des investissements conséquents : les chiffres d'affaires potentiels liés aux objectifs photovoltaïques permettront de générer activité et emplois locaux. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé en octobre 2022 leur plan de sobriété reposant sur une PPI de respectivement 1,7 M€ et 1 M€ par an pour l'investissement en photovoltaïque sur leur patrimoine.

Cette feuille de route photovoltaïque a été construite avec l'appui des groupes de travail, animé par la Métropole, dédiés aux questions du photovoltaïque :

- L'un avec les organismes publics et associations proposant des prestations solaires aux communes (Région Occitanie, AREC, Syndicat Hérault Energie, ALEC, Altemed, ECLR) ;
- L'autre avec les gestionnaires de réseaux sur le sujet des raccordements (Enedis, Coopérative St Martin de Londres).

Cette feuille de route photovoltaïque a été présentée aux acteurs économiques et associatifs du photovoltaïque le 7 juin à Montpellier afin de partager les objectifs et d'enrichir le document.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du Plan Montpellier Solaire 2050 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Environnement - Réseau de chaleur renouvelable Nord Alco - Contrat de Délégation de Service Public - Approbation**

Afin d'atteindre l'ambition de neutralité carbone, le Schéma Directeur des Energies, déclinaison opérationnelle du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), fixe comme objectif un triplement de la desserte en réseau de chaleur à l'horizon 2030 ainsi qu'un taux d'énergie renouvelable de 80%. En 2019, le réseau délivrait 108 GWh à un taux de 67% d'énergie renouvelable.

Une étude de gisement a permis de révéler l'opportunité de création d'un nouveau réseau de chaleur renouvelable sur la partie nord de la Ville de Montpellier (« *Nord Alco* »). Ce réseau s'étendra du quartier Mosson Paillade jusqu'à celui Hôpitaux Facultés avec une longueur prévisionnelle de 26 km. A terme, il devrait délivrer, en moyenne, 80 GWh par an.

Ce réseau de chaleur Nord Alco sera basé majoritairement sur du bois énergie permettant ainsi aux abonnés de bénéficier d'une énergie à un coût maîtrisé et compétitif. Afin d'atteindre l'objectif de 80 % d'énergie renouvelable en 2030, l'achat de garantie d'origine renouvelable de Biométhane complètera le bois énergie. Enfin, en appoint et secours, il sera fait appel à du gaz naturel pour compléter le mix énergétique.

Par délibération en date du 30 mars 2023, le Conseil de Métropole a approuvé le choix du mode de gestion du service public de la délégation de distribution publique de réseau de chaleur. Ainsi, il a été décidé de confier la création et l'exploitation de ce nouveau réseau à la société publique locale Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SPL SA3M) via une délégation de service public (DSP).

Le contrat de DSP a pour objet de confier au délégataire les missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des ouvrages pour la création du réseau de chaleur *Nord Alco* ;
- L'exploitation, l'entretien et la maintenance, le gros entretien et le renouvellement des installations du réseau ;
- La production et la distribution de chaleur et de froid aux abonnés ;
- L'optimisation des réseaux ;
- La gestion des relations contractuelles avec les abonnés ;
- La facturation et le recouvrement des tarifs auprès des abonnés au titre des prestations réalisées.

Le projet prévoit la construction d'une centrale bois ainsi qu'une seconde chaufferie pour l'appoint secours gaz. Afin de tenir compte du délai d'obtention des autorisations et de la réalisation des travaux, une centrale

gaz provisoire sera mise en place et exploitée afin d'alimenter les premiers bâtiments raccordés. De plus, un réseau de distribution va également être réalisé avec l'ambition de finaliser la partie principale de celui-ci d'ici un an.

Les investissements prévisionnels totaux sont évalués à 56 M€ HT. La subvention escomptée de la part de l'ADEME est de 17 M€. Le dossier devrait passer en conseil d'attribution en octobre 2023.

La tarification à l'abonné sera composée des deux termes suivants :

- R1 : élément proportionnel à la consommation représentant le coût des énergies nécessaires et tout frais afférent, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un kWh destiné au chauffage des locaux ou au chauffage d'un mètre cube de l'eau sanitaire ou, s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie ;
- R2 : élément forfaitaire (abonnement) lié à la puissance souscrite, c'est-à-dire à la puissance maximum que l'Abonné est en droit de demander.

Enfin, le délégataire sera redevable de trois redevances à la Métropole de Montpellier :

- Une redevance au titre du contrôle de concession effectué par l'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie d'un montant de 30 k€ par an ;
- Une redevance d'occupation du domaine publique versée à la Métropole en tant que gestionnaire de l'espace public ;
- En complément, le délégant percevra une redevance de surperformance qui correspondra à un pourcentage des bénéfices supplémentaires par rapport à ceux prévus au compte d'exploitation prévisionnel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat de Délégation de Service Public ainsi que les pièces annexes ;
- D'autoriser la SPL SA3M à procéder aux travaux de création des centrales de productions d'énergie et des réseaux de distribution de chaleur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Délégation de Service Public - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature**

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

L'article 59-2.D « *Calcul des variations de prix du contrat de concession* », prévoit que si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre la collectivité et le concessionnaire, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques. Les parties conviennent ainsi de remplacer le Tarif Réglementé de Vente du Gaz B1, en extinction au 30 juin 2023, par le prix repère de vente de gaz naturel pour les consommateurs résidentiels publié par la Commission de Régulation de l'Énergie.

Par ailleurs, l'article 9 du contrat de Concession stipule que la collectivité, lorsque les considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté de modifier le périmètre de la concession, après consultation du concessionnaire. Or, l'opportunité de création d'une nouvelle Délégation de Service Public pour la construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur « *Nord Alco* » suppose la diminution corrélative du périmètre de concession du RMCF.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°9 au contrat de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'Emprunt à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation**

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Un plan quinquennal de travaux sur la période 2022-2026 a été précédemment validé afin de poursuivre l'extension de réseaux de chaleur et de froid renouvelables. Cette programmation comprend notamment le déploiement du réseau de chaleur à partir de la centrale biomasse de la cité créative, la construction d'une centrale de production basée sur de la géothermie sur nappe afin d'alimenter les programmes de la zone d'aménagement concerté Cambacérès ainsi que l'extension du réseau dans le quartier Port Marianne.

Le contrat de concession, dans son article 63 A. Emprunts, stipule que le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations. Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur une émission obligataire via Collectivity, Conseiller en Investissements Participatifs, auprès d'Egamo, Société de Gestion du groupe VYV (MGEN, Harmonie Mutuelle, SMACL, MNT...), acteur mutualiste français, d'un montant de 2 500 000 €.

Les caractéristiques de cet emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 2 500 000 €
- Durée : 15 ans
- Taux fixe : 4 %
- Amortissement : annuités constantes
- Souscription ouverte du 5 juin au 8 juin
- Commission de Collectivity
- Garantie à hauteur de 50% de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De garantir 50% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SERM auprès de Collectivity, soit un montant garanti de 1 250 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Hors commission - Stratégie culture et patrimoine de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

La Culture est un formidable vecteur d'émancipation, rempart contre l'obscurantisme, garantie d'imaginaires enrichis et renouvelés. Forte de cette conviction, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent se doter d'une stratégie culturelle territoriale commune, ambitieuse et pensée sur le temps long, vers un horizon qui dessine des futurs durables et désirables. Pour garantir cette trajectoire au long cours, cette stratégie se bâtit sur une politique équipementière ambitieuse inscrite dans la droite ligne de l'héritage de la décentralisation, forte de partenariats territoriaux larges, nourrie des enjeux contemporains qui traversent la société. De cette stratégie, la candidature du territoire de Montpellier au titre de Capitale Européenne est un véritable accélérateur.

Inventer de nouvelles manières de partager les arts et la culture avec le plus grand nombre et à l'échelle d'un territoire est l'une des plus hautes ambitions du territoire. Héritières d'une très riche histoire artistique, pionnières en matière de décentralisation culturelle, Montpellier et sa Métropole s'attachent aujourd'hui à offrir aux artistes des conditions renouvelées de création et de diffusion de leurs œuvres, et réaffirment leur volonté d'être un territoire d'hospitalité pour les artistes du monde entier.

La singularité artistique et culturelle de Montpellier résulte d'une politique équipementière ambitieuse engagée dans les années 1980 grâce à la décentralisation, au service d'un souffle culturel qui a permis l'implantation de scènes d'envergures nationales. En parallèle, le territoire connaît un dynamisme culturel exceptionnel : sur la seule Métropole, plus de 400 associations artistiques et culturelles font vivre la création et la diffusion culturelle. Aujourd'hui, ce paysage artistique et culturel est en pleine mutation pour faire face à un double impératif : d'une part la nécessité de redéployer les moyens pour soutenir de nouveaux projets, d'autre part celle d'amorcer les évolutions nécessaires au sein des grandes institutions face aux impératifs de transitions économique, environnementale ou sociale dans un contexte économique contraint.

Ces transitions obligent à porter des choix nouveaux. Si la région montpelliéraine a la chance de bénéficier d'un héritage culturel important, elle connaît l'impérieuse nécessité de renouveler ses politiques publiques, d'inventer de nouvelles formes de soutien à la création et à la production, de créer de nouveaux espaces de rencontre avec les publics. Pour relever ces défis, Montpellier ambitionne de devenir un véritable laboratoire artistique et culturel où s'inventeront de nouveaux lieux et dispositifs au service de la création contemporaine et de sa nécessaire rencontre avec les publics.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole entendent porter leur stratégie culturelle et patrimoniale comme un plaidoyer pour la culture, et l'affirmation d'un véritable désir d'Europe. Au lendemain d'une longue crise sanitaire qui a éprouvé le secteur de la création et du patrimoine, et au moment même où la guerre en Ukraine conduit à être solidaires d'un pays en lutte pour ses libertés et son indépendance, il est fait le choix d'affirmer l'importance et la force de l'Europe, de la culture comme facteur de paix et de dialogue, pour rapprocher les personnes et les territoires. Dans ce contexte, la stratégie culturelle et patrimoniale de la Ville et de la Métropole contribue à la stratégie long terme de la candidature de Montpellier au titre de capitale européenne de la culture pour l'année 2028.

Alors que la région s'apprête à accueillir, dans les deux prochaines décennies, 25 % de la croissance démographique française, et que le pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*) prévoit la fin des émissions nettes des gaz à effet de serre d'ici 2050, les collectivités se mobilisent pour tenter de (ré)concilier attractivité et impératif écologique (Pacte Vert 2040 de la Région Occitanie, gratuité des transports en commun à Montpellier, développement des itinéraires cyclables entre les intercommunalités, mobilités douces par voie fluviale à Sète...). Il est fondamental de construire et partager un récit de la mutation écologique qui permette de sortir des logiques de concurrence institutionnelle et des visions court-termistes.

Les questionnements qui traversent les politiques publiques en général, et les politiques culturelles en particulier, poussent à l'humilité et à s'interroger pour être en mesure de répondre aux nouveaux défis. L'ouverture et le partage sont essentiels et constituent un premier élément de réponse. Faire corps, construire ensemble, mutualiser, autant d'idées qui invitent à envisager la politique culturelle comme un terrain idéal pour repenser la coopération territoriale à toutes les échelles, avec l'objectif d'imaginer pour demain une vie culturelle à la fois forte de l'identité du territoire, et nourrie des échanges et des rencontres avec l'autre.

Pour parvenir à cet équilibre, la stratégie culturelle imaginée pour le territoire de Montpellier s'est bâtie autour de six axes prioritaires :

## **1/ CONSTRUIRE AUJOURD'HUI LES PUBLICS DE DEMAIN**

---

Montpellier et sa Métropole profitent d'un écosystème d'établissements dense produisant une offre culturelle riche à destination de l'ensemble des publics. Pour autant, on constate à Montpellier, comme dans la plupart des villes et métropoles, une érosion des publics dans les lieux traditionnels dédiés aux arts et à la culture, due à un faible renouvellement des publics. Les dispositifs mis en œuvre touchent encore trop insuffisamment celles et ceux qui en ont le plus besoin. À cela s'ajoutent de nouvelles pratiques des publics et de nouveaux lieux de culture qui restent moins bien appréhendés.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont pour priorité de repenser l'offre culturelle et la façon dont elle est valorisée et rendue accessible, afin d'élargir les publics susceptibles d'en être bénéficiaires.

### **Les actions prioritaires :**

- **Systématiser le développement d'une programmation culturelle à hauteur d'enfant :** *Création de Mille Formes, centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, déploiement d'une programmation jeune public en réseau dans les théâtres de la Métropole, réseau Villes des enfants, Festivals pour les tout-petits... ;*
- **Encourager l'accès de tous les jeunes publics à l'art et à la culture :** *Refonte des parcours d'éducation artistique et culturelle, Poursuite du déploiement de la Convention de Généralisation de l'éducation artistique et culturelle (EAC) vers un objectif 100% EAC ;*
- **Sensibiliser le jeune public à la diversité des musiques actuelles et encourager la pratique musicale :** *Développement de l'enseignement musical dès le plus jeune âge notamment par l'éveil musical (Cité des Arts), développement de résidences au plus près des publics (médiathèques, Maisons pour tous, établissements scolaires)... ;*

- **Défendre un accès égal pour tous sur l'ensemble du territoire :** *Mise au point d'un nouveau schéma de développement de la lecture publique au sein du réseau des Médiathèques, encourager les programmations décentralisées des festivals et le hors-les-murs, développer l'accessibilité des programmations... ;*
- **Développer les dispositifs de culture scientifique et sciences participatives à destination des enfants pour encourager l'esprit critique et la compréhension du monde contemporain :** *Création d'un espace d'exposition temporaire dédié à la culture scientifique au sein de la Médiathèque Emile Zola... ;*
- **Reconquérir les publics par l'éducation à l'image :** *Extension du Cinéma Nestor-Burma à destination jeune public, renforcement du dispositif Ma Classe au cinéma... ;*
- **Valoriser le multilinguisme présent sur le territoire :** *Labellisation des programmations occitanes...*

## 2/ TRANSFORMER LA VILLE PAR LA CULTURE ET LE PATRIMOINE

---

Soumises à une très forte croissance démographique, à une évolution du climat et à un risque important d'étalement urbain, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent depuis de très nombreuses années désormais une période de transformation urbaine, que ce soit dans le centre urbain, au Nord de la ville centre avec le renouvellement du quartier de la Mosson, ou à l'échelle de la Métropole par le développement des lignes de transports en commun. Du fait de ces modifications, le quotidien des habitants est marqué par d'importantes et nécessaires évolutions : modes de vie, nouvelles mobilités, relations repensées au territoire...

Le territoire de la Métropole bénéficie parallèlement d'un héritage architectural et artistique qui maille l'espace public et le territoire. Le projet urbain se déploie autour de signatures nombreuses d'architectes reconnus : Ricardo BOFILL, Paul CHEMETOV, Sou FUJIMOTO, Edouard FRANCOIS, Massimiliano FUKSAS, Xavier GONZALES, Zaha HADID, Farshid MOUSSAVI, Jean NOUVEL, Rudy RICCIOTTI, Carmen SANTANA, Philippe STARCK et tant d'autres... Un riche parc d'œuvres d'art contemporain prend place dans l'espace public : dès 1986 avec *Le grand M* de François MORELLET, et en lien avec les transports en commun : *la constellation humaine* de Chen ZHEN, *l'hommage à Confucius* d'Alain JACQUET, *les Allégories* d'Allan MACCOLLUM, *le Voyage* de SARKIS, *le point of view* de Tony CRAGG, autant d'œuvres remarquables qui jalonnent le parcours du tramway.

Le territoire peut par ailleurs s'enorgueillir d'une forte tradition d'accueil de manifestations artistiques dans l'espace public produites en régie directe ou portées par les acteurs culturels du territoire (Comédie du Livre, Fête de la musique, les ZAT - Zones Artistiques Temporaires, Journées du Patrimoine...).

Convaincus des impacts bénéfiques de l'art et de la culture sur l'appropriation par les habitants de leurs espaces communs, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole placent la question artistique et culturelle au cœur du projet urbain.

### Les actions prioritaires :

- **Favoriser la compréhension de la ville contemporaine et de ses enjeux :** *Création d'un centre d'interprétation dédié à la fabrique de la Ville contemporaine... ;*
- **Poursuivre l'enrichissement du patrimoine artistique par la mise en œuvre d'une politique de commandes publiques d'œuvres d'art dans l'espace public :** *Dépôt de l'œuvre de Sandro CHIA sur l'esplanade Charles-de-Gaulle, commande d'un tirage de La Spirale de Germaine RICHIER, Mise en art des ponts, Mise en art du tunnel de la Comédie... ;*
- **Accompagner les transformations urbaines par la construction de récits artistiques et culturels :** *Développement de l'urbanisme culturel, La Mosson quartier laboratoire pour la transition urbaine – ANRU, Création des Permis d'imaginer – ALTEMED... ;*

- **Inviter les habitants à poser un regard nouveau sur l'espace urbain :** *Déploiement des ZAT, Zones artistiques temporaires, au niveau municipal puis à l'échelle métropolitaine, poursuite du programme des Folies architecturales avec 13 nouveaux sites identifiés dans un souci de rupture avec l'étalement urbain... ;*
- **Encourager le développement des mobilités douces par des interventions artistiques :** *œuvre d'art aux stations de tramway, habillage des rames de bus et tramway par des artistes...*

### 3/ S’AFFIRMER COMME UN TERRITOIRE D’HOSPITALITÉ

---

Les marques de l'hospitalité comme valeur forte et historique du développement du territoire, sont toujours lisibles dans les édifices patrimoniaux, au premier rang desquels le Mikvé. Elles illustrent les multiples migrations qui ont enrichi l'histoire et le patrimoine matériel et immatériel de Montpellier. Cette hospitalité est aussi tournée vers les artistes de tous les horizons et les différentes expressions artistiques, que ce soit dans les centres de formation supérieures (École Nationale Supérieure d'Art Dramatique, Master Exerce du Centre Chorégraphique National), sur scène ou dans l'espace public.

Le territoire est riche de nombreux dispositifs accompagnant les créateurs à toutes les étapes de la vie de leurs œuvres : accompagnement à la création, résidences de recherche ou en soutien à l'émergence (Théâtre la Vignette, Festival Texte en cours, Warm Up, Studio libre au Centre Dramatique National), résidences d'été du théâtre La Vista, coproductions (MO.CO, Théâtre Jean Vilar, Domaine d'O, Printemps des comédiens, Agora de la danse...), diffusion et exposition (Espace Saint-Ravy : lieu d'exposition pour artistes émergents...)

Il est fait pourtant le constat d'une insuffisante articulation de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement : aides à la création des collectivités et de l'État, partage des « *outils* » de création (lieux et ingénieries) en fonction des étapes du processus créatif (recherche/écriture/émergence/production), prise en compte de la diversité de la création (approches sectorielles, pluridisciplinaires) méritent d'être repensées pour répondre au besoin des artistes, émergents ou confirmés, afin qu'ils puissent trouver sur le territoire les conditions d'épanouissement de leurs projets de création. Il s'agit de consolider de véritables écosystèmes dans l'ensemble des filières artistiques, de la formation à la diffusion en passant par la création et la production, tout en favorisant l'émergence et la structuration de champs boudés par les politiques publiques : bande dessinée, écriture scénaristique, projets transdisciplinaires...

#### Les actions prioritaires :

- **Développer les lieux d'accueil et de travail pour les artistes du territoire pour permettre toutes les expressions artistiques,** y compris celles d'artistes qui ne sont pas accueillis et diffusés dans leurs pays : *Développement du parc des espaces d'accueil et de travail dédiés aux artistes : Ancien Evêché, Hôtel d'Aurès, Théâtre La Vista, Résidence Lattara, Maison des Chœurs, locaux vacants ACM... ;*
- **Mettre en œuvre des dispositifs de soutien au tissu culturel du territoire, repensés et mieux adaptés aux enjeux de chaque filière :** *Fonds d'aide à la diffusion, fonds d'aide à la création, campagne d'aide à l'équipement, dispositif d'accueil et d'accompagnement à la résidence, Adhésion GIP Café Culture... ;*
- **Accompagner les acteurs de la filière de l'image et des Industries Culturelles et Créatives (ICC) :** *Fonds d'aide à la création ICC, dispositif de tutorat, programme de résidence d'écriture, soutien à l'émergence... ;*
- **Accueillir les artistes venus d'ailleurs pour favoriser les échanges et la rencontre des imaginaires :** *Restauration du Domaine de Méric - Maison Bazille, lieu de résidence ouvert aux artistes et chercheurs européens ; restauration du Pavillon Ouest de l'Agora de la Danse pour l'accueil de compagnies...*

#### 4/ FAVORISER LE RAYONNEMENT DU TERRITOIRE EN VALORISANT L'EXIGENCE ARTISTIQUE ET LA CAPACITÉ D'INNOVATION

---

Montpellier est une terre de festival comme nulle autre pareille en France : de mai à juillet, elle accueille chaque année une saison ininterrompue de festivals partageant un même souci d'exigence artistique pour rendre accessible aux publics les œuvres et les artistes de tous horizons : Comédie du Livre, Printemps des Comédiens, Montpellier Danse, Festival Radio France, mais également Arabesques, Cinemed...

Les grands lieux culturels sont autant de fenêtres ouvertes sur le monde : le Musée Fabre et ses expositions temporaires permettent de découvrir des œuvres issues des plus grands musées, le MO.CO expose la création contemporaine du monde entier, le Pavillon Populaire valorise toute l'année la photographie internationale.

La Métropole bénéficie d'un territoire de prédilection pour le développement des industries culturelles et créatives numériques (jeux vidéo, audiovisuel, création numérique) : Écoles ESMA, ArtFX, Studios de France TV...

Pour autant, l'héritage culturel montpellierain doit être réinterrogé à l'aune des enjeux contemporains pour renouer avec la capacité d'innovation et positionner le bassin de vie comme un carrefour culturel. Il s'agit de créer les conditions adéquates à l'invention de nouvelles politiques culturelles, plus adaptées aux défis du monde contemporain.

##### Les actions prioritaires :

- **Encourager et impulser la création de nouvelles structures écosystème intervenant à toutes les étapes de la vie d'une œuvre** (formation, création, production, diffusion) **par le rapprochement et la mutualisation de moyens pour une plus grande capacité d'action** : *Cité Européenne du Théâtre, la Cité créative : quartier dédié aux nouvelles industries culturelles et créatives numériques...* ;
- **Affirmer le territoire métropolitain comme un pôle d'excellence de production audiovisuelle** : *Développement de l'accueil des tournages, aide à l'implantation des studios, mise en réseau...* ;
- **Relancer et mettre à jour le Schéma d'orientation et de développement des musiques actuelles** : *Création d'un nouveau site plus adapté, dédié aux grands événements (festivals de musique...), accompagnement du réseau des salles de musiques du territoire, évolution de la scène labellisée pour les musiques actuelles...* ;
- **Encourager la transdisciplinarité et une approche trans-sectorielle** ;
- **Renforcer l'articulation des dispositifs d'aides publiques** (Etat, Région, Département, Métropole, Communes) pour une plus grande efficience au services des acteurs culturels et des artistes.

#### 5/ INVENTER DE NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATIONS TERRITORIALES

---

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole bénéficient de programmations qui rayonnent à différentes échelles des territoires : festivals itinérants dans les communes de la Métropole (Cinéma sous les étoiles, La Métropole fait son cirque), la Comédie du livre et sa programmation de rencontres décentralisées dans les librairies du bassin de vie (Sète, Mèze, Lunel, Gignac, Frontignan...). A l'échelle européenne et internationale, des coopérations artistiques sont développées avec les villes jumelles : Palerme, Heidelberg... Les établissements et festivals portent des programmations artistiques à dimension européenne et internationale.

Il est fait le souhait de développer ces axes et développer la coopération entre les territoires pour assurer une meilleure circulation des œuvres, des artistes et des publics, ainsi qu'une plus forte mobilisation des partenariats européens et internationaux sur les projets.

**Les actions prioritaires :**

- **Renforcer les coopérations avec les intercommunalités partenaires :** *Contrats territoriaux de coopération avec l'ensemble des intercommunalités voisines, déploiement de programmations culturelles décentralisées (cirque, littérature, théâtre...) ;*
- **Favoriser les échanges culturels et scientifiques entre pays européens :** *Adhésion au réseau Eurocities, programme d'échanges culturels avec les villes jumelles notamment Palerme, soutien aux actions partenariales favorisant les coopérations européennes (Biennale des Arts de la Méditerranée, travail avec comédiens en situation de handicap mené par La Bulle Bleue...) ;*
- **Ouvrir de nouveaux axes de coopération avec l'Afrique :** *Biennale Afrique-Europe, Institut de l'Histoire de la France et de l'Algérie...*

**6/ VALORISER LA CONNAISSANCE ET LES SAVOIRS**

---

Montpellier est riche d'un patrimoine universitaire ancien (800 ans de la Faculté de médecine en 2020) : le plus vieux jardin des plantes de France, un herbier riche de centaines de pièces, un conservatoire d'anatomie spectaculaire. En 2022, le Jardin des plantes figurait parmi les projets soutenus par la Mission Patrimoine dans le cadre du loto du patrimoine. Cette tradition d'enseignement s'incarne aujourd'hui par un soutien fort à la culture scientifique.

Le territoire peut également se prévaloir d'une préoccupation ancienne pour la conservation et la valorisation de patrimoines exceptionnels : le Musée Fabre ouvre ses collections aux visiteurs et amoureux de l'art depuis près de 200 ans, le musée archéologique Henri Prade retrace l'histoire antique depuis les étrusques des lagunes...

Montpellier Méditerranée Métropole est par ailleurs la première Métropole bénéficiant du label « *Ville et Pays d'art et d'histoire* » pour son engagement en faveur de la qualité du patrimoine, de l'architecture et du cadre de vie.

Le réseau des médiathèques, riche de 14 établissements sur le territoire de la Métropole a fait de la culture scientifique l'une de ses priorités et développe désormais une offre de plus en plus riche dans sa programmation à l'année.

**Les actions prioritaires :**

- **Donner accès à la mémoire ancienne et contemporaine du territoire :** *Restauration d'un bâtiment pour l'accueil des archives, centre de mémoire contemporaine ouvert au grand public avec un programme de grandes expositions... ;*
- **Labelliser les patrimoines pour une meilleure appropriation et une meilleure protection :** *Candidature au registre « Mémoires du monde » pour protéger et valoriser le patrimoine scientifique et l'histoire du développement des sciences... ;*
- **Investir dans la valorisation et la restauration du patrimoine mobilier et immobilier :** *Création d'une extension du Musée Fabre pour un accès enrichi aux collections et aux expositions temporaires, création d'un Centre de Conservation et d'Etude (CCE) sur le site du Musée archéologique Henri-Prades, dispositif d'aide à la restauration patrimoniale pour les communes et acteurs associatifs... ;*
- **Valoriser la culture scientifique et technique comme facteur d'émancipation citoyenne :** *Création d'un lieu d'exposition temporaire dédié à la culture scientifique pour le jeune public à la Médiathèque Emile-Zola, lancement du festival des idées, renouvellement de l'Agora des Savoirs... ;*
- **Ouvrir le dialogue entre Arts et Sciences :** *Autour des grands enjeux de transformation du territoire (Climat, Biodiversité, Migrations, Démocratie), en s'appuyant sur des coopérations entre acteurs culturels et grands programmes structurants dans le domaine scientifique.*



Cette stratégie, construite au plus près du territoire, dans un souci d'ouverture vers l'autre et vers l'ailleurs, souhaite positionner la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole comme des acteurs majeurs des politiques culturelles. Riche de projets structurants et de projets d'infrastructure, elle a vocation à engager le territoire dans une mutation ambitieuse et responsable, inscrite dans le temps long, avec la volonté de construire de manière durable un environnement propice à l'épanouissement de chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la stratégie culturelle et patrimoniale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Hors commission - Suite du Sommet Afrique-France de Montpellier - Organisation de la première Biennale Europe-Afrique de Montpellier - Orientations de programmation - Convention de co-production entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion et Macadam - Convention avec l'Institut français - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier a été choisie en 2021 comme terre d'accueil du Nouveau Sommet Afrique-France. Organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, cet événement se voulait tourné vers les acteurs du changement et en priorité ceux de la société civile (entrepreneurs, intellectuels, chercheurs, artistes, sportifs, créateurs, influenceurs...). Il avait pour objectif de questionner et redéfinir les fondamentaux de la relation entre la France et le continent africain, en écoutant la jeunesse, en répondant à ses interrogations et en créant un nouvel espace de dialogue orienté vers l'avenir.

L'engagement de Montpellier à co-construire ce Nouveau Sommet Afrique-France a été un témoin de l'ambition du territoire de s'investir dans un partenariat d'avenir avec l'Afrique, d'égal à égal, et de contribuer ainsi au rayonnement de ses acteurs économiques, culturels, universitaires. L'excellence des atouts scientifiques du territoire dans les domaines de la santé, du climat, de l'agronomie ou des technologies, en phase avec les domaines essentiels de la coopération Afrique-France, le dynamisme ainsi que la présence importante de diasporas africaines ont contribué au choix de la ville. Véritable testament de la vitalité des diasporas et des acteurs du territoire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont vibré toute une saison au rythme de l'Afrique, et de nombreux événements ont eu sur l'ensemble du territoire de la Métropole : spectacles, expositions, projections de films, conférences, rencontres sportives...

La Ville de Montpellier et la Métropole ont su transformer l'essai de l'accueil de cet événement hors du commun, en inscrivant durablement cette nouvelle relation au continent africain comme une priorité de ses écosystèmes et de son action, dans les domaines aussi bien économiques, que scientifiques, culturels, sportifs. **Afin de célébrer et de mettre en lumière cette orientation très forte, volontariste et commune, l'automne 2023 verra la naissance de la première Biennale du Sommet, la Biennale Europe-Afrique de Montpellier.** Il s'agit d'un événement aux multiples facettes et aux multiples intervenants, qui viendra une fois encore mettre le territoire à l'heure africaine et réaffirmer la volonté de Montpellier d'être l'endroit où s'invente une nouvelle relation à l'Afrique.

### **Une saison culturelle à la programmation ambitieuse**

Un grand nombre de lieux culturels de la Ville et de la Métropole, ainsi que de nombreux lieux indépendants, proposeront durant l'automne, et de manière forte durant la semaine de la Biennale, une programmation en lien avec le continent africain.

L'espace Dominique-Bagouet proposera d'abord une exposition dédiée à la Biennale qui couvrira la période octobre/décembre.

Une programmation dense aura lieu dans un certain nombre de lieux indépendants ou en régie (Tropismes, Victoire 2, Rockstore etc.) du territoire : soirées hip-hop, soirées radios africaines/scènes émergentes, concerts, expositions. Les médiathèques et Maisons pour tous du territoire proposeront des programmations en lien avec la Biennale.

Un « *Festival des Idées* » sera organisé autour de l'actualité de la pensée africaine. Invitation à la réflexion sur la relation Europe-Afrique, cet événement rassemblera une vingtaine de débats et de conférences tout au long de la semaine, constitué d'un large panel de penseurs et penseuses.

Les médiathèques et Maisons pour tous du territoire proposeront des programmations en lien avec la Biennale. Le réseau des médiathèques et de la culture scientifique en particulier organisera une journée de réflexion et de sensibilisation sur les questions et les enjeux des archives en Afrique en lien avec l'Ecole Nationale des Chartes. Cette journée, intitulée « *L'Afrique, un continent sans archives, vraiment ?!* » sera l'occasion de nombreux débats et conférences et permettra notamment de mettre à l'honneur les Archives Nationales de Madagascar.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut français, un temps de restitution des forums « *Notre futur* », plateformes de dialogue Europe-Afrique organisées sur le continent africain par l'Institut Français aura lieu dans différents lieux de la ville.

Ces pensées et débats laisseront place au lancement de *Djowamon*, une plate-forme de formation et de dialogue professionnel du Campus AFD autour des musées et des patrimoines Français.

Ancrée dans les enjeux politiques et culturels actuels, une réunion du réseau européen Rizoma aura aussi lieu sur la question de la restitution des œuvres culturelles au continent africain.

Une programmation riche est prévue également autour des Industries Culturelles et Créatives (ICC), véritable fleuron montpelliérain : nuit des séries, ateliers, exposition sur le thème des jeux-vidéo...

Cette programmation fera la part belle aux diasporas africaines de Montpellier et de la Métropole. Par exemple, plusieurs places de la ville seront animées durant le temps de la biennale, chacune par une diaspora africaine, et en collaboration avec les associations de commerçants et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault. Le territoire montpelliérain, et son centre-ville, vibreront de nombreuses rencontres, débats, échanges artistiques et novateurs : un plateau de radio pour parler de la coopération dans le monde de la musique, des échanges et événements autour du skate et du breakdance.

### **Les Euro-Africa Water Days de Montpellier : une semaine pour connecter les écosystèmes de la recherche et de l'innovation européen et africain.**

Il s'agit du volet développement et innovation de la Biennale, qui prendra la forme d'un congrès multi-acteurs sur les enjeux liés à la gestion de la ressource en eau et sur les coopérations entre territoires, scientifiques et société civile pour répondre à ceux-ci.

Le continent africain et le bassin méditerranéen, considéré pour ce qui est de ce dernier comme l'un des « *hot*

*spots* » du changement climatique, sont directement concernés par la problématique de la ressource en eau. Raréfaction des précipitations, concentration croissante de population et développement de mégapoles, sur-sollicitation fréquente des nappes phréatiques, manque d'infrastructures adaptées, résilience limitée, tensions sociales, enjeux géopolitiques, etc. sont autant de facteurs qui conduisent à la nécessité de mener une réflexion commune à l'échelle de l'Afrique et de la Méditerranée.

L'objectif de ce premier forum « *Euro-Africa Montpellier Water Days* » est de mettre en relation les acteurs du domaine de l'eau sur le bassin méditerranéen et le continent africain, concernés par les problématiques et les enjeux liés à l'eau dans la ville, aujourd'hui et demain afin de s'enrichir mutuellement des expériences menées localement et de développer des capacités d'échanges et d'interactions, des réseaux, des partenariats scientifiques, techniques, économiques, institutionnels de manière à relever ensemble, solidairement et efficacement, les défis qui nous font face.

Ce forum, organisé en partenariat avec le Centre Unesco de l'eau « *ICIREWARDS* » dirigé par Eric SERVAT, du 9 au 11 octobre portera sur les thèmes suivants :

- Changement climatique et risque hydrologique ;
- Urbanisation des mégapoles méditerranéennes et africaines ;
- Accès à l'eau ;
- Assainissement et santé ;
- Agriculture urbaine et péri-urbaine ;
- Gouvernance, coopération décentralisée et rôle de l'Union européenne dans les partenariats avec l'Afrique ;
- Eau et genre ;
- Retour sur la conférence des Nations Unies sur l'eau (mars 2023).

Il réunira des scientifiques, des institutionnels et décideurs, des représentants et chaires UNESCO, des organisations internationales, des entreprises du secteur privé méditerranéens, africains et européens sont attendus.

Durant ce congrès, du 1<sup>er</sup> au 11 octobre, se tiendra également la 2<sup>ème</sup> édition de l'Université des jeunes entrepreneurs africains, intitulée « *Campus des Jeunes Entrepreneurs Africains* ». Depuis le Nouveau Sommet Afrique France en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée avec la Fondation Prospective et Innovation pour mettre en place une plateforme d'entrepreneurs africains innovants évoluant dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de la santé globale, des industries culturelles et créatives et du sport en Afrique.

Ce programme sera composé d'un séjour d'affaire en France à Paris et Montpellier lors duquel les 8 participants sélectionnés auront à leur disposition des formations efficaces et des opportunités professionnelles telles que des opportunités de networking et de rendez-vous avec des décideurs, chercheurs, partenaires économiques, et autres acteurs leaders de leurs secteurs, une visibilité médiatique et la possibilité d'intervenir lors de la Biennale Europe-Afrique de Montpellier (octobre 2023) ainsi qu'à d'autres grands événements internationaux partenaires, une incubation et un accompagnement proposé par le Business Innovation Center (BIC) de Montpellier, une participation à des masters-class et un concours de pitch.

Enfin, la 2<sup>ème</sup> édition du Forum Nouvelles d'Afrique, organisée par la Fondation Prospectives et Innovation, aura également lieu les 5 et 6 octobre 2023, sous le thème « *l'entrepreneur ; un agent du changement en Afrique* ». Les tables-rondes répondent à des thèmes variés : allant de la synthèse des connaissances, en passant par des réflexions sur l'avenir des projets actuels et les possibilités d'amélioration des partenariats entre les deux rives de la Méditerranée. Seront accueillis à cette occasion des membres des secteurs publics et privé, de France et multiples pays et organisations du continent africain.

La relation au continent africain et la thématique de l'eau qui relie étant des axes forts de la candidature de Montpellier comme capitale européenne de la culture, l'association Montpellier 2028 sera également

partenaire de cet évènement.

Un large réseau partenarial institutionnel s'est mobilisé autour de l'organisation de l'évènement, comme le centre UNESCO ICIReward, les services de l'Etat, l'Institut Français, l'Agence Française de Développement, la Délégation Interministérielle à la Méditerranée, MedCities, la Commission Européenne, la Chambre de Commerce et d'industrie de l'Hérault, Cités Unies France...

La programmation culturelle sera également construite aux côtés d'un grand nombre de partenaires comme la Maison des Mondes Africains, La Tribune, La Tribune Afrique, Le Point, France Culture, RFI, Fondation Art Explora, Atelier des Artistes en Exil, Fondation Zinsou, Montpellier danse, Festival Arabesques, Afrik'art, Biennale des Arts de la Scène en Méditerranée, La Gaîté Lyrique, le Rockstore, Oroko Radio, Accès Culture, Fondation Prospective et Innovation, École des Beaux-Arts, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, Montpellier Business School, Cirad, CGIAR, IRD, Occitanie Coopération, Francophonie, BPI (Pass Africa), MAJIA, Digital Africa, Google Ateliers Numériques, French Tech, Sport en commun (AFD), Paris 2024, FISE, Battle of the Year, Occitanie E-Sport, Surf Ghana Vibrate...

Un partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Institut Français est signé dans le cadre de cette Biennale pour accompagner la dynamique de refondation du lien au continent africain à Montpellier. Cette convention permettra d'abonder dans un fonds les sommes versées par la Ville et la Métropole par un financement égal de l'Institut Français.

Pour mener à bien l'organisation de cet évènement, il est également proposé la signature d'une convention de coproduction avec la société Illusion et Macadam pour co-organiser aux côtés de la Ville et de la Métropole le volet grand public de la Biennale. Les engagements réciproques de la Métropole et de la société sont détaillés dans la convention jointe à la présente délibération, ce qui correspond pour la Métropole à une contribution financière à hauteur de 30 000€.

Concernant l'organisation du Forum Euro Africa Water Days, sa prise en charge pour la Métropole est estimée à 100 000 € (coûts techniques liés à l'organisation de la manifestation au Corum et coûts logistiques liés à la prise en charge de la venue des différents intervenants et partenaires).

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de l'organisation de la biennale Europe-Afrique de Montpellier ;
- D'approuver les orientations de sa programmation telles qu'exposées dans la présente délibération ;
- D'approuver les termes de la convention de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Illusion et Macadam ;
- D'autoriser les dépenses relatives à l'organisation de la programmation culturelle de la Métropole en régie pour un montant estimé à 5 000 € ;
- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Français, le coût 2023 de la convention étant supporté par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser les dépenses relatives à l'organisation du Forum Euro Africa Water Days, pour un montant estimé à 100 000 € ;
- De dire que les crédits afférents à l'organisation de la Biennale, estimés à 135 000 €, sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Evolution du dispositif de covoiturage Klaxit - Conventions pour le partage de frais des coûts relatifs à la pratique du covoiturage entre Montpellier Méditerranée Métropole Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée - Avenant n°4 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit - Programmation pluriannuelle d'attribution - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de Plan Climant Air Energie Territorial solidaire (PCAET-s), la Métropole vise une baisse de 27 % des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport des voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58 % des émissions de CO<sup>2</sup> du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage sur le covoiturage en déployant un dispositif de mise en relation des covoitureurs et des incitations financières permettant au passager d'être transporté gratuitement à travers l'outil Klaxit.

Après un déploiement auprès des grands employeurs du territoire en 2021, le dispositif a été étendu au grand public en début d'année 2022. Le bilan de cette année 2022 est de 18 000 nouveaux inscrits portant le nombre d'inscrits sur la plateforme Klaxit à 23 000, dont 12 000 covoitureurs actifs. En 2022, 242 000 trajets ont été réalisés pour un total de 5,8 millions de kilomètres covoiturés parcourus (soit 145 tours de la Terre en voiture évités) ayant permis de réduire les rejets de GES de 650 tonnes.

Comme convenu à la suite de la délibération n° M2023-7 du 2 février 2023, la recherche de maîtrise de l'engagement financier de la Métropole sur ce dispositif s'est poursuivie avec le relèvement du seuil plancher permettant de bénéficier de l'incitation de 2 kilomètres à 5 kilomètres afin de prioriser les moyens financiers sur des trajets plus longs. Cette mesure vise aussi à apporter une cohérence au dispositif, en ne s'opposant pas aux autres mesures visant à promouvoir les mobilités actives sur les courtes distances. Ce nouveau seuil devrait permettre de contenir la progression des coûts sur la fin de l'année 2023 tout en gardant un volume pertinent de trajets effectués.

Par ailleurs, la Métropole a déposé auprès des services de la Préfecture de l'Hérault un dossier de demande de subvention dans le cadre du fonds vert au titre du plan national de covoiturage concernant l'année 2023 pour un montant de 477 872,99 € TTC. Cette demande est en cours d'instruction par les services de l'Etat.

Les échanges initiés avec les collectivités Autorités Organisatrices des Mobilités (AOM) voisines afin d'envisager un développement cohérent et commun, lisible pour l'usager ont atteint leurs objectifs. En effet, Sète Agglopôle Méditerranée et le Pays de l'Or Agglomération vont déployer une offre de covoiturage sur leurs territoires respectifs dans le second semestre 2023. Dans ce cadre, ces deux collectivités acceptent de supporter pour moitié le cofinancement des trajets et frais de service associés des trajets effectués entre leur territoire et celui de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention pour le partage de frais permet ainsi de répartir plus équitablement les coûts, ce service bénéficiant aussi aux usagers qui entrent et sortent de la Métropole. Ces conventions seraient initiées pour une première période jusqu'à fin 2025.

Par ailleurs les échanges se poursuivent avec les services de la Région pour identifier les modalités de partenariat pour partager les frais des trajets réalisés sur le périmètre de l'AOM régionale.

Dans ce contexte très favorable à la pérennisation du dispositif en faveur du covoiturage, il est proposé d'établir une programmation budgétaire pour la période allant de fin-2023 au 31 décembre 2025 intégrant d'une part la poursuite de pistes d'optimisations budgétaires avec la Région ou l'Etat – si le plan national de covoiturage était pérennisé – mais en prenant en compte également les perspectives de croissance du covoiturage du fait de l'action combinée des acteurs du territoire dans ce domaine :

- Fin 2023 : augmentation de 140 000 € TTC au titre des incitations financières au trajet : ceci nécessite la signature d'un avenant n°4 à la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- Année 2024 : 750 000 € au titre des incitations financières au trajet ;
- Année 2025 : 850 000 € au titre des incitations financières au trajet

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions financières entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée ;
- D'approuver la poursuite du déploiement du covoiturage et l'inscription d'une démarche pluriannuelle avec les territoires AOM voisins jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit augmentant de 140 000 € TTC le montant de l'aide versée jusqu'à la fin de l'année 2023 ;
- D'approuver une programmation pluriannuelle relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit estimée à :
  - 750 000 € TTC le montant de l'aide versée au titre de l'année 2024 ;
  - 850 000 € TTC le montant de l'aide versée au titre de l'année 2025 ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions et l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour la réalisation de la Véloligne 10A entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Saint Gély-du-Fesc, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole coordonnent leur maîtrise d'ouvrage pour réaliser une piste cyclable reliant les centres-villes de Gély-du-Fesc et Montpellier. Cette Véloligne 10 a, intégrée et connectée au réseau vélo express métropolitain sera achevée en 2025 et représentera un linéaire de 8 kilomètres entre le centre de la commune et le Pôle d'Echanges Multimodal « *Occitanie* ».

Elle relie Montpellier à la commune la plus peuplée du Grand Pic Saint-Loup mais constitue aussi l'ossature d'un réseau cyclable plus étendu. Elle se raccorde en effet directement sur la piste cyclable réalisée le long de la nouvelle voie métropolitaine RM 127E3 qui dessert la Commune de Grabels et assure aussi une liaison douce et sécurisée via le pont du rond-point de la Valsière avec la piste cyclable départementale qui dessert Montferrier-sur-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Prades-le-Lez.

Elle participera, lorsqu'elle sera totalement achevée, à réduire de manière significative le temps de parcours Saint-Gély-du-Fesc-Montpellier, estimé à 20 minutes en vélo à assistance électrique, ce qui la rend compétitive par rapport aux déplacements en véhicules individuels et aux transports en commun aux heures de pointe.

Cette ligne structurante du réseau Express Vélo permet d'utiliser le vélo pour les déplacements pendulaires domicile-travail et contribue aussi à l'essor du « *vélo tourisme* » entre Montpellier et le Grand Pic Saint-Loup en garantissant un accès sécurisé et facilité aux voies vertes du réseau départemental. Elle constitue un moyen rapide et agréable pour accéder à la base nature réalisée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup sur le site de Saint Sauveur à Saint-Clément-de-Rivière. Enfin, elle desservira l'Institut du Cancer de Montpellier et tout ce secteur

A ce jour 4.5 kilomètres ont été mis en service dont 1.5 kilomètres réalisés par la Métropole entre le plateau de Piquet et le Carrefour de Bissy pour un montant de 1.58M€ TTC.

Cet aménagement cyclable répond à un réel besoin pour les habitants du sud du territoire du Pic Saint-Loup qui se rendent sur la Métropole comme pour les montpelliérains qui souhaitent profiter des paysages et du



patrimoine de ce territoire. La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup participe à ce titre à son financement pour un montant de 50 000 € TTC via une offre de concours, objet de la présente. Cette somme sera versée à la Métropole après la signature de la convention afférente.

A titre de rappel le tronçon déjà réalisé est financé comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 61.34% ;
- Etat : 30.5% ;
- Région : 5% ;
- Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup : 3.16%.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'offre de concours avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Aménagement durable - Conventions de compensation tarifaire pour la tarification intermodale et la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports de l'Hérault (SMTCH) adoptent chaque année deux dispositifs tarifaires permettant aux usagers des transports urbains TaM et interurbains LIO de réaliser des correspondances entre les deux réseaux avec le même titre de transport. Ces dispositifs donnent lieu à compensations tarifaires entre les deux autorités organisatrices, dont les modalités sont reprises au sein des conventions suivantes :

#### **1. Convention de compensation pour la tarification intermodale**

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou.

De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odyseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération, puis la Métropole.

Le projet de convention proposé définit les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2023 et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et

d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC, arrondis à 660 000 € TTC pour l'année 2023.

## **2. Convention de compensation pour la Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers**

Par ailleurs, chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2023, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 17 juin au 3 septembre inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2022 et qu'il est proposé de reconduire en 2023, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- Les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2022 est le suivant : 100 687 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 74 077,08 € TTC, au bénéfice du SMTCH.

Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2023, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2024.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de compensation pour la tarification intermodale pour l'exercice 2023 ;
- D'approuver les termes de la convention de compensation pour les Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers ;
- D'approuver le bilan 2022 des Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers, dont la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 74 077,08 € TTC ;
- D'approuver la reconduction du dispositif Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers pour la saison estivale 2023 ;
- De dire que les dépenses et recettes seront inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Aménagement durable - Requalification du cœur de ville de Montpellier - Création de l'aire piétonne "Verdun - Sud Comédie" - concertation - Approbation**

Le projet de rénovation du quartier Centre – Aire de Verdun à Montpellier prévoit dans ses objectifs l'amélioration du cadre de vie et notamment des espaces publics du secteur. Il est donc proposé l'extension de l'aire piétonne du centre-ville de Montpellier en créant une aire piétonne Verdun-Sud Comédie sur le secteur délimité par les voies suivantes :

- La Place de la Comédie ;
- La rue Saint Gilles ;
- L'avenue Henri Frenay ;
- La gare Saint Roch ;
- La rue Jules Ferry ;
- La rue Pagezy ;
- La rue de la République ;
- Le boulevard Victor Hugo.

L'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie participe d'une stratégie globale d'embellissement et d'extension du cœur de métropole. Cette stratégie se concrétise au travers de grands projets dont les travaux sont engagés.

Au Sud du centre-ville, la réalisation de la Ligne 5 de tramway est l'occasion d'une piétonisation de la place Saint-Denis et d'une requalification complète de l'avenue Clemenceau donnant la priorité aux piétons en connexion avec le parc et le lycée Clemenceau. Conçues dans le prolongement des aménagements déjà réalisés à l'occasion de la Ligne 3 de tramway sur le boulevard du Jeu de Paume et la rue du Faubourg de la Saunerie, ces transformations majeures des espaces publics vont permettre une extension de la centralité en direction de la place du 8 mai 1945 et au-delà vers la Cité Créative. Ce faisant, elles ont vocation à prolonger les parcours marchands et plus globalement à étoffer l'offre commerciale au service de l'attractivité et du rayonnement du cœur de métropole.

Dans la même optique, les travaux en cours d'embellissement de la place de la Comédie et de l'Esplanade doivent permettre de redonner son éclat au cœur de métropole tout en créant de nouveaux liens urbains en direction des Beaux-Arts et d'Antigone. Ainsi l'ouverture d'un grand parcours entre l'Esplanade et Antigone est amorcée par la transformation de l'avenue Frédéric Mistral en connexion avec la ZAC Ricardo Bofill qui doit permettre à terme la réalisation d'un espace piétonnier continu aux abords de l'ancien hôtel de ville.

D'autres aménagements à venir sur l'axe Foch Peyrou Arceaux doivent prolonger cette dynamique d'extension de la centralité vers l'Ouest. C'est notamment l'objet de la transformation de la place Max Rouquette et de ses abords dont les travaux d'aménagement doivent débuter en 2024 avec la création de nouveaux espaces publics à rayonnement métropolitain dans le prolongement de la nouvelle rue Saint-Louis où les piétons sont désormais prioritaires.

En cohérence avec cette stratégie globale, l'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie va permettre de relier le centre historique aux quartiers Carnot et Méditerranée qui font l'objet par ailleurs d'un plan d'actions d'embellissement des espaces publics dans le cadre de la démarche « quartiers apaisés ».

A l'échelle du secteur Sud Comédie, cette extension de l'aire piétonne va permettre un apaisement de la circulation et une reconquête progressive des espaces publics au bénéfice des piétons et de la vie locale. À terme, ce secteur pourra bénéficier d'aménagements paysagers qualitatifs de nature à embellir les rues et à mettre en valeur un patrimoine urbain et architectural remarquable.

L'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie participe également d'une stratégie de transition des mobilités en faveur des modes de déplacements actifs et décarbonés. Elle constitue l'une des actions majeures du « plan marchable » porté par la Ville de Montpellier et destiné à promouvoir la marche comme solution de mobilité du quotidien pour les trajets de courtes et moyennes distances.

Elle s'inscrit en cohérence avec le nouveau schéma de circulation mis en œuvre en 2022 consistant à supprimer le trafic de transit en traversée du cœur de métropole et à donner la priorité aux piétons dans l'usage des espaces publics en général et du centre-ville en particulier. C'est du reste dans cette logique qu'est programmée la réalisation d'une galerie cyclable dans le tunnel de la Comédie qui permettra à la fois de faciliter la traversée du centre-ville à vélo et de sécuriser les piétons en surface.

Cette piétonisation répondra donc aux objectifs suivants :

- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie en réduisant les nuisances de la circulation et du stationnement des véhicules dans les voiries inadaptées à leurs contraintes (bruit, pollution, gêne à la circulation des piétons et notamment des personnes à mobilité réduite, à l'accès rapide des véhicules de secours...) ;
- Accompagner les aménagements des lignes de tramway afin de favoriser une mobilité douce et d'améliorer le quotidien des riverains et des commerces.

Dans ce cadre, et en application de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme une concertation publique doit être organisée. Il est proposé les modalités d'association du public suivantes :

- Une réunion publique ;
- Une mise à disposition du public du dossier, afin de leur permettre de faire part de leurs observations ;
- Une publication dans le journal local « *Midi Libre* » ainsi que sur les sites internet de la Ville de Montpellier et de la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs proposés sur ce périmètre pour retreindre la circulation ;
- D'approuver les modalités d'association du public ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention d'indemnisation de l'exploitant du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération 5ème Ligne de tramway - Approbation - Autorisation de signature**

A l'occasion de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, les travaux à entreprendre vont créer des difficultés d'exploitation du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant les lignes de tramways et de bus, réseau exploité par TaM en sa qualité de délégataire.

Ces difficultés, générées par la réalisation des travaux de la 5<sup>ème</sup> ligne, entraînent des surcoûts qui devront être pris en charge par la Métropole dans le cadre du budget de l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway. Il est ainsi proposé la signature d'une convention d'indemnisation afin de formaliser le versement d'une indemnité.

Cette convention a pour objet d'identifier les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5<sup>ème</sup> ligne du tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, pour TaM sur la période actuelle du contrat de délégation de service public et dans le cadre du futur contrat avec la SPL TaM jusqu'à la mise en service de la ligne prévue en 2025 et la livraison du dépôt de Grammont prévue en 2027.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge dans le cadre du budget de l'opération tramway ligne 5 les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5<sup>ème</sup> ligne. Ces surcoûts sont détaillés à l'article II de la convention.

Les surcoûts portent notamment, pendant la phase travaux, sur les pertes de recettes et surcoûts suivants : coûts kilométriques de déviation et heures de conduite, mise à disposition de véhicules supplémentaires, coût du personnel lié à la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation. Concernant la préparation à l'exploitation, les surcoûts porteront notamment sur des coûts de personnel en lien avec la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation, mais également sur des coûts de gestion de la phase intermédiaire avant l'arrivée du nouveau dépôt et de la phase de pré-exploitation du 3<sup>ème</sup> nouveau dépôt de Grammont.

L'ensemble des coûts est estimé à un montant prévisionnel de 24,99 M€ HT (valeur septembre 2020), pour la période 2023 à 2027 décomposé comme suit :

- 3,33 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2023 ;

- 3,63 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2024 ;
- 18,03 M€ HT (valeur septembre 2020) à compter de 2025, jusqu'à la mise en service de la ligne 5 et la livraison du dépôt de Grammont (prévu pour fin 2027).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'indemnisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et le délégataire TaM exploitant le réseau de transport de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Tramway - Autorisation des ancrages des équipements d'alimentation électrique et d'éclairage public en façades privées - Approbation**

Au titre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole doit implanter sur le domaine public les équipements indispensables à l'éclairage public et à l'alimentation électrique des transports en commun. Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner des mâts sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux piétons et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques du sous-sol ou son occupation ne permettent pas des massifs de fondation.

#### **1. Application des dispositions dites « *Ville de Paris* » au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

Dans ses articles L.171-2 à L.171-11, le Code de la voirie routière permet sur les voies privées et publiques de la Ville de Paris, l'établissement notamment de supports et ancrages pour l'éclairage public et l'alimentation électrique des transports en commun sur les façades des propriétés riveraines sans phase préalable de déclaration d'utilité publique.

La loi 2019-1428 du 24 décembre 2019, a par son article 8, modifié l'article L.173-1 du Code de la voirie routière, qui dispose que les articles L.171-2 à L.171-11 du même Code, sont également applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes compétents en matière de voirie, d'éclairage public ou de transports en commun.

De manière à pouvoir réaliser les opérations d'implantation d'émergences et notamment d'ancrages pour les nouvelles lignes de tramway, il apparaît utile pour Montpellier Méditerranée Métropole de délibérer en faveur de l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble de son territoire.

C'est dans le cadre de ces dispositions que pourront intervenir les ancrages nécessaires à l'éclairage public et aux supports de la ligne aérienne de contact de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

#### **2. Organisation de l'enquête publique préalable à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage relatives aux appareils d'éclairage public et la ligne aérienne de contact**

Les dispositions de l'article L.171-7 du code de la voirie routière prévoient : « *A défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports, de canalisations ou*

*d'appareillages sur les propriétés privées est prise après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration. »*

Ces dispositions permettront à Montpellier Méditerranée Métropole, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires – qui sera toujours recherché en priorité – de recourir à une procédure d'enquête publique, qui aura pour effet de créer une servitude obligeant le propriétaire à accepter l'ancrage sur la façade de son immeuble.

A noter que cette prérogative ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni clore ou bâtir son bien.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code la voirie routière sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ouvrir, organiser et conduire l'enquête publique nécessaire à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage des appareils d'éclairage public et des supports de la ligne aérienne de contact associés à la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre les arrêtés d'instauration des servitudes d'appui-accrochage à l'issue de l'enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) de la Ville de Montpellier sur l'exercice 2022 - Approbation**

Dans le cadre de la dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans les délibérations n°V2021-495 et V2022-380.

Conformément au décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 2 718 031,86 € HT pour l'exercice 2022. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNE	PROJET	MONTANT HT DU PROJET	FONDS D'EQUIPEMENT RETENU
BEAULIEU	Construction d'une Eco-Halle du marché bellilocien	545 000	50 000
FABREGUES	Réhabilitation extension et accessibilité de l'hôtel de Ville	2 725 000	200 000
PIGNAN	Création d'une salle multimodale	5 850 000	200 000

<b>SAINT GENIES DES MOURGUES</b>	Création d'un restaurant scolaire et aménagement de ses abords	<b>2 685 000</b>	<b>150 000</b>
<b>TOTAL</b>			<b>600 000</b>
<b><i>PEROLS</i></b>	<b><i>DEMANDE DE REAFFECTATION DE FONDS DEJA VOTE</i></b> Réhabilitation d'une fontaine historique aux abords de la Cave Coopérative à la place de la construction d'un bâtiment à vocation associative	<b><i>300 000</i></b>	<b><i>150 000</i></b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Second Plan Logement d'abord - Plan d'actions 2023 - Affectation des subventions 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Le second plan Logement d'abord (2023-2027) poursuit la réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-abris. Appuyée par les services de l'Etat et accompagnée d'un réseau de partenaires locaux, Montpellier Méditerranée Métropole vise la réduction significative du sans-abrisme sur son territoire grâce à la mise en œuvre d'actions complémentaires, visant l'amélioration de la connaissance des publics et besoins, la production de logements abordables et adaptés, la promotion d'un accompagnement global des ménages, la prévention des ruptures de parcours et un pilotage ancré dans le territoire. Par la délibération n°M2023-150 du 1<sup>er</sup> juin 2023, le Conseil de Métropole a approuvé l'engagement de la Métropole en faveur de ce second Plan Logement d'abord et ses grandes orientations. Il convient désormais de décider des moyens alloués à sa mise en œuvre.

Le plan Logement d'abord s'appuie sur le principe d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et de la collectivité porteuse localement. Dans ce cadre, l'Etat délègue à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 475 000 euros au titre de sa contribution pour l'année 2023 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 194 902 euros, dont 148 402 euros sur le budget du FSL (géré par la CAF), dont la vocation est de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 46 500 euros hors FSL inscrits au budget primitif de la Métropole.

Il est proposé au Conseil d'approuver le plan d'actions 2023 pour la déclinaison territoriale du Logement d'abord et approuver l'affectation des subventions 2023 aux organismes opérateurs telle que proposée ci-dessous.

Opérateurs	Actions	N° de dossier	Montants attribués (en euros)		
			Etat (attribués par 3M)	3M Crédits propres	TOTAL
MSH Sud	Nuit de la solidarité	00002310	20 000	5 000	25 000
Adages	Mobilisation parc privé vocation sociale	00002321	25 000		25 000
AIVS Habitat et	Développement mandat de	00002386	26 500		26 500

Humanisme	gestion				
Uriopss Occitanie	Formation professionnels et élus	00002315	20 000	16 500	36 500
SIAO	Plateforme Logement d'abord	00002322	109 486		109 486
SIAO	Renforcement veille sociale	00002322	80 000		80 000
Gestare	Prévention des expulsions	00002128	147 905		147 905
Adages	Plateforme ADLH	00002301	39 229	25 000	64 229
<b>TOTAL</b>			<b>468 120</b>	<b>46 500</b>	<b>514 620</b>

Opérateurs	Actions	N° de dossier	Etat (crédits IML attribués directement par la DDETS)	Métropole (crédits FSL gestion CAF)	TOTAL
Adages	Accompagnement des ménages du Bail d'abord	00002300	20 200	14 134	34 334
Gestare		00002308	20 200	14 134	34 334
Gammes		00000498	60 600	42 400	103 000
Avitarelle		00002324	50 500	35 334	85 834
Restos du coeur		00002276	60 600	42 400	103 000
<b>TOTAL</b>			<b>212 100</b>	<b>148 402</b>	<b>360 502</b>

En outre, le poste de cheffe de projet du plan Logement d'abord, porté directement par la Métropole est financé pour moitié par les crédits d'ingénierie de l'Etat, et pour moitié par la Métropole pour un total de 60 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le plan d'actions 2023 défini en concertation entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De décider de l'affectation des subventions 2023 telles que définies ci-dessus pour un montant total de 663 022 euros sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Politique de la Ville - Appel à projets Contrat de Ville 2023 et Cité de l'emploi de Montpellier - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole, un appel à projets partenarial a été lancé en 2023 à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la coéducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets. 482 dossiers ont été déposés par 186 associations lors de l'appel à projets 2023. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 170 projets déposés par 109 associations pour un montant total de 613 200 € (délibération n°M2023-122 du 30 mars 2023).

En complément de cette première programmation, il est proposé au titre de l'appel à projets 2023 du Contrat de ville, d'attribuer de nouvelles subventions à 12 associations, selon la répartition ci-dessous :

Politique de la ville – Contrat de ville				
Identifiant	Structure	Intitulé de l'action	Type	Montant attribué
7451	ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	Atelier sportifs pour tous	Projet	1 000 €
7606	APB&C (Asso de parents d'élèves Bloch et Copernic)	vie famille école quartier	Projet	1 000 €
7224	BVA (Bien vivre à	Sport et art	Projet	1 500 €



	Aiguelongue)			
7278	<b>CLCV de Montpellier</b> (Association Locale de la Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)	Lutte contre la précarité énergétique	Projet	2 000 €
7701	<b>Confluences</b>	Internationales de la guitare - Relais de la République	Projet	2 500 €
7291	<b>Esprit Libre</b>	Cuisine du Monde	Projet	1 500 €
7538	<b>GTKD</b> (Génération Taekwondo)	Accès aux Sports pour Tous	Projet	1 000 €
7302	<b>La Volonté des femmes du quartier Gély</b>	Vers l'autonomie des femmes du Quartier Gely	Projet	1 000 €
7479	<b>MFC</b> (Mosson Full Contact)	Passerelles vers le sport	Projet	1 000 €
7424	<b>MFPP 34</b> (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Hérault)	Femmes Ressources	Projet	1 000 €
<b>Total</b>				<b>13 500 €</b>

<b>Développement Economique et Emploi – Contrat de ville</b>				
7492	<b>Face Hérault</b>	Le numérique s'invite dans les quartiers	Projet	4 000 €
7665	<b>Instep Occitanie</b>	Le Club (Cité de l'emploi)	Projet	5 000 €
<b>Total</b>				<b>9 000 €</b>

En outre, dans le cadre du dispositif Cité de l'Emploi de Montpellier, il est proposé de soutenir, dans le cadre de la campagne de subvention 2023 de droit commun de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association suivante :

<b>Identifiant</b>	<b>Structure</b>	<b>Intitulé de l'action</b>	<b>Type</b>	<b>Montant attribué</b>
00002416	<b>Kaïna</b>	Capsules vidéo "Promouvoir l'engagement sociétal" (Cité de l'Emploi)	Projet	6 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus ;
- De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2023 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Par courrier en date du 3 mai 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2023 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 684 440 €.

Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

<b>Proposition répartition DPV 2023</b>							
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Quartier</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Date démarrage</b>	<b>Date fin</b>	<b>Coût prév. HT</b>	<b>Part DPV (%)</b>	<b>Montant DPV</b>
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole</b>							
<i>Investissement</i>							
Aménagement des parvis et cheminements piétons pour le nouveau groupe scolaire des Halles et l'équipement Gisèle Halimi	Mosson	Métropole /SA3M	sept-23	Déc. 25	1 486 601	31,40 %	466 792,71

Aménagement du square de Louisville	Mosson	Métropole /SA3M	sept.23	sept.24	600 000	30%	180 000,00
Aménagement transitoire du Parvis PEIRESC - Avenue Louis Ravaz	Cévennes	Métropole /SA3M	juil-23	oct.24	80 000	30%	24 000,00
Aménagement transitoire secteur aqueduc / Parvis école J. DAUBIE	Cévennes	Métropole /SA3M	sept.23	nov. 24	100 000	30%	30 000,00
Aire libre – Grand Mail	Mosson	Métropole /SA3M	sept.23	Déc.23	87 370	12%	10 484,40
<b>Fonctionnement</b>							
Série documentaire ANRU MOSSON	Mosson	Métropole /SA3M	2023	2023	38 475	52%	20 007,00
Accompagnement des ménages mal logés	Mosson	Métropole /SA3M	2023	2023	51 400	20,45 %	10 510,41
<b>Sous-total Métropole</b>					<b>2 443 846</b>		<b>741 794,52</b>
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>							
<b>Investissement</b>							
Aménagement et équipement de la Mission Locale	Petit Bard	Ville / SERM	juil-05	juil-05	140 000	80%	112 000
École élémentaire Joseph Delteil Remplacement des menuiseries de l'école	Petit Bard	Ville (éducation)	oct-23	Nov.23	226 000	30%	67 800
École élémentaire Galilée Remplacement des menuiseries de l'école	Mosson	Ville (éducation)	juil-23	Aout 23	194 000	30%	58 200
École élémentaire Louisville Remplacement des menuiseries de l'école	Mosson	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	234 000 €	30%	70 200
École maternelle Jules Michelet Remplacement des menuiseries de l'école et du restaurant scolaire	Cévennes	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	170 000	30%	51 000
École élémentaire Léon Gambetta Rénovation de la toiture	Figuerolles	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	254 300	30%	76 290

École maternelle Francis Garnier Rénovation de la toiture	Figuerolles	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	265 100	30%	79 530
Extension de l'école maternelle Dr ROUX	Gély	Ville (éducation)	mars-24	sept.26	3 600 000	45%	1 620 000
Extension et restructuration du groupe scolaire DELTEIL-MICHELET	Petit Bard	Ville (éducation)	fev.24	Déc.24	2 300 000	45%	1 035 000
Rénovation du groupe scolaire Marc Bloch	Mosson	Ville (éducation)	sept.23	juil-24	1 000 000	45%	450 000
Création d'un Playground tennis et un basket 3x3	Mosson	Ville (sports)	2ème sem. 2023	2ème sem. 2023	210 000	40%	84 000
Couverture d'un terrain de basket 3x3 (Proximité gymnase COUDERC)	croix d'Argent (quartier vécu)	Ville (sports)	2ème sem. 2023	2ème sem. 2023	83 500	40%	33 400
Création d'un Plateau sportif cité Gély	Gély	Ville (sports)	4ème trim 2023	1er trim 2024	145 186	25%	36 296,50
Transformation d'un plateau sportif en 2 terrains de basket 3x3	Près d'Arènes	Ville (sports)	3ème trim 2023	1er trim 2024	65 000	54%	35 100
CREATION DE TERRAINS DE BASKET 3*3 Jean BOUIN	Mosson	Ville (sports)	4ème trim 2023	4ème trim 2023	63338	54%	34 203
CREATION DE TERRAINS DE BASKET 3*3 Alain DELYILLE Cévennes	Cévennes	Ville (sports)	4ème trim 2023	4ème trim 2023	65 049	54%	35 126
Remplacement flotte bateau « Optimist » lac des Garrigues	Mosson	Ville (sports)	sept.23	déc-23	30 000	50%	15 000
<b>Fonctionnement</b>							
Lutte contre le racisme et les discriminations	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	2023	2023	35 000	50%	17 500
Renforcer les démarches d'aller vers en santé pour les populations fragiles par le déploiement d'une unité mobile de prévention santé	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	2023	2023	64 000	50%	32 000
<b>Sous-total Ville</b>					<b>9 144 473</b>		<b>3 942 645, 48</b>

<b>Total général</b>	<b>11 588 319</b>		<b>4 684 440</b>
<b>Montant total DPV 2023</b>			<b>4 684 440</b>

La programmation 2023 présente les caractéristiques suivantes :

- 7 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 3,9 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 19 projets, dont 2 de fonctionnement et 741 K€ à la Métropole pour le financement de 7 projets dont 2 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 41% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 2 % ;
- 76% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (rénovation thermique de 6 écoles : Joseph Delteil, Galilée, Louiseville, Jules Michelet, Léon Gambetta, Francis Garnier et extension de l'école élémentaire du Docteur Roux- Gély, extension et restructuration du groupe scolaire Delteil-Michelet – Petit Bard, rénovation du groupe scolaire Marc Bloch- Mosson) ;
- Plus de 6% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant des équipements sportifs de proximité (création d'un Playground tennis et un basket 3x3 – Mosson, couverture d'un terrain de basket 3x3 - quartier vécu Croix d'Argent, création d'un Plateau sportif cité Gély, transformation d'un plateau sportif en 2 terrains de basket 3x3 – Près d'Arènes, création de deux terrain de basket 3x3 sur Mosson et Cévennes) ainsi qu'au remplacement de la flotte bateau « Optimist » du lac des Garrigues – Mosson ;
- Au titre des projets liés au NPNRU2, des aménagements d'espaces publics sont programmés (aménagement des parvis et cheminements piétons pour le nouveau groupe scolaire des Halles et l'équipement Gisèle Halimi, aménagement du square de Louisville – Mosson, aménagement transitoire du Parvis Peiresc - Avenue Louis Ravaz, aménagement transitoire secteur aqueduc / Parvis école J. Daubié -Cévennes) ;
- Enfin, le soutien à des actions d'accompagnement au projet ANRU Mosson, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'unité mobile de prévention santé sont également programmés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2023 telle que détaillée ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2023, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Plan pauvreté - Axes veille sociale et accès aux droits - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser initialement pour 3 ans avec l'État (2020-2022), au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. Le principe est celui d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire.

L'instruction interministérielle N° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales fixe le cadre pour l'année 2023. Les déclinaisons départementales et métropolitaines de la stratégie nationale « *pauvreté* » 2018-2022 sont ainsi prolongées jusqu'au 31 décembre 2023, dans l'attente des « *pactes locaux des solidarités* » qui seront déployés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par délibération en date du 1<sup>er</sup> juin dernier, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite de la contractualisation avec l'Etat pour 2023 à travers la validation d'un avenant 2023 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, et acté la programmation des actions du Plan pour 2023.

Les priorités d'actions identifiées pour 2023 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles des années précédentes, à savoir la veille sociale, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et l'accès aux droits et à la santé.

Elles se traduisent notamment par les actions suivantes :

#### **En matière de veille sociale :**

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le décroisement de l'accueil de jour centre-

ville géré par GAMMES – ISSUE ;

- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (poursuite et approfondissement des actions des actions initiées dès 2020), soit 4 actions ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) ;

#### En matière d'accès aux droits :

- Soutien au développement de l'habitat intercalaire : hébergement d'urgence temporaire site rives du Lez.

Il est proposé d'affecter les subventions attribuées en 2023 aux associations opératrices des actions pré-cités, pour un montant total de 235 000 €, dont 140 000 € sur crédit délégués par l'Etat à la Métropole et 95 000 € sur les crédits propres de la Métropole :

STRUCTURE	ACTION	N° DE DOSSIER	MONTANT ATTRIBUE (€)			
			Part Etat	Part 3M	Prévu Ville Montpellier pour information	Montant total
L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la métropole	00001310	47 500 €	47 500 €	-	95 000 €
GAMMES ISSUE	Accueil 90 places personnes à la rue – Rives du Lez site du Cnfpt	00002297	25 000 €	-	25 000 €	50 000 €
	Décloisonnement accueil de jour Antenne AJ Aragon - basculer sur un autre lieu		30 000 €	10 000 €	20 000 €	60 000 €
ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	00002342	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
CROIX ROUGE HERAULT		00001543	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		-	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
BULLE DOUCHES NOMADE	Maraudes du bus douches	00002271	25 000 €	25 000 €	-	50 000 €
	distributions de kits hygiène		5 000€	5 000€	-	10 000 €
TOTAL			235 000 €		45 000 €	280 000 €

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention à intervenir avec chaque opérateur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 235 000 € ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Plateforme Handi'Cap Logement 34 - Attribution de subvention à l'association APF France Handicap 34 pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature**

L'accès au logement est un enjeu sociétal majeur et un droit universel. La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a permis de réaffirmer le droit des personnes handicapées de bénéficier d'adaptations pour pouvoir vivre décemment. Aussi, les bâtiments d'habitation neufs et leurs abords doivent être construits et aménagés de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.

Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Selon le Code de la construction et de l'habitation, les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, et Habitat Social en Occitanie, association régionale des organismes d'habitat social, ont réalisé auprès des bailleurs sociaux le recensement des logements accessibles dans le parc locatif social. Ce partenariat a également permis la production d'un guide de préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* » destiné à améliorer l'offre en faveur des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

C'est dans ce cadre que le projet de plateforme « *Handi'Cap Logement 34* » a été initié par APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, en fédérant un ensemble de partenaires impliqués dans l'amélioration de l'habitat et, en particulier, de celui des personnes en situation de handicap : les organismes d'habitat social œuvrant sur le territoire du Département de l'Hérault (principaux financeurs), des fondations et des collectivités territoriales. L'objectif de cette plateforme est de fluidifier le parcours résidentiel des personnes handicapées dans le parc social.

La plateforme numérique « *Handi'Cap Logement 34* » permettra d'orienter les demandeurs en situation de handicap, de partager le recensement des logements sociaux accessibles, et de promouvoir le guide des préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* ». Cette plateforme est également un outil partagé destiné aux professionnels (bailleurs sociaux, réservataires, travailleurs sociaux), via des accès dédiés, afin d'apporter une meilleure réponse aux besoins exprimés par les demandeurs de logements

sociaux et les locataires du parc social en situation de handicap, en travaillant sur le rapprochement de l'offre et la demande en matière de logements sociaux accessibles/adaptés. Pour cela, des ergothérapeutes seront mobilisés via la plateforme tant au niveau de la qualification de la demande, permettant d'étudier la possibilité d'adapter le logement actuel de la personne, qu'au moment de la recherche de candidat pour un logement afin s'assurer de son adaptation au handicap du demandeur.

Cette plateforme permettra ainsi de faciliter la mise en œuvre de l'article 91 de la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale du 21 février 2022 (loi 3DS) qui reconnaît l'inadaptation d'un logement à un handicap reconnu comme critère d'éligibilité au Droit au Logement Opposable (DALO).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 9% des demandeurs de logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole déclaraient comme 1<sup>er</sup> motif de leur demande avoir un logement inadapté à un handicap, soit plus de 2 700 demandeurs. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la création de Plateforme Handi'Cap Logement 34, au côté APF France Handicap et des bailleurs sociaux, afin de répondre aux besoins des demandeurs de logements sociaux du territoire ; il est proposé l'attribution d'un concours financier de 4 000 € pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 4 000 € à l'Association France Handicap, délégation Gard-Hérault, pour le dispositif Handi'Cap Logement 34 au titre de l'année 2023, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'APF France Handicap ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Solidarités - Espace Gisèle Halimi - Accueil de l'École Régionale du Numérique - Convention entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme de formation Fondespierre - Approbation - Autorisation de signature**

L'Espace Gisèle-Halimi est un nouvel équipement public situé au cœur du quartier de la Mosson à Montpellier. Le site de 3 000 m<sup>2</sup> propose une offre de services innovante, pluridimensionnelle, hybride pour répondre aux besoins des publics du quartier. L'Espace Gisèle-Halimi est un lieu ouvert sur le quartier mais surtout une dynamique territoriale impulsée par les synergies et les projets collectifs portés par les acteurs qui y résident : Mission Locale des Jeunes, Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), Maison de Projet SA3M, le BIC Mosson, Mission Mosson Cévennes, Centre d'Examens de Prévention Santé de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), Espace Numérique NUMIKS, Fablab, tiers-lieu culinaire, permanences associatives...

Les champs d'intervention couvrent l'accès aux droits, la formation et l'insertion professionnelle et l'emploi, la prévention santé, l'innovation et la création d'entreprises innovantes, la transformation urbaine, l'inclusion numérique. L'accompagnement des publics en situation de précarité numérique, toujours plus nombreux sur le quartier, est un des axes prioritaires des services proposés. Le site s'est donc doté d'une palette d'outils (ordinateurs en libre accès, programmation d'ateliers collectifs, accompagnement individuels, Fablab) animés par des Conseillers Numériques France Services et des services civiques. L'objectif vise le déploiement d'une stratégie d'inclusion numérique à l'échelle du quartier Mosson et la création de parcours complets pour les publics allant de la découverte et sensibilisation au numérique pour le grand public et les très petites entreprises (TPE), à la création d'entreprises dans le secteur du numérique, en passant par la fabrication numérique et la formation autour des métiers du numérique.

Afin de développer cette offre autour du numérique sur la Mosson, la Métropole a répondu à l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Région en juillet 2022 pour être collectivité d'accueil de la future Ecole Régionale du Numérique (ERN) sur l'Espace Gisèle-Halimi. En effet, compte tenu du nombre de demandeurs d'emploi et de jeunes en difficulté d'insertion sur la Ville de Montpellier et le quartier Mosson, l'implantation de l'ERN est une véritable opportunité pour les publics peu ou pas qualifiés ayant une appétence pour le numérique.

En parallèle, et afin de répondre à la pénurie de compétences de la filière numérique, la Région Occitanie a également lancé un second AMI dans le cadre du Programme Régional de Formation 2023-2026 pour choisir un opérateur labellisé ERN pour la période 2023-2026. C'est l'organisme Fondespierre, dont le siège social est situé à Castries qui a été retenu par la Région pour dispenser ces formations à l'échelle régionale. L'ERN

propose aux apprenants d'accéder à une certification de niveau Bac +2 pour 2 métiers : développeur(se) web et technicien(ne) Systèmes Réseaux. Les formations, d'une durée moyenne de 10 mois, s'adressent à tous les demandeurs d'emploi mais ciblent une part de 50% d'apprenants ayant un niveau Bac ou infra Bac. La priorité est également donnée aux personnes en situation de handicap, à celles qui sont issues des quartiers Politique de la Ville et au public féminin.

A la suite de ces 2 AMI, la Région propose donc la signature d'une convention de partenariat tripartite liant la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme de formation Fondespierre. La convention, qui prendra effet à compter du démarrage de la première session (en septembre 2023) jusqu'au 31 juillet 2027, vise à définir les engagements respectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que collectivité d'accueil, de l'organisme de formation Fondespierre et de la Région.

La convention fixe les engagements de chaque partie, notamment :

- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition des locaux au sein de l'Espace Gisèle Halimi et du mobilier pour 15 stagiaires ainsi qu'une connexion wifi ;
- L'organisme de formation s'engage à mettre en œuvre les sessions de formation selon les modalités définies par le marché passé avec la Région ;
- La Région s'engage à financer 100% des frais pédagogiques de la formation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Région Occitanie, l'organisme de formation Fondespierre et Montpellier Méditerranée Métropole, concernant l'école régionale du numérique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Hors commission - France Services - Nouveau dispositif des conseillers numériques - Modalités opérationnelles et financement - Approbation**

D'après les chiffres du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), 40% de la population française rencontre des difficultés dans l'usage du numérique, soit 155 000 personnes sur le territoire de la Métropole. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social). Dans cet objectif, la Métropole et le CCAS de Montpellier ont développé une feuille de route de la stratégie d'inclusion numérique qui prend appui sur quatre axes prioritaires :

- Axe 1 : Coordonner les offres d'inclusion numérique et favoriser la visibilité et la collaboration entre acteurs ;
- Axe 2 : Favoriser l'accompagnement, l'outillage et la formation des professionnels à leur rôle spécifique d'inclusion numérique ;
- Axe 3 : Travailler sur l'accessibilité des offres d'accompagnement sur le numérique ;
- Axe 4 : Encourager le « *aller-vers* » et agir auprès des publics pour les sensibiliser à l'intérêt d'être autonomes sur le numérique.

C'est dans ce cadre que les « *conseillers numériques France Services (CNFS)* » ont été déployés sur tout le territoire de la Métropole pour accompagner les citoyens aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations).

Ce dispositif des conseillers numériques a été mis en place par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) dans le cadre du Plan de relance en septembre 2021 et devait prendre fin en septembre 2023. L'Etat a décidé de proroger ce dispositif pour 3 ans. L'ANCT et la Banque des Territoires s'engagent à poursuivre la contractualisation avec la Métropole au travers du déploiement de 9 conseillers numériques.

### **Bilan de l'activité des conseillers numériques France services**

Les CNFS accompagnent tous les publics sur l'ensemble du territoire de la Métropole dans une démarche de cohésion sociale et territoriale : en 2022, 7 190 accompagnements individuels et plus de 800 ateliers collectifs ont été réalisés sur 50 sites de la Ville et de la Métropole (médiathèques, Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS), Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS), Maisons pour tous, Espace Gisèle-Halimi et plus de 20 communes). Ce collectif est désormais basé à

l'Espace Gisèle-Halimi dans une logique de proximité avec les quartiers prioritaires et en complémentarité avec l'ensemble des actions portées par cet établissement innovant. L'exemplarité de cette gouvernance a été valorisée par l'ANCT lors des évaluations du dispositif CNFS sur le territoire national.

Enfin, ce service aux citoyens, véritable ressource du territoire, permet à la Collectivité de se positionner dans le cadre d'appels à projets nationaux tels que celui « *Inclusion et TPE* » de la Banque des territoires, celui « *Territoires zéro non recours* » ou encore celui de l'AG2R déposé par Wetechcare.

La poursuite du dispositif des CNFS est un levier d'actions pour l'accompagnement des publics dans les domaines de l'accessibilité numérique pour les publics en situation de handicap, la montée en compétences des agents de la collectivités (PIX), l'accès à la santé, la parentalité et la montée en compétences des TPE, artisans, commerçants, etc. qui permet *in fine* de répondre à ce nouvel enjeu de politique publique qu'est « *la capacité numérique* ».

### **Des mesures en faveur de l'inclusion numérique, à mobiliser sur le territoire :**

A l'échelle nationale, l'Etat poursuit le dispositif national de déploiement de 4 000 « *conseillers numériques* ». L'Etat propose de financer les postes de conseillers numériques pour les 3 ans de façon dégressive. Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour poursuivre le déploiement de 9 postes de « *conseillers numériques* » pour une durée de 3 ans afin de répondre aux besoins recensés en médiation numérique.

Pour porter le développement de cette politique publique, Montpellier Méditerranée Métropole mobilisera toutes les sources de financement complémentaire (CDC, Banque des Territoires à la suite de la diffusion de la nouvelle feuille de route du Conseil National de la Refondation sur l'inclusion numérique, CPER, fonds européens, PIA...) en partenariat avec le Département et le Hub régional RHIN'OCC.

Un travail est mené conjointement avec le Conseil départemental pour l'obtention de fonds européens FSE dans le cadre d'une stratégie commune d'inclusion numérique.

Le financement de l'Etat est dégressif, mais en moyenne sur la période des trois années, l'Etat apportera un financement à hauteur de 16 600 € par poste. L'engagement de la Métropole pour porter ce dispositif représente donc, en moyenne chaque année, un financement propre de 183 000 €. La Métropole portera par ailleurs des candidatures à des dispositifs de financements complémentaires dans l'optique de diminuer ce reste à charge.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De poursuivre le dispositif de médiation numérique, au travers du déploiement de 9 postes de CNFS, dont les contrats de projets seront renouvelés ;
- De dire que les crédits et recettes sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Demande d'autorisation pour l'acquisition de parts du Groupement d'intérêt économique (GIE) LOGIMIP par ACM Habitat - Approbation**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les Associations Régionales HLM OMH (ex région Languedoc-Roussillon) et USH Occitanie MP (ex région Midi-Pyrénées) ont été absorbées par l'association nouvellement créée Habitat Social en Occitanie (HSO).

Par cette fusion-absorption, l'Union régionale Habitat Social en Occitanie, qui fédère les bailleurs sociaux du territoire et les représente dans différentes instances, est devenue détentrice de 6 parts du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) dénommé « *GIE LOGIMIP* », détenues jusqu'au 31 décembre 2022 par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) Occitanie Midi-Pyrénées.

Ce GIE a été constitué en 1985 en vue d'établir des bureaux à Toulouse pour accueillir l'inter organismes HLM et les filiales de l'USH qui réunit les bailleurs sociaux au plan national. Habitat Social en Occitanie assure la gestion du GIE.

Le GIE est propriétaire de 2 plateaux de bureaux situés à Toulouse, 104 avenue Jean-Rieux, pour une surface totale de 319.25 m<sup>2</sup>. Ces bureaux accueillent les structures suivantes :

- HSO pour 145 m<sup>2</sup> ;
- ERESE (Bureau d'étude groupe Habitat et Territoire Conseil/HTC) pour 152 m<sup>2</sup> ;
- ATLAS (structure inter organismes – fichier partagé des demandes et des attributions) pour 22 m<sup>2</sup>.

Le GIE LOGIMIP dispose en outre de 12 places de stationnement dont 5 places pour HSO.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le GIE compte 33 membres. Le capital du GIE s'élève à 91 000 €. Il est divisé en 182 parts de 500 € chacune. Les principaux détenteurs en sont Promologis/Groupe Action Logement (29 parts), la SA Patrimoine Languedocienne (22 parts), ainsi que Tarn et Garonne Habitat (10 parts).

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, souhaite acquérir des parts au capital du GIE pour répondre aux enjeux suivants :

- S'inscrire dans des espaces de mutualisation à l'échelle de la Région Occitanie ;
- Participer aux actions de l'inter organismes ;
- Rendre visible la force du mouvement et sa cohésion ;
- Garantir le maintien des implantations régionales définies dans le cadre du projet stratégique, organisationnel et fonctionnel.

En fonction des parts acquises, le GIE procédera soit par une augmentation du capital, soit par une cession de parts entre membres.

Le Conseil d'Administration d'ACM Habitat du 11 mai a autorisé le Directeur Général à acquérir 20 parts du GIE LOGIMIP, d'un montant unitaire de 500 €, sous réserve de l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition de 20 parts au capital du GIE LOMIGIP par ACM HABITAT, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Solidarités - Rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation**

Au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours financier, sous certaines conditions, aux propriétaires et copropriétaires qui entreprennent un projet de travaux de rénovation.

La Métropole intervient par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat et sur ses fonds propres à destination des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et des syndicats de copropriété, dans le cadre des dispositifs opérationnels suivants :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'Anah ;
- Plan de sauvegarde des Cévennes (2019-2026) qui entre en phase opérationnelle et figure également parmi les sites Plan Initiative Copropriété (PIC) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) Grand-Cœur (Courreau-Figuerolles-Nord Ecusson-Carnot 2022-2027) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) Celleneuve (2023-2028).

Pour accompagner les propriétaires dans leur projet, la Métropole missionne un opérateur qui apporte aux ménages un conseil technique, ainsi qu'une assistance au montage financier de l'opération et au dépôt du dossier de demande d'aides.

Le champ des travaux éligibles aux aides de Montpellier Méditerranée Métropole se définit par les thématiques prioritaires suivantes :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Mise aux normes des copropriétés dégradées ;
- Redressement des copropriétés en difficulté et prévention pour les copropriétés fragiles ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Lutte contre la vacance ;
- Maintien à domicile des Propriétaires Occupants aux revenus modestes (vieillesse/handicap) ;
- Développement d'un parc privé à vocation sociale pour contribuer à loger les ménages aux revenus

modestes.

Les critères et conditions d'attribution du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation du parc privé figurent dans le règlement attributif adopté dans sa version initiale par délibération n°14553 du 29 mars 2017, modifié depuis par délibération du 9 septembre 2021 afin d'acter la refonte des aides attribuées pour développer le parc privé à vocation sociale.

Il est aujourd'hui proposé d'actualiser ce règlement pour tenir compte de la création d'une nouvelle OPAH-RU sur le centre-ancien de Celleneuve à Montpellier (OPAH-RU Celleneuve) et de l'élargissement des bénéficiaires des aides à la création de logements sociaux dans le parc privé.

Le règlement modifié acte :

- Dans le cadre de l'OPAH Celleneuve, la modulation de la prime de réduction de loyer de la Métropole en fonction du type de conventionnement :
  - o 100€/m<sup>2</sup> de surface fiscale, plafonnée à 6 000 €, pour un conventionnement social (Loc2) ;
  - o 150€/m<sup>2</sup> de surface fiscale, plafonnée à 6 000 €, pour un conventionnement très social (Loc3) ;
- L'éligibilité des associations agréées Maîtrise d'Ouvrage Insertion aux aides de la Métropole sur fonds propres en complément du financement Anah, pour les opérations de réhabilitation à destination d'un public très précaire, notamment concerné par le plan Logement d'Abord.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres est plafonné à 10 000 € par logement hors primes, soit jusqu'à 17 000 € pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient des primes à leur maximum, et d'une prime d'intermédiation locative.

Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues.

Le règlement proposé entrera en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du règlement attributif modifié de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'intervention en faveur de la rénovation de l'habitat privé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Solidarités - Construction de 129 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature**

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de trois opérations de construction neuve prenant place à Montpellier, totalisant 129 logements locatifs sociaux. Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Nova Park » 730-838 Avenue des Près d'Arènes Montpellier Zone 2</b>	<b>« Le Clos Lauzier » 267 Avenue du Pont Trinquat Montpellier Zone 2</b>	<b>« Avenue du Marché Gare » 679 avenue du marché gare Montpellier Zone 2</b>
<b>Caractéristiques :</b>			
Promoteur VEFA	ALTAREA / COGEDIM	Nexity / CA IMMO	Nexity
Architecte	Boyer/Percheron/Assus (BPA)	MDR & ACO architectes	Petitdidierprioux architecte & A+ architecture
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	1 813,5 m²	3 101,20 m²	3 041,63 m²
Nombre de logement	29 LLS	50 LLS	50 LLS
Catégorie de financement	19 PLUS / 10 PLAI	31 PLUS / 19 PLAI	30 PLUS / 20 PLAI
Typologie	1 T1, 10 T2, 8 T3, 9 T4 et 1 T5	1 T1, 20 T2, 8 T3, 19 T4 et 2 T5	21 T2, 16 T3, 12 T4 et 1 T5

<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	<b>3 840 266 €</b>	<b>6 865 216 €</b>	<b>7 228 851 €</b>
Subvention Etat déléguée	80 000 €	163 400 €	176 000 €
Subvention Région	29 500 €	53 500 €	55 000 €
Prêt CDC	2 446 653 €	6 463 316 €	6 812 851 €
Fonds Propres	1 176 813 €		
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>107 300 €</b>	<b>185 000 €</b>	<b>185 000 €</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par bailleur.

ACM s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter les subventions suivantes à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat :
  - 107 300 € pour la réalisation de 29 logements locatifs sociaux, résidence « *Nova Park* », ZAC La Restanque, 730-838 Avenue des près d'Arènes à Montpellier ;
  - 185 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « *Le Clos Lauziers* », 267 Avenue du Pont Trinquat à Montpellier ;
  - 185 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, 679 avenue du Marché Gare à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Basket-ball - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement à Paris, au siège de la fédération Française de Basketball le 8 novembre 2022, Monsieur Jean-Pierre SIUTAT, Président de la Fédération Française de Basketball (FFBB) et Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Maire de la Ville de Montpellier ont eu l'occasion de partager leurs visions et identifier les perspectives de collaboration pour développer le basketball sous toutes ses formes au sein de la Ville et de la Métropole de Montpellier. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du succès sportif et populaire de l'accueil de deux rencontres en août 2022 entre l'équipe de France et ses homologues italienne et belge.

Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune de travailler sur trois objectifs principaux ayant pour objet commun de développer la pratique du basketball et d'offrir un héritage à la communauté des basketteurs métropolitains mais également à l'ensemble des habitants tout en favorisant les conditions de performance des équipes de France :

1. La réalisation d'équipements sportifs de proximité, de promotion et de développement du basketball sous toutes ses formes ;
2. L'organisation d'événements sportifs de basketball 3x3 (nouvelle discipline olympique) et 5x5 ;
3. L'accueil des équipes de France de basket 3x3 et 5x5 lors de stages notamment préparatoire à l'échéance olympique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole a su se doter d'outils tels que le soutien aux clubs de haut niveau, mais bénéficie également d'équipements sportifs de grande qualité permettant d'asseoir le territoire comme un haut lieu du sport français. Le palais des sports de Lattes, où évolue le Basket Lattes Montpellier Association (BLMA), reconnu Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) offre aux basketteuses et basketteurs les conditions optimales d'entraînement. La Ville et Métropole accompagne ainsi la FFBB dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat global avec la Fédération Française de Basketball afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFBB tout en créant du lien social entre les habitants.

Cette démarche s'inscrit donc dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi l'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux, portée par la Ville et la Métropole. La convention vise à positionner les collectivités sur l'accueil de matchs de l'équipe de France de basketball (France c/ Monténégro le 2 août 2023 à la Sud de France Arena), l'organisation d'un tournoi international FIBA de basket 3x3 visant à soutenir la qualification des équipes de France aux Jeux de Paris mais également d'accueillir une étape du circuit professionnel 3x3 « *MADNESS* » pour soutenir le rayonnement de la professionnalisation de la discipline et notamment de la pratique féminine.

Pour autant, le développement de la pratique sportive et des valeurs qu'elle véhicule oblige à s'engager dans le plan national initié par le Président de la République « *5 000 terrains de sports d'ici 2024* » ou encore dans le plan « *INFRA 2024* » porté par la FFBB. Ce dernier sera décliné dans une convention d'exécution spécifique. Des sites de pratique ont donc été identifiés pour favoriser la pratique de la nouvelle discipline du basketball 3x3 en offrant des lieux d'activités et de rencontres au plus près des besoins des habitants. C'est au cœur du quartier prioritaire de la ville à la Mosson, qu'une reconfiguration de plateaux sportifs en terrain de 3x3 est envisagée, dont un sur celui des Troubadours. La même approche est envisagée dans le quartier Près d'Arènes au sein de la cité Saint Martin. Le vétuste plateau sportif du complexe Alain-Delylle verra s'implanter deux terrains de basket 3x3 et l'œuvre artistique qui les recouvrera. Enfin, trois terrains de basketball 3x3 et leur embellissement par une œuvre sont identifiés sur le Lieutenant-Normand.

L'ensemble de ces démarches sont étroitement travaillées avec les clubs locaux, la FFBB et le Comité départemental de basketball afin de voir ces projets financièrement soutenus par l'Agence nationale du sport.

Le déploiement de nouveaux équipements sportifs de proximité, alliant pratique sportive nouvelle, animation par un club local pour un encadrement sécurisé et inclusif ainsi qu'une œuvre artistique, en lien avec l'ensemble des parties prenantes, est une forme innovante de collaboration qui incitera la jeunesse à faire de l'activité physique, à garantir la santé de toutes et tous et à renforcer la concorde sociale.

Ainsi, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation partenariale forte et pérenne.

Egalement, sous réserve du vote du budget par l'assemblée délibérante, la Ville et la Métropole s'engagent à examiner les conditions financières de soutien aux actions susmentionnées et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne organisation de chaque action.

Chaque action fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat global permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française de Basketball concernant les actions susmentionnées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat "Ville Top Partenaire" entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française d'Escrime - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement sportif à Montpellier le 25 octobre 2022, Monsieur Bruno GARES, Président de la Fédération Française d'Escrime (FFE) a pu apprécier la qualité des installations métropolitaines rénovées de la salle d'armes du gymnase Pitot. Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune d'accueillir dans un premier temps l'équipe de France féminine de sabre en 2023 et en 2024 à l'occasion de son stage de préparation terminal aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Ce collectif France déjà médaillé d'argent lors des Jeux de Tokyo a pour objectif de remporter la médaille d'or à Paris.

Au-delà de cette organisation qui revêt une dimension symbolique à quelques semaines de la plus grande manifestation sportive mondiale, il est envisagé un partenariat plus durable avec la Fédération Française d'Escrime.

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole est dotée d'équipements sportifs de grande qualité notamment en matière d'escrime permettant d'asoir le territoire comme un haut lieu du sport français. La salle d'armes de Pitot, reconnue Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) offre aux escrimeuses et escrimeurs des différentes disciplines de l'escrime les conditions optimales d'entraînement. La Métropole accompagne ainsi la Fédération Française d'Escrime (FFE) dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de



favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat de « *Ville Top Partenaire* » avec la Fédération Française d'Escrime afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFE.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi d'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, en raison de l'excellence de la salle d'arme de Pitot, des facilités d'hébergement, de transport et d'entraînement ainsi que d'infrastructures de santé reconnues conformes aux objectifs de préparation à la très haute performance, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation partenariale forte et pérenne.

Pour ce faire, la Métropole saura s'appuyer sur l'ensemble des ressources utiles et plus particulièrement du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive de Montpellier (CREPS).

Aussi, par la présente convention la Métropole et la Fédération s'engagent, sous réserve de faisabilités, à accueillir un ou plusieurs stages des équipes de France d'escrime en contrepartie d'une mise à disposition des équipements sportifs nécessaires à leur préparation et à un accompagnement dans la mise en œuvre opérationnelle de cet accueil.

Egalement, la Fédération s'engage, sous réserve de faisabilités, à prioriser l'organisation et l'accueil des Masters en décembre 2024 au FDI stadium à Montpellier. La Métropole examinera les conditions financières de réalisation des Masters à Montpellier et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne tenue de l'évènement.

Cette manifestation fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat « *Ville Top Partenaire* », permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

La convention entre la Fédération et la Métropole propose également la mobilisation de l'équipe de France à une opération de promotion organisée par la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française d'Escrime concernant l'accueil de stages des équipes de France et d'événements sportifs de niveau national ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Tennis de Table - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement à Montpellier le 31 janvier 2023, Monsieur Gilles ERB, Président de la Fédération Française de Tennis de Table (FFTT) a pu apprécier la qualité des installations métropolitaines, partager sa vision et identifier les perspectives de collaboration pour développer le tennis de table sous toutes ses formes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune de travailler sur quatre objectifs :

1. La mise en œuvre d'animations événementielles participant à la promotion du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole par le tennis de table ;
2. La promotion des activités de chaque entité ;
3. L'accompagnement au déploiement de nouveaux espaces de pratiques du tennis de table, notamment en extérieur et dans les écoles du territoire ;
4. Le soutien au projet du Montpellier Tennis de Table, club de haut niveau de tennis de table de la Ville de Montpellier et à ses athlètes (infrastructures, subventions, moyens matériels et humains...).

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole a su se doter d'outils tels que le soutien aux clubs de haut niveau, de dispositif d'accompagnement individuel aux athlètes de haut niveau « *développement de la performance sportive* » mais également d'équipements sportifs de grande qualité permettant d'asseoir le territoire comme

un haut lieu du sport français. Le gymnase Alain-Achille, où évolue l'association Montpellier Tennis de Table (MTT), reconnu Centre de Préparation aux Jeux (CPJ), offre aux pongistes français les conditions optimales d'entraînement. La Ville et la Métropole accompagnent ainsi la Fédération Française de Tennis de Table (FFTT) dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

En outre, la convention prévoit une étroite collaboration et une sur l'optimisation des moyens à destination du sport de haut niveau et plus précisément du Montpellier Tennis de Table où évolue les deux talents Alexis et Félix LEBRUN, véritables chances de médailles aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat global avec la Fédération Française de tennis de table afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFTT.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi d'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux portée par Montpellier Méditerranée Métropole, tels que l'organisation d'un championnat de France individuel ou d'une étape du World Table Tennis dans ses équipements notamment au FDI Stadium.

Pour autant, le développement de la pratique sportive et des valeurs qu'elle véhicule oblige à s'engager dans le plan national initié par le Président de la République « *5 000 terrains de sports d'ici 2024* ». Des sites de pratique ont donc été identifiés pour favoriser la pratique du tennis de table pour tous en extérieur, sur les rives du Lez, au parc Montcalm ou encore sur le complexe Lieutenant-Normand, comprenant chacun six tables.

En outre le rôle éducatif du sport permet des ponts entre le monde fédéral, associatif et l'éducation nationale. Dans cette dynamique la Ville et la Métropole s'engagent en collaboration avec la FFTT à mettre en place le dispositif « *une école – une table* » en vue d'offrir un lieu de rencontre et de pratique sportive aux écoliers.

Ainsi, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation partenariale forte et pérenne.

Egalement, sous réserve du vote du budget par l'assemblée délibérante, la Ville et la Métropole s'engagent à examiner les conditions financières de soutien aux actions susmentionnées et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne organisation de chaque action.

Chaque action fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat global permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française de tennis de table concernant les actions susmentionnées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Animation du territoire - Patinoire Végapolis à Montpellier - Délégation de service public - Avenant n° 3 - Approbation - Autorisation de signature**

Située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m<sup>2</sup> couplée à une piste sportive de 1 800 m<sup>2</sup>. Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n° 14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017. Le contrat de DSP actuellement en vigueur, notifié le 24 février 2017, prend fin le 31 juillet 2023.

Par délibération n° M2022-206 en date du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de renouvellement d'une délégation de service public pour la poursuite de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Par délibération n° M2022-351 en date du 4 octobre 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis, modifiant les conditions financières du contrat concernant le coût de la fourniture en électricité de l'équipement délégué jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par délibération n° M2022-463 en date du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis, portant la date de fin du contrat au 31 juillet 2023.

Le 17 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de mise en concurrence en publiant le dossier de consultation des entreprises qui conduira à la désignation du futur exploitant. À cet effet, la Métropole a envoyé à la publication un avis de publicité, conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi qu'aux dispositions du Code de la commande publique.

Trois opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de

dépôt des plis. Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, la commission de délégation de service public a rendu un avis sur les offres initiales. Sur la base de l'avis rendu par la commission de délégation de service public, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les trois candidats ayant remis une offre.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de poursuite nécessaire des phases de négociations en cours avec les sociétés candidates et de finalisation de l'analyse des offres, il est proposé de prolonger le contrat actuellement en vigueur entre la société VM 34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de trois mois, soit du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2023 inclus.

Au sein de cet avenant, conclu conformément aux dispositions des articles L. 3135-1 et R. 3135-8 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la nouvelle date de fin du contrat est arrêtée au 31 octobre 2023.

Dans ce cadre, l'avenant prévoit les modalités financières de poursuite de l'exploitation. Ainsi, le délégant versera au délégataire pour cette période une contribution forfaitaire calculée au prorata temporis d'un montant de 14 850 € (soit 39 600 € au total sur l'année 2023), et le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public de 2 500 € HT (soit 8 333 € au total sur l'année 2023) et d'une redevance de contrôle d'un montant de 500 € (soit 2 000 € au total sur l'année 2023). Montpellier Méditerranée Métropole continuera à supporter financièrement l'accueil des scolaires dans l'établissement conformément au tarif délibéré.

La commission de délégation de service public, lors de sa séance du 24 juin 2023, a émis un avis favorable à la conclusion de l'avenant n° 3, conformément à l'article L. 1411-6 CGCT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2023-2024 - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale. Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties. La convention cadre proposée formalise notamment :

- Les conditions générales de l'organisation des activités ;
- Le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants ;
- Les conditions de sécurité ;
- La durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des écoles privées sous contrat, des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive. A ce titre, des conventions sont formalisées avec les écoles privées sous contrat, le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités

d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'accueil des scolaires dans les établissements de la Métropole et les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- D'approuver l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS et les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines entre Montpellier Méditerranée Métropole les écoles privées, le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Animation du territoire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

<b>THEMATIQUE : SPORTS</b>			
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DE DOSSIER</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE (€)</b>
Pic Adrenaline	00002313	Projet : soutien à la sportive Valeria Liubimova (Team Montpellier Haut Niveau - Discipline BMX Freestyle)	1 500 €
Fédération française de basketball	00002306	Projet : organisation d'un match de préparation Olympique de l'Equipe de France - France / Monténégro le 02/08/2023 à la Sud de France Arena	60 000 €
Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024		Projet : passage du relais de la flamme Olympique et Paralympique le 13/05/2024	100 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>161 500 €</b>



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Attractivité - Maison des Sciences de l'Homme Sud - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique visant à favoriser le développement économique de son territoire et à accroître son attractivité. Grâce à sa nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Métropole est en mesure de mettre en place une politique plus cohérente et inclusive, visant notamment à renforcer l'interaction entre l'enseignement supérieur, la recherche, le transfert technologique, l'innovation, le développement économique et la création d'emplois. Cette recherche de l'excellence à tous les niveaux contribue à accroître l'attractivité du territoire de la Métropole.

À cet égard, la Métropole de Montpellier a décidé d'attribuer des financements aux projets qui s'inscrivent dans sa stratégie de développement basée sur sept piliers : santé, numérique, agro-écologie-alimentation, mobilité, développement économique touristique et industriel, culture-patrimoine-université, et commerce-artisanat. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de renouveler son soutien à la Maison des Sciences de l'Homme Sud (MSH Sud) à hauteur de 70 000 € sur l'année 2023.

La mission de la MSH Sud est de favoriser l'émergence de recherches exploratoires et interdisciplinaires. Elle soutient et accompagne des projets de recherche innovants conformes aux principes de son projet scientifique et répondant aux enjeux sociétaux. Le projet de la MSH Sud est ouvert à tous les chercheurs de la région Languedoc-Roussillon, en particulier de Montpellier Méditerranée Métropole, quelle que soit leur discipline, considérant que toutes les sciences, par leurs implications, ont un impact sur l'Homme, son environnement et les sociétés.

Ainsi, le champ d'action de la MSH Sud ne se limite pas aux seules sciences humaines et sociales et repose sur ce qui fait la force et l'originalité du site. La MSH Sud défend une vision globale et inclusive des ressources nécessaires au développement des sociétés et s'engage à favoriser et accompagner des dynamiques porteuses de propositions alternatives et innovantes. Elle accorde une attention particulière au rapprochement entre les sciences et la société, ainsi qu'aux recherches participatives en France, en travaillant à l'accompagnement, au soutien et à la promotion des collaborations entre les acteurs de la recherche scientifique et la société civile.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole**

- D'approuver les termes de la convention 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry, pour le financement de la MSH ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Pepite LR - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Perpignan Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique visant à favoriser le développement économique et l'attractivité de son territoire. Grâce à sa compétence en soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Métropole promeut une approche plus cohérente et inclusive, favorisant une interaction efficace entre l'enseignement supérieur, la recherche, le transfert technologique, l'innovation, le développement économique et la création d'emplois. Cette excellence globale renforce l'attractivité du territoire de la Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole accorde des financements aux projets alignés sur sa stratégie de développement basée sur sept domaines prioritaires : santé, numérique, agro-écologie-alimentation, mobilité, développement économique touristique et industriel, culture-patrimoine-université, et commerce-artisanat.

Ainsi, dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de renouveler le soutien à PEPITE LR à hauteur de 10 000 € sur l'année 2023.

Le rôle de PEPITE-LR est de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès de tous les étudiants du territoire et de les guider dans leurs projets de création ou de reprise d'entreprise. PEPITE-LR délivre le Statut National Étudiant-Entrepreneur (SNEE), établi par le Gouvernement, et gère le Diplôme d'Établissement Étudiant-Entrepreneur (D2E). Le Statut National Étudiant-Entrepreneur permet aux étudiants et jeunes diplômés de développer un projet entrepreneurial au sein d'un PEPITE. Le Diplôme d'Établissement Étudiant-Entrepreneur vise à fournir un cadre administratif et un accompagnement pédagogique individualisé (enseignant et professionnel) aux étudiants-entrepreneurs. PEPITE a également pour mission de pré-accompagner les étudiants dans leurs projets de création ou de reprise d'entreprise, de présenter l'entrepreneuriat comme un moyen d'insertion professionnelle et de favoriser la création d'entreprises. PEPITE-LR est un acteur incontournable de l'entrepreneuriat étudiant dans la région du Languedoc-Roussillon, rassemblant huit établissements d'enseignement supérieur de l'Académie de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement de la PEPITE LR entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Perpignan Via Domitia ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Observatoire du Foncier et de l'Immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Convention de partenariat 2023-2028 - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à favoriser l'accueil et le développement des entreprises sur son territoire et à proposer une offre foncière et immobilière adaptée.

Pour lui permettre de mener à bien ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat avec les principaux commercialisateurs du territoire spécialisés dans l'immobilier d'entreprise. Au-delà de la connaissance du marché immobilier, cet observatoire est un véritable outil d'aide à la décision en matière de programmation et de production de l'offre immobilière et foncière pour les acteurs institutionnels comme pour les acteurs privés.

Afin de permettre l'intégration de nouveaux membres et d'assurer la continuité de l'Observatoire, la collecte et l'analyse de données essentielles pour le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole propose de signer une nouvelle convention de partenariat pour une nouvelle durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028. La convention est renouvelable tacitement par période annuelle.

L'Observatoire est animé par la Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) Occitanie, garante de son fonctionnement de par son expérience et son indépendance. L'Observatoire compte 7 membres fondateurs :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Groupe SERM-SA3M ;
- Advenis Real Estate Solutions ;
- Arthur Loyd ;
- BNP Paribas Real Estate Montpellier ;
- Tertia Conseils ;
- Norman Taylor.

Dès la signature de la convention, cinq membres supplémentaires intègrent l'Observatoire :

- Pays de l'Or Agglomération ;
- ABC Immobilier ;
- FDI SI ;

- Thélène Entreprises ;
- Tourny Meyer.

La CERC Occitanie est chargée d'organiser un comité de suivi qui regroupe tous les opérateurs techniques de l'Observatoire. La CERC Occitanie réalise un bilan semestriel et annuel des transactions effectuées en matière de bureaux, locaux d'activités, entrepôts et foncier.

Le nombre de partenaires membres de l'Observatoire s'établit donc à 12 membres et peut évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des renouvellements ou des demandes adhésions.

Toute demande d'intégration d'un nouveau membre fait l'objet d'un examen collégial et d'une décision recueillant la majorité des voix des partenaires. Toute modification éventuelle fera l'objet d'un avenant à la convention.

Le budget alloué au financement de l'Observatoire s'élève à un montant annuel de 21 200 € TTC pour toute la durée de la convention et selon la répartition suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole.....	6 000 € TTC
- Groupe SERM-SA3M.....	5 000 € TTC
- Agglomération du Pays de l'Or .....	1 200 € TTC
- ABC Immobilier .....	1 000 € TTC
- Advenis Real Estate Solutions.....	1 000 € TTC
- Arthur Loyd.....	1 000 € TTC
- BNP Paribas Real Estate Montpellier.....	1 000 € TTC
- FDI SI.....	1 000 € TTC
- Norman Taylor.....	1 000 € TTC
- Tertia Conseils.....	1 000 € TTC
- Thélène Entreprises.....	1 000 € TTC
- Tourny Meyer.....	1 000 € TTC

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention 2023-2028 concernant l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Commune de Fabrègues, secteur des 4 Chemins, site HELIOS - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative à la construction d'un poste de refoulement - Approbation - Autorisation de signature**

En mars 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est rendue propriétaire d'une friche industrielle d'une superficie de 7,5 hectares qui abritait l'ancien site Schneider Electric sur la Commune de Fabrègues, à l'intersection des routes métropolitaines RM 613 et RM 114. Anciennement dédié à la fabrication de transformateurs électriques, ce site désormais dénommé Site HELIOS (anciennement Parc d'activités des quatre chemins), accueille les services techniques du Pôle territorial Plaine Ouest pour les communes de l'ouest de la Métropole ainsi que des industries culturelles et créatives. Le site restera de gestion métropolitaine, et permettra de poursuivre le développement des ICC sur le territoire de la Métropole.

Cet ancien site industriel fonctionnait de manière dégradée en étant uniquement alimenté par des forages pour l'alimentation en eau et desservi par des cuves pour l'assainissement. Aussi, pour favoriser sa mutation, assurer son développement, garantir une défense incendie suffisante et l'inscrire efficacement dans le réseau des parcs d'activités économiques de la Métropole, des travaux de raccordement aux réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement existants ont été réalisés par le SBL (du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc) et par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole en 2021/2022.

Or, la topographie de la zone d'étude ne permet pas d'évacuer gravitairement les eaux usées collectées jusqu'au collecteur principal en Fonte DN 200 mm situé Chemin de Mante. Dans ces conditions, la Régie (anciennement la direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole) a prévu la construction d'un poste de refoulement, situé devant le portail d'entrée du parking visiteur du parc d'activités, afin de renvoyer les eaux usées collectées du parc d'abord en refoulement puis en gravitaire. Les effluents seront ensuite transférés jusqu'à la station d'épuration de la Commune de Fabrègues. Les travaux prévus n'incluent pas la pose de la canalisation de refoulement qui a d'ores et déjà été mise en place.

Le poste de refoulement se situera sur une parcelle privée appartenant à la Métropole, mais sera accessible depuis la voie publique. Cet équipement sera public. Le projet a fait l'objet d'une étude de maîtrise d'œuvre phases AVP et PRO-DCE sous maîtrise d'ouvrage Régie des eaux (anciennement la direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole).



Ainsi, il est proposé d'accorder à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, un concours financier de la Métropole dans la limite de l'estimation prévisionnelle du montant des dépenses à engager par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 125 000 € HT. Ce montant sera actualisé en fonction du coût réel des dépenses engagées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation du Poste de refoulement permettant le raccordement au réseau public du site HELIOS (secteur des 4 Chemins) à Fabrègues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Protocole d'accord transactionnel entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Par délibération n° 11244 du Conseil du 28 novembre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, afin de définir un plan d'actions commun. Ce plan d'action comprenait notamment la conduite d'une étude relative aux comportements d'achat, financée à hauteur de 50 000 € par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la mise en place d'un animateur pour les parcs d'activités de l'Agglomération, poste financé à hauteur de 50 % par l'Agglomération.

En 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devient Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur la base des factures et bilans fournies par la CCI Hérault, il apparaît que le paiement de ces actions de la part de la Métropole est incomplet. Il reste à payer 6 500 € pour l'étude équipement commercial et 25 000 € pour l'animateur des parcs d'activités, soit 31 500 €. En effet, il manquait jusqu'alors les documents justifiant de l'action de la CCI Hérault pour que la Métropole puisse payer. Ces documents sont désormais fournis.

Considérant que les parties ont souhaité se rapprocher afin de trouver une solution amiable et durable pour régler cette situation, il est convenu de signer un protocole d'accord transactionnel.

Au regard des factures et bilans fournies par la CCI Hérault, la Métropole s'engage donc à verser dans le cadre du protocole la somme due à savoir 31 500 € à la CCI Hérault.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du protocole d'accord transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Attractivité - Opération chèques parkings - Convention de partenariat Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération « *chèques parkings* » en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial. Le dispositif « *Chèques parkings* » connaît un réel succès depuis sa création. Dans le cadre de la stratégie pour l'attractivité du centre-ville mise en place par la Ville avec ses partenaires, il a été décidé de prolonger l'opération en la recentrant sur le centre-ville.

Ce dispositif s'intègre pleinement dans le plan d'actions Stratégie d'attractivité du centre-ville voté par la Ville le 5 juin 2023 et travaillé en partenariat avec la CCI de l'Hérault.

Le « *chèque parking* » est un titre de paiement utilisable dans les parcs de stationnement partenaires de l'opération. Le « *chèque parking* » représente une contre-valeur monétaire de 1 € TTC. Il s'utilise directement dans les caisses automatiques en vient en déduction du paiement final du stationnement. Il est cumulable jusqu'à 3 fois par transaction permettant ainsi d'atteindre la somme de 3 € maximum. Le complément sera acquitté selon les modalités habituelles de paiement proposées aux caisses automatiques des parkings concernés.

Pour chaque « *chèque parking* » d'une valeur de 1 € TTC, la prise en charge est la suivante :

- Ville de Montpellier 30% soit 0,30 € TTC ;
- CCI de Hérault 30% soit 0,30 € TTC ;
- Commerçant 30% soit 0,30 € TTC ;
- Gestionnaire de parking 10% soit 0,10 € TTC.

La CCI de l'Hérault pilote l'émission des tickets « *chèques parkings* » compatibles avec les caisses automatiques des parkings participant à l'opération et gère l'interface avec les exploitants, l'émetteur des tickets et les commerçants. La CCI de l'Hérault est seule habilitée à vendre ces tickets aux commerçants montpelliérains désireux de participer au dispositif.

La Ville de Montpellier versera à la CCI de l'Hérault une subvention correspondant à :

- La moitié de la facture d'émission des « *chèques parkings* » sur présentation du justificatif ;
- 30% du coût total annuel de l'opération.

Il n'y a donc aucun impact financier pour la Métropole, la subvention étant portée par la Ville de Montpellier. La Métropole doit simplement autoriser le dispositif dans les parkings en ouvrage dont elle est propriétaire.

Il est donc proposé de signer une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault afin d'établir les modalités de mise en œuvre de cette opération pour chaque partie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat « *chèque parking* » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Environnement - Plan de relance - Programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Plan de financement 2023 - Conventions-type de partenariat et de reversement de subventions - Approbation - Autorisation de signature**

En tant qu'animateur de projet alimentaire territorial (PAT) labellisé, Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en décembre 2021 d'une aide de l'Etat au titre du Plan de Relance d'un montant de 729 k€, opérée par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), pour une candidature partenariale. Cette aide contribue à accélérer la transition vers une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous au travers de la mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). Elle vient soutenir 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

Les modalités de mise en œuvre ont été votées lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022 et le plan de financement 2022 lors du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués. Le versement de la subvention de l'Etat à la Métropole fait l'objet d'une convention « *mère* ». Le reversement aux partenaires fait l'objet de conventions « *filles* ».

La réunion du Comité de Suivi des actions financées par le Plan de Relance (COSUR) du 20 mars 2023 a permis de partager collectivement l'avancement des actions. Ce sont ainsi 11 communes qui sont désormais impliquées directement dans la mise en œuvre des actions, en tant que porteuses d'action ou en tant que territoire de mise en œuvre. D'autres communes pourront être concernées par 2 actions : la proposition de programmation du spectacle *Brocoli* et de diffusion du livret pédagogique et de la carte interactive *Ma Cantine Autrement* conçus par la Ville de Montpellier (recensement des communes intéressées en cours). Les actions du programme financé par le Plan de Relance favorisent également les synergies entre les acteurs territoriaux, puisque la plupart des actions impliquent plusieurs partenaires.

A l'issue du COSUR, un certain nombre de réajustements sont apparus nécessaires, afin que la subvention des actions qui ne pourraient pas être terminées fin 2023 puisse être réorientée vers les actions qui nécessitent un complément. Au total, 59k€ de subvention sont ainsi réaffectés. Le plan de financement présenté tient compte de ces propositions de réaffectation. Comme prévu dans le dispositif voté en 2022, il

nécessitera la signature d'un avenant de la « *convention mère* » avec la DRAAF, ainsi que des avenants aux « *conventions filles* » avec les partenaires et communes bénéficiaires de la subvention. Il est ainsi proposé un avenant type et un premier avenant entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2023, le 3<sup>o</sup> paiement de la DRAAF (25% du montant total) s'élève à 182 k€. Le démarrage d'actions en 2023 implique de mobiliser des recettes déjà perçues en 2022 ; le montant de la subvention à reverser aux partenaires sur 2023 s'élève à 154 k€.

En plus du plan de relance, comme indiqué dans le dispositif pluriannuel voté en 2022, la Métropole souhaite, comme l'année dernière fournir un appui supplémentaire à la mise en œuvre de certains projets particulièrement stratégiques pour le territoire, en leur attribuant une subvention spécifique à hauteur de 44 k€ sur 2023. L'attribution des subventions correspondantes fait l'objet de conventions de partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le plan de financement actualisé 2023, référençant les actions lauréates du Plan de relance ;
- D'approuver les termes de l'avenant-type aux « conventions filles » pour l'actualisation du reversement de la subvention de l'Etat aux partenaires bénéficiaires et de la « *convention fille* » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier insérée en annexe 3 pour le reversement de la subvention de l'Etat à la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le versement de subvention complémentaire par Montpellier Méditerranée Métropole, sous réserve de signature des conventions de partenariat ;
- D'approuver les termes de la convention-type de partenariat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants et conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Domaine de Viviers - Parcelle B86 Commune de Teyran -  
Protocole transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame  
MARAVAL et Monsieur DUPUY portant résiliation du bail rural - Approbation -  
Autorisation de signature**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a consenti, par acte authentique du 6 et 11 mars 2013, un bail rural à long terme à Madame MARAVAL ainsi qu'à Monsieur DUPUY sur une parcelle d'une superficie de 1,48ha en nature de terre labourable située au Domaine de Viviers, sur la Commune de Teyran, 34820, Lieu-dit « Grates », cadastrée C417 (renommée BC 86).

Suivant les stipulations du contrat de bail d'une durée de 18 années, cette parcelle était destinée à l'exploitation de cultures horticoles (végétaux méditerranéens destinés au secteur des parois, murs et toitures végétalisés) et à des cultures d'engrais vert. Constatant le défaut d'entretien et l'absence d'exploitation depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi le tribunal paritaire des baux ruraux pour obtenir la résiliation du bail et demander la remise en état de la parcelle.

Lors de l'audience du 15 décembre 2022, le Tribunal a invité les parties à se rapprocher et convenir d'un accord. Un protocole a ainsi été établi pour définir les conditions de résiliation du bail et de restitution de la parcelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du protocole d'accord transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame MARAVAL et Monsieur DUPUY ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Environnement - Domaine de Viviers - Communes de Jacou et Clapiers - Demande d'application du régime forestier sur les propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine agricole et forestier de Viviers, représentant environ 200 hectares d'un seul tenant, dont l'essentiel se situe sur la Commune de Clapiers, mais s'étendant également sur les Communes de Jacou, Assas et Teyran. Ce domaine agricole et forestier comporte un ancien mas viticole situé sur la Commune de Jacou, et se compose pour moitié de bois et pour un tiers de vignes et d'oliviers.

Cette acquisition a été réalisée dans l'objectif de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général permettant de garantir les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, en matière de préservation de l'armature des espaces agricoles et naturel. La révision du SCoT en 2019 est venue confirmer le positionnement de ce domaine dans l'armature des espaces agricoles et naturels de la Métropole et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire

Une démarche d'élaboration d'un plan de gestion agro écologique pour les espaces agronaturels du domaine de viviers a été engagée dans le cadre d'une coopération avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, avec pour objectifs d'identifier avec l'ensemble des acteurs concernés, les besoins, les orientations stratégiques multifonctionnelles, les actions et moyens nécessaires à mobiliser ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Dans le cadre de cette démarche, la nécessité de définir une stratégie de gestion forestière, tenant compte des enjeux de gestion pré-identifiés :

- Sensibilité forte au risque incendie ;
- Valeur écologique forte liée à la mosaïque des milieux humides, rocheux, ouverts ou semis ouverts ainsi que des stades forestiers dit « *mâtures* » ;
- Production de bois faible et un faible potentiel de valorisation pour les produits ligneux (la récolte du pin d'Alep et du chêne vert pouvant potentiellement contribuer à l'approvisionnement de chaufferies bois) ;
- Fréquentation du site élevée et des usages différenciés.



Le Code forestier et notamment l'article L.211-1 dispose que :

*« Relèvent du régime forestier, constitué des dispositions du présent livre, et sont administrés conformément à celui-ci :*

- 1- Les bois et forêts qui appartiennent à l'Etat, ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis ;*
- 2- Les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités et personnes morales suivantes, ou sur lesquels elles ont des droits de propriété indivis, et auxquels ce régime a été rendu applicable dans les conditions prévues à l'article L. 214-3 :*
  - a) Les régions, la collectivité territoriale de Corse, les départements, les communes ou leurs groupements, les sections de communes ;*
  - b) Les établissements publics ;*
  - c) Les établissements d'utilité publique ;*
  - d) Les sociétés mutualistes et les caisses d'épargne »*

Un courrier du ministre de l'Agriculture et de l'alimentation CE 8144336, en date du 7 mai 2019 invite les communes à se rapprocher des services de l'Office national des forêts (ONF) *« qui estimeront si les bois et forêts de votre commune sont susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution et doivent relever ou non du régime forestier, un arrêté d'application devra être pris dès que possible pour permettre à votre forêt d'être dotée d'un document de gestion durable [...] dans le cas contraire le règlement type de gestion des forêts publiques hors régime forestier vous sera proposé »*.

A la suite de l'analyse foncière réalisée par les services de l'ONF en collaboration avec les représentants de la Métropole et les Communes de Clapiers et Jacou et à la visite sur site, 26 parcelles cadastrales à vocation forestière pour une contenance totale de 97 ha 76 a 48 ca sont proposées pour créer la forêt métropolitaine du Bois de Viviers, conformément à la liste et au plan joints en annexe. La gestion de ces parcelles sera confiée à l'ONF et incluse dans l'aménagement à venir, en garantie de la gestion durable selon les critères d'Helsinki et en application du Code forestier

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De demander l'application du régime forestier aux parcelles dont elle est propriétaire au domaine de viviers, conformément à la liste jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole - Projet Chaire Eau et Agriculture - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation**

La Chaire Eau et Agriculture portée par SupAgro Fondation avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE) et l'institut Agro se donne pour ambition d'innover en matière de gestion de l'eau pour accompagner la transition de l'agriculture face aux défis de demain. Les travaux de la Chaire portent ainsi sur des thématiques recroisant les politiques publiques soutenues par Méditerranée Montpellier Métropole :

- Politique de gestion durable et raisonnée de l'eau :
  - La protection de la qualité des eaux avec l'accompagnement de modèles agricoles plus résilients et adaptés à la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité ;
  - La gestion économe de la ressource en eau avec l'optimisation de l'irrigation et le développement de la réutilisation des eaux usées traitées pour l'agriculture ;
- Politique agroécologique et alimentaire :
  - L'accompagnement à la transition agroécologique par le développement de solutions agronomiques et d'aménagements à différentes échelles pour ralentir les écoulements et stocker dans le sol et dans les nappes ;
  - La réorganisation des systèmes de production et d'organisation des filières pour répondre aux enjeux d'accès à une alimentation de qualité, d'autonomie alimentaire et de préservation de l'économie agricole.

Enfin, par son essence même, la Chaire permet de répondre à la politique de soutien du monde de l'entreprise et de la recherche sur des thématiques fortes, dont Montpellier Méditerranée Métropole s'est fait l'étendard : l'eau et l'agriculture.

Le financement de la Chaire est constitué de dons collectés auprès de ses membres. L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée en 2021 par délibération n°M2021-348 et formalisée dans le cadre d'une convention conclue pour une durée de quatre ans, avec un montant de participation fixé à 10 000 € par an. Il est donc proposé d'affecter une subvention de ce montant pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation d'une subvention de 10 000 € en 2023 pour la Chaire Eau et Agriculture à destination de la fondation SupAgro, dans le cadre de la troisième et avant-dernière année d'exécution de la convention partenariale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

<b>THEMATIQUE: TRANSITION ENERGETIQUE</b>			
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DE DOSSIER</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE (€)</b>
CITE DE LA RSE ET DE L'IMPACT MONTPELLIER	00002243	Projet : Festival Imaginons Demain	2 000
<b>TOTAL</b>			<b>2 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention attributive afférente ;
- D'approuver les termes de la convention attributive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

Le dynamisme des acteurs du système alimentaire est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique montpelliéraine de rayonnement international, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun, pour certains au travers d'une convention-cadre triennale) ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec autant que possible, une harmonisation du calendrier évènementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2023, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-après :

THEMATIQUE : P2A			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION FIG – FOOD	00001239	Projet : Accompagnement de	3 500,00

INDEX FOR GOOD		restaurants dans leur transition écologique	
ALTERNATIVES POUR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL – LA GRAINE	00001706	Projet : La monnaie locale au service de l'agroécologie et de la distribution d'aide alimentaire locale et de qualité	6 000,00
VEG NATURE (FEDERATION NATIONALE DES VEGETARIENS VEGETALIENS VEGECRUDIVORES ET VEGANS ECO-RESPONSABLES EN FRANCE	00001426	Projet : Promouvoir une écologie végétale, saine et éthique	1 000,00
FEDERATION REGIONALE DES CIVAM D'OCCITANIE	00001316	Renouvellement d'un projet : l'Hérault de Ferme en Ferme	3 000,00
MARCHES PAYSANS ASSOCIATION	00001448	Renouvellement d'un projet : Festival de la Tomate	2 000,00
ASSOCIATION PIC ASSIETTE	00000547	Projet : Livret du petit gouteur essaimage sur le territoire de la Métropole	1 000,00
MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00000522	Projet : la fresque de l'alimentation	1 500,00
MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00000685	Projet : Goûter le Monde autour de Moi	1 500,00
LES ECOLOSAURES	00001629	Fonctionnement	1 000,00
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00001645	Projet : Bien manger pour toutes et tous	3 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>23 500,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Centre de soins de la petite faune sauvage à Villeveyrac - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage.

La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Cette réponse est mise en avant au travers du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026, adopté lors du Conseil de Métropole en janvier 2023, dont la stratégie ambitionne d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

La LPO, importante association de la protection de la nature en France, a ouvert en juin 2012, par l'intermédiaire de la LPO Hérault, un Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac. Ce centre accueille les oiseaux et petits mammifères sauvages en détresse trouvés dans l'Hérault et les départements voisins, dans le but de les rendre à la nature, sans dépendance à l'Homme. Il assure ainsi des soins à la faune sauvage, de la médiation auprès des citoyens pour favoriser la cohabitation avec la faune sauvage, de l'éducation à l'environnement et au développement durable, de la surveillance épidémiologique de la faune sauvage ainsi que la gestion de la faune sauvage en cas de pollution. Le Centre de soins de la LPO Hérault représente un observatoire de l'évolution de la faune sauvage sur l'ensemble de son territoire d'action. Son activité peut apporter sur le moyen et le long terme un éclairage sur les impacts des évolutions climatiques.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier souhaite créer en bordure du Bois de Montmaur, à proximité du Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier, un centre de soins pour la faune sauvage. Cet espace sera dédié à l'accueil des animaux sauvages en détresse (oiseaux, petits mammifères, reptiles...) pour les héberger et les soigner, dans le but de les relâcher dans la nature sans dépendance à l'Homme, si l'état de l'animal le permet.

En effet, depuis des années, de nombreux hérissons, martinets, tourterelles, pigeons ou goélands blessés sont apportés spontanément par les habitants au Zoo de Montpellier, lieu identifié par les habitants comme espace de conservation de la faune sauvage. Si le parc zoologique dispose bien d'une clinique vétérinaire avec une équipe de soigneurs et de vétérinaires, les installations et fonctions du personnel soignant sont destinées

uniquement à la collection du zoo et l'accueil des animaux en détresse provenant de l'extérieur doit donc être refusé. Il faut alors faire appel à d'autres centres de la région. Les quelques structures d'accueil et de soins de la faune sauvage sont éloignées de Montpellier et sont saturées par la demande surtout à certaines périodes de l'année, par manque de moyens financiers et humains. D'où la nécessité de créer un centre de soins dans le nord de Montpellier, à proximité d'un lieu (le zoo) déjà identifié comme espace de conservation d'animaux sauvages.

Sur invitation de la Ville de Montpellier, la LPO apporte son expertise et participe au comité de pilotage en vue de la création de cet « *Hôpital de la faune sauvage de Montpellier* ». Celui-ci viendra en appui et travaillera en synergie avec les autres centres de soins de la région (Hôpital Faune Sauvage à Laroque, géré par Goupil Connexion, et le Centre Régional de Sauvegarde de la Faune Sauvage, à Villeveyrac, géré par LPO Occitanie), et avec le Réseau national des centres de soins de la faune sauvage en France.

Vue la demande de soutien financier déposée par la LPO pour son Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac en date du 26 mai 2023 et considérant que la Métropole souhaite continuer à contribuer aux coûts de fonctionnement du Centre pour l'année 2023, il y a lieu d'attribuer une subvention suivant le tableau ci-après :

<b>THEMATIQUE : Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique</b>			
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DE DOSSIER</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE (€)</b>
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX OCCITANIE	00002347	Demande de soutien financier pour le centre de sauvegarde de la faune sauvage de la LPO Occitanie Délégation territoriale de l'Hérault	5 000
<b>TOTAL</b>			<b>5 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention d'attribution avec le bénéficiaire ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis sa création, l'Écolothèque accueille des groupes d'adultes ou d'enfants en situation de handicap et des enfants de crèches dans le cadre d'une convention renouvelable tous les ans. Ces usagers, dans le cadre de leur projet pédagogique, sont ainsi autorisés à fréquenter le domaine agricole de 4 hectares (animaux de la ferme, jardins, serre), la médiathèque et de bénéficier sur demande de la mise à disposition d'une parcelle et d'outils pour la pratique agricole. Leurs encadrants sont invités deux fois par an à des ateliers de formation sur les activités dans l'Écolothèque, animées par l'Écolothèque. Les projets pédagogiques des groupes sont divers : découvrir la ferme et la nature, augmenter les facultés de concentration et d'attention, gérer les émotions et l'impulsivité, favoriser l'estime de soi et le sens des responsabilités, renforcer les apprentissages, respecter les consignes, éveiller les sens...

En 2022, l'Écolothèque a accueilli régulièrement 19 crèches et 20 centres médicaux spécialisés soit 9 101 visites pédagogiques.

La convention annuelle engage principalement :

- L'Écolothèque : à accueillir les groupes dont la taille est limitée et sur un calendrier défini hors vacances scolaires et mercredis avec les conditions de sécurité règlementaires ;
- L'établissement bénéficiaire : à proposer un projet pédagogique adapté, à assurer l'accompagnement pédagogique et la surveillance des personnes dont il garde l'entière responsabilité, à faire participer obligatoirement les encadrants à une des deux formations annuelles, à rendre un rapport d'activité au mois de juin et à régler une participation annuelle inscrite dans la délibération des tarifs de l'Écolothèque pour un montant de 188 € en 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre les centres médicaux spécialisés, les crèches et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Projet "la LUmière la Nuit Nuit à l'Environnement" (LUNNE) - Accord de Consortium entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne, l'Université Toulouse 3 Paul-Sabatier, l'Université Rennes 2, l'Université de Nantes, le CEREMA, Rennes Métropole et Territoire Énergie Tarn - Autorisation de signature**

Le projet « *la LUmière la Nuit Nuit à l'Environnement* » (LUNNE) porté par l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne (77) est financé par l'Agence Nationale de la Recherche à hauteur de 136 479.64 € dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2022.

Ce projet aborde plusieurs verrous scientifiques associés à la réduction de la lumière artificielle la nuit avec une approche pluridisciplinaire à travers trois dimensions :

- 1) Du côté des acteurs de l'éclairage urbain, une meilleure connaissance des pratiques des collectivités en matière de réduction de l'éclairage public, et des possibilités techniques et organisationnelles envisageables. Ces connaissances permettront notamment de sélectionner des scénarios d'expérimentation avec les collectivités partenaires du projet, et de proposer des méthodes de concertation adaptées aux politiques publiques ;
- 2) Du point de vue de la qualité de l'éclairage pour les usagers, une meilleure connaissance et quantification de l'impact des stratégies de sobriété lumineuse sur les usagers (mobilité, sécurité, ambiances nocturnes), et une meilleure compréhension des freins et des leviers à l'acceptabilité de ces politiques publiques d'éclairage ;
- 3) Du point de vue des effets sur l'environnement, une quantification plus adaptée de l'impact de stratégies de réduction de l'éclairage public sur les écosystèmes à travers le développement de nouveaux indicateurs à différentes échelles spatiales. Ces trois dimensions se rejoignent dans la proposition d'indicateurs et de méthodes pour aider les collectivités à faire évoluer leur éclairage en tenant compte des spécificités de leur territoire.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont les suivants :

- Un état des lieux des stratégies d'éclairage visant à réduire l'impact sur l'environnement ;
- Le développement d'une méthodologie de concertation et d'intégration de critères environnementaux dans le processus de décision publique concernant l'éclairage ;
- Une meilleure compréhension de l'impact de ces stratégies sur la sécurité, le confort et la mobilité des usagers ;
- L'identification des freins et leviers à l'acceptabilité des politiques de sobriété de l'éclairage urbain ;

- Des indicateurs de la qualité des luminaires au regard des nuisances associées (détectabilité, attractivité, éblouissement) ;
- Des indicateurs de l'impact des politiques d'éclairage sur le halo lumineux et des « *réserves d'obscurité* » urbaines (zones sans points lumineux visibles).

Montpellier Méditerranée Métropole est identifiée comme un partenaire officiel du projet de recherche, sans contribution financière associée. Pour autant, un accord de consortium est rendu nécessaire afin de fixer les modalités relatives à l'exécution du projet, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant, pour chacune des parties prenantes :

- L'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne ;
- L'Université Toulouse 3 – Paul-Sabatier ;
- L'Université Rennes 2 ;
- L'Université de Nantes ;
- Le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Rennes Métropole ;
- Territoire Energie Tarn.

Cet accord a une durée de 42 mois à compter de sa date d'effet résultant de la signature de l'ensemble des parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'accord de consortium relatif au projet LUNNE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'accord ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Réseau professionnel Lighting Urban Community International (LUCI) - Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain - Approbation**

Par décision du 26 août 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de rejoindre le réseau professionnel *Lighting Urban Community International* (LUCI). Ce réseau international rassemble plus de 70 villes dans le monde utilisant la lumière comme outil de développement social, culturel et économique. LUCI est un lieu de rencontres, d'échanges, de publications et de conférences entre professionnels de l'éclairage urbain souhaitant faire progresser leurs pratiques d'éclairage vers une prise en compte de tous les enjeux sociaux, économiques et environnementaux de la lumière artificielle en ville.

La Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain est le résultat d'un travail collaboratif réunissant plus de 500 membres du réseau durant plus d'une année. Elle comprend 7 grands objectifs qui permettent de mettre en application le principe de « *qualité plutôt que quantité* » :

- Objectif 1 : Adopter l'éclairage Net Zéro (engagement des Nations Unies de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2050) ;
- Objectif 2 : Minimiser la pollution lumineuse pour tous les êtres vivants ;
- Objectif 3 : Favoriser la santé et le bien-être ;
- Objectif 4 : Avancer par le dialogue public-privé ;
- Objectif 5 : Réaliser le plein potentiel de l'engagement citoyen ;
- Objectif 6 : Exploiter le pouvoir transformateur de l'art lumière ;
- Objectif 7 : Créer des synergies au-delà de l'éclairage.

Puis 4 chapitres thématiques décrivent l'avenir de l'éclairage public dans les domaines suivants :

- Chapitre 1 : L'approche des villes pour réduire la pollution lumineuse ;
- Chapitre 2 : L'éclairage urbain pour des villes heureuses et saines à la tombée de la nuit ;
- Chapitre 3 : Evoluer vers une approche centrée sur les communautés ;
- Chapitre 4 : L'avenir des festivals lumières.

Cette Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain s'inscrit parfaitement dans les enjeux et objectifs du Plan Lumière de Montpellier Méditerranée Métropole, qui doit être acté en Conseil de Métropole très prochainement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain rédigée par le réseau LUCI ;
- D'inscrire la stratégie déclinée dans le prochain Plan Lumière de la Collectivité, en cohérence avec cette déclaration ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique - Appel à projets LUM'ACTE - Convention de partenariat entre la Fédération Nationale des Collectivités concédantes et Régies (FNCCR) et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

« *Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique (ACTEE)* » est un programme déposé par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et par ces cofinanceurs. Son objectif est de mettre à disposition et financer des outils d'aide à la décision, pour aider les collectivités à développer des projets de rénovation énergétique. Alors que les collectivités génèrent à elles seules 15% des émissions de CO<sub>2</sub>, le Programme ACTEE les aide à devenir un acteur à part entière de la transition énergétique.

Le sous-programme LUM'ACTE, lancé dans le cadre du programme ACTEE, permet d'apporter un soutien opérationnel et financier aux collectivités désireuses de maîtriser leurs consommations et d'améliorer la performance énergétique de leurs parcs d'éclairage public. L'appel à projets Lum'ACTE vise à répondre aux enjeux de rénovation des parcs d'éclairage public des collectivités de tous types, en dehors des installations d'éclairage sportif et des éclairages des bâtiments publics, qui sont visés par d'autres outils du programme ACTEE.

A la suite de la réponse à l'appel à projets du sous-programme LUM'ACTE lancé le 18 juillet 2022, le jury a décidé de sélectionner la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole. L'objectif premier de cet appel à projets est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des parcs d'éclairage publics des collectivités. Les fonds attribués doivent générer des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'appel à projets et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée. La justification de la réalisation des actions mise en œuvre par la Métropole devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses.

Le montant global des fonds attribué s'élève à 167 964 € et se répartit dans les actions suivantes qui devront être mises en œuvre au plus tard en décembre 2023 :

- Montpellier Méditerranée Métropole réalisera un Plan Lumières ainsi que la mise à jour du programme pluriannuel de rénovation. La somme allouée à cette prestation réalisée en interne s'élève à 150 000 € HT ;
- Montpellier Méditerranée Métropole évaluera la pollution lumineuse sur son territoire, par

l'intermédiaire d'un prestataire extérieur, dans le but d'évaluer l'impact des programmes de rénovations menés par la Collectivité et d'orienter les priorités des prochaines années de rénovation. L'accompagnement du chef de service et du responsable stratégie lumière sera également pris en compte dans le cadre de cette prestation qui reçoit une aide de 10 092 € HT ;

- Montpellier Méditerranée Métropole créera un jeu de sensibilisation et d'information par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur. La somme allouée à cet outil facilitant l'acceptation sociale des mesures du Plan Lumières de la Collectivité (extinction, abaissement, températures de couleur) s'élève à 7 872 € HT.

La convention entrera en vigueur à sa signature par les parties et prendra fin au 31 décembre 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la mise en œuvre des actions prévues dans l'appel à projets LUM'ACTE ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'infrastructures et d'équipements aux abords du futur lycée de Cournonterral entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

La Région Occitanie prévoit la construction sur le territoire de la Commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m<sup>2</sup>. Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la Commune de Cournonterral, d'un gymnase de 2 500 m<sup>2</sup> et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et a dû faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement. Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable. Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé à l'issue de la concertation préalable, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation qui s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus. Le bilan de cette concertation a été approuvé par le Conseil de Métropole dans sa séance du 4 octobre 2022.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet de lycée et de gymnase, la création des infrastructures nécessaires à la desserte des nouveaux équipements ainsi que les aménagements des espaces publics attenants relèvent de la compétence et de la maîtrise d'ouvrage exclusive de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux sur l'espace métropolitain étant induits par l'implantation du futur lycée, la Région Occitanie propose sa contribution financière à hauteur de 50% du montant estimé des travaux, soit une participation financière prévisionnelle de 3 500 000 € HT. Ces travaux doivent débuter en septembre 2023 pour une durée de 3 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la convention de financement avec la Région Occitanie dans le cadre des travaux d'équipements et d'infrastructures liés à la construction du lycée sur la commune de Cournonterral ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Aménagement durable - Modalités de concertation préalable dans le cadre du projet de requalification de la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conduisent une politique globale de reconquête des espaces publics pour l'embellissement du cadre de vie, la mise en valeur du patrimoine, la transition des mobilités, l'attractivité du territoire.

Un grand projet de transformation des espaces publics est ainsi lancé, reliant les Arceaux à la place de la Comédie et l'Esplanade, espaces à forte valeur patrimoniale et au cœur de la Ville de Montpellier. La rue Foch et la place des Martyrs de la Résistance en lien avec un système de places connexes – Chabaneau, Castellane, Marché aux Fleurs, Jean-Jaurès – et de rues emblématiques – Aiguillerie, de la Loge, Saint-Guilhem – constituent l'accès central et principal à l'aire piétonne de l'Ecusson.

Ce lieu stratégique pour tous les usagers du centre-ville, aménagé pour la dernière fois en 1974 avec la création du parking Préfecture et Marché aux Fleurs, présente de nombreux dysfonctionnements et un état vieillissant :

- Un espace dédié de manière prédominante aux usages automobiles ;
- Des espaces piétons insuffisants au regard de la densité des usages constatés ;
- Un stationnement en surface souvent anarchique ;
- Des revêtements et matériaux fortement dégradés, au vocabulaire routier ;
- Un aménagement nuisant à la mise en valeur du patrimoine et à l'embellissement du centre-ville.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par décision n°MD2021-015 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'étude et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'ensemble urbain Foch Peyrou Arceaux. Les premiers objectifs d'aménagement identifiés sont les suivants :

- Mieux répartir l'espace public entre tous les modes, au bénéfice du confort des piétons ;
- Rendre les espaces publics confortables et embellis, support d'une vie touristique, économique, commerciale et sociale dynamique et à hauteur d'enfants ;
- Mettre en valeur le patrimoine et en particulier la monumentalité de l'axe constitué par la place des Martyrs de la Résistance et la rue Foch.

La requalification de ces espaces publics comprend notamment la transformation en aire piétonne d'espaces existants d'une surface totale de plus de 3 000 m<sup>2</sup> : la place des Martyrs de la Résistance, la rue Foch

comprise entre la place des Martyrs de la Résistance et la rue de l'Aiguillerie, ainsi que la rue Rosset.

A ce titre, et compte tenu de la politique de concertation portée par la Métropole, ce projet doit être l'objet d'une concertation préalable prévue par les articles L.103-2 3°, R.103-1 3° et R.103-2 du Code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs d'aménagement poursuivis ;
- D'approuver les modalités de la concertation :
  - o Mise à disposition du public d'au moins un dossier de présentation du projet et d'au moins un registre de consignation des remarques, sous format papier ;
  - o Publication sur Internet d'une présentation du projet et d'un support d'expression de l'avis du public ;
  - o Informations dans une ou plusieurs publications locales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Commune de Clapiers - Concession d'Aménagement - ZAC du Castelet - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les Communes, constituent les applications concrètes du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole (SCoT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement, Plan Climat Energie...), les documents d'urbanisme (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention et de favoriser la créativité des équipes de concepteurs.

La Commune de Clapiers, a défini les principes d'aménagement du site d'urbanisation future des Moulières, d'une vingtaine d'hectares appelé à devenir un quartier résidentiel, inscrit dans un contexte paysager remarquable, situé au Sud Est de la Commune.

A la suite, la Commune a décidé d'engager une démarche pré-opérationnelle, sur ce périmètre en vue de mettre en œuvre son projet urbain. Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération en date du 11 octobre 2013, la commune a approuvé la création d'une ZAC pour l'opération d'aménagement projetée dénommée ZAC du Castelet.

Le projet d'aménagement pour la ZAC « *Le Castelet* » prévoit sur une superficie de 14 ha environ, la construction d'environ 495 logements (répartis en 70% de collectifs ou semi-collectifs, 30% d'individuels), 400m<sup>2</sup> surface de plancher de locaux d'activités et un équipement public (maison de la petite enfance sur une superficie de 600m<sup>2</sup> de surface de plancher environ). L'ensemble du programme, en cohérence avec les objectifs du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, intègre une importante mixité sociale (30% de logements sociaux, 20% d'accession abordable). Cet aménagement est officiellement « *engagé* » dans la labélisation éco-quartier.

Par délibération du Conseil municipal du 11 octobre 2013, la Commune de Clapiers a décidé de confier ces interventions à la Société d'aménagement de la l'agglomération Montpelliéraine (SAAM) devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), via une concession d'aménagement signée le 31 octobre 2013

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SA3M sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, destiné au financement des travaux d'aménagement pour l'opération d'aménagement urbain de la commune de Clapiers qui prévoit au moins 30% de logements sociaux.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- Banque : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon
- Capital : 2 000 000 €
- Taux fixe : 3.74 % l'an
- Durée: 5 ans
- Périodicité trimestrielle
- Échéances constantes
- Commission d'engagement : 0,10% soit 2 000€
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80%

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery -  
Convention opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole,  
l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Grabels -  
Approbation - Autorisation de signature**

La Commune de Grabels s'est engagée depuis 2016 dans l'aménagement du site de Gimel portant sur la création d'un éco-quartier regroupant plus de 800 logements, bénéficiant d'une desserte multi-modale, en limite communale de Montpellier et au contact de l'urbanisation immédiate avec la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine. Les intentions d'aménagement du projet ont été définies dans un esprit de parc habité, permettant de mettre en valeur les éléments naturels et l'ambiance paysagère du site.

Cette démarche a permis de procéder à plusieurs réductions et évitements pour limiter les impacts du projet au regard de la protection de l'environnement. Cependant, une compensation environnementale reste nécessaire pour la partie des impacts n'ayant pu être évités. Des recherches ont été menées à proximité et ont permis d'identifier plus de 30 hectares à cet effet sur le site Croix de Guillery.

Aussi, en complément de la convention tripartite entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la Métropole sur l'opération d'aménagement Gimel, une convention d'anticipation foncière a été signée le 13 décembre 2018, visant à accompagner le projet au titre de la compensation environnementale. Cette convention, signée pour une durée de 5 ans, a été modifiée par avenant principalement pour augmenter l'enveloppe financière à hauteur de 600 000 € corrigeant le prévisionnel initial de 500 000 €. Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF a acquis à l'amiable un ensemble de parcelles pour une superficie totale de 305 202 m².

Au regard du terme de la convention d'anticipation foncière, la Commune a souhaité poursuivre les actions menées sur ce secteur Croix de Guillery intervenant en lien avec l'opération d'aménagement Gimel. La Commune a sollicité l'EPF Occitanie pour poursuivre dans le cadre d'une convention opérationnelle tripartite. Cette convention opérationnelle de 8 ans a pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet environnemental.

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à 600 000 €, et intègre également à hauteur de 600 000 € l'engagement financier pris dans le cadre de la première convention d'anticipation foncière et de son avenant n°1 n° 415HR2018 et les dépenses engagées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle entre la Commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Commune de Juvignac - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Domaine de Caunelles - Approbation**

Le Domaine de Caunelles, situé à Juvignac, est concerné par une servitude des abords qui attribue un droit de regard de l'Architecte des Bâtiments de France sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour de ce monument historique inscrit.

Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords des monuments historiques. Dans ce cadre, une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) concernant le Domaine de Caunelles a été portée à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole en octobre 2021.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole se sont prononcées favorablement en juillet 2022, préalablement à sa soumission à enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné a émis un avis défavorable au projet de création du PDA du Domaine de Caunelles considérant qu'en l'état il ne saurait « *assurer le maintien de la qualité patrimoniale culturelle, environnementale et paysagère du Domaine de Caunelles et que les surfaces restreintes sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis n'assureront pas la préservation des intérêts patrimoniaux culturel, naturel et paysager* ». En conséquence, l'Architecte des Bâtiments de France a souhaité élargir le périmètre du PDA afin de tenir compte des conclusions de l'enquête publique, considérant que cet ajustement constitue « *une réponse équilibrée et cohérente aux suggestions du commissaire-enquêteur* », et a sollicité à nouveau l'avis de la Commune de Juvignac et l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

A la suite de l'avis favorable de la Commune de Juvignac par délibération en date du 26 juin 2023,

Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à se prononcer en vue de la création du PDA par décision de l'autorité administrative et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Juvignac - Secteur Cœur de Ville - Avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Approbation - Autorisation de signature**

Par convention pré-opérationnelle signée le 13 octobre 2022, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole ont confié à l'EPF d'Occitanie une mission d'acquisitions foncières sur le secteur « *Le Triangle d'Or* », désormais dénommé « *Cœur de Ville* » susceptible d'accueillir, sur le moyen/long terme, la réalisation d'opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant au moins 30% de logements locatifs sociaux, des commerces, services et équipements publics et d'opérations de développement économique.

Le secteur concerné par le projet de renouvellement urbain forme un triangle bordé au nord par l'ancienne RN 109, au sud par la rue du Pompidou et à l'ouest par la rue des Pattes. La complexité du tissu urbain, des propriétés foncières et du marché immobilier ont conduit dans un premier temps à la réalisation d'études.

La Commune, accompagnée par son bureau d'études, a défini un « *plan guide urbain et paysager* », en mai 2023. Il constitue une étape préliminaire à la définition du projet d'aménagement du secteur en posant les bases et les invariants. Dans le cadre de ce travail, certains secteurs d'interventions foncières ont pu être déterminés. Dans le cadre de cette concertation, la Commune a souhaité travailler avec les habitants et développer un projet coordonné, concerté et validé par tous. La mention de la procédure d'acquisition par voie d'expropriation n'a plus lieu d'être. Il convient donc de supprimer cette mention par voie d'avenant.

Pour ces motifs, le paragraphe « *acquisition par la procédure d'expropriation* » de l'article 6.1 « *modalités d'acquisition foncière* » de la convention désignée ci-dessus est supprimé selon les modalités de l'avenant n°1. Toutes les autres stipulations de la convention demeurent inchangées et applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre la Commune de Juvignac, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Communes de Lattes et Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Garanties d'emprunt auprès de la Banque Postale et de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation**

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La collectivité a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.

Montpellier Méditerranée Métropole a également décidé, par délibération n°10 480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant ;
- La recomposition des équipements commerciaux ;
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram) ;
- La modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend environs 900 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher nouvelles.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Dans ce cadre, sont sollicitées les garanties de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SA3M sur deux emprunts : un montant de 7 500 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale et un montant de 7 500 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

o Banque : la Banque Postale

- Capital : 7 500 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 10 ans
- Type d'amortissement : linéaire
- Périodicité trimestrielle
- Taux fixe : 3,82 %
- Commission d'engagement : 0,10 % soit 7 500 €
- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%

o Banque : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

- Capital : 7 500 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 10 ans
- Échéances constantes
- Périodicité trimestrielle
- Taux fixe : 3,94 %
- Commission d'engagement : 0,10 % soit 7 500 €
- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Ces garanties sont accordées dans le respect des ratios règlementés aux articles L 2252-1 à L 2252-5, et D 1511-30 à D 1511- 35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'accorder la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt de 7 500 000 € souscrit par la SA3M auprès de la Banque Postale, soit 6 000 000 € ;
- D'accorder la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt de 7 500 000 € souscrit par la SA3M auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 6 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Montpellier \_ Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat - Résidence Tour d'Assas - Le Grand Mail et avenue de Barcelone - Parcelles cadastrées LR 38, LR 335 et LR 95 - Commune de Montpellier - Approbation**

Le quartier de la Mosson d'une superficie de 250 hectares, comprenant 9 000 logements et 24 000 habitants, a été retenu en 2016 par l'Agence Nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Les objectifs fondateurs de ce projet se structurent autour de quatre principes, d'ouverture du quartier et de l'espace public, d'activation de l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, d'amélioration de la qualité de vie en remettant au cœur du quartier la nature et le paysage et la connexion du quartier à la Ville, grâce aux nouveaux réseaux de transports et via les écosystèmes de l'innovation.

Un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, L'ANRU et l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), bailleur social, pour mettre en œuvre le programme d'études du projet de renouvellement urbain. Le 23 juillet 2021, ACM Habitat a été signataire de la convention pluriannuelle du projet et s'est notamment engagé, dans ce cadre, à mener les opérations de démolition de la Tour d'Assas.

Par délibération du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la création de cette opération et a désigné la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson pour une durée de 15 années.

Par arrêté du 25 février 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique la constitution de réserve foncière visant à permettre par suite la réalisation d'un projet d'aménagement sur le secteur de la Tour d'Assas. Par arrêté du 10 août 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré la cessibilité des immeubles nécessaires compris dans l'assiette foncière de la réserve.

Par ordonnances des 10 janvier 2022 et 14 février 2022, le Tribunal Judiciaire de Montpellier a déclaré l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de Montpellier Méditerranée Métropole des biens concernés, soit 1 600 m<sup>2</sup> de murs commerciaux, 22 stationnements extérieurs et 30 stationnements en sous-sol de l'immeuble.

Par jugements pris entre octobre 2022 et février 2023, le juge a fixé le montant des indemnités d'expropriation. A la suite des paiements ou de la consignation des indemnités, la Métropole a pris possession de cinq biens, un sixième étant en cours de paiement et les deux restants en attente de publication des ordonnances d'expropriation.

ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession au prix de revient des biens acquis dans le cadre de la réserve foncière, à savoir :

- Sur la parcelle cadastrée LR 38 : 20 places de stationnement en sous-sol et environ 700 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux et leurs annexes ainsi qu'un appartement d'une superficie de 66 m<sup>2</sup> située au 20ème étage de la Tour d'Assas et son box en sous-sol ;
- La parcelle cadastrée LR 95 d'une superficie cadastrale de 1 143 m<sup>2</sup> occupée par des locaux commerciaux d'une superficie de 912 m<sup>2</sup>,
- La parcelle cadastrée LR 335 d'une superficie cadastrale de 1 068 m<sup>2</sup> occupée par 22 emplacements de stationnements aériens.

Au vu des avis du Pôle des évaluations domaniales, il est proposé de fixer la cession à ACM Habitat au prix de revient total de 1 737 908,30 € correspondant aux indemnités d'expropriation des jugements de première instance, au montant de l'acquisition par la Métropole à l'Etat de l'appartement de 66 m<sup>2</sup> et son annexe, majorés des frais engagés notamment d'avocat, de notaire et de géomètre.

Compte tenu de la procédure d'appel ouverte par certains propriétaires sur le montant des indemnités de 1<sup>ère</sup> instance, une clause de revoyure du prix sera insérée dans l'acte notarié de vente au cas où les indemnités définitives seraient différentes des indemnités de première instance et pour consolider les frais afférents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la cession à ACM Habitat :

- Sur la parcelle cadastrée LR 38, des lots de copropriété de la Résidence Tour d'Assas située Le Grand Mail et avenue de Barcelone à Montpellier n° 100, 101, 102, 103, 104, 105, 167, 201, 202, 213, 214, 215, 36, 50, 54, 67, 68, 80, 98, 99, 440, 441, 113, 114, 143, 144, 438, 439, 115, 142, 436, 437, 117, 118, 139, 140, 424, 425, 426, 427, 127, 128, 129, 130, 158, 159, 416, 417, 418, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 428 et 429 représentant environ 1600 m<sup>2</sup> de surface commerciale, 22 emplacements de stationnements extérieurs et 20 emplacements de stationnement en sous-sol, les lots n° 394 et 40 constituant un appartement d'une superficie de 66 m<sup>2</sup> et son box en sous-sol ;
- De la parcelle cadastrée LR 95 d'une superficie cadastrale de 1143 m<sup>2</sup> supportant des locaux commerciaux pour une superficie d'environ 912 m<sup>2</sup> ;
- De la parcelle cadastrée LR 335 d'une superficie cadastrale de 1068 m<sup>2</sup> constituée de 22 emplacements de stationnements aériens

pour un montant, soumis à clause de revoyure dans les conditions précisées supra, et correspondant au prix de revient de 1 737 908,30 € (un million sept cent trente-sept mille neuf cent huit euros et trente centimes) ;

- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente à ses frais ;
- D'autoriser ACM Habitat à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme relative à cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation**

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux. Le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson prévoit d'affirmer sur le secteur Mosson Sud une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et d'espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnements, etc.) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Pour mettre en œuvre le projet urbain de Mosson Sud, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue.

Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC. Le Conseil de Métropole a ensuite approuvé en date du 26 juillet 2022 le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai 2022.

A l'issue de cette concertation, le dossier de création de la ZAC a été élaboré. Les fondements du projet urbain de Mosson Sud sont de :

- *Favoriser le rayonnement métropolitain et créer les nouveaux symboles du XXI<sup>ème</sup> siècle* : réinventer l'emblème du stade de la Mosson avec une programmation à la hauteur du symbole et qui s'ouvre sur le quartier, réhabiliter et mettre en scène le complexe nautique Neptune, créer une nouvelle entrée métropolitaine par un nouveau cours paysager qui change la carte mentale des habitants et l'image stigmatisante du quartier ;

- *Retrouver une confluence paysagère* par la mise en valeur et la connexion entre les parcs de la Mosson et du Rieutord, qui relie et participe à la résilience du secteur face aux inondations en renaturant des sols artificialisés et qui révèle la richesse des berges de la Mosson et ses structures végétales ;
- *Assurer la mixité programmatique* : à la suite de la démolition de la tour d'Assas, de certains commerces et la recomposition de la trame viaire du quartier, plusieurs programmes accueillant des commerces, des activités tertiaires, des équipements et des logements seront implantés ;
- *Apaiser et réorganiser la trame viaire* : création d'un cours paysager qui structure la trame viaire et participe à l'ouverture du quartier sur la ville et permet un développement des mobilités douces, requalification des avenues de Louisville et de Barcelone afin desservir un nouvel îlot au cœur paysagé, installation de la station de tramway au cœur du cours paysager Mosson Sud.

La ZAC Mosson Sud s'étendra sur un périmètre de 12 ha. Le programme prévisionnel de constructions représente 30 000 m<sup>2</sup> SDP (Surface De Plancher) prévisionnelle se répartissant de la manière suivante :

- 18 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle de logements ;
- 3 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle de socles actifs commerciaux notamment ;
- 9 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle d'activités tertiaires, d'économie productive ou équipement public.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC a été sollicité en date du 25 novembre 2022. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a rendu un avis le 24 janvier 2023, précisant qu'elle n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, et à la délibération du Conseil de Métropole en date du 30 mars 2023, le dossier finalisé à l'issue de la concertation préalable, incluant le dossier de création de ZAC, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et le bilan de la concertation préalable a été soumis à la participation du public par voie électronique du 2 mai au 2 juin 2023.

A l'issue de la période ouverte à la participation du public, 3 mails avec des observations et des questions ont été envoyés, dont un portant réellement sur le projet de ZAC Mosson Sud.

Les contributions apportées dans le cadre de cette participation du public par voie électronique sur le projet de dossier de création de la ZAC Mosson Sud n'imposent donc pas de modifier le dossier en l'état et tel que présenté, et n'impactent pas la décision qui pourra être prise par le Conseil de Métropole sur le projet. Le rapport détaillé est joint en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la ZAC Mosson Sud sur la Commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de la ZAC Mosson Sud sur le territoire de la Commune de Montpellier ;
- De fixer le périmètre de la ZAC Mosson Sud, conformément au plan figurant dans le dossier de création ;
- D'adopter le programme global prévisionnel des constructions, établi sur une surface de plancher de l'ordre de 30 000 m<sup>2</sup> tel que détaillé ci-avant et dans le rapport de présentation du dossier de création ;
- D'exonérer les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Mosson Sud de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement majorée conformément aux dispositions des articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Paul - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation**

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux. Afin de conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain de la Mosson, un avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes a été validé par l'ANRU et les partenaires associés. Celui-ci, mis en œuvre en 2023, vise à amplifier les interventions, en intégrant la transformation du secteur Saint-Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires ou la poursuite des interventions sur le grand mail.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson prévoit d'affirmer sur le secteur Saint-Paul une nouvelle attractivité et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par la réhabilitation des logements sociaux et la construction de logements privés ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements, de services publics, de commerces et une redynamisation du tissu économique ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement, notamment en proposant des espaces publics qualitatifs ;
- De transition écologique en développant l'accès aux transports en commun et aux mobilités actives, en assurant la réhabilitation énergétique des bâtiments existants et en veillant à la qualité environnementale des bâtiments qui seront construits.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du secteur Saint-Paul, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue.

Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 26 juillet 2022 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC. Le Conseil de Métropole a ensuite approuvé en date du 30 mars 2023 le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 12 octobre au 10 novembre 2022.

A l'issue de cette concertation, le dossier de création de la ZAC a été élaboré. Les fondements du projet urbain du secteur Saint-Paul sont de :

- *Conforter la vocation « servante » du quartier et amplifier son rayonnement géographique et temporel* : maintenir et optimiser les équipements existants, restructurer l'appareil commercial et amplifier sa portée, créer un véritable espace public central et fédérateur complété d'un réseau d'espaces de proximité ;
- *Accroître la porosité entre le Parc de la Mosson, Malbosc et le quartier Saint-Paul* : favoriser les accès, les parcours et les portes d'entrées aux deux parcs, multiplier les points de passage et les parcours possibles, gommer les notions de limite ou de frontière entre les milieux bâtis et naturels ;
- *Augmenter le couvert végétal entre les parcs de Mosson et de Malbosc* : amplifier l'impact des cours paysagers en l'étendant à l'ensemble du quartier de Saint-Paul, lier les deux parcs de la Mosson et de Saint-Paul en diffusant massivement le couvert végétal au sein du quartier, créer un continuum paysager, pacifier l'avenue de l'Europe et restituer l'espace pour un corridor paysager qui fasse lien ;
- *Diversifier et amplifier le réseau d'espaces publics du quotidien* : consolider les espaces de rencontre existants, valoriser un espace public central fédérateur, diversifier les espaces publics en créant un réseau d'espaces d'usages et de tailles variés, pour diffuser le flux de déplacements depuis l'arrêt de tramway jusqu'au cœur de Saint-Paul et de l'Agathois ;
- *Développer des parcours et des traversées nord-sud* : désenclaver Saint-Paul en favorisant les traversées nord-sud, faire en sorte que Saint-Paul remplisse son rôle de "liant" entre la Paillade et les Hauts de Massane ;
- *Densifier autour de l'arrêt de Tramway* avec de fortes intensités programmatiques pour créer un vrai pôle d'intensité, viser des architectures ambitieuses.

La ZAC Saint-Paul s'étendra sur un périmètre de 26 ha. Le programme prévisionnel de constructions représente 55 000 m<sup>2</sup> SDP (Surface De Plancher) prévisionnelle se répartissant de la manière suivante :

- +/- 15 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle à dominante tertiaire ;
- +/- 20 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle à dominante résidentielle ;
- +/- 15 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle d'un programme à dominante économique à vocation commerciale ;
- +/- 5 000 m<sup>2</sup> SDP prévisionnelle pour un équipement public scolaire.

L'ensemble des programmes immobiliers développés intégreront des socles actifs permettant de garantir l'animation en relation avec la requalification des espaces publics de la ZAC.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC a été sollicité en date du 7 mars 2023. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a rendu un avis le 9 mai 2023, précisant qu'elle n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, et à la délibération du Conseil de Métropole en date du 30 mars 2023, le dossier finalisé à l'issue de la concertation préalable, incluant le dossier de création de ZAC, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et le bilan de la concertation préalable a été soumis à la participation du public par voie électronique du 23 mai au 23 juin 2023.

A l'issue de la période ouverte à la participation du public, un mail avec des observations et des questions a été envoyé, portant sur la question des dépôts sauvages de débris.

Les contributions apportées dans le cadre de cette participation du public par voie électronique sur le projet de dossier de création de la ZAC Saint-Paul n'imposent donc pas de modifier le dossier en l'état et tel que présenté, et n'impactent pas la décision qui pourra être prise par le Conseil de Métropole sur le projet. Le rapport détaillé est joint en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la ZAC Saint-Paul sur la Commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de la ZAC Saint-Paul sur le territoire de la Commune de Montpellier ;
- De fixer le périmètre de la ZAC Saint-Paul, conformément au plan figurant dans le dossier de création ;
- D'adopter le programme global prévisionnel des constructions, établi sur une surface de plancher de l'ordre de 55 000 m<sup>2</sup> tel que détaillé ci-avant et dans le rapport de présentation du dossier ;
- D'exonérer les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Saint-Paul de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement majorée conformément aux dispositions des articles L. 331-7 et R. 331-6 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Acquisition des parcelles cadastrées OL n° 32 et 73 - 140 rue Mas de Bringaud - Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Approbation**

La Ville de Montpellier, par une délibération en date du 26 juillet 2021, a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation, inscrite dans le vaste projet de rénovation de la restauration scolaire de la Ville visant à une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire et à l'éducation des jeunes générations.

Il a été décidé d'implanter cette Cité de l'alimentation sur un terrain jouxtant le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le MIN de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat,

d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la Cité de l'alimentation à proximité.

Afin de saisir les opportunités foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable afin qu'il réalise les acquisitions sur ce secteur. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

Dans le cadre de l'opération de la Cité de l'alimentation et la mise en œuvre des projets métropolitains sur le secteur concerné, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité l'EPFO afin de se porter acquéreur des parcelles cadastrées OL n°32 et 73, d'une surface totale de 11 939 m<sup>2</sup>, situées 140 rue du Mas de Bringaud dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, sur lesquelles se situent un entrepôt et des bureaux destinés à la démolition.

Il est ainsi proposé d'acquérir ces biens au prix de revient transmis par l'EPFO, fixé à de 3 251 107.95€ TTC (trois millions deux cent cinquante et un mille cent sept euros et quatre-vingt-quinze centimes / toutes taxes comprises), conformément à l'avis des Domaines, frais de notaire en sus.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées OL n° 32 et 73 situées 140 rue du Mas de Bringaud dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, propriété de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, au prix de 3 251 107.95€ TTC (trois millions deux cent cinquante et un mille cent sept euros et quatre-vingt-quinze centimes / toutes taxes comprises) frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Avenant à la convention de carence n°1 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Georges d'Orques - Approbation - Autorisation de signature**

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2020-2022, plusieurs communes de l'Hérault, parmi lesquelles la Commune de Saint Georges d'Orques, ont fait l'objet d'un constat de carence.

Au titre de la période triennale 2017-2019, l'objectif de la Commune de Saint Georges d'Orques consistait en la réalisation de 90 logements. Le bilan de cette période fait état d'une progression de la réalisation à hauteur de 50 logements. Au vu de ce taux de réalisation et du taux de logements locatifs sociaux réalisés sur la Commune, Monsieur le Préfet de l'Hérault, par arrêté n°DDTM34-2020-09-11369 du 18 décembre 2020 a renouvelé le constat de carence.

Depuis la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion (article L.210-1 du Code de l'urbanisme), l'exercice du droit de préemption est transféré au représentant de l'État dans le département pendant toute la durée de l'arrêté portant constat de carence. Sur la Commune de Saint Georges d'Orques, le droit de préemption urbain et renforcé a ainsi été délégué par l'Etat à l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 07 février 2022.

Dans ce contexte, par convention signée le 21 janvier 2022, le représentant de l'Etat dans le département de l'Hérault, la Commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole ont confié à l'EPF Occitanie une mission d'acquisitions foncières sur les périmètres de la Commune où la production de logements est possible. Pour la mise en œuvre de cette mission, un engagement financier prévisionnel de 2 000 000 € était prévu pour la durée de la convention soit sur une durée de 6 ans.

La Métropole s'y engage à accompagner la Commune en termes d'ingénierie, en assurant les évolutions des documents d'urbanisme, des outils d'action foncière, et en intégrant dans sa programmation les aides à la pierre nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, tout en facilitant les rapprochements avec les bailleurs sociaux si cela est nécessaire.

En parallèle, la commune a souhaité signer avec l'EPF Occitanie une convention pré-opérationnelle

spécifique sur les copropriétés de l'Orée de Montpellier en janvier 2019.

Les obligations de rachat au titre de ces deux conventions portent sur la Commune.

Au regard des évolutions souhaitées par la Commune, il est sollicité de procéder à la signature d'un avenant n°1 à la convention de carence portant à la fois sur l'augmentation de l'enveloppe budgétaire de 2 millions d'euros à 4 millions d'euros et de modifier la clause d'actualisation de prix de cession à partir de la 4<sup>ème</sup> année révolue, et non plus la 4<sup>ème</sup> année à compter des paiements intervenus par l'EPF Occitanie. Pour ces motifs, les articles 3.2 et 7.6 de la convention de carence désignée du 21 janvier 2022 sont proposés à la modification, par un avenant n°1 à la convention de carence.

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de carence entre l'Etat, la Commune de Saint Georges d'Orques, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune Saint Jean de Védas - Secteur cœur de village  
- Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole,  
l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Jean  
de Védas - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le contexte global de densification du tissu urbain de la Commune comptant actuellement 11 000 habitants, Saint Jean de Védas a souhaité accompagner la mutation d'un village vers une ville de 15 000 habitants et garantir une cohérence urbaine entre les anciens et nouveaux quartiers.

Dès 2017, la commune a créé, par modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU), un Périmètre d'Attente et de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) sur le secteur dit « *Extension du Cœur de Ville* ». Ce secteur considéré comme un élargissement du cœur villageois depuis le village patrimonial jusqu'au quartier nouveau de Roque Fraïsse, englobe les faubourgs vigneron, le quartier de l'Ortet et l'îlot de l'ancienne cave coopérative. Dans ce cadre, la Commune a réalisé une étude urbaine sur ce secteur, dont les ambitions étaient de favoriser l'émergence d'une centralité forte et attractive, nécessaire pour la Ville, en répondant aux enjeux identitaire, de fluidité des espaces publics et d'accompagnement du processus de densification urbaine.

S'appuyant sur un diagnostic complet du secteur analysé sous différentes approches, un plan d'actions a été défini par la Commune pour transcrire les objectifs suivants sur ce périmètre :

- Apaiser l'espace public et favoriser les usages cycles et piétons ;
- Maîtriser le potentiel de densification et identifier les fonctions d'usages ;
- Conforter le cadre paysager et climatique.

La synthèse de ces objectifs a permis de définir les principes programmatiques de réinvestissement urbain sur ce secteur, objet de pressions foncières.

Dans ce contexte, la Commune a instauré en décembre 2021 un périmètre d'étude au sens de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme sur l'ensemble du périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pour mener à bien cette démarche d'accompagnement du développement de la Commune, la Commune de Saint Jean de Védas, l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu, dans un premier temps, la signature d'une convention pré-opérationnelle afin :



- De réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- D'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- De mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

C'est dans ce cadre qu'une convention pré-opérationnelle est proposée, visant à définir les engagements et obligations prises par les trois parties à la convention pour une durée de 5 ans et selon un engagement financier de l'EPF de 4,9 millions d'euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pré-opérationnelle entre la Commune de Saint Jean de Védas, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Vente du terrain cadastré BB 352 à la société VESTIA - 160 avenue de Bigos - Approbation**

Par délibération du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire du terrain cadastré BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> situé 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques (PAE) du Salaison, a approuvé la mise en vente publique de bien.

En effet, dans le cadre du développement économique du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée d'un Plan d'Accompagnement et de Concertation Territoriale Economique (M'PACTE) visant à favoriser la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur son territoire. Elle a engagé sur le PAE du Salaison, créé en 1965, un projet de requalification visant à renforcer son attractivité, à optimiser le foncier existant et à renforcer la trame paysagère en préservant la ripisylve du Salaison.

La première phase de requalification du site a permis de mobiliser une vingtaine d'hectares de foncier pour développer près de 50 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et accueillir plus de 50 nouvelles entreprises.

La seconde phase concerne la revalorisation de la façade urbaine du parc d'activités économiques située le long de la route métropolitaine RM 613 et la conduite d'actions de préservation des trames bleue et verte existantes, leur consolidation par de nouvelles plantations et l'amélioration de leurs fonctions écologiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase de requalification, la Métropole a proposé la mise en vente publique de la parcelle de terrain cadastré BB 352 en lançant un appel à projets en vue de trouver un acquéreur pour la réalisation d'un programme multi-activités d'une surface de plancher minimale de 4 500 m<sup>2</sup>.

Il a été proposé une sélection des candidats en deux phases :

1. Une sélection de quatre candidats par une commission *ad hoc* composée d'élus de la Métropole et de la Commune de Vendargues après publicité, sur la base des critères suivants : références de l'acquéreur et de son équipe en matière de réalisation de programmes comparables (30%), sa capacité financière à acquérir et à porter le projet (20%) et la démonstration d'une première approche sommaire des intentions d'aménagement, les interactions entre les différents membres potentiels de l'équipe et la programmation envisagée (50%) ;
2. Une sélection de l'acquéreur final sur la base d'un projet, dont la faisabilité sera techniquement et financièrement assurée sur la base des critères suivants : l'intégration et l'organisation

fonctionnelle de l'opération (40%), le respect du programme et la pertinence des propositions (40%), l'offre financière et le montage opérationnel (20%) sur la base d'un prix-plancher de 900 000 € HT nets vendeurs, basé sur une valorisation de charges foncières à 200 €/m<sup>2</sup> pour la création *a minima* de 4 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Le 16 septembre 2022, date limite de dépôt des offres d'acquisition, dix dossiers ont été déposés. La Commission précitée qui s'est réunie le 8 décembre 2022 a sélectionné quatre candidats pour participer à la deuxième phase de mise en vente. Les quatre candidats ont été auditionnés par la Commission le 9 mars 2023 pour constater le degré qualitatif des quatre projets. Après cet entretien, la date de remise des offres a été fixée au 9 mai 2023.

Après analyse des trois offres déposées, un candidat ayant décliné sa participation à la 2<sup>ème</sup> phase, la société VESTIA a été désignée comme lauréate de cet appel à projets. La Commission a fondé son avis notamment sur la prise en compte des contraintes hydrauliques du secteur, la qualité architecturale de l'opération, ainsi que la prise en compte du développement durable. En effet, le projet, d'une surface de plancher de 5 750 m<sup>2</sup> propose une construction de modules en bois, des stationnements de véhicules et programme, 32 % d'espaces libres sur la parcelles tout en respectant une programmation de locaux d'activités mixte correspondant aux besoins identifiés par la Métropole sur ce secteur.

Au vu de l'avis du Pôle des évaluations domaniales, il est donc proposé de suivre l'avis de la Commission et de procéder à la cession du terrain cadastré BB 352 sur la Commune de Vendargues à la société VESTIA au prix de 1 127 500 € HT.

Les conditions essentielles de la vente qui seront reportées au compromis sont notamment l'octroi d'un permis de construire purgé de tout recours en vue de la construction de l'immeuble ainsi que le respect de la programmation. Afin de garantir la pérennité des engagements pris sur la programmation, la Métropole souhaite mettre en place un processus d'agrément durant la commercialisation et disposer d'un pacte de préférence dont la durée et l'étendue sont à convenir d'un commun accord avec le lauréat de l'appel à projets. L'offre proposée par la société VESTIA sera rendue contractuelle en annexe à la régularisation de la vente.

Le planning prévisionnel proposé prévoit une obtention de l'autorisation d'urbanisme définitive à la fin du premier semestre 2024, induisant une régularisation de la vente par acte authentique avant la fin de l'année 2024. Les travaux devraient être terminés au premier trimestre 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la cession, dans les conditions essentielles décrites ci-dessus, de la parcelle cadastrée BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> située 160 avenue de Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques du Salaison, à la société VESTIA, dont le siège social est 26 Allée Jules Milhau à Montpellier, au prix de 1 127 500 € HT nets vendeur ;
- D'autoriser la signature du compromis de vente puis de l'acte authentique, et de saisir en ce sens un office notarial ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Environnement - Carrefour des Déchets - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et idealCO - 7 et 8 septembre 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Pour accompagner les collectivités dans la réduction et la gestion des déchets avec des actions concrètes et des moyens performants, la mise en place efficace du tri à la source des biodéchets conformément aux obligations réglementaires, ou encore pour répondre aux interrogations sur le devenir des installations de traitement, IdealCO anime depuis 1996 deux communautés professionnelles « *Interdéchets* » et « *Traitement des déchets* », rassemblant plus de 18 000 professionnels.

Montpellier Méditerranée Métropole illustre cet engagement par le fort volontarisme de sa stratégie zéro déchet et ses priorités basées sur la prévention, la réduction, le tri sélectif en général et notamment le tri à la source des biodéchets par tous les moyens.

Aussi, la Métropole accueille et co-organise les 13<sup>èmes</sup> Assises Nationales de la Prévention et Gestion Territoriale des Déchets, rebaptisées « *Carrefour des Déchets* » les 7 et 8 septembre 2023 à Montpellier, au Corum, en partenariat avec les acteurs institutionnels locaux.

La Métropole disposera, en qualité de partenaire, d'un droit d'orientation sur les thèmes du programme de la manifestation en accord avec le Comité de Pilotage, d'un affichage sur l'ensemble de la manifestation avec interventions lors des ateliers, affichage du logo de la Métropole sur l'ensemble des documents d'édition dans la rubrique « *co-organisé avec* », d'un édit, d'invitations et de la présence de la Métropole sur l'espace exposition du Carrefour

Le financement forfaitaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 80 000 € TTC pour organiser le Carrefour des Déchets à Montpellier. Ces engagements sont formalisés dans une convention de partenariat.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et idealCO, concernant l'accueil du Carrefour des National des Déchets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle pour l'usage de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis 2007, une convention réglait les modalités d'accueil des usagers des communes de Mireval et Vic-la-Gardiole et de répartition et de facturation des charges d'exploitation de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole) à Thau Agglo (aujourd'hui Sète Agglopôle Méditerranée). Cette convention a été renouvelée une première fois pour les années 2013 à 2018, puis en 2019. Elle a été interrompue consécutivement aux travaux de réhabilitation opérés sur la déchetterie en 2021-2022 par la Métropole.

A la suite de la réouverture de la déchèterie rénovée, Sète Agglopôle Méditerranée souhaite nouer avec Montpellier Méditerranée Métropole un nouveau partenariat d'usage de la déchèterie, à destination des résidents de Mireval et Vic-la-Gardiole. Cette disposition s'inscrit parfaitement dans le cadre des coopérations territoriales engagées par les deux collectivités. Elle permet ainsi d'éviter la construction d'une déchèterie supplémentaire sur le secteur, d'optimiser les coûts de fonctionnement de la déchèterie pour Montpellier Méditerranée Métropole et de contribuer à la diminution des gaz à effet de serre en réduisant les distances de déplacement. En contrepartie des charges d'exploitation de la déchèterie lui incombant, réparties au prorata de la population totale des communes (suivant les dernières données de population légale publiées par l'INSEE sur la base du recensement de 2020 entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023), Sète Agglopôle Méditerranée propose pour sa part d'accueillir les encombrants issus de la déchèterie sur son Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Villeveyrac (site d'Oïkos).

La présente convention, établie conformément aux articles L- 5111-1-1 et R-5111-1 du Code général des collectivités territoriales, a pour objet de définir les futures modalités de mise à disposition de cet équipement de la Métropole aux habitants ayant droit des deux communes de Sète Agglopôle Méditerranée dans l'intérêt du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers géré par les deux EPCI. Les usagers des deux communes devront être munis d'une carte d'accès spécifiquement éditée et délivrée par Sète Agglopôle Méditerranée. A défaut de présentation de cette carte, les usagers ne pourront être admis. Le règlement du service des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole sera appliqué aux apports des usagers des deux communes.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an et demi environ, courant de sa date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2024.

Sur le plan financier, le montant des charges objet par cette convention est estimé, de manière prévisionnelle pour Sète Agglopôle Méditerranée, à 240 000 € par an avant déduction du traitement des encombrants à Oïkos, soit 80 000 € par an restant à la charge de Sète Agglopôle Méditerranée après cette déduction.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'usage de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Cycles de l'eau - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan de la concertation préalable - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec les communes de son territoire, a engagé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), afin de répondre à deux objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019 ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.

Parallèlement à cette démarche, l'élaboration d'un zonage pluvial intercommunal est nécessaire pour garantir la cohérence entre la planification de l'urbanisation et la prise en compte des effets de l'imperméabilisation des sols sur le petit et le grand cycle de l'eau.

En effet, l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

- *3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Le zonage pluvial intercommunal se substituera aux zonages existants à l'échelle communale, lorsqu'ils existent et s'ils disposent déjà de prescriptions sur la gestion des eaux pluviales. Il vise plusieurs objectifs, notamment :

- Disposer d'un zonage réglementaire cohérent pour l'ensemble de la Métropole, et adapté aux spécificités du territoire ;
- Proposer des prescriptions de gestion des pluies jusqu'à l'évènement centennal ;
- Favoriser l'infiltration des pluies dans le sol pour réduire le ruissellement et le risque associé, recharger et préserver les nappes, et réduire la pollution des milieux aquatiques.

Compte tenu de ses enjeux, le zonage pluvial intercommunal peut être soumis à une étude environnementale, conformément à l'article R.122-17 du Code de l'environnement.

Par délibération n°M2023-92, le Conseil de Métropole du 30 mars 2023 a approuvé les modalités de la concertation préalable. En application de l'article L.121-15-1 et conformément à l'article L.122-4 du Code de l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé cette concertation du lundi 17 avril au mercredi 31 mai 2023.

Pour informer le public, la concertation a fait l'objet d'une publicité dans le magazine *Montpellier Métropole en commun* n°22 d'avril-mai 2023, ainsi que dans le journal *La Gazette de Montpellier* n° 1815 du jeudi 30 mars 2023.

Une réunion de présentation du projet de zonage et de son règlement, des enjeux associés et des modalités de la concertation a été organisée le lundi 17 avril au siège de la Métropole, à laquelle un peu moins d'une dizaine de personnes a assisté, principalement les représentants des associations des quartiers situés le long du Lez à Montpellier.

Le dossier de la concertation préalable contenant le projet de règlement, le projet de cartes de zonage ainsi que le support de présentation de la réunion publique a été mis à disposition sur le site internet de la Métropole ainsi que sous format papier à l'accueil du siège de la Métropole. Aucune participation n'a été enregistrée sur le registre papier présent à l'accueil de la Métropole, et dix participations ont été enregistrées sur le site internet.

Au terme de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole tire le bilan suivant :

- La Commune de Grabels demande à classer sur la carte de zonage le secteur de la Valsière en zone 1. Au vu des éléments nouveaux sur ce secteur, notamment la mise en sécurité du CHU de Montpellier et la construction prochaine d'un bassin écrêteur de crues sur la Valsière, il est proposé de classer en zone 1 le secteur de la Valsière qui s'écoule vers Montpellier ;
- Une remarque porte sur l'actualisation des cartes diffusées dans le cadre de la concertation. Cette remarque n'est pas retenue car les cartes présentées lors de la réunion publique sont identiques à celles soumises à la concertation ;
- Deux remarques concernent des projets en cours sur le territoire sur les secteurs de Malbosc à Montpellier et Montpeyre à Saint Georges d'Orques. Les règles du zonage pluvial s'appliqueront sur les demandes d'urbanisme de ces projets si ces dernières sont déposées après approbation du zonage pluvial. Il est à noter que les services de la Métropole accompagnent déjà ces projets pour mettre en œuvre les principes de compensation de l'urbanisation et la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de ces opérations ;
- Trois remarques sont relatives au caractère actuellement inondable de certains secteurs de la Métropole sur l'avenue des Centurions et chemin de Substantion à Castelnau-le-Lez, les rues Moulin Gasconnet et Aiguelongue à Montpellier, la rue des Perrières à Castelnau-le-Lez, et une quatrième porte plus globalement sur l'inondabilité de l'ensemble du territoire. Le zonage pluvial permettra de réduire le risque inondation sur le long terme, en encadrant les nouveaux projets notamment ceux liés au renouvellement urbain. D'autres actions existent pour réduire les risques d'inondations, comme l'amélioration continue de la connaissance des risques et leur prise en compte dans l'urbanisme ou encore la réalisation des schémas directeurs hydrauliques pour accompagner certaines opérations d'ensemble ;
- Une remarque concerne la politique générale de maîtrise de l'urbanisation, et la demande d'une étude globale sur les bassins versants du Lez et de la Mosson. Cette remarque n'est pas en lien avec la concertation sur le zonage pluvial ;



- Une remarque précise que la désimperméabilisation au profit de matériaux perméables ou idéalement de surfaces végétalisées devrait commencer au plus vite.

A l'issue de ce bilan, il est proposé d'adapter le projet de zonage pluvial en prenant en compte la remarque émise par la Commune de Grabels sur la carte de zonage et de poursuivre la procédure d'élaboration du zonage pluvial.

Il sera ensuite proposé au Conseil de Métropole d'approuver le zonage et d'engager la phase d'enquête publique. Le zonage pluvial pourra ensuite être adopté par délibération du Conseil de Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au futur zonage pluvial sur le territoire de la Métropole ;
- De poursuivre la procédure d'élaboration du zonage pluvial,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Cycles de l'eau - Convention cadre de partenariat relatif au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL - Approbation - Autorisation de signature**

**Contexte du projet**

Par conventions approuvées par le Conseil municipal de Montpellier le 27 février 1992 et par le conseil du District de Montpellier le 26 février 1992, la Ville, le District de Montpellier et la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) ont défini les principes généraux :

- De l'alimentation par BRL en eau brute à des fins de potabilisation pour le secours et l'appoint du service des eaux de la Ville de Montpellier et des communes alimentées par le système Lez ;
- De la mise en place et de la gestion par BRL des ouvrages du District nécessaires pour assurer le soutien d'étiage au fleuve Lez, dans le cadre de l'opération « *Lez Milieu Prioritaire* ».

Pour satisfaire les besoins en eau de la Ville et du District, dont la compétence est aujourd'hui exercée par la Métropole, il a été nécessaire que la Ville, le District et BRL réalisent précédemment des aménagements qui sont aujourd'hui interconnectés pour permettre à l'eau brute issue de la Concession régionale de répondre au besoin des usages de la collectivité. Ainsi, sur le territoire de la Métropole, l'architecture hydraulique des aménagements de la Concession régionale a été conçue, au fil du temps depuis 1992, et organisée de sorte qu'une partie des ouvrages ou de leur dimensionnement soit spécifiquement dédiée à la satisfaction des besoins en eau brute du secteur de Montpellier.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu le 1<sup>er</sup> mai 2011, une convention avec BRLE (filiale de BRL) ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles BRLE devait livrer l'eau brute non potable destinée à l'alimentation des réseaux communautaires de desserte, pour satisfaire des besoins d'irrigation à usage agricole et pour l'irrigation d'espaces verts publics et privés.

Ainsi, à la date d'établissement de la présente convention, les usages de l'eau brute issue de la Concession régionale répondent principalement à trois finalités :

- Maintenir dans le Lez un débit minimum instantané de 650 l/s au droit de la station d'épuration MAERA, conformément à l'arrêté préfectoral DREAL/DMMC-34-2020-002 en date du 14 avril 2020 ;
- Satisfaire des usages ne nécessitant pas le recours à une eau dont la qualité la destine à la consommation humaine : il s'agit des usages agricoles ou divers dont l'arrosage des espaces verts ou

le soutien d'étiage de cours d'eau ;

- Exercer la compétence eau potable confiée par la Métropole à la Régie et notamment satisfaire en période estivale et en secours les usages en eau potable. L'eau de la Concession régionale est ainsi traitée sur deux usines de potabilisation en maîtrise d'ouvrage de la Régie :
  - L'usine François-Arago qui traite majoritairement les eaux prélevées dans le karst du Lez mais qui peut aussi traiter les eaux de BRL ;
  - L'usine de Valedeau, en cours de conception, qui prévoit la potabilisation d'un débit de 750 l/s et dont la mise en service est prévue à l'horizon 2024.

Selon l'Union Européenne, l'Europe épuise ses ressources en eau douce et s'oriente vers une pénurie pouvant toucher 50% des bassins versants européens d'ici 2030. Le territoire de la Métropole est exposé à ce risque de pénurie particulièrement marqué sur le pourtour méditerranéen. En 2020 à Montpellier, il n'a plu que 362 mm et le territoire n'a produit que 28 Mm<sup>3</sup> d'eau douce. En conséquence, pour répondre à ses besoins, la Métropole a dû importer :

- 4 Mm<sup>3</sup> pour la fabrication d'eau potable ;
- 7,5 Mm<sup>3</sup> pour l'irrigation ;
- 12 Mm<sup>3</sup> pour le soutien à l'étiage du fleuve Lez.

Le territoire est en déficit récurrent de près de 23 Mm<sup>3</sup>/an mais parvient néanmoins à subvenir à ses besoins grâce aux installations mises en place dans les années 1950, qui permettent d'amener les eaux du Rhône en quantité suffisante. Les études de prospective conduites par l'Agence de l'eau apportent une objectivation des effets du changement climatique sur les écoulements du fleuve Rhône : la ressource n'est pas inépuisable mais restera relativement abondante.

Pour autant, les Parties signataires conviennent ensemble qu'il convient d'agir fortement à deux niveaux :

- Promouvoir les économies d'eau tant au niveau des réseaux que par des usages plus rationnels de l'eau ;
- Favoriser la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) là où elle présente peu d'impact sur le milieu naturel, c'est-à-dire sur les secteurs proches littoraux comme c'est le cas pour le territoire de la Métropole.

En cohérence avec cet engagement sociétal, BRL entend favoriser les usages de la REUT en innovant avec la Métropole et la Régie des eaux sur les possibilités de transport d'EUT ou d'eau brute dans ses réseaux, ou en limitant les contrats d'eau brute là où l'EUT peut satisfaire les besoins.

## **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre la Métropole, la Régie des eaux et le maître d'ouvrage concessionnaire régional, BRL, pour définir les grands principes de développement des usages de REUT à partir des aménagements hydrauliques destinés à répondre durablement aux besoins de la Métropole.

Elle vise en conséquence à préserver les intérêts de la Métropole, de la Régie des eaux et de BRL en fixant les règles de gouvernance pour favoriser l'approvisionnement en eau brute issue de la REUT, et en intégrant notamment les enjeux quantitatifs et qualitatifs d'évolution des usages de l'eau dans un contexte d'adaptation au dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité. Les principes définis par la convention visent à favoriser un meilleur accompagnement dans l'adaptation des pratiques agricoles et l'évolution des besoins urbains au plus près des réalités du territoire, notamment en optimisant les aménagements hydrauliques et en organisant leurs règles de gestion.

Les Parties se fixent ainsi comme objectif commun d'optimiser la création et la gestion de réseaux d'eau brute, qu'ils soient desservis par de l'eau issue du Rhône ou des EUT.

Cette démarche, engagée pour 8 ans, constitue pour les Parties une innovation et une expérimentation de gestion concertée et territoriale des ressources en eau de toutes natures et des besoins qu'elles peuvent satisfaire tout en veillant à promouvoir les économies d'eau par un raisonnement des usages

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL, relative au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Cycles de l'eau - Substitution de la Régie des Eaux à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des contrats accessoires à la délégation de service public visant l'exploitation de la station d'épuration MAERA - Approbation**

Par délibération en date du 24 juillet 1989 le Conseil du District d'Agglomération de Montpellier a confié à la Compagnie générale des eaux, devenue Véolia Eau CGE, l'exploitation de la station d'épuration de la Céreirède, devenue Maera, par traité d'affermage en vigueur du 1<sup>er</sup> août 1989 au 31 décembre 2014.

La délibération n°11708 en date du 25 juillet 2013 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la relance d'une délégation de service public pour le traitement des eaux usées de la station d'épuration du Maera.

Par délibération n°12567 en date du 30 octobre 2014 le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a attribué à Véolia Eau CGE une délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2021.

Cette délégation de service public a été prolongée par avenant, portant l'échéance du contrat au 31 décembre 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°M2021-102 en date du 29 mars 2021, a approuvé la gestion en régie des services publics de l'assainissement et non collectif.

Par délibération n°M2021-612 en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a étendu le périmètre de compétences de la Régie des Eaux, régie dotée d'une personnalité morale distincte de celle de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'autonomie financière, créée par délibération n°12901 du 28 avril 2015, en lui confiant notamment, en sus des missions prévues lors de sa création, l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole. Les statuts de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont également été modifiés par cette délibération du 14 décembre 2021.

Un marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable a été conclu le 9 septembre 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud en qualité de mandataire.

La mise au point n°1749560 notifiée en date du 9 septembre 2022 a déterminé que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution dudit marché global de performance, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans les conditions des articles L. 3131-1 à L. 3137-5 du Code de la commande publique.

La reprise en régie des services publics de l'assainissement collectif et non collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 a eu pour conséquence la substitution de plein droit de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité délégante, dans les droits et obligations de Véolia Eau CGE, délégataire, à l'échéance de la délégation de service public le 31 décembre 2022.

Cette substitution de plein droit implique que les contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, notamment la convention d'exploitation du site de production basé sur la station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site, ont été, au terme de la concession, transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Exploitant les services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution du marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera conclu le 9 septembre 2022 avec le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud ainsi que pour l'ensemble des contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production basé sur la station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'acter que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de tous les contrats accessoires à la délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site ;
- D'autoriser en conséquence la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, substituée à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à prendre toutes dispositions et signer tous actes, conventions, avenants et documents de toute nature rendus nécessaires pour l'exercice de cette compétence ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Cycles de l'eau - Coopération décentralisée - Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa (Mauritanie) - Conventions cadres de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa - Approbation - Autorisation de signature**

Si Montpellier a des jumelages et projets de coopérations sur chaque continent, Montpellier est également une ville résolument tournée vers l'Afrique. Les diasporas africaines qui y vivent et qui constituent plus de 65 % des étrangers résidant dans la commune, sont dynamiques, organisées et contribuent au rayonnement du territoire dans leurs pays d'origine, avec lesquels elles entretiennent des liens forts. Le choix fait par l'Etat en 2021 de Montpellier comme territoire d'accueil du Nouveau Sommet Afrique-France était une reconnaissance de cette identité montpelliéraine comme terre d'accueil et de diversité. Montpellier s'est pleinement investie dans cette trajectoire de redéfinition de la relation de la France au continent africain, faite de respect et d'enrichissement mutuel et de mise en valeur des forces de la société civile africaine.

Montpellier est bien déterminée à ce que cette dynamique de redéfinition des liens au territoire africain se prolonge et s'ancre dans la durée. C'est pour faire vivre cette promesse et pour continuer à développer les liens entre l'Europe, la France et l'Afrique, que la Métropole a ainsi décidé, d'une part, de poursuivre le travail entamé pendant le Nouveau Sommet Afrique-France, en organisant, à l'automne 2023, la première édition de la biennale Europe Africa à Montpellier. Ce forum permettra tous les deux ans à Montpellier, la rencontre entre les territoires et les citoyens africains et européens autour des thématiques que sont : la préservation de la ressource en eau, la culture et les Industries Culturelles et Créatives (ICC), le développement économique, le sport, et la coopération universitaire.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à confirmer la poursuite du projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de la Municipalité de Kiffa en Mauritanie.

#### **Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa**

Depuis plusieurs années, Kiffa, deuxième ville de Mauritanie est confrontée à un déficit de ressources en eau et à un vieillissement de son réseau d'adduction et de distribution. Parallèlement, les besoins sont en augmentation constante en raison de la sédentarisation de populations nouvelles à Kiffa. La ressource actuellement exploitée ainsi que les équipements de production et de distribution d'eau ne suffisent donc plus à répondre aux besoins, notamment des personnes les plus vulnérables vivant en périphérie de la ville.

En 2021, au regard d'une population de plus de 80 000 habitants, il faudrait produire environ 5 000 m<sup>3</sup>/jour pour satisfaire la demande de Kiffa. Or la Société Nationale des Eaux mauritanienne (SNDE) ne parvient à produire que 2 000 à 2 500 m<sup>3</sup>/jour selon les périodes de l'année. Enfin, l'examen préliminaire a révélé que la qualité de l'eau distribuée n'était pas satisfaisante.

La Municipalité de Kiffa a sollicité le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'objectif de mettre en place un dispositif plus performant d'accès et de gestion de l'eau potable à Kiffa en 2016. Après avoir mené plusieurs études de faisabilité d'octobre 2016 à juin 2018 (délibération n°14446), un dossier a été soumis à l'Agence Française de Développement (AFD) en 2019 (délibération n°M2029-462).

L'objectif général du projet : Renforcer l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa.

o Objectifs spécifiques :

- Meilleure gestion de l'eau et de l'assainissement par la Municipalité de Kiffa ;
- Augmentation du volume d'eau potable produit pour la Municipalité de Kiffa ;
- Amélioration de la distribution de l'eau à Kiffa ainsi que du contrôle de sa qualité ;

o Activités principales :

- Recrutement par la Municipalité de Kiffa d'un Agent de Maîtrise spécialisé dans le secteur de l'eau et l'assainissement (financé par la Municipalité de Kiffa) ;
- Réalisation d'une étude diagnostique globale du secteur de l'eau et de l'assainissement à Kiffa qui établira des recommandations opérationnelles. La réalisation de cette étude associera la Municipalité de Kiffa ainsi que la SNDE ;
- Formation d'agents de la Municipalité de Kiffa et de la SNDE dans le secteur de l'eau, l'assainissement, l'administration et le Système d'Information Géographique ;
- Appui matériel à la Municipalité de Kiffa en particulier des Services Techniques ;
- Réhabilitation du champ captant de Nekkat et réalisation de 2 à 3 nouveaux forages (en fonction des conclusions des diagnostics) ;
- Réhabilitation de 10 bornes fontaine stratégiques ;
- Achat et fourniture à la Municipalité de Kiffa d'un camion-citerne pour distribuer l'eau potable et d'équipements de moto pompage pour faciliter l'évacuation des eaux pluviales ;
- Conception et mise en place d'une stratégie de sensibilisation des populations sur le thème « *Eau Hygiène et Assainissement* » ;
- Plaidoyer auprès de bailleurs pour le financement d'interventions identifiées par l'étude diagnostique.

Au niveau du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- Un film présentant les réalisations du projet sera réalisé et diffusé sur le territoire de la Métropole notamment dans les milieux scolaires à travers la sensibilisation à l'accès à l'eau, à la solidarité internationale et en organisant des échanges d'expériences ;
- L'expertise des agents de la Métropole et de la Régie des Eaux, notamment dans le secteur de l'eau et l'assainissement mais aussi du Système d'Information Géographique, sera valorisée au titre du projet : mobilisation pour concevoir et animer des formations, participation aux instances de suivi du projet, apport d'une expertise technique.

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans soit 36 mois, il débutera fin 2023 et se terminera en 2026.

Le coût total du projet est estimé à 1 614 210 € (dont 1 420 000 € en monétaire et 194 210 € en valorisation) avec les bailleurs ci-dessous :

- Agence Française de Développement : 885 000 € (monétaire)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 400 000 € (monétaire)
- Municipalité de Kiffa : 22 320 € (valorisation)



- Société Nationale d'Eau de Mauritanie (SNDE) : 40 000 € (valorisation)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 266 890 € (135 000 € en monétaire et 131 890 € en valorisation)

Il est proposé une participation à ce financement à hauteur de 9,5% en monétaire par Montpellier Méditerranée Métropole soit 135 000 € ou 45 000€/an

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une Convention Opérationnelle et Financière qui sera établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa, ainsi que la signature d'une Convention Quadripartite qui sera établie entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Municipalité de Kiffa, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de Mauritanie et la Société Nationale d'Eau de Mauritanie (SNDE).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa ;
- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Municipalité de Kiffa, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement mauritanien et la Société Nationale des Eaux mauritanienne (SNDE) ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la septième édition de Futurapolis santé à Montpellier - Autorisation de signature**

*Le Point* est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

*Le Point* organisera les 13 et 14 octobre 2023 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 6 au dimanche 9 octobre 2022 l'Opéra Comédie de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole participera également aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point*.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la quatrième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature**

Produit par le Groupe *La Dépêche du Midi* qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1ère édition du forum « *Le Monde Nouveau* », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom.

La seconde et troisième éditions du forum « *Le Monde Nouveau* » se sont déroulées à Montpellier en 2021 et 2022.

La quatrième édition se déroulera au cœur du quartier Odysseum à Montpellier (complexe Planet Océan), du 14 au 16 septembre 2023 avec comme thématique majeure : « *Agir ensemble* ».

La Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC pour l'année 2023, répartie comme suit :

- 30 000 € pour la Ville de Montpellier ;
- 30 000 € pour la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat presse pour les expositions "Djamel Tatah, le théâtre du silence" et "Germaine Richier. Rétrospective" - Approbation - Autorisation de signature**

Du 10 décembre 2022 au 16 avril 2023, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a présenté *Djamel Tatah, le théâtre du silence*. Du 12 juillet au 5 novembre 2023, le musée Fabre présente *Germaine Richier, une rétrospective*.

Le *New York Times*, *Télérama* et *Mouvement* ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de *Djamel Tatah, le théâtre du silence*. *Arte*, *Télérama* et *Libération* ont manifesté quant à eux leur intérêt pour être partenaires de *Germaine Richier, une rétrospective*. Ces opportunités permettront d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

**Pour le projet d'exposition *Djamel Tatah, le théâtre du silence*, le musée Fabre s'est engagé :**

- **Envers *New York Times*** : Apposer le logo « *New York Times* » sur la totalité du plan de communication du musée Fabre, à savoir notamment lors des campagnes d'affichage, bannière sur la façade du Musée, insertions presse, dossiers de presse avec page dédiée aux partenaires, en français, cartons d'invitations et affichettes. A offrir 30 billets d'entrée et 1 catalogue d'exposition. Communication estimée à une hauteur de 44 000 €, mais par les accords d'échange, cela revient à 0 €. Et acheter d'une campagne digitale ciblant "*Art et design enthusiasts*" se composant d'une semaine chacune, au lancement de l'exposition et en relance en, ciblant le lectorat "*art enthusiasts*" du nytimes.com (géolocalisées en France, Suisse, Allemagne, Angleterre et USA – budget de 5 000 € TTC) ;
- **Envers *Télérama*** : Apposer le logo « *Télérama* » sur l'ensemble de la communication print et digitale relative à l'événement (affiches, flyers, tracts, site internet avec lien, programme etc.). La reproduction du logo de *Télérama* devra être conforme à sa charte graphique. Le musée Fabre mettra à disposition un bandeau digital avec l'offre d'abonnement promotionnel et/ou un bandeau digital avec le lien rédactionnel *Télérama* dans une des newsletters et à participer aux frais techniques à hauteur de 216 € TTC ;

- **Envers Mouvement** : Apposer le logo « *Mouvement* » sur la totalité du plan de communication du musée Fabre, à savoir notamment lors des campagnes d’affichage, bannière sur la façade du Musée, insertions presse, dossiers de presse avec page dédiée aux partenaires, cartons d’invitations et affichettes. Communication estimée à une hauteur de 8 200 €, mais par les accords d’échange, cela revient à 1 440 € TTC.

L’ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 6 656 € TTC, hors visites, catalogues et billets d’entrées offerts.

**En contrepartie**, les partenaires s’engagent à faire un large écho à l’événement :

- **New York Times** s’engage à produire une campagne digitale et à proposer deux insertions 1/4p n&b ;
- **Télérama** s’engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l’édition « *Télérama nationale* » qui paraît le 04 janvier 2023, ainsi qu’un espace dans sa newsletter « *la Quotidienne* » adressée à 110 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre. Cette newsletter sera envoyée aux alentours du lancement de l’exposition, soit 18 décembre 2022. Et à donner accès à *Télérama Sorties* : plateforme de mise en relation entre leurs abonnés et les acteurs culturels. Elle est visible sur la home de *telarama.fr* et promue via des e-mailings et/ou Newsletters quotidienne ou dimanche (enfants), bandeau web ou print auprès de nos abonnés digitaux et/ou vers tous. Le musée pourra y proposer des « *sorties* », exclusivement réservées à leurs abonnés ;
- **Mouvement** s’engage à dédier ½ page dans le n°116, correspondant à la parution trimestrielle de décembre, janvier et février, ainsi qu’à insérer 1 pavé annonçant l’exposition et renvoyant vers la page dédiée à l’exposition sur le site du musée Fabre dans tous les articles pendant une semaine sur le site internet. Ainsi qu’à dédier 1 pavé annonçant l’exposition dans leur newsletter.

**Pour le projet d’exposition « Germaine Richier, une rétrospective », le musée Fabre s’engage :**

- **Envers Arte** : Apposer le logo « *Arte* » sur l’ensemble du plan média, sur les différents supports de communication (print et web), ainsi que sur la signalétique de l’exposition. Offrir 10 billets (pour deux personnes) afin de participer au jeu concours, et fournir un catalogue de l’exposition. Communication estimée à une hauteur de 80 000 €, grâce aux accords d’échange, cela revient à 0 € ;
- **Envers Télérama** : Apposer le logo « *Télérama* » sur tous les supports de communication (affiches, flyers, tracts, site internet impératif avec lien, programme, etc...). Offrir des billets d’entrées pour l’exposition destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 216 € TTC ;
- **Envers Libération** : Apposer le logo « *Libération* » sur l’ensemble des éléments de communication de l’exposition. Il fait mention du nom « *Libération* » dans les supports de communication relatifs au partenariat. Communication estimée à une hauteur de 107 600 € HT, grâce aux accords d’échange, cela revient à 5 400 € TTC.

L’ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 5 616 € TTC, hors visites, catalogues et billets d’entrées offerts.

**En contrepartie**, les partenaires s’engagent à faire un large écho à l’événement :

- **Arte** s’engage à diffuser une annonce coup de cœur de 20 secondes pour présenter l’exposition, soit 10 passages pendant une semaine entre juillet et octobre 2023 (à l’antenne, site et réseaux sociaux) ;

- **Télérama** s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraît le 12 juillet (date à confirmer), à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 110 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés ;
- **Libération** s'engage à proposer deux insertions au format 1/3 de page et une format bandeau au lancement de l'exposition, de bannières sur le site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux et application,

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions de partenariat avec ces partenaires presse ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Hors commission - Montpellier 2028 - Candidature au titre de capitale européenne de la culture - Stratégie d'action pour le second tour - Approbation**

Avec tout un territoire, Montpellier s'est engagée en mars 2022 dans une démarche de candidature au titre de capitale européenne de la culture pour l'année 2028. Cette candidature a été conçue comme un plaidoyer pour la culture et l'affirmation d'un véritable désir d'Europe. Au lendemain d'une longue crise sanitaire qui a éprouvé le secteur de la création et du patrimoine, et au moment même où la guerre en Ukraine conduit à être solidaires d'un pays en lutte pour ses libertés et son indépendance, il est fait le choix d'affirmer l'importance et la force de l'Europe, de la culture comme facteur de paix et de dialogue, pour rapprocher les personnes et les territoires. Ce plaidoyer européen pour la culture s'inscrit dans un contexte de fragilisation de territoires aujourd'hui travaillés par des fractures de nature diverse : citoyenne (défi démocratique), écologique (défi climatique et biodiversité), économique et sociale (accroissement des inégalités).

Pour porter ce plaidoyer, tout un territoire s'est uni et rassemblé au sein de l'association Montpellier 2028 :

- La Ville de Montpellier ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Sète ;
- La Communauté d'agglomération Sète Agglopôle Méditerranée ;
- La Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée ;
- La Communauté de communes du Grand Pic-Saint-Loup ;
- La Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault ;
- La Communauté de communes du Pays de Lunel ;
- La Communauté de communes Terre de Camargue ;
- La Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Le territoire de cette candidature est celui d'un regroupement volontaire de cités qui mêlent espaces urbains et naturels, situées au bord d'une mer commune à tant de peuples et qui a connu tant de civilisations, entre étangs, canaux et premiers escarpements d'un des plus vieux massifs montagneux d'Europe.

#### **La candidature Montpellier 2028 s'est construite autour de 3 piliers :**

- **Relier**, soit relier les individus et valoriser une Europe territorialisée, vécue à échelle humaine, horizontale, transnationale, favoriser les coopérations. Mais aussi se relier au vivant soit modifier l'esthétique relationnelle, changer le rapport au vivant ;

- **Acter**, soit prendre en compte, intégrer que ce soit la science, le donné, le vivant, comme affronter la complexité et repérer les expérimentations. Agir, « *encapaciter* », favoriser les démarches horizontales et renforcer la capacité à agir et l'autonomie ;
- **Célébrer**, soit construire un temps de l'événement, un temps qui fasse sens pour les communautés d'acteurs, un temps qui construise des repères historiques. Donner du sens au commun, célébrer la paix, la solidarité, la science, et célébrer la relation au vivant.

**En regard de ces 3 piliers, la programmation artistique de l'année 2028 s'appuie sur trois axes artistiques :**

**1) L'eau qui nous relie :**

- Les territoires de l'eau : parcourant les territoires, l'eau est constitutive de cultures. Il s'agit d'interroger ces cultures, de relier, de faire évoluer ;
- L'eau qui nous constitue : vecteur du commun, l'eau est une ressource rare. Il s'agit alors d'interroger notre rapport au vivant, de déplacer nos esthétiques ;

**2) Futur en série :**

- Construire de nouveaux récits de la mutation ;
- Désacraliser le rapport à l'œuvre, bâtir des esthétiques évolutives qui intègrent le réel et la science ;

**3) Trans ?**

- « *Trans* » entendu comme ce qui passe, ce qui s'écoule ;
- Interroger un préfixe problématique et emblématique de l'époque (transnational, transgénérationnel, transition, transdisciplinaire...) ;
- Enfin, la transe, c'est aussi l'un des états de la célébration.

**Financements :**

Le projet de Montpellier 2028, capitale européenne de la Culture, s'appuie sur un budget global prévisionnel établi à 62 millions entre 2022 et 2028, détaillé comme suit :

<b>Revenus du secteur privé</b>	<b>8 025 000 €</b>	<b>13%</b>
Billetterie, merchandising	1 830 000 €	
Mécénat, sponsoring	6 195 000 €	
<b>Revenus du secteur public</b>	<b>53 975 000 €</b>	<b>87%</b>
Ville de Montpellier	8 320 000 €	
Montpellier Méditerranée Métropole	16 930 000 €	
Autres revenus publics (Europe, Etat, collectivités...)	27 225 000 €	
Prix Méline Mercouri	1 500 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>62 000 000 €</b>	

Les principaux postes de dépenses prévisionnelles sont les suivants :

Dépenses liées au programme	39 860 000 €	64%
Promotion et marketing	9 850 000 €	16%
Salaires, frais généraux et administration	9 170 000 €	15%
Autre (aléas et plan d'urgence)	3 120 000 €	5%
<b>Total des frais de fonctionnement</b>	<b>62 000 000 €</b>	

La participation pluriannuelle de Montpellier Méditerranée Métropole à ce budget s'établit à 16 930 000 €.

L'année 2023 a également permis de mener un premier travail de mobilisation des partenaires qui ont été nombreux à répondre présents et à s'engager dans la démarche de candidature de Montpellier 2028 : ainsi,



aux côtés des mécènes fondateurs de l'association M28 en 2022, de nombreux mécènes soutiennent en 2023 la démarche, à hauteur d'un million d'euros.

### **Calendrier - Rappel des grandes étapes passées et à venir :**

#### **2022 :**

- **31 mars 2022** : lancement officiel de la candidature de Montpellier 2028 ;
- **Juin 2022** : lancement du premier appel à projet aux acteurs culturels du territoire élargi de la candidature ;
- **De mai à juin 2022** : ateliers organisés sur le territoire de la candidature avec les acteurs de la société civile et acteurs culturels autour de grandes thématiques en vue de nourrir le projet de Montpellier 2028 ;
- **Août à décembre 2022** : déploiement de la programmation née de l'appel à projet #1 sur l'ensemble du territoire ;
- **18 octobre 2022** : lancement du deuxième appel à projet ;
- **21 décembre 2022** : dépôt du dossier de candidature au ministère de la Culture ;

#### **2023**

- **De février à décembre 2023** : déploiement de la programmation 2023 née de l'appel à projet #2 ;
- **1<sup>er</sup> mars 2023** : Grand oral - présentation du projet devant le jury par la délégation de Montpellier 2028 ;
- **3 mars 2023** : annonce des 4 villes retenues par le jury européen (Montpellier, Clermont-Ferrand, Bourges, Rouen) ;
- **Entre avril et juin 2023** : rencontres et ateliers avec les acteurs de la société civile et acteurs culturels autour des grands enjeux du projet et de la programmation de l'année 2028 ;
- **6 et 14 juin 2023** : ateliers de partage autour de la stratégie culturelle avec les communes de la Métropole ;
- **11 juillet 2023** : vote de la délibération validant l'engagement financier pluriannuel de la Métropole en cas de victoire ;
- **Juillet 2023** : rédaction du deuxième dossier de candidature ;
- **1<sup>er</sup> novembre 2023** : date limite de dépôt du dossier de candidature ;
- **Entre le 20 et le 24 novembre** : visite du jury sur le territoire ;
- **Entre le 27 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre** : Grand oral #2 - Présentation du projet M28 au jury ;
- **Décembre 2023** : désignation du territoire lauréat.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'engagement de la Métropole comme candidate au titre de Capitale Européenne de la Culture selon la programmation et les conditions énoncées ci-dessus ;
- D'approuver l'engagement financier pluriannuel de la Métropole ;
- De prendre acte du calendrier prévisionnel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année est soutenue l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la culture, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

<b>THEMATIQUE = CULTURE</b>				
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DOSSIER</b>	<b>DISPOSITIF</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE</b>
FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN	00000908	(3M) Culture - Arts	Fonctionnement	10 000,00
MONTPELLIER DANSE	00001186	(3M) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
THEATRE DES TREIZE VENTS	00001274	(3M) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
ECOLE MUSIQUE FRANCINE NORDLAND	00002249	(3M) Culture - Musique	Projet	5 000,00
OCCITANIE FILMS	00001313	(3M) Culture – Cinéma, Audiovisuel Industries Créatives	Projet	4 500,00
<b>TOTAL</b>				<b>119 500,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2023, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

#### **1 – Université de Montpellier**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 14 au 15 décembre 2023, à la Faculté de droit et de science politique, un colloque intitulé « *le territoire dans tous ses états* ».

Cette aventure scientifique et humaine permettra de partager, avec la communauté scientifique française et internationale, ces grands thèmes de recherche. Environ 300 chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants en science politique et sociologie sont attendus.

Une subvention de 1 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **2 – Sunny Tech**

Sunny Tech, sous l'autorité de son Vice-Président Monsieur Joffrey NURIT, organise du 29 au 30 juin, à Sup Agro, le SUNNYTECH édition 2023.

Cet événement a pour but de permettre l'échange entre pairs autour de passionnés de technologie de l'informatique. Cet événement attire de nombreux professionnels (conférenciers, participants) et entreprises (sponsors, participants) de toute la France à Montpellier. Environ 500 participants sont attendus.

Une subvention de 3 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

THEMATIQUE : CONGRES			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	00002348	Le Territoire dans tous ses états	1 500 €
SUNNY TECH	00002332	Sunnytech édition 2023	3 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports (PMT) - Recours à l'engagement de Servir - Approbation**

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une police intercommunale nommée Police Métropolitaine des Transports (PMT). Cette police métropolitaine a vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et à accompagner notamment la prochaine gratuité des transports. Elle sera composée de 42 effectifs qui seront recrutés sur la période 2023-2024.

Dans ce cadre, il est envisagé de pourvoir un certain nombre de postes par concours. En effet, le concours est un gage d'investissement personnel du postulant et d'une légitime connaissance de l'environnement professionnel auquel il va être confronté. Tout recrutement par le biais d'un concours engendre une obligation de formation du futur policier municipal appelée Formation Initiale d'Application (FIA) d'une durée de 6 mois auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Cette volonté de la Métropole d'encourager le recrutement d'agents lauréats du concours doit se traduire d'un point de vue opérationnel par une stabilisation des effectifs et la préservation de ces emplois issus de concours pendant un certain nombre de mois.

Dans ce contexte, il est proposé de recourir à l'article L. 423-10 du Code général de la fonction publique relatif à l'engagement de servir des policiers municipaux. Depuis janvier 2022, ce dispositif permet aux communes ou établissements publics ayant recruté des agents issus du concours de leur proposer la signature d'un engagement de servir, pour 3 ans.

En cas de rupture de cet engagement, l'agent rembourse, à la demande de l'employeur territorial, une somme forfaitaire qui prend en compte le coût de sa FIA. Les modalités de calcul de ce montant forfaitaire tiennent compte du temps passé par l'agent sur son poste après sa titularisation, conformément aux taux applicables aux fonctionnaires des trois cadres d'emplois de la police municipale. Une dispense totale ou partielle peut être accordée à l'agent qui rompt son engagement pour des motifs impérieux, notamment tirés de son état de santé ou de nécessités d'ordre familial.

La mise en place d'une obligation de servir, à compter de la titularisation de l'agent, permettrait de fidéliser les emplois pourvus et participerait au maintien d'un effectif stable au sein de ce service.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la mise en place d'un engagement de servir pour les agents de la police métropolitaine des transports ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports - Mise en place de la verbalisation électronique - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 7 juin, 2021, la création d'une Police Métropolitaine des Transports, a été approuvée. Le Conseil de Métropole du 4 avril 2023 a autorisé la signature de la convention intercommunale de coordination des interventions de la Police Métropolitaine des Transports avec les forces de sécurité de l'Etat. Cette convention a été signée le 7 juin 2023.

Cette police métropolitaine à vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et, de manière ponctuelle, sur des événements dits « *de risques majeurs* » ou sur des événements d'envergure métropolitaine à caractères festifs, culturels, sportifs, générateurs de fortes affluences. Pour pouvoir assurer les missions dévolues aux agents de la Police Métropolitaine des Transports (PMT), notamment en matière de verbalisation des incivilités, manquements divers aux règles d'usages des transports en communs, tout comme au respect du Code de la route sur les axes utilisés par les véhicules de transports en communs, et de manière générale à toutes les missions dévolues aux agents policiers pour lesquelles les procédures d'amendes forfaitaires sont prescrites, il est nécessaire de doter les agents de la PMT, de moyens de verbalisations électroniques.

Ces moyens de verbalisation se traduisent par la signature d'une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), en lien avec Monsieur le Préfet de l'Hérault. Les principaux objectifs du Procès-Verbal Electronique sont la dématérialisation du recueil des infractions par :

- La rationalisation de l'organisation et la sécurité des procédures ;
- L'assurance de l'équité entre les contrevenants ;
- L'augmentation du taux de paiement des amendes ;
- La centralisation et l'automatisation du traitement des procès-verbaux ;
- L'information complète du contrevenant ;
- Un système sûr, équitable, rigoureux et transparent pour toutes les personnes verbalisées.

Il incombe ensuite à la PMT de se doter du matériel répondant aux normes de l'ANTAI.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANTAI pour la mise en œuvre du Procès-Verbal Electronique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Astreinte Police Métropolitaine des Transports - Modalités de mise en œuvre - Approbation**

Dans le cadre du déploiement de la Police Métropolitaine des Transports (PMT) qui sera composée à terme de 42 agents, il est nécessaire pour assurer un fonctionnement optimal du service de prévoir un régime d'astreintes afin de garantir la continuité du service public conformément aux points actés dans le cadre de la convention intercommunale de coordination signée par les 31 maires des communes de la Métropole et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

A ce titre la convention intercommunale de coordination de la PMT prévoit notamment à l'article 2 de :

- Renforcer le niveau de réponse opérationnelle aux situations d'incivilités, de délinquance sur le réseau de transports en commun ;
- Soutenir les personnels de la société d'exploitation dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Gestion et sécurisation des grands événements à caractère pluri-communal et à rayonnement important ;
- Interventions dans le cadre des risques majeurs en appuis des polices municipales locales (inondation, feux de forêts, ...) ;
- Sécurisations des sites culturels, sportifs et de loisirs à caractère pluri-communal et métropolitain et générateurs d'affluence importante.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale

et en référence à l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur, applicable aux autres filières que la filière technique. Pour rappel, les indemnisations ou récupérations ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

A ces égards, il convient de pouvoir assurer une présence des agents en dehors des heures de présences normales de service particulièrement dans le cadre du soutien aux personnels de la TaM (incident majeur, crime ou délit...) et en appui aux communes membres dans le cadre des risques majeurs (climatiques, technologiques...).

Parallèlement, il convient d'acter les astreintes nécessaires pour les cadres de la PMT afin de leur permettre de rester joignables et opérationnels dans l'objectif de répondre aux différents acteurs et partenaires (GN, PN, PMs locales, Elus, Direction...) et aux agents engagés sur le terrain.

#### Modalités générales :

Les cadres d'astreintes tout comme les agents sont directement joignables sur un téléphone portable professionnel (portable de dotation dans le cadre de leurs missions de voie publique). Les périodes d'astreintes sont fixées à l'avance par la direction de la PMT. De manière générale elles s'articulent sur une semaine entière du lundi matin au lundi matin suivant.

L'articulation de l'astreinte s'établit sur plusieurs degrés :

Premier degré : le cadre de direction d'astreinte prend en compte la demande qui doit émaner d'une autorité du PSTP, d'un Maire ou du Président de la Métropole ;

Second degré : le responsable de vacation ou d'équipe est avisé par le cadre de direction, il a la charge de mobiliser les équipes de terrain d'astreintes.

#### Astreinte des cadres de direction (administrative et opérationnelle) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le Pool d'astreinte des cadres de direction comprend 2 agents d'astreinte à la semaine :

1 cadre de premier niveau d'astreinte par semaine : Responsable PMT, Responsable Adjoint PMT, Responsable suppléant désigné ;

1 Cadre de deuxième niveau d'astreinte par semaine : Responsable de vacations ou adjoint au responsable. Mobilisable dès lors qu'il est sollicité par le cadre de premier niveau.

#### Astreintes des agents de terrains (opérationnelles) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le pool d'astreinte des agents de terrains comprend 4 agents d'astreinte à la semaine :

Agents de la PMT d'astreinte : Mobilisables dès lors qu'ils sont sollicités par l'astreinte cadre de direction. Les agents d'astreinte sont mobilisables en dehors de leurs heures de service effectives qui s'entendent de manière générale du lundi au vendredi, de 7h à 15h ou 13h à 21h. Les agents sont sous régime d'astreinte en dehors des horaires précités en fonction de leur plage horaire de vacation prévue par le planning.

Pour des nécessités de service et suivant l'organisation de celui-ci, elles peuvent s'articuler sur les durées suivantes conformément au décret en vigueur :

Lundi matin au Vendredi soir ;

Vendredi soir au lundi matin ;

Nuit de semaine ;

Samedi ;

Dimanche ou jour férié.

Comme évoqué ci-dessus une astreinte spécifique (nuit, week-end, jour de semaine) peut être décidée en cas d'évènement imprévu spécifique, pour exemple une alerte météo nécessitant un nombre d'agents supérieur à l'astreinte semaine initialement déployée.

### **Rôle et missions**

#### **Du Pool d'astreinte direction :**

En premier lieu le pool de direction répond aux exigences organisationnelles, administratives et opérationnelles de la PMT. Il assure une réponse rapide aux demandes émanant des agents et cadres de la PMT, mais également cadres du PSTP, maires et élus de la Métropole.

Les agents d'astreinte réceptionnent les appels provenant des partenaires extérieurs mais également des agents de la PMT déployés sur le terrain afin de pallier aux problématiques rencontrées dans leurs missions quotidiennes.

L'astreinte de premier niveau prend en compte l'appel, analyse la demande qui doit se conformer aux missions prévues par la convention de coordination. Il mobilise ensuite le cadre d'astreinte de deuxième niveau.

Le cadre d'astreinte du pool direction est l'interface entre les agents déployés sur le terrain et les élus des communes membres de la Métropole, il rend compte de l'activité de la PMT dans le cadre des pouvoirs de police de chaque maire.

#### **Du Pool d'astreinte des agents de terrains :**

Les agents de terrain sont mobilisés par le pool de direction. Le cadre d'astreinte de deuxième niveau prend part à la mobilisation des agents de terrain. Il s'engage avec eux sur le terrain et coordonne leurs missions dans le cadre de l'astreinte.

Ils agissent pour répondre aux missions revêtant un caractère d'urgence définie par la direction afin soit de renforcer les équipes déjà présente sur le terrain ou en cas d'absence d'agents afin de remplir les missions dévolues à la PMT.

Les agents sont appelés pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un évènement soudain ou imprévu.

Les agents de la PMT peuvent être amenés à intervenir pour tout évènement important impactant le territoire métropolitain et relevant soit de la sécurité civile (risques majeurs), soit de la sureté impactant le réseau de transports en communs (évènements climatiques, incendie, risques attentats...).

### **Modalités d'exemptions :**

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Avenant à la convention de service commun du Pôle Culture et Patrimoine - Approbation - Autorisation de signature**

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Le service commun du Pôle Culture et Patrimoine ainsi créé ne comprend à ce jour que les deux postes de co-directeur. Au vu de l'avancée de la réorganisation, il convient d'élargir le service commun du pôle Culture et patrimoine d'une part et y intégrer d'autre part l'ancien service commun direction de la Culture créé en décembre 2020 afin de répondre aux enjeux organisationnels.

Le service commun **Pôle Culture et Patrimoine** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes des services centraux, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu comprend les services suivants :

- La direction de pôle ;
- Le service rendez-vous culturels ;
- Le service création artistique et industries culturelles ;
- Direction déléguée développement des publics, partenariats et ressources hors service maîtrise d'ouvrage ;

- Unité patrimoine de la direction déléguée aux patrimoines et aux musées.

Le service commun du Pôle Culture et Patrimoine est rattaché à la Métropole.

La convention de service commun précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service communs Pôle Culture et Patrimoine ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Métropolitain de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés et mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour tenir compte des besoins de la collectivité :

#### ***I. Créations de postes permanents.***

Un poste est proposé en création nette. Quatorze postes sont proposés pour acter des évolutions de postes (transformation, évolution du temps de travail et pérennisation d'agents en mobilité contrainte) dont les suppressions correspondantes vous seront présentées lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Mission action extérieure et relations et relations internationales : un poste à temps complet dans le cadre de la transformation du cadre d'emplois du poste. En l'absence de Comité Social Territorial, la suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation, trois postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation :

- Un poste pour permettre de doter le pôle de moyens supplémentaires ;
- Un poste pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte ;
- Un poste pour faire évoluer le cadre d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, la

suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle culture et patrimoine : quatre postes permanents à temps non complet pour tenir compte de l'augmentation du temps de travail pour des assistants d'enseignement artistique. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle déchets et cycle de l'eau : six postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation et pour faire évoluer les cadres d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle ressources humaines : un poste à temps complet pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les quinze postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

## ***II. Mises en conformité***

Il est proposé la mise en conformité de trois postes au Pôle culture et patrimoine et d'un poste au Pôle moyens généraux tels que présentés en annexe 2.

## ***III. Création de postes non permanents (contrats de projet)***

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Deux postes sont créés au Pôle patrimoine immobilier et sobriété énergétique. Il s'agit de deux postes de catégorie A de la filière technique (ingénieur en chef), afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de concevoir et suivre les chantiers de construction. Les agents devront justifier d'un diplôme d'architecte. Les agents assureront à temps non complet :

- Les fonctions d'ingénieur thermicien à raison de 17 heures 50 hebdomadaire pour le premier poste ;
- Les fonctions d'ingénieur structures à raison de 14 heures hebdomadaire pour le second poste.

Un poste est créé au Pôle déchets et cycle de l'eau. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière technique (ingénieur) afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit d'effectuer les études et de piloter des actions pour le contrat grand cycle de l'eau Lez et Mosson.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Règlement relatif à la protection fonctionnelle des élus et des agents - Approbation**

La protection fonctionnelle désigne l'ensemble des mesures de protection et d'assistance dues par l'administration envers ses élus et ses agents afin de les protéger et de les assister contre les attaques dont ils font l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, en raisons de celles-ci, et à raison de faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.

Les textes régissant la protection fonctionnelle sont détaillés aux articles L. 134-1 et suivants du Code de la fonction publique, dans le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit et les circulaires FP n°2158 du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelle des agents publics de l'État et du 2 novembre 2020 visant à renforcer la protection des agents publics face aux attaques dont ils font l'objet dans le cadre de leurs fonctions. Il peut s'agir d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de violences, d'injures ou de diffamation, d'outrages etc., pouvant être commis par des agents ou élus ainsi que par des tiers (usagers et administrés, notamment).

De la même manière, un élu ou un agent faisant l'objet de poursuites civiles (faute de service) ou pénales peut se voir accorder la protection fonctionnelle jusqu'à l'établissement de la réalité des faits.

Elle peut être accordée aux élus, agents titulaires, contractuels, collaborateurs occasionnels, contrats aidés, aux anciens agents ainsi qu'au conjoint, concubin, partenaire de PACS, enfants et ascendants directs de l'agent.

Un lien de causalité entre le fait générateur de l'attaque ou l'agression et les fonctions exercées par l'agent ou l'élu doit être établi et aucune faute personnelle ne doit pouvoir être imputée à l'agent.

La protection fonctionnelle se matérialise généralement par deux grands axes :

- Actions de prévention et de soutien :
  - o Éventuelle mise en sécurité en faisant cesser la situation créatrice du dommage ;
  - o Soutien avec un rôle primordial de la hiérarchie ;
  - o Écoute et prise en charge psychologique et/ou médicale éventuellement ;
- Accord (ou non) de la protection fonctionnelle, conduisant à la prise en charge :
  - o Des frais d'avocats dans le cadre de procédures devant les tribunaux ;

- o Des frais de procédure devant les tribunaux ;
- o Des indemnisations en cas d'insolvabilité des auteurs d'infractions reconnus coupables.

Afin d'harmoniser le traitement des demandes et de fixer un cadre dans le cadre du 2<sup>e</sup> axe évoqué ci-dessus, un règlement (identique pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier) est proposé afin de pouvoir déterminer :

- La procédure administrative à suivre en interne avec le support de la hiérarchie ;
- Les modalités financières de traitement des dossiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du règlement relatif à la protection fonctionnelle, applicable aux élus et aux agents métropolitains ;
- De dire que les recettes et dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation**

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
Collège de déontologie des élus de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>3 personnalités qualifiées titulaires et 2 personnalités qualifiées suppléantes</i>
Montpellier Danse Conseil d'administration	<i>1 personnalité qualifiée en remplacement de Monsieur Patrick MALAVIEILLE</i>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver la désignation de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation**

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Le tableau figurant en annexe est modifié en ce sens.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

#### **I. Affectation du résultat du compte administratif 2022 du budget principal**

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 al 1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter : 148 905 486,09 €
- Résultat d'investissement hors reports : -124 476 856,01 €
- Solde des reports d'investissement : -1 365 704,20 €
- Besoin de financement de la section d'investissement : 125 842 560,21 €

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

#### **II. Affectation des résultats du compte administratif 2022 des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif**

A la suite de la suppression des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au 31 décembre 2022, et à l'adoption des comptes administratifs de ces budgets le 1<sup>er</sup> juin 2023, il convient de transférer les résultats de ces budgets annexes au budget principal.

Les résultats du budget annexe assainissement devront faire l'objet d'un transfert à la Régie des eaux et de l'assainissement à l'issue de l'exercice 2023, déduction faite des charges nettes supportées en 2023 par le budget principal de la Métropole pour la compétence assainissement pour les charges et produits concernant l'exercice 2022 payées ou encaissées en 2023 (dépenses - recettes).

Les résultats du budget annexe assainissement non collectif sont transférés à la Régie des eaux et de l'assainissement, assurant désormais la gestion de cette compétence.

Afin de transférer les résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « *Hélios* », il doit être procédé à la contraction des résultats de ces budgets annexes avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

- 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 127 693 319,83 €  
*(Contraction des résultats du budget principal 124 476 856,01€ + budget annexe de l'assainissement 3 231 281,88€ - budget annexe de l'assainissement non collectif 14 818,06 €)*
- 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 129 073 842,09 €  
*(Contraction des résultats du budget principal 125 842 560,21€ + budget annexe de l'assainissement 3 231 281,88 €)*
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 27 562 421,12 €  
*(Contraction des résultats du budget principal 23 062 925,88 € + budget annexe de l'assainissement 4 420 715,44 € + budget annexe de l'assainissement non collectif 78 779,80€)*
- 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'assainissement non collectif à la régie des eaux : 78 779,80 € ;
- 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de l'assainissement non collectif à la régie des eaux et de l'assainissement: 14 818,06 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal 2022 à la section d'investissement pour un montant de 125 842 560,21 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 23 062 925,88 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 124 476 856,01 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 125 842 560,21 € ;
  - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 23 062 925,88 € ;
- D'autoriser la reprise des résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 6 décembre 2022, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'assainissement. A la suite de l'adoption du compte administratif de ce budget le 1<sup>er</sup> juin 2023, il est proposé que les résultats constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux et de l'assainissement, déduction faite du montant des restes à réaliser intégrés au budget principal.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter : .....	7 651 997,32 €
- Résultat d'investissement hors reports : .....	-3 231 281,88 €

Il est proposé que les résultats du compte administratif 2022 constatés soient intégrés au budget principal.

A l'issue de l'exercice 2023, ces résultats feront l'objet d'un transfert à la Régie des eaux, finançant désormais les charges d'assainissement, déduction faite des charges nettes supportées en 2023 par le budget principal de la Métropole pour la compétence assainissement pour les charges et produits concernant l'exercice 2022 payées ou encaissées en 2023 (dépenses-recettes).

Ces dépenses et recettes sont suivies sur le budget principal 2023 grâce à un code analytique dédié.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 du budget annexe de l'assainissement à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 420 715,44€ ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 3 231 281,88 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 420 715,44 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 6 décembre 2022, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'assainissement non collectif. A la suite de l'adoption du compte administratif de ce budget le 1<sup>er</sup> juin 2023, il est proposé que les résultats constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux et de l'assainissement, assurant désormais la gestion de cette compétence. Il n'y a pas de restes à réaliser sur ce budget.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter:.....	78 779,80 €
- Résultat d'investissement:.....	14 818,06 €

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 du budget annexe de l'assainissement non collectif à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 78 779,80 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 14 818,06 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 78 779,80 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 78 779,80 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 14 818,06 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe  
Parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter: 3 823 559,09 €
- Résultat d'investissement hors reports : -85 530,42 €
- Solde des reports d'investissement : -675 644,16 €
- Besoin de financement de la section d'investissement : 761 174,58 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 à la section d'investissement pour un montant de 761 174,58 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 062 384,51 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 85 530,42 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 761 174,58 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 062 384,51 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 23 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT – article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1<sup>er</sup> juillet 2023 à 2 554 878 289 € sur le budget principal.

#### I. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2023 :

Il est proposé de réviser le montant des autorisations de programme suivantes :

#### **BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU -REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2023	AP APRES BS 2023
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE DE LA MOSSON	5 399 524	50 000	5 449 524
M21NBUS02	POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	9 587 967	1 089 295	10 677 262
<b>Somme :</b>		<b>14 987 491</b>	<b>1 139 295</b>	<b>16 126 786</b>

II. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

**BUDGET PRINCIPAL :**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMEPEG16	AMENAGEMENT PIEMONTS ET GARRIGUES	3 522 630
VOIPLO16	VOIRIE PLAINE OUEST	25 719 545
VOIVDL16	VOIRIE VALLEE DU LEZ	31 026 960
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	5 349 718
CULALG01	HOTEL MONTCALM - MOCO	22 500 000
CULCRR01	CITE DES ARTS	46 905 167
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 708 001
DEAFAB18	FABREGUES PROTECTION COULAZOU	4 915 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS - ANCIEN	11 803 080
DPVDEC18	MODERNISATION PARC DECHETERIES METROPOLE	6 972 000
DRICIN18	CITE INTELLIGENTE	7 110 000
DRIEXT18	EXTENSION DU SDAN (FIBRE)	9 313 207
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE	2 554 043
DUHPIE18	AIDES A LA PIERRE SUR FONDS PROPRES / PARC PUBLIC	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCES DU FENOUILLET	28 891 327
FONAMU05	ACQUISITIONS FONCIERES	117 023 083
MGBSUR18	TRAVAUX SURETE SIEGE METROPOLE	3 810 434
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	REHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	14 240 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
M18CIME01	CREATION D'UN CIMETIERE INTERCOMMUNAL	44 400 000
M18SBRN01	AMENAGEMENT AV NIMES	1 620 000
M18VEHI01	MISE A NIVEAU PARC VEHICULES DAT	4 108 516
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE : ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600

M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020-2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERTE DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
M21ESPP01	CŒUR DE METROPOLE : COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE	39 400 000
M21ESPP02	CŒUR DE METROPOLE : FOCH PEYROU ARCEAUX	17 720 000
M21GUNRJ1	GUICHET UNIQUE RENOV ENERGIE	16 641 500
M21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES	11 550 000
M21ALLU01	BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE	8 500 000
M21VEGE01	VEGETALISATION DE LA METROPOLE	2 000 000
M21SEC116	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116	1 200 000
M21TRAML5	POURSUITE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY	386 668 229
M21EXTLI1	EXTENSION DE LA LIGNE 1 DE TRAMWAY	46 916 508
M21ROUL02	MATERIEL ROULANT TRAMWAY	180 000 000
M21DEPO02	NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES	60 000 000
M21OUES01	ESPACES PUBLICS LIGNE 5	33 371 040
M21OUES02	RESEAUX LIGNE 5	13 855 200
M21ECOC01	ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES	6 013 000
M21IRDI01	FONDS DE CAPITAL-RISQUE	4 600 000
M22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	18 389 200
M22CAMB01	ZAC CAMBACERES	10 930 000
M22LATT01	LATTARA : CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDES	8 127 236
M22PATC01	SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES	8 000 000
M22LATT02	LATTARA : AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE	7 139 000

M22FICC01	FONDS D'AIDE AUX INDUSTRIES CREATIVES ET CULTURELLES	3 600 000
M22OFS01	ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE (OFS)	2 700 000
M22RM002	CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5)	1 760 000
M22OPER01	PATRIMOINE : FACADES OPERA COMEDIE	1 280 000
M22RM001	CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLENEUVE LES MAGUELONE (RM185)	1 100 000
M22FEC01	FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES	10 000 000
AMECEB16	AMENAGEMENT CADOULE ET BERANGE	4 863 476
AMELIT16	AMENAGEMENT LITTORAL	9 362 704
AMEMTP16	AMENAGEMENT MONTPELLIER	36 746 853
AMEPLO16	AMENAGEMENT PLAINE OUEST	3 324 003
AMEVDL16	AMENAGEMENT VALLEE DU LEZ	5 859 662
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 776 609
DEAGRA18	GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL	4 300 000
DEASHV18	SCHEMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON	13 870 448
MGBRES18	RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP LOI SRU	1 676 885
M21ACCM02	POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	6 250 000
M21PAPI02	PAPI 2 LEZ JUVIGNAC	1 917 102
M22METRO01	REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTRAM	306 000 000
M22MROU01	REHABILITATION DE LA PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	5 980 000
M22NRJV01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN	1 506 825
NETMTP16	ENVIRONNEMENT MONTPELLIER	11 003 650
SOPAR01	PARC MULTI-GLISSE GERARD BRUYERE A BAILLARGUES	16 189 265
VOICEB16	VOIRIE CADOULE ET BERANGE	23 648 821
VOILIT16	VOIRIE LITTORAL	28 628 283
VOIMTP16	VOIRIE MONTPELLIER	154 952 795
VOIPEG16	VOIRIE PIEMONTS ET GARRIGUES	19 119 578
<b>Somme :</b>		<b>2 539 890 798</b>

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à **2 556 017 584 €** (dont 975 436 005 € réalisés au 12 juin 2023 soit un reste à financer de 1 580 581 579 €) sur le budget principal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement le tableau joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption**

Depuis le vote du budget primitif 2023, adopté le 30 mars 2023, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2022 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2022.

En outre, les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif ayant été clôturés au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser de ces budgets annexes doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2023 du budget principal s'équilibre à 40 708 316,12 € en section de fonctionnement et à 232 989 613,34 € en section d'investissement.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>35 175 095,80</b>	<b>5 533 220,32</b>	<b>40 708 316,12</b>
dont 930 – Services généraux	3 550 467,80		3 550 467,80
dont 931 – Sécurité	123 000,00		123 000,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	204 821,00		204 821,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	-561 321,00		-561 321,00
dont 936 – Action économique	-190 115,00		-190 115,00
dont 937 – Environnement	12 572 471,00		12 572 471,00
dont 938 – Transports	15 587 529,00		15 587 529,00
dont 940 – Impositions directes	517 743,00		517 743,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	500,00		500,00
dont 943 – Opérations financières	3 370 000,00		3 370 000,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		5 533 220,32	5 533 220,32
<b>Total général</b>	<b>35 175 095,80</b>	<b>5 533 220,32</b>	<b>40 708 316,12</b>

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>27 562 421,12</b>	<b>0,00</b>	<b>27 562 421,12</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>13 145 895,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 145 895,00</b>
dont 930 – Services généraux	159 276,00		159 276,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	113 821,00		113 821,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	17 002,00		17 002,00
dont 936 – Action économique	55 000,00		55 000,00
dont 937 – Environnement	686 722,00		686 722,00
dont 938 – Transports	786 693,00		786 693,00
dont 940 – Impositions directes	8 469 633,00		8 469 633,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	2 066 679,00		2 066 679,00
dont 942 – Dotations et participations	791 069,00		791 069,00
<b>Total général</b>	<b>40 708 316,12</b>	<b>0,00</b>	<b>40 708 316,12</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>127 693 319,83</b>	<b>0,00</b>	<b>127 693 319,83</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>87 203 227,45</b>	<b>0,00</b>	<b>87 203 227,45</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>857 601,06</b>	<b>17 235 465,00</b>	<b>18 093 066,06</b>
dont 900 – Services généraux	-219 173,00		-219 173,00
dont 901 – Sécurité	-867 000,00		-867 000,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 102 752,00		-2 102 752,00
dont 904 – Santé et action sociale	76 896,00		76 896,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	906 367,00		906 367,00
dont 906 – Action économique	-1 355 029,00		-1 355 029,00
dont 907 – Environnement	925 585,00		925 585,00
dont 908 – Transports	2 281 698,00		2 281 698,00
dont 921 – Taxes non affectées	-13 809,00		-13 809,00
dont 922 – Dotations et participations	14 818,06		14 818,06
dont 923 – Dettes opération financières	1 210 000,00		1 210 000,00
dont 925 – Opérations patrimoniales		17 235 465,00	17 235 465,00
<b>Total général</b>	<b>215 754 148,34</b>	<b>17 235 465,00</b>	<b>232 989 613,34</b>



<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>85 837 523,25</b>	<b>0,00</b>	<b>85 837 523,25</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>124 383 404,77</b>	<b>22 768 685,32</b>	<b>147 152 090,09</b>
dont 900 – Services généraux	70 474,00		70 474,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 637 364,00		1 637 364,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	151 492,00		151 492,00
dont 906 – Action économique	13 785,00		13 785,00
dont 907 – Environnement	200 000,00		200 000,00
dont 908 – Transports	3 553 061,00		3 553 061,00
dont 922 – Dotations et participations	131 073 842,09		131 073 842,09
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-12 316 613,32		-12 316 613,32
dont 925 – Opérations patrimoniales		17 235 465,00	17 235 465,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		5 533 220,32	5 533 220,32
<b>Total général</b>	<b>210 220 928,02</b>	<b>22 768 685,32</b>	<b>232 989 613,34</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le budget supplémentaire 2023 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal à la suite de leur clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 11 JUILLET 2023**

**Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption**

Depuis le vote du budget primitif 2023, adopté le 30 mars 2023, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2022 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2022.

Le budget supplémentaire 2023 du budget annexe parking s'équilibre à **3 062 384,51 euros en section d'exploitation** et à **3 672 354,09 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>62 000,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 062 384,51</b>
dont 011 – Charges à caractère général	62 000,00		62 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 000 384,51	3 000 384,51
<b>Total général</b>	<b>62 000,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 062 384,51</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 062 384,51</b>	<b>0,00</b>	<b>3 062 384,51</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>3 062 384,51</b>	<b>0,00</b>	<b>3 062 384,51</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>85 530,42</b>	<b>0,00</b>	<b>85 530,42</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>675 644,16</b>	<b>0,00</b>	<b>675 644,16</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 911 179,51</b>	<b>0,00</b>	<b>2 911 179,51</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	2 911 179,51		2 911 179,51
<b>Total général</b>	<b>3 672 354,09</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672 354,09</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>761 174,58</b>	<b>0,00</b>	<b>761 174,58</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-89 205,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>2 911 179,51</b>
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-89 205,00		-89 205,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 000 384,51	3 000 384,51
<b>Total général</b>	<b>671 969,58</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 672 354,09</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le budget supplémentaire 2023 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Année 2023 - Approbation**

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2023 ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

Les modalités de fixation des tarifs :

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les typologies des tarifs :

- Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- Redevance : deux redevances sont distinguées : La redevance pour service rendu est une somme

demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc. La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Transports et Mobilités – Parkings et Droits de stationnement taxi
- Sports
- Culture
- Service à la population
- Autres – Fourrière animale et Prestations de reprographies et petites fournitures

---

Les tarifs de la délibération M°2022-523 des politiques publiques suivantes sont reconduits à l'identique :

- Economie, innovation et attractivité
- Transports et mobilités – Bornes de recharge pour les véhicules électriques
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Autres – Salle Métropolitaine et Mobilisation d'un agent

## TRANSPORTS ET MOBILITES

1. PARKINGS : ARCEAUX ET HÔTEL DE VILLE

ABONNEMENTS	Tarif	
	Arceaux	Hôtel de Ville
<b>RESIDENTS</b>		
Abonnement mensuel résident	60,00 €	60,00 €
Abonnement mensuel résident nuit + week-end	15,00 €	40,00 €
<b>TRAVAIL</b>		
Abonnement mensuel travail	100,00 €	100,00 €
Abonnement mensuel travail jour lundi-vendredi (6h-22h)		80,00 €
<b>TOUS USAGES</b>		
Abonnement mensuel petit rouleur	25,00 €	

**Horaires :****Jour :** de 7h00 à 19h00**Nuit :** de 19h00 à 7h00

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de Ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
00:15	0,90 €	0,20 €	0,30 €	0,90 €	0,30 €
00:30	1,30 €	0,30 €	0,50 €	1,30 €	0,50 €
00:45	1,70 €	0,40 €	0,70 €	1,70 €	0,70 €
01:00	2,10 €	0,50 €	0,90 €	2,10 €	0,90 €
01:15	2,60 €	0,60 €	1,10 €	2,60 €	1,10 €
01:30	3,10 €	0,70 €	1,30 €	3,10 €	1,30 €
01:45	3,60 €	0,80 €	1,50 €	3,60 €	1,50 €
02:00	4,10 €	0,90 €	1,70 €	4,10 €	1,70 €
02:15	4,60 €		1,90 €	4,60 €	1,90 €
02:30	5,10 €		2,10 €	5,10 €	2,10 €
02:45	5,60 €		2,30 €	5,60 €	2,30 €
03:00	6,10 €		2,50 €	6,10 €	2,50 €
03:15	6,60 €		2,70 €	6,60 €	2,70 €
03:30	7,10 €		2,90 €	7,10 €	2,90 €
03:45	7,60 €		3,10 €	7,60 €	3,10 €
04:00	8,10 €		3,30 €	8,10 €	3,30 €
04:15	8,50 €		3,50 €	8,50 €	3,50 €
04:30	8,90 €		3,70 €	8,90 €	3,70 €
04:45	9,30 €		3,90 €	9,30 €	3,90 €
05:00	9,70 €		4,10 €	9,70 €	4,10 €
05:15	10,10 €		4,30 €	10,10 €	4,30 €
05:30	10,60 €		4,50 €	10,60 €	4,50 €
05:45	10,90 €		4,70 €	10,90 €	4,70 €
06:00	11,30 €		4,90 €	11,30 €	4,90 €
06:15	11,70 €		5,10 €	11,70 €	5,10 €
06:30	12,10 €		5,30 €	12,10 €	5,30 €
06:45	12,50 €		5,50 €	12,50 €	5,50 €
07:00	12,90 €		5,70 €	12,90 €	5,70 €
07:15	13,20 €		5,90 €	13,20 €	5,90 €

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de Ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
07:30	13,50 €		6,10 €	13,50 €	6,10 €
07:45	13,80 €		6,30 €	13,80 €	6,30 €
08:00	14,10 €		6,50 €	14,10 €	6,50 €
08:15	14,40 €		6,70 €	14,40 €	6,70 €
08:30	14,70 €		6,90 €	14,70 €	6,90 €
08:45	15,00 €		7,10 €	15,00 €	7,10 €
09:00	15,30 €		7,30 €	15,30 €	7,30 €
09:15	15,60 €		7,50 €	15,60 €	7,50 €
09:30	15,90 €		7,70 €	15,90 €	7,70 €
09:45	16,20 €		7,90 €	16,20 €	7,90 €
10:00	16,50 €		8,10 €	16,50 €	8,10 €
10:15	16,80 €		8,30 €	16,80 €	8,30 €
10:30	17,00 €		8,50 €	17,00 €	8,50 €
10:45	17,10 €		8,70 €	17,10 €	8,70 €
11:00	17,20 €		8,90 €	17,20 €	8,90 €
11:15	17,30 €		9,10 €	17,30 €	9,10 €
11:30	17,40 €		9,30 €	17,40 €	9,30 €
11:45	17,50 €		9,50 €	17,50 €	9,50 €
12:00	17,60 €		9,70 €	17,60 €	9,70 €

## 2. PARKING SOUTERRAIN « LE VICARELLO »

Ce parking, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, comprend sur un seul niveau 64 places. Aucune présence de personnel n'est assurée de façon permanente. Il est donc géré par télégestion, via un système déporté et une astreinte 24H/24H, 7Jours/7.

Abonnement mensuel	Durée	Tarif
Abonnement mensuel travail*	5 jours sur 7 du Lundi au Vendredi Ou du Mardi au Samedi	55,00 €
Abonnement mensuel résident**	7 jours sur 7	55,00 €

\* *destiné principalement aux personnes qui travaillent sur Castelnau-le-Lez (commerçants, salariés).*

\*\* *sur production d'un justificatif de domicile.*

Parking	Tarif
Première heure de chaque demi-journée	Gratuit
Plage horaire de 12h00 à 14h00	Gratuit
Dimanche de 7h00 à 13h00	Gratuit
Dimanche après 20h00*	Gratuit
A compter de la 2ème heure de stationnement	1,20€/heure supplémentaire
Droit d'occupation pour une durée de 15 ans	9 000 €

\* *lors d'ouvertures ponctuelles pour les manifestations et les spectacles.*

Le montant annuel des charges lié au droit d'usage d'une place de stationnement durant 15 ans est fixé à 240 € TTC pour la première année.

Ce montant pourra être révisé annuellement au même titre et dans les mêmes proportions que les autres tarifs du parking.

### 3. PARKING « LE PREVOST »

Le parking « le Prévost » situé sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, de par sa situation de bord de mer, mérite des tarifs cohérents avec sa praticité.

Les tarifs seront applicables pendant la période d'exploitation définie par arrêté métropolitain portant période d'occupation annuelle des exploitants de lot de plage ou par défaut du 15 avril au 30 septembre :

Catégorie	Plage horaire	
	08h00 à 18h00	18h00 à 20h00
Véhicule	5,00 €	2,50 €
Deux-roues	2,50 €	1,25 €

Il est en outre possible d'acquérir une carte de 20 entrées (en vente sur place) au prix de 75,00€.

### 4. DROITS DE STATIONNEMENT TAXI

Les taxis paient une redevance à l'autorité compétente (Montpellier Méditerranée Métropole) sur les deux communes sur le territoire desquelles le stationnement est le cas échéant payant : Montpellier et Castelnau-le-Lez.

	Unité	Tarif
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Montpellier	trimestre	115 €
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Castelnau-le-Lez	trimestre	45 €



## LES SPORTS

### 1. LE RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Depuis la rentrée 2017, un système de vente en ligne permet l'achat et le rechargement de certaines prestations directement sur le site internet. L'utilisateur dispose d'un compte utilisateur lui permettant de suivre ses différents achats.

#### Précision sur les tarifs appliqués :

- La gratuité d'accès concerne les enfants de 0 à 3 ans inclus.
- Toutes les entrées achetées à la Piscine Olympique Angelotti, à l'exception des abonnements horaires, sont valables dans tous les établissements du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Toutes les activités (aquagym, aquabike, aquaforme...) sont facturées à la séance.
- Concernant les stages collectifs et les cours de natation à destination des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole, les tarifs sont déterminés en fonction du coefficient familial, sur présentation d'une attestation de la Caisse d'Allocations Familiales de moins de trois mois.
- Un tarif à destination des familles nombreuses est applicable, à partir de trois enfants, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales. Ce tarif famille nombreuse est valable individuellement pour chaque membre d'une même famille. De plus, ce tarif réduit sera facilement contrôlable par la présentation d'une carte nominative avec photo. Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable. Application du tarif réduit pour chaque membre de la famille individuellement.
- Un lecteur disponible à la banque d'accueil de chaque établissement permet la possible présentation en caisse d'un ticket à code barre ou QR code sur smartphone.

#### a. PISCINE OLYMPIQUE ANGELOTTI

##### ▪ Entrées (valables 24 mois)

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans) - Configuration 50m	3,70 €	2,50 €
Entrée enfant (4 à 18 ans) - Configuration 25m	3,50 €	2,40 €
Entrée adulte – Configuration 50m	7,00 €	4,60 €
Entrée adulte – Configuration 25m	4,30 €	2,90 €
Tarif réduit entrée * – Configuration 50m	3,90 €	2,70 €
Tarif réduit entrée * - Configuration 25m	3,60 €	2,40 €
10 entrées enfants	32,60 €	21,40 €
10 entrées adultes	52,70 €	35,70 €
Tarif réduit 10 entrées *	36,70 €	25,50 €
Abonnement 10h	35,40 €	23,80 €
Abonnement 20h	62,00 €	42,00 €
Tarif réduit abonnement 10h *	30,30 €	20,40 €
10 entrées comités d'entreprises	41,90 €	

Abonnement trimestriel enfants	84,30 €	56,60 €
Abonnement trimestriel adultes	170,10 €	115,60 €
Tarif réduit abonnement trimestriel adultes *	119,20 €	80,90 €
Création de carte abonnement ou remplacement	2,70 €	

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	17,80 €	11,30 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	18,50 €	12,50 €

\* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

▪ **Tarifs groupes - Centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	3,00 €	2,20 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	3,00 €	2,20 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (50 m) *	14,20 €	12,10 €
Clubs sportifs (25 m) *	7,10 €	6,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance) *	33,40 €	32,40 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau – Clubs de haut niveau – Discipline sport collectif**

	Tarif
Clubs de haut niveau (bassin de 50 m) - 1 heure	7,10 €

**b. CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE**

**Bassins extérieurs**

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	11,00 €	8,90 €
Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13,60 €	11,50 €
Clubs sportifs (dimanche)	22,60 €	20,30 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) *	31,00 €	29,80 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau – Clubs de haut niveau – Discipline sport collectif**

	Tarif
Clubs de haut niveau (bassin de 50 m) - 1 heure	5,50 €

**c. PISCINE HERACLES**

- **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives – Ligne petite profondeur – 25m**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	14,40 €	12,00 €
Autres clubs (hors dimanche)	30,00 €	24,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	40,80 €	36,00 €

\*Le tarif ½ heure correspond au tarif horaire divisé par deux

\*Le tarif ¼ heure correspond au tarif horaire divisé par quatre

\*Le tarif ½ ligne petite profondeur correspond au tarif horaire petite profondeur divisé par deux

**d. AUTRES PISCINES DU RESEAU**

- **Entrées (valables 24 mois)**

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	3,50 €	2,30 €
Entrée adulte	5,00 €	2,80 €
Tarif réduit entrée *	4,20 €	2,30 €
10 entrées enfants	26,60 €	18,00 €
10 entrées adultes	31,80 €	21,00 €
Tarif réduit 10 entrées *	26,30 €	18,00 €
10 entrées comité d'entreprise	25,10 €	
Abonnement trimestriel enfant	28,90 €	19,50 €
Abonnement trimestriel adulte	42,20 €	29,00 €
Tarif réduit Abonnement trimestriel adulte *	28,90 €	19,50 €
Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,70 €	

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

- **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	12,00 €	7,90 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	15,00 €	9,90 €

\* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

- **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	2,50 €	1,70 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,50 €	1,70 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche) *	7,00 €	5,90 €
Clubs sportifs (25 m) (dimanche) *	18,40 €	17,30 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) 25 m *	15,50 €	14,90 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

▪ **Tarifs horaires de location petit bassin - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,80 €	11,50 €
Autres clubs (hors dimanche)	28,70 €	23,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	39,10 €	34,50 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

**PRESTATION DE MAITRE-NAGEUR SAUVETEUR**

Afin d'assurer la sécurité des clubs sportifs et/ou groupes venant pratiquer la natation, Montpellier Méditerranée Métropole propose une prestation de maître-nageur sauveteur (MNS) au sein du réseau des piscines. Les créneaux horaires peuvent varier en fonction de la demande et le coût de cette prestation est refacturé sous la forme d'un tarif par heure ou par demi-heure.

**Piscine olympique Angelotti et autres piscines de la Métropole :**

	Normal	Pass Métropole
1 heure	33,50 €	28,50 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

**AUTRES TARIFS EN VIGUEUR DANS L'ENSEMBLE DES PISCINES DE LA METROPOLE**

▪ **Cours de natation**

	Normal	Pass Métropole		
		QF>900	450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *	QF≤450
Cours collectifs enfants natation à la saison	200,00 €	130,50 €	104,20 €	84,00 €
Cours collectifs adultes à la saison	250,00 €	178,50 €	143,00 €	114,50 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Stages collectifs vacances scolaires**

	Normal	Pass Métropole		
		QF>900	450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *	QF≤450
Stages collectifs enfants (3 séances)	18,00 €	15,50 €	12,50 €	10,00 €
Stages collectifs enfants (4 séances)	24,00 €	20,00 €	16,00 €	13,00 €
Stages collectifs enfants (5 séances)	30,00 €	26,00 €	20,50 €	16,50 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Tarifs à la séance des activités**

	Tarif normal		Tarif réduit *	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Aquagym, Aquaforme, Aquafitness, Aquagym cardio..	8,00 €	7,00 €	5,00 €	4,50 €
Aquabike	10,00 €	7,50 €	6,00 €	5,00 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

Toutes les activités sont facturées à la séance.

▪ **Autres tarifs**

	Tarif
Téléthon et opérations solidaires - Tarif unique accès journalier pour tous	3,00 €
Animations organisées par la Ville ou la Métropole en période de vacances scolaires - Tarif accès journalier par enfant	1,00 €
Créneau de natation ou de baignade lors de leur mise en place en période de crise sanitaire - Tarif par créneau pour tous	2,00 €
Création de bracelet RFID d'abonnement ou de remplacement	4,00 €
Création de carte d'abonnement ou de remplacement	2,70 €

## 2. **LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES**

Montpellier Méditerranée Métropole possède un réseau d'équipements sportifs et de loisirs structurants qui permet aux associations et aux publics jeunes, adultes et seniors de pratiquer un très large éventail de sports individuels ou collectifs.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement sollicitée par des associations ou sociétés qui souhaitent utiliser ses installations sportives pour y organiser des événements divers (matches internationaux, phases finales de championnats, galas, séminaires, rencontres, salons, etc.).

Les tarifs de location du Stade de la Mosson « Mondial 98 », du GGL Stadium, du FDI Stadium et de la Piscine Olympique Angelotti concernent exclusivement des manifestations sportives.

Ces tarifs comprennent l'éclairage et le chauffage. La sécurité incendie, la sécurité des personnes et des

installations ainsi que le nettoyage sont à la charge du demandeur.

Equipements et espaces	Unité	Tarif
GGL Stadium	Jour	15 863,10 €
Piscine Olympique Angelotti	Jour	15 863,10 €
Stade de la Mosson "Mondial 98"	Jour	12 690,48 €
FDI Stadium	Jour	6 345,24 €
Gymnase Lou Clapas	Jour	3 172,62 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade Eric-Béchu + vestiaires	Jour	1 586,31 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	528,77 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Jour	2 115,08 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Demi-journée	1 057,54 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Salle de réception	Heure	211,51 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Loge (capacité : 15 places)	Heure	105,75 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Grande loge (capacité : 30 places)	Heure	158,63 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Moyenne loge (capacité : 18 places)	Heure	132,19 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Petite loge (capacité : 12 places)	Heure	105,75 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Espace de réception et annexes	Heure	370,14 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Heure	190,36 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Club house	Heure	52,88 €
Piscine Olympique Angelotti – Salle de réunion	Heure	20,50 €

Il convient de prévoir la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des équipements, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve également le droit de ne pas les louer ses installations pour une durée déterminée.

Les demandes d'utilisation devront être adressées au Pôle Sports au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être indiqué de manière précise l'objet et la nature de l'événement concerné ainsi que les espaces souhaités.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Une convention sera alors signée précisant les conditions et modalités d'exécution.

## LA CULTURE

### 1. CITE DES ARTS – DANSE, MUSIQUE, THEATRE

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs.

Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

La cité des arts dispose de plusieurs espaces, qui sont dorénavant proposés à la location afin de contribuer à enrichir l'offre culturelle du conservatoire.

#### Cursus proposés :

	Contenu résumé
Tarif A	Cursus Musique, danse, théâtre / handi'arts : parcours intégration et diplômant
Tarif B	Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Stages, Auditeur libre. handi'arts : parcours initiation
Tarif C *	Classes préparatoires
Tarif D	Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI.
Tarif E	chœurs d'application et orchestres cobayes

#### **Grille tarifaire applicable :**

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M)													Hors 3M
	Quotients familiaux												
Tranches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	
Quotient familial CAF	<500	500- <678	678- <880	880- <1110	1110- <1372	1372- <1670	1670- <2009	2009- <2394	2394- <2833	2833- <3332	3332- <3900	3900 et +	
Tarif annuel A	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	600 €
Tarif annuel B	120 €	128 €	137 €	147 €	157 €	168 €	179 €	191 €	205 €	219 €	234 €	250 €	300 €
Tarif annuel C	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	
Tarif annuel D	40 €												80 €
Tarif annuel E	20 €												40 €
Frais de préinscription et concours	20 €												40 €
Tarif semestriel: Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité)	20 €	40 €	60 €	80 €	100 €	120 €	140 €	160 €	180 €	200 €	220 €	240 €	500 €

\*Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100%

- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal
- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire.
- Le paiement des droits de location s'effectue semestriellement en septembre et en février; l'ensemble des conditions (dont les cautions) est stipulé dans les contrats de location

### **Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :**

	Horaires aménagés
	Tarif
Cursus Musique et/ou Danse	Gratuit
2ème discipline	Tarif A

### **Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :**

	Classes passerelles
	Tarif
Cursus Musique	Gratuit

### **Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :**

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

### **Location de salles :**

La Cité des Arts dispose de plusieurs espaces qui sont proposés à la location.

A/ En période de vacances scolaires et de fermeture du bâtiment (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).

	Journée		1/2 journée*	
Salle	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit



Auditorium Varèse	4 000,00 €	1 400,00 €	2 000,00 €	700,00 €
Salle Ballif	800,00 €	300,00 €	400,00 €	150,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				
Plateau Tailleferre				
Plateau Bartok				
Club Zappa				
Grande salle de percussions				
Studios danse / théâtre				

\*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

*B/ En période scolaire (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).*

	Journée		1/2 journée*	
Salle	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit
Auditorium Varèse	3 000,00 €	1 000,00 €	1500,00 €	500,00 €
Salle Ballif	600,00 €	200,00 €	300,00 €	100,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				
Plateau Tailleferre				
Plateau Bartok				
Club Zappa				
Grande salle de percussions				
Studios danse / théâtre				

\*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

### **Critère de détermination des tarifs :**

\* Le plein tarif s'applique par défaut

\* Le tarif réduit s'applique pour les productions artistiques complémentaires à l'offre de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA

\* Une gratuité pourra être accordée uniquement pour les associations et manifestations à but non lucratif qui concourent à l'intérêt général ou les coproductions et partenariats de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA.

Des coûts de gardiennage supplémentaires et de ménage pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

Capacité d'accueil : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant les jauges maximales de chaque espace. Cette capacité sera précisée par la CDA pour chaque demande de location ou mise à disposition en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

### **Location d'instruments hors parc locatif pour une courte durée :**

La Cité des Arts dispose de plusieurs instruments spécifiques pouvant être loués par une personne morale (en fonction de la disponibilité et de l'avis de la direction) pour une courte durée.

Ces derniers sont classés en 3 catégories :

- A/ Instruments solistes (vents et cordes)
- B/ Forfait percussions
- C/ Orgue

Les tarifs à la journée sont les suivants :

Catégories	Tarifs
A	50,00 €
B	250,00 €
C	500,00 €

## 2. LE RESEAU DES MEDIATHEQUES

La carte de lecteur est individuelle, nominative et obligatoire pour emprunter des documents et pour l'accès à certains services de l'ensemble des établissements du Réseau des médiathèques (multimédia, autoformation, vidéo, jeux...).

Les tarifs des services à la population appliqués dans le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole figurent ci-dessous :

### ▪ Habitants du département de l'Hérault

	Tarif
Plein tarif	25,00 €
Tarif <b>Pass Métropole</b>	10,00 €
Tarif <b>Passeport Multimédia</b> (1) sur présentation du <b>Pass Métropole</b>	10,00 €
Tarif réduit 18 - 25 ans	5,00 €
Enfants jusqu'à 18 ans, titulaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi (2)	Gratuit
Collectivités	50,00 €
Consultation occasionnelle (vidéo, multimédia et jeux) (3)	6,00 €

#### **(1) Passeport Multimédia**

*Dans le cadre du développement de la lecture publique à l'échelle du territoire, la carte dite « Passeport Multimédia » permet l'élargissement de l'accès aux habitants de la Métropole de Montpellier à d'autres médiathèques communales de la Métropole. Il fait l'objet d'une convention bipartite.*

#### **(2) Condition d'application de la gratuité aux demandeurs d'emploi et allocataires de minimas sociaux**

*L'utilisateur devra présenter les justificatifs requis le jour de l'inscription ou du renouvellement de l'abonnement.*

- *Pour les demandeurs d'emploi, l'attestation devra être datée du mois en cours.*
- *Pour les allocataires des minimas sociaux, l'application de la gratuité est strictement conditionnée par la présentation de justificatifs. Ainsi une personne handicapée ne touchant pas l'AAH ou titulaire d'une carte d'invalidité ne peut prétendre à la gratuité.*
- *Pour les demandeurs d'asile, l'application de la gratuité est conditionnée à la présentation de l'attestation de demandeur d'asile (ADA) délivrée par la Préfecture, qui peut aussi faire office de pièce d'identité.*

**(3) Consultation occasionnelle vidéo et multimédia**

Ce tarif est ouvert à toute personne qui souhaite accéder ponctuellement à un poste de consultation vidéo individuel, à un poste multimédia ou à une console de jeux vidéo, dans l'ensemble du Réseau.

Il est valable 2 mois, renouvelable sans limite et s'applique donc principalement aux usagers de passage : il remplace le forfait temporaire pour la consultation sur place.

Pas de justificatif de domicile, ni photo d'identité. Mentionner « CPLA » (consultation sur place) à l'emplacement de la photo.

▪ **Habitants hors département**

	<b>Tarif</b>
Plein tarif individuel	85,00 €
Plein tarif collectivités	125,00 €

**Pièces à fournir lors de l'inscription ou du renouvellement****1ère inscription :**

- 1 photographie d'identité récente.
- 1 pièce d'identité (pour les enfants : pièce d'identité ou livret de famille).
- 1 justificatif de domicile de moins de 3 mois (loyer, téléphone, EDF) et 1 justificatif de la résidence principale pour les étudiants.
- Le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la Métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux : RSA, ASS, AAH, ASI, ASPA, ADA.
- Pièces justificatives pour les demandeurs d'emploi : attestation d'inscription à Pôle Emploi datant du mois en cours.
- Autorisation parentale écrite pour les enfants de moins de 14 ans (formulaire disponible sur place ou sur le site internet des médiathèques).

**Renouvellement de carte d'abonné :**

- Justificatif de domicile de moins de 3 mois.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux et les demandeurs d'emploi.
- Le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels.

▪ **Reproductions (4)**

	<b>Tarif</b>
Carte photocopie 10 unités	2,50 €
Carte photocopie 50 unités	8,50 €
Photocopies ou impression format A4 (recharge)	0,15 €
Photocopies ou impression format A3 (recharge)	0,30 €
Photocopies ou impression format A4 couleur (recharge)	0,30 €
Photocopies ou impression format A3 couleur (recharge)	0,60 €
Numérisation – par vue	0,30 €
Image de la Bibliothèque numérique	20,00 €

**(4) L'exonération des droits de reproduction des documents patrimoniaux est accordée :**

- Aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- Aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

#### ▪ Pénalités de retard (5)

Frais de dossier forfaitaires à l'issue de 2 semaines de retard pour l'ensemble des documents empruntés le même jour (5)	2,00 €
Frais additionnels de dossier forfaitaires à l'issue de 2 semaines supplémentaires pour l'ensemble des documents empruntés le même jour (5)	3,00 €

(5) **Retard généré à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023** : les frais de gestion forfaitaires s'appliquent pour l'ensemble des documents empruntés un même jour et sont calculés comme suit :

- aucun frais du 1<sup>er</sup> au 14<sup>ème</sup> jour de retard
- 2 € du 15<sup>ème</sup> au 28<sup>ème</sup> jour de retard
- 3 € supplémentaires (s'ajoutant aux 2 €) à partir du 29<sup>ème</sup> jour de retard, accompagnés d'un blocage de la carte et de l'impossibilité d'emprunter les documents. L'utilisateur pourra emprunter seulement après avoir rendu les documents en retard et réglé les frais en cours sur sa carte d'abonné.

Le délai de retard commence à courir à partir du jour suivant le dernier jour de la période de prêt autorisée.

**A noter** : tout retard généré avant le 1<sup>er</sup> septembre 2023 est soumis au système d'amende prévu dans la délibération M2021-657.

#### ▪ Divers

	Tarif
Carte perdue	5,00 €
Remboursement des documents perdus, endommagés ou volés	Prix d'achat dans V-Smart
Remboursement DVD perdus, endommagés ou volés (forfait)	30,00 €
Remboursement Vinyles perdus, endommagés ou volés (forfait)	20,00 €
Sac Réseau des Médiathèques	Gratuit

#### ▪ Vente d'articles

	Tarif
Carte postale simple	1,00 €
Carte postale double	1,30 €
Coffret cartes	20,00 €
Coffret cartes (prix libraires)	14,00 €
Catalogues du 19 <sup>ème</sup> siècle (à l'unité)	65,00 €
La Fontaine	5,00 €
16 <sup>ème</sup> siècle	8,00 €
20 ans de bibliophilie	20,00 €
Sabatier d'Espeyran	32,00 €
Arnal	23,00 €
Femmes à l'époque des empereurs de Chine	39,00 €
Léo Malet revient au bercail	29,00 €

Affiche Un art d'exception : reliures des années 1800-1940	2,00 €
Clé USB 1Go	8,00 €

## DROITS D'UTILISATION DES DOCUMENTS PATRIMONIAUX (6)

### ▪ Publication de livres et périodiques

	Tarif
Reproduction partielle ou intégrale d'un ouvrage : 1er cliché	30,00 €
2ème cliché	15,00 €
3ème au 10ème cliché	7,50 €
11ème au 20ème cliché	1,50 €
A partir du 21ème cliché	0,80 €
Reproduction d'un document isolé	30,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque édition ; il doit être renouvelé à l'occasion de chaque édition.  
Mention obligatoire à faire figurer sur l'ouvrage : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Dépôt gratuit de deux exemplaires de l'ouvrage à la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole.

### ▪ Audiovisuel – Multimédia – Publicité

	Tarif
Prix fixé par image	100,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque utilisation ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle utilisation.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Exposition : exposition d'images reproduisant des documents Patrimoniaux conservés à la Médiathèque Centrale

	Tarif
Prix fixé par image exposée	20,00 €
Exposition permanente (forfait 5 ans)	500,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque exposition ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle exposition.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole »

Décor (exposition, musée, boutique...)

	Tarif
Prix fixé par image utilisée	1 000,00 €

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

### **(6) L'exonération des droits d'utilisation des documents patrimoniaux est accordée :**

- Aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- Aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

### 3. LE MUSEE FABRE

#### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

\* *durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

\*\* *durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

#### ▪ Visites guidées adultes individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

\* *visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés d'un parent (tarif applicable aux parents et aux enfants).*

#### ▪ Visites guidées adultes de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

#### ▪ Guides externes

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

#### ▪ Atelier de création artistique \*

ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

\* Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme

### ▪ Evénements spéciaux

	Tarif
<b>Spectacles et événements</b> : concerts, théâtre, auditorium, danse, escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €
<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 10 à 20 personnes) **</b>	500,00 €
<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 21 à 35 personnes) **</b>	725,00 €
<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 36 à 50 personnes) **</b>	1 150,00 €

\* Selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire.

Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.

\*\* Proposition de déroulé à construire avec les équipes du musée

## **ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

### ▪ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

### ▪ Abonnement annuel activités pédagogiques et animations

	Tarifs
Etablissements scolaires * et centres aérés, crèches collectives, associatives, privées, parentales et réseau des assistantes maternelles	Gratuit

\* donnant accès pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à 2 visites gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.

## (1) DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, 1 des deux week-ends de la Fête de la science, Nuit des étudiants	X						

Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans et sur présentation d'un certificat d'agrément	X	X						
Membres ICOM ou ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse : sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## LES SALLES DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre dispose de plusieurs espaces, qui sont proposés à la location (hall Buren, cour Vien, auditorium).

Plusieurs formules sont proposées : conférence, réception, visite privée ou encore privatisation du musée (les visites guidées privées des collections permanentes ou des expositions temporaires sont incluses dans les formules jusqu'à 150 personnes). Les tarifs varient en fonction de l'espace loué et du nombre de personnes accueillies.

Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée ou soirée	Tarif location journée
<b>SALLE DE REUNION</b> de 1 à 20 personnes	Atelier pédagogique	800,00 €	
<b>CONFERENCE</b> de 1 à 120 personnes *	Auditorium	1 600 €	2 000 €
<b>RÉCEPTION</b> de 1 à 100 personnes Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	3 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 101 à 200 personnes Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	4 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 201 à 350 personnes *	Cour Vien ou hall Buren	5 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 351 à 700 personnes *	Cour Vien ou hall Buren	7 000 €	



Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée ou soirée	Tarif location journée
<b>SALLE DE REUNION</b> de 1 à 20 personnes	Atelier pédagogique	800,00 €	
Visite privée comprise dans la formule			
<b>CONFÉRENCE ET RÉCEPTION</b> de 1 à 100 personnes *	Auditorium + cour Vien ou Auditorium + hall Buren	4 500 €	
Visite privée comprise dans la formule			
<b>CONFÉRENCE ET RÉCEPTION</b> de 101 à 200 personnes *	Auditorium + cour Vien ou Auditorium + hall Buren	5 300 €	
Visite privée comprise dans la formule			
<b>VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE)</b> de 1 à 100 personnes		1 300 €	
<b>VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE)</b> plus de 100 personnes		2 000 €	
<b>MUSÉE PRIVÉ</b> (mise à disposition des espaces de réception pendant un jour de fermeture) Visite privée comprise dans la formule	Auditorium, cour Vien, hall Buren	10 000 €	20 000 €

Des coûts de gardiennage supplémentaire pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

**\*Capacité d'accueil :** la capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant des jauges maximums de chaque espace. Cette capacité d'accueil sera précisée par le Musée Fabre pour chaque demande de location ou mise à disposition, en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

La mise à disposition à titre gratuit pourra être accordée pour les associations et manifestations, à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La demande devra être faite au minimum 3 mois avant l'évènement.

En cas d'acceptation, la mise à disposition d'espace du musée fera l'objet d'une convention d'occupation à titre gracieux.

## **LE SERVICE PHOTO DU MUSEE FABRE**

Le musée Fabre propose un service de reproduction photographique d'œuvres.

Les tarifs varient en fonction du format d'utilisation de l'œuvre à reproduire (droits de reproduction).

- Grille tarifaire de la reproduction d'une oeuvre

	Tarif
Fichier numérique HD	25,00 €
Prise de vue	70,00 €

- Montant des droits de reproduction

### o **Pour ouvrage destiné à l'édition**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	60,00 €	45,00 €
½ page	90,00 €	70,00 €
1 page	130,00 €	80,00 €
Double page	200,00 €	110,00 €
1ère de couverture	300,00 €	150,00 €

4ème de couverture	200,00 €	110,00 €
--------------------	----------	----------

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

o **Pour une exposition temporaire ou une parution scientifique**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page *	40,00 €	30,00 €
½ page *	60,00 €	50,00 €
1 page *	90,00 €	50,00 €
double page *	130,00 €	75,00 €
1ère de couverture *	200,00 €	100,00 €
4ème de couverture *	130,00 €	75,00 €
Fac-similé – fichier HD inclus **	100,00 €	100,00 €

\* remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

\*\* soumis à validation du B.A.T. + remise d'un justificatif photo ou autre

Catalogue en ligne / article scientifique avec accès gratuit (définition 72 dpi maximum) *	Gratuit	Gratuit
Chercheur pour usage privé / mémoire (définition 72 dpi maximum – 5 exemplaires non commerciaux maximum) **	Gratuit	Gratuit

\* remise d'une version pdf de l'ouvrage à titre justificatif

\*\* préciser le sujet + remise d'une version pdf de l'ouvrage à titre de justificatif

o **Pour les produits dérivés**

	Tarif
Carte postale-marque page : - 1000 unités*	100,00 €
Carte postale-marque page : de 1000 à 5000 unités*	225,00 €
Carte postale-marque page : + 5000 unités*	350,00 €

\* soumis à validation du B.A.T. + remise de 2 exemplaires du support réalisé

o **Pour usage commercial (affiche, poster, documentaires, publicité [sauf télévision])**

	Couleur	Noir & blanc
Reproduction	800,00 €	450,00 €

+ remise d'exemplaires du support réalisé (nombre variable selon le type de support)

o **Pour usage télévisuel publicitaire**

	Tarif
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (France)	1 500,00 €
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (Monde)	4 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (France)	3 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (Monde)	9 500,00 €

o **Pour usage télévisuel documentaire**

Tarif
-------

France et Monde : 1 visuel	130,00 €
France et Monde : 2 visuels	180,00 €
France et Monde : 3 visuels	220,00 €
France et Monde : 4 visuels	260,00 €
France et Monde : 5 visuels*	300,00 €

\* Soumis à validation de la maquette

\*Au-delà de 5 visuels, prestation soumise à devis

o **Pour usage dans un CD-ROM**

	Tarif
Usage pédagogique (n&b et couleur)	100,00 €
Usage commercial (n&b et couleur)	400,00 €

\* Remise d'un ouvrage en justificatif

\* Soumis à validation de la maquette

o **Pour usage sur un site Internet**

	Tarif
éducatif	30,00 €
commercial	2 500,00 €

\* Soumis à validation de la maquette

\* Remise d'un justificatif photo ou autre

**Les conditions de règlement de la facture et d'utilisation des visuels HD sont présentées en annexe.**

o **Pour tout autre usage, prestation soumise à devis**

#### 4. **LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

▪ **Entrées individuelles (1)**

	Collections permanentes *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes **
Tarif réduit / Pass Métropole	2,50 €	3,00 €
Plein tarif	4,00 €	5,00 €

\* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

\*\* durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

▪ **Visites guidées individuelles (1)**

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif réduit / Pass Métropole	4,50 €	5,50 €
Plein tarif	6,00 €	7,00 €

▪ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif par personne	5,00 €	6,00 €

**ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

▪ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

**ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS**

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers	Etablissements de la métropole / Pass Métropole	2,30 €
	Plein tarif	3,00 €

\* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Anniversaire au musée	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Plein tarif	50,00 €

(1) CONDITIONS SPECIFIQUES

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de	X	X						

Avec :  
Collections permanentes = CP  
Exposition temporaire = ET

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
l'archéologie, Journées nationales de l'architecture								
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans et sur présentation d'un certificat d'agrément	X	X						
Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches entre 14h et 18h du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars et entre 14h et 19h du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre	X			X				
Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif			X	X				
Abonnement annuel carte individuelle nominative	X	X					X	
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## LES SALLES DU MUSEE HENRI PRADES

Si le planning d'utilisation du lieu et la nature de l'occupation le permettent, il est possible de mettre à disposition gratuitement la salle de conférence dans le cadre d'une organisation de conférence ou d'une projection audiovisuelle gratuite sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.

LOCATION D'ESPACES	Unité	Tarif
Salle de conférence ou cafétéria	jour	350 €
Salle de conférence + cafétéria OU Salle de conférence + jardin OU Cafétéria + jardin	jour	500 €
Salle de conférence + jardin + cafétéria	jour	1 000 €

## 5. ECOLOTHEQUE

### a. L'accueil de loisir sans hébergement (ALSH)

L'Écolothèque est le Centre d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) de la Métropole regroupant l'activité de l'Accueil de loisirs pour les enfants de 4 à 12 ans, du Centre de ressources pour les écoles, du programme ÉcoMétropole pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'accueil des centres médico-sociaux et des crèches pour les personnes en situation de handicap et la petite enfance.

Sa mission est d'éveiller, sensibiliser les enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique.

L'Accueil de loisirs reçoit en moyenne 130 enfants par jours les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1000 enfants fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

### Modalités de calcul et tarifs de l'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH)

Le tarif journée, par enfant, est calculé sur la base du quotient familial fourni par la CAF. Le tarif est calculé une fois par an durant l'été et applicable dès la facture du mois de septembre.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Tarification	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
$QF < 375€$	7€60
$375 < QF < 800$	$7€60 + 0.50\% \times (QF - 375)$
$800 < QF < 2\,000$	$7€60 + 1,75\% \times (QF - 800)$
$2\,000 < QF < 2\,400$	$28€60 + 2,10\% \times (QF - 2\,000)$
$2\,400 < QF <$	37€00

	Autres tarifs
Demi-journée (en % du prix de la journée)	60%
Repas (goûter inclus)	5,40 €
Goûter	0,65 €

### b. Groupes extérieurs sous convention

Dans l'exercice de ses missions d'éveil, de sensibilisation des enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique, l'Ecolothèque est amenée à refacturer aux groupes extérieurs les interventions et les frais administratifs.

Groupes extérieurs (sous convention)	Tarif Pass Métropole
Forfait annuel (frais administratif, temps de préparation, charges entretien des locaux). Accueil hebdomadaire d'un groupe de 12 personnes maximum, hors période vacances scolaires. Convention annuelle avec la Métropole sur la base d'un projet éducatif ou thérapeutique	188,00 €

### c. Programme ÉcoMétropole

L'objectif du programme EcoMétropole est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales auprès de tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

Par délibération en date du 25 janvier 2018 a été approuvée l'intégration du programme ÉcoMétropole au schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'action de la coopérative auprès des communes.

Par délibération en date du 6 juin 2018, a été approuvée la mise en place d'une contribution forfaitaire à arrêter avec le groupe de travail pour figurer dans les tarifs de l'Écolothèque soumis à approbation et la possibilité de résilier le protocole par notification avec accusé de réception.

Depuis 2022, il est demandé aux communes signataires du protocole de partenariat une contribution financière, en cohérence avec la contribution forfaitaire déjà en œuvre des autres conventions de partenariat de l'Écolothèque.

<b>ÉcoMétropole (sous convention)</b>	<b>Tarif Pass Métropole</b>
Contribution forfaitaire annuelle aux coûts du programme ÉcoMétropole (coordination, appui technique et pédagogique, déplacement, petites fournitures).	188,00 €

### d. Location de salles

<b>Groupes extérieurs (sous convention)</b>	<b>Tarif normal</b>	<b>Tarif Pass' Métropole</b>
<b>Mise à disposition d'un espace extérieur</b> : 1 visite libre du domaine avec mise à disposition d'une parcelle pour 1 atelier jardin		
Journée	179 €	135 €
Demi-journée	114 €	93 €
<b>Mise à disposition d'une salle</b> , y compris 1 visite libre du domaine		
Journée	264 €	162 €
Demi-journée	168 €	124 €

## SERVICES A LA POPULATION

---

### 1. CIMETIERE METROPOLITAIN

Par convention de gestion en date du 27 avril 2021, la Ville a en charge la gestion du cimetière métropolitain implanté sur la commune de Montpellier, des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs qui sont construits sur les terrains.

ACHAT de concession/columbarium/cavurne/caveau	Tarif
<b>Concession 2 m<sup>2</sup></b>	
Concession 30 ans 2 m <sup>2</sup> pleine terre	1 166,00 €
<b>Columbarium</b>	
Columbarium 30 ans 2 places	874,00 €
Columbarium 30 ans 4 places	1 500,00 €
<b>Cavurne</b>	
Cavurne 30 ans 4 places	2 040,50 €
<b>Vente de caveau neuf construit sur les terrains</b>	
Caveau bâti neuf 2 places (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT)	3 198,16 €



**AUTRES****1. LA FOURRIERE ANIMALE**

La convention de groupement de commandes, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée, ainsi que les communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernent pour les animaux errants :

- Leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- Leur accueil ;
- La recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification ;
- Leur inspection sanitaire et vaccination ;
- Leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- Leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Prise en charge des animaux	Tarif
Récupération et conduite	106,00 €
Pose d'un procédé d'identification	95,50 €
Inspection sanitaire et vaccination	64,00 €
Garde 1er jour	22,50 €
Jour supplémentaire	13,00 €
Recherche du propriétaire	11,00 €
Frais de dossier	11,00 €

**2. LES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES**

Tarifs relatifs à la communication des actes et documents administratifs conformément à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif

Dénomination	Unité	Tarif
<b>Prestations sur support papier</b>		
Copie noir et blanc format A4 (tarif réglementé)	page	0,18 €
Copie noir et blanc format A3	page	0,37 €
Copie couleur format A4	page	0,28 €
Copie couleur format A3	page	0,56 €
Chemise élastique	unité	1,36 €
Chemise à sangle	unité	3,45 €
Chemise carton	unité	0,26 €
Plan d'architecte noir et blanc 1 x 1 m	unité	2,25 €
Plan d'architecte noir et blanc 1 x 0,50 m	unité	1,46 €
Plan d'architecte couleur le m²	m²	34,50 €
Transparent	unité	1,98 €
Adhésif	unité	2,66 €
Reliure	unité	9,51 €
<b>Prestations sur support électronique</b>		
CD-Rom (tarif réglementé)	unité	2,75 €
Plan d'architecte couleur sur fichier	unité	26,28 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation**

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647C du Code général des impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

Jusqu'en 2021, les bases minimums applicables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole étaient identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées. En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il a été proposé au Conseil d'adopter un barème progressif, dont la première étape a été adoptée en 2021 pour 2022, et la seconde en 2022 pour 2023. Il est aujourd'hui proposé d'adopter la dernière étape.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2024 :

<b>Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros)</b>	<b>Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2024</b>
Inférieur ou égal à 10 000	515
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	900
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	1 244
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	2 495
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	3 430
Supérieur à 500 000	5 150

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De fixer le montant de cette base à 515 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 900 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 244 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 2 495 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 3 430 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 5 150 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 500 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation**

Document de planification, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) définit, à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire de la métropole. Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. L'un des objectifs du SCoT vise à modérer la consommation foncière, notamment par l'optimisation de l'urbanisation existante. Il implique en particulier l'intensification de l'utilisation du tissu économique existant et le renouvellement urbain. En ce sens, la mobilisation des commerces vacants est un moyen indispensable à la limitation de l'étalement urbain.

Par la délibération n°M2021-327 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe sur les friches commerciales (TFC). Cette taxe est due par les propriétaires de biens passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui ne sont plus affectés à une activité soumise à cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés pendant cette période.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La délibération a établi les taux suivants, en fonction du nombre d'années d'imposition : 20% la première année d'imposition, 30% la deuxième année d'imposition, et 40% à partir de la troisième année d'imposition.

Le Code général des impôts prévoit qu'un dégrèvement est accordé, à la charge de la collectivité, lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable. En pratique, le propriétaire prouvant qu'il ne trouve pas de locataire ni d'acheteur malgré toutes les démarches nécessaires et un prix au marché, ou un propriétaire effectuant d'importants travaux dans son local pourra obtenir le dégrèvement de la TFC.

L'article 1530 du Code général des impôts précise que l'organe délibérant communique chaque année à l'administration des finances publiques, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe. La constitution de cette liste est effectuée à partir des fichiers fournis annuellement par l'administration fiscale. Il appartient ensuite aux services fiscaux d'identifier, à partir de cette liste, les biens répondant aux critères d'éligibilité de la TFC.

Dans un contexte de tensions locatives, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux, le traitement de la liste communiquée permettra de :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière ;
- Remettre sur le marché des locaux vacants ;
- Réduire les tensions sur les loyers ;
- Inciter à rénover ou à reconvertir en logements des locaux commerciaux devenus inadaptés ou désuets.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la transmission de la liste annexée à la présente délibération à l'administration fiscale compétente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Ressources - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Principe de création d'une filiale SCCV JACOU PINEDE - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29,41% du capital, la Ville de Montpellier, actionnaire public principal de la société à hauteur de 41,38% du capital, occupe 5 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

Le Conseil d'Administration de la SERM en date du 06 janvier 2023 a proposé le principe de création d'une société civile de construction vente (SCCV) pour le projet de construction de logements sur le site de l'école primaire Condorcet de la Commune de Jacou, cette dernière étant déplacée au Sud de la Commune en vue de rééquilibrer la carte scolaire communale.

Sur le centre village de la Commune de Jacou, située au nord-est de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a réaménagé l'avenue de Vendargues entre la rue des Gardénias et l'avenue Hélène-Maingain-Tous. De larges espaces dédiés aux modes de déplacement doux ont été créés pour accueillir aussi bien les piétons, que les cyclistes et favoriser les rencontres aux abords de cette zone de commerces de proximité. Des espaces plantés d'une végétation adaptée au climat méditerranéen, ainsi que des arbres apportant de l'ombre au cœur de village, et le maintien d'emplacement de stationnement, complètent cet aménagement.

Dans le cadre de la réorganisation de sa carte scolaire, la Commune de Jacou souhaite relocaliser un des

deux groupes scolaires sur le Nord de la Commune, afin que les écoles soient plus facilement accessibles à tous.

La Commune de Jacou a sollicité le groupe ALTEMED et FDI Promotion, afin d'identifier si une opération de logements était possible sur une des écoles actuelles, l'école Condorcet, permettant une valorisation du foncier nécessaire pour le financement de la construction du nouveau groupe scolaire.

Dans le cadre du développement de la Commune de Jacou et la valorisation des hauts du village à proximité directe de la ligne 2 de tramway, et suite au projet de construction d'un nouveau groupe scolaire, une étude de faisabilité a été lancée pour valoriser le foncier de l'école primaire Condorcet actuelle par un projet de logements (120 environ).

La programmation prévoit une résidence jeunes actifs, des petits collectifs, des maisons de village des espaces partagés et des jardins familiaux. L'ensemble immobilier s'établira sur une surface de plancher d'environ 7 170 m<sup>2</sup> de SDP. Le coût total de l'investissement est estimé à 23 600 K€ environ foncier compris.

La SCCV réalisera ce projet dans le cadre de plusieurs ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) et Baux en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) à signer avec des preneurs souhaitant acheter leurs logements, ainsi qu'avec ACM en VEFA Sociale pour les logements de la résidence jeunes actifs et les logements sociaux familiaux. Les logements abordables seront réalisés dans le cadre de baux réels solidaires (BRS), via un Office Foncier Solidaire (OFS).

La société a pour objet d'effectuer la construction d'un programme immobilier à usage principal de logements sur le site de l'Ecole Condorcet à Jacou. Elle réalise à ce titre les opérations suivantes :

- L'ensemble des études nécessaires à la réalisation de l'immeuble ;
- Les démarches administratives nécessaires à l'obtention de toutes les autorisations administratives relatives à la réalisation de l'immeuble ;
- Les travaux de construction du programme immobilier d'environ 120 logements répartis dans des bâtiments de logements collectifs, des maisons de « *village* », des villas et une résidence jeunes actifs ; des stationnements et différents équipements communs étendus pour environ 7 170 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- La cession du programme immobilier (immeubles, maisons et logements) en bloc ou à la découpe, de VEFA ou à l'achèvement ;
- L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la société.

La SERM sera nommée statutairement gérante de cette nouvelle société dont la durée est fixée à 10 ans, sous réserve de dissolution anticipée ou prolongation.

Le capital social de la SCCV, s'élève à 1 000 €, divisé en 100 parts de 10 € chacune détenu à 35% par la SERM (soit une participation de 350 €), à 20 % par la société ACM HABITAT (soit une participation de 200 €) et 45% par FDI Promotion (soit une participation de 450 €).

Conformément aux statuts de la société SERM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de création d'une SCCV JACOU PINEDE détenue par la SERM, par ACM HABITAT et par la société FDI Promotion, pour un capital social total de 1000 € ;
- D'approuver le principe de prise de participation de la SERM dans la SCCV à hauteur de 350 € ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de la SERM, Michel ASLANIAN, Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT et Jacques MARTINIER à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Rapports Annuels des Administrateurs - Exercice 2022 - Approbation**

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML au cours de l'exercice 2022. Huit rapports doivent ainsi être présentés, concernant les sociétés suivantes :

- ARAC Occitanie ;
- Montpellier Events ;
- occitanie Events ;
- SA3M ;
- SERM ;
- SFMA ;
- SOMIMON ;
- TaM.

#### **Société Publique Locale (SPL) Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie**

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est désormais détenue en 2022 à 94.69% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (68 au global) pour le reste des parts. La région à céder une partie de ses parts à d'autres communes ou syndicats :

- Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne (0,11%) ;
- Communauté de Communes des Deux Rives (0,11%) ;
- Commune de Verdun-sur-Garonne (0,05%) ;
- Commune de Capvern (0,05%) ;
- Commune de Trèbes (0,05%) ;
- Communauté de Communes de la Haute Ariège (0,05%) ;
- Communauté de Communes de Saint Affricain (0,03%) ;
- Commune de Pamiers (0,02%) ;
- Commune Balaruc (0,01%) ;
- Commune de Gragnague (0,01%) ;

- Syndicat Mixte du Pic du Midi (0,01%).

La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des entreprises publiques locales (EPL) Régionales qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grandes projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'ARAC Occitanie.

L'ARAC Occitanie, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC Occitanie. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

Le groupe régional est composé de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

En 2022, une réorganisation a été effectuée au sein de l'agence ARAC avec la création du Groupement d'Employeur (GE) ARAC OCCITANIE. Ce GE a pour objet la mise à disposition de ses adhérents, de salariés liés au groupement par un contrat de travail. Le GE compte 2 membres :

- La SPL ARAC ;
- La SEM ARAC.

Dans le cadre de cette réorganisation, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, le personnel de la SPL ARAC a été transféré (par avenant) de la SPL ARAC vers le GE ARAC ; les 45 salariés ayant été transférés avec leurs congés acquis à leur date de transfert, le GE ARAC a refacturé ces congés payés chargés à la SPL ARAC.

Au 31 décembre 2022, la SPL ARAC OCCITANIE ne comptait plus que 4 personnes dont 3 en CDI et 1 PMAD.

Conformément à l'article du Règlement intérieur du GE ARAC, la SPL ARAC a fait une avance en compte courant d'un montant de 430 K€ au début de la constitution du GE.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC Occitanie à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2028 (renouvelé le 19/12/2022).

La Région Occitanie est représentée en la personne de Madame Aurélie MAILLOLS, Présidente du Conseil d'Administration de la SPL ARAC Occitanie pour la durée de son mandat d'administrateur.

L'élection des nouveaux représentants du personnel au Comité Social et Economique (CSE) et la désignation de nouveaux délégués syndicaux ont eu lieu en juin 2022.

Les membres du CSE se sont réunis les 6 juillet, 13 septembre, 8 novembre et 13 décembre 2022.

L'AS et le CA se sont réunis 5 fois en 2022 : 24 janvier, 29 avril, 23 mai, 18 juillet et 19 décembre

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021 et le 26 juin 2023 pour statuer sur les comptes 2022.

Le résultat net 2022 s'élève à 165K€ contre 79 K€ en 2021. Le chiffre d'affaires s'établit à 9 103 € contre 7 969 K€ en 2021, en progression de + 1 134 K€ par rapport à 2021, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 8 079 K€ (en hausse de + 634 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 593 K€ (en hausse de 220 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 289 K€ (en progression de 181 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 8 896 K€ en progression de + 1 014 K€ (+13%). Elles se composent notamment des achats et charges externes (1211 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 472 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 348 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 1 969 K€ soit une baisse de 1 254 K€ s'expliquant par le transfert de la quasi-totalité du personnel sur le GE ARAC courant 2022.

Au cours de l'année 2022, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Lycée La Cazotte - Sécurisation du site ;
- Lycée Anthonioz de Gaulle à Millaud- Sécurisation du site ;
- Lycée Garcia Lorca à Théza – Sécurisation du site ;
- Lycée Léon Blum à Perpignan ;
- Lycée Marie Durand à Rodilhan – restructuration ;
- Lycée Dumas à Alès – restructuration ;
- Lycée Georges Clémenceau Montpellier – restructuration ;
- Lycée René Causse à Clermont L'hérault – restructuration ;
- Lycée Jean VIGO à Millau (12) – restructuration et rénovation énergétique ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico Garcia Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre de Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- Lycée Michelet À Lannemazan: restructuration externat et rénovation thremique ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Construction du gymnase de Sommieres (34) ;
- Reconversion du stade jules soule ;

- Aménagement d'une zone d'activité sur les communes de Gourdourville-Pommevic ;
- Construction d'un gymnase et d'une salle polyvalente sur la Commune d'Auterive ;
- Suivi des études de faisabilité et programmation d'un complexe sportif à Figeac ;
- Construction d'un cinéma à Foix ;
- Etudes Préliminaires d'Aménagement – Site les Bonnets et aérodrome de Muret ;
- Contrat de Prestations Intellectuelles pour l'inventaire et Orientations Patrimoniales (Martel) ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Fac de Médecine de Montpellier ;
- Plusieurs Etudes de faisabilité PEM sur différentes communes : Saint Ambroix, Villefort, Auch, Limoux, Gragnague ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavarat ;
- Plusieurs mandats de Sécurisation des sites (Joffre – Mermoz Guesde, Henri IV Mermoz Béziers, Pasteur Roussel, Lurcat Miro à Parpignan, Bloch Bousquet Valéry, Gosse Jaures, Daudet – DHUODA Einstein Lamour, Ferroul King Lacroix Ruffie) ;
- Mesures compensatoires foncières pour la ligne Monrejeau/Luchon.

### **SAEML MONTPELLIER EVENTS**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2022, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 18 mai et 2 novembre 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 21 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclut le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire.

La société est représentée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2022 de la société est de 56 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 209 manifestations à 367 en 2022. La fréquentation est également en hausse de 74% avec 387 138 participants. L'activité 2022 a été marquée par une forte reprise. L'exercice 2021 avait été fortement impacté par la pandémie de Covid-19.

La hausse de la fréquentation est très importante au Zénith Sud (+170%), l'activité Spectacles ayant été à

l'arrêt au cours du premier semestre 2021. La fréquentation du Corum est également en forte hausse (+48%) en lien avec la reprise d'une activité normale en 2022.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (*Meeting Incentive Congress and Events*) regroupe les congrès, en forte hausse avec 92 événements ; le corporate avec 31 événements ; les 10 salons accueillis soit un total de 106 039 participants (52 165 participants en 2021 soit +103%) pour 133 manifestations (74 manifestations en 2021 soit +80%) ;
- Le marché des spectacles a pu reprendre fin d'année 2021 après une longue période d'arrêt et s'est traduit par une forte activité avec 112 événements contre 32 en 2021 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (*Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED*) a regroupé 122 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année. La fréquentation est en légère baisse, l'opéra de fin d'année ayant été annulé par l'OONMO à la suite de contraintes budgétaires.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2022, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : *Association Progress du Management, Floating Offshore Wind Turbine, World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy*, ... ;
- Salons : Université du Québec, ... ;
- Spectacles au Corum : Zaz, Veronique SANSON, le lac des cygnes, Casse-noisette, Paul MIRABEL, ... ;
- Programmation Culture : Cinemed, Festival Radio France, Festival Montpellier Danse, José MONTALVO (Montpellier Danse), Opéra Tosca, Beethoven Intime, Aida, Amadeus Live (OONMO) ;
- Spectacles au Zénith : Concert Z Events, DUTRONC & DUTRONC, Amir, Grand Corps Malade, Gad ELMALEH, Inès REG, Grand Bleu, Disney en concert, ...

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 12 724 K€ est en hausse de 50% par rapport à 2021 en lien avec la reprise d'activité et la fin de la pandémie Covid-19.

Le chiffre d'affaires se répartit à 89.5% pour le Corum et 10.5% pour le Zénith Sud.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 13 342 K€ (contre 9 589 K€ en 2021) pour un total de charges à 12 127 K€ (8 462 K€ en 2021). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 215 K€ (1 127 K€ en 2021).

Les charges ont augmenté en lien avec la croissance de l'activité et à la suite de la fin des mesures de chômage partiel et l'absence d'aides du fonds de solidarité.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 15 612 K€ en 2021, à 16 714 K€ en 2022, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière et affichant pour la première fois depuis de nombreuses années une reconstitution du capital.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 222 K€ contre 967 K€ en 2021.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 348 K€ (429 K€ en 2021).

Le résultat de la société pour l'exercice 2022 est positif à hauteur de 1 102 K€, à comparer à 1 358 K€ en 2021 (dont 1.6M€ d'aides salariales et fonds de solidarité). Le décalage du programme d'investissements et donc de la charge d'amortissement de la société, en lien avec la pandémie, permet notamment l'affichage de cet excellent bénéfice.

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 369 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux d'entretien s'élève à 1 364 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 285 K€ à fin décembre 2022.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 596 K€ sur l'année 2022.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. 19 congrès ont bénéficié du dispositif pour un montant d'aide apporté par la Métropole en 2022 de 167 K€, ce qui représente 11 000 congressistes et 23 000 nuitées. Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023.

Au cours de l'exercice 2023, les activités de la société Montpellier Events s'étendent avec la création d'une filiale « *Toulouse Congres* » pour gérer et exploiter le centre de Congrès Pierre-Baudis et les espaces Vanel à Toulouse. Cependant la société n'échappera pas aux impacts de la crise énergétique mondiale, avec une possible hausse jusqu'à près d'1M€.

### **SPL OCCITANIE EVENTS**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La Société Publique Locale (SPL) OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2022 est donc le quatrième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au cours de l'exercice 2022, la SPL OCCITANIE EVENTS a procédé à une augmentation de capital afin de restaurer ses fonds propres et sa capacité à investir compte tenu des difficultés économiques en lien avec la crise sanitaire ayant fortement impacté les années 2020 et 2021. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires s'est réunie le 15 mars 2022 pour valider l'augmentation de capital de 5 M€ pour le porter de 1.5 M€ à 6.5 M€. Seul le Département n'a pas souhaité participer à l'augmentation de capital.

Par conséquent, au 31 décembre 2021, le capital s'élève à hauteur de 6 466 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 43 actions soit 0,67% du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 6 327 actions soit 97,85%, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%), de la Ville de Pérols (0,67%) et du Département de l'Hérault (0,15%).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 20 avril, 21 juillet et 7 décembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La société est présidée par Marie-Thérèse MERCIER, représentante de la Région Occitanie et dirigée par son Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2022 et un mandataire social.

Le début d'exercice a été perturbé par les mesures sanitaires encore en vigueur qui ont restreint l'accès du public aux manifestations durant les premières semaines avec un retour à la normale à compter du 8 février. Comme toujours le quatrième trimestre a été le plus intense et représente plus de 62% du chiffre d'affaires (CA HT) 2022.

Sur l'année 2022, il y a eu 115 évènements avec 128 sessions (108 MICE, 4 Salons autoproduits, 16

Spectacles) contre 75 en 2021 (100 en 2019) ; et 680 636 visiteurs ont été accueillis (798 589 visiteurs en 2019 et 342 582 visiteurs en 2021).

Le Pole Salons représente un tiers du CA HT (5,2M€), la 1<sup>ère</sup> édition de la Foire de printemps a été un succès, même si l'objectif de CA HT n'a pas été atteint.

Le Pôle MICE s'est encore développé, il représente 61% du CA HT de la société soit 10,2M€ et 64% de la fréquentation des équipements.

La stratégie d'accompagnement mise en œuvre pour capter et installer des événements potentiellement récurrents a permis l'installation de 8 nouveaux événements au Parc Expo (salon des plages, salon des loisirs créatifs, 2 congrès avec expo, salon des métiers de bouche, festival du jeu vidéo, salon du meilleur de l'agriculture et de la mer Sud de France, salon de l'écologie Ad Natura).

Sur le segment du Sport, l'activité a été atypique et très soutenue cette année avec l'accueil du championnat du monde de patinage artistique au mois de mars, 2 matchs de préparation de l'Euro de basket et 2 matchs de l'équipe de France de volleyball cet été ainsi que 3 matchs du MHB.

Le marché Corporate des conventions d'entreprise a connu une très belle année.

L'activité Spectacle n'a vraiment redémarré qu'à compter de mars 2022 (le spectacle des restos du cœur en janvier a été enregistré à huis clos). Toutefois après 2 ans de crise, les artistes ont été heureux de repartir en tournée et l'Aréna a affiché une programmation riche et diversifiée, essentiellement concentrée sur le dernier trimestre.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 16.4 M€ en hausse de 84% par rapport à 2021 (8.9 M€) et en hausse de +3.5% par rapport à l'exercice de référence 2019 (15.8M€). Le total des produits d'exploitation s'élève à 16 759 K€ (9.5 M€ en 2021). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€).

Le total des charges d'exploitation s'élève à 15 650 K€ (10 567 K€ en 2021).

- Les frais de personnel affichent une augmentation (+20% +0.6M€) liée aux nouvelles embauches, ainsi qu'à la rémunération variable en hausse suite aux objectifs atteints ;
- Les autres achats et charges externes en augmentation de 3.6M€ principalement due aux frais de maintenance et aux fluides en lien avec l'accroissement de l'activité.

L'exercice 2022 a permis de distribuer une participation aux salariés à hauteur de 227 K€ (79 K€ en 2021).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 050 K€ contre 576 K€ en 2021.

Le résultat net enregistre un bénéfice record de 900 K€ (315 K€ en 2021).

Des investissements ont été réalisés pour près de 400 K€ et concernent notamment des installations d'éclairages leds des halls du Parc des Expositions, une nouvelle GTC, des équipements informatiques, des équipements d'exploitation, une fresque de MIST, ...

Les dépenses de renouvellement se sont élevées à 254 k€ (baies et onduleurs, système de contrôle d'accès, matériel d'exploitation divers tels que des manges debout, chaises, micros, ...). Les dépenses de renouvellement sur l'exercice et cumulées à fin 2022 s'élèvent à 1 M€ et font l'objet d'une provision contractuelle.

Grace à l'augmentation de capital, les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 538 K€ à fin 2021, à 4 335 K€ à fin 2022.



Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) versés en septembre 2020 (1.9 M€) et au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (1.9 M€), ont été remboursés en septembre 2022 (1.9 M€) et en mars 2023 (1.9 M€).

Pour les perspectives 2023, le niveau d'activités est très prometteur ; cependant bien que des mesures d'économie de la consommation énergétique du complexe événementiel soient mises en œuvre, les nouveaux tarifs relatifs à l'énergie, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2023, entraîneront une hausse de plus d'1 M€ par rapport à 2022 ; par conséquent le résultat pourrait être déficitaire bien que le chiffre d'affaires attendu atteigne un niveau historique aux alentours de 18 M€.

### **SPL SA3M**

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean-Pierre RICO.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des Communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

L'objet social des statuts de la SA3M a été modifié lors de l'AGE du mars 2022, en élargissant son objet social à la transition énergétique, et donnant la possibilité pour SA3M d'apporter une offre globale de service notamment en termes de production et distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération, d'efficacité énergétique et de rénovation thermique du bâtiment.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : les 10 février, 24 mars, 25 mai 2021 et le 27 juillet. L'Assemblée générale Extraordinaire modifiant les statuts de SA3M s'est tenue le 1<sup>er</sup> avril 2022 et celle statuant sur les comptes 2022 s'est tenue le 22 juin 2023.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société est de 13,2 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans.

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SERM et du GIE SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochés d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €.

ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et à la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M. La SA3M est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 5%, au côté de la SERM à hauteur de 40% et d'ACM à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient, axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Le résultat net 2022 après Impôts sur les Sociétés (IS) et Epargne Salariale du groupe SERM-SA3M-GIE termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de - 724K€) et l'IS s'affiche à 2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021).

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2022.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en baisse de -842 K€ soit -44% par rapport à 2021, il s'élève ainsi à 1 053 K€, (contre 1 896 K€ en 2021). Les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016, s'élèvent ainsi à 8 502 K€ à fin 2022. Le total du bilan s'élève à 222 M€.

Le montant des dettes bancaires s'élève à 141 M€. On note un recours à l'emprunt de 25 M€ pour couvrir les investissements nécessaires aux concessions d'aménagement et en parallèle, un remboursement des emprunts à hauteur de 30 M€.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2022 est de 84 018 K€ (contre 50 358 K€ en 2021). Au cours de l'année 2022, la SA3M s'est vue confier 4 nouveaux mandats (Mandat de la Maison du numérique avec la Commune de Castelnau-le-Lez, Hôtel des sécurités avec la Ville de Montpellier, Mandat d'études et de construction de l'extension du Musée Fabre avec la Métropole et Mandat de la Halle des sports avec la Métropole).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 108,6 M€ TTC en 2022 (dont 33,6 M€ HT d'acquisitions) contre 103,8 M€ TTC en 2021. Le montant des acquisitions a doublé par rapport à 2021, et concernent principalement la Restanque, la Mosson, Ode à la Mer et République.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un résultat d'exploitation de l'ordre de 1,9 M€.

Le montant des dépenses de personnel s'élève à 975 K€ contre 702 K€ en 2021, en hausse de +38% liée à des recrutements sur 2022

Le montant de la trésorerie s'élève à 8 339 K€ en 2022.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
  - o Pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Requalification Lauze, Démolition Tour Assas, Mise en valeur et*

*embellissement de l'espace urbain comédie esplanade triangle, Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, Parc Artisanal Sussargues, OPAH CD Mosson, Sablassou 2, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, ZAC Ricardo BOFILL (ex Pagezy), Nouveaux parc d'activités, Réalisation Cité des Arts, Requalification PAE Multi sites, Extension du musée Fabre, Extension et rénovation Centre de tri Demeter ;*

- o Pour le compte de la Ville de Montpellier (*Archives municipales, Bouisses Grezes, Etudes CAVALADE, Réhabilitation du skate park de Grammont, Aménagement secteur Grammont et Sud Grammont Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal*) ;
- o Pour le compte de la Communes de Sussargues (Cœur de Village),

- Des concessions d'aménagement pour le compte de :

- o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Nina Simone, Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Parc Artisanal Sussargues, , Cévennes*) ;
- o Ville de Montpellier (*Nouveau Grand Cœur, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, Beausoleil ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Cité créative (ex Quartier EAI), ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé, Hauts Croix d'Argent*) ;
- o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
- o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
- o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
- o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*).

Concernant les perspectives 2023 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- Les opérations se poursuivent de manière importante en 2023 avec près de 127,5M€ en prévision, dont 76% en concession d'aménagement ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 30M€ ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, tenues en février 2022, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- La perspective de création et d'exploitation d'un réseau de chaleur sur les quartiers Nord de Montpellier, dans le cadre de la nouvelle compétence énergie acquise depuis 2022 par la société.

## **SAEML SERM**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : le 10 février, le 24 mars, le 25 mai et le 27 juillet 2022. Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 04 mars 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 22 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

En 2022, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (RMCF) en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM-SA3M se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire de la Métropole : ACM, SERM et SA3M. La SERM en est actionnaire à hauteur de 40%, aux côtés de la SA3M à hauteur de 5%, et de ACM Habitat à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société SERM est de 89,5 équivalents temps plein (ETP). La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 43,9 ETP, contre 39,4 ETP en 2021. Pour rappel, le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, son temps de travail étant réparti entre les entités du Groupe.

Le résultat net global de la SERM à la clôture de l'exercice s'élève à 8 106 K€ avant impôt sur les sociétés (IS) et épargne salariale, pour atteindre 5 770 K€ après ces éléments, contre 4 267 K€ en 2021. Les capitaux propres s'élèvent à 41 093 K€ (dont 9,9 M€ de subvention d'équipement afférent au RMCF) en 2022 contre 35 997 K€ pour un total bilan de 238 M€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 63 821 K€ contre 48 782 K€ en 2021, soit une forte hausse de 30 % s'expliquant principalement par des ventes aux abonnés du Réseau de Chaleur en hausse et des rémunérations sur les conventions d'aménagement en hausse (soit +15M€ au global par rapport à 2021).

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 716 K€ contre un résultat de 961 K€ en 2021, soit une baisse de - 245 K€ s'expliquant notamment par une hausse des produits +10% (+1M€) moins importante que la hausse des charges +16% (+1,4M€). Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 002 K€ sont en baisse de -293 K€ par rapport à 2021. Ils comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 5 335 en 2022 contre 4 163 K€ en 2021 et 646 K€ en 2020, soit une variation de

+ 1 173 K€ (+ 28%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 21 580 K€ à fin 2022 contre 17 914 K€ en 2021. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 42 M€ TTC en 2022 contre 47,4 M€ TTC en 2021.

Le résultat net 2022 après IS et Epargne Salariale du groupe « *SERM-SA3M-GIE* » termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de – 724K€) et l'IS s'affiche à 2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021) soit une hausse de +13%.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
  - o Montpellier Méditerranée Métropole (*ZAC Parc 2000 Extension, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, ZAC Euromédecine II, ZAC et Lotissement Marcel Dassault, ZAC Dassault Extension*) ;
  - o Ville de Montpellier (*ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne Consuls de Mer, Quartier de la BAUME, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, Groupe Scolaire ZAC Nouveau Saint Roch*) ;
  - o Commune de Saint Jean de Védas (*ZAC Roque Fraisse*) ;
  - o Commune de Saint Brès (*ZAC Cantausse*) ;
- De l'immobilier d'entreprises (*VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal*) ;
- Des opérations en groupement (*CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours, Assistance en MO construction nouveau campus MBS*) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC Cité Créative Réhabilitation et extension ancien musée EAI).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2022, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%). Le 29 décembre 2022, la SERM est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 40%.

La SERM détient aussi toujours en 2022 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020. Le chiffre d'affaires net 2022 de la société Energie du Sud termine à 2 999 K€ contre 2 583 K€ en 2021. Le résultat net après IS termine à 191 K€ contre – 451 K€, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créée en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2022 est de -2 K€.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %). En 2022, SERM.ID ne réalise pas encore de chiffre d'affaires et termine avec un résultat de - 63K€.

La Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) CASSIOPEE a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m<sup>2</sup> au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. A la suite de la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022. La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée à l'arrêtée des comptes 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). La production stockée s'élève à 7 821 K€. Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2022.

La Société Civile de Construction Vente (SCCV) MUSEE EAI a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC Cité Créative, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2022 et ne dégage aucun résultat. Sa production stockée s'élève à 2 709 K€.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2023 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (40 M€ TTC en 2023) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans (4 782 consultations ont été lancées en 2022, les objectifs 2023 portent sur 2 165 logements) et la poursuite du programme « *Folies du XXIème Siècle* » ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (20 M€ d'investissements sont notamment programmés sur 2023) ;
- L'avenant 9 à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid pour modifier l'indice d'actualisation des tarifs de gaz, lié à la fin du TRV Gaz au 30 juin 2023.

## **SAEML SFMA**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la

représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOUSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophie MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2022, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Madame Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour un total de 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 2 février, le 10 mai et le 22 septembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. L'AGO d'approbation des comptes 2022 s'est tenue quant à elle, le 19 juin 2023.

La société est représentée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE.

L'année 2022 a été une année opérationnelle intense notamment en raison d'une mortalité importante. La part de marché obsèques s'élève à 50.68% en hausse par rapport à 2021 (47.3%). Cependant on constate un fort développement de la concurrence. L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 959 convois contre 1 788 en 2021, soit +9.6% ;
- 1 141 urnes contre 1 020 urnes en 2021, soit +12% ;
- 2 149 admissions en salons funéraires contre 2 059 en 2021, soit +4.37% ;
- 2 669 crémations contre 2 434 en 2021, soit +9.7%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 190 nouvelles adhésions sur l'exercice 2022 et 1 601 contrats actifs au 31 décembre 2022.

L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2022, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2022, il a été constaté 4 départs et 4 arrivées.

Des signalements de harcèlement sexuel et moral, évoqués au Comité Social et Economique en février 2022, ont été pris très au sérieux par la société qui a fait appel à un cabinet externe Stimulus pour enquêter. L'enquête confirme qu'il n'y a pas fait de harcèlement sexuel ou moral avéré. Une plainte a été déposée en octobre 2022 par une partie des salariés, à ce jour la société n'a pas été convoquée par la police ou la justice.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité, ainsi que la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs, ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 7.4%, s'élève à 6 818 K€ (6 347 K€ en 2021) et se répartit de la manière suivante :

- 71.7% pour l'activité « *pompes funèbres* » (4 890 K€ contre 4 592 K€ en 2021, soit +6.5%) ;
- 26.8% pour l'activité « *crémation* » (1 829 K€ contre 1 673 K€ en 2021, soit +9.3%) ;
- 1.5% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Malgré un contexte inflationniste compliqué, la société a pu démontrer sa compétence et son savoir-faire en maintenant les prix, en effet le tarif général 2022, pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 885 K€ en hausse de 4% par rapport à 2021 (5 654 K€). Les hausses portent essentiellement sur :

- La hausse des achats de marchandises et prestations + 38.5 K€ en lien avec l'accroissement de l'activité ;
- Les frais de personnels (y compris le personnel mis à disposition) qui représentent 46% des charges d'exploitation et affichent une hausse de 3.2% incluant la constatation d'une prime de partage de la valeur (prime « *Macron* ») à la suite de l'activité soutenue de 2022 pour 62 K€ et une prime d'intéressement de 82 K€ (75 K€ en 2021) ;
- Les charges liées aux fluides avec une hausse de 51% soit 86 K€ ;
- Les charges liées au cabinet Stimulus 49 K€ (enquête sur les harcèlements, hotline 24 heures / 24 et présence de psychologues sur place 1 jour par semaine durant le dernier trimestre).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 553 K€ (537 K€ en 2021).

Le résultat net s'élève à 699 K€, en hausse de 41.4% par rapport à 2021 (495 K€) ; décomposé d'une part de l'activité inhumation (-270 K€) et d'autre part de l'activité crémation (970 K€).

Le montant global des acquisitions 2022 est de 253 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 6 219 K€ (5 517 K€ en 2021). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

La société n'a reçu aucune avance en compte courant, ni aucune garantie d'emprunt de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de plusieurs nouveaux salons funéraires et d'une salle de cérémonie afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations proposés dès l'application du nouveau tarif en mai 2023.

### **SAEML SOMIMON**

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.



Au 31 décembre 2022, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société. La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni le 24 mai 2022 et le 13 décembre 2022. L'AGO s'est tenue le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 mai 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

L'effectif de la société était de 21 agents au 31 décembre 2022 soit 17 ETP, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2022, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil de Métropole du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des

producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 213 opérateurs ; dont 75 concessionnaires, 42 permanents et 30 saisonniers. On note 12 arrivées, 9 départs et 3 agrandissements en 2022. 20 transformateurs locaux utilisent les chambres de stockage et le service de la plateforme logistique du MIN, gérés par la SOMIMON.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

L'exercice 2022 ressort en bénéfice de 22 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 190 K€.

Les produits totaux représentent 3 281 K€ (en baisse de -15 K€, -0,4%) pour un total de charges de 3 258K€ (soit -20 K€, -0,6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit -17 K€, soit -0,6% par rapport à 2021), dont 700 K€ pour la filière fruits et 740 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+38 K€ soit +5%), et 591 K€ pour la plateforme entreposage, (+43 K€ soit +8%), qui représente 20% du chiffre d'affaires. La part de la filière agroalimentaire progresse avec 45% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 265 K€ (255 K€ en 2021).

Les éléments financiers au 31 décembre 2022 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Un nouveau programme d'investissement (2021-2023) a été autorisé dans la continuité de l'avenant 10 de la DSP.

Pour rappel fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

En 2022, la SOMIMON a poursuivi les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

Concernant les perspectives 2023, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur, en cours de réalisation. A noter en 2023, la nouvelle gestion de quai mutualisé accordée à la SOMIMON par l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt multi-produits partagé dit « quai mutualisé ».

### **SPL TaM**

Par délibération n°M2022-231 du Conseil de Métropole, en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Luc SAVY pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Sébastien COTE.

L'année 2022 marque la transformation de la forme juridique de la société qui a vu son statut évolué de SAEML à Société Publique Locale (SPL).

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, bien qu'inchangé en 2022 dans son montant global, a vu sa répartition modifiée à la suite du passage de SAEML en SPL. Montpellier Méditerranée Métropole détient 68.63% du capital de TaM et est représentée par 5 élus au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Ville de Montpellier (31.08%) avec 2 représentants dont le Président, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 7 reprises les 5 janvier, 16 février, 20 avril, 30 mai, 29 juin, 7 juillet, et 26 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 29 juin pour approuver la transformation de la SAEML en SPL et prendre acte des nouveaux représentants.

Au cours de l'année 2022, la société a été représentée selon deux modes de directions :

- Du 15 octobre 2021 au 3 avril 2022 par un Président Directeur Général Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN ;
- Du 4 avril 2022 au 9 février 2023 par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

L'année 2023 voit l'arrivée d'un nouveau Directeur Général, Loic MESSNER au 15 mai 2023.

En 2022, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 189 au 31 décembre 2022 (1 142 en 2021).

En 2022, plusieurs événements majeurs ont impacté l'entreprise :

- La transformation de la SAEML TaM en SPL mi 2022 (AGE 29/06/2022), avec rachats des parts des actionnaires privés par les deux actionnaires publics Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- L'entrée au capital de la Ville de Pérols dans la SPL en octobre 2022 (cession de 100 actions, soit 0,29% des parts de la Métropole à la Ville de Pérols) ;

- L'entreprise est déficitaire pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive à hauteur de -8,7 M€ ;
- Une forte hausse du cout de l'énergie, à la suite de la crise énergétique ;
- Une offre kilométrique impactée par les travaux de rénovation et de remplacement des rails et aiguillages ;
- Une forte inflation non répercutée dans l'indexation de la SFE (plafond et décalage de 18 mois des indices).

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 112 M€ (+0.9 M€ par rapport à 2021 soit +0.8%). Le montant des charges se porte à hauteur de 121 M€ (en évolution de +8 M€ soit +7.1%).

Le Résultat net comptable s'affiche encore en déficit à hauteur de -8 732 K€ pour 2022, plus important que le déficit de 2021 (-1 586 K€) (RNC -6,8 M€ en 2020 ; 1,2 M€ en 2019 ; 613 K€ en 2018). Le déficit est atténué par 1,9 M€ de reprise d'une partie de la provision retraite que la Chambre Régionale des Comptes avait recommandé de constituer en 2021. Hors reprises de provisions exceptionnelles, le résultat 2022 aurait été de -10.6M€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 20,8 M€ (contre 19.3 M€ en 2021) soit 17% du total du bilan. Ils sont composés du capital social de 4.3 M€, des subventions d'investissement de 25.8 M€ et un report à nouveau porté à -10 M€.

La situation nette est pour la première fois négative à -5.0 M€ (contre 3.6 M€ en 2021, 8.8 M€ en 2020).

On note une diminution du niveau de trésorerie passant de 50,6 M€ à 43,4 M€, dont 12,5 M€ de valeurs mobilières de placement.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise et à la baisse des recettes d'activités. Dans ce cadre, la Métropole a approuvé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir et a approuvé une indemnisation d'imprévision de 15 M€ versée en 2023 relative à la crise économique et énergétique mondiale subie en 2022 et en 2023.

### Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le transport à la demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 100% par Transdev.

Avec 36.5 millions de déplacements validés contre 32.6 en 2021 et 27.4 en 2020, les validations 2022 affichent une belle progression (+11.4%). Mais comparées à l'année 2019 de référence (50 millions de déplacements validés) elles demeurent en moyenne en baisse de -27%. Le nombre de voyages sur le réseau suburbain augmente également (+15.2%), tout en restant inférieur à 2019 (-9.4%).

Les produits (82,7M€) augmentent de 3,5M€ par rapport à 2021 (-8,5M€ / 2019) :

- 23.4 M€ de recettes clients, en baisse de -7,4% soit -1.9 M€ par rapport à 2021 du fait d'une part plus importante de clients bénéficiant de Pass gratuit et tarif réduit ;
- 9.7 M€ de compensation gratuité (3 M€ phase 1 et 6,7 M€ phase 2) contre 5,5 M€ en 2021. A fin 2022, ce sont 200 751 clients qui possèdent un pass gratuité actif ;
- 37.6 M€ de SFE, en hausse de 5% soit +1.8 M€ (35,8 M€ en 2021), mais la SFE intègre 1,2 M€ d'indemnisation travaux L5 (+0,8 M€ / 2021). Une SFE de 12.8 M€ est également versée à T3M dans le cadre de la DSP Transport ;
- 6.9 M€ de compensations sociales et scolaires, -17.3% soit -1.4 M€.

Les charges (94,9M€) augmentent de 13,3 M€ / 2021 (et +3,8M€ /2019) :

- +0,8 M€ Energie ;
- +3,8 M€ de frais de personnel (hausse des effectifs) ;
- +8 M€ sur les dotations et divers hors exploitation, l'année 2021 enregistrait des reprises exceptionnelles de provisions pour 7.2 M€.

L'activité transport génère une perte de -12.2 M€, contre -2,4 M€ en 2021.

La contribution totale pour TaM et T3M, versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève à 71.8 M€ TTC (67 M€ TTC en 2021) dont 57.2 M€ TTC pour TaM.

#### Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage. Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maitrise d'ouvrage pour 2022 s'établit à 2.2 M€ (1.9 M€ en 2021) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les études de l'extension de la ligne 1 (L1) vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la ligne 5 (L5) dont la quasi-totalité de l'équipe a été recrutée fin 2022.

#### Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029), Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

Après l'impact de la crise sanitaire entre 2020 et 2021, ce sont les travaux aux abords des parkings Centre-Ville et les modifications de règles de circulation qui ont impacté la fréquentation en 2022, notamment Gambetta (chantier L5) et Comédie (végétalisation place et fermeture tunnel). A l'inverse le développement de la ZAC Nouveau Saint Roch a pleinement bénéficié au parking de la gare Saint Roch et a permis de résorber la perte de fréquentation occasionnée par le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France fin 2019, le parking Saint Roch a ainsi vu son résultat passer en positif en 2022 (97,2 K€).

La fréquentation « *horaire* » augmente de 8.2% par rapport à 2021, mais reste inférieure de 19% à celle de 2019. Le parking Saint Roch affiche une forte hausse de fréquentation (+28%) suivi par le parking du Corum (+25%) avec la reprise de l'évènementiel et Europa (+36%). On note une hausse limitée sur Comédie (+4%) en raison des travaux et de la fermeture du tunnel. Sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-26.4% par rapport à 2021).

Le chiffre d'affaires « *horaire* » augmente de 828 K€ soit 15% par rapport à 2021, sans retrouver le niveau de 2019 (-15%).

La fréquentation « *abonnés* » est moins impactée par la crise (+1.5% / 2021) grâce au développement des abonnements sur Saint Roch (+58, soit +40%) et voit ses recettes en légère hausse de +1.6%.

L'ensemble des parkings du centre-ville affiche un résultat bénéficiaire de 65,4 K€ en hausse de 328 K€ principalement dû au bénéfice de Saint Roch (-262 K€ en 2021 dont déficit Saint Roch -322 K€).

Le montant des redevances versées à la Métropole s'élève à 1,5M€ (1,7 M€ en 2021) et 363 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum).

Depuis septembre 2022, un nouveau marché en prestation de service pour la gestion du parking de l'Hôtel de Ville a été attribué à TaM, avec un résultat bénéficiaire de 21,8 K€.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. Le stationnement sur voirie avec son 1<sup>er</sup> exercice d'exploitation au sein de TaM, affiche un bénéfice de 665 K€.

Articulée avec la mise en place de la gratuité des transports, l'activité Voirie se développe tant en termes de périmètre d'intervention (nouvelles zones) que de diversification de l'offre (zones très courtes durée, abonnements professionnels...) et l'acquisition de 2 nouveaux véhicules LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation).

Le montant des redevances dues pour l'exercice 2022 s'élève à :

- 4 383 K€ pour la Ville de Montpellier (3.2M€ en 2021) ;
- 2 712 K€ pour la Métropole (1.7 M€ en 2021).

#### Centre de Formation des Apprentis (CFA)

Le CFA a ouvert une 1<sup>ère</sup> section à la rentrée 2018. En 2022 ce sont 20 apprentis (3 promotions débutées en 2021), qui ont suivi une formation au sein du CFA de TaM.

La loi Avenir professionnel de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2022 de -100 K€ (-11 K€ en 2011, 152 K€ en 2020).

#### Autres activités des contrats privés

La transformation de TaM en Société Publique Locale au 29 juin 2022 prive TaM de la contribution économique de 7 contrats privés au financement des charges de structures de la direction stationnement. Le premier semestre 2022 affiche pour ces contrats un déficit de 37,9 K€ (-111 K€ en 2021).

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières sont importants.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des rapports annuels des administrateurs de la SPL ARAC Occitanie, la SAEML MONTPELLIER EVENTS, la SPL OCCITANIE EVENTS, la SPL SA3M, la SAEML SERM, la SAEML SFMA, la SAEML SOMIMON et la SPL TaM pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### **Ressources - Rapports Annuels des Déléataires de Service Public - Exercice 2022 - Approbation**

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les déléataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des déléataires (RAD) doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2022 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1<sup>er</sup> juin font parfois l'objet de modification par le déléataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Métropole ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

Équipement / Service	Déléataire
Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud	Groupe SAEML MONTPELLIER EVENTS / SPL TaM
Service extérieur des pompes funèbres et du	SAEML SFMA

Équipement / Service	Délégataire
crématorium	
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Planet Ocean Montpellier	SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER
Patinoire Vegapolis	SARL VM34000 (VERTMARINE)
Transports publics urbains	SPL TaM
Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe	SA EFFIA
Parc de stationnement Antigone	SPL TaM
Parc de stationnement Comédie	SPL TaM
Parc de stationnement Europa	SPL TaM
Parc de stationnement Gambetta	SPL TaM
Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SPL TaM
Parc de stationnement Peyrou-Pitot	SA INDIGO
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes)	SA ENEDIS
Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes)	SA GRDF
MAERA, Station de traitement des eaux usées	SCA VEOLIA Eau
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	SCA VEOLIA Eau
Unité de méthanisation AMETYST	SAS AMETYST

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants n'ont pas été remis :

Équipement / Service	Délégataire
Plages (lot 1)	SAS JET 7 LOCATION
Plages (lot 2)	SARL LOISIR D'ETE

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de la réception des rapports annuels des délégataires de services public au titre de l'exercice 2022 conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023**

### **Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport Annuel du Déléataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation Ametyst - Exercice 2022 - Approbation**

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets est établi annuellement, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2022 a été réceptionné le 29 avril 2023, conformément aux dispositions contractuelles, et fera l'objet :

- D'une communication ultérieure au Conseil de Métropole par délibération au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

#### **Les principaux faits marquants de l'exercice 2022 sont les suivants :**

Le défi que représente la gestion des déchets sur le plan écologique et climatique dans un contexte réglementaire et financier contraint, tout particulièrement pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés.

Les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

Ainsi, l'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un

nouveau PLPDMA, mis à disposition du public fin 2022 pour recueillir les remarques et avis, a été adopté par la Métropole début 2023.

De plus, l'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Pour pallier la fermeture de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries et assurer l'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu, fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€, et en 2022 plus de 11% d'augmentation supplémentaire liés à la conjoncture économique.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Ametyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) intégreront les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022 et s'orienter vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques complémentaires :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte tout en fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». Les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont ainsi été significativement renforcés fin 2021, notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire, pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie Zéro Déchet.

### **Concernant la prévention des déchets :**

La loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire de la Métropole grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1<sup>er</sup> programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 déchèteries de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des ordures ménagères résiduelles (OMR) et des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), Montpellier Méditerranée Métropole a voté début 2023 le lancement de son 2<sup>ème</sup> programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Celui-ci est composé de 24 projets structurants autour de 5 axes stratégiques que sont :

- Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, réutilisation et réparation des objets ;
- Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Accompagner les professionnels ;
- Positionner la Métropole comme un facilitateur et un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2022, l'on peut citer en particulier :

- **Le STOP PUB** : Près de 100 000 « *STOP PUB* » ont été distribués depuis 2016 par les guichets uniques, les éco-messagers lors d'animations et de stands de sensibilisation et dans le cadre du défi éco-responsable ;
- Dans le cadre de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec) qui dispose que « *les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés* », Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert en mai 2022 un premier « **Point de Réemploi** » pilote sur la déchèterie de Baillargues/Castries, dont la gestion a été confiée à titre de test à Emmaüs. Il rencontre depuis un vif succès, et le taux de réemploi des objets déposés est estimé à 95% ;
- L'accompagnement d'événements éco-responsables, et notamment du FISE pour tendre vers un **FISE Zéro Déchet** ;
- **La Foire Internationale de Montpellier** qui s'est tenue du 7 au 17 octobre 2022 : sur un stand mutualisé, avec pour thématique « *Zéro Déchet Montpellier 100% engagée* », la Métropole a pu dévoiler le clip de sa nouvelle campagne « *Ensemble, gagnons le match du tri !* » et échanger durant 11 jours autour de la stratégie globale Zéro Déchet, en proposant rencontres, animations et expositions ;
- A l'occasion de la 14<sup>ème</sup> édition de la **Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)** qui s'est déroulée du 19 au 27 novembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé un programme orienté « *Zéro Déchet* » s'adressant aux scolaires, au grand public, aux agents (Ville, Métropole, CCAS...). Ont ainsi été notamment organisés lors de cette semaine :
  - o Une conférence grand public avec Jérémie PICHON, l'auteur du livre « *Ma Famille presque Zéro Déchet* » ;
  - o Un premier Méga Troc en partenariat avec le Lycée Georges-Pompidou de Castelnau-le-Lez ;
  - o 30 animations scolaires dans les écoles primaires sur la réduction des déchets ;
  - o Des animations compostage (formation « *Référent de site* », ateliers « *Eco-jardinage* », formation « *Guide composteur* » et webinaire « *Initiation au compostage* ») ;
  - o Deux collectes solidaires à l'hôtel de Métropole et à l'hôtel de Ville de Montpellier au profit d'Emmaüs ;
- Les actions en faveur de la **promotion de l'hygiène durable** : Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi mené des distributions gratuites de protections hygiéniques lavables (culottes, serviettes et coupes menstruelles) auprès des étudiantes du territoire en lien avec le CROUS de Montpellier ;
- La reconduction de **l'Appel à Projets Zéro Déchet 2022 (AAP)** qui a récompensé 10 lauréats avec une enveloppe totale de 120 000 €.

### Concernant la gestion de proximité des biodéchets :

Axe essentiel de la politique Zéro Déchet, la stratégie Biodéchet portée par Montpellier Méditerranée Métropole prévoit une montée en puissance progressive de la promotion du tri à la source des biodéchets sur les prochaines années.

L'Appel à Projets « *Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie* » pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en 2020 a fait l'objet d'une validation par l'ADEME et par la Région en fin d'année 2022, avec l'objectif de détourner, à terme, des déchets résiduels, 35 kg/an/hab de biodéchets.

Ainsi, complémentirement au développement du compostage sous toute ses formes, l'enjeu est de redynamiser la collecte des biodéchets en la modernisant et en l'adaptant à la typologie d'habitat, qu'il s'agisse de collecte en point d'apport volontaire ou en porte à porte. Pour accompagner cette stratégie

Biodéchet, Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé son équipe spécialisée en recrutant une cheffe d'unité, un agent de sensibilisation et un gestionnaire du déploiement du compostage.

L'année 2022 a été mise à profit pour lancer une campagne de communication (nouveau visuel lancé lors de la Foire Internationale de Montpellier) et préparer des campagnes de formation (volonté de faire monter en compétences l'ensemble des acteurs du territoire) et de sensibilisation qui doivent permettre d'accompagner le développement du geste du tri des biodéchets à partir de 2023.

Elle a également permis de mener les actions suivantes :

- La mise à disposition gratuite de plus de 2 000 composteurs individuels supplémentaires pour les ménages ayant un jardin ;
- La mise en place de 57 nouveaux sites de composteurs collectifs, dont 28 équipements en résidences, 11 en établissements scolaires, 12 en entreprises et 6 structures communales, portant à près de 430 le nombre de sites équipés ;
- L'inauguration de 21 composteurs supplémentaires de quartiers (46 au total sur l'ensemble de la Métropole)
- L'organisation de 10 sessions de formations « *Référent de site compostage* » et 2 sessions de « *Guides composteurs* », ainsi qu'une soirée « *Réseau compostage* » dans le cadre de la Semaine européenne de la réduction des déchets (SERD), afin de rassembler les 50 référents de sites de compostage.

### **Concernant la collecte et le tri des déchets :**

#### **La simplification des consignes de tri :**

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour le déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri, des colonnes d'apport volontaires supplémentaires ont été installées sur le domaine public, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Au terme des deux premières années de déploiement, il convient de noter que, si l'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables à hauteur de 31 006 tonnes, celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues. Cela se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes. Ce phénomène n'étant pas spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole a conduit les éco-organismes CITEO/ADELPHE à proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation dénommé « *Plan BOOST ECT* ».

Montpellier Méditerranée Métropole s'est ainsi engagée dans le Plan Boost ECT. Il s'agit ainsi, tout au long de l'année 2023, de :

- Faciliter la compréhension et mieux communiquer sur les consignes de tri (courriers adressés aux foyers de Montpellier Méditerranée Métropole ; campagne de stickage des bacs jaunes dans l'habitat individuel et pose de panneaux pour locaux poubelles dans l'habitat collectif ; sensibilisation des bailleurs et syndics...)
- Améliorer la qualité du tri et augmenter les performances du Centre de tri DEMETER

Le montant prévisionnel de l'enveloppe dédiée s'élève à 1 M€, avec une participation CITEO de 0,5 M€.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets :**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme

Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2022 la totalité des 128 902 tonnes de déchets résiduels (127 120 tonnes) et biodéchets (1 782 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère baisse par rapport à 2021 (-1,1 %), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement pour élimination.

L'unité AMETYST a également accueilli 9 729 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc...) contre 8 115 tonnes en 2021.

Le procédé « *d'ultracriblage* » démarré au 1<sup>er</sup> janvier 2015 a permis de produire 35 806 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 (39 303 tonnes de 2021) qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 159 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées.

La production d'énergie s'est établie en 2022 à 30 727 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur des 2 300 logements de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (35 516 MWh en 2021).

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016 fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

Il convient de noter que le « *socle commun* » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture, dont la mise en œuvre est désormais envisagée au 1<sup>er</sup> janvier 2025, impactera fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant le retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité Amétyst. Il obligera à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application prévue ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

Le contrat d'exploitation de l'unité Ametyst arrivant à terme au 31 décembre 2024, le nouveau contrat qui sera attribué fin 2024 devra intégrer cette perspective d'excellence des composts issus des seuls biodéchets et rechercher de nouveaux moyens d'optimisation de son fonctionnement dans la lignée de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2022 une baisse du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 146 488 € en 2022 contre 1 423 602 € en 2021 et 1 175 161 € en 2020, soit -276 K€ par rapport à 2021 (- 19%).

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en

Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 089 K€ soit une stabilité +0,4 % par rapport à 2021, dont 19,6 M€ pour le chiffre d'affaires qui lui apparaît en hausse de + 1,2 M€. La stabilité s'explique par une forte baisse des reprises sur amortissements de - 1,1 M€, qui atténue l'effet à la hausse du CA

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 14,3 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de + 916 K€ soit +6,8 % par rapport à 2021. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « *redevance transport* » d'un montant de 3M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « *refus* » forfaitaire initiale.

Quatre autres principaux postes expliquent la hausse du chiffre d'affaires général :

- Le traitement des déchets OMR à hauteur de 11 M€, en hausse de +210 K€ soit +2%, notamment lié à un volume en légère baisse de - 1% et un tarif en hausse de +2,57€ /T ;
- Le traitement des Ordures Ménagères Résiduelles OMR/ biodéchets tiers à hauteur de 760 K€, en hausse de +187 K€ soit +32%, notamment liée à la hausse du volume des OMR/ Biodéchets Tiers, avec un tonnage de 9 729 Tonnes en hausse de +1 614 Tonnes. ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 4 M€ augmentent de +322 K€ par rapport à 2021 soit +9 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +41 K€ soit +12%, du fait du maintien en 2021 de la reprise des cours sur le marché amorcé en 2020 ;

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2022, la facturation des déchets tiers est de 127 567 € soit +2,5%, elle s'élevait à 124 435 € pour 2021, 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 496 K€ et stable +0,1 % par rapport à 2021. Les charges fixes sont de 7 286 K€ en 2022, en baisse de -2 %, et s'élevaient à 7 448 K€ en 2021 et à 7 830 K€ en 2020. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2022, soit 5 067 k€ (contre 4 422 K€ en 2021 et 4 292 K€ en 2020). En revanche, les charges énergétiques sont en baisse de -691 k€ malgré une hausse des coûts unitaires du fait d'une rectification du mode de comptage de la quantité d'électricité consommée par l'usine.

L'entretien et le renouvellement des équipements ont représenté 2,35 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2022, contrairement à 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,8 M€ est en hausse de 549 k€ soit 17%, et représente 20,5% du total des charges. Pour rappel en 2021, la masse salariale s'élevait à 3,2 M€ et affichait une baisse par rapport à l'exercice précédent (- 342 K€ soit -10 %), et représentait 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire augmentent de + 108 K€ soit + 28% contre une diminution de -132 K€ en 2021, ainsi en 2022, le niveau de personnel intérimaire a donc été élevé et s'approche du niveau constaté en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

En 2022, les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont fortement augmenté de 690 k€ (+20%) après avoir diminué de -238 K€ (-7%) en 2021, avec un montant de 4 M€ contre 3,4 M€ en 2021.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation comme en 2021.

A noter un montant de l'impôt sur les bénéfices en forte augmentation de 379 K€ en 2022 contre 47 K€ en 2021.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait

à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Des études menées en 2013 ont conduit à adopter un programme de travaux d'extension et de rénovation du centre de tri, menés en 2019.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation significative des tonnages de déchets recyclables. 31 294 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2022. Cependant, elle s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables, qui s'établit désormais entre 30% et 35%, en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat, partagé par de nombreuses collectivités engagées dans l'extension des consignes de tri a conduit l'éco-organisme **Citeo** à proposer aux territoires volontaires **le Plan Boost ECT**, dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site ont été menés en 2022 et s'achèveront au printemps 2023.

Afin d'assurer la continuité du service à la suite de la fermeture de l'installation de stockage fin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a recherché de nouvelles capacités d'accueil et de traitement des refus conformément au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. Ce plan, approuvé fin 2019, définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le constat dressé de la disponibilité de capacités suffisantes de traitement sur le territoire de la région conduit en l'élargissement des zones de chalandise des installations de traitement autorisées.

Cette fermeture a donc modifié dès 2020 et de façon significative, l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, en générant une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Le montant global de la gestion des marchés pour l'élimination des déchets ultimes a ainsi été de 22,1 M€ en 2022, en augmentation de 11% par rapport au montant 2021 (19,9M€.). Ces contrats arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022. Outre l'augmentation progressive de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) jusqu'en 2025, les perspectives de réduction programmée par le SRADDET des capacités d'accueil des installations induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service telle que constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets végétaux, issus des déchèteries ou des apports directs des habitants, a été assurée sur les unités de Grammont, initialement gérée en régie par Montpellier Méditerranée Métropole et dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé, et de Pignan, en exploitation privée, pour permettre notamment la production de coproduits (broyats) alimentant le process de méthanisation à Ametyst ou pour la digestion des boues sur les stations d'épuration de Baillargues et Fabrègues.

36 041 tonnes de compost normé NFU 44 051 ont ainsi été produites sur Ametyst en 2022.

### **Actions de communication**

En 2022, dans le cadre déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une nouvelle stratégie de communication, qui se déclinera en 4 phases.

La première campagne (Sensibiliser grâce aux ambassadeurs sportifs) a été lancée lors de la Foire Internationale de Montpellier : « *Ensemble, gagnons le match du tri* » : Pour encourager les Montpelliérains à trier leurs déchets, la métropole a fait appel à ses sportifs de haut niveau. Le footballeur Téji SAVANIER, la basketteuse Romane BERNIES et le volleyeur Nicolas LE GOFF prêtent leur image à la nouvelle campagne « *Zéro Déchet* ».

3 autres campagnes sont ensuite prévues à échéances régulières, débutant en février 2023 par la phase 2 « *Les Défis du Tri* ».

### **Information et prise en charge des demandes des usagers**

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2022, 21 121 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "*e-service*" est venu compléter les services au citoyen et près de 22 850 formulaires ont été enregistrés en 2022, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, près de 44 000 demandes qui ont été reçues par la Pôle DCE au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service public.

### **En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

<b>Ordures Ménagères et Assimilées</b>	<b>Tonnages collectés 2022</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	130 705
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	30 823
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 894

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés 2022</b>
Déchèteries	78 757
Encombrants collectés en porte à porte	8 422

Soit un total de 259 180 tonnes collectées en 2022, soit 519 kg par habitant, ratio en baisse par rapport à 2021 (528 kg/hab), en raison de la baisse des tonnages pour tous les flux de déchets.

En 2022, la baisse de production des Déchets Ménagers et Assimilés est plus globalement constatée sur une large part du territoire national. Outre les effets des politiques de prévention et de réduction des déchets, elle semble également liée à la conjoncture économique et internationale de l'année 2022.

### **Les principales données financières :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2022 s'élève, hors amortissement, à 4 280 668 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 79 905 953 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :



**Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 24,12 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 6,02 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,92 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,00 M€ TTC ;

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 16,25 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 22,85 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 5,21 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,52 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 1,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,75 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 0,93 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 89,38 M€ de recettes en 2022. Les collectes sélectives ont généré environ 8,59 M€ de recettes, dont 5,89 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,69 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 4,14 M€ en 2022.

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 13 juin 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 JUILLET 2023

### Aménagement durable - Comptes-Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) - Avenants - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

La présente délibération a pour objet la présentation des Comptes Rendus A la Collectivité (CRAC) des opérations d'aménagement dont Montpellier Méditerranée Métropole est concédante. Ces opérations sont au nombre de 22.

#### 1- Concession Cévennes - Montpellier

L'année 2022 a permis de poursuivre la mise en œuvre du projet urbain et de lancer des missions de concertation avec la population. Le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a été validé par le Conseil de Métropole du 26 juillet 2022, et les études de maîtrise d'œuvre des espaces publics engagées à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Le bilan global de l'opération proposé au CRAC 2022 par la SA3M est de 100 186 K€ HT, soit une augmentation de 801 K€ HT comparativement au bilan validé dans le CRAC 2021 qui était de 99 386 K€ HT. Cette légère évolution permet d'intégrer une actualisation des coûts d'acquisition au titre du portage ciblé. Cette augmentation du bilan n'induit pas d'augmentation de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole, qui reste fixée à 50 959 000 € HT, dont :

- Participation d'équilibre 28 924 000€ HT ;
- Participation affectée au rachat d'équipements 22 034 700 € HT.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>99 386</b>	<b>2 626</b>	<b>92 978</b>	<b>100 186</b>	<b>800</b>
Dont acquisitions auprès du concédant	841		-	857	16
Dont acquisitions	32 938	1 538	29 861	33 648	710
Dont travaux VRD	17 436	15	17 384	17 439	3
Dont travaux bâtiments	19 960	90	19 821	19 957	- 3
Dont rémunération	11 383	639	9 796	11 386	3
Dont frais financiers sur CT	127	3	733	755	628
Dont frais financiers sur MT/LT	4 466	12	3 887	3 911	- 555
<b>RECETTES</b>	<b>99 386</b>	<b>8 985</b>	<b>88 219</b>	<b>100 186</b>	<b>800</b>
Dont vente de bâtiments	17 405		18 205	18 205	800

En € HT

## 2- Concession Mosson – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le bilan global de l'opération proposé par la SA3M est de 408 315 000 € HT, soit une augmentation de 13 584 000 € HT comparativement au bilan validé dans le CRAC 2021 qui était de 394 731 000 € HT. Cette augmentation permet d'intégrer les évolutions du projet urbain, notamment sur les secteurs Mosson Sud et surtout Saint Paul faisant l'objet de procédures de ZAC.

Cette augmentation du bilan n'induit pas d'augmentation de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole, qui reste fixée à 201 262 626 € HT, dont :

- Participation d'équilibre 136 183 000 € HT ;
- Participation affectée au rachat d'équipements 65 079 626 € HT.

Le montant des travaux pour la réalisation des deux groupes scolaires situés à la Mosson est en augmentation du fait de l'inflation du coût des matériaux. Afin d'intégrer celle-ci, la mise en place d'une participation complémentaire de la Ville de Montpellier d'un montant de 2 437 000 € apparaît nécessaire, passant de 57 619 000 € HT à 60 056 000 € HT.

Compte tenu de la mise en œuvre progressive du projet urbain, il apparaît également nécessaire de modifier l'échéancier prévisionnel de la participation financière du concédant. Il est ainsi proposé un avenant n°3 à la concession d'aménagement, permettant d'intégrer une nouvelle répartition de la mobilisation financière de Montpellier Méditerranée Métropole sur les années 2023, 2024 et 2025.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>394 731</b>	<b>11 861</b>	<b>382 387</b>	<b>408 315</b>	<b>13 584</b>
Dont études	11 160	1 258	7 133	10 256	904
Dont acquisitions auprès du concédant	1 920		3 201	2 164	244
Dont acquisitions	102 240	5 925	99 283	113 041	10 801
Dont travaux VRD	91 807	65	89 115	89 193	2 614
Dont travaux bâtiments	77 766	1 206	80 954	82 384	4 618
Dont honoraires sur travaux	30 880	336	30 944	31 286	406
Dont rémunération	41 451	1 817	37 882	42 268	817
Dont frais divers	26 179	1 194	24 265	25 859	320
Dont frais financiers sur CT	870	3	1 954	1 967	1 097
Dont frais financiers sur MT/LT	10 457	57	9 826	9 898	559
<b>RECETTES</b>	<b>394 731</b>	<b>12 220</b>	<b>385 974</b>	<b>408 316</b>	<b>13 585</b>
Dont loyers	9 809	334	9 368	9 766	43
Dont récupération charges locatives	2 803	76	2 573	2 665	138
Dont vente de terrains et droits	9 403		19 608	19 607	10 204
Dont vente au concédant	5 859		12 718	6 359	500
Dont vente de bâtiments	26 424		27 548	27 548	1 124
Dont participations subventions (hors concédant)	139 171	1 410	139 698	141 108	1 937

En € HT

### 3- ZACs Garosud et Garosud Extension – Montpellier

Les travaux de la ZAC Garosud sont aujourd'hui entièrement réalisés. Les travaux d'aménagement de la 2ème et dernière tranche de Garosud extension permettant la viabilisation de l'ensemble de la ZAC sont également achevés. La quasi-totalité des lots a été commercialisée avec, en 2022, la signature de deux promesses de vente (SCI Equilibre sur le macro Lot A et Kiloutou), et d'un acte de vente (Burostation).

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 136 000 € HT. Cette augmentation de charges (augmentation des impôts fonciers, de la rémunération du concessionnaire liée à l'augmentation des dépenses, des frais financiers liée à la mise en place de deux nouveaux emprunts) est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions consécutives à une optimisation du prix de cession et de la surface de surface de plancher commercialisée. Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée.

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000 €.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>64 204</b>	<b>228</b>	<b>1 071</b>	<b>64 340</b>	<b>136</b>
Dont acquisitions	18 097	38	18 130	18 115	18
Dont travaux VRD	28 847	63	28 973	28 823	- 24
Dont honoraires sur travaux	2 049	25	504	2 038	- 11
Dont rémunération	7 469	69	7 505	7 505	36
Dont frais divers	670	4	674	674	4
Dont frais financiers CT	1 378	27	1 384	1 362	- 16
Dont frais financiers MT/LT	3 276		135	3 406	130
<b>PRODUITS</b>	<b>64 204</b>	<b>720</b>	<b>3 555</b>	<b>64 340</b>	<b>136</b>
Dont vente de terrains et droits	44 130	720	3 549	44 260	130
Dont produits divers	418		6	424	6

En € HT

### 4- Concession Cambacérès - Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 90 252 000 € HT, dont 13 836 000 € HT en 2022, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation de la ZAC1 et de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de finition de la Halle de l'innovation. Un acte a été signé sur l'année portant sur la cession de la Halle de l'Innovation à Montpellier Méditerranée Métropole. En outre, 7 îlots ont déjà été commercialisés et sont en cours de construction ou d'autorisation : l'école du numérique Ynov, les programmes tertiaires de l'enveloppe urbaine, la Montpellier Business School et la Halle Nova. L'ensemble de ces programmes totalisent 111 115 m² de surface de plancher.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 207 639 000 € HT, en hausse de 2 009 000 € HT. La participation du concédant est en hausse de 8 390 000 € afin de compenser la révision de prix des travaux et honoraires sur travaux sur les années 2023 à 2026 pour un montant de 812 000 € HT, ainsi que la perte de constructibilité du lot ES3 pour un montant de 7 578 000 € HT lié au choix fait dans le cadre du futur PLUi d'abandonner la réalisation de cet îlot au bénéfice d'une extension de la zone naturelle au sud du château de la Mogère.

L'évolution du montant de la participation requiert la signature d'un avenant n°10 au traité de concession.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>205 630</b>	<b>13 836</b>	<b>117 387</b>	<b>207 639</b>	<b>2 009</b>
Dont études	5 768	31	3 072	6 437	669
Dont acquisitions	10 814	1 157	7 660	11 931	1 117
Dont travaux VRD	96 164	7 210	51 461	92 979	-3 185
Dont travaux bâtiments	21 683	2 427	8 055	21 439	-244
Dont honoraires sur travaux	15 470	1 035	9 740	17 221	1 751
Dont rémunération	21 165	693	13 084	21 004	-161
Dont frais divers	2 170	227	2 039	3 746	1 576
Dont frais financiers sur CT	520	56	503	655	135
Dont frais financiers sur MT/LT	6 987	251	6 468	7 337	350
<b>PRODUITS</b>	<b>205 630</b>	<b>3 654</b>	<b>171 722</b>	<b>207 638</b>	<b>2 008</b>
Dont vente de terrains et droits	152 946	1 154	127 897	146 565	- 6 381
Dont participation concédant	13 625	2 000	15 240	22 015	8 390

En € HT

### 5- ZAC Hippocrate – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession, s'élève à 6 188 000 € HT, dont 1 972 000 € sur l'année 2022.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 267 000 €, sans évolution. Aucune participation du concédant n'est prévue. Cette opération a apporté 3 046 000 € de fonds de concours déjà versé à la collectivité : un fonds de concours de 1 668 000 € pour contribuer aux travaux de viabilisation de la ZAC Nina Simone, auquel s'ajoute 1 378 000 € de contribution au financement de l'enfouissement des lignes haute tension réalisé en 2020.

La concession arrivant à échéance, il est proposé un avenant de prolongation de la concession pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028 pour permettre de couvrir les travaux des deux derniers lots commercialisés.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>7 265</b>	<b>1 972</b>	<b>1 079</b>	<b>7 267</b>	<b>2</b>
Dont études	383		596	345	- 38
Dont acquisitions	1 184	122	1 297	1 297	113
Dont travaux VRD	1 704	153	634	1 688	- 16
Dont honoraires sur travaux	63		27	50	- 13
Dont rémunération	737	18	134	723	- 14
Dont frais divers	113	11	28	114	1
Dont frais financiers sur CT	18	1	1	1	- 17
Dont frais financiers sur MT/LT	18		8	4	- 14
<b>PRODUITS</b>	<b>7 265</b>	<b>2</b>	<b>8 147</b>	<b>7 267</b>	<b>2</b>
Dont produits financiers	1	2	3	3	2

En € HT

**6- Concession Nina Simone – Montpellier**

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 250 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, fouilles archéologiques, rémunération du concessionnaire et frais divers.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 081 000 €. Les évolutions principales, chiffrées à 807 000 € HT portent sur les coûts d'acquisitions foncières restant à réaliser, qui ont été réévaluées, et le montant des travaux, qui ont été optimisés et sont en baisse de 270 000 € HT.

Le bilan évolue également du fait de la diminution du poste recettes foncières et de celui correspondant aux acquisitions auprès du concédant, puisque la Métropole a décidé, par délibération du 30 mars 2023, de céder directement à l'Etat l'emprise de l'Académie de police.

En contrepartie, la participation est revue à la hausse pour un montant de 2 380 000 € HT, et s'établit à un total de 4 360 000 € HT dont :

- 2 780 000 € de participation d'équilibre ;
- 1 580 000 € de participation au Programme des Equipements Publics.

Aussi un avenant n°3 est aujourd'hui proposé afin de modifier le montant de la participation du concédant.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>15 274</b>	<b>37</b>	<b>15 833</b>	<b>16 081</b>	<b>807</b>
Dont acquisitions auprès du concédant	3 000		4 672	2 336	- 664
Dont acquisitions	2 305		3 366	3 387	1 082
Dont travaux VRD	6 379	7	6 063	6 109	- 270
Dont rémunération	1 735	6	1 660	1 775	40
Dont frais divers	368	14	352	370	2
Dont fonds de concours			400	400	400
Dont frais financiers sur CT	24		81	81	57
Dont frais financiers sur MT/CT	442		602	602	160
<b>RECETTES</b>	<b>15 274</b>	<b>650</b>	<b>14 501</b>	<b>16 081</b>	<b>807</b>
Dont vente de terrains et droits	13 294		11 721	11 721	- 1 573
Dont participation concédant	1 980	650	2 780	4 360	2 380

**En € HT**

## 7- ZAC Odysseum Est – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées est de 579 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour des installations ludiques temporaires. L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 17 204 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

Au regard des arbitrages envisagés dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Climat, la suppression de cette ZAC et la clôture de cette concession sont projetées d'ici 2024.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>17204</b>	<b>118</b>	<b>16625</b>	<b>17 204</b>	<b>0</b>
Dont études	396		219	320	-76
Dont travaux VRD	4 357	98	4045	4 403	46
Dont rémunération	1 679	7	1642	1 677	-2
Dont frais financiers CT	474		199	207	-267
Dont frais financiers LT			298	298	298
<b>PRODUITS</b>	<b>17 204</b>		<b>17204</b>	<b>17 204</b>	<b>0</b>

En € HT

## 8- ZAC Porte de la Méditerranée – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 114 467 000 € HT, dont 1 580 000 € HT réalisés en 2021, correspondant essentiellement à des travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 107 417 000 € HT, dont 126 000 € HT réalisées dans l'année et correspondant à la signature d'un compromis de vente avec la société SCI AEKO lot 7 pour un projet de 2 578 m<sup>2</sup> de surface de plancher sur le lot 7 incluant une salle de sport, des commerces et des services.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 117 979 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT et a déjà été versée.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>116 638</b>	<b>1 580</b>	<b>3 512</b>	<b>117 979</b>	<b>1 341</b>
Dont études	4 864	80	91	4 919	55
Dont acquisitions	10 248	14	10 261	10 261	13
Dont travaux VRD	34 662	1 339	1 298	35 814	1 152
Dont honoraires sur travaux	4 770	12	79	4 773	3
Dont rémunération	13 878	118	1 341	14 041	163
Dont frais financiers sur CT	1 275	3	566	1 229	46
Dont frais financiers sur MT/LT	4 371	13	42	4 372	1
<b>PRODUITS</b>	<b>116 637</b>	<b>126</b>	<b>9 638</b>	<b>117 979</b>	<b>1 342</b>
Dont cessions	57 865	126	7 300	59 207	1 342

## 9- ZAC Parc 2000 et Parc 2000 Extension – Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 19 262 000 € HT, dont 169 000 € HT en 2022, correspondant principalement à des travaux de voiries et de réseaux, aux frais d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 799 000 € HT, en baisse de 33 000 € HT. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole, déjà entièrement versée, reste fixée à 1 827 000 € dont :

- 1 050 000 € de participation à l'équilibre ;
- 228 000 de participation au Programme des Equipements Publics ;
- 549 999 € de subvention d'équipement au VEAS.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>19 832</b>	<b>169</b>	<b>537</b>	<b>19 799</b>	<b>33</b>
Dont acquisitions	4 485	2	4 487	4 487	2
Dont travaux VRD	6 811	31	6 818	6 818	7
Dont travaux	2 126	7	2 120	2 120	- 6
Dont honoraires sur travaux	478	3	481	481	3
Dont rémunération	2 236	31	136	2 240	4
Dont frais d'exploitation	2 460	85	336	2 432	- 28
Dont frais financiers sur CT	257	9	48	254	- 3
Dont frais financiers sur MT/LT	658		3	645	- 13
<b>PRODUITS</b>	<b>19 832</b>	<b>260</b>	<b>1 141</b>	<b>19 799</b>	<b>33</b>
Dont loyers	4 445	183	781	4 401	- 44
Dont récupération de charges locatives	1 772	77	360	1 783	11

En € HT

## 10- ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension – Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 8 514 000 € HT, dont 1 757 000 € HT en 2022, et les recettes perçues à 4 019 000 € HT, dont 1 204 000 € HT en 2022.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 31 259 000 € HT, en augmentation de 5 312 000 € HT. Cette augmentation résulte notamment des frais de nettoyage du site à la suite de l'occupation du site par des Roms, et de l'impact de l'installation du groupe scolaire (travaux d'aménagement et diminution des charges foncières attendues)

La participation de la Ville de Montpellier attendue pour permettre la réalisation du groupe scolaire, est établie à 20 273 000 € HT, en augmentation de 2 753 000 € HT compte tenu de l'actualisation du coût des travaux de construction.

Le montant de la participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 2 920 000 €, en augmentation de 1 344 000 € par rapport au dernier bilan.

Il est proposé d'adapter les montants et les échéanciers de versements de cette participation dans la concession d'aménagement, par un avenant n°6.



Intitulé	Bilan approuvé	2022	reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>25 948</b>	<b>1 757</b>	<b>22 746</b>	<b>31 259</b>	<b>5 311</b>
Dont acquisitions	641	8	949	649	8
Dont travaux VRD	5 085	1 483	7 965	6 432	1 347
Dont travaux bâtiments	15 529		19 125	19 125	3 596
Dont honoraires sur travaux	270	44	301	273	3
Dont rémunération	1 749	169	1 445	2 066	317
Dont frais divers	220	47	321	224	4
Font frais financiers sur CT	57	4	140	87	30
Font frais financiers sur MT/LT	312	2	106	319	7
<b>PRODUITS</b>	<b>25 948</b>	<b>1 204</b>	<b>27 240</b>	<b>31 259</b>	<b>5 311</b>
Dont vente de terrains et droits	6 752	1 003	4 537	7 965	1 213
Dont autres participations	17 520		40 546	20 273	2 753
Dont participation concédant	1 576	200	5 351	2 920	1 344
Dont produits financiers	1	1	2	2	1

En € HT

### 11- Concession Eurêka – Castelnau-le-Lez et Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 99 133 000 € HT, dont 2 782 000 € HT en 2021, consistant essentiellement en travaux de finition en accompagnement des livraisons des bâtiments.

Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 82 866 000 € HT, dont 6 889 000 € HT en 2022, correspondant à la commercialisation de six lots, dont trois lots de logements sur la ZAC Extension Eurêka, et trois lots d'activités sur la ZAC Parc Eureka, totalisant 19 525 m² de surface de plancher. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 46 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %. Y sont déjà implanté notamment les entreprises Ubisoft, IBM, Medtech, Alstom... Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 137 608 000 € HT, en baisse de 395 000 € HT grâce à la baisse des risques sur cession.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>138 002</b>	<b>2 782</b>	<b>38 475</b>	<b>137 608</b>	<b>- 394</b>
Dont études	1 740	58	2 025	1 276	- 464
Dont acquisitions	29 898	70	6 779	29 966	68
Dont travaux VRD	36 683	1 368	9 459	36 954	271
Dont travaux	9 757	126	10 525	9 646	- 111
Dont honoraires sur travaux	3 828	120	852	3 829	1
Dont rémunération	15 711	625	5 845	15 578	- 133
Dont frais divers	13 288	354	5 772	12 691	- 597
Dont frais financiers sur CT	1 782	11	319	1 109	- 673
Dont frais financiers sur MT/LT	7 097	51	3 052	7 601	504
Dont amortissements techniques			294	294	294
<b>PRODUITS</b>	<b>138 002</b>	<b>6 889</b>	<b>54 742</b>	<b>137 608</b>	<b>- 394</b>
Dont loyers	20 867	228	9 331	19 704	- 1 163
Dont recuperation charges locatives	7 085	90	3 639	6 921	- 164
Dont vente de terrains et droits	92 849	6 484	38 217	93 562	713
Dont vente de bâtiments	3 422		3 554	3 554	132
Dont produits divers	381	87	467	467	86

En € HT

## 12- ZAC Euromédecine – Grabels et Montpellier

Les efforts de recommercialisation qui ont été observés en 2021 ont donné des résultats probants en 2022, en particulier ceux visant le repositionnement d'activités médicales ou paramédicales. Les demandes pour 2023, permettent de stabiliser les prévisions.

Par ailleurs les résultats d'exploitation des immeuble bio pôle restent équilibrés.

De plus, les études pour la définition de la recomposition et la reprogrammation du secteur ouest ont été lancées. L'approche environnementale et hydraulique du site ainsi que la question du grand paysage, de l'urbanité et de la densité, se positionnent au cœur de la réflexion en articulation avec les nouvelles ambitions de la collectivité incarnées par le projet Med Vallée.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 83 251 000 € HT, dont 1 837 000 € HT pour l'année 2022 et correspondent essentiellement aux frais financiers liés à la révision des prix des travaux (778 K€ HT).

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 111 371 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>109 784</b>	<b>1 837</b>	<b>25 932</b>	<b>111 371</b>	<b>1 587</b>
Dont études	1 952	29	2 197	1 965	13
Dont travaux VRD	28 595	259	38 732	28 945	350
Dont travaux bâtiments	20 874	171	534	20 986	112
Dont honoraires sur travaux	4 407	35	4 801	4 445	38
Dont rémunération	11 891	388	4 019	11 981	90
Dont frais divers	16 236	798	6 826	17 240	1 004
Dont frais financiers sur CT	1 970	12	675	2 150	180
Dont frais financiers sur MT/LT	7 821	134	872	7 729	- 92
Dont amortissements techniques	4 529		1 520	4 421	- 108
<b>RECETTES</b>	<b>109 784</b>	<b>3 133</b>	<b>40 743</b>	<b>111 371</b>	<b>1 587</b>
Dont loyers	39 437	1 104	12 550	39 045	- 392
Dont récupération de charges locatives	10 628	465	5 855	11 895	1 267
Dont vente de terrains et droits	42 754	1 562	20 839	44 584	1 830
Dont charges foncières	2 270		2 300	1 150	- 1 120
Dont produits divers	526	2	528	528	2

En € HT

### 13- ZAC Cannabe - Cournonterral

La pré-commercialisation de la ZAC a été engagée dès 2020 et les premiers pré-agréments ont été délivrés début 2021.

En 2022 trois compromis de vente ont été signés et le projet de Village d'Entreprise d'Artisanat et de Service, positionné sur le lot 1 est bien avancé.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 4 154 000 € HT, dont 1 886 000 € HT en 2022, correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 1 133 000 € HT, dont 207 000 € HT en 2022, résultant de la vente de terrains.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 195 000 € HT, en augmentation de 10 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, et reste inchangé.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>5 186</b>	<b>1 866</b>	<b>1 042</b>	<b>5 195</b>	<b>9</b>
Dont études	194	31	73	209	15
Dont acquisitions auprès du concédant	685		9	694	9
Dont acquisitions	423	90	17	411	- 12
Dont travaux VRD	2 899	1 554	428	2 917	18
Dont honoraires sur travaux	211	23	9	143	- 68
Dont rémunération	575	136	318	591	16
Dont frais divers	97	17	75	96	- 1
Dont frais financiers sur CT	32	11	12	25	- 7
Dont frais financiers sur MT/CT	71	3	102	110	39
<b>PRODUITS</b>	<b>5 186</b>	<b>207</b>	<b>4 062</b>	<b>5 196</b>	<b>10</b>
Dont vente de terrains et droits	4 259	207	4 062	4 269	10

En € HT

### 14- Concession Le Frigoulet - Cournonsec

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 660 000 € HT, dont 91 000 € HT en 2022, correspondant principalement aux frais financiers de l'opération. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 3 235 000 € HT, dont 164 000 € HT en 2022 résultant des différents loyers et charges locatives.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 348 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>5 315</b>	<b>91</b>	<b>1 687</b>	<b>5 348</b>	<b>33</b>
Dont rémunération	494	19	189	498	4
Dont frais divers	1 066	53	302	1 069	3
Dont frais financiers sur CT	161	8	107	159	- 2
Dont frais financiers sur MT/LT	547	11	564	546	- 1
Dont amortissements techniques	2 660		773	2 689	29
<b>PRODUITS</b>	<b>5 315</b>	<b>164</b>	<b>2 114</b>	<b>5 348</b>	<b>33</b>
Dont loyers	2 429	126	695	2 464	35
Dont récupération charges locatives	767	38	236	766	- 1

En € HT

### 15- Concession Ode à la Mer – Lattes et Pérols

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 86 265 000 € HT dont 8 465 000 € HT en 2022 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élèvent à 42 580 000 € HT, dont 7 305 000 € HT en 2022.

L'année 2022a été consacrée à :

- Ode acte 1 : élaborer le dossier de création modificatif ;
- Ode acte 2 :
  - o Retenir les maîtrises d'œuvre secondaires sur certains secteurs ;
  - o Démarrer les études d'avant-projet ;
  - o Réaliser les fouilles archéologiques préventives sur le secteur de l'Estagnol ;
  - o Etablir et finaliser les fiches de lot sur les secteurs des Hauts de Lattes et du Fenouillet ;
  - o Poursuivre les travaux de viabilisation du projet en PUP sur Bir-Hakeim ;
  - o Finaliser les études et démarrer les travaux sur l'Ilot des Platanes ;
- Réaliser la concertation publique pour la procédure de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU sur le secteur Solis, Soriech, Platanes ;
- Obtenir le PC et finaliser les études du Pole Autonomie Santé ;
- Poursuivre les acquisitions foncières opportunes sur les secteurs Soriech Sud et Commandeurs.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et recettes à 280 600 000 € HT. L'augmentation générée par l'actualisation des travaux et l'évolution des frais financiers demande une participation d'équilibre complémentaire de la Métropole de 6 091 000 €, portant la participation totale à 61 762 000 € dont 1 000 000 € HT pour le financement de la partie publique du projet Pôle Autonomie Santé.

Compte tenu de l'évolution de l'opération, un avenant n°9 à la concession d'aménagement doit être conclu pour : modifier le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement et modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation du concédant.

Il est également proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie du 5 janvier 2012 pour prendre en compte les modifications des échéances du remboursement des avances de trésorerie ainsi que les nouvelles avances à consentir.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>271 985</b>	<b>8 465</b>	<b>194 315</b>	<b>280 600</b>	<b>8 615</b>
Dont études	6 060	333	3 473	6 055	- 5
Dont acquisition	81 086	4 177	30 032	85 339	4 253
Dont travaux VRD	103 373	1 354	96 214	104 391	1 018
Dont travaux bâtiments	5 770		12 730	6 365	595
Dont honoraires sur travaux	10 323	413	9 142	10 658	335
Dont rémunération	28 816	1 512	16 545	29 420	604
Dont frais divers	8 501	449	5 951	8 823	322
Dont frais financiers sur CT	2 232	30	659	400	- 1 832
Dont frais financiers sur MT/LT	10 824	197	11 349	14 148	3 324
<b>PRODUITS</b>	<b>271 985</b>	<b>7 305</b>	<b>237 320</b>	<b>280 600</b>	<b>8 615</b>
Dont loyers	15 320	1 169	23 968	17 469	2 149
Dont récupération charges locatives	2 170	349	2 469	2 213	43
Dont vente de terrains et droits	179 541	3 135	170 270	178 711	- 830
Dont cessions immobilières et loyers	4 238		10 078	5 398	1 160
Dont participation concédant	55 671	2 650	41 690	61 762	6 091
Dont remboursement divers	5	2	7	7	2

En € HT

### 16- ZAC Descartes - Lavérune

La commercialisation est achevée ; la cession du dernier lot a été réalisée au 1er trimestre 2022.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 927 000 € HT, dont 210 000 € HT pour l'année 2022 correspondant essentiellement à des travaux complémentaires concernant les reprises de voiries et réseaux divers suivant la commercialisation du dernier lot de la ZAC. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 6 275 000 € HT, dont 177 000 € HT pour l'année 2022 correspondant à la vente du dernier lot de la ZAC à la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ).

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 275 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

La fin des travaux de la ZAC ne pourra se faire en 2023, car le dernier lot commercialisé à ISOGAZ est encore en chantier et non livré. Aussi, il convient de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024. Un avenant n°8 à la concession d'aménagement est proposé en ce sens.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>6 259</b>	<b>210</b>	<b>348</b>	<b>6 275</b>	<b>16</b>
Dont acquisitions	1 445	6	-	1 451	6
Dont travaux VRD	2 900	148	55	3 069	169
Dont honoraires techniques	190		-	180	- 10
Dont rémunération	652	55	39	662	10
Dont frais divers	180	2	5	179	- 1
Dont fonds de concours	606		248	448	- 158
Dont frais financiers sur MT/LT			1	1	1
<b>PRODUITS</b>	<b>6 259</b>	<b>177</b>	<b>-</b>	<b>6 275</b>	<b>16</b>
Dont produits financiers		1	-	1	1
Dont produits divers	227	15	-	242	15

En € HT

### 17- Concession Hameau de Baillarguet – Montferrier-sur-Lez

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 90 000 € HT, dont 13 000 € HT en 2022, et les recettes perçues à 0 € HT.

En 2022, a été réglée une étude faune flore 4 saisons réalisée en 2021. Cette étude permettra la construction de scénarii contrastés d'évolution du site, qui restent à arbitrer.

Le bilan prévisionnel de l'opération demeure conforme au programme du traité de concession. Il s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>3 666</b>	<b>13</b>	<b>3 576</b>	<b>3 667</b>	<b>1</b>
Dont rémunération	439	3	406	441	2
Dont frais financiers sur CT	7	1	26	28	21
Dont frais financiers sur MT/LT	85		63	63	- 22

En € HT

### 18- Concession Lauze Est – Saint Jean de Védas

L'année 2022 a été marquée par la saisine du Tribunal Administratif pour l'engagement de l'enquête publique unique avec la désignation du Commissaire Enquêteur. L'année 2023, devra permettre, à l'issu de l'enquête publique, l'aboutissement des procédures d'urbanisme (création de la ZAC, Déclaration de Projet valant Mise en Compatibilité du PLU de Saint Jean de Védas) et la délivrance de l'Autorisation Environnementale Unique.

Durant l'année 2022, la programmation économique de la ZAC a été révisée avec une orientation de l'opération autour des activités productives : artisanat, industrie, production, distribution et logistique urbaine. L'opération pourra aussi constituer une réserve foncière pertinente pour le projet métropolitain MedVallée, dont la dynamique autour de la recherche, du bien-être et de la santé est à conforter.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 1 531 000 € HT, justifiée par l'actualisation du coût des études, la mise à jour du coût des acquisitions foncières, la révision programmatique et l'actualisation du coût des travaux. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par

l'augmentation du montant des recettes de cessions réévaluées.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 17 633 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 504 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>16 102</b>	<b>18</b>	<b>17 248</b>	<b>17 633</b>	<b>1 531</b>
Dont études	284		575	335	51
Dont acquisitions EPF	3 942		8 638	4 319	377
Dont autre foncier	948		1 612	806	- 142
Dont travaux VRD	4 982		5 696	5 697	715
Dont honoraires sur travaux	434		340	346	- 88
Dont rémunération	1 551	10	1 360	1 601	50
Dont frais divers	170	4	178	207	37
Dont fonds de concours	3 110		3 009	3 504	394
Dont frais financiers sur CT	17		79	79	62
Dont frais financiers sur MT/LT	663	4	725	738	75
<b>PRODUITS</b>	<b>16 102</b>	<b>671</b>	<b>15 162</b>	<b>17 633</b>	<b>1 531</b>
Dont vente de terrains et droits	11 726		13 256	13 256	1 530
Dont participation concédant	-	1	-	1	1

En € HT

### 19- Concession d'aménagement Marcel Dassault et première extension – Saint Jean de Védas

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 910 000 € HT, dont 14 000 € HT en 2021, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2022. Le dernier lot (lot 16) a été présenté au printemps 2023 à une nouvelle entreprise de préfabrication de béton technique. La signature du compromis de vente a été programmé pour l'été 2023.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération générera un résultat positif de 25 000 € (12 397 000 € HT en dépenses et 12 422 000 € HT en recettes) et intègre un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour permettre de finaliser la commercialisation du dernier lot et la remise des derniers ouvrages, un avenant n°15 est aujourd'hui proposé, afin de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>12 358</b>	<b>14</b>	<b>487</b>	<b>12 397</b>	<b>39</b>
Dont acquisitions	301	2	2	303	2
Dont travaux VRD	5 773	9	150	5 801	28
Dont rémunération	1 423	1	128	1 437	14
Dont frais divers	491	-	10	492	1
Dont frais financiers sur CT	446	-	-	440	- 6
<b>PRODUITS</b>	<b>12 383</b>	<b>-</b>	<b>371</b>	<b>12 422</b>	<b>39</b>
Dont vente de terrains	10 786	-	371	10 825	39

## 20- Concession Jules Rimet - Sussargues

La pré-commercialisation démarrera au 4e trimestre 2023 sur le secteur Nord et le projet de Village d'entreprises du secteur Sud est bien avancé, la livraison des ateliers est prévue au deuxième trimestre 2025.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 266 000 € HT, dont 137 000 € HT en 2022, correspondant essentiellement à des études et à des acquisitions foncières. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 200 000 € HT correspond au versement d'une première participation de la Métropole en 2021.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 880 000 € HT, en augmentation de 266 000 € HT.

L'évolution concerne la prise en compte de la réévaluation du coût prévisionnel des travaux, issue d'un chiffrage plus détaillé, du résultat de l'estimation du contrat ENEDIS, et de l'estimation précisée du renforcement du réseau d'eau potable.

Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT est sans modification par rapport au bilan précédent.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Cumul	Reste à faire	Bilan	
					Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>3 613</b>	<b>137</b>	<b>266</b>	<b>3 613</b>	<b>3 880</b>	<b>267</b>
Dont acquisitions	295	73	73	223	296	1
Dont travaux VRD	2 501		1	2 719	2 720	219
Dont honoraires sur travaux	128	14	14	102	116	- 12
Dont rémunération	387	14	91	323	413	26
Dont frais financiers sur CT	11			7	6	- 5
Dont frais financiers sur MT/LT	12			48	48	36
<b>RECETTES</b>	<b>3 613</b>		<b>200</b>	<b>3 680</b>	<b>3 879</b>	<b>266</b>
Dont vente de terrains et droits	2 113			2 380	2 379	266

En € HT

## 21- ZAC Charles Martel – Villeneuve les Maguelone

La signature de l'acte de vente du dernier lot du lotissement ainsi que les travaux demandés par 3M avant remise d'ouvrage sont aujourd'hui réalisés.

Conformément au traité de concession l'opération s'achèvera au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 088 000 € HT, dont 27 000 € HT en 2022 correspondant essentiellement à la rémunération de la SERM. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 2 423 000 € HT, dont 284 000 € HT en 2022, correspondant à la cession du dernier lot du lotissement.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 325 000 € HT en dépenses et à 2 429 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 104 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.



Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à financer	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>2 330</b>	<b>27</b>	<b>238</b>	<b>2 325</b>	<b>- 5</b>
Dont études	77	3	80	80	3
Dont acquisitions	159	2	160	160	1
Dont travaux VRD	1 487		176	1 464	- 23
Dont honoraires sur travaux	103		17	111	8
Dont rémunération	311	19	34	312	1
Dont frais divers	103	1	11	111	8
<b>PRODUITS</b>	<b>2 415</b>	<b>284</b>	<b>6</b>	<b>2 429</b>	<b>14</b>
Dont vente de terrains	2 397	277	2 410	2 410	13
Dont produits financiers	-	1	1	1	1

En € HT

## 22- ZAC Charles Martel Extension - – Villeneuve les Maguelone

Les premiers compromis de vente et acte de vente ont été signés en 2022. La commercialisation de la ZAC est bien engagée, la signature de l'acte de vente du lot 7 ainsi que la désignation du lauréat pour le VAES devraient intervenir courant du 3ème trimestre 2023.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 557 000 € HT, dont 2 331 000 € HT en 2022 correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 2 203 000 € HT, dont 781 000 € HT en 2022 correspondant principalement au versement d'une participation d'équilibre par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 640 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 798 000 €.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>9 624</b>	<b>2 331</b>	<b>6 083</b>	<b>9 640</b>	<b>16</b>
Dont études	313	19	160	316	3
Dont acquisitions auprès du concédant	482		361	-	482
Dont acquisitions	716		108	570	- 146
Dont travaux VRD	6 081	2 078	4 232	6 331	250
Dont honoraires sur travaux	253	78	95	259	6
Dont rémunération	982	138	688	1 001	19
Dont frais divers	42	12	25	45	3
Dont frais financiers sur CT	29	4	39	-	29
Dont frais financiers sur MT/LT	261	1	252	254	- 7
<b>PRODUITS</b>	<b>9 624</b>	<b>781</b>	<b>7 437</b>	<b>9 640</b>	<b>16</b>
Dont vente de terrains	6 826	161	13 470	-	6 826

En € HT

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les CRAC et de prendre acte du résultat de l'année 2022 pour les opérations susvisées ;
- D'approuver le tableau des cessions/acquisition des opérations suivantes :
  - o Concession Cévennes (acquisitions) ;
  - o Concession Mosson (cessions et acquisitions) ;
  - o Concession Garosud (cessions) ;
  - o Concession Cambacérès (cessions) ;
  - o Concession Hippocrate (acquisitions) ;
  - o Concession Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (cessions) ;
  - o Concession Eurêka (cessions) ;
  - o Concession Ode à la Mer (acquisitions) ;
  - o Concession Jules Rimet (acquisitions) ;
  - o Concession Charles Martel (cessions) ;
  - o Concession Charles Martel Extension (cessions) ;
- D'approuver les termes de :
  - o L'avenant n°10 à la concession Cambacérès et de l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie ;
  - o L'avenant n°8 de la concession Descartes ;
  - o L'avenant n°3 au traité de concession Hippocrate ;
  - o L'avenant n°3 à la concession d'aménagement Mosson ;
  - o L'avenant n°9 à la concession d'aménagement et de l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie Ode à la Mer ;
  - o L'avenant n°6 de la concession Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension ;
- De prendre acte du rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique pour l'année 2022 des opérations suivantes :
  - o Mosson ;
  - o Cannabe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Arnaud MOYNIER

## Solidarités - Plan d'urgence pour le logement - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

### Le marché du logement est entré dans une crise sévère

Au niveau national, la crise de la demande s'ajoute à la crise de l'offre. Ainsi, les ventes à particuliers en collectif reculent de 14 % sur 2022 et l'on constate un net ralentissement du nombre de mises en chantier de logements neufs. Le logement social n'échappe pas à cette situation de crise avec une production de logements sociaux très en deçà des objectifs : 190 700 logements locatifs sociaux financés sur 2021 et 2022 pour un objectif de 250 000 unités.

Le pouvoir d'achat des Français, lui, baisse sous le poids de l'inflation généralisée, de la hausse des loyers et des prix de l'immobilier : ce sont ainsi plus de 12 millions de personnes qui sont fragilisés par rapport au logement : budget logement excessif qui fragilise le quotidien, situation d'impayés de loyers et de charges : précarité énergétique, sur occupation, ... Le nombre de demandeurs de logements sociaux a atteint un record fin 2022, avec 2 423 000 ménages en attente d'un logement social (+7 % sur un an).

### À Montpellier et dans sa Métropole, la crise est particulièrement aigüe

Avec une dynamique annuelle démographique chiffrée à +1,8% par an, la Métropole connaît d'importants besoins en logements.

Parallèlement, on constate davantage de ménages aux revenus modestes et en situation de précarité que dans d'autres métropoles :

- 19% de ménages de Montpellier Méditerranée Métropole (et 26% à Montpellier) sous le seuil de pauvreté, contre 14% au niveau national ;
- 75% des locataires du parc privé de la Métropole sont éligibles au logement social.

Face à cette demande, les niveaux de loyers sont parmi les plus élevés de France et l'offre se raréfie :

- Montpellier Méditerranée Métropole est la 3<sup>ème</sup> métropole au loyer médian le plus élevé après Paris et Nice ;
- La vacance est structurellement faible avec 1,7 % de logements vacants de plus de 2 ans contre 3,5% au niveau national, illustrant la tension sur l'ensemble du parc.

Les populations à revenus modestes et faibles connaissent dans l'agglomération de grandes difficultés à accéder au logement, et ces difficultés constituent un vrai frein à l'emploi pour les travailleurs essentiels.

### Montpellier Méditerranée Métropole a déjà investi de nombreux nouveaux leviers

Face à l'acuité des enjeux de logement sur son territoire, pour que les ménages modestes et la classe moyenne puissent se loger dignement :

- Le choc de l'offre a été lancé en 2022, avec l'objectif de créer 8 000 nouveaux logements neufs sur les deux prochaines années au sein de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) sous maîtrise publique ;
- L'Office Foncier Solidaire (OFS) métropolitain a été créé, avec pour objectif de développer une offre en accession abordable pérenne sur le territoire ;
- La réglementation du changement d'usage des immeubles d'habitation a été installée à Montpellier pour réguler le développement des meublés de tourisme et faire revenir les logements sur le marché classique de la location ;
- L'encadrement des loyers est effectif sur la ville-centre depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022, et a été validée par le Conseil d'Etat le 2 juin dernier, avec pour objectif de modérer les hausses de loyers dans le parc locatif privé ;

- Le permis de louer a été décidé pour le quartier de Celleneuve à Montpellier, afin d'assurer aux locataires un logement décent.

L'État s'est emparé de ce sujet en présentant le 9 juin dernier un ensemble de dispositions à la suite du Conseil National de la Refondation dédié au Logement. Il s'agit plus d'annonces que de mesures concrètes, sans mesure nouvelle pour soutenir les ménages dans leur parcours résidentiel.

**C'est pourquoi la Métropole a décidé de s'engager dans un plan ambitieux pour débloquer la construction et favoriser le logement pour tous**

En partenariat avec ALTEMED : 13 mesures sont proposées, représentant au total 100M€ :

**Accélérer la production de logements sociaux :**

- Porter le plafond de la Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sociale à 2 300 €/m<sup>2</sup> soit 28 M€ supplémentaires par an mobilisables par les bailleurs en faveur de la production d'une offre mixte ;
- Augmenter la part de logements sociaux dans les opérations d'aménagement, pour loger les travailleurs essentiels ;
- Impulser l'acte 2 du Plan Logement d'abord avec notamment 5M€ pour la production de 11 nouvelles résidences sociales (pensions de famille, résidence pour jeunes en insertion...) en 5 ans ;
- Maintenir l'ambition d'ACM Habitat de produire 1 000 logements par an à partir de 2025, soit 30 M€ de fonds propres mobilisés pour la construction de logements ;
- Soutenir les bailleurs sociaux en quintuplant les subventions pour le logement social : 20 M€ en 2023 et 2024 mobilisés par la Métropole contre 2 M€ engagés actuellement ;

**Produire des logements en accession abordable pour loger les populations modestes :**

- Réserver 50 % de la production neuve de logements à l'accession à la propriété, avec la mise en place d'un contrôle des prix *a posteriori* à 5 500 €/m<sup>2</sup> maximum ;
- Augmenter la part des logements abordables à 22% en ZAC en développant le Bail Réel Solidaire (BRS) : 6M€ mobilisés par l'OFS pour construire 700 logements sur 2023 et 2024 ;
- Instaurer une aide de 5 000 € pour les ménages les plus modestes, qui s'engagent dans l'acquisition en BRS, représentant 10 M€ sur 3 ans ;
- Soutenir les opérations de réhabilitation en BRS pour développer les projets dans les centres villages et les faubourgs, en mettant en place une aide dédiée avec la mobilisation de 1M € par an par la Métropole ;

**Encourager la rénovation des logements existants :**

- Doubler l'aide « *Plan Climat* » pour financer des travaux de rénovation thermique - 6M€ supplémentaires sur 3 ans, avec une aide « *Plan Climat* » portée de 1 300 € à 2 600 € par logement rénové ;

**Lutter contre la spéculation pour disposer d'une offre locative adaptée :**

- Après la validation de l'encadrement des loyers à Montpellier par le Conseil d'Etat, accompagner les locataires à faire valoir leur droit en cas de dépassement des loyers de référence ;
- Étendre le permis de louer à Figuerolles au 1<sup>er</sup> octobre 2023, puis à d'autres quartiers de la Ville de Montpellier et de la Métropole ;
- Développer une offre locative intermédiaire pour loger les travailleurs essentiels : intensifier le partenariat avec ACM Habitat, conventionner avec la Caisse des dépôts et Action Logement ;
- Créer une brigade de contrôle pour réguler les logements meublés touristiques.

L'ensemble de ce plan d'urgence a pour ambition de permettre l'accès au logement de tous les habitants de la Métropole, de développer une offre vers les populations modestes et les travailleurs essentiels. Il vise également à moraliser un marché du logement qui, pendant de trop nombreuses années, a laissé se développer spéculation et marchands de sommeil.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du plan d'urgence pour le logement ;
- De dire que les crédits relatifs à ce plan d'urgence sont inscrits à la Programmation Pluriannuelle des Investissements ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238553-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Arnaud MOYNIER



## **Solidarités - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) pour la construction de 290 logements sociaux étudiants - Conventions - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche, la Métropole met en œuvre une politique cohérente et inclusive, visant notamment une interaction efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ces domaines est de nature à accroître l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant notamment la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Ainsi, au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat Plan Etat-Région 2021-2027, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer au projet de création d'une résidence étudiante porté par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une résidence prenant place Voie Domitienne à Montpellier et comprenant 290 logements locatifs sociaux étudiants financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Emmanuel NEBOUT, le programme développe une surface habitable de 6 487 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 290 T1.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé de la manière suivante :

<b>Coût total de l'opération</b>	<b>21 350 000,00 €</b>
Subvention Etat CPER	1 160 000,00 €
Subvention Région CPER	1 160 000,00 €
Subvention CNOUS	3 000 000,00 €
Prêt CDC Logement	14 000 000,00 €
Fonds Propres CNOUS	1 030 000,00 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole CPER</b>	<b>1 000 000,00 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter une subvention de 1 000 000 € au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la construction de 290 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « *Voie Domitienne* », Voie Domitienne à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la

convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-231052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONV Subv Voie Domitienne.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Radia TIKOUK

## Attractivité - Pacte de coopération 2023-2026 entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La dynamique partagée de développement des territoires de l'Occitanie ne peut se concevoir sans la reconnaissance de la place particulière et du rôle d'entraînement des deux métropoles de Montpellier et de Toulouse. Cette place particulière a été rappelée dans le cadre des contrats métropolitains de relance et de transition écologique, qu'elles ont respectivement signé avec l'Etat fin 2021, ainsi que dans le volet métropolitain du contrat de plan Etat-Région 2021-2027. Elles représentent, à elles seules, avec 1,3 millions d'habitants (2021), plus de 21% de la population régionale, plus de 30% des emplois et l'essentiel des forces de recherche-développement comme de formation supérieure (80% des effectifs étudiants d'Occitanie).

Le présent pacte formalise et poursuit le dialogue entre ces deux territoires au service d'un développement équilibré, dynamique, durable et solidaire de la nouvelle région. Il exprime la volonté des deux exécutifs métropolitains de privilégier la coopération et la recherche de synergies à l'opposé d'une concurrence entre les deux grands pôles urbains occitans, en partenariat avec l'Etat et la Région. Il vise à réaffirmer la responsabilité particulière des deux métropoles tant en termes d'entraînement et de rayonnement de l'ensemble régional que de transition écologique et de lutte contre le réchauffement climatique. Il précise sur quelques thématiques clés, les modes et actions de coopération qu'elles entendent développer ou renforcer, en cohérence avec ou en complémentarité de leurs politiques respectives

En matière de **transition écologique et énergétique**, les deux métropoles conviennent se rapprocher, tant dans le partage des stratégies, méthodes, dispositifs et financements développés que dans la recherche d'expression de positions communes et partagées en appui aux plans, schémas ou directives nationaux ou régionaux. Cette coordination concernera notamment la mise en œuvre de leur Plan Climat Air Energie Territorial, des modalités de déploiement de leurs Zones à Faibles Emissions, les objectifs de zéro artificialisations nette, la révision du Schéma Régionale d'Aménagement et de Développement Durable et Equilibré du Territoire.

Elles échangeront leurs expériences et bonnes pratiques de **participation citoyenne** au service d'une mise en œuvre plus efficace et partagée de l'action publique locale. Ce partage concernera aussi les dispositifs d'observation et d'actions de la politique de la Ville mais aussi les modalités de contractualisation et de suivi avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine

Concernant le **développement économique, l'emploi et l'innovation** elles conviennent :

- De poursuivre les actions conjointes déjà engagées avec succès en termes de promotion internationale, notamment via leur participation commune ou partagée à quelques grands événements et salons internationaux (ex : MIPIM, salon mondial du MICE, etc.) ;
- De croiser régulièrement leurs feuilles de route économique en veillant à exprimer, quand cela est souhaitable, des positions communes dans le cadre de leurs participations à l'animation des filières stratégiques régionales ;
- D'établir des complémentarités entre les filières d'excellence présentes sur les deux métropoles visant à créer une plus importante visibilité nationale et européenne à des fins de promotion et de prospection commune ;
- De progresser, ensemble et en partenariat avec les opérateurs concernés (Pôle Emploi, maisons de l'emploi, PLIE, acteurs publics et privés de la formation, organismes professionnels...), dans la gouvernance métropolitaine des politiques de formation et de l'emploi (anticipation des métiers de demain, veille sur les métiers en tension...) ;
- D'associer à leurs démarches leurs structures partenaires et en particulier l'agence d'attractivité de Toulouse Métropole et la nouvelle agence de développement et des transitions qui vient d'être créée à l'échelle du grand bassin de vie de Montpellier.

Elles favoriseront le renforcement des échanges entre les deux **communautés académiques** et l'organisation de rencontres entre les acteurs et professionnels du monde universitaire

En matière de **tourisme d'affaires**, la gestion actuelle d'une partie de l'offre de congrès par des acteurs communs participera à renforcer la coordination et la complémentarité des offres toulousaines et montpellieraines aux échelles nationales et internationales, à la fois en termes de structuration, de programmation et de promotion.

Concernant le **tourisme d'agrément** elles relanceront le travail d'élaboration de parcours touristiques communs portant sur des excellences ou une histoire commune : médecine, sciences et nouvelles technologies, agronomie, valorisation patrimoniale et touristique de la continuité du canal du Rhône à Sète et du canal du midi, étapes du chemin de Saint Jacques de Compostelle...Ce travail de co-construction s'effectuera en lien avec les autres institutions et acteurs touristiques.

Cette logique de coopération présidera aussi au développement des actions mutuelles de découvertes des territoires métropolitains et de leurs EPCI voisins et partenaires :

- Poursuite de l'organisation de manifestations de promotion en cœur de métropole ;
- Création de city-pass privilégiant les liaisons ferroviaires et les modes de déplacement décarbonés prioritairement destinées aux habitants des deux bassins de vies ;
- Création de produits dédiés aux spectateurs des principaux derbys : rugby ; football ; hand-ball...

Toulouse Métropole soutient la candidature de Montpellier au titre de capitale européenne de la **Culture** 2028. Les deux signataires d'engagent à ce titre à :

- Développer une coproduction entre les opéras orchestres de Montpellier et Toulouse animés par une ambition commune d'excellence artistique et de maîtrise des coûts ;
- Favoriser des coopérations spécifiques dans le domaine de la diffusion de la culture scientifique et technique avec des expositions partagées « *hors les murs* » ;
- Étudier, plus globalement la création et le développement de coopérations muséales entre les deux réseaux métropolitains ;
- Rapprocher leur vision sur le développement et la mise en réseau de la lecture publique ;
- Permettre des passerelles d'enseignements et d'organisation de manifestations, spectacles communs entre les conservatoires à rayonnement régional ;
- Assurer des convergences, en organisation et en appui, des actions en faveur de l'enseignement supérieur artistique public et privé

En matière de **mobilités**, elles continueront de plaider ensemble pour l'amélioration de la qualité, en durée, en matériel roulant comme en ponctualité et cadencement, de la liaison ferroviaire actuelle Montpellier-Toulouse qui reste de la responsabilité de l'Etat.

Elles seront particulièrement actives dans la mise en œuvre rapide, à partir de leurs territoires respectifs et en lien avec les pôles intermodaux métropolitains dont elles sont d'importants financeurs, du renforcement annoncé tant par l'Etat que par la Région Occitanie, de l'offre ferroviaire régionale de desserte interurbaine vers et à partir des métropoles.

Ce pacte sera conclu de sa signature à la fin de l'année 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du pacte 2023-2026 entre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le

pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236250-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Pacte entre Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole projet VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER**

## **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet Geo Data Hub Occitanie (GDO) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire métropolitain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet « *IR Data Terra Geo Data Hub Occitanie* » (GDO) développé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE). L'objectif principal du projet GDO est de renforcer et rationaliser la gestion des données spatiales en Occitanie. Ce faisant, il contribuera à renforcer les activités de l'IR Data Terra en Occitanie et à soutenir l'initiative Occitanie Data de manière significative.

Le projet GDO, en intégrant les données spatiales et en permettant des approches intégrées de l'environnement, contribue à cette vision holistique de la santé. Les données spatiales peuvent fournir des informations sur les interactions entre les écosystèmes, la biodiversité, les maladies zoonotiques et les impacts sur la santé humaine. GDO vise à favoriser le développement territorial en utilisant les données spatiales pour des approches intégrées de l'environnement et du développement des territoires.

Le financement accordé par la Métropole s'élève à 250 000 €, contribuant ainsi au coût total du projet estimé à 2 510 000 €. La Région et l'Etat apportent un financement de 870 000 € chacun.

Le public cible du projet GDO comprend l'ensemble des communautés scientifiques qui utilisent les informations géospatiales issues de l'observation de la Terre, ainsi que les communautés géomaticiennes appartenant aux collectivités territoriales, aux services de l'État décentralisés et aux établissements publics chargés de politiques

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Institut de Recherche pour le Développement et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet GDO, dans le cadre du CPER 2021-2027 ;



- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236401-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GDO\_CONVENTION DE FINANCEMENT E.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER**

## **Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet DiaMS - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpellierain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet DiaMS qui s'inscrit dans la dynamique de MEDVALLEE et qui témoigne de la collaboration entre l'État, la Région et la Métropole pour promouvoir le développement scientifique et médical dans la région. Cet investissement stratégique témoigne de la volonté de la Métropole de jouer un rôle clé dans le domaine de la recherche biomédicale et de consolider sa position en tant que pôle d'excellence scientifique et médicale.

Le projet DiaMS, porté par l'Université de Montpellier, vise à équiper plusieurs plateformes de l'Unité BioCampus (Tutelles : CNRS, UM et INSERM) qui se concentrent sur le diagnostic, la modélisation et le traitement des pathologies humaines. L'objectif principal du projet est de renforcer la capacité de modélisation des pathologies humaines et donc de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents des maladies, leurs causes et leurs conséquences sur le corps humain. Ces modélisations permettront d'identifier de nouvelles cibles thérapeutiques, développer des traitements plus efficaces et concevoir des stratégies de prévention.

Le financement accordé par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 896 000 € et fait partie de l'enveloppe globale du projet, dont le coût total est estimé à 5 000 000 €. La Région apporte également une contribution de 907 000 €, tandis que l'État participe avec un financement de 510 000 €. Cette répartition équilibrée des ressources témoigne de la collaboration entre les différentes parties prenantes pour promouvoir l'excellence scientifique et médicale à Montpellier.

En soutenant financièrement le projet DiaMS, Montpellier Méditerranée Métropole témoigne de son engagement envers l'excellence scientifique et médicale, ainsi que du développement de la recherche biomédicale dans la région.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement du projet DiaMS dans le cadre du CPER 2021-2027 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237161-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DIAMS\_CONVENTION DE FINANCEMENT E.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER**

## **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine - Avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La Métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

La Métropole valorise également le patrimoine historique des universités de Montpellier, en particulier le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes et les collections. Elle souhaite promouvoir ces ressources auprès du public et collaborer avec le monde universitaire pour leur préservation et leur utilisation.

Dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole, en étroite collaboration avec la Région et l'État, a accordé une importance capitale à la préservation et à la valorisation du patrimoine historique du territoire. L'un des projets majeurs de cette collaboration fructueuse a été la rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine. Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 700 000 € en juin 2020 (décision n°MD2020-565).

Consciente de l'importance de préserver ce joyau patrimonial, Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec la Région et l'État, a inscrit la rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine comme l'un des projets phares du CPER 2015-2020. Cette initiative a permis de mobiliser les ressources nécessaires pour restaurer et moderniser ce lieu emblématique.

Compte tenu de l'importance et de l'ampleur de ce projet de rénovation, il est nécessaire de prolonger la convention établie 24 juin 2021. Cette prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 permettra d'assurer la finalisation des travaux restants, notamment la mise en valeur des aspects patrimoniaux et muséaux, tels que la salle d'anatomie, le conservatoire d'anatomie, le musée Atger et les fonds anciens de la bibliothèque.

L'avenant proposé à la convention témoigne de l'engagement continu de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Région et de l'État envers la préservation du patrimoine historique exceptionnel du territoire. La rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine est une étape cruciale dans la volonté de valoriser l'histoire tout en offrant des infrastructures modernes et adaptées aux besoins actuels.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet de rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236326-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 200606\_Avenant BH UM.doc.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

### Absent(es) / Excusé(es) :

**Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER**



## **Attractivité - Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 - Projet Datacenter Régional Occitanie (DROCC) - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Modification - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

A la suite d'une erreur matérielle, la délibération n° M2023-182 du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> juin 2023 est abrogée et remplacée par la présente.

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la croissance économique et l'attrait de son territoire en soutenant l'enseignement supérieur et la recherche. Son objectif est de favoriser l'interaction entre les milieux académiques, l'innovation et l'économie locale. La métropole alloue des financements aux projets qui contribuent à ses axes de développement prioritaires, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Son ambition est de renforcer l'excellence scientifique et d'attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises sur son territoire.

Dans un contexte de « *massification des données* », la montée en puissance de l'utilisation des solutions numériques et des algorithmes d'intelligence artificielle est indispensable. Ces méthodes ouvrent d'immenses perspectives d'avancées scientifiques et technologiques, notamment dans les thématiques fortes du site de Montpellier en santé et environnement, dans un cadre d'interdisciplinarité.

De nombreux projets sur le territoire Occitanie et en particulier à Montpellier ont permis de positionner le site à la pointe de l'innovation au niveau de ses infrastructures de données et de calcul. Des grands équipements ont été acquis et sont utilisés par les communautés scientifiques publiques et privées, avec une visibilité au niveau national et international. Le renforcement des techniques dans tous les domaines nécessite de plus en plus de croiser des données diverses et massives, ainsi que de grandes puissances de calcul disponibles au sein du mésocentre MESO@LR dans l'institut de Science de données de Montpellier (ISDM). Actuellement surchargée et de technologie vieillissante, l'infrastructure de calcul nécessite un renouvellement afin de continuer à servir les communautés.

L'opération concerne donc l'acquisition d'une grande puissance de calcul, de stockage rapide en proximité du calcul (disques « *scratch* ») et d'équipements frontaux d'accès aux supercalculateurs. Ces équipements doivent être acquis dans une même architecture pour en garantir le fonctionnement.

Cofinancée par la Région (900k €), la Métropole (704k €), l'Etat (606k €) et l'Université de Montpellier (350k €), cette opération correspond à la première tranche du CPER 2021-2027.

Le projet d'équipement proposé au CPER 2021-2027 pour le site de Montpellier (ISDM) et porté par l'Université de Montpellier permettra de nourrir cette ambition partagée au moyen du renforcement et de la modernisation des infrastructures de réseaux de communication, de la jouvence des centres de calcul et du déploiement de moyens de stockage et des services associés. Cette ambition se traduit également par la création et la mise à disposition de données nouvelles aux communautés de chercheurs et aux entreprises, comme les images satellites (GDO/GEOSUD) ou des corpus numérisés pour les sciences humaines et sociales (Corpus Humanum).

Ancrée en lien avec les projets en santé (par exemple ERIOS dans le cadre de MedVallée) et infrastructure majeure du projet de Data Center Régional Occitanie (DROCC) pour le centre opérationnel Occitanie Est porté par l'Université de Montpellier, cette opération est cruciale pour maintenir à Montpellier des équipements de tout premier plan.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'abroger la délibération n°M2023-182 ;
- D'approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'un financement de 704 000 € pour le projet DROCC ;
- D'approuver les termes de la convention de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238258A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DROCC\_CONVENTION DE FINANCEMENT E.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 - Rénovation de l'Institut de Botanique - Avenant à la convention de financement entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans le développement économique et l'attractivité de son territoire. Elle soutient l'enseignement supérieur et la recherche pour favoriser l'interaction entre les domaines académiques, l'innovation et l'économie locale. La métropole accorde des financements aux projets liés à ses piliers de développement, tels que la santé, le numérique, l'agro-écologie, la mobilité, le tourisme, la culture et le commerce. Elle vise à renforcer l'excellence scientifique et à attirer des étudiants, des chercheurs et des entreprises.

La Métropole valorise également le patrimoine historique des universités de Montpellier, en particulier le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes et les collections. Elle souhaite promouvoir ces ressources auprès du public et collaborer avec le monde universitaire pour leur préservation et leur utilisation.

Dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole, en étroite collaboration avec la Région et l'État, a accordé une importance capitale à la préservation et à la valorisation du patrimoine historique du territoire. L'un des projets de cette collaboration fructueuse a été la rénovation de l'Institut Botanique. Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 640 000 € (décision du 23 novembre 2020).

Compte tenu de l'importance et de l'ampleur de ce projet de rénovation, il est nécessaire de prolonger la convention établie en 2020, jusqu'au 31 décembre 2024. Cette prolongation permettra d'assurer la finalisation des travaux restants, notamment la mise en sécurité pour assurer un accueil du public.

L'avenant proposé à la convention témoigne de l'engagement continu de la Métropole, de la Région et de l'État envers la préservation du patrimoine historique exceptionnel du territoire. La rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine est une étape cruciale dans la volonté de valoriser l'histoire tout en offrant des infrastructures modernes et adaptées aux besoins actuels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet de rénovation de l'Institut Botanique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236436-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 200606\_AvenantIB\_UM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

## **Environnement - Un nouvel élan pour intégrer davantage l'approche "Une seule santé" - Convention cadre de partenariat 2023-2030 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de l'écologie de la santé - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier soutiennent de longue date les initiatives et les projets de recherche liés à l'écologie urbaine, la santé et l'environnement. Elles souhaitent désormais construire une gouvernance territoriale « *biodiversité, écologie et évolution de la santé* », dans son acception large, visant à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. En effet, la notion d'« *écologie évolutive de la santé* » est désormais avancée afin d'intégrer non seulement le cadre de vie (l'Humain modifie les environnements et leurs interfaces, son action appauvrit ou pollue les écosystèmes) mais également les mécanismes d'adaptation (la globalisation des échanges a mis en contact des espèces – dont l'Homme – des pathogènes et des réservoirs, qui ne l'avaient jamais été auparavant) et les mécanismes évolutifs qui sont à l'œuvre (l'ensemble devant être pensé en mode dynamique).

Un volet « *Écologie de la Santé* » pourrait être inscrit au projet de Politique Santé Environnement de la Collectivité rassemblée comme déclinaison locale du Plan régional santé environnement (PRSE) afin de compléter les actions menées en matière de santé environnement et contribuer à enrichir la gouvernance du Contrat Local de Santé (CLS) de la Ville de Montpellier. La santé environnement est l'un des cinq axes thématiques prioritaires du CLS et le diagnostic territorial de santé a mis en exergue son importante intersectorialité. Pour permettre le développement d'approches transverses et de renforcer la prise en compte de ses déterminants dans les décisions publiques au service d'un environnement favorable à la santé, les signataires du CLS ont donc décidé d'inscrire à son plan d'actions l'objectif d'identifier et de promouvoir des outils d'évaluation d'impact sur la santé des politiques publiques et des projets d'aménagement. Ce projet s'inscrit dans ce cadre pour la co-construction de projets de recherche ou d'action en la matière.

Le pôle mondial d'excellenceS en santé globale MED VALLÉE porte déjà l'ambition de fédérer les acteurs et créer des synergies pour construire une Métropole Santé Globale exemplaire. Des liens ont été tissés avec de nombreuses unités mixtes de recherche (UMR) et unités d'appui et de recherche (UAR) dans ce cadre. Les appels à projets du laboratoire d'excellence Centre Méditerranéen Environnement et Biodiversité de Montpellier (LabEx CeMEB) ont constitué depuis 2011 une réelle opportunité pour ce faire ; ils devraient se poursuivre au sein du pôle de recherche « *Agriculture-Environnement-Biodiversité* » (AEB) du programme d'Excellence I-site Université de Montpellier à compter de 2025. S'ajoutent désormais les perspectives qu'offrent la récente création de l'Institut « *ExposUM* » par l'Université de Montpellier et ses partenaires, ainsi que les « *Programmes et équipements prioritaires de recherche* » (PEPR) portés par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du dispositif « *France 2030* ».

Afin de renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique et de ses impacts sur la santé, les Collectivités souhaitent associer davantage le monde de la recherche qui pourrait être plus spécifiquement consulté sur les questions de biodiversité, d'écologie urbaine, d'écologie de la santé et de risques sanitaires émergents. Il est donc proposé d'établir une convention cadre de partenariat « *Ecologie de la santé* » pour la période 2023-2030 avec les onze Etablissements suivants :

- Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ;
- Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
- L'Etablissement français du sang (EFS) ;
- L'Entente interdépartementale pour la démoustication Méditerranée (EID Méditerranée) ;
- L'Ecole pratique des hautes études (EPHE) – Université Paris Sciences et Lettres (EPHE-PSL) ;
- L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) ;
- L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ;
- L'Institut de recherche pour le développement (IRD) ;
- L'Université de Montpellier (UM) ;
- L'Université Paul Valéry – Montpellier 3 (UPVM).

Ce partenariat prévoit la création et l'animation d'un réseau de réflexion et d'action qui réunira les personnels dédiés Etablissements, leurs partenaires de recherche et de médiation, et ceux des collectivités Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier. Ce réseau pourrait prendre la forme d'un

## Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé.

Sur la base des problématiques et des enjeux identifiés dans le cadre de ce partenariat, les premiers axes de coopération identifiés sont:

1. Accélérer le transfert de la recherche sur l'exposome (expositions à des facteurs extérieurs et environnementaux que subit un organisme humain tout au long de sa vie), mieux connaître et prévenir les maladies liées aux atteintes à l'environnement ;
2. Étudier la résilience écologique des écosystèmes anthropisés (modifiés par l'Humain) sur le territoire de la Métropole, mieux comprendre et prévenir l'appauvrissement des milieux et les facteurs d'émergence des maladies infectieuses et des zoonoses ;
3. Surveiller l'écologie et l'évolution des hôtes, des réservoirs, des vecteurs et des agents pathogènes transmis à l'échelle de ce même territoire, en évaluer le risque et élaborer des stratégies de prévention, de surveillance et de contrôle ;
4. Évaluer les liens entre les pratiques de gestion, de conception et d'aménagement en matière de (re-)végétalisation des villes ou d'évolution des pratiques agroécologiques péri-urbaines et les risques vectoriels ;
5. Améliorer les méthodes de lutte anti-vectorielle (LAV), expérimenter de nouveaux outils et stratégies pour s'inscrire dans une logique de gestion durable et intégrée des vecteurs et du risque vectoriel à l'échelle du territoire ;
6. Évaluer, surveiller et prévenir les impacts sanitaires des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), des espèces non indigènes (ENI), des espèces exotiques envahissantes (EEE) et des espèces pathogènes pour les végétaux par des méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement ;
7. Inventorier, valoriser, partager les outils de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs et des publics pour améliorer les représentations de la santé environnementale et la prévention des risques liés à l'environnement et à l'appauvrissement de biodiversité ;
8. Accélérer l'apport des sciences sociales en santé environnementale, au sein des projets de recherche en science ouverte et sciences participatives, et en lien avec les initiatives de laboratoires vivants (« *Living Labs* ») invitant citoyens, habitants et usagers à être acteurs dans la recherche, l'innovation et le changement des pratiques ;
9. Proposer des mesures concrètes à Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'évolution des cadres légaux d'urbanisation, de citoyenneté et de gestion de l'environnement urbain.

L'animation en réseau, la coordination et le suivi des actions du Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé seront confiés à un chargé de mission Métropole-Ville. La gouvernance sera assurée par un Comité de pilotage et un Comité scientifique.

Le Comité de pilotage, constitué des représentants des Etablissements signataires, se réunira annuellement pour validation des projets, des actions programmées et des concours financiers souhaités. Il définira les orientations stratégiques nécessaires à la mise en œuvre et à la réussite de la convention cadre de partenariat. Il fera le bilan des activités réalisées sur la base d'un rapport préparé par le Comité scientifique.

Le Comité scientifique sera constitué de représentants des pôles, directions, missions et établissements de la Collectivité rassemblée, et des Directions, ou leurs représentants désignés, des huit UMR et UAR identifiées. Il aura pour mission de suivre l'avancement de l'objet de la convention, de construire et de proposer de nouvelles réflexions et actions conjointes, de piloter l'affectation des ressources allouées au projet. Il se réunira au moins trois fois par an et autant de fois que nécessaire, à la demande de l'un de ses membres et/ou du Comité de pilotage et/ou de l'une des Parties. Son format est convenu ouvert et les partenaires institutionnels, de recherche et de médiation avec lesquels la Collectivité rassemblée, ces UMR, UAR et syndicat mixte collaborent autour de projets de recherche en matière d'écologie de la santé pourront y être conviés.



Les finalités de ce partenariat et ses modalités de mise en œuvre sont précisées dans une convention cadre de partenariat. Un travail de recensement des sujets et projets partagés au sein du groupe de réflexion est prévu dès cet été et une première réunion de travail du Comité scientifique prévue à la rentrée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre les onze Etablissements cités, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la constitution du Comité de pilotage et du Comité scientifique du « *Groupe de réflexion sur l'écologie de la santé* » établi avec les Etablissements ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-231798-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention cadre de partenariat Ecologie de la santé\_VFinale CHU EPHE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Manu REYNAUD, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

## **Attractivité - Santé globale - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative MEDVALLÉE pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale, en fédérant les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du monde économique pour créer des synergies interdisciplinaires médicales, alimentaires, environnementales. Le 26 juillet 2022, après une phase active de co-construction avec les acteurs du territoire et les partenaires co-fondateurs que sont l'Etat et la Région Occitanie, le plan d'actions de la stratégie MEDVALLÉE a été approuvé.

MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans les filières de la santé, de l'agronomie-agriculture-alimentation et de l'environnement, pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpelliérain. Tout en renforçant chaque filière, MEDVALLÉE privilégie l'approche intégrée de Santé Globale sur la base du concept *One Health* de l'OMS. Cette approche interdisciplinaire et décloisonnée prend en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

Au titre du plan d'actions opérationnel MEDVALLÉE, plusieurs dialogues ont été engagés avec d'autres intercommunalités afin de renforcer l'attractivité du territoire montpelliérain et de son bassin de vie. Ils sont formalisés et précisés par des conventions de partenariats d'envergure, dédiés ou multithématiques, en cours et à venir. Le présent partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans cette dynamique.

Ainsi, au regard de leurs marqueurs économiques et de leurs spécificités scientifiques:

- Puissance et diversité des laboratoires de recherches et du tissu universitaire et grandes écoles, adossé à de grands groupes internationaux de Paris-Saclay ;
- Originalité et caractère fédérateur de l'initiative MEDVALLÉE assise sur l'excellence et la très forte spécialisation de la recherche en environnement, agronomie-agriculture-alimentation, santé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

les deux intercommunalités souhaitent valoriser et développer leurs complémentarités et leurs atouts autour du concept innovant de Santé Globale.

Un premier cadre de coopération a été négocié et se décline selon les 5 axes suivants précisés dans le projet de convention :

- Etablissement d'une cartographie des écosystèmes des deux partenaires sur les 3 thématiques santé, agronomie-agriculture-alimentation, environnement ;
- Coordination des démarches d'attractivité et de communication concernant ces trois secteurs d'activité ;
- Développement de synergies dans la perspective de réponses communes aux appels à projets européens en matière de recherche et d'innovation en matière de *Santé Globale* ;
- Partage d'expérience entre les deux Conseils de Développement et travail sur des thématiques communes ;
- Travail en commun sur l'évolution, l'adaptation des formations d'excellence aux enjeux de recherche et de développement objet du contrat ainsi que sur l'échange de talents et d'expertises au bénéfice des acteurs et de l'économie des deux territoires.

La convention en vigueur de sa signature au 31 décembre 2026, fera l'objet d'une évaluation annuelle par un comité de suivi composé :

- Des Vice-président(e)s en charge du développement économique et de l'enseignement supérieur ou

- leurs représentants ;
- Des Président(e)s des deux conseils de développement ou de leurs représentants ;
- Des deux directrices ou directeurs en charge du développement économique et de l'enseignement supérieur au sein des deux structures ou de leurs représentants ;
- Des directeurs des deux SATT ou leurs représentants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236245-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention3M-Paris Saclay version définitive 28-06-23 Vu Agglo Paris-Saclay.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Schéma Directeur des Énergies de Montpellier Méditerranée Métropole - Présentation - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2023-56 du 2 février 2023, Montpellier Méditerranée Métropole approuvé son projet de Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), dans le cadre des objectifs définis par la loi, et au-delà, pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie.

Un Schéma Directeur des Energies (SDE) à horizon 2030, reposant sur une démarche volontaire, a été élaboré afin de préciser la feuille de route opérationnelle pour atteindre ces objectifs :

- Une baisse des consommations énergétiques finales respectivement de -13% et -27% par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Une diminution des émissions de gaz à effet de serre respectivement de -12% et -40% par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Une baisse des émissions de polluants atmosphériques (NOx, PM2,5, COVNM, NH<sub>3</sub> et SO<sub>2</sub>) en s'appuyant sur la trajectoire du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PRÉPA) ;
- Une multiplication de la part des énergies renouvelables locales respectivement de x1,4 et x2 par rapport à 2019 à horizon 2026 et 2030 ;
- Atteindre la neutralité carbone par une captation de CO<sub>2</sub> équivalente à 240 kTéq CO<sub>2</sub> pour équilibrer le bilan à horizon 2050.

La Métropole vise principalement à travers ce SDE une articulation cohérente et systémique de la vision de long terme portée par la stratégie du Plan climat 2021-2026. Le SDE métropolitain est à la fois colonne vertébrale, feuille de route et outil opérationnel de la stratégie énergétique territoriale. Il permet de questionner l'organisation du système de consommation, de production et distribution d'énergie sur le territoire.

Son élaboration et sa mise en œuvre imposent non seulement une transversalité accrue interservices, mais aussi le renforcement des échanges et des interactions avec les partenaires extérieurs, actuels et futurs, de la Métropole. Un scénario à horizon 2030 a été co-construit avec les acteurs du territoire.

Les leviers d'actions passent par :

- La décarbonation de la mobilité et la diminution des déplacements ;
- La massification de la rénovation thermique des bâtiments ;
- Le développement conséquent des énergies renouvelables ;
- L'adaptation des réseaux d'électricité et de gaz, de chaleur et de froid, avec le passage d'un système historiquement centralisé à des productions renouvelables locales, conduisant le réseau à devenir bidirectionnels, une montée en puissance du numérique et de nouveaux usages.

Les actions menées permettant de réduire les consommations d'énergie liées au fret et au transit routier représentent le principal levier de réduction des consommations à 2030 (38%). La rénovation du bâti, résidentiel comme tertiaire, ainsi que la maîtrise de l'énergie notamment via des actions de sensibilisation et de promotion d'équipements sobres constituent le second gisement (31%).

L'accroissement de la production d'énergies renouvelable et de récupération passera par une hausse importante de la production solaire photovoltaïque. En effet, cette production représente une multiplication par 1,7 au regard de 2019. Le développement du photovoltaïque vise la production de 219 GWh en 2030 répartis entre les installations en toiture (69%), au sol (18%) et en ombrières (13%) avec une multiplication par 4 de la production.

La biomasse solide et les pompes à chaleur représentent respectivement 36 et 29 % de l'objectif de production local. Un triplement du réseau de chaleur est visé avec l'alimentation en chaud de 5 millions de m<sup>2</sup>.

De plus, la part d'énergie renouvelable provenant du mix national et distribué sur le territoire par les réseaux de gaz et d'électricité représentent 40 % à l'horizon 2030.

Ce SDE a été présenté aux acteurs le 17 mai à Montpellier afin que la mobilisation pour l'atteinte de ce scénario soit partagée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Schéma Directeur des Energies ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234144-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe1\_SDE\_Plaquette.pdf

- Annexe2\_SDE\_Synthèse.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER



# Environnement - Plan Montpellier Solaire 2050 - Présentation - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2023-56 du 2 février 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), document de planification pour viser la neutralité carbone d'ici 2050. Un Schéma Directeur des Energies (SDE) à horizon 2030, a été élaboré afin de préciser la feuille de route opérationnelle pour atteindre les objectifs en termes notamment de baisse des consommations énergétiques, premier enjeu, et de développement des énergies renouvelables. Le solaire photovoltaïque représente le principal gisement identifié dans ce SDE. Aussi cette feuille de route a été co-construite avec les acteurs du territoire.

Les objectifs de production d'énergies renouvelables locales du PCAETs et de la composante photovoltaïque sont les suivants :

Production locale EnR	Diagnostic		Scénario Neutralité Carbone					
	2019		2026		2030		2050	
	297 GWh	3,4%	520 GWh	6,5%	696 GWh	11%	1 847 GWh	44%
<b>Production Photovoltaïque</b>	<b>54 GWh/an</b>		<b>144 GWh/an</b>		<b>219 GWh/an</b>		<b>1 125 GWh/an</b>	

Un scénario par typologie d'installations a été déterminé afin d'identifier les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs aux horizons 2026 et 2030. Ce scénario sera appelé à évoluer en fonction de la réglementation et des avancées des différents projets sur le territoire.

Trajectoire photovoltaïque			
	2019 (hypothèses)	2026	2030
<b>Maison individuelles</b>	<b>2 500 Toitures de maisons Individuelles</b> 13 GWh/an	<b>+ 2 800 toitures</b> 22,5 GWh/an	<b>+ 2 800 toitures</b> 23 GWh/an
<b>Copropriétés</b>	<b>dont les toitures de copropriétés</b>	<b>+ 50</b> 4,5 GWh/an	<b>+ 100</b> 11 GWh/an
<b>Entreprises</b>	<b>35 Toitures d'entreprises</b> 7 GWh/an	<b>+ 90</b> 18 GWh/an	<b>+ 30</b> 6 GWh/an
<b>Bâtiments publics</b>	<b>40 Toitures de bâtiments publics</b> 5 GWh/an	<b>+ 75</b> 9 GWh/an	<b>+ 25</b> 3 GWh/an
<b>Parkings</b>	<b>35 Ombrières de parkings</b> 10 GWh/an	<b>+ 60</b> 18,5 GWh/an	<b>+ 25</b> 10 GWh/an
<b>Sol</b>	<b>3 Centrales au sol</b> 19 GWh/an	<b>+ 17,5 GWh/an</b>	<b>+ 20 GWh/an</b>

Ce Plan Montpellier Solaire 2050, inscrit dans une trajectoire de neutralité carbone, est structuré en 6 points :

- Des objectifs ambitieux : rappel des objectifs à atteindre dans le cadre du PCAETs ;
- Des actions ciblées : actions mises en œuvre ou à initier en fonction des cibles comme le cadastre solaire, l'appui de l'ALEC, l'application de la loi d'accélération des énergies renouvelables, le PLUi Climat... ;
- Des freins à lever : travail engagé ou à engager sur le photovoltaïque en centre historique, sur les structures des bâtiments, les coûts et délais de raccordement, les idées reçues... ;

- Des dynamiques territoriales : constitution de groupes de travail avec les opérateurs publics proposant des services photovoltaïques, les gestionnaires du réseau électrique, les opérateurs économiques du photovoltaïque... ;
- Des solutions émergentes : exploration de technologies innovantes comme l'éclairage solaire, l'autoconsommation collective, le solaire sur bassin de rétention, les panneaux de seconde vie... ;
- Des investissements conséquents : les chiffres d'affaires potentiels liés aux objectifs photovoltaïques permettront de générer activité et emplois locaux. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé en octobre 2022 leur plan de sobriété reposant sur une PPI de respectivement 1,7 M€ et 1 M€ par an pour l'investissement en photovoltaïque sur leur patrimoine.

Cette feuille de route photovoltaïque a été construite avec l'appui des groupes de travail, animé par la Métropole, dédiés aux questions du photovoltaïque :

- L'un avec les organismes publics et associations proposant des prestations solaires aux communes (Région Occitanie, AREC, Syndicat Hérault Energie, ALEC, Altemed, ECLR) ;
- L'autre avec les gestionnaires de réseaux sur le sujet des raccordements (Enedis, Coopérative St Martin de Londres).

Cette feuille de route photovoltaïque a été présentée aux acteurs économiques et associatifs du photovoltaïque le 7 juin à Montpellier afin de partager les objectifs et d'enrichir le document.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du Plan Montpellier Solaire 2050 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Alenka DOULAIN.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236362-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20230607\_PlanMontpellierSolaire2050.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## Environnement - Réseau de chaleur renouvelable Nord Alco - Contrat de Délégation de Service Public - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Afin d'atteindre l'ambition de neutralité carbone, le Schéma Directeur des Energies, déclinaison opérationnelle du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), fixe comme objectif un triplement de la desserte en réseau de chaleur à l'horizon 2030 ainsi qu'un taux d'énergie renouvelable de 80%. En 2019, le réseau délivrait 108 GWh à un taux de 67% d'énergie renouvelable.

Une étude de gisement a permis de révéler l'opportunité de création d'un nouveau réseau de chaleur renouvelable sur la partie nord de la Ville de Montpellier (« *Nord Alco* »). Ce réseau s'étendra du quartier Mosson Paillade jusqu'à celui Hôpitaux Facultés avec une longueur prévisionnelle de 26 km. A terme, il devrait délivrer, en moyenne, 80 GWh par an.

Ce réseau de chaleur Nord Alco sera basé majoritairement sur du bois énergie permettant ainsi aux abonnés de bénéficier d'une énergie à un coût maîtrisé et compétitif. Afin d'atteindre l'objectif de 80 % d'énergie renouvelable en 2030, l'achat de garantie d'origine renouvelable de Biométhane complètera le bois énergie. Enfin, en appoint et secours, il sera fait appel à du gaz naturel pour compléter le mix énergétique.

Par délibération en date du 30 mars 2023, le Conseil de Métropole a approuvé le choix du mode de gestion du service public de la délégation de distribution publique de réseau de chaleur. Ainsi, il a été décidé de confier la création et l'exploitation de ce nouveau réseau à la société publique locale Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SPL SA3M) via une délégation de service public (DSP).

Le contrat de DSP a pour objet de confier au délégataire les missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des ouvrages pour la création du réseau de chaleur *Nord Alco* ;
- L'exploitation, l'entretien et la maintenance, le gros entretien et le renouvellement des installations du réseau ;
- La production et la distribution de chaleur et de froid aux abonnés ;
- L'optimisation des réseaux ;
- La gestion des relations contractuelles avec les abonnés ;
- La facturation et le recouvrement des tarifs auprès des abonnés au titre des prestations réalisées.

Le projet prévoit la construction d'une centrale bois ainsi qu'une seconde chaufferie pour l'appoint secours gaz. Afin de tenir compte du délai d'obtention des autorisations et de la réalisation des travaux, une centrale gaz provisoire sera mise en place et exploitée afin d'alimenter les premiers bâtiments raccordés. De plus, un réseau de distribution va également être réalisé avec l'ambition de finaliser la partie principale de celui-ci d'ici un an.

Les investissements prévisionnels totaux sont évalués à 56 M€ HT. La subvention escomptée de la part de l'ADEME est de 17 M€. Le dossier devrait passer en conseil d'attribution en octobre 2023.

La tarification à l'abonné sera composée des deux termes suivants :

- R1 : élément proportionnel à la consommation représentant le coût des énergies nécessaires et tout frais afférent, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un kWh destiné au chauffage des locaux ou au chauffage d'un mètre cube de l'eau sanitaire ou, s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie ;
- R2 : élément forfaitaire (abonnement) lié à la puissance souscrite, c'est-à-dire à la puissance maximum que l'Abonné est en droit de demander.

Enfin, le délégataire sera redevable de trois redevances à la Métropole de Montpellier :

- Une redevance au titre du contrôle de concession effectué par l'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie d'un montant de 30 k€ par an ;
- Une redevance d'occupation du domaine public versée à la Métropole en tant que gestionnaire de l'espace public ;
- En complément, le délégant percevra une redevance de surperformance qui correspondra à un pourcentage des bénéfices supplémentaires par rapport à ceux prévus au compte d'exploitation prévisionnel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat de Délégation de Service Public ainsi que les pièces annexes ;
- D'autoriser la SPL SA3M à procéder aux travaux de création des centrales de productions d'énergie et des réseaux de distribution de chaleur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 31 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DSP\_RCNA\_Contrat.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe1\_ReglementService.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2a\_Modèle\_Contrat-Reservation.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2b\_Modèle\_Contrat-Branchement.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2c\_Modèle-police-dabonnement.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe3\_CEP\_2024-2053.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe4\_PérimètreDSP.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe5\_ListePrevisionnelleAbonnés.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe6\_EtudesPrealables.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Délégation de Service Public - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

L'article 59-2.D « *Calcul des variations de prix du contrat de concession* », prévoit que si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre la collectivité et le concessionnaire, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques. Les parties conviennent ainsi de remplacer le Tarif Réglementé de Vente du Gaz B1, en extinction au 30 juin 2023, par le prix repère de vente de gaz naturel pour les consommateurs résidentiels publié par la Commission de Régulation de l'Énergie.

Par ailleurs, l'article 9 du contrat de Concession stipule que la collectivité, lorsque les considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté de modifier le périmètre de la concession, après consultation du concessionnaire. Or, l'opportunité de création d'une nouvelle Délégation de Service Public pour la construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur « *Nord Alco* » suppose la diminution corrélative du périmètre de concession du RMCF.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°9 au contrat de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237032-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RMCF\_Avenant9.
- RMCF\_Avenant9\_Perimetre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'Emprunt à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Un plan quinquennal de travaux sur la période 2022-2026 a été précédemment validé afin de poursuivre l'extension de réseaux de chaleur et de froid renouvelables. Cette programmation comprend notamment le déploiement du réseau de chaleur à partir de la centrale biomasse de la cité créative, la construction d'une centrale de production basée sur de la géothermie sur nappe afin d'alimenter les programmes de la zone d'aménagement concerté Cambacérès ainsi que l'extension du réseau dans le quartier Port Marianne.

Le contrat de concession, dans son article 63 A. Emprunts, stipule que le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations. Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur une émission obligataire via Collectivity, Conseiller en Investissements Participatifs, auprès d'Egamo, Société de Gestion du groupe VYV (MGEN, Harmonie Mutuelle, SMACL, MNT...), acteur mutualiste français, d'un montant de 2 500 000 €.

Les caractéristiques de cet emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 2 500 000 €
- Durée : 15 ans
- Taux fixe : 4 %
- Amortissement : annuités constantes
- Souscription ouverte du 5 juin au 8 juin
- Commission de Collecticity
- Garantie à hauteur de 50% de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De garantir 50% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SERM auprès de Collectivity, soit un montant garanti de 1 250 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, M. Julien MIRO, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Collecticity Contrat d'émission obligataire SERM VF\_signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Stratégie culture et patrimoine de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Culture est un formidable vecteur d'émancipation, rempart contre l'obscurantisme, garantie d'imaginaires enrichis et renouvelés. Forte de cette conviction, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent se doter d'une stratégie culturelle territoriale commune, ambitieuse et pensée sur le temps long, vers un horizon qui dessine des futurs durables et désirables. Pour garantir cette trajectoire au long cours, cette stratégie se bâtit sur une politique équipementière ambitieuse inscrite dans la droite ligne de l'héritage de la décentralisation, forte de partenariats territoriaux larges, nourrie des enjeux contemporains qui traversent la société. De cette stratégie, la candidature du territoire de Montpellier au titre de Capitale Européenne est un véritable accélérateur.

Inventer de nouvelles manières de partager les arts et la culture avec le plus grand nombre et à l'échelle d'un territoire est l'une des plus hautes ambitions du territoire. Héritières d'une très riche histoire artistique, pionnières en matière de décentralisation culturelle, Montpellier et sa Métropole s'attachent aujourd'hui à offrir aux artistes des conditions renouvelées de création et de diffusion de leurs œuvres, et réaffirment leur volonté d'être un territoire d'hospitalité pour les artistes du monde entier.

La singularité artistique et culturelle de Montpellier résulte d'une politique équipementière ambitieuse engagée dans les années 1980 grâce à la décentralisation, au service d'un souffle culturel qui a permis l'implantation de scènes d'envergures nationales. En parallèle, le territoire connaît un dynamisme culturel exceptionnel : sur la seule Métropole, plus de 400 associations artistiques et culturelles font vivre la création et la diffusion culturelle. Aujourd'hui, ce paysage artistique et culturel est en pleine mutation pour faire face à un double impératif : d'une part la nécessité de redéployer les moyens pour soutenir de nouveaux projets, d'autre part celle d'amorcer les évolutions nécessaires au sein des grandes institutions face aux impératifs de transitions économique, environnementale ou sociale dans un contexte économique contraint.

Ces transitions obligent à porter des choix nouveaux. Si la région montpelliéraine a la chance de bénéficier d'un héritage culturel important, elle connaît l'impérieuse nécessité de renouveler ses politiques publiques, d'inventer de nouvelles formes de soutien à la création et à la production, de créer de nouveaux espaces de rencontre avec les publics. Pour relever ces défis, Montpellier ambitionne de devenir un véritable laboratoire artistique et culturel où s'inventeront de nouveaux lieux et dispositifs au service de la création contemporaine et de sa nécessaire rencontre avec les publics.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole entendent porter leur stratégie culturelle et patrimoniale comme un plaidoyer pour la culture, et l'affirmation d'un véritable désir d'Europe. Au lendemain d'une longue crise sanitaire qui a éprouvé le secteur de la création et du patrimoine, et au moment même où la guerre en Ukraine conduit à être solidaires d'un pays en lutte pour ses libertés et son indépendance, il est fait le choix d'affirmer l'importance et la force de l'Europe, de la culture comme facteur de paix et de dialogue, pour rapprocher les personnes et les territoires. Dans ce contexte, la stratégie culturelle et patrimoniale de la Ville et de la Métropole contribue à la stratégie long terme de la candidature de Montpellier au titre de capitale européenne de la culture pour l'année 2028.

Alors que la région s'apprête à accueillir, dans les deux prochaines décennies, 25 % de la croissance démographique française, et que le pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*) prévoit la fin des émissions nettes des gaz à effet de serre d'ici 2050, les collectivités se mobilisent pour tenter de (ré)concilier attractivité et impératif écologique (Pacte Vert 2040 de la Région Occitanie, gratuité des transports en commun à Montpellier, développement des itinéraires cyclables entre les intercommunalités, mobilités douces par voie fluviale à Sète...). Il est fondamental de construire et partager un récit de la mutation écologique qui permette de sortir des logiques de concurrence institutionnelle et des visions court-termistes.

Les questionnements qui traversent les politiques publiques en général, et les politiques culturelles en particulier, poussent à l'humilité et à s'interroger pour être en mesure de répondre aux nouveaux défis. L'ouverture et le partage sont essentiels et constituent un premier élément de réponse. Faire corps, construire ensemble, mutualiser, autant d'idées qui invitent à envisager la politique culturelle comme un terrain idéal pour repenser la coopération territoriale à toutes les échelles, avec l'objectif d'imaginer pour demain une vie culturelle à la fois forte de l'identité du territoire, et nourrie des échanges et des rencontres avec l'autre.

Pour parvenir à cet équilibre, la stratégie culturelle imaginée pour le territoire de Montpellier s'est bâtie autour de six axes prioritaires :

## 1/ CONSTRUIRE AUJOURD'HUI LES PUBLICS DE DEMAIN

---

Montpellier et sa Métropole profitent d'un écosystème d'établissements dense produisant une offre culturelle riche à destination de l'ensemble des publics. Pour autant, on constate à Montpellier, comme dans la plupart des villes et métropoles, une érosion des publics dans les lieux traditionnels dédiés aux arts et à la culture, due à un faible renouvellement des publics. Les dispositifs mis en œuvre touchent encore trop insuffisamment celles et ceux qui en ont le plus besoin. À cela s'ajoutent de nouvelles pratiques des publics et de nouveaux lieux de culture qui restent moins bien appréhendés.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont pour priorité de repenser l'offre culturelle et la façon dont elle est valorisée et rendue accessible, afin d'élargir les publics susceptibles d'en être bénéficiaires.

### Les actions prioritaires :

- **Systématiser le développement d'une programmation culturelle à hauteur d'enfant :** *Création de Mille Formes, centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, déploiement d'une programmation jeune public en réseau dans les théâtres de la Métropole, réseau Villes des enfants, Festivals pour les tout-petits... ;*
- **Encourager l'accès de tous les jeunes publics à l'art et à la culture :** *Refonte des parcours d'éducation artistique et culturelle, Poursuite du déploiement de la Convention de Généralisation de l'éducation artistique et culturelle (EAC) vers un objectif 100% EAC ;*
- **Sensibiliser le jeune public à la diversité des musiques actuelles et encourager la pratique musicale :** *Développement de l'enseignement musical dès le plus jeune âge notamment par l'éveil musical (Cité des Arts), développement de résidences au plus près des publics (médiathèques, Maisons pour tous, établissements scolaires)... ;*
- **Défendre un accès égal pour tous sur l'ensemble du territoire :** *Mise au point d'un nouveau schéma de développement de la lecture publique au sein du réseau des Médiathèques, encourager les programmations décentralisées des festivals et le hors-les-murs, développer l'accessibilité des programmations... ;*
- **Développer les dispositifs de culture scientifique et sciences participatives à destination des enfants pour encourager l'esprit critique et la compréhension du monde contemporain :** *Création d'un espace d'exposition temporaire dédié à la culture scientifique au sein de la Médiathèque Emile Zola... ;*
- **Reconquérir les publics par l'éducation à l'image :** *Extension du Cinéma Nestor-Burma à destination jeune public, renforcement du dispositif Ma Classe au cinéma... ;*
- **Valoriser le multilinguisme présent sur le territoire :** *Labellisation des programmations occitanes...*

## 2/ TRANSFORMER LA VILLE PAR LA CULTURE ET LE PATRIMOINE

---

Soumises à une très forte croissance démographique, à une évolution du climat et à un risque important d'étalement urbain, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent depuis de très nombreuses années désormais une période de transformation urbaine, que ce soit dans le centre urbain, au Nord de la ville centre avec le renouvellement du quartier de la Mosson, ou à l'échelle de la Métropole par le développement des lignes de transports en commun. Du fait de ces modifications, le quotidien des habitants est marqué par d'importantes et nécessaires évolutions : modes de vie, nouvelles mobilités, relations repensées au territoire...

Le territoire de la Métropole bénéficie parallèlement d'un héritage architectural et artistique qui maille l'espace public et le territoire. Le projet urbain se déploie autour de signatures nombreuses d'architectes reconnus : Ricardo BOFILL, Paul CHEMETOV, Sou FUJIMOTO, Edouard FRANCOIS, Massimiliano FUKSAS, Xavier GONZALES, Zaha HADID, Farshid MOUSSAVI, Jean NOUVEL, Rudy RICCIOTTI, Carmen SANTANA, Philippe STARCK et tant d'autres... Un riche parc d'œuvres d'art contemporain prend place dans l'espace public : dès 1986 avec *Le grand M* de François MORELLET, et en lien avec les transports en commun : *la constellation humaine* de Chen ZHEN, *l'hommage à Confucius* d'Alain JACQUET, *les Allégories* d'Allan MACCOLLUM, *le Voyage* de SARKIS, *le point of view* de Tony CRAGG, autant d'œuvres remarquables qui jalonnent le parcours du tramway.

Le territoire peut par ailleurs s'enorgueillir d'une forte tradition d'accueil de manifestations artistiques dans l'espace public produites en régie directe ou portées par les acteurs culturels du territoire (Comédie du Livre, Fête de la musique, les ZAT - Zones Artistiques Temporaires, Journées du Patrimoine...).

Convaincus des impacts bénéfiques de l'art et de la culture sur l'appropriation par les habitants de leurs espaces communs, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole placent la question artistique et culturelle au cœur du projet urbain.

#### Les actions prioritaires :

- **Favoriser la compréhension de la ville contemporaine et de ses enjeux** : *Création d'un centre d'interprétation dédié à la fabrique de la Ville contemporaine...* ;
- **Poursuivre l'enrichissement du patrimoine artistique par la mise en œuvre d'une politique de commandes publiques d'œuvres d'art dans l'espace public** : *Dépôt de l'œuvre de Sandro CHIA sur l'esplanade Charles-de-Gaulle, commande d'un tirage de La Spirale de Germaine RICHIER, Mise en art des ponts, Mise en art du tunnel de la Comédie...* ;
- **Accompagner les transformations urbaines par la construction de récits artistiques et culturels** : *Développement de l'urbanisme culturel, La Mosson quartier laboratoire pour la transition urbaine – ANRU, Création des Permis d'imaginer – ALTEMED...* ;
- **Inviter les habitants à poser un regard nouveau sur l'espace urbain** : *Déploiement des ZAT, Zones artistiques temporaires, au niveau municipal puis à l'échelle métropolitaine, poursuite du programme des Folies architecturales avec 13 nouveaux sites identifiés dans un souci de rupture avec l'étalement urbain...* ;
- **Encourager le développement des mobilités douces par des interventions artistiques** : *œuvre d'art aux stations de tramway, habillage des rames de bus et tramway par des artistes...*

### 3/ S'AFFIRMER COMME UN TERRITOIRE D'HOSPITALITÉ

---

Les marques de l'hospitalité comme valeur forte et historique du développement du territoire, sont toujours lisibles dans les édifices patrimoniaux, au premier rang desquels le Mikvé. Elles illustrent les multiples migrations qui ont enrichi l'histoire et le patrimoine matériel et immatériel de Montpellier. Cette hospitalité est aussi tournée vers les artistes de tous les horizons et les différentes expressions artistiques, que ce soit dans les centres de formation supérieures (École Nationale Supérieure d'Art Dramatique, Master Exerce du Centre Chorégraphique National), sur scène ou dans l'espace public.



Le territoire est riche de nombreux dispositifs accompagnant les créateurs à toutes les étapes de la vie de leurs œuvres : accompagnement à la création, résidences de recherche ou en soutien à l'émergence (Théâtre la Vignette, Festival Texte en cours, Warm Up, Studio libre au Centre Dramatique National), résidences d'été du théâtre La Vista, coproductions (MO.CO, Théâtre Jean Vilar, Domaine d'O, Printemps des comédiens, Agora de la danse...), diffusion et exposition (Espace Saint-Ravy : lieu d'exposition pour artistes émergents...)

Il est fait pourtant le constat d'une insuffisante articulation de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement : aides à la création des collectivités et de l'État, partage des « *outils* » de création (lieux et ingénieries) en fonction des étapes du processus créatif (recherche/écriture/émergence/production), prise en compte de la diversité de la création (approches sectorielles, pluridisciplinaires) méritent d'être repensées pour répondre au besoin des artistes, émergents ou confirmés, afin qu'ils puissent trouver sur le territoire les conditions d'épanouissement de leurs projets de création. Il s'agit de consolider de véritables écosystèmes dans l'ensemble des filières artistiques, de la formation à la diffusion en passant par la création et la production, tout en favorisant l'émergence et la structuration de champs boudés par les politiques publiques : bande dessinée, écriture scénaristique, projets transdisciplinaires...

### Les actions prioritaires :

- **Développer les lieux d'accueil et de travail pour les artistes du territoire pour permettre toutes les expressions artistiques**, y compris celles d'artistes qui ne sont pas accueillis et diffusés dans leurs pays : *Développement du parc des espaces d'accueil et de travail dédiés aux artistes : Ancien Evêché, Hôtel d'Aurès, Théâtre La Vista, Résidence Lattara, Maison des Chœurs, locaux vacants ACM...* ;
- **Mettre en œuvre des dispositifs de soutien au tissu culturel du territoire, repensés et mieux adaptés aux enjeux de chaque filière** : *Fonds d'aide à la diffusion, fonds d'aide à la création, campagne d'aide à l'équipement, dispositif d'accueil et d'accompagnement à la résidence, Adhésion GIP Café Culture...* ;
- **Accompagner les acteurs de la filière de l'image et des Industries Culturelles et Créatives (ICC)** : *Fonds d'aide à la création ICC, dispositif de tutorat, programme de résidence d'écriture, soutien à l'émergence...* ;
- **Accueillir les artistes venus d'ailleurs pour favoriser les échanges et la rencontre des imaginaires** : *Restauration du Domaine de Méric - Maison Bazille, lieu de résidence ouvert aux artistes et chercheurs européens ; restauration du Pavillon Ouest de l'Agora de la Danse pour l'accueil de compagnies...*

#### 4/ FAVORISER LE RAYONNEMENT DU TERRITOIRE EN VALORISANT L'EXIGENCE ARTISTIQUE ET LA CAPACITÉ D'INNOVATION

---

Montpellier est une terre de festival comme nulle autre pareille en France : de mai à juillet, elle accueille chaque année une saison ininterrompue de festivals partageant un même souci d'exigence artistique pour rendre accessible aux publics les œuvres et les artistes de tous horizons : Comédie du Livre, Printemps des Comédiens, Montpellier Danse, Festival Radio France, mais également Arabesques, Cinemed...

Les grands lieux culturels sont autant de fenêtres ouvertes sur le monde : le Musée Fabre et ses expositions temporaires permettent de découvrir des œuvres issues des plus grands musées, le MO.CO expose la création contemporaine du monde entier, le Pavillon Populaire valorise toute l'année la photographie internationale.

La Métropole bénéficie d'un territoire de prédilection pour le développement des industries culturelles et créatives numériques (jeux vidéo, audiovisuel, création numérique) : Écoles ESMA, ArtFX, Studios de France TV...

Pour autant, l'héritage culturel montpelliérain doit être réinterrogé à l'aune des enjeux contemporains pour renouer avec la capacité d'innovation et positionner le bassin de vie comme un carrefour culturel. Il s'agit de créer les conditions adéquates à l'invention de nouvelles politiques culturelles, plus adaptées aux défis du monde contemporain.

##### Les actions prioritaires :

- **Encourager et impulser la création de nouvelles structures écosystème intervenant à toutes les étapes de la vie d'une œuvre** (formation, création, production, diffusion) **par le rapprochement et la mutualisation de moyens pour une plus grande capacité d'action** : *Cité Européenne du Théâtre, la Cité créative : quartier dédié aux nouvelles industries culturelles et créatives numériques...* ;
- **Affirmer le territoire métropolitain comme un pôle d'excellence de production audiovisuelle** : *Développement de l'accueil des tournages, aide à l'implantation des studios, mise en réseau...* ;
- **Relancer et mettre à jour le Schéma d'orientation et de développement des musiques actuelles** : *Création d'un nouveau site plus adapté, dédié aux grands événements (festivals de musique...), accompagnement du réseau des salles de musiques du territoire, évolution de la scène labellisée pour les musiques actuelles...* ;
- **Encourager la transdisciplinarité et une approche trans-sectorielle** ;
- **Renforcer l'articulation des dispositifs d'aides publiques** (Etat, Région, Département, Métropole, Communes) pour une plus grande efficacité au service des acteurs culturels et des artistes.

#### 5/ INVENTER DE NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATIONS TERRITORIALES

---

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole bénéficient de programmations qui rayonnent à différentes échelles des territoires : festivals itinérants dans les communes de la Métropole (Cinéma sous les étoiles, La Métropole fait son cirque), la Comédie du livre et sa programmation de rencontres décentralisées dans les librairies du bassin de vie (Sète, Mèze, Lunel, Gignac, Frontignan...). A l'échelle européenne et internationale, des coopérations artistiques sont développées avec les villes jumelles : Palerme, Heidelberg... Les établissements et festivals portent des programmations artistiques à dimension européenne et internationale.

Il est fait le souhait de développer ces axes et développer la coopération entre les territoires pour assurer une meilleure circulation des œuvres, des artistes et des publics, ainsi qu'une plus forte mobilisation des partenariats européens et internationaux sur les projets.

### Les actions prioritaires :

- **Renforcer les coopérations avec les intercommunalités partenaires :** *Contrats territoriaux de coopération avec l'ensemble des intercommunalités voisines, déploiement de programmations culturelles décentralisées (cirque, littérature, théâtre...) ;*
- **Favoriser les échanges culturels et scientifiques entre pays européens :** *Adhésion au réseau Eurocities, programme d'échanges culturels avec les villes jumelles notamment Palerme, soutien aux actions partenariales favorisant les coopérations européennes (Biennale des Arts de la Méditerranée, travail avec comédiens en situation de handicap mené par La Bulle Bleue...) ;*
- **Ouvrir de nouveaux axes de coopération avec l'Afrique :** *Biennale Afrique-Europe, Institut de l'Histoire de la France et de l'Algérie...*

## 6/ VALORISER LA CONNAISSANCE ET LES SAVOIRS

---

Montpellier est riche d'un patrimoine universitaire ancien (800 ans de la Faculté de médecine en 2020) : le plus vieux jardin des plantes de France, un herbier riche de centaines de pièces, un conservatoire d'anatomie spectaculaire. En 2022, le Jardin des plantes figurait parmi les projets soutenus par la Mission Patrimoine dans le cadre du loto du patrimoine. Cette tradition d'enseignement s'incarne aujourd'hui par un soutien fort à la culture scientifique.

Le territoire peut également se prévaloir d'une préoccupation ancienne pour la conservation et la valorisation de patrimoines exceptionnels : le Musée Fabre ouvre ses collections aux visiteurs et amoureux de l'art depuis près de 200 ans, le musée archéologique Henri Prade retrace l'histoire antique depuis les étrusques des lagunes...

Montpellier Méditerranée Métropole est par ailleurs la première Métropole bénéficiant du label « *Ville et Pays d'art et d'histoire* » pour son engagement en faveur de la qualité du patrimoine, de l'architecture et du cadre de vie.

Le réseau des médiathèques, riche de 14 établissements sur le territoire de la Métropole a fait de la culture scientifique l'une de ses priorités et développe désormais une offre de plus en plus riche dans sa programmation à l'année.

### Les actions prioritaires :

- **Donner accès à la mémoire ancienne et contemporaine du territoire :** *Restauration d'un bâtiment pour l'accueil des archives, centre de mémoire contemporaine ouvert au grand public avec un programme de grandes expositions... ;*
- **Labelliser les patrimoines pour une meilleure appropriation et une meilleure protection :** *Candidature au registre « Mémoires du monde » pour protéger et valoriser le patrimoine scientifique et l'histoire du développement des sciences... ;*
- **Investir dans la valorisation et la restauration du patrimoine mobilier et immobilier :** *Création d'une extension du Musée Fabre pour un accès enrichi aux collections et aux expositions temporaires, création d'un Centre de Conservation et d'Etude (CCE) sur le site du Musée archéologique Henri-Prades, dispositif d'aide à la restauration patrimoniale pour les communes et acteurs associatifs... ;*
- **Valoriser la culture scientifique et technique comme facteur d'émancipation citoyenne :** *Création d'un lieu d'exposition temporaire dédié à la culture scientifique pour le jeune public à la Médiathèque Emile-Zola, lancement du festival des idées, renouvellement de l'Agora des Savoirs... ;*
- **Ouvrir le dialogue entre Arts et Sciences :** *Autour des grands enjeux de transformation du territoire (Climat, Biodiversité, Migrations, Démocratie), en s'appuyant sur des coopérations entre acteurs culturels et grands programmes structurants dans le domaine scientifique.*

Cette stratégie, construite au plus près du territoire, dans un souci d'ouverture vers l'autre et vers l'ailleurs, souhaite positionner la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole comme des acteurs majeurs des politiques culturelles. Riche de projets structurants et de projets d'infrastructure, elle a vocation à engager le territoire dans une mutation ambitieuse et responsable, inscrite dans le temps long, avec la volonté de construire de manière durable un environnement propice à l'épanouissement de chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la stratégie culturelle et patrimoniale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239820-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

**Hors commission - Suite du Sommet Afrique-France de Montpellier - Organisation de la première Biennale Europe-Afrique de Montpellier - Orientations de programmation - Convention de co-production entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Tropisme - Convention avec l'Institut français - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier a été choisie en 2021 comme terre d'accueil du Nouveau Sommet Afrique-France. Organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, cet événement se voulait tourné vers les acteurs du changement et en priorité ceux de la société civile (entrepreneurs, intellectuels, chercheurs, artistes, sportifs, créateurs, influenceurs...). Il avait pour objectif de questionner et redéfinir les fondamentaux de la relation entre la France et le continent africain, en écoutant la jeunesse, en répondant à ses interrogations et en créant un nouvel espace de dialogue orienté vers l'avenir.

L'engagement de Montpellier à co-construire ce Nouveau Sommet Afrique-France a été un témoin de l'ambition du territoire de s'investir dans un partenariat d'avenir avec l'Afrique, d'égal à égal, et de contribuer ainsi au rayonnement de ses acteurs économiques, culturels, universitaires. L'excellence des atouts scientifiques du territoire dans les domaines de la santé, du climat, de l'agronomie ou des technologies, en phase avec les domaines essentiels de la coopération Afrique-France, le dynamisme ainsi que la présence importante de diasporas africaines ont contribué au choix de la ville. Véritable testament de la vitalité des diasporas et des acteurs du territoire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont vibré toute une saison au rythme de l'Afrique, et de nombreux événements ont eu sur l'ensemble du territoire de la Métropole : spectacles, expositions, projections de films, conférences, rencontres sportives...

La Ville de Montpellier et la Métropole ont su transformer l'essai de l'accueil de cet événement hors du commun, en inscrivant durablement cette nouvelle relation au continent africain comme une priorité de ses écosystèmes et de son action, dans les domaines aussi bien économiques, que scientifiques, culturels, sportifs. **Afin de célébrer et de mettre en lumière cette orientation très forte, volontariste et commune, l'automne 2023 verra la naissance de la première Biennale du Sommet, la Biennale Europe-Afrique de Montpellier.** Il s'agit d'un événement aux multiples facettes et aux multiples intervenants, qui viendra une fois encore mettre le territoire à l'heure africaine et réaffirmer la volonté de Montpellier d'être l'endroit où s'invente une nouvelle relation à l'Afrique.

### **Une saison culturelle à la programmation ambitieuse**

Un grand nombre de lieux culturels de la Ville et de la Métropole, ainsi que de nombreux lieux indépendants, proposeront durant l'automne, et de manière forte durant la semaine de la Biennale, une programmation en lien avec le continent africain.

L'espace Dominique-Bagouet proposera d'abord une exposition dédiée à la Biennale qui couvrira la période octobre/décembre.

Une programmation dense aura lieu dans un certain nombre de lieux indépendants ou en régie (Tropismes, Victoire 2, Rockstore etc.) du territoire : soirées hip-hop, soirées radios africaines/scènes émergentes, concerts, expositions. Les médiathèques et Maisons pour tous du territoire proposeront des programmations en lien avec la Biennale.

Un « *Festival des Idées* » sera organisé autour de l'actualité de la pensée africaine. Invitation à la réflexion sur la relation Europe-Afrique, cet événement rassemblera une vingtaine de débats et de conférences tout au long de la semaine, constitué d'un large panel de penseurs et penseuses.

Les médiathèques et Maisons pour tous du territoire proposeront des programmations en lien avec la Biennale. Le réseau des médiathèques et de la culture scientifique en particulier organisera une journée de réflexion et de sensibilisation sur les questions et les enjeux des archives en Afrique en lien avec l'Ecole Nationale des Chartes. Cette journée, intitulée « *L'Afrique, un continent sans archives, vraiment ?!* » sera l'occasion de nombreux débats et conférences et permettra notamment de mettre à l'honneur les Archives Nationales de Madagascar.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut français, un temps de restitution des forums « *Notre futur* », plateformes de dialogue Europe-Afrique organisées sur le continent africain par l'Institut Français aura lieu dans différents lieux de la ville.

Ces pensées et débats laisseront place au lancement de *Djowamon*, une plate-forme de formation et de dialogue professionnel du Campus AFD autour des musées et des patrimoines Français.

Ancrée dans les enjeux politiques et culturels actuels, une réunion du réseau européen Rizoma aura aussi lieu sur la question de la restitution des œuvres culturelles au continent africain.

Une programmation riche est prévue également autour des Industries Culturelles et Créatives (ICC), véritable fleuron montpelliérain : nuit des séries, ateliers, exposition sur le thème des jeux-vidéo...

Cette programmation fera la part belle aux diasporas africaines de Montpellier et de la Métropole. Par exemple, plusieurs places de la ville seront animées durant le temps de la biennale, chacune par une diaspora africaine, et en collaboration avec les associations de commerçants et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault. Le territoire montpelliérain, et son centre-ville, vibreront de nombreuses rencontres, débats, échanges artistiques et novateurs : un plateau de radio pour parler de la coopération dans le monde de la musique, des échanges et événements autour du skate et du breakdance.

### **Les Euro-Africa Water Days de Montpellier : une semaine pour connecter les écosystèmes de la recherche et de l'innovation européen et africain.**

Il s'agit du volet développement et innovation de la Biennale, qui prendra la forme d'un congrès multi-acteurs sur les enjeux liés à la gestion de la ressource en eau et sur les coopérations entre territoires, scientifiques et société civile pour répondre à ceux-ci.

Le continent africain et le bassin méditerranéen, considéré pour ce qui est de ce dernier comme l'un des « *hot*

*spots* » du changement climatique, sont directement concernés par la problématique de la ressource en eau. Raréfaction des précipitations, concentration croissante de population et développement de mégapoles, sur-sollicitation fréquente des nappes phréatiques, manque d'infrastructures adaptées, résilience limitée, tensions sociales, enjeux géopolitiques, etc. sont autant de facteurs qui conduisent à la nécessité de mener une réflexion commune à l'échelle de l'Afrique et de la Méditerranée.

L'objectif de ce premier forum « *Euro-Africa Montpellier Water Days* » est de mettre en relation les acteurs du domaine de l'eau sur le bassin méditerranéen et le continent africain, concernés par les problématiques et les enjeux liés à l'eau dans la ville, aujourd'hui et demain afin de s'enrichir mutuellement des expériences menées localement et de développer des capacités d'échanges et d'interactions, des réseaux, des partenariats scientifiques, techniques, économiques, institutionnels de manière à relever ensemble, solidairement et efficacement, les défis qui nous font face.

Ce forum, organisé en partenariat avec le Centre Unesco de l'eau « *ICIREWARDS* » dirigé par Eric SERVAT, du 9 au 11 octobre portera sur les thèmes suivants :

- Changement climatique et risque hydrologique ;
- Urbanisation des mégapoles méditerranéennes et africaines ;
- Accès à l'eau ;
- Assainissement et santé ;
- Agriculture urbaine et péri-urbaine ;
- Gouvernance, coopération décentralisée et rôle de l'Union européenne dans les partenariats avec l'Afrique ;
- Eau et genre ;
- Retour sur la conférence des Nations Unies sur l'eau (mars 2023).

Il réunira des scientifiques, des institutionnels et décideurs, des représentants et chaires UNESCO, des organisations internationales, des entreprises du secteur privé méditerranéens, africains et européens sont attendus.

Durant ce congrès, du 1<sup>er</sup> au 11 octobre, se tiendra également la 2<sup>ème</sup> édition de l'Université des jeunes entrepreneurs africains, intitulée « *Campus des Jeunes Entrepreneurs Africains* ». Depuis le Nouveau Sommet Afrique France en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée avec la Fondation Prospective et Innovation pour mettre en place une plateforme d'entrepreneurs africains innovants évoluant dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de la santé globale, des industries culturelles et créatives et du sport en Afrique.

Ce programme sera composé d'un séjour d'affaire en France à Paris et Montpellier lors duquel les 8 participants sélectionnés auront à leur disposition des formations efficaces et des opportunités professionnelles telles que des opportunités de networking et de rendez-vous avec des décideurs, chercheurs, partenaires économiques, et autres acteurs leaders de leurs secteurs, une visibilité médiatique et la possibilité d'intervenir lors de la Biennale Europe-Afrique de Montpellier (octobre 2023) ainsi qu'à d'autres grands événements internationaux partenaires, une incubation et un accompagnement proposé par le Business Innovation Center (BIC) de Montpellier, une participation à des masters-class et un concours de pitch.

Enfin, la 2<sup>ème</sup> édition du Forum Nouvelles d'Afrique, organisée par la Fondation Prospectives et Innovation, aura également lieu les 5 et 6 octobre 2023, sous le thème « *l'entrepreneur ; un agent du changement en Afrique* ». Les tables-rondes répondent à des thèmes variés : allant de la synthèse des connaissances, en passant par des réflexions sur l'avenir des projets actuels et les possibilités d'amélioration des partenariats entre les deux rives de la Méditerranée. Seront accueillis à cette occasion des membres des secteurs publics et privé, de France et multiples pays et organisations du continent africain.

La relation au continent africain et la thématique de l'eau qui relie étant des axes forts de la candidature de Montpellier comme capitale européenne de la culture, l'association Montpellier 2028 sera également



partenaire de cet évènement.

Un large réseau partenarial institutionnel s'est mobilisé autour de l'organisation de l'évènement, comme le centre UNESCO ICIReward, les services de l'Etat, l'Institut Français, l'Agence Française de Développement, la Délégation Interministérielle à la Méditerranée, MedCities, la Commission Européenne, la Chambre de Commerce et d'industrie de l'Hérault, Cités Unies France...

La programmation culturelle sera également construite aux côtés d'un grand nombre de partenaires comme la Maison des Mondes Africains, La Tribune, La Tribune Afrique, Le Point, France Culture, RFI, Fondation Art Explora, Atelier des Artistes en Exil, Fondation Zinsou, Montpellier danse, Festival Arabesques, Afrik'art, Biennale des Arts de la Scène en Méditerranée, La Gaîté Lyrique, le Rockstore, Oroko Radio, Accès Culture, Fondation Prospective et Innovation, École des Beaux-Arts, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, Montpellier Business School, Cirad, CGIAR, IRD, Occitanie Coopération, Francophonie, BPI (Pass Africa), MAJIA, Digital Africa, Google Ateliers Numériques, French Tech, Sport en commun (AFD), Paris 2024, FISE, Battle of the Year, Occitanie E-Sport, Surf Ghana Vibrate...

Un partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Institut Français est signé dans le cadre de cette Biennale pour accompagner la dynamique de refondation du lien au continent africain à Montpellier. Cette convention permettra d'abonder dans un fonds les sommes versées par la Ville et la Métropole par un financement égal de l'Institut Français.

Pour mener à bien l'organisation de cet évènement, il est également proposé la signature d'une convention de coproduction avec la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Tropisme pour co-organiser aux côtés de la Ville et de la Métropole le volet grand public de la Biennale. Les engagements réciproques de la Métropole et de la société sont détaillées dans la convention jointe à la présente délibération, ce qui correspond pour la Métropole à une contribution financière à hauteur de 40 000€.

Concernant l'organisation du Forum Euro Africa Water Days, sa prise en charge pour la Métropole est estimée à 100 000 € (coûts techniques liés à l'organisation de la manifestation au Forum et coûts logistiques liés à la prise en charge de la venue des différents intervenants et partenaires).

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de l'organisation de la biennale Europe-Afrique de Montpellier ;
- D'approuver les orientations de sa programmation telles qu'exposées dans la présente délibération ;
- D'approuver les termes de la convention de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCIC Tropisme ;
- D'autoriser les dépenses relatives à l'organisation de la programmation culturelle de la Métropole en régie pour un montant estimé à 5 000 € ;
- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Français, le coût 2023 de la convention étant supporté par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser les dépenses relatives à l'organisation du Forum Euro Africa Water Days, pour un montant estimé à 100 000 € ;
- De dire que les crédits afférents à l'organisation de la Biennale, estimés à 145 000 €, sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237582-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Texte-convention-Institut-français-3M.docx
- Convention coproduction Biennale IxM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Evolution du dispositif de covoiturage Klaxit - Conventions pour le partage de frais des coûts relatifs à la pratique du covoiturage entre Montpellier Méditerranée Métropole Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée - Avenant n°4 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit - Programmation pluriannuelle d'attribution - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de Plan Climant Air Energie Territorial solidaire (PCAET-s), la Métropole vise une baisse de 27 % des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport des voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58 % des émissions de CO<sup>2</sup> du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage sur le covoiturage en déployant un dispositif de mise en relation des covoitureurs et des incitations financières permettant au passager d'être transporté gratuitement à travers l'outil Klaxit.

Après un déploiement auprès des grands employeurs du territoire en 2021, le dispositif a été étendu au grand public en début d'année 2022. Le bilan de cette année 2022 est de 18 000 nouveaux inscrits portant le nombre d'inscrits sur la plateforme Klaxit à 23 000, dont 12 000 covoitureurs actifs. En 2022, 242 000 trajets ont été réalisés pour un total de 5,8 millions de kilomètres covoiturés parcourus (soit 145 tours de la Terre en voiture évités) ayant permis de réduire les rejets de GES de 650 tonnes.

Comme convenu à la suite de la délibération n° M2023-7 du 2 février 2023, la recherche de maîtrise de l'engagement financier de la Métropole sur ce dispositif s'est poursuivie avec le relèvement du seuil plancher permettant de bénéficier de l'incitation de 2 kilomètres à 5 kilomètres afin de prioriser les moyens financiers sur des trajets plus longs. Cette mesure vise aussi à apporter une cohérence au dispositif, en ne s'opposant pas aux autres mesures visant à promouvoir les mobilités actives sur les courtes distances. Ce nouveau seuil devrait permettre de contenir la progression des coûts sur la fin de l'année 2023 tout en gardant un volume pertinent de trajets effectués.

Par ailleurs, la Métropole a déposé auprès des services de la Préfecture de l'Hérault un dossier de demande de subvention dans le cadre du fonds vert au titre du plan national de covoiturage concernant l'année 2023 pour un montant de 477 872,99 € TTC. Cette demande est en cours d'instruction par les services de l'Etat.

Les échanges initiés avec les collectivités Autorités Organisatrices des Mobilités (AOM) voisines afin d'envisager un développement cohérent et commun, lisible pour l'utilisateur ont atteint leurs objectifs. En effet, Sète Agglopôle Méditerranée et le Pays de l'Or Agglomération vont déployer une offre de covoiturage sur leurs territoires respectifs dans le second semestre 2023. Dans ce cadre, ces deux collectivités acceptent de supporter pour moitié le cofinancement des trajets et frais de service associés des trajets effectués entre leur territoire et celui de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention pour le partage de frais permet ainsi de répartir plus équitablement les coûts, ce service bénéficiant aussi aux usagers qui entrent et sortent de la Métropole. Ces conventions seraient initiées pour une première période jusqu'à fin 2025.

Par ailleurs les échanges se poursuivent avec les services de la Région pour identifier les modalités de partenariat pour partager les frais des trajets réalisés sur le périmètre de l'AOM régionale.

Dans ce contexte très favorable à la pérennisation du dispositif en faveur du covoiturage, il est proposé d'établir une programmation budgétaire pour la période allant de fin-2023 au 31 décembre 2025 intégrant

d'une part la poursuite de pistes d'optimisations budgétaires avec la Région ou l'Etat – si le plan national de covoiturage était pérennisé – mais en prenant en compte également les perspectives de croissance du covoiturage du fait de l'action combinée des acteurs du territoire dans ce domaine :

- Fin 2023 : augmentation de 140 000 € TTC au titre des incitations financières au trajet : ceci nécessite la signature d'un avenant n°4 à la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- Année 2024 : 750 000 € au titre des incitations financières au trajet ;
- Année 2025 : 850 000 € au titre des incitations financières au trajet

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions financières entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée ;
- D'approuver la poursuite du déploiement du covoiturage et l'inscription d'une démarche pluriannuelle avec les territoires AOM voisins jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit augmentant de 140 000 € TTC le montant de l'aide versée jusqu'à la fin de l'année 2023 ;
- D'approuver une programmation pluriannuelle relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit estimée à :
  - 750 000 € TTC le montant de l'aide versée au titre de l'année 2024 ;
  - 850 000 € TTC le montant de l'aide versée au titre de l'année 2025 ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions et l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236739-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 3M\_Avenant 4 convention incitatifs financiers.docx
- Projet convention participation financiere 3M-SAM incitation covoiturage.pdf
- Projet convention participation financiere 3M-POA incitation covoiturage VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour la réalisation de la Véloligne 10A entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Saint Gély-du-Fesc, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole coordonnent leur maîtrise d'ouvrage pour réaliser une piste cyclable reliant les centres-villes de Gély-du-Fesc et Montpellier. Cette Véloligne 10 a, intégrée et connectée au réseau vélo express métropolitain sera achevée en 2025 et représentera un linéaire de 8 kilomètres entre le centre de la commune et le Pôle d'Echanges Multimodal « *Occitanie* ».

Elle relie Montpellier à la commune la plus peuplée du Grand Pic Saint-Loup mais constitue aussi l'ossature d'un réseau cyclable plus étendu. Elle se raccorde en effet directement sur la piste cyclable réalisée le long de la nouvelle voie métropolitaine RM 127E3 qui dessert la Commune de Grabels et assure aussi une liaison douce et sécurisée via le pont du rond-point de la Valsière avec la piste cyclable départementale qui dessert Montferrier-sur-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Prades-le-Lez.

Elle participera, lorsqu'elle sera totalement achevée, à réduire de manière significative le temps de parcours Saint-Gély-du-Fesc-Montpellier, estimé à 20 minutes en vélo à assistance électrique, ce qui la rend compétitive par rapport aux déplacements en véhicules individuels et aux transports en commun aux heures de pointe.

Cette ligne structurante du réseau Express Vélo permet d'utiliser le vélo pour les déplacements pendulaires domicile-travail et contribue aussi à l'essor du « *vélo tourisme* » entre Montpellier et le Grand Pic Saint-Loup en garantissant un accès sécurisé et facilité aux voies vertes du réseau départemental. Elle constitue un moyen rapide et agréable pour accéder à la base nature réalisée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup sur le site de Saint Sauveur à Saint-Clément-de-Rivière. Enfin, elle desservira l'Institut du Cancer de Montpellier et tout ce secteur

A ce jour 4.5 kilomètres ont été mis en service dont 1.5 kilomètres réalisés par la Métropole entre le plateau de Piquet et le Carrefour de Bissy pour un montant de 1.58M€ TTC.

Cet aménagement cyclable répond à un réel besoin pour les habitants du sud du territoire du Pic Saint-Loup qui se rendent sur la Métropole comme pour les montpelliérains qui souhaitent profiter des paysages et du patrimoine de ce territoire. La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup participe à ce titre à son financement pour un montant de 50 000 € TTC via une offre de concours, objet de la présente. Cette somme sera versée à la Métropole après la signature de la convention afférente.

A titre de rappel le tronçon déjà réalisé est financé comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 61.34% ;
- Etat : 30.5% ;
- Région : 5% ;
- Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup : 3.16%.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'offre de concours avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, signer la



convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236264-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention offre de concours CCGPSL-3M 21-06-2023 JF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

# **Aménagement durable - Conventions de compensation tarifaire pour la tarification intermodale et la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports de l'Hérault (SMTCH) adoptent chaque année deux dispositifs tarifaires permettant aux usagers des transports urbains TaM et interurbains LIO de réaliser des correspondances entre les deux réseaux avec le même titre de transport. Ces dispositifs donnent lieu à compensations tarifaires entre les deux autorités organisatrices, dont les modalités sont reprises au sein des conventions suivantes :

## **1. Convention de compensation pour la tarification intermodale**

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou.

De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération, puis la Métropole.

Le projet de convention proposé définit les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2023 et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC, arrondis à 660 000 € TTC pour l'année 2023.

## **2. Convention de compensation pour la Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers**

Par ailleurs, chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2023, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 17 juin au 3 septembre inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2022 et qu'il est proposé de reconduire en 2023, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- Les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2022 est le suivant : 100 687 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 74 077,08 € TTC, au bénéfice du SMTCH.

Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2023, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2024.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de compensation pour la tarification intermodale pour l'exercice 2023 ;
- D'approuver les termes de la convention de compensation pour les Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers ;
- D'approuver le bilan 2022 des Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers, dont la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 74 077,08 € TTC ;
- D'approuver la reconduction du dispositif Navettes des Plages Etang de l'or vers la plage du Grand Travers pour la saison estivale 2023 ;
- De dire que les dépenses et recettes seront inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention compensation intermodale SMTCH 2023.docx
- Convention\_financiere\_navette\_des\_plages\_2023 bilan 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Requalification du cœur de ville de Montpellier - Création de l'aire piétonne "Verdun - Sud Comédie" - concertation - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de rénovation du quartier Centre – Aire de Verdun à Montpellier prévoit dans ses objectifs l'amélioration du cadre de vie et notamment des espaces publics du secteur. Il est donc proposé l'extension de l'aire piétonne du centre-ville de Montpellier en créant une aire piétonne Verdun-Sud Comédie sur le secteur délimité par les voies suivantes :

- La Place de la Comédie ;
- La rue Saint Gilles ;
- L'avenue Henri Frenay ;
- La gare Saint Roch ;
- La rue Jules Ferry ;
- La rue Pagezy ;
- La rue de la République ;
- Le boulevard Victor Hugo.

L'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie participe d'une stratégie globale d'embellissement et d'extension du cœur de métropole. Cette stratégie se concrétise au travers de grands projets dont les travaux sont engagés.

Au Sud du centre-ville, la réalisation de la Ligne 5 de tramway est l'occasion d'une piétonisation de la place Saint-Denis et d'une requalification complète de l'avenue Clemenceau donnant la priorité aux piétons en connexion avec le parc et le lycée Clemenceau. Conçues dans le prolongement des aménagements déjà réalisés à l'occasion de la Ligne 3 de tramway sur le boulevard du Jeu de Paume et la rue du Faubourg de la Saunerie, ces transformations majeures des espaces publics vont permettre une extension de la centralité en direction de la place du 8 mai 1945 et au-delà vers la Cité Créative. Ce faisant, elles ont vocation à prolonger les parcours marchands et plus globalement à étoffer l'offre commerciale au service de l'attractivité et du rayonnement du cœur de métropole.

Dans la même optique, les travaux en cours d'embellissement de la place de la Comédie et de l'Esplanade doivent permettre de redonner son éclat au cœur de métropole tout en créant de nouveaux liens urbains en direction des Beaux-Arts et d'Antigone. Ainsi l'ouverture d'un grand parcours entre l'Esplanade et Antigone est amorcée par la transformation de l'avenue Frédéric Mistral en connexion avec la ZAC Ricardo Bofill qui doit permettre à terme la réalisation d'un espace piétonnier continu aux abords de l'ancien hôtel de ville.

D'autres aménagements à venir sur l'axe Foch Peyrou Arceaux doivent prolonger cette dynamique d'extension de la centralité vers l'Ouest. C'est notamment l'objet de la transformation de la place Max Rouquette et de ses abords dont les travaux d'aménagement doivent débuter en 2024 avec la création de nouveaux espaces publics à rayonnement métropolitain dans le prolongement de la nouvelle rue Saint-Louis où les piétons sont désormais prioritaires.

En cohérence avec cette stratégie globale, l'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie va permettre de relier le centre historique aux quartiers Carnot et Méditerranée qui font l'objet par ailleurs d'un plan d'actions d'embellissement des espaces publics dans le cadre de la démarche « quartiers apaisés ».

A l'échelle du secteur Sud Comédie, cette extension de l'aire piétonne va permettre un apaisement de la circulation et un reconquête progressive des espaces publics au bénéfice des piétons et de la vie locale. A terme, ce secteur pourra bénéficier d'aménagements paysagers qualitatifs de nature à embellir les rues et à mettre en valeur un patrimoine urbain et architectural remarquable.

L'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie participe également d'une stratégie de transition des mobilités en faveur des modes de déplacements actifs et décarbonés. Elle constitue l'une des actions majeures du « plan marchable » porté par la Ville de Montpellier et destiné à promouvoir la marche comme solution de mobilité du quotidien pour les trajets de courtes et moyennes distances.

Elle s'inscrit en cohérence avec le nouveau de circulation mis en œuvre en 2022 consistant à supprimer le trafic de transit en traversée du cœur de métropole et à donner la priorité aux piétons dans l'usage des espaces publics en général et du centre-ville en particulier. C'est du reste dans cette logique qu'est programmée la réalisation d'une galerie cyclable dans le tunnel de la Comédie qui permettra à la fois de faciliter la traversée du centre-ville à vélo et de sécuriser les piétons en surface.

Cette piétonisation répondra donc aux objectifs suivants :

- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie en réduisant les nuisances de la circulation et du stationnement des véhicules dans les voiries inadaptées à leurs contraintes (bruit, pollution, gêne à la circulation des piétons et notamment des personnes à mobilité réduite, à l'accès rapide des véhicules de secours...) ;
- Accompagner les aménagements des lignes de tramway afin de favoriser une mobilité douce et d'améliorer le quotidien des riverains et des commerces.

Dans ce cadre, et en application de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme une concertation publique doit être organisée. Il est proposé les modalités d'association du public suivantes :

- Une réunion publique ;
- Une mise à disposition du public du dossier, afin de leur permettre de faire part de leurs observations ;
- Une publication dans le journal local « *Midi Libre* » ainsi que sur les sites internet de la Ville de Montpellier et de la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs proposés sur ce périmètre pour retreindre la circulation ;
- D'approuver les modalités d'association du public ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-233704-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe modalités de fonctionnement de l'aire piétonne Verdun.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention d'indemnisation de l'exploitant du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération 5ème Ligne de tramway - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

A l'occasion de la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, les travaux à entreprendre vont créer des difficultés d'exploitation du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant les lignes de tramways et de bus, réseau exploité par TaM en sa qualité de délégataire.

Ces difficultés, générées par la réalisation des travaux de la 5ème ligne, entraînent des surcoûts qui devront être pris en charge par la Métropole dans le cadre du budget de l'opération 5ème ligne de tramway. Il est ainsi proposé la signature d'une convention d'indemnisation afin de formaliser le versement d'une indemnité.

Cette convention a pour objet d'identifier les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5ème ligne du tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, pour TaM sur la période actuelle du contrat de délégation de service public et dans le cadre du futur contrat avec la SPL TaM jusqu'à la mise en service de la ligne prévue en 2025 et la livraison du dépôt de Grammont prévue en 2027.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge dans le cadre du budget de l'opération tramway ligne 5 les surcoûts liés à la réalisation des travaux et à la préparation de l'exploitation de la 5ème ligne. Ces surcoûts sont détaillés à l'article II de la convention.

Les surcoûts portent notamment, pendant la phase travaux, sur les pertes de recettes et surcoûts suivants : coûts kilométriques de déviation et heures de conduite, mise à disposition de véhicules supplémentaires, coût du personnel lié à la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation. Concernant la préparation à l'exploitation, les surcoûts porteront notamment sur des coûts de personnel en lien avec la mise en place d'un nouveau schéma d'exploitation, mais également sur des coûts de gestion de la phase intermédiaire avant l'arrivée du nouveau dépôt et de la phase de pré-exploitation du 3<sup>ème</sup> nouveau dépôt de Grammont.

L'ensemble des coûts est estimé à un montant prévisionnel de 24,99 M€ HT (valeur septembre 2020), pour la période 2023 à 2027 décomposé comme suit :

- 3,33 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2023 ;
- 3,63 M€ HT (valeur septembre 2020) pour l'année 2024 ;
- 18,03 M€ HT (valeur septembre 2020) à compter de 2025, jusqu'à la mise en service de la ligne 5 et la livraison du dépôt de Grammont (prévu pour fin 2027).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'indemnisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et le délégataire TaM exploitant le réseau de transport de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236704-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION ind exploitant L5\_ProjetTaM-3M\_2023\_06\_21.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

# **Aménagement durable - Tramway - Autorisation des ancrages des équipements d'alimentation électrique et d'éclairage public en façades privées - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole doit implanter sur le domaine public les équipements indispensables à l'éclairage public et à l'alimentation électrique des transports en commun. Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner des mâts sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux piétons et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques du sous-sol ou son occupation ne permettent pas des massifs de fondation.

## **1. Application des dispositions dites « Ville de Paris » au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

Dans ses articles L.171-2 à L.171-11, le Code de la voirie routière permet sur les voies privées et publiques de la Ville de Paris, l'établissement notamment de supports et ancrages pour l'éclairage public et l'alimentation électrique des transports en commun sur les façades des propriétés riveraines sans phase préalable de déclaration d'utilité publique.

La loi 2019-1428 du 24 décembre 2019, a par son article 8, modifié l'article L.173-1 du Code de la voirie routière, qui dispose que les articles L.171-2 à L.171-11 du même Code, sont également applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes compétents en matière de voirie, d'éclairage public ou de transports en commun.

De manière à pouvoir réaliser les opérations d'implantation d'émergences et notamment d'ancrages pour les nouvelles lignes de tramway, il apparaît utile pour Montpellier Méditerranée Métropole de délibérer en faveur de l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble de son territoire.

C'est dans le cadre de ces dispositions que pourront intervenir les ancrages nécessaires à l'éclairage public et aux supports de la ligne aérienne de contact de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

## **2. Organisation de l'enquête publique préalable à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage relatives aux appareils d'éclairage public et la ligne aérienne de contact**

Les dispositions de l'article L.171-7 du code de la voirie routière prévoient : *« A défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports, de canalisations ou d'appareillages sur les propriétés privées est prise après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration. »*

Ces dispositions permettront à Montpellier Méditerranée Métropole, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires – qui sera toujours recherché en priorité – de recourir à une procédure d'enquête publique, qui aura pour effet de créer une servitude obligeant le propriétaire à accepter l'ancrage sur la façade de son immeuble.

A noter que cette prérogative ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni clore ou bâtir son bien.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code la voirie routière sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ouvrir, organiser et conduire l'enquête publique nécessaire à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage des appareils d'éclairage public et des supports de la ligne aérienne de contact associés à la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre les arrêtés d'instauration des servitudes d'appui-accrochage à l'issue de l'enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234945-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## **Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) de la Ville de Montpellier sur l'exercice 2022 - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans les délibérations n°V2021-495 et V2022-380.

Conformément au décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 2 718 031,86 € HT pour l'exercice 2022. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234128-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNE	PROJET	MONTANT HT DU PROJET	FONDS D'EQUIPEMENT RETENU
BEAULIEU	Construction d'une Eco-Halle du marché bellilocien	545 000	50 000
FABREGUES	Réhabilitation extension et accessibilité de l'hôtel de Ville	2 725 000	200 000
PIGNAN	Création d'une salle multimodale	5 850 000	200 000
SAINT GENIES DES MOURGUES	Création d'un restaurant scolaire et aménagement de ses abords	2 685 000	150 000
TOTAL			600 000
PEROLS	<b>DEMANDE DE REAFFECTATION DE FONDS DEJA VOTE</b> Réhabilitation d'une fontaine historique aux abords de la Cave Coopérative à la place de la construction d'un bâtiment à vocation associative	300 000	150 000

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236743-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet Convention FEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## Solidarités - Second Plan Logement d'abord - Plan d'actions 2023 - Affectation des subventions 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le second plan Logement d'abord (2023-2027) poursuit la réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-abris. Appuyée par les services de l'Etat et accompagnée d'un réseau de partenaires locaux, Montpellier Méditerranée Métropole vise la réduction significative du sans-abrisme sur son territoire grâce à la mise en œuvre d'actions complémentaires, visant l'amélioration de la connaissance des publics et besoins, la production de logements abordables et adaptés, la promotion d'un accompagnement global des ménages, la prévention des ruptures de parcours et un pilotage ancré dans le territoire. Par la délibération n°M2023-150 du 1<sup>er</sup> juin 2023, le Conseil de Métropole a approuvé l'engagement de la Métropole en faveur de ce second Plan Logement d'abord et ses grandes orientations. Il convient désormais de décider des moyens alloués à sa mise en œuvre.

Le plan Logement d'abord s'appuie sur le principe d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et de la collectivité porteuse localement. Dans ce cadre, l'Etat délègue à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 475 000 euros au titre de sa contribution pour l'année 2023 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 194 902 euros, dont 148 402 euros sur le budget du FSL (géré par la CAF), dont la vocation est de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 46 500 euros hors FSL inscrits au budget primitif de la Métropole.

Il est proposé au Conseil d'approuver le plan d'actions 2023 pour la déclinaison territoriale du Logement d'abord et approuver l'affectation des subventions 2023 aux organismes opérateurs telle que proposée ci-dessous.

Opérateurs	Actions	N° de dossier	Montants attribués (en euros)		
			Etat (attribués par 3M)	3M Crédits propres	TOTAL
MSH Sud	Nuit de la solidarité	00002310	20 000	5 000	25 000
Adages	Mobilisation parc privé vocation sociale	00002321	25 000		25 000
AIVS Habitat et Humanisme	Développement mandat de gestion	00002386	26 500		26 500
Uriopss Occitanie	Formation professionnels et élus	00002315	20 000	16 500	36 500
SIAO	Plateforme Logement d'abord	00002322	109 486		109 486
SIAO	Renforcement veille sociale	00002322	80 000		80 000
Gestare	Prévention des expulsions	00002128	147 905		147 905
Adages	Plateforme ADLH	00002301	39 229	25 000	64 229
<b>TOTAL</b>			<b>468 120</b>	<b>46 500</b>	<b>514 620</b>

Opérateurs	Actions	N° de dossier	Etat (crédits IML attribués directement par la DDETS)	Métropole (crédits FSL gestion CAF)	TOTAL
Adages	Accompagnement des ménages du Bail d'abord	00002300	20 200	14 134	34 334
Gestare		00002308	20 200	14 134	34 334
Gammes		00000498	60 600	42 400	103 000
Avitarelle		00002324	50 500	35 334	85 834
Restos du coeur		00002276	60 600	42 400	103 000
<b>TOTAL</b>			<b>212 100</b>	<b>148 402</b>	<b>360 502</b>

En outre, le poste de cheffe de projet du plan Logement d'abord, porté directement par la Métropole est financé pour moitié par les crédits d'ingénierie de l'Etat, et pour moitié par la Métropole pour un total de 60 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le plan d'actions 2023 défini en concertation entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De décider de l'affectation des subventions 2023 telles que définies ci-dessus pour un montant total de 663 022 euros sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Emilie CABELLO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240001-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan d'actions 2023.pdf
- Projet convention MSH Sud NDLS 2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## Solidarités - Politique de la Ville - Appel à projets Contrat de Ville 2023 et Cité de l'emploi de Montpellier - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole, un appel à projets partenarial a été lancé en 2023 à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la coéducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets. 482 dossiers ont été déposés par 186 associations lors de l'appel à projets 2023. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 170 projets déposés par 109 associations pour un montant total de 613 200 € (délibération n°M2023-122 du 30 mars 2023).

En complément de cette première programmation, il est proposé au titre de l'appel à projets 2023 du Contrat de ville, d'attribuer de nouvelles subventions à 12 associations, selon la répartition ci-dessous :

Politique de la ville – Contrat de ville				
Identifiant	Structure	Intitulé de l'action	Type	Montant attribué
7451	<b>ANSA</b> (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	Atelier sportifs pour tous	Projet	1 000 €
7606	<b>APB&amp;C</b> (Asso de parents d'élèves Bloch et Copernic)	vie famille école quartier	Projet	1 000 €
7224	<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Sport et art	Projet	1 500 €
7278	<b>CLCV de Montpellier</b> (Association Locale de la Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)	Lutte contre la précarité énergétique	Projet	2 000 €
7701	<b>Confluences</b>	Internationales de la guitare - Relais de la République	Projet	2 500 €
7291	<b>Esprit Libre</b>	Cuisine du Monde	Projet	1 500 €
7538	<b>GTKD</b> (Génération Taekwondo)	Accès aux Sports pour Tous	Projet	1 000 €
7302	<b>La Volonté des femmes du quartier Gély</b>	Vers l'autonomie des femmes du Quartier Gely	Projet	1 000 €
7479	<b>MFC</b> (Mosson Full Contact)	Passerelles vers le sport	Projet	1 000 €
7424	<b>MFPP 34</b> (Mouvement Français pour le Planning)	Femmes Ressources	Projet	1 000 €

	Familial de l'Hérault)			
<b>Total</b>				<b>13 500 €</b>

<b>Développement Economique et Emploi – Contrat de ville</b>				
7492	<b>Face Hérault</b>	Le numérique s'invite dans les quartiers	Projet	4 000 €
7665	<b>Instep Occitanie</b>	Le Club (Cité de l'emploi)	Projet	5 000 €
<b>Total</b>				<b>9 000 €</b>

En outre, dans le cadre du dispositif Cité de l'Emploi de Montpellier, il est proposé de soutenir, dans le cadre de la campagne de subvention 2023 de droit commun de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association suivante :

<b>Identifiant</b>	<b>Structure</b>	<b>Intitulé de l'action</b>	<b>Type</b>	<b>Montant attribué</b>
00002416	<b>Kaïna</b>	Capsules vidéo "Promouvoir l'engagement sociétal" (Cité de l'Emploi)	Projet	6 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus ;
- De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel CALVO, Mme Clare HART, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238790-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention type 2023-annexe délib.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

# Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2023 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier en date du 3 mai 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2023 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 684 440 €.

Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Proposition répartition DPV 2023							
Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Date démarrage	Date fin	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole							
<i>Investissement</i>							
Aménagement des parvis et cheminements piétons pour le nouveau groupe scolaire des Halles et l'équipement Gisèle Halimi	Mosson	Métropole /SA3M	sept-23	Déc. 25	1 486 601	31,40 %	466 792,71
Aménagement du square de Louisville	Mosson	Métropole /SA3M	sept.23	sept.24	600 000	30%	180 000,00
Aménagement transitoire du Parvis PEIRESC - Avenue Louis Ravaz	Cévennes	Métropole /SA3M	juil-23	oct.24	80 000	30%	24 000,00
Aménagement transitoire secteur aqueduc / Parvis école J. DAUBIE	Cévennes	Métropole /SA3M	sept.23	nov. 24	100 000	30%	30 000,00
Aire libre – Grand Mail	Mosson	Métropole /SA3M	sept.23	Déc.23	87 370	12%	10 484,40
<i>Fonctionnement</i>							

Série documentaire ANRU MOSSON	Mosson	Métropole /SA3M	2023	2023	38 475	52%	20 007,00
Accompagnement des ménages mal logés	Mosson	Métropole /SA3M	2023	2023	51 400	20,45 %	10 510,41
<b>Sous-total Métropole</b>					<b>2 443 846</b>		<b>741 794,52</b>
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>							
<i>Investissement</i>							
Aménagement et équipement de la Mission Locale	Petit Bard	Ville / SERM	juil-05	juil-05	140 000	80%	112 000
École élémentaire Joseph Delteil Remplacement des menuiseries de l'école	Petit Bard	Ville (éducation)	oct-23	Nov.23	226 000	30%	67 800
École élémentaire Galilée Remplacement des menuiseries de l'école	Mosson	Ville (éducation)	juil-23	Aout 23	194 000	30%	58 200
École élémentaire Louisville Remplacement des menuiseries de l'école	Mosson	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	234 000 €	30%	70 200
École maternelle Jules Michelet Remplacement des menuiseries de l'école et du restaurant scolaire	Cévennes	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	170 000	30%	51 000
École élémentaire Léon Gambetta Rénovation de la toiture	Figuerolles	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	254 300	30%	76 290
École maternelle Francis Garnier Rénovation de la toiture	Figuerolles	Ville (éducation)	Juil.23	Aout 23	265 100	30%	79 530
Extension de l'école maternelle Dr ROUX	Gély	Ville (éducation)	mars-24	sept.26	3 600 000	45%	1 620 000
Extension et restructuration du groupe scolaire DELTEIL-MICHELET	Petit Bard	Ville (éducation)	fev.24	Déc.24	2 300 000	45%	1 035 000
Rénovation du groupe scolaire Marc Bloch	Mosson	Ville (éducation)	sept.23	juil-24	1 000 000	45%	450 000
Création d'un Playground tennis et	Mosson	Ville (sports)	2ème sem.	2ème sem.	210 000	40%	84 000



un basket 3x3			2023	2023			
Couverture d'un terrain de basket 3x3 (Proximité gymnase COUDERC)	croix d'Argent (quartier vécu)	Ville (sports)	2ème sem. 2023	2ème sem. 2023	83 500	40%	33 400
Création d'un Plateau sportif cité Gély	Gély	Ville (sports)	4ème trim 2023	1er trim 2024	145 186	25%	36 296,50
Transformation d'un plateau sportif en 2 terrains de basket 3x3	Près d'Arènes	Ville (sports)	3ème trim 2023	1er trim 2024	65 000	54%	35 100
CREATION DE TERRAINS DE BASKET 3*3 Jean BOUIN	Mosson	Ville (sports)	4ème trim 2023	4ème trim 2023	63338	54%	34 203
CREATION DE TERRAINS DE BASKET 3*3 Alain DELYILLE Cévennes	Cévennes	Ville (sports)	4ème trim 2023	4ème trim 2023	65 049	54%	35 126
Remplacement flotte bateau « Optimist » lac des Garrigues	Mosson	Ville (sports)	sept.23	déc-23	30 000	50%	15 000
<b>Fonctionnement</b>							
Lutte contre le racisme et les discriminations	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	2023	2023	35 000	50%	17 500
Renforcer les démarches d'aller vers en santé pour les populations fragiles par le déploiement d'une unité mobile de prévention santé	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	2023	2023	64 000	50%	32 000
<b>Sous-total Ville</b>					<b>9 144 473</b>		<b>3 942 645, 48</b>
<b>Total général</b>					<b>11 588 319</b>		<b>4 684 440</b>
<b>Montant total DPV 2023</b>							<b>4 684 440</b>

La programmation 2023 présente les caractéristiques suivantes :

- 7 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 3,9 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 19 projets, dont 2 de fonctionnement et 741 K€ à la Métropole pour le financement de 7 projets dont 2 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 41% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 2 % ;
- 76% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (rénovation thermique de 6 écoles : Joseph Delteil, Galilée, Louiseville, Jules Michelet, Léon Gambetta, Francis Garnier

et extension de l'école élémentaire du Docteur Roux- Gély, extension et restructuration du groupe scolaire Delteil-Michelet – Petit Bard, rénovation du groupe scolaire Marc Bloch- Mosson) ;

- Plus de 6% de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant des équipements sportifs de proximité (création d'un Playground tennis et un basket 3x3 – Mosson, couverture d'un terrain de basket 3x3 - quartier vécu Croix d'Argent, création d'un Plateau sportif cité Gély, transformation d'un plateau sportif en 2 terrains de basket 3x3 – Près d'Arènes, création de deux terrain de basket 3x3 sur Mosson et Cévennes) ainsi qu'au remplacement de la flotte bateau « Optimist » du lac des Garrigues – Mosson ;
- Au titre des projets liés au NPNRU2, des aménagements d'espaces publics sont programmés (aménagement des parvis et cheminements piétons pour le nouveau groupe scolaire des Halles et l'équipement Gisèle Halimi, aménagement du square de Louisville – Mosson, aménagement transitoire du Parvis Peiresc - Avenue Louis Ravaz, aménagement transitoire secteur aqueduc / Parvis école J. Daubié -Cévennes ;
- Enfin, le soutien à des actions d'accompagnement au projet ANRU Mosson, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'unité mobile de prévention santé sont également programmés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2023 telle que détaillée ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2023, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 30 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239299-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_DPV\_2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Solidarités - Plan pauvreté - Axes veille sociale et accès aux droits - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser initialement pour 3 ans avec l'État (2020-2022), au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. Le principe est celui d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire.

L'instruction interministérielle N° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales fixe le cadre pour l'année 2023. Les déclinaisons départementales et métropolitaines de la stratégie nationale « *pauvreté* » 2018-2022 sont ainsi prolongées jusqu'au 31 décembre 2023, dans l'attente des « *pactes locaux des solidarités* » qui seront déployés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par délibération en date du 1<sup>er</sup> juin dernier, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite de la contractualisation avec l'Etat pour 2023 à travers la validation d'un avenant 2023 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, et acté la programmation des actions du Plan pour 2023.

Les priorités d'actions identifiées pour 2023 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles des années précédentes, à savoir la veille sociale, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et l'accès aux droits et à la santé.

Elles se traduisent notamment par les actions suivantes :

### **En matière de veille sociale :**

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (poursuite et approfondissement des actions des actions initiées dès 2020), soit 4 actions ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) ;

### **En matière d'accès aux droits :**

- Soutien au développement de l'habitat intercalaire : hébergement d'urgence temporaire site rives du Lez.

Il est proposé d'affecter les subventions attribuées en 2023 aux associations opératrices des actions pré-citées, pour un montant total de 235 000 €, dont 140 000 € sur crédit délégués par l'Etat à la Métropole et 95 000 € sur les crédits propres de la Métropole :

STRUCTURE	ACTION	N° DE DOSSIER	MONTANT ATTRIBUE (€)			
			Part Etat	Part 3M	Prévu Ville Montpellier pour information	Montant total
L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la métropole	00001310	47 500 €	47 500 €	-	95 000 €
GAMMES ISSUE	Accueil 90 places personnes à la rue – Rives du Lez site du Cnft	00002297	25 000 €	-	25 000 €	50 000 €
	Décloisonnement accueil de jour Antenne AJ Aragon - basculer sur un autre lieu		30 000 €	10 000 €	20 000 €	60 000 €
ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	00002342	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
CROIX ROUGE HERAULT		00001543	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		-	2 500 €	2 500 €	-	5 000 €
BULLE DOUCHES NOMADE	Maraudes du bus douches	00002271	25 000 €	25 000 €	-	50 000 €
	distributions de kits hygiène		5 000€	5 000€	-	10 000 €
TOTAL			235 000 €		45 000 €	280 000 €

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention à intervenir avec chaque opérateur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 235 000 € ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236684-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PROJET CONVENTION SAMU SOCIAL AVITARELLE 2023.docx
- PROJET CONVENTION ISSUE 2023 Action 1 et 2.docx
- PROJET CONVENTION 2023 ISSUE.docx
- PROJET CONVENTION CROIX ROUGE 2023.docx
- PROJET CONVENTION SECOURS CATHOLIQUE 2023.docx
- PROJET CONVENTION 2023 BULLE DOUCHE NOMADE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**



## **Solidarités - Plateforme Handi'Cap Logement 34 - Attribution de subvention à l'association APF France Handicap 34 pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'accès au logement est un enjeu sociétal majeur et un droit universel. La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a permis de réaffirmer le droit des personnes handicapées de bénéficier d'adaptations pour pouvoir vivre décemment. Aussi, les bâtiments d'habitation neufs et leurs abords doivent être construits et aménagés de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.

Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Selon le Code de la construction et de l'habitation, les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, et Habitat Social en Occitanie, association régionale des organismes d'habitat social, ont réalisé auprès des bailleurs sociaux le recensement des logements accessibles dans le parc locatif social. Ce partenariat a également permis la production d'un guide de préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* » destiné à améliorer l'offre en faveur des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

C'est dans ce cadre que le projet de plateforme « *Handi'Cap Logement 34* » a été initié par APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, en fédérant un ensemble de partenaires impliqués dans l'amélioration de l'habitat et, en particulier, de celui des personnes en situation de handicap : les organismes d'habitat social œuvrant sur le territoire du Département de l'Hérault (principaux financeurs), des fondations et des collectivités territoriales. L'objectif de cette plateforme est de fluidifier le parcours résidentiel des personnes handicapées dans le parc social.

La plateforme numérique « *Handi'Cap Logement 34* » permettra d'orienter les demandeurs en situation de handicap, de partager le recensement des logements sociaux accessibles, et de promouvoir le guide des préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* ». Cette plateforme est également un outil partagé destiné aux professionnels (bailleurs sociaux, réservataires, travailleurs sociaux), via des accès dédiés, afin d'apporter une meilleure réponse aux besoins exprimés par les demandeurs de logements sociaux et les locataires du parc social en situation de handicap, en travaillant sur le rapprochement de l'offre et la demande en matière de logements sociaux accessibles/adaptés. Pour cela, des ergothérapeutes seront mobilisés via la plateforme tant au niveau de la qualification de la demande, permettant d'étudier la possibilité d'adapter le logement actuel de la personne, qu'au moment de la recherche de candidat pour un logement afin s'assurer de son adaptation au handicap du demandeur.

Cette plateforme permettra ainsi de faciliter la mise en œuvre de l'article 91 de la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale du 21 février 2022 (loi 3DS) qui reconnaît l'inadaptation d'un logement à un handicap reconnu comme critère d'éligibilité au Droit au Logement Opposable (DALO).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 9% des demandeurs de logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole déclaraient comme 1<sup>er</sup> motif de leur demande avoir un logement inadapté à un handicap, soit plus de 2 700 demandeurs. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la création de Plateforme Handi'Cap Logement 34, au côté APF France Handicap et des bailleurs sociaux, afin de répondre aux

besoins des demandeurs de logements sociaux du territoire ; il est proposé l'attribution d'un concours financier de 4 000 € pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 4 000 € à l'Association France Handicap, délégation Gard-Hérault, pour le dispositif Handi'Cap Logement 34 au titre de l'année 2023, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'APF France Handicap ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236045-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet CONVENTION Handi'Cap 34.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER**

## **Solidarités - Espace Gisèle Halimi - Accueil de l'École Régionale du Numérique - Convention entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme de formation Fondespierre - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'Espace Gisèle-Halimi est un nouvel équipement public situé au cœur du quartier de la Mosson à Montpellier. Le site de 3 000 m<sup>2</sup> propose une offre de services innovante, pluridimensionnelle, hybride pour répondre aux besoins des publics du quartier. L'Espace Gisèle-Halimi est un lieu ouvert sur le quartier mais surtout une dynamique territoriale impulsée par les synergies et les projets collectifs portés par les acteurs qui y résident : Mission Locale des Jeunes, Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), Maison de Projet SA3M, le BIC Mosson, Mission Mosson Cévennes, Centre d'Examens de Prévention Santé de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), Espace Numérique NUMIKS, Fablab, tiers-lieu culinaire, permanences associatives...

Les champs d'intervention couvrent l'accès aux droits, la formation et l'insertion professionnelle et l'emploi, la prévention santé, l'innovation et la création d'entreprises innovantes, la transformation urbaine, l'inclusion numérique. L'accompagnement des publics en situation de précarité numérique, toujours plus nombreux sur le quartier, est un des axes prioritaires des services proposés. Le site s'est donc doté d'une palette d'outils (ordinateurs en libre accès, programmation d'ateliers collectifs, accompagnement individuels, Fablab) animés par des Conseillers Numériques France Services et des services civiques. L'objectif vise le déploiement d'une stratégie d'inclusion numérique à l'échelle du quartier Mosson et la création de parcours complets pour les publics allant de la découverte et sensibilisation au numérique pour le grand public et les très petites entreprises (TPE), à la création d'entreprises dans le secteur du numérique, en passant par la fabrication numérique et la formation autour des métiers du numérique.

Afin de développer cette offre autour du numérique sur la Mosson, la Métropole a répondu à l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Région en juillet 2022 pour être collectivité d'accueil de la future Ecole Régionale du Numérique (ERN) sur l'Espace Gisèle-Halimi. En effet, compte tenu du nombre de demandeurs d'emploi et de jeunes en difficulté d'insertion sur la Ville de Montpellier et le quartier Mosson, l'implantation de l'ERN est une véritable opportunité pour les publics peu ou pas qualifiés ayant une appétence pour le numérique.

En parallèle, et afin de répondre à la pénurie de compétences de la filière numérique, la Région Occitanie a également lancé un second AMI dans le cadre du Programme Régional de Formation 2023-2026 pour choisir un opérateur labellisé ERN pour la période 2023-2026. C'est l'organisme Fondespierre, dont le siège social est situé à Castries qui a été retenu par la Région pour dispenser ces formations à l'échelle régionale. L'ERN propose aux apprenants d'accéder à une certification de niveau Bac +2 pour 2 métiers : développeur(se) web et technicien(ne) Systèmes Réseaux. Les formations, d'une durée moyenne de 10 mois, s'adressent à tous les demandeurs d'emploi mais ciblent une part de 50% d'apprenants ayant un niveau Bac ou infra Bac. La priorité est également donnée aux personnes en situation de handicap, à celles qui sont issues des quartiers Politique de la Ville et au public féminin.

A la suite de ces 2 AMI, la Région propose donc la signature d'une convention de partenariat tripartite liant la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme de formation Fondespierre. La convention, qui prendra effet à compter du démarrage de la première session (en septembre 2023) jusqu'au 31 juillet 2027, vise à définir les engagements respectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que collectivité d'accueil, de l'organisme de formation Fondespierre et de la Région.

La convention fixe les engagements de chaque partie, notamment :

- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition des locaux au sein de l'Espace Gisèle Halimi et du mobilier pour 15 stagiaires ainsi qu'une connexion wifi ;

- L'organisme de formation s'engage à mettre en œuvre les sessions de formation selon les modalités définies par le marché passé avec la Région ;
- La Région s'engage à financer 100% des frais pédagogiques de la formation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Région Occitanie, l'organisme de formation Fondespierre et Montpellier Méditerranée Métropole, concernant l'école régionale du numérique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Maryse FAYE, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234495-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION MONTPELLIER ET FONDESPIERRE ERN 2023 VDEF non signée - juin 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER

## Hors commission - France Services - Nouveau dispositif des conseillers numériques - Modalités opérationnelles et financement - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

D'après les chiffres du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), 40% de la population française rencontre des difficultés dans l'usage du numérique, soit 155 000 personnes sur le territoire de la Métropole. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social). Dans cet objectif, la Métropole et le CCAS de Montpellier ont développé une feuille de route de la stratégie d'inclusion numérique qui prend appui sur quatre axes prioritaires :

- Axe 1 : Coordonner les offres d'inclusion numérique et favoriser la visibilité et la collaboration entre acteurs ;
- Axe 2 : Favoriser l'accompagnement, l'outillage et la formation des professionnels à leur rôle spécifique d'inclusion numérique ;
- Axe 3 : Travailler sur l'accessibilité des offres d'accompagnement sur le numérique ;
- Axe 4 : Encourager le « *aller-vers* » et agir auprès des publics pour les sensibiliser à l'intérêt d'être autonomes sur le numérique.

C'est dans ce cadre que les « *conseillers numériques France Services (CNFS)* » ont été déployés sur tout le territoire de la Métropole pour accompagner les citoyens aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations).

Ce dispositif des conseillers numériques a été mis en place par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) dans le cadre du Plan de relance en septembre 2021 et devait prendre fin en septembre 2023. L'Etat a décidé de proroger ce dispositif pour 3 ans. L'ANCT et la Banque des Territoires s'engagent à poursuivre la contractualisation avec la Métropole au travers du déploiement de 9 conseillers numériques.

### Bilan de l'activité des conseillers numériques France services

Les CNFS accompagnent tous les publics sur l'ensemble du territoire de la Métropole dans une démarche de cohésion sociale et territoriale : en 2022, 7 190 accompagnements individuels et plus de 800 ateliers collectifs ont été réalisés sur 50 sites de la Ville et de la Métropole (médiathèques, Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS), Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS), Maisons pour tous, Espace Gisèle-Halimi et plus de 20 communes). Ce collectif est désormais basé à l'Espace Gisèle-Halimi dans une logique de proximité avec les quartiers prioritaires et en complémentarité avec l'ensemble des actions portées par cet établissement innovant. L'exemplarité de cette gouvernance a été valorisée par l'ANCT lors des évaluations du dispositif CNFS sur le territoire national.

Enfin, ce service aux citoyens, véritable ressource du territoire, permet à la Collectivité de se positionner dans le cadre d'appels à projets nationaux tels que celui « *Inclusion et TPE* » de la Banque des territoires, celui « *Territoires zéro non recours* » ou encore celui de l'AG2R déposé par Wetechcare.

La poursuite du dispositif des CNFS est un levier d'actions pour l'accompagnement des publics dans les domaines de l'accessibilité numérique pour les publics en situation de handicap, la montée en compétences des agents de la collectivités (PIX), l'accès à la santé, la parentalité et la montée en compétences des TPE, artisans, commerçants, etc. qui permet *in fine* de répondre à ce nouvel enjeu de politique publique qu'est « *la capacité numérique* ».

## **Des mesures en faveur de l'inclusion numérique, à mobiliser sur le territoire :**

A l'échelle nationale, l'Etat poursuit le dispositif national de déploiement de 4 000 « *conseillers numériques* ». L'Etat propose de financer les postes de conseillers numériques pour les 3 ans de façon dégressive. Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour poursuivre le déploiement de 9 postes de « *conseillers numériques* » pour une durée de 3 ans afin de répondre aux besoins recensés en médiation numérique.

Pour porter le développement de cette politique publique, Montpellier Méditerranée Métropole mobilisera toutes les sources de financement complémentaire (CDC, Banque des Territoires à la suite de la diffusion de la nouvelle feuille de route du Conseil National de la Refondation sur l'inclusion numérique, CPER, fonds européens, PIA...) en partenariat avec le Département et le Hub régional RHIN'OCC.

Un travail est mené conjointement avec le Conseil départemental pour l'obtention de fonds européens FSE dans le cadre d'une stratégie commune d'inclusion numérique.

Le financement de l'Etat est dégressif, mais en moyenne sur la période des trois années, l'Etat apportera un financement à hauteur de 16 600 € par poste. L'engagement de la Métropole pour porter ce dispositif représente donc, en moyenne chaque année, un financement propre de 183 000 €. La Métropole portera par ailleurs des candidatures à des dispositifs de financements complémentaires dans l'optique de diminuer ce reste à charge.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De poursuivre le dispositif de médiation numérique, au travers du déploiement de 9 postes de CNFS, dont les contrats de projets seront renouvelés ;
- De dire que les crédits et recettes sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER**

## **Solidarités - Demande d'autorisation pour l'acquisition de parts du Groupement d'intérêt économique (GIE) LOGIMIP par ACM Habitat - Approbation**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les Associations Régionales HLM OMH (ex région Languedoc-Roussillon) et USH Occitanie MP (ex région Midi-Pyrénées) ont été absorbées par l'association nouvellement créée Habitat Social en Occitanie (HSO).

Par cette fusion-absorption, l'Union régionale Habitat Social en Occitanie, qui fédère les bailleurs sociaux du territoire et les représente dans différentes instances, est devenue détentrice de 6 parts du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) dénommé « *GIE LOGIMIP* », détenues jusqu'au 31 décembre 2022 par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) Occitanie Midi-Pyrénées.

Ce GIE a été constitué en 1985 en vue d'établir des bureaux à Toulouse pour accueillir l'inter organismes HLM et les filiales de l'USH qui réunit les bailleurs sociaux au plan national. Habitat Social en Occitanie assure la gestion du GIE.

Le GIE est propriétaire de 2 plateaux de bureaux situés à Toulouse, 104 avenue Jean-Rieux, pour une surface totale de 319.25 m<sup>2</sup>. Ces bureaux accueillent les structures suivantes :

- HSO pour 145 m<sup>2</sup> ;
- ERESE (Bureau d'étude groupe Habitat et Territoire Conseil/HTC) pour 152 m<sup>2</sup> ;
- ATLAS (structure inter organismes – fichier partagé des demandes et des attributions) pour 22 m<sup>2</sup>.

Le GIE LOGIMIP dispose en outre de 12 places de stationnement dont 5 places pour HSO.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le GIE compte 33 membres. Le capital du GIE s'élève à 91 000 €. Il est divisé en 182 parts de 500 € chacune. Les principaux détenteurs en sont Promologis/Groupe Action Logement (29 parts), la SA Patrimoine Languedocienne (22 parts), ainsi que Tarn et Garonne Habitat (10 parts).

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, souhaite acquérir des parts au capital du GIE pour répondre aux enjeux suivants :

- S'inscrire dans des espaces de mutualisation à l'échelle de la Région Occitanie ;
- Participer aux actions de l'inter organismes ;
- Rendre visible la force du mouvement et sa cohésion ;
- Garantir le maintien des implantations régionales définies dans le cadre du projet stratégique, organisationnel et fonctionnel.

En fonction des parts acquises, le GIE procédera soit par une augmentation du capital, soit par une cession de parts entre membres.

Le Conseil d'Administration d'ACM Habitat du 11 mai a autorisé le Directeur Général à acquérir 20 parts du GIE LOGIMIP, d'un montant unitaire de 500 €, sous réserve de l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

### **En conséquence, il proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition de 20 parts au capital du GIE LOMIGIP par ACM HABITAT, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prennent pas part au vote : 3 voix  
M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20230711-236534-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER

## **Solidarités - Rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours financier, sous certaines conditions, aux propriétaires et copropriétaires qui entreprennent un projet de travaux de rénovation.

La Métropole intervient par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat et sur ses fonds propres à destination des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et des syndicats de copropriété, dans le cadre des dispositifs opérationnels suivants :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'Anah ;
- Plan de sauvegarde des Cévennes (2019-2026) qui entre en phase opérationnelle et figure également parmi les sites Plan Initiative Copropriété (PIC) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) Grand-Cœur (Courreau-Figuerolles-Nord Ecusson-Carnot 2022-2027) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) Celleneuve (2023-2028).

Pour accompagner les propriétaires dans leur projet, la Métropole missionne un opérateur qui apporte aux ménages un conseil technique, ainsi qu'une assistance au montage financier de l'opération et au dépôt du dossier de demande d'aides.

Le champ des travaux éligibles aux aides de Montpellier Méditerranée Métropole se définit par les thématiques prioritaires suivantes :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Mise aux normes des copropriétés dégradées ;
- Redressement des copropriétés en difficulté et prévention pour les copropriétés fragiles ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Lutte contre la vacance ;
- Maintien à domicile des Propriétaires Occupants aux revenus modestes (vieillesse/handicap) ;
- Développement d'un parc privé à vocation sociale pour contribuer à loger les ménages aux revenus modestes.

Les critères et conditions d'attribution du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation du parc privé figurent dans le règlement attributif adopté dans sa version initiale par délibération n°14553 du 29 mars 2017, modifié depuis par délibération du 9 septembre 2021 afin d'acter la refonte des aides attribuées pour développer le parc privé à vocation sociale.

Il est aujourd'hui proposé d'actualiser ce règlement pour tenir compte de la création d'une nouvelle OPAH-RU sur le centre-ancien de Celleneuve à Montpellier (OPAH-RU Celleneuve) et de l'élargissement des bénéficiaires des aides à la création de logements sociaux dans le parc privé.

Le règlement modifié acte :

- Dans le cadre de l'OPAH Celleneuve, la modulation de la prime de réduction de loyer de la Métropole en fonction du type de conventionnement :
  - o 100€/m<sup>2</sup> de surface fiscale, plafonnée à 6 000 €, pour un conventionnement social (Loc2) ;

- o 150€/m<sup>2</sup> de surface fiscale, plafonnée à 6 000 €, pour un conventionnement très social (Loc3) ;
- L'éligibilité des associations agréées Maîtrise d'Ouvrage Insertion aux aides de la Métropole sur fonds propres en complément du financement Anah, pour les opérations de réhabilitation à destination d'un public très précaire, notamment concerné par le plan Logement d'Abord.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres est plafonné à 10 000 € par logement hors primes, soit jusqu'à 17 000 € pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient des primes à leur maximum, et d'une prime d'intermédiation locative.

Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues.

Le règlement proposé entrera en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du règlement attributif modifié de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'intervention en faveur de la rénovation de l'habitat privé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Règlement attributif de subventions 3M 2023

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joël VERA



## Solidarités - Construction de 129 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de trois opérations de construction neuve prenant place à Montpellier, totalisant 129 logements locatifs sociaux. Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Nova Park » 730-838 Avenue des Près d'Arènes Montpellier Zone 2</b>	<b>« Le Clos Lauzier » 267 Avenue du Pont Trinquat Montpellier Zone 2</b>	<b>« Avenue du Marché Gare » 679 avenue du marché gare Montpellier Zone 2</b>
<b>Caractéristiques :</b>			
Promoteur VEFA	ALTAREA / COGEDIM	Nexity / CA IMMO	Nexity
Architecte	Boyer/Percheron/Assus (BPA)	MDR & ACO architectes	Petitdidierprieux architecte & A+ architecture
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	1 813,5 m <sup>2</sup>	3 101,20 m <sup>2</sup>	3 041,63 m <sup>2</sup>
Nombre de logement	29 LLS	50 LLS	50 LLS
Catégorie de financement	19 PLUS / 10 PLAI	31 PLUS / 19 PLAI	30 PLUS / 20 PLAI
Typologie	1 T1, 10 T2, 8 T3, 9 T4 et 1 T5	1 T1, 20 T2, 8 T3, 19 T4 et 2 T5	21 T2, 16 T3, 12 T4 et 1 T5

<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	<b>3 840 266 €</b>	<b>6 865 216 €</b>	<b>7 228 851 €</b>
Subvention Etat déléguée	80 000 €	163 400 €	176 000 €
Subvention Région	29 500 €	53 500 €	55 000 €
Prêt CDC	2 446 653 €	6 463 316 €	6 812 851 €
Fonds Propres	1 176 813 €		
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>107 300 €</b>	<b>185 000 €</b>	<b>185 000 €</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par bailleur.

ACM s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter les subventions suivantes à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat :
  - 107 300 € pour la réalisation de 29 logements locatifs sociaux, résidence « *Nova Park* », ZAC La Restanque, 730-838 Avenue des près d'Arènes à Montpellier ;
  - 185 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « *Le Clos Lauziers* », 267 Avenue du Pont Trinquat à Montpellier ;
  - 185 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, 679 avenue du Marché Gare à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234708-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONV Subv\_ACM\_av\_marché\_gare\_Mtp\_vefaNexity.docx
- CONV Subv\_ACM\_Le Clos Lauziers\_Mtp.docx
- CONV Subv\_ACM\_Nova Park\_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Basket-ball - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement à Paris, au siège de la fédération Française de Basketball le 8 novembre 2022, Monsieur Jean-Pierre SIUTAT, Président de la Fédération Française de Basketball (FFBB) et Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Maire de la Ville de Montpellier ont eu l'occasion de partager leurs visions et identifier les perspectives de collaboration pour développer le basketball sous toutes ses formes au sein de la Ville et de la Métropole de Montpellier. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du succès sportif et populaire de l'accueil de deux rencontres en août 2022 entre l'équipe de France et ses homologues italienne et belge.

Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune de travailler sur trois objectifs principaux ayant pour objet commun de développer la pratique du basketball et d'offrir un héritage à la communauté des basketteurs métropolitains mais également à l'ensemble des habitants tout en favorisant les conditions de performance des équipes de France :

1. La réalisation d'équipements sportifs de proximité, de promotion et de développement du basketball sous toutes ses formes ;
2. L'organisation d'événements sportifs de basketball 3x3 (nouvelle discipline olympique) et 5x5 ;
3. L'accueil des équipes de France de basket 3x3 et 5x5 lors de stages notamment préparatoire à l'échéance olympique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole a su se doter d'outils tels que le soutien aux clubs de haut niveau, mais bénéficie également d'équipements sportifs de grande qualité permettant d'asseoir le territoire comme un haut lieu du sport français. Le palais des sports de Lattes, où évolue le Basket Lattes Montpellier Association (BLMA), reconnu Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) offre aux basketteuses et basketteurs les conditions optimales d'entraînement. La Ville et Métropole accompagne ainsi la FFBB dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat global avec la Fédération Française de Basketball afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFBB tout en créant du lien social entre les habitants.

Cette démarche s'inscrit donc dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de*

*Préparation des Jeux* » mais aussi l'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux, portée par la Ville et la Métropole. La convention vise à positionner les collectivités sur l'accueil de matchs de l'équipe de France de basketball (France c/ Monténégro le 2 août 2023 à la Sud de France Arena), l'organisation d'un tournoi international FIBA de basket 3x3 visant à soutenir la qualification des équipes de France aux Jeux de Paris mais également d'accueillir une étape du circuit professionnel 3x3 « *MADNESS* » pour soutenir le rayonnement de la professionnalisation de la discipline et notamment de la pratique féminine.

Pour autant, le développement de la pratique sportive et des valeurs qu'elle véhicule oblige à s'engager dans le plan national initié par le Président de la République « *5 000 terrains de sports d'ici 2024* » ou encore dans le plan « *INFRA 2024* » porté par la FFBB. Ce dernier sera décliné dans une convention d'exécution spécifique. Des sites de pratique ont donc été identifiés pour favoriser la pratique de la nouvelle discipline du basketball 3x3 en offrant des lieux d'activités et de rencontres au plus près des besoins des habitants. C'est au cœur du quartier prioritaire de la ville à la Mosson, qu'une reconfiguration de plateaux sportifs en terrain de 3x3 est envisagée, dont un sur celui des Troubadours. La même approche est envisagée dans le quartier Près d'Arènes au sein de la cité Saint Martin. Le vétuste plateau sportif du complexe Alain-Delylle verra s'implanter deux terrains de basket 3x3 et l'œuvre artistique qui les recouvrera. Enfin, trois terrains de basketball 3x3 et leur embellissement par une œuvre sont identifiés sur le Lieutenant-Normand.

L'ensemble de ces démarches sont étroitement travaillées avec les clubs locaux, la FFBB et le Comité départemental de basketball afin de voir ces projets financièrement soutenus par l'Agence nationale du sport.

Le déploiement de nouveaux équipements sportifs de proximité, alliant pratique sportive nouvelle, animation par un club local pour un encadrement sécurisé et inclusif ainsi qu'une œuvre artistique, en lien avec l'ensemble des parties prenantes, est une forme innovante de collaboration qui incitera la jeunesse à faire de l'activité physique, à garantir la santé de toutes et tous et à renforcer la concorde sociale.

Ainsi, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation partenariale forte et pérenne.

Egalement, sous réserve du vote du budget par l'assemblée délibérante, la Ville et la Métropole s'engagent à examiner les conditions financières de soutien aux actions susmentionnées et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne organisation de chaque action.

Chaque action fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat global permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française de Basketball concernant les actions susmentionnées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237001-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 230705 - Convention cadre - FF Basketball - 3M\_Ville.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**



## **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat "Ville Top Partenaire" entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française d'Escrime - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement sportif à Montpellier le 25 octobre 2022, Monsieur Bruno GARES, Président de la Fédération Française d'Escrime (FFE) a pu apprécier la qualité des installations métropolitaines rénovées de la salle d'armes du gymnase Pitot. Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune d'accueillir dans un premier temps l'équipe de France féminine de sabre en 2023 et en 2024 à l'occasion de son stage de préparation terminal aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Ce collectif France déjà médaillé d'argent lors des Jeux de Tokyo a pour objectif de remporter la médaille d'or à Paris.

Au-delà de cette organisation qui revêt une dimension symbolique à quelques semaines de la plus grande manifestation sportive mondiale, il est envisagé un partenariat plus durable avec la Fédération Française d'Escrime.

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole est dotée d'équipements sportifs de grande qualité notamment en matière d'escrime permettant d'asseoir le territoire comme un haut lieu du sport français. La salle d'armes de Pitot, reconnue Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) offre aux escrimeuses et escrimeurs des différentes disciplines de l'escrime les conditions optimales d'entraînement. La Métropole accompagne ainsi la Fédération Française d'Escrime (FFE) dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat de « *Ville Top Partenaire* » avec la Fédération Française d'Escrime afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFE.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi d'accueil d'événements sportifs au-delà des Jeux portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, en raison de l'excellence de la salle d'arme de Pitot, des facilités d'hébergement, de transport et d'entraînement ainsi que d'infrastructures de santé reconnues conformes aux objectifs de préparation à la très haute performance, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer

une relation partenariale forte et pérenne.

Pour ce faire, la Métropole saura s'appuyer sur l'ensemble des ressources utiles et plus particulièrement du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive de Montpellier (CREPS).

Aussi, par la présente convention la Métropole et la Fédération s'engagent, sous réserve de faisabilités, à accueillir un ou plusieurs stages des équipes de France d'escrime en contrepartie d'une mise à disposition des équipements sportifs nécessaires à leur préparation et à un accompagnement dans la mise en œuvre opérationnelle de cet accueil.

Egalement, la Fédération s'engage, sous réserve de faisabilités, à prioriser l'organisation et l'accueil des Masters en décembre 2024 au FDI stadium à Montpellier. La Métropole examinera les conditions financières de réalisation des Masters à Montpellier et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne tenue de l'évènement.

Cette manifestation fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat « *Ville Top Partenaire* », permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

La convention entre la Fédération et la Métropole propose également la mobilisation de l'équipe de France à une opération de promotion organisée par la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française d'Escrime concernant l'accueil de stages des équipes de France et d'événements sportifs de niveau national ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236917-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 230703 - Convention\_VTP\_Montpellier\_FFE\_vfinale.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Fédération Française de Tennis de Table - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères de son intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau par la mise en œuvre de partenariats, dans le soutien aux clubs de haut niveau affiliés à une fédération française mais également par le soutien aux manifestations sportives présentant un intérêt national ou international participant à la promotion et à la cohésion du territoire.

À la suite d'un déplacement à Montpellier le 31 janvier 2023, Monsieur Gilles ERB, Président de la Fédération Française de Tennis de Table (FFTT) a pu apprécier la qualité des installations métropolitaines, partager sa vision et identifier les perspectives de collaboration pour développer le tennis de table sous toutes ses formes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est naturellement apparu une ambition partagée et une volonté commune de travailler sur quatre objectifs :

1. La mise en œuvre d'animations événementielles participant à la promotion du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole par le tennis de table ;
2. La promotion des activités de chaque entité ;
3. L'accompagnement au déploiement de nouveaux espaces de pratiques du tennis de table, notamment en extérieur et dans les écoles du territoire ;
4. Le soutien au projet du Montpellier Tennis de Table, club de haut niveau de tennis de table de la Ville de Montpellier et à ses athlètes (infrastructures, subventions, moyens matériels et humains...).

En effet, disposant de nombreux atouts dont une culture sportive ancrée ainsi que d'une expertise reconnue par une expérience remarquable en termes d'accueil d'événements sportifs internationaux (Coupe du Monde de football 1998, Coupe du Monde de rugby 2007, Euro basket 2015, Tour de France 2016, Championnat de France de natation, Championnat d'Europe de Karaté 2016, Championnat du Monde de Handball 2017, Coupe du Monde Féminine de Football FIFA 2019, Euro Volley 2019, Championnats du Monde de Patinage artistique 2022, Coupe du Monde de natation artistique 2023...), Montpellier Méditerranée Métropole est une terre d'accueil renommée, labellisée Terre de Jeux 2024 et appréciée par les fédérations sportives.

Dans ce contexte, la Métropole a su se doter d'outils tels que le soutien aux clubs de haut niveau, de dispositif d'accompagnement individuel aux athlètes de haut niveau « *développement de la performance sportive* » mais également d'équipements sportifs de grande qualité permettant d'asseoir le territoire comme un haut lieu du sport français. Le gymnase Alain-Achille, où évolue l'association Montpellier Tennis de Table (MTT), reconnu Centre de Préparation aux Jeux (CPJ), offre aux pongistes français les conditions optimales d'entraînement. La Ville et la Métropole accompagnent ainsi la Fédération Française de Tennis de Table (FFTT) dans son programme haut niveau et de très haute performance, afin de favoriser les Équipes de France en vue de leurs compétitions internationales et particulièrement les Jeux de Paris 2024.

En outre, la convention prévoit une étroite collaboration et une sur l'optimisation des moyens à destination du sport de haut niveau et plus précisément du Montpellier Tennis de Table où évolue les deux talents Alexis et Félix LEBRUN, véritables chances de médailles aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite conclure un partenariat global avec la Fédération Française de tennis de table afin d'amplifier son rayonnement et l'attractivité de son territoire et de ses équipements à travers les disciplines organisées par la FFTT.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'héritage global, renforcée par la dynamique olympique et

paralympique de Paris 2024 et notamment le positionnement du territoire en qualité de « *Centre de Préparation des Jeux* » mais aussi d'accueil d'évènements sportifs au-delà des Jeux portée par Montpellier Méditerranée Métropole, tels que l'organisation d'un championnat de France individuel ou d'une étape du World Table Tennis dans ses équipements notamment au FDI Stadium.

Pour autant, le développement de la pratique sportive et des valeurs qu'elle véhicule oblige à s'engager dans le plan national initié par le Président de la République « *5 000 terrains de sports d'ici 2024* ». Des sites de pratique ont donc été identifiés pour favoriser la pratique du tennis de table pour tous en extérieur, sur les rives du Lez, au parc Montcalm ou encore sur le complexe Lieutenant-Normand, comprenant chacun six tables.

En outre le rôle éducatif du sport permet des ponts entre le monde fédéral, associatif et l'éducation nationale. Dans cette dynamique la Ville et la Métropole s'engagent en collaboration avec la FFTT à mettre en place le dispositif « *une école – une table* » en vue d'offrir un lieu de rencontre et de pratique sportive aux écoliers.

Ainsi, les Parties entendent fixer un cadre de coopération visant à entretenir et développer une relation partenariale forte et pérenne.

Egalement, sous réserve du vote du budget par l'assemblée délibérante, la Ville et la Métropole s'engagent à examiner les conditions financières de soutien aux actions susmentionnées et l'éventuelle attribution de subventions d'accompagnement permettant la bonne organisation de chaque action.

Chaque action fera l'objet d'une délibération afin de conclure une convention spécifique, en complément de la convention de partenariat global permettant de déterminer et détailler les modalités précises de la mise disposition ainsi que les conditions financières du partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération Française de tennis de table concernant les actions susmentionnées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237015-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 230705 - Convention cadre - FF Tennis de table - 3M\_Ville.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## **Animation du territoire - Patinoire Végapolis à Montpellier - Délégation de service public - Avenant n° 3 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m<sup>2</sup> couplée à une piste sportive de 1 800 m<sup>2</sup>. Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n° 14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017. Le contrat de DSP actuellement en vigueur, notifié le 24 février 2017, prend fin le 31 juillet 2023.

Par délibération n° M2022-206 en date du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de renouvellement d'une délégation de service public pour la poursuite de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Par délibération n° M2022-351 en date du 4 octobre 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis, modifiant les conditions financières du contrat concernant le coût de la fourniture en électricité de l'équipement délégué jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par délibération n° M2022-463 en date du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis, portant la date de fin du contrat au 31 juillet 2023.

Le 17 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de mise en concurrence en publiant le dossier de consultation des entreprises qui conduira à la désignation du futur exploitant. À cet effet, la Métropole a envoyé à la publication un avis de publicité, conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi qu'aux dispositions du Code de la commande publique.

Trois opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de dépôt des plis. Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, la commission de délégation de service public a rendu un avis sur les offres initiales. Sur la base de l'avis rendu par la commission de délégation de service public, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les trois candidats ayant remis une offre.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de poursuite nécessaire des phases de négociations en cours avec les sociétés candidates et de finalisation de l'analyse des offres, il est proposé de prolonger le contrat actuellement en vigueur entre la société VM 34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de trois mois, soit du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2023 inclus.

Au sein de cet avenant, conclu conformément aux dispositions des articles L. 3135-1 et R. 3135-8 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la nouvelle date de fin du contrat est arrêtée au 31 octobre 2023.

Dans ce cadre, l'avenant prévoit les modalités financières de poursuite de l'exploitation. Ainsi, le délégant versera au délégataire pour cette période une contribution forfaitaire calculée au prorata temporis d'un montant de 14 850 € (soit 39 600 € au total sur l'année 2023), et le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public de 2 500 € HT (soit 8 333 € au total sur l'année 2023) et d'une redevance de contrôle d'un montant de 500 € (soit 2 000 € au total sur l'année 2023). Montpellier Méditerranée Métropole continuera à supporter financièrement l'accueil des scolaires dans l'établissement conformément au tarif délibéré.

La commission de délégation de service public, lors de sa séance du 24 juin 2023, a émis un avis favorable à la conclusion de l'avenant n° 3, conformément à l'article L. 1411-6 CGCT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237022A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DSP Vegapolis - AV3.docx

- CEP\_2017-2023\_Avenant 3-Avenants.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2023-2024 - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale. Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties. La convention cadre proposée formalise notamment :

- Les conditions générales de l'organisation des activités ;
- Le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants ;
- Les conditions de sécurité ;
- La durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des écoles privées sous contrat, des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive. A ce titre, des conventions sont formalisées avec les écoles privées sous contrat, le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'accueil des scolaires dans les établissements de la Métropole et les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- D'approuver l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS et les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines entre Montpellier Méditerranée Métropole les écoles privées, le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235480-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention ok DSDEN 3M 2023 2024 .pdf
- UM UFR STAPS TYPE 23 24.pdf
- ECOLE PRIVEE SOUS CONTRAT TYPE Montp .pdf
- CONV TYPE COLLEGE CD34 23 24.pdf
- 2023-2024 Convention\_MMM-CD34\_Utilisation collèges-piscines.pdf
- LYCEE CONV TYPE 23 24.pdf
- Convention type ligne d'eau organisme de formation METROPOLE 23 24.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## Animation du territoire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
Pic Adrénaline	00002313	Projet : soutien à la sportive Valeria Liubimova (Team Montpellier Haut Niveau - Discipline BMX Freestyle)	1 500 €
Fédération française de basketball	00002306	Projet : organisation d'un match de préparation Olympique de l'Equipe de France - France / Monténégro le 02/08/2023 à la Sud de France Arena	60 000 €
Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024		Projet : passage du relais de la flamme Olympique et Paralympique le 13/05/2024	100 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>161 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-233985A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Projet 2023 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Maison des Sciences de l'Homme Sud - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique visant à favoriser le développement économique de son territoire et à accroître son attractivité. Grâce à sa nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Métropole est en mesure de mettre en place une politique plus cohérente et inclusive, visant notamment à renforcer l'interaction entre l'enseignement supérieur, la recherche, le transfert technologique, l'innovation, le développement économique et la création d'emplois. Cette recherche de l'excellence à tous les niveaux contribue à accroître l'attractivité du territoire de la Métropole.

À cet égard, la Métropole de Montpellier a décidé d'attribuer des financements aux projets qui s'inscrivent dans sa stratégie de développement basée sur sept piliers : santé, numérique, agro-écologie-alimentation, mobilité, développement économique touristique et industriel, culture-patrimoine-université, et commerce-artisanat. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de renouveler son soutien à la Maison des Sciences de l'Homme Sud (MSH Sud) à hauteur de 70 000 € sur l'année 2023.

La mission de la MSH Sud est de favoriser l'émergence de recherches exploratoires et interdisciplinaires. Elle soutient et accompagne des projets de recherche innovants conformes aux principes de son projet scientifique et répondant aux enjeux sociétaux. Le projet de la MSH Sud est ouvert à tous les chercheurs de la région Languedoc-Roussillon, en particulier de Montpellier Méditerranée Métropole, quelle que soit leur discipline, considérant que toutes les sciences, par leurs implications, ont un impact sur l'Homme, son environnement et les sociétés.

Ainsi, le champ d'action de la MSH Sud ne se limite pas aux seules sciences humaines et sociales et repose sur ce qui fait la force et l'originalité du site. La MSH Sud défend une vision globale et inclusive des ressources nécessaires au développement des sociétés et s'engage à favoriser et accompagner des dynamiques porteuses de propositions alternatives et innovantes. Elle accorde une attention particulière au rapprochement entre les sciences et la société, ainsi qu'aux recherches participatives en France, en travaillant à l'accompagnement, au soutien et à la promotion des collaborations entre les acteurs de la recherche scientifique et la société civile.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole**

- D'approuver les termes de la convention 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry, pour le financement de la MSH ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236476A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023 Convention 3M-UPV\_MSH.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Pepite LR - Convention de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Perpignan Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique visant à favoriser le développement économique et l'attractivité de son territoire. Grâce à sa compétence en soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Métropole promeut une approche plus cohérente et inclusive, favorisant une interaction efficace entre l'enseignement supérieur, la recherche, le transfert technologique, l'innovation, le développement économique et la création d'emplois. Cette excellence globale renforce l'attractivité du territoire de la Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole accorde des financements aux projets alignés sur sa stratégie de développement basée sur sept domaines prioritaires : santé, numérique, agro-écologie-alimentation, mobilité, développement économique touristique et industriel, culture-patrimoine-université, et commerce-artisanat.

Ainsi, dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de renouveler le soutien à PEPITE LR à hauteur de 10 000 € sur l'année 2023.

Le rôle de PEPITE-LR est de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès de tous les étudiants du territoire et de les guider dans leurs projets de création ou de reprise d'entreprise. PEPITE-LR délivre le Statut National Étudiant-Entrepreneur (SNEE), établi par le Gouvernement, et gère le Diplôme d'Établissement Étudiant-Entrepreneur (D2E). Le Statut National Étudiant-Entrepreneur permet aux étudiants et jeunes diplômés de développer un projet entrepreneurial au sein d'un PEPITE. Le Diplôme d'Établissement Étudiant-Entrepreneur vise à fournir un cadre administratif et un accompagnement pédagogique individualisé (enseignant et professionnel) aux étudiants-entrepreneurs. PEPITE a également pour mission de pré-accompagner les étudiants dans leurs projets de création ou de reprise d'entreprise, de présenter l'entrepreneuriat comme un moyen d'insertion professionnelle et de favoriser la création d'entreprises. PEPITE-LR est un acteur incontournable de l'entrepreneuriat étudiant dans la région du Languedoc-Roussillon, rassemblant huit établissements d'enseignement supérieur de l'Académie de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de financement de la PEPITE LR entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Perpignan Via Domitia ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236472A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Attractivité - Observatoire du Foncier et de l'Immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Convention de partenariat 2023-2028 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à favoriser l'accueil et le développement des entreprises sur son territoire et à proposer une offre foncière et immobilière adaptée.

Pour lui permettre de mener à bien ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat avec les principaux commercialisateurs du territoire spécialisés dans l'immobilier d'entreprise. Au-delà de la connaissance du marché immobilier, cet observatoire est un véritable outil d'aide à la décision en matière de programmation et de production de l'offre immobilière et foncière pour les acteurs institutionnels comme pour les acteurs privés.

Afin de permettre l'intégration de nouveaux membres et d'assurer la continuité de l'Observatoire, la collecte et l'analyse de données essentielles pour le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole propose de signer une nouvelle convention de partenariat pour une nouvelle durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028. La convention est renouvelable tacitement par période annuelle.

L'Observatoire est animé par la Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) Occitanie, garante de son fonctionnement de par son expérience et son indépendance. L'Observatoire compte 7 membres fondateurs :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Groupe SERM-SA3M ;
- Advenis Real Estate Solutions ;
- Arthur Loyd ;
- BNP Paribas Real Estate Montpellier ;
- Tertia Conseils ;
- Norman Taylor.

Dès la signature de la convention, cinq membres supplémentaires intègrent l'Observatoire :

- Pays de l'Or Agglomération ;
- ABC Immobilier ;
- FDI SI ;
- Thélène Entreprises ;
- Tourny Meyer.

La CERC Occitanie est chargée d'organiser un comité de suivi qui regroupe tous les opérateurs techniques de l'Observatoire. La CERC Occitanie réalise un bilan semestriel et annuel des transactions effectuées en matière de bureaux, locaux d'activités, entrepôts et foncier.

Le nombre de partenaires membres de l'Observatoire s'établit donc à 12 membres et peut évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des renouvellements ou des demandes adhésions.

Toute demande d'intégration d'un nouveau membre fait l'objet d'un examen collégial et d'une décision recueillant la majorité des voix des partenaires. Toute modification éventuelle fera l'objet d'un avenant à la convention.

Le budget alloué au financement de l'Observatoire s'élève à un montant annuel de 21 200 € TTC pour toute



la durée de la convention et selon la répartition suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole.....	6 000 € TTC
- Groupe SERM-SA3M.....	5 000 € TTC
- Agglomération du Pays de l'Or .....	1 200 € TTC
- ABC Immobilier .....	1 000 € TTC
- Advenis Real Estate Solutions.....	1 000 € TTC
- Arthur Loyd.....	1 000 € TTC
- BNP Paribas Real Estate Montpellier.....	1 000 € TTC
- FDI SI.....	1 000 € TTC
- Norman Taylor.....	1 000 € TTC
- Tertia Conseils.....	1 000 € TTC
- Thélène Entreprises.....	1 000 € TTC
- Tourny Meyer.....	1 000 € TTC

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention 2023-2028 concernant l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Julien MIRO, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235700-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_OIE\_2023\_en cours.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Commune de Fabrègues, secteur des 4 Chemins, site HELIOS - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux relative à la construction d'un poste de refoulement - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En mars 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est rendue propriétaire d'une friche industrielle d'une superficie de 7,5 hectares qui abritait l'ancien site Schneider Electric sur la Commune de Fabrègues, à l'intersection des routes métropolitaines RM 613 et RM 114. Anciennement dédié à la fabrication de transformateurs électriques, ce site désormais dénommé Site HELIOS (anciennement Parc d'activités des quatre chemins), accueille les services techniques du Pôle territorial Plaine Ouest pour les communes de l'ouest de la Métropole ainsi que des industries culturelles et créatives. Le site restera de gestion métropolitaine, et permettra de poursuivre le développement des ICC sur le territoire de la Métropole.

Cet ancien site industriel fonctionnait de manière dégradée en étant uniquement alimenté par des forages pour l'alimentation en eau et desservi par des cuves pour l'assainissement. Aussi, pour favoriser sa mutation, assurer son développement, garantir une défense incendie suffisante et l'inscrire efficacement dans le réseau des parcs d'activités économiques de la Métropole, des travaux de raccordement aux réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement existants ont été réalisés par le SBL (du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc) et par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole en 2021/2022.

Or, la topographie de la zone d'étude ne permet pas d'évacuer gravitairement les eaux usées collectées jusqu'au collecteur principal en Fonte DN 200 mm situé Chemin de Mante. Dans ces conditions, la Régie (anciennement la direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole) a prévu la construction d'un poste de refoulement, situé devant le portail d'entrée du parking visiteur du parc d'activités, afin de renvoyer les eaux usées collectées du parc d'abord en refoulement puis en gravitaire. Les effluents seront ensuite transférés jusqu'à la station d'épuration de la Commune de Fabrègues. Les travaux prévus n'incluent pas la pose de la canalisation de refoulement qui a d'ores et déjà été mise en place.

Le poste de refoulement se situera sur une parcelle privée appartenant à la Métropole, mais sera accessible depuis la voie publique. Cet équipement sera public. Le projet a fait l'objet d'une étude de maîtrise d'œuvre phases AVP et PRO-DCE sous maîtrise d'ouvrage Régie des eaux (anciennement la direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Ainsi, il est proposé d'accorder à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, un concours financier de la Métropole dans la limite de l'estimation prévisionnelle du montant des dépenses à engager par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 125 000 € HT. Ce montant sera actualisé en fonction du coût réel des dépenses engagées.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation du Poste de refoulement permettant le raccordement au réseau public du site HELIOS (secteur des 4 Chemins) à Fabrègues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Sylvie ROS-ROUART.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234125-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_RegieE3M\_Métropole\_v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Attractivité - Protocole d'accord transactionnel entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 11244 du Conseil du 28 novembre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, afin de définir un plan d'actions commun. Ce plan d'action comprenait notamment la conduite d'une étude relative aux comportements d'achat, financée à hauteur de 50 000 € par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la mise en place d'un animateur pour les parcs d'activités de l'Agglomération, poste financé à hauteur de 50 % par l'Agglomération.

En 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devient Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur la base des factures et bilans fournies par la CCI Hérault, il apparaît que le paiement de ces actions de la part de la Métropole est incomplet. Il reste à payer 6 500 € pour l'étude équipement commercial et 25 000 € pour l'animateur des parcs d'activités, soit 31 500 €. En effet, il manquait jusqu'alors les documents justifiant de l'action de la CCI Hérault pour que la Métropole puisse payer. Ces documents sont désormais fournis.

Considérant que les parties ont souhaité se rapprocher afin de trouver une solution amiable et durable pour régler cette situation, il est convenu de signer un protocole d'accord transactionnel.

Au regard des factures et bilans fournies par la CCI Hérault, la Métropole s'engage donc à verser dans le cadre du protocole la somme due à savoir 31 500 € à la CCI Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du protocole d'accord transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Laurent JAOUL.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235358-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Protocole d'accord - 3M - CCI V2.docx
- Annexe 1 - Pièces justificatives des sommes engagées - Métro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**



## **Attractivité - Opération chèques parkings - Convention de partenariat Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération « *chèques parkings* » en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial. Le dispositif « *Chèques parkings* » connaît un réel succès depuis sa création. Dans le cadre de la stratégie pour l'attractivité du centre-ville mise en place par la Ville avec ses partenaires, il a été décidé de prolonger l'opération en la recentrant sur le centre-ville.

Ce dispositif s'intègre pleinement dans le plan d'actions Stratégie d'attractivité du centre-ville voté par la Ville le 5 juin 2023 et travaillé en partenariat avec la CCI de l'Hérault.

Le « *chèque parking* » est un titre de paiement utilisable dans les parcs de stationnement partenaires de l'opération. Le « *chèque parking* » représente une contre-valeur monétaire de 1 € TTC. Il s'utilise directement dans les caisses automatiques en vient en déduction du paiement final du stationnement. Il est cumulable jusqu'à 3 fois par transaction permettant ainsi d'atteindre la somme de 3 € maximum. Le complément sera acquitté selon les modalités habituelles de paiement proposées aux caisses automatiques des parkings concernés.

Pour chaque « *chèque parking* » d'une valeur de 1 € TTC, la prise en charge est la suivante :

- Ville de Montpellier 30% soit 0,30 € TTC ;
- CCI de Hérault 30% soit 0,30 € TTC ;
- Commerçant 30% soit 0,30 € TTC ;
- Gestionnaire de parking 10% soit 0,10 € TTC.

La CCI de l'Hérault pilote l'émission des tickets « *chèques parkings* » compatibles avec les caisses automatiques des parkings participant à l'opération et gère l'interface avec les exploitants, l'émetteur des tickets et les commerçants. La CCI de l'Hérault est seule habilitée à vendre ces tickets aux commerçants montpelliérains désireux de participer au dispositif.

La Ville de Montpellier versera à la CCI de l'Hérault une subvention correspondant à :

- La moitié de la facture d'émission des « *chèques parkings* » sur présentation du justificatif ;
- 30% du coût total annuel de l'opération.

Il n'y a donc aucun impact financier pour la Métropole, la subvention étant portée par la Ville de Montpellier. La Métropole doit simplement autoriser le dispositif dans les parkings en ouvrage dont elle est propriétaire.

Il est donc proposé de signer une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault afin d'établir les modalités de mise en œuvre de cette opération pour chaque partie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat « *chèque parking* » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Laurent JAOUL.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237039-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention chèques parkings 2023\_v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Plan de relance - Programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Plan de financement 2023 - Conventions-type de partenariat et de reversement de subventions - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En tant qu'animateur de projet alimentaire territorial (PAT) labellisé, Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en décembre 2021 d'une aide de l'Etat au titre du Plan de Relance d'un montant de 729 k€, opérée par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), pour une candidature partenariale. Cette aide contribue à accélérer la transition vers une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous au travers de la mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). Elle vient soutenir 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

Les modalités de mise en œuvre ont été votées lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022 et le plan de financement 2022 lors du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués. Le versement de la subvention de l'Etat à la Métropole fait l'objet d'une convention « *mère* ». Le reversement aux partenaires fait l'objet de conventions « *filles* ».

La réunion du Comité de Suivi des actions financées par le Plan de Relance (COSUR) du 20 mars 2023 a permis de partager collectivement l'avancement des actions. Ce sont ainsi 11 communes qui sont désormais impliquées directement dans la mise en œuvre des actions, en tant que porteuses d'action ou en tant que territoire de mise en œuvre. D'autres communes pourront être concernées par 2 actions : la proposition de programmation du spectacle *Brocoli* et de diffusion du livret pédagogique et de la carte interactive *Ma Cantine Autrement* conçus par la Ville de Montpellier (recensement des communes intéressées en cours). Les actions du programme financé par le Plan de Relance favorisent également les synergies entre les acteurs territoriaux, puisque la plupart des actions impliquent plusieurs partenaires.

A l'issue du COSUR, un certain nombre de réajustements sont apparus nécessaires, afin que la subvention des actions qui ne pourraient pas être terminées fin 2023 puisse être réorientée vers les actions qui nécessitent un complément. Au total, 59k€ de subvention sont ainsi réaffectés. Le plan de financement présenté tient compte de ces propositions de réaffectation. Comme prévu dans le dispositif voté en 2022, il nécessitera la signature d'un avenant de la « *convention mère* » avec la DRAAF, ainsi que des avenants aux « *conventions filles* » avec les partenaires et communes bénéficiaires de la subvention. Il est ainsi proposé un avenant type et un premier avenant entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2023, le 3<sup>e</sup> paiement de la DRAAF (25% du montant total) s'élève à 182 k€. Le démarrage d'actions en 2023 implique de mobiliser des recettes déjà perçues en 2022 ; le montant de la subvention à reverser aux partenaires sur 2023 s'élève à 154 k€.

En plus du plan de relance, comme indiqué dans le dispositif pluriannuel voté en 2022, la Métropole souhaite, comme l'année dernière fournir un appui supplémentaire à la mise en œuvre de certains projets particulièrement stratégiques pour le territoire, en leur attribuant une subvention spécifique à hauteur de 44 k€ sur 2023. L'attribution des subventions correspondantes fait l'objet de conventions de partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le plan de financement actualisé 2023, référençant les actions lauréates du Plan de relance ;
- D'approuver les termes de l'avenant-type aux « conventions filles » pour l'actualisation du reversement de la subvention de l'Etat aux partenaires bénéficiaires et de la « *convention fille* » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier insérée en annexe 3 pour le reversement de la subvention de l'Etat à la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le versement de subvention complémentaire par Montpellier Méditerranée Métropole, sous réserve de signature des conventions de partenariat ;
- D'approuver les termes de la convention-type de partenariat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants et conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237033-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe1: Plan de financement actualisé 2023
- Annexe 2: Projet d'avenant aux conventions filles
- Annexe3: Projet de Convention fille de reversement de la subvention de la DRAAF à la Ville de Montpellier
- Annexe 4: Projet de convention de versement de la subvention 3M complémentaire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

**Environnement - Domaine de Viviers - Parcelle B86 Commune de Teyran -  
Protocole transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame  
MARAVAL et Monsieur DUPUY portant résiliation du bail rural - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a consenti, par acte authentique du 6 et 11 mars 2013, un bail rural à long terme à Madame MARAVAL ainsi qu'à Monsieur DUPUY sur une parcelle d'une superficie de 1,48ha en nature de terre labourable située au Domaine de Viviers, sur la Commune de Teyran, 34820, Lieu-dit « Grates », cadastrée C417 (renommée BC 86).

Suivant les stipulations du contrat de bail d'une durée de 18 années, cette parcelle était destinée à l'exploitation de cultures horticoles (végétaux méditerranéens destinés au secteur des parois, murs et toitures végétalisés) et à des cultures d'engrais vert. Constatant le défaut d'entretien et l'absence d'exploitation depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi le tribunal paritaire des baux ruraux pour obtenir la résiliation du bail et demander la remise en état de la parcelle.

Lors de l'audience du 15 décembre 2022, le Tribunal a invité les parties à se rapprocher et convenir d'un accord. Un protocole a ainsi été établi pour définir les conditions de résiliation du bail et de restitution de la parcelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du protocole d'accord transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame MARAVAL et Monsieur DUPUY ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236844-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PROTOCOLE D'ACCORD - Domaine de Viviers.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Domaine de Viviers - Communes de Jacou et Clapiers - Demande d'application du régime forestier sur les propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine agricole et forestier de Viviers, représentant environ 200 hectares d'un seul tenant, dont l'essentiel se situe sur la Commune de Clapiers, mais s'étendant également sur les Communes de Jacou, Assas et Teyran. Ce domaine agricole et forestier comporte un ancien mas viticole situé sur la Commune de Jacou, et se compose pour moitié de bois et pour un tiers de vignes et d'oliviers.

Cette acquisition a été réalisée dans l'objectif de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général permettant de garantir les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, en matière de préservation de l'armature des espaces agricoles et naturel. La révision du SCoT en 2019 est venue confirmer le positionnement de ce domaine dans l'armature des espaces agricoles et naturels de la Métropole et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire

Une démarche d'élaboration d'un plan de gestion agro écologique pour les espaces agronaturels du domaine de viviers a été engagée dans le cadre d'une coopération avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, avec pour objectifs d'identifier avec l'ensemble des acteurs concernés, les besoins, les orientations stratégiques multifonctionnelles, les actions et moyens nécessaires à mobiliser ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Dans le cadre de cette démarche, la nécessité de définir une stratégie de gestion forestière, tenant compte des enjeux de gestion pré-identifiés :

- Sensibilité forte au risque incendie ;
- Valeur écologique forte liée à la mosaïque des milieux humides, rocheux, ouverts ou semis ouverts ainsi que des stades forestiers dit « *mâtures* » ;
- Production de bois faible et un faible potentiel de valorisation pour les produits ligneux (la récolte du pin d'Alep et du chêne vert pouvant potentiellement contribuer à l'approvisionnement de chaufferies bois) ;
- Fréquentation du site élevée et des usages différenciés.

Le Code forestier et notamment l'article L.211-1 dispose que :

*« Relèvent du régime forestier, constitué des dispositions du présent livre, et sont administrés conformément à celui-ci :*

- 1- *Les bois et forêts qui appartiennent à l'Etat, ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis ;*
- 2- *Les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités et personnes morales suivantes, ou sur lesquels elles ont des droits de propriété indivis, et auxquels ce régime a été rendu applicable dans les conditions prévues à l'article L. 214-3 :*
  - a) *Les régions, la collectivité territoriale de Corse, les départements, les communes ou leurs groupements, les sections de communes ;*
  - b) *Les établissements publics ;*
  - c) *Les établissements d'utilité publique ;*
  - d) *Les sociétés mutualistes et les caisses d'épargne »*

Un courrier du ministre de l'Agriculture et de l'alimentation CE 8144336, en date du 7 mai 2019 invite les communes à se rapprocher des services de l'Office national des forêts (ONF) « *qui estimeront si les bois et forêts de votre commune sont susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution et*

*doivent relever ou non du régime forestier, un arrêté d'application devra être pris dès que possible pour permettre à votre forêt d'être dotée d'un document de gestion durable [...] dans le cas contraire le règlement type de gestion des forêts publiques hors régime forestier vous sera proposé ».*

A la suite de l'analyse foncière réalisée par les services de l'ONF en collaboration avec les représentants de la Métropole et les Communes de Clapiers et Jacou et à la visite sur site, 26 parcelles cadastrales à vocation forestière pour une contenance totale de 97 ha 76 a 48 ca sont proposées pour créer la forêt métropolitaine du Bois de Viviers, conformément à la liste et au plan joints en annexe. La gestion de ces parcelles sera confiée à l'ONF et incluse dans l'aménagement à venir, en garantie de la gestion durable selon les critères d'Helsinki et en application du Code forestier

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De demander l'application du régime forestier aux parcelles dont elle est propriétaire au domaine de viviers, conformément à la liste jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236976-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1-liste parcelles ONF.docx

- Annexe 2 \_ plan onf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER**

## **Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole - Projet Chaire Eau et Agriculture - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Chaire Eau et Agriculture portée par SupAgro Fondation avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE) et l'institut Agro se donne pour ambition d'innover en matière de gestion de l'eau pour accompagner la transition de l'agriculture face aux défis de demain. Les travaux de la Chaire portent ainsi sur des thématiques recroisant les politiques publiques soutenues par Méditerranée Montpellier Métropole :

- Politique de gestion durable et raisonnée de l'eau :
  - La protection de la qualité des eaux avec l'accompagnement de modèles agricoles plus résilients et adaptés à la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité ;
  - La gestion économe de la ressource en eau avec l'optimisation de l'irrigation et le développement de la réutilisation des eaux usées traitées pour l'agriculture ;
- Politique agroécologique et alimentaire :
  - L'accompagnement à la transition agroécologique par le développement de solutions agronomiques et d'aménagements à différentes échelles pour ralentir les écoulements et stocker dans le sol et dans les nappes ;
  - La réorganisation des systèmes de production et d'organisation des filières pour répondre aux enjeux d'accès à une alimentation de qualité, d'autonomie alimentaire et de préservation de l'économie agricole.

Enfin, par son essence même, la Chaire permet de répondre à la politique de soutien du monde de l'entreprise et de la recherche sur des thématiques fortes, dont Montpellier Méditerranée Métropole s'est fait l'étendard : l'eau et l'agriculture.

Le financement de la Chaire est constitué de dons collectés auprès de ses membres. L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée en 2021 par délibération n°M2021-348 et formalisée dans le cadre d'une convention conclue pour une durée de quatre ans, avec un montant de participation fixé à 10 000 € par an. Il est donc proposé d'affecter une subvention de ce montant pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation d'une subvention de 10 000 € en 2023 pour la Chaire Eau et Agriculture à destination de la fondation SupAgro, dans le cadre de la troisième et avant-dernière année d'exécution de la convention partenariale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236860-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER**

## Environnement - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Transition énergétique" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: TRANSITION ENERGETIQUE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CITE DE LA RSE ET DE L'IMPACT MONTPELLIER	00002243	Projet : Festival Imaginons Demain	2 000
TOTAL			2 000

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention attributive afférente ;
- D'approuver les termes de la convention attributive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236411-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## Environnement - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

Le dynamisme des acteurs du système alimentaire est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique montpelliéraine de rayonnement international, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun, pour certains au travers d'une convention-cadre triennale) ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec autant que possible, une harmonisation du calendrier évènementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2023, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-après :

THEMATIQUE : P2A			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION FIG – FOOD INDEX FOR GOOD	00001239	Projet : Accompagnement de restaurants dans leur transition écologique	3 500,00
ALTERNATIVES POUR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL – LA GRAINE	00001706	Projet : La monnaie locale au service de l'agroécologie et de la distribution d'aide alimentaire locale et de qualité	6 000,00
VEG NATURE (FEDERATION NATIONALE DES VEGETARIENS VEGETALIENS VEGECRUDIVORES ET VEGANS ECO-RESPONSABLES EN FRANCE	00001426	Projet : Promouvoir une écologie végétale, saine et éthique	1 000,00
FEDERATION REGIONALE DES CIVAM D'OCCITANIE	00001316	Renouvellement d'un projet : l'Hérault de Ferme en Ferme	3 000,00
MARCHES PAYSANS ASSOCIATION	00001448	Renouvellement d'un projet : Festival de la Tomate	2 000,00
ASSOCIATION PIC ASSIETTE	00000547	Projet : Livret du petit gouteur essaimage sur le territoire de la	1 000,00

		Métropole	
MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00000522	Projet : la fresque de l'alimentation	1 500,00
MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00000685	Projet : Goûter le Monde autour de Moi	1 500,00
LES ECOLOSAURES	00001629	Fonctionnement	1 000,00
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00001645	Projet : Bien manger pour toutes et tous	3 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>23 500,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237762-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention FIG-3M-2023.docx
- Projet Convention La Graine 3M - 2023\_V1.docx
- Projet convention veg\_nature-3M-2023.docx
- Projet Convention FR CIVAM 3M - 2023.docx
- Projet Convention Marches Paysans 3M - 2023.docx
- Projet Convention Pic assiette 3M - 2023.docx
- Projet Convention Miamuse 3M - 2023\_V1.docx
- Projet Convention Ecolosaures 3M - 2023\_V1.docx
- Convention Les petits débrouillards 3M - 2023\_V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Centre de soins de la petite faune sauvage à Villeveyrac - Attribution de subvention - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage.

La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Cette réponse est mise en avant au travers du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026, adopté lors du Conseil de Métropole en janvier 2023, dont la stratégie ambitionne d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

La LPO, importante association de la protection de la nature en France, a ouvert en juin 2012, par l'intermédiaire de la LPO Hérault, un Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac. Ce centre accueille les oiseaux et petits mammifères sauvages en détresse trouvés dans l'Hérault et les départements voisins, dans le but de les rendre à la nature, sans dépendance à l'Homme. Il assure ainsi des soins à la faune sauvage, de la médiation auprès des citoyens pour favoriser la cohabitation avec la faune sauvage, de l'éducation à l'environnement et au développement durable, de la surveillance épidémiologique de la faune sauvage ainsi que la gestation de la faune sauvage en cas de pollution. Le Centre de soins de la LPO Hérault représente un observatoire de l'évolution de la faune sauvage sur l'ensemble de son territoire d'action. Son activité peut apporter sur le moyen et le long terme un éclairage sur les impacts des évolutions climatiques.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier souhaite créer en bordure du Bois de Montmaur, à proximité du Parc de Lunaret – Zoo de Montpellier, un centre de soins pour la faune sauvage. Cet espace sera dédié à l'accueil des animaux sauvages en détresse (oiseaux, petits mammifères, reptiles...) pour les héberger et les soigner, dans le but de les relâcher dans la nature sans dépendance à l'Homme, si l'état de l'animal le permet.

En effet, depuis des années, de nombreux hérissons, martinets, tourterelles, pigeons ou goélands blessés sont apportés spontanément par les habitants au Zoo de Montpellier, lieu identifié par les habitants comme espace de conservation de la faune sauvage. Si le parc zoologique dispose bien d'une clinique vétérinaire avec une équipe de soigneurs et de vétérinaires, les installations et fonctions du personnel soignant sont destinées uniquement à la collection du zoo et l'accueil des animaux en détresse provenant de l'extérieur doit donc être refusé. Il faut alors faire appel à d'autres centres de la région. Les quelques structures d'accueil et de soins de la faune sauvage sont éloignées de Montpellier et sont saturées par la demande surtout à certaines périodes de l'année, par manque de moyens financiers et humains. D'où la nécessité de créer un centre de soins dans le nord de Montpellier, à proximité d'un lieu (le zoo) déjà identifié comme espace de conservation d'animaux sauvages.

Sur invitation de la Ville de Montpellier, la LPO apporte son expertise et participe au comité de pilotage en vue de la création de cet « *Hôpital de la faune sauvage de Montpellier* ». Celui-ci viendra en appui et travaillera en synergie avec les autres centres de soins de la région (Hôpital Faune Sauvage à Laroque, géré par Goupil Connexion, et le Centre Régional de Sauvegarde de la Faune Sauvage, à Villeveyrac, géré par LPO Occitanie), et avec le Réseau national des centres de soins de la faune sauvage en France.

Vue la demande de soutien financier déposée par la LPO pour son Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac en date du 26 mai 2023 et considérant que la Métropole souhaite continuer à contribuer aux coûts de fonctionnement du Centre pour l'année 2023, il y a lieu d'attribuer une subvention

suivant le tableau ci-après :

<b>THEMATIQUE : Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique</b>			
<b>STRUCTURE</b>	<b>N° DE DOSSIER</b>	<b>NATURE DE LA DEMANDE</b>	<b>MONTANT ATTRIBUE (€)</b>
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX OCCITANIE	00002347	Demande de soutien financier pour le centre de sauvegarde de la faune sauvage de la LPO Occitanie Délégation territoriale de l'Hérault	5 000
<b>TOTAL</b>			<b>5 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention d'attribution avec le bénéficiaire ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Roger CAIZERGUES.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235791-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention d'attribution de subvention LPO 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER**

## **Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis sa création, l'Écolothèque accueille des groupes d'adultes ou d'enfants en situation de handicap et des enfants de crèches dans le cadre d'une convention renouvelable tous les ans. Ces usagers, dans le cadre de leur projet pédagogique, sont ainsi autorisés à fréquenter le domaine agricole de 4 hectares (animaux de la ferme, jardins, serre), la médiathèque et de bénéficier sur demande de la mise à disposition d'une parcelle et d'outils pour la pratique agricole. Leurs encadrants sont invités deux fois par an à des ateliers de formation sur les activités dans l'Écolothèque, animées par l'Écolothèque. Les projets pédagogiques des groupes sont divers : découvrir la ferme et la nature, augmenter les facultés de concentration et d'attention, gérer les émotions et l'impulsivité, favoriser l'estime de soi et le sens des responsabilités, renforcer les apprentissages, respecter les consignes, éveiller les sens...

En 2022, l'Écolothèque a accueilli régulièrement 19 crèches et 20 centres médicaux spécialisés soit 9 101 visites pédagogiques.

La convention annuelle engage principalement :

- L'Écolothèque : à accueillir les groupes dont la taille est limitée et sur un calendrier défini hors vacances scolaires et mercredis avec les conditions de sécurité règlementaires ;
- L'établissement bénéficiaire : à proposer un projet pédagogique adapté, à assurer l'accompagnement pédagogique et la surveillance des personnes dont il garde l'entière responsabilité, à faire participer obligatoirement les encadrants à une des deux formations annuelles, à rendre un rapport d'activité au mois de juin et à régler une participation annuelle inscrite dans la délibération des tarifs de l'Écolothèque pour un montant de 188 € en 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre les centres médicaux spécialisés, les crèches et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023-Convention Centre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

# **Aménagement durable - Projet "la LUMière la Nuit Nuit à l'Environnement" (LUNNE) - Accord de Consortium entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne, l'Université Toulouse 3 Paul-Sabatier, l'Université Rennes 2, l'Université de Nantes, le CEREMA, Rennes Métropole et Territoire Énergie Tarn - Autorisation de signature**

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet « *la LUMière la Nuit Nuit à l'Environnement* » (LUNNE) porté par l'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne (77) est financé par l'Agence Nationale de la Recherche à hauteur de 136 479.64 € dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2022.

Ce projet aborde plusieurs verrous scientifiques associés à la réduction de la lumière artificielle la nuit avec une approche pluridisciplinaire à travers trois dimensions :

- 1) Du côté des acteurs de l'éclairage urbain, une meilleure connaissance des pratiques des collectivités en matière de réduction de l'éclairage public, et des possibilités techniques et organisationnelles envisageables. Ces connaissances permettront notamment de sélectionner des scénarios d'expérimentation avec les collectivités partenaires du projet, et de proposer des méthodes de concertation adaptées aux politiques publiques ;
- 2) Du point de vue de la qualité de l'éclairage pour les usagers, une meilleure connaissance et quantification de l'impact des stratégies de sobriété lumineuse sur les usagers (mobilité, sécurité, ambiances nocturnes), et une meilleure compréhension des freins et des leviers à l'acceptabilité de ces politiques publiques d'éclairage ;
- 3) Du point de vue des effets sur l'environnement, une quantification plus adaptée de l'impact de stratégies de réduction de l'éclairage public sur les écosystèmes à travers le développement de nouveaux indicateurs à différentes échelles spatiales. Ces trois dimensions se rejoignent dans la proposition d'indicateurs et de méthodes pour aider les collectivités à faire évoluer leur éclairage en tenant compte des spécificités de leur territoire.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont les suivants :

- Un état des lieux des stratégies d'éclairage visant à réduire l'impact sur l'environnement ;
- Le développement d'une méthodologie de concertation et d'intégration de critères environnementaux dans le processus de décision publique concernant l'éclairage ;
- Une meilleure compréhension de l'impact de ces stratégies sur la sécurité, le confort et la mobilité des usagers ;
- L'identification des freins et leviers à l'acceptabilité des politiques de sobriété de l'éclairage urbain ;
- Des indicateurs de la qualité des luminaires au regard des nuisances associées (détectabilité, attractivité, éblouissement) ;
- Des indicateurs de l'impact des politiques d'éclairage sur le halo lumineux et des « *réserves d'obscurité* » urbaines (zones sans points lumineux visibles).

Montpellier Méditerranée Métropole est identifiée comme un partenaire officiel du projet de recherche, sans contribution financière associée. Pour autant, un accord de consortium est rendu nécessaire afin de fixer les modalités relatives à l'exécution du projet, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant, pour chacune des parties prenantes :

- L'Université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne ;
- L'Université Toulouse 3 – Paul-Sabatier ;
- L'Université Rennes 2 ;
- L'Université de Nantes ;
- Le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) ;

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Rennes Métropole ;
- Territoire Energie Tarn.

Cet accord a une durée de 42 mois à compter de sa date d'effet résultant de la signature de l'ensemble des parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'accord de consortium relatif au projet LUNNE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'accord ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236897-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet accord Consortium LUNNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

## Aménagement durable - Réseau professionnel Lighting Urban Community International (LUCI) - Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain - Approbation

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par décision du 26 août 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de rejoindre le réseau professionnel *Lighting Urban Community International* (LUCI). Ce réseau international rassemble plus de 70 villes dans le monde utilisant la lumière comme outil de développement social, culturel et économique. LUCI est un lieu de rencontres, d'échanges, de publications et de conférences entre professionnels de l'éclairage urbain souhaitant faire progresser leurs pratiques d'éclairage vers une prise en compte de tous les enjeux sociaux, économiques et environnementaux de la lumière artificielle en ville.

La Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain est le résultat d'un travail collaboratif réunissant plus de 500 membres du réseau durant plus d'une année. Elle comprend 7 grands objectifs qui permettent de mettre en application le principe de « *qualité plutôt que quantité* » :

- Objectif 1 : Adopter l'éclairage Net Zéro (engagement des Nations Unies de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2050) ;
- Objectif 2 : Minimiser la pollution lumineuse pour tous les êtres vivants ;
- Objectif 3 : Favoriser la santé et le bien-être ;
- Objectif 4 : Avancer par le dialogue public-privé ;
- Objectif 5 : Réaliser le plein potentiel de l'engagement citoyen ;
- Objectif 6 : Exploiter le pouvoir transformateur de l'art lumière ;
- Objectif 7 : Créer des synergies au-delà de l'éclairage.

Puis 4 chapitres thématiques décrivent l'avenir de l'éclairage public dans les domaines suivants :

- Chapitre 1 : L'approche des villes pour réduire la pollution lumineuse ;
- Chapitre 2 : L'éclairage urbain pour des villes heureuses et saines à la tombée de la nuit ;
- Chapitre 3 : Evoluer vers une approche centrée sur les communautés ;
- Chapitre 4 : L'avenir des festivals lumières.

Cette Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain s'inscrit parfaitement dans les enjeux et objectifs du Plan Lumière de Montpellier Méditerranée Métropole, qui doit être acté en Conseil de Métropole très prochainement.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la Déclaration pour l'avenir de l'éclairage urbain rédigée par le réseau LUCI ;
- D'inscrire la stratégie déclinée dans le prochain Plan Lumière de la Collectivité, en cohérence avec cette déclaration ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234883-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- LUCI-Declaration-for-the-future-of-urban-lighting\_FR\_web.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique - Appel à projets LUM'ACTE - Convention de partenariat entre la Fédération Nationale des Collectivités concédantes et Régies (FNCCR) et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller Métropolitain, rapporte :

« *Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique (ACTEE)* » est un programme déposé par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et par ces cofinanceurs. Son objectif est de mettre à disposition et financer des outils d'aide à la décision, pour aider les collectivités à développer des projets de rénovation énergétique. Alors que les collectivités génèrent à elles seules 15% des émissions de CO<sub>2</sub>, le Programme ACTEE les aide à devenir un acteur à part entière de la transition énergétique.

Le sous-programme LUM'ACTE, lancé dans le cadre du programme ACTEE, permet d'apporter un soutien opérationnel et financier aux collectivités désireuses de maîtriser leurs consommations et d'améliorer la performance énergétique de leurs parcs d'éclairage public. L'appel à projets Lum'ACTE vise à répondre aux enjeux de rénovation des parcs d'éclairage public des collectivités de tous types, en dehors des installations d'éclairage sportif et des éclairages des bâtiments publics, qui sont visés par d'autres outils du programme ACTEE.

A la suite de la réponse à l'appel à projets du sous-programme LUM'ACTE lancé le 18 juillet 2022, le jury a décidé de sélectionner la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole. L'objectif premier de cet appel à projets est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des parcs d'éclairage publics des collectivités. Les fonds attribués doivent générer des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'appel à projets et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée. La justification de la réalisation des actions mise en œuvre par la Métropole devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses.

Le montant global des fonds attribué s'élève à 167 964 € et se répartit dans les actions suivantes qui devront être mises en œuvre au plus tard en décembre 2023 :

- Montpellier Méditerranée Métropole réalisera un Plan Lumières ainsi que la mise à jour du programme pluriannuel de rénovation. La somme allouée à cette prestation réalisée en interne s'élève à 150 000 € HT ;
- Montpellier Méditerranée Métropole évaluera la pollution lumineuse sur son territoire, par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur, dans le but d'évaluer l'impact des programmes de rénovations menés par la Collectivité et d'orienter les priorités des prochaines années de rénovation. L'accompagnement du chef de service et du responsable stratégie lumière sera également pris en compte dans le cadre de cette prestation qui reçoit une aide de 10 092 € HT ;
- Montpellier Méditerranée Métropole créera un jeu de sensibilisation et d'information par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur. La somme allouée à cet outil facilitant l'acceptation sociale des mesures du Plan Lumières de la Collectivité (extinction, abaissement, températures de couleur) s'élève à 7 872 € HT.

La convention entrera en vigueur à sa signature par les parties et prendra fin au 31 décembre 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la mise en œuvre des actions prévues dans l'appel à projets LUM'ACTE ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234642-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ACTEE - FNCCR\_Convention LUMACTE\_Montpellier Méditerranée Métropole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'infrastructures et d'équipements aux abords du futur lycée de Cournonterral entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie prévoit la construction sur le territoire de la Commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m<sup>2</sup>. Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la Commune de Cournonterral, d'un gymnase de 2 500 m<sup>2</sup> et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et a dû faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement. Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable. Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé à l'issue de la concertation préalable, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation qui s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus. Le bilan de cette concertation a été approuvé par le Conseil de Métropole dans sa séance du 4 octobre 2022.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet de lycée et de gymnase, la création des infrastructures nécessaires à la desserte des nouveaux équipements ainsi que les aménagements des espaces publics attenants relèvent de la compétence et de la maîtrise d'ouvrage exclusive de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux sur l'espace métropolitain étant induits par l'implantation du futur lycée, la Région Occitanie propose sa contribution financière à hauteur de 50% du montant estimé des travaux, soit une participation financière prévisionnelle de 3 500 000 € HT. Ces travaux doivent débuter en septembre 2023 pour une durée de 3 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la convention de financement avec la Région Occitanie dans le cadre des travaux d'équipements et d'infrastructures liés à la construction du lycée sur la commune de Cournonterral ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention financière 3M Région.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER



## **Aménagement durable - Modalités de concertation préalable dans le cadre du projet de requalification de la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conduisent une politique globale de reconquête des espaces publics pour l'embellissement du cadre de vie, la mise en valeur du patrimoine, la transition des mobilités, l'attractivité du territoire.

Un grand projet de transformation des espaces publics est ainsi lancé, reliant les Arceaux à la place de la Comédie et l'Esplanade, espaces à forte valeur patrimoniale et au cœur de la Ville de Montpellier. La rue Foch et la place des Martyrs de la Résistance en lien avec un système de places connexes – Chabaneau, Castellane, Marché aux Fleurs, Jean-Jaurès – et de rues emblématiques – Aiguillerie, de la Loge, Saint-Guilhem – constituent l'accès central et principal à l'aire piétonne de l'Ecusson.

Ce lieu stratégique pour tous les usagers du centre-ville, aménagé pour la dernière fois en 1974 avec la création du parking Préfecture et Marché aux Fleurs, présente de nombreux dysfonctionnements et un état vieillissant :

- Un espace dédié de manière prédominante aux usages automobiles ;
- Des espaces piétons insuffisants au regard de la densité des usages constatés ;
- Un stationnement en surface souvent anarchique ;
- Des revêtements et matériaux fortement dégradés, au vocabulaire routier ;
- Un aménagement nuisant à la mise en valeur du patrimoine et à l'embellissement du centre-ville.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par décision n°MD2021-015 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'étude et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'ensemble urbain Foch Peyrou Arceaux. Les premiers objectifs d'aménagement identifiés sont les suivants :

- Mieux répartir l'espace public entre tous les modes, au bénéfice du confort des piétons ;
- Rendre les espaces publics confortables et embellis, support d'une vie touristique, économique, commerciale et sociale dynamique et à hauteur d'enfants ;
- Mettre en valeur le patrimoine et en particulier la monumentalité de l'axe constitué par la place des Martyrs de la Résistance et la rue Foch.

La requalification de ces espaces publics comprend notamment la transformation en aire piétonne d'espaces existants d'une surface totale de plus de 3 000 m<sup>2</sup> : la place des Martyrs de la Résistance, la rue Foch comprise entre la place des Martyrs de la Résistance et la rue de l'Aiguillerie, ainsi que la rue Rosset.

A ce titre, et compte tenu de la politique de concertation portée par la Métropole, ce projet doit être l'objet d'une concertation préalable prévue par les articles L.103-2 3°, R.103-1 3° et R.103-2 du Code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs d'aménagement poursuivis ;
- D'approuver les modalités de la concertation :
  - o Mise à disposition du public d'au moins un dossier de présentation du projet et d'au moins un registre de consignation des remarques, sous format papier ;
  - o Publication sur Internet d'une présentation du projet et d'un support d'expression de l'avis du public ;
  - o Informations dans une ou plusieurs publications locales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer

tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235560-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Clapiers - Concession d'Aménagement - ZAC du Castelet - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les Communes, constituent les applications concrètes du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole (SCoT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement, Plan Climat Energie...), les documents d'urbanisme (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention et de favoriser la créativité des équipes de concepteurs.

La Commune de Clapiers, a défini les principes d'aménagement du site d'urbanisation future des Moulières, d'une vingtaine d'hectares appelé à devenir un quartier résidentiel, inscrit dans un contexte paysager remarquable, situé au Sud Est de la Commune.

A la suite, la Commune a décidé d'engager une démarche pré-opérationnelle, sur ce périmètre en vue de mettre en œuvre son projet urbain. Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération en date du 11 octobre 2013, la commune a approuvé la création d'une ZAC pour l'opération d'aménagement projetée dénommée ZAC du Castelet.

Le projet d'aménagement pour la ZAC « *Le Castelet* » prévoit sur une superficie de 14 ha environ, la construction d'environ 495 logements (répartis en 70% de collectifs ou semi-collectifs, 30% d'individuels), 400m<sup>2</sup> surface de plancher de locaux d'activités et un équipement public (maison de la petite enfance sur une superficie de 600m<sup>2</sup> de surface de plancher environ). L'ensemble du programme, en cohérence avec les objectifs du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, intègre une importante mixité sociale (30% de logements sociaux, 20% d'accession abordable). Cet aménagement est officiellement « *engagé* » dans la labélisation éco-quartier.

Par délibération du Conseil municipal du 11 octobre 2013, la Commune de Clapiers a décidé de confier ces interventions à la Société d'aménagement de la l'agglomération Montpelliéraine (SAAM) devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), via une concession d'aménagement signée le 31 octobre 2013

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SA3M sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, destiné au financement des

travaux d'aménagement pour l'opération d'aménagement urbain de la commune de Clapiers qui prévoit au moins 30% de logements sociaux.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- Banque : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon
- Capital : 2 000 000 €
- Taux fixe : 3.74 % l'an
- Durée: 5 ans
- Périodicité trimestrielle
- Echéances constantes
- Commission d'engagement : 0,10% soit 2 000€
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80%

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236314-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat CELR Castelet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery - Convention opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Grabels - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Grabels s'est engagée depuis 2016 dans l'aménagement du site de Gimel portant sur la création d'un éco-quartier regroupant plus de 800 logements, bénéficiant d'une desserte multi-modale, en limite communale de Montpellier et au contact de l'urbanisation immédiate avec la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine. Les intentions d'aménagement du projet ont été définies dans un esprit de parc habité, permettant de mettre en valeur les éléments naturels et l'ambiance paysagère du site.

Cette démarche a permis de procéder à plusieurs réductions et évitements pour limiter les impacts du projet au regard de la protection de l'environnement. Cependant, une compensation environnementale reste nécessaire pour la partie des impacts n'ayant pu être évités. Des recherches ont été menées à proximité et ont permis d'identifier plus de 30 hectares à cet effet sur le site Croix de Guillery.

Aussi, en complément de la convention tripartite entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la Métropole sur l'opération d'aménagement Gimel, une convention d'anticipation foncière a été signée le 13 décembre 2018, visant à accompagner le projet au titre de la compensation environnementale. Cette convention, signée pour une durée de 5 ans, a été modifiée par avenant principalement pour augmenter l'enveloppe financière à hauteur de 600 000 € corrigeant le prévisionnel initial de 500 000 €. Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF a acquis à l'amiable un ensemble de parcelles pour une superficie totale de 305 202 m<sup>2</sup>.

Au regard du terme de la convention d'anticipation foncière, la Commune a souhaité poursuivre les actions menées sur ce secteur Croix de Guillery intervenant en lien avec l'opération d'aménagement Gimel. La Commune a sollicité l'EPF Occitanie pour poursuivre dans le cadre d'une convention opérationnelle tripartite. Cette convention opérationnelle de 8 ans a pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet environnemental.

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à 600 000 €, et intègre également à hauteur de 600 000 € l'engagement financier pris dans le cadre de la première convention d'anticipation foncière et de son avenant n°1 n° 415HR2018 et les dépenses engagées.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle entre la Commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236569-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 - Convention opérationnelle - croix de Guillery - Grabels .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Commune de Juvignac - Projet de Périimètre Délimité des Abords (PDA) du Domaine de Caunelles - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Domaine de Caunelles, situé à Juvignac, est concerné par une servitude des abords qui attribue un droit de regard de l'Architecte des Bâtiments de France sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour de ce monument historique inscrit.

Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords des monuments historiques. Dans ce cadre, une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) concernant le Domaine de Caunelles a été portée à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole en octobre 2021.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole se sont prononcées favorablement en juillet 2022, préalablement à sa soumission à enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné a émis un avis défavorable au projet de création du PDA du Domaine de Caunelles considérant qu'en l'état il ne saurait « *assurer le maintien de la qualité patrimoniale culturelle, environnementale et paysagère du Domaine de Caunelles et que les surfaces restreintes sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis n'assureront pas la préservation des intérêts patrimoniaux culturel, naturel et paysager* ». En conséquence, l'Architecte des Bâtiments de France a souhaité élargir le périmètre du PDA afin de tenir compte des conclusions de l'enquête publique, considérant que cet ajustement constitue « *une réponse équilibrée et cohérente aux suggestions du commissaire-enquêteur* », et a sollicité à nouveau l'avis de la Commune de Juvignac et l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

A la suite de l'avis favorable de la Commune de Juvignac par délibération en date du 26 juin 2023, Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à se prononcer en vue de la création du PDA par décision de l'autorité administrative et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235952-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PDA\_Caunnelles.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Juvignac - Secteur Cœur de Ville - Avenant n°1 à la convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par convention pré-opérationnelle signée le 13 octobre 2022, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole ont confié à l'EPF d'Occitanie une mission d'acquisitions foncières sur le secteur « *Le Triangle d'Or* », désormais dénommé « *Cœur de Ville* » susceptible d'accueillir, sur le moyen/long terme, la réalisation d'opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant au moins 30% de logements locatifs sociaux, des commerces, services et équipements publics et d'opérations de développement économique.

Le secteur concerné par le projet de renouvellement urbain forme un triangle bordé au nord par l'ancienne RN 109, au sud par la rue du Pompidou et à l'ouest par la rue des Pattes. La complexité du tissu urbain, des propriétés foncières et du marché immobilier ont conduit dans un premier temps à la réalisation d'études.

La Commune, accompagnée par son bureau d'études, a défini un « *plan guide urbain et paysager* », en mai 2023. Il constitue une étape préliminaire à la définition du projet d'aménagement du secteur en posant les bases et les invariants. Dans le cadre de ce travail, certains secteurs d'interventions foncières ont pu être déterminés. Dans le cadre de cette concertation, la Commune a souhaité travailler avec les habitants et développer un projet coordonné, concerté et validé par tous. La mention de la procédure d'acquisition par voie d'expropriation n'a plus lieu d'être. Il convient donc de supprimer cette mention par voie d'avenant.

Pour ces motifs, le paragraphe « *acquisition par la procédure d'expropriation* » de l'article 6.1 « *modalités d'acquisition foncière* » de la convention désignée ci-dessus est supprimé selon les modalités de l'avenant n°1. Toutes les autres stipulations de la convention demeurent inchangées et applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre la Commune de Juvignac, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236539-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 - avenant n1 Juvignac Triangle d'or.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**



## **Aménagement durable - Communes de Lattes et Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Garanties d'emprunt auprès de la Banque Postale et de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La collectivité a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.

Montpellier Méditerranée Métropole a également décidé, par délibération n°10 480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant ;
- La recomposition des équipements commerciaux ;
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram) ;
- La modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend environs 900 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher nouvelles.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à

l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Dans ce cadre, sont sollicitées les garanties de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SA3M sur deux emprunts : un montant de 7 500 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale et un montant de 7 500 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

o Banque : la Banque Postale

- Capital : 7 500 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 10 ans
- Type d'amortissement : linéaire
- Périodicité trimestrielle
- Taux fixe : 3,82 %
- Commission d'engagement : 0,10 % soit 7 500 €
- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%

o Banque : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

- Capital : 7 500 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 10 ans
- Echéances constantes
- Périodicité trimestrielle
- Taux fixe : 3,94 %
- Commission d'engagement : 0,10 % soit 7 500 €
- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Ces garanties sont accordées dans le respect des ratios règlementés aux articles L 2252-1 à L 2252-5, et D 1511-30 à D 1511- 35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'accorder la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt de 7 500 000 € souscrit par la SA3M auprès de la Banque Postale, soit 6 000 000 € ;
- D'accorder la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt de 7 500 000 € souscrit par la SA3M auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 6 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 31 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236215-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONTRAT - LBP-00017502.pdf

- Contrat CELR.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Commune de Montpellier \_ Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat - Résidence Tour d'Assas - Le Grand Mail et avenue de Barcelone - Parcelles cadastrées LR 38, LR 335 et LR 95 - Commune de Montpellier - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson d'une superficie de 250 hectares, comprenant 9 000 logements et 24 000 habitants, a été retenu en 2016 par l'Agence Nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Les objectifs fondateurs de ce projet se structurent autour de quatre principes, d'ouverture du quartier et de l'espace public, d'activation de l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, d'amélioration de la qualité de vie en remettant au cœur du quartier la nature et le paysage et la connexion du quartier à la Ville, grâce aux nouveaux réseaux de transports et via les écosystèmes de l'innovation.

Un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, L'ANRU et l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), bailleur social, pour mettre en œuvre le programme d'études du projet de renouvellement urbain. Le 23 juillet 2021, ACM Habitat a été signataire de la convention pluriannuelle du projet et s'est notamment engagé, dans ce cadre, à mener les opérations de démolition de la Tour d'Assas.

Par délibération du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la création de cette opération et a désigné la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson pour une durée de 15 années.

Par arrêté du 25 février 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique la constitution de réserve foncière visant à permettre par suite la réalisation d'un projet d'aménagement sur le secteur de la Tour d'Assas. Par arrêté du 10 août 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré la cessibilité des immeubles nécessaires compris dans l'assiette foncière de la réserve.

Par ordonnances des 10 janvier 2022 et 14 février 2022, le Tribunal Judiciaire de Montpellier a déclaré l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de Montpellier Méditerranée Métropole des biens concernés, soit 1 600 m<sup>2</sup> de murs commerciaux, 22 stationnements extérieurs et 30 stationnements en sous-sol de l'immeuble.

Par jugements pris entre octobre 2022 et février 2023, le juge a fixé le montant des indemnités d'expropriation. A la suite des paiements ou de la consignation des indemnités, la Métropole a pris possession de cinq biens, un sixième étant en cours de paiement et les deux restants en attente de publication des ordonnances d'expropriation.

ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession au prix de revient des biens acquis dans le cadre de la réserve foncière, à savoir :

- Sur la parcelle cadastrée LR 38 : 20 places de stationnement en sous-sol et environ 700 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux et leurs annexes ainsi qu'un appartement d'une superficie de 66 m<sup>2</sup> située au 20ème étage de la Tour d'Assas et son box en sous-sol ;
- La parcelle cadastrée LR 95 d'une superficie cadastrale de 1 143 m<sup>2</sup> occupée par des locaux commerciaux d'une superficie de 912 m<sup>2</sup>,
- La parcelle cadastrée LR 335 d'une superficie cadastrale de 1 068 m<sup>2</sup> occupée par 22 emplacements de stationnements aériens.

Au vu des avis du Pôle des évaluations domaniales, il est proposé de fixer la cession à ACM Habitat au prix de revient total de 1 737 908,30 € correspondant aux indemnités d'expropriation des jugements de première instance, au montant de l'acquisition par la Métropole à l'Etat de l'appartement de 66 m<sup>2</sup> et son annexe, majorés des frais engagés notamment d'avocat, de notaire et de géomètre.

Compte tenu de la procédure d'appel ouverte par certains propriétaires sur le montant des indemnités de 1<sup>ère</sup> instance, une clause de revoyure du prix sera insérée dans l'acte notarié de vente au cas où les indemnités définitives seraient différentes des indemnités de première instance et pour consolider les frais afférents.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la cession à ACM Habitat :

- Sur la parcelle cadastrée LR 38, des lots de copropriété de la Résidence Tour d'Assas située Le Grand Mail et avenue de Barcelone à Montpellier n° 100, 101, 102, 103, 104, 105, 167, 201, 202, 213, 214, 215, 36, 50, 54, 67, 68, 80, 98, 99, 440, 441, 113, 114, 143, 144, 438, 439, 115, 142, 436, 437, 117, 118, 139, 140, 424, 425, 426, 427, 127, 128, 129, 130, 158, 159, 416, 417, 418, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 428 et 429 représentant environ 1600 m<sup>2</sup> de surface commerciale, 22 emplacements de stationnements extérieurs et 20 emplacements de stationnement en sous-sol, les lots n° 394 et 40 constituant un appartement d'une superficie de 66 m<sup>2</sup> et son box en sous-sol ;
- De la parcelle cadastrée LR 95 d'une superficie cadastrale de 1143 m<sup>2</sup> supportant des locaux commerciaux pour une superficie d'environ 912 m<sup>2</sup> ;
- De la parcelle cadastrée LR 335 d'une superficie cadastrale de 1068 m<sup>2</sup> constituée de 22 emplacements de stationnements aériens

pour un montant, soumis à clause de revoyure dans les conditions précisées supra, et correspondant au prix de revient de 1 737 908,30 € (un million sept cent trente-sept mille neuf cent huit euros et trente centimes) ;

- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente à ses frais ;
- D'autoriser ACM Habitat à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme relative à cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237010-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis 10 mai 2023 murs Tour d'assas.pdf
- avis Domaines 24 mars 2023 lots 394 et 40.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



# Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Mosson Sud - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux. Le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson prévoit d'affirmer sur le secteur Mosson Sud une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et d'espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnements, etc.) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Pour mettre en œuvre le projet urbain de Mosson Sud, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue.

Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC. Le Conseil de Métropole a ensuite approuvé en date du 26 juillet 2022 le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai 2022.

A l'issue de cette concertation, le dossier de création de la ZAC a été élaboré. Les fondements du projet urbain de Mosson Sud sont de :

- *Favoriser le rayonnement métropolitain et créer les nouveaux symboles du XXI<sup>ème</sup> siècle* : réinventer l'emblème du stade de la Mosson avec une programmation à la hauteur du symbole et qui s'ouvre sur le quartier, réhabiliter et mettre en scène le complexe nautique Neptune, créer une nouvelle entrée métropolitaine par un nouveau cours paysager qui change la carte mentale des habitants et l'image stigmatisante du quartier ;
- *Retrouver une confluence paysagère* par la mise en valeur et la connexion entre les parcs de la Mosson et du Rieutord, qui relie et participe à la résilience du secteur face aux inondations en renaturant des sols artificialisés et qui révèle la richesse des berges de la Mosson et ses structures végétales ;
- *Assurer la mixité programmatique* : à la suite de la démolition de la tour d'Assas, de certains commerces et la recomposition de la trame viaire du quartier, plusieurs programmes accueillant des commerces, des activités tertiaires, des équipements et des logements seront implantés ;
- *Apaiser et réorganiser la trame viaire* : création d'un cours paysager qui structure la trame viaire et participe à l'ouverture du quartier sur la ville et permet un développement des mobilités douces, requalification des avenues de Louisville et de Barcelone afin desservir un nouvel îlot au cœur paysagé, installation de la station de tramway au cœur du cours paysager Mosson Sud.

La ZAC Mosson Sud s'étendra sur un périmètre de 12 ha. Le programme prévisionnel de constructions représente 30 000 m² SDP (Surface De Plancher) prévisionnelle se répartissant de la manière suivante :

- 18 000 m² SDP prévisionnelle de logements ;
- 3 000 m² SDP prévisionnelle de socles actifs commerciaux notamment ;
- 9 000 m² SDP prévisionnelle d'activités tertiaires, d'économie productive ou équipement public.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC a été sollicité en date du 25

novembre 2022. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a rendu un avis le 24 janvier 2023, précisant qu'elle n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, et à la délibération du Conseil de Métropole en date du 30 mars 2023, le dossier finalisé à l'issue de la concertation préalable, incluant le dossier de création de ZAC, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et le bilan de la concertation préalable a été soumis à la participation du public par voie électronique du 2 mai au 2 juin 2023.

A l'issue de la période ouverte à la participation du public, 3 mails avec des observations et des questions ont été envoyés, dont un portant réellement sur le projet de ZAC Mosson Sud.

Les contributions apportées dans le cadre de cette participation du public par voie électronique sur le projet de dossier de création de la ZAC Mosson Sud n'imposent donc pas de modifier le dossier en l'état et tel que présenté, et n'impactent pas la décision qui pourra être prise par le Conseil de Métropole sur le projet. Le rapport détaillé est joint en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la ZAC Mosson Sud sur la Commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de la ZAC Mosson Sud sur le territoire de la Commune de Montpellier ;
- De fixer le périmètre de la ZAC Mosson Sud, conformément au plan figurant dans le dossier de création ;
- D'adopter le programme global prévisionnel des constructions, établi sur une surface de plancher de l'ordre de 30 000 m<sup>2</sup> tel que détaillé ci-avant et dans le rapport de présentation du dossier de création ;
- D'exonérer les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Mosson Sud de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement majorée conformément aux dispositions des articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237889A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ZAC Mosson Sud - PPVE - Bilan.pdf
- 6. ZAC Mosson Sud - Avis MRAE.pdf
- ZAC Mosson Sud \_Dossier de creation.pdf
- Eutde impact\_ZAC Mosson Sud.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Paul - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux. Afin de conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain de la Mosson, un avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes a été validé par l'ANRU et les partenaires associés. Celui-ci, mis en œuvre en 2023, vise à amplifier les interventions, en intégrant la transformation du secteur Saint-Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires ou la poursuite des interventions sur le grand mail.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson prévoit d'affirmer sur le secteur Saint-Paul une nouvelle attractivité et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par la réhabilitation des logements sociaux et la construction de logements privés ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements, de services publics, de commerces et une redynamisation du tissu économique ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement, notamment en proposant des espaces publics qualitatifs ;
- De transition écologique en développant l'accès aux transports en commun et aux mobilités actives, en assurant la réhabilitation énergétique des bâtiments existants et en veillant à la qualité environnementale des bâtiments qui seront construits.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du secteur Saint-Paul, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue.

Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 26 juillet 2022 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC. Le Conseil de Métropole a ensuite approuvé en date du 30 mars 2023 le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 12 octobre au 10 novembre 2022.

A l'issue de cette concertation, le dossier de création de la ZAC a été élaboré. Les fondements du projet urbain du secteur Saint-Paul sont de :

- *Conforter la vocation « servante » du quartier et amplifier son rayonnement géographique et temporel* : maintenir et optimiser les équipements existants, restructurer l'appareil commercial et amplifier sa portée, créer un véritable espace public central et fédérateur complété d'un réseau d'espaces de proximité ;
- *Accroître la porosité entre le Parc de la Mosson, Malbosc et le quartier Saint-Paul* : favoriser les accès, les parcours et les portes d'entrées aux deux parcs, multiplier les points de passage et les parcours possibles, gommer les notions de limite ou de frontière entre les milieux bâtis et naturels ;
- *Augmenter le couvert végétal entre les parcs de Mosson et de Malbosc* : amplifier l'impact des cours paysagers en l'étendant à l'ensemble du quartier de Saint-Paul, lier les deux parcs de la Mosson et de

Saint-Paul en diffusant massivement le couvert végétal au sein du quartier, créer un continuum paysager, pacifier l'avenue de l'Europe et restituer l'espace pour un corridor paysager qui fasse lien ;

- *Diversifier et amplifier le réseau d'espaces publics du quotidien* : consolider les espaces de rencontre existants, valoriser un espace public central fédérateur, diversifier les espaces publics en créant un réseau d'espaces d'usages et de tailles variés, pour diffuser le flux de déplacements depuis l'arrêt de tramway jusqu'au cœur de Saint-Paul et de l'Agathois ;
- *Développer des parcours et des traversées nord-sud* : désenclaver Saint-Paul en favorisant les traversées nord-sud, faire en sorte que Saint-Paul remplisse son rôle de "*liant*" entre la Paillade et les Hauts de Massane ;
- *Densifier autour de l'arrêt de Tramway* avec de fortes intensités programmatiques pour créer un vrai pôle d'intensité, viser des architectures ambitieuses.

La ZAC Saint-Paul s'étendra sur un périmètre de 26 ha. Le programme prévisionnel de constructions représente 55 000 m² SDP (Surface De Plancher) prévisionnelle se répartissant de la manière suivante :

- +/- 15 000 m² SDP prévisionnelle à dominante tertiaire ;
- +/- 20 000 m² SDP prévisionnelle à dominante résidentielle ;
- +/- 15 000 m² SDP prévisionnelle d'un programme à dominante économique à vocation commerciale ;
- +/- 5 000 m² SDP prévisionnelle pour un équipement public scolaire.

L'ensemble des programmes immobiliers développés intégreront des socles actifs permettant de garantir l'animation en relation avec la requalification des espaces publics de la ZAC.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC a été sollicité en date du 7 mars 2023. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a rendu un avis le 9 mai 2023, précisant qu'elle n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, et à la délibération du Conseil de Métropole en date du 30 mars 2023, le dossier finalisé à l'issue de la concertation préalable, incluant le dossier de création de ZAC, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et le bilan de la concertation préalable a été soumis à la participation du public par voie électronique du 23 mai au 23 juin 2023.

A l'issue de la période ouverte à la participation du public, un mail avec des observations et des questions a été envoyé, portant sur la question des dépôts sauvages de détrit.

Les contributions apportées dans le cadre de cette participation du public par voie électronique sur le projet de dossier de création de la ZAC Saint-Paul n'imposent donc pas de modifier le dossier en l'état et tel que présenté, et n'impactent pas la décision qui pourra être prise par le Conseil de Métropole sur le projet. Le rapport détaillé est joint en annexe de la présente délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la ZAC Saint-Paul sur la Commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de la ZAC Saint-Paul sur le territoire de la Commune de Montpellier ;
- De fixer le périmètre de la ZAC Saint-Paul, conformément au plan figurant dans le dossier de création ;
- D'adopter le programme global prévisionnel des constructions, établi sur une surface de plancher de l'ordre de 55 000 m² tel que détaillé ci-avant et dans le rapport de présentation du dossier ;
- D'exonérer les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Saint-Paul de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement majorée conformément aux dispositions des articles L. 331-7 et R. 331-6 du Code de l'urbanisme ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239231A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ZAC Saint-Paul - Avis MRAE.pdf
- ZAC Saint Paul - PPVE - Bilan.pdf
- ZAC Saint-Paul - Dossier de creation.pdf
- Eude impact\_ZAC Saint-Paul\_p80\_502.pdf
- Annexes\_ZAC Saint-Paul - Etude dimpact.pdf
- Eude impact\_ZAC Saint-Paul\_pp1-79.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Acquisition des parcelles cadastrées OL n° 32 et 73 - 140 rue Mas de Bringaud - Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier, par une délibération en date du 26 juillet 2021, a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation, inscrite dans le vaste projet de rénovation de la restauration scolaire de la Ville visant à une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire et à l'éducation des jeunes générations.

Il a été décidé d'implanter cette Cité de l'alimentation sur un terrain jouxtant le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le MIN de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la Cité de l'alimentation à proximité.

Afin de saisir les opportunités foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable afin qu'il réalise les acquisitions sur ce secteur. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

Dans le cadre de l'opération de la Cité de l'alimentation et la mise en œuvre des projets métropolitains sur le secteur concerné, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité l'EPFO afin de se porter acquéreur des parcelles cadastrées OL n°32 et 73, d'une surface totale de 11 939 m<sup>2</sup>, situées 140 rue du Mas de Bringaud dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, sur lesquelles se situent un entrepôt et des bureaux destinés à la démolition.

Il est ainsi proposé d'acquérir ces biens au prix de revient transmis par l'EPFO, fixé à de 3 251 107.95€ TTC (trois millions deux cent cinquante et un mille cent sept euros et quatre-vingt-quinze centimes / toutes taxes comprises), conformément à l'avis des Domaines, frais de notaire en sus.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées OL n° 32 et 73 situées 140 rue du Mas de Bringaud dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, propriété de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, au prix de 3 251 107.95€ TTC (trois millions deux cent cinquante et un mille cent sept euros et quatre-vingt-quinze centimes / toutes taxes comprises) frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234657-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AR 2023.34172.28452 . DS 12170825.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Avenant à la convention de carence n°1 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Georges d'Orques - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2020-2022, plusieurs communes de l'Hérault, parmi lesquelles la Commune de Saint Georges d'Orques, ont fait l'objet d'un constat de carence.

Au titre de la période triennale 2017-2019, l'objectif de la Commune de Saint Georges d'Orques consistait en la réalisation de 90 logements. Le bilan de cette période fait état d'une progression de la réalisation à hauteur de 50 logements. Au vu de ce taux de réalisation et du taux de logements locatifs sociaux réalisés sur la Commune, Monsieur le Préfet de l'Hérault, par arrêté n°DDTM34-2020-09-11369 du 18 décembre 2020 a renouvelé le constat de carence.

Depuis la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion (article L.210-1 du Code de l'urbanisme), l'exercice du droit de préemption est transféré au représentant de l'État dans le département pendant toute la durée de l'arrêté portant constat de carence. Sur la Commune de Saint Georges d'Orques, le droit de préemption urbain et renforcé a ainsi été délégué par l'Etat à l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 07 février 2022.

Dans ce contexte, par convention signée le 21 janvier 2022, le représentant de l'Etat dans le département de l'Hérault, la Commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole ont confié à l'EPF Occitanie une mission d'acquisitions foncières sur les périmètres de la Commune où la production de logements est possible. Pour la mise en œuvre de cette mission, un engagement financier prévisionnel de 2 000 000 € était prévu pour la durée de la convention soit sur une durée de 6 ans.

La Métropole s'y engage à accompagner la Commune en termes d'ingénierie, en assurant les évolutions des documents d'urbanisme, des outils d'action foncière, et en intégrant dans sa programmation les aides à la pierre nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, tout en facilitant les rapprochements avec les bailleurs sociaux si cela est nécessaire.

En parallèle, la commune a souhaité signer avec l'EPF Occitanie une convention pré-opérationnelle spécifique sur les copropriétés de l'Orée de Montpellier en janvier 2019.

Les obligations de rachat au titre de ces deux conventions portent sur la Commune.

Au regard des évolutions souhaitées par la Commune, il est sollicité de procéder à la signature d'un avenant n°1 à la convention de carence portant à la fois sur l'augmentation de l'enveloppe budgétaire de 2 millions d'euros à 4 millions d'euros et de modifier la clause d'actualisation de prix de cession à partir de la 4<sup>ème</sup> année révolue, et non plus la 4<sup>ème</sup> année à compter des paiements intervenus par l'EPF Occitanie. Pour ces motifs, les articles 3.2 et 7.6 de la convention de carence désignée du 21 janvier 2022 sont proposés à la modification, par un avenant n°1 à la convention de carence.

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de carence entre l'Etat, la Commune de Saint Georges d'Orques, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237273-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe - Projet avenant 1 SGDO Carence 2020 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune Saint Jean de Védas - Secteur cœur de village - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Saint Jean de Védas - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le contexte global de densification du tissu urbain de la Commune comptant actuellement 11 000 habitants, Saint Jean de Védas a souhaité accompagner la mutation d'un village vers une ville de 15 000 habitants et garantir une cohérence urbaine entre les anciens et nouveaux quartiers.

Dès 2017, la commune a créé, par modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU), un Périmètre d'Attente et de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) sur le secteur dit « *Extension du Cœur de Ville* ». Ce secteur considéré comme un élargissement du cœur villageois depuis le village patrimonial jusqu'au quartier nouveau de Roque Fraïsse, englobe les faubourgs vigneron, le quartier de l'Ortet et l'îlot de l'ancienne cave coopérative. Dans ce cadre, la Commune a réalisé une étude urbaine sur ce secteur, dont les ambitions étaient de favoriser l'émergence d'une centralité forte et attractive, nécessaire pour la Ville, en répondant aux enjeux identitaire, de fluidité des espaces publics et d'accompagnement du processus de densification urbaine.

S'appuyant sur un diagnostic complet du secteur analysé sous différentes approches, un plan d'actions a été défini par la Commune pour transcrire les objectifs suivants sur ce périmètre :

- Apaiser l'espace public et favoriser les usages cycles et piétons ;
- Maîtriser le potentiel de densification et identifier les fonctions d'usages ;
- Conforter le cadre paysager et climatique.

La synthèse de ces objectifs a permis de définir les principes programmatiques de réinvestissement urbain sur ce secteur, objet de pressions foncières.

Dans ce contexte, la Commune a instauré en décembre 2021 un périmètre d'étude au sens de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme sur l'ensemble du périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pour mener à bien cette démarche d'accompagnement du développement de la Commune, la Commune de Saint Jean de Védas, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu, dans un premier temps, la signature d'une convention pré-opérationnelle afin :

- De réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- D'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- De mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

C'est dans ce cadre qu'une convention pré-opérationnelle est proposée, visant à définir les engagements et obligations prises par les trois parties à la convention pour une durée de 5 ans et selon un engagement financier de l'EPF de 4,9 millions d'euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pré-opérationnelle entre la Commune de Saint Jean de Védas, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236544-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 validée - convention pré-opérationnelle SJDV.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Vente du terrain cadastré BB 352 à la société VESTIA - 160 avenue de Bigos - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire du terrain cadastré BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> situé 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques (PAE) du Salaison, a approuvé la mise en vente publique de bien.

En effet, dans le cadre du développement économique du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée d'un Plan d'Accompagnement et de Concertation Territoriale Economique (M'PACTE) visant à favoriser la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur son territoire. Elle a engagé sur le PAE du Salaison, créé en 1965, un projet de requalification visant à renforcer son attractivité, à optimiser le foncier existant et à renforcer la trame paysagère en préservant la ripisylve du Salaison.

La première phase de requalification du site a permis de mobiliser une vingtaine d'hectares de foncier pour développer près de 50 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et accueillir plus de 50 nouvelles entreprises.

La seconde phase concerne la revalorisation de la façade urbaine du parc d'activités économiques située le long de la route métropolitaine RM 613 et la conduite d'actions de préservation des trames bleue et verte existantes, leur consolidation par de nouvelles plantations et l'amélioration de leurs fonctions écologiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase de requalification, la Métropole a proposé la mise en vente publique de la parcelle de terrain cadastré BB 352 en lançant un appel à projets en vue de trouver un acquéreur pour la réalisation d'un programme multi-activités d'une surface de plancher minimale de 4 500 m<sup>2</sup>.

Il a été proposé une sélection des candidats en deux phases :

1. Une sélection de quatre candidats par une commission *ad hoc* composée d'élus de la Métropole et de la Commune de Vendargues après publicité, sur la base des critères suivants : références de l'acquéreur et de son équipe en matière de réalisation de programmes comparables (30%), sa capacité financière à acquérir et à porter le projet (20%) et la démonstration d'une première approche sommaire des intentions d'aménagement, les interactions entre les différents membres potentiels de l'équipe et la programmation envisagée (50%) ;
2. Une sélection de l'acquéreur final sur la base d'un projet, dont la faisabilité sera techniquement et financièrement assurée sur la base des critères suivants : l'intégration et l'organisation fonctionnelle de l'opération (40%), le respect du programme et la pertinence des propositions (40%), l'offre financière et le montage opérationnel (20%) sur la base d'un prix-plancher de 900 000 € HT nets vendeurs, basé sur une valorisation de charges foncières à 200 €/m<sup>2</sup> pour la création *a minima* de 4 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Le 16 septembre 2022, date limite de dépôt des offres d'acquisition, dix dossiers ont été déposés. La Commission précitée qui s'est réunie le 8 décembre 2022 a sélectionné quatre candidats pour participer à la deuxième phase de mise en vente. Les quatre candidats ont été auditionnés par la Commission le 9 mars 2023 pour constater le degré qualitatif des quatre projets. Après cet entretien, la date de remise des offres a été fixée au 9 mai 2023.

Après analyse des trois offres déposées, un candidat ayant décliné sa participation à la 2<sup>ème</sup> phase, la société VESTIA a été désignée comme lauréate de cet appel à projets. La Commission a fondé son avis notamment sur la prise en compte des contraintes hydrauliques du secteur, la qualité architecturale de l'opération, ainsi que la prise en compte du développement durable. En effet, le projet, d'une surface de plancher de 5 750 m<sup>2</sup>

propose une construction de modules en bois, des stationnements de véhicules et programme, 32 % d'espaces libres sur la parcelles tout en respectant une programmation de locaux d'activités mixte correspondant aux besoins identifiés par la Métropole sur ce secteur.

Au vu de l'avis du Pôle des évaluations domaniales, il est donc proposé de suivre l'avis de la Commission et de procéder à la cession du terrain cadastré BB 352 sur la Commune de Vendargues à la société VESTIA au prix de 1 127 500 € HT.

Les conditions essentielles de la vente qui seront reportées au compromis sont notamment l'octroi d'un permis de construire purgé de tout recours en vue de la construction de l'immeuble ainsi que le respect de la programmation. Afin de garantir la pérennité des engagements pris sur la programmation, la Métropole souhaite mettre en place un processus d'agrément durant la commercialisation et disposer d'un pacte de préférence dont la durée et l'étendue sont à convenir d'un commun accord avec le lauréat de l'appel à projets. L'offre proposée par la société VESTIA sera rendue contractuelle en annexe à la régularisation de la vente.

Le planning prévisionnel proposé prévoit une obtention de l'autorisation d'urbanisme définitive à la fin du premier semestre 2024, induisant une régularisation de la vente par acte authentique avant la fin de l'année 2024. Les travaux devraient être terminés au premier trimestre 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la cession, dans les conditions essentielles décrites ci-dessus, de la parcelle cadastrée BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> située 160 avenue de Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques du Salaison, à la société VESTIA, dont le siège social est 26 Allée Jules Milhau à Montpellier, au prix de 1 127 500 € HT nets vendeur ;
- D'autoriser la signature du compromis de vente puis de l'acte authentique, et de saisir en ce sens un office notarial ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christophe BOURDIN.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237952-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- cahier des charges Salaison version 6 mai pour Airs Délib.pdf
- avis Domaines 6 juin 2023.pdf
- VESTIA GROUPE\_Terrain SALAISON BB352\_INDUSPHERE RENDU 3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Carrefour des Déchets - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et idealCO - 7 et 8 septembre 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Pour accompagner les collectivités dans la réduction et la gestion des déchets avec des actions concrètes et des moyens performants, la mise en place efficace du tri à la source des biodéchets conformément aux obligations réglementaires, ou encore pour répondre aux interrogations sur le devenir des installations de traitement, IdealCO anime depuis 1996 deux communautés professionnelles « *Interdéchets* » et « *Traitement des déchets* », rassemblant plus de 18 000 professionnels.

Montpellier Méditerranée Métropole illustre cet engagement par le fort volontarisme de sa stratégie zéro déchet et ses priorités basées sur la prévention, la réduction, le tri sélectif en général et notamment le tri à la source des biodéchets par tous les moyens.

Aussi, la Métropole accueille et co-organise les 13<sup>èmes</sup> Assises Nationales de la Prévention et Gestion Territoriale des Déchets, rebaptisées « *Carrefour des Déchets* » les 7 et 8 septembre 2023 à Montpellier, au Corum, en partenariat avec les acteurs institutionnels locaux.

La Métropole disposera, en qualité de partenaire, d'un droit d'orientation sur les thèmes du programme de la manifestation en accord avec le Comité de Pilotage, d'un affichage sur l'ensemble de la manifestation avec interventions lors des ateliers, affichage du logo de la Métropole sur l'ensemble des documents d'édition dans la rubrique « *co-organisé avec* », d'un édit, d'invitations et de la présence de la Métropole sur l'espace exposition du Carrefour

Le financement forfaitaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 80 000 € TTC pour organiser le Carrefour des Déchets à Montpellier. Ces engagements sont formalisés dans une convention de partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et idealCO, concernant l'accueil du Carrefour des National des Déchets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238940-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention -Carrefour des déchets Montpellier 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle pour l'usage de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2007, une convention réglait les modalités d'accueil des usagers des communes de Mireval et Vic-la-Gardiole et de répartition et de facturation des charges d'exploitation de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole) à Thau Agglo (aujourd'hui Sète Agglopôle Méditerranée). Cette convention a été renouvelée une première fois pour les années 2013 à 2018, puis en 2019. Elle a été interrompue consécutivement aux travaux de réhabilitation opérés sur la déchetterie en 2021-2022 par la Métropole.

A la suite de la réouverture de la déchèterie rénovée, Sète Agglopôle Méditerranée souhaite nouer avec Montpellier Méditerranée Métropole un nouveau partenariat d'usage de la déchèterie, à destination des résidents de Mireval et Vic-la-Gardiole. Cette disposition s'inscrit parfaitement dans le cadre des coopérations territoriales engagées par les deux collectivités. Elle permet ainsi d'éviter la construction d'une déchèterie supplémentaire sur le secteur, d'optimiser les coûts de fonctionnement de la déchèterie pour Montpellier Méditerranée Métropole et de contribuer à la diminution des gaz à effet de serre en réduisant les distances de déplacement. En contrepartie des charges d'exploitation de la déchèterie lui incombant, réparties au prorata de la population totale des communes (suivant les dernières données de population légale publiées par l'INSEE sur la base du recensement de 2020 entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023), Sète Agglopôle Méditerranée propose pour sa part d'accueillir les encombrants issus de la déchèterie sur son Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Villeveyrac (site d'Oïkos).

La présente convention, établie conformément aux articles L- 5111-1-1 et R-5111-1 du Code général des collectivités territoriales, a pour objet de définir les futures modalités de mise à disposition de cet équipement de la Métropole aux habitants ayant droit des deux communes de Sète Agglopôle Méditerranée dans l'intérêt du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers géré par les deux EPCI. Les usagers des deux communes devront être munis d'une carte d'accès spécifiquement éditée et délivrée par Sète Agglopôle Méditerranée. A défaut de présentation de cette carte, les usagers ne pourront être admis. Le règlement du service des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole sera appliqué aux apports des usagers des deux communes.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an et demi environ, courant de sa date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2024.

Sur le plan financier, le montant des charges objet par cette convention est estimé, de manière prévisionnelle pour Sète Agglopôle Méditerranée, à 240 000 € par an avant déduction du traitement des encombrants à Oïkos, soit 80 000 € par an restant à la charge de Sète Agglopôle Méditerranée après cette déduction.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'usage de la déchèterie de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236183-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PP Villeneuve Sete AGGLOPOLE 2023- au prorata et défalq encomb V3.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Cycles de l'eau - Zonage pluvial sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan de la concertation préalable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec les communes de son territoire, a engagé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), afin de répondre à deux objectifs majeurs :

- Décliner localement les orientations stratégiques du projet métropolitain et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en novembre 2019 ;
- Permettre la réalisation des projets urbains locaux.

Parallèlement à cette démarche, l'élaboration d'un zonage pluvial intercommunal est nécessaire pour garantir la cohérence entre la planification de l'urbanisation et la prise en compte des effets de l'imperméabilisation des sols sur le petit et le grand cycle de l'eau.

En effet, l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

- *3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Le zonage pluvial intercommunal se substituera aux zonages existants à l'échelle communale, lorsqu'ils existent et s'ils disposent déjà de prescriptions sur la gestion des eaux pluviales. Il vise plusieurs objectifs, notamment :

- Disposer d'un zonage réglementaire cohérent pour l'ensemble de la Métropole, et adapté aux spécificités du territoire ;
- Proposer des prescriptions de gestion des pluies jusqu'à l'évènement centennal ;
- Favoriser l'infiltration des pluies dans le sol pour réduire le ruissellement et le risque associé, recharger et préserver les nappes, et réduire la pollution des milieux aquatiques.

Compte tenu de ses enjeux, le zonage pluvial intercommunal peut être soumis à une étude environnementale, conformément à l'article R.122-17 du Code de l'environnement.

Par délibération n°M2023-92, le Conseil de Métropole du 30 mars 2023 a approuvé les modalités de la concertation préalable. En application de l'article L.121-15-1 et conformément à l'article L.122-4 du Code de l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé cette concertation du lundi 17 avril au mercredi 31 mai 2023.

Pour informer le public, la concertation a fait l'objet d'une publicité dans le magazine *Montpellier Métropole en commun* n°22 d'avril-mai 2023, ainsi que dans le journal *La Gazette de Montpellier* n° 1815 du jeudi 30 mars 2023.

Une réunion de présentation du projet de zonage et de son règlement, des enjeux associés et des modalités de la concertation a été organisée le lundi 17 avril au siège de la Métropole, à laquelle un peu moins d'une dizaine de personnes a assisté, principalement les représentants des associations des quartiers situés le long du Lez à Montpellier.

Le dossier de la concertation préalable contenant le projet de règlement, le projet de cartes de zonage ainsi que le support de présentation de la réunion publique a été mis à disposition sur le site internet de la Métropole ainsi que sous format papier à l'accueil du siège de la Métropole. Aucune participation n'a été enregistrée sur le registre papier présent à l'accueil de la Métropole, et dix participations ont été enregistrées sur le site internet.

Au terme de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole tire le bilan suivant :

- La Commune de Grabels demande à classer sur la carte de zonage le secteur de la Valsière en zone 1. Au vu des éléments nouveaux sur ce secteur, notamment la mise en sécurité du CHU de Montpellier et la construction prochaine d'un bassin écrêteur de crues sur la Valsière, il est proposé de classer en zone 1 le secteur de la Valsière qui s'écoule vers Montpellier ;
- Une remarque porte sur l'actualisation des cartes diffusées dans le cadre de la concertation. Cette remarque n'est pas retenue car les cartes présentées lors de la réunion publique sont identiques à celles soumises à la concertation ;
- Deux remarques concernent des projets en cours sur le territoire sur les secteurs de Malbosc à Montpellier et Montpeyre à Saint Georges d'Orques. Les règles du zonage pluvial s'appliqueront sur les demandes d'urbanisme de ces projets si ces dernières sont déposées après approbation du zonage pluvial. Il est à noter que les services de la Métropole accompagnent déjà ces projets pour mettre en œuvre les principes de compensation de l'urbanisation et la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de ces opérations ;
- Trois remarques sont relatives au caractère actuellement inondable de certains secteurs de la Métropole sur l'avenue des Centurions et chemin de Substantion à Castelnau-le-Lez, les rues Moulin Gasconnet et Aiguelongue à Montpellier, la rue des Perrières à Castelnau-le-Lez, et une quatrième porte plus globalement sur l'inondabilité de l'ensemble du territoire. Le zonage pluvial permettra de réduire le risque inondation sur le long terme, en encadrant les nouveaux projets notamment ceux liés au renouvellement urbain. D'autres actions existent pour réduire les risques d'inondations, comme l'amélioration continue de la connaissance des risques et leur prise en compte dans l'urbanisme ou encore la réalisation des schémas directeurs hydrauliques pour accompagner certaines opérations d'ensemble ;
- Une remarque concerne la politique générale de maîtrise de l'urbanisation, et la demande d'une étude globale sur les bassins versants du Lez et de la Mosson. Cette remarque n'est pas en lien avec la concertation sur le zonage pluvial ;
- Une remarque précise que la désimperméabilisation au profit de matériaux perméables ou idéalement de surfaces végétalisées devrait commencer au plus vite.

A l'issue de ce bilan, il est proposé d'adapter le projet de zonage pluvial en prenant en compte la remarque émise par la Commune de Grabels sur la carte de zonage et de poursuivre la procédure d'élaboration du zonage pluvial.

Il sera ensuite proposé au Conseil de Métropole d'approuver le zonage et d'engager la phase d'enquête publique. Le zonage pluvial pourra ensuite être adopté par délibération du Conseil de Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au futur zonage pluvial sur le territoire de la Métropole ;
- De poursuivre la procédure d'élaboration du zonage pluvial,

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235293-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Convention cadre de partenariat relatif au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

### **Contexte du projet**

Par conventions approuvées par le Conseil municipal de Montpellier le 27 février 1992 et par le conseil du District de Montpellier le 26 février 1992, la Ville, le District de Montpellier et la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) ont défini les principes généraux :

- De l'alimentation par BRL en eau brute à des fins de potabilisation pour le secours et l'appoint du service des eaux de la Ville de Montpellier et des communes alimentées par le système Lez ;
- De la mise en place et de la gestion par BRL des ouvrages du District nécessaires pour assurer le soutien d'étiage au fleuve Lez, dans le cadre de l'opération « *Lez Milieu Prioritaire* ».

Pour satisfaire les besoins en eau de la Ville et du District, dont la compétence est aujourd'hui exercée par la Métropole, il a été nécessaire que la Ville, le District et BRL réalisent précédemment des aménagements qui sont aujourd'hui interconnectés pour permettre à l'eau brute issue de la Concession régionale de répondre au besoin des usages de la collectivité. Ainsi, sur le territoire de la Métropole, l'architecture hydraulique des aménagements de la Concession régionale a été conçue, au fil du temps depuis 1992, et organisée de sorte qu'une partie des ouvrages ou de leur dimensionnement soit spécifiquement dédiée à la satisfaction des besoins en eau brute du secteur de Montpellier.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu le 1<sup>er</sup> mai 2011, une convention avec BRLE (filiale de BRL) ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles BRLE devait livrer l'eau brute non potable destinée à l'alimentation des réseaux communautaires de desserte, pour satisfaire des besoins d'irrigation à usage agricole et pour l'irrigation d'espaces verts publics et privés.

Ainsi, à la date d'établissement de la présente convention, les usages de l'eau brute issue de la Concession régionale répondent principalement à trois finalités :

- Maintenir dans le Lez un débit minimum instantané de 650 l/s au droit de la station d'épuration MAERA, conformément à l'arrêté préfectoral DREAL/DMMC-34-2020-002 en date du 14 avril 2020 ;
- Satisfaire des usages ne nécessitant pas le recours à une eau dont la qualité la destine à la consommation humaine : il s'agit des usages agricoles ou divers dont l'arrosage des espaces verts ou le soutien d'étiage de cours d'eau ;
- Exercer la compétence eau potable confiée par la Métropole à la Régie et notamment satisfaire en période estivale et en secours les usages en eau potable. L'eau de la Concession régionale est ainsi traitée sur deux usines de potabilisation en maîtrise d'ouvrage de la Régie :
  - L'usine François-Arago qui traite majoritairement les eaux prélevées dans le karst du Lez mais qui peut aussi traiter les eaux de BRL ;
  - L'usine de Valedéau, en cours de conception, qui prévoit la potabilisation d'un débit de 750 l/s et dont la mise en service est prévue à l'horizon 2024.

Selon l'Union Européenne, l'Europe épuise ses ressources en eau douce et s'oriente vers une pénurie pouvant toucher 50% des bassins versants européens d'ici 2030. Le territoire de la Métropole est exposé à ce risque de pénurie particulièrement marqué sur le pourtour méditerranéen. En 2020 à Montpellier, il n'a plu que 362 mm et le territoire n'a produit que 28 Mm<sup>3</sup> d'eau douce. En conséquence, pour répondre à ses besoins, la Métropole a dû importer :

- 4 Mm<sup>3</sup> pour la fabrication d'eau potable ;

- 7,5 Mm<sup>3</sup> pour l'irrigation ;
- 12 Mm<sup>3</sup> pour le soutien à l'étiage du fleuve Lez.

Le territoire est en déficit récurrent de près de 23 Mm<sup>3</sup>/an mais parvient néanmoins à subvenir à ses besoins grâce aux installations mises en place dans les années 1950, qui permettent d'amener les eaux du Rhône en quantité suffisante. Les études de prospective conduites par l'Agence de l'eau apportent une objectivation des effets du changement climatique sur les écoulements du fleuve Rhône : la ressource n'est pas inépuisable mais restera relativement abondante.

Pour autant, les Parties signataires conviennent ensemble qu'il convient d'agir fortement à deux niveaux :

- Promouvoir les économies d'eau tant au niveau des réseaux que par des usages plus rationnels de l'eau ;
- Favoriser la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) là où elle présente peu d'impact sur le milieu naturel, c'est-à-dire sur les secteurs proches littoraux comme c'est le cas pour le territoire de la Métropole.

En cohérence avec cet engagement sociétal, BRL entend favoriser les usages de la REUT en innovant avec la Métropole et la Régie des eaux sur les possibilités de transport d'EUT ou d'eau brute dans ses réseaux, ou en limitant les contrats d'eau brute là où l'EUT peut satisfaire les besoins.

### **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre la Métropole, la Régie des eaux et le maître d'ouvrage concessionnaire régional, BRL, pour définir les grands principes de développement des usages de REUT à partir des aménagements hydrauliques destinés à répondre durablement aux besoins de la Métropole.

Elle vise en conséquence à préserver les intérêts de la Métropole, de la Régie des eaux et de BRL en fixant les règles de gouvernance pour favoriser l'approvisionnement en eau brute issue de la REUT, et en intégrant notamment les enjeux quantitatifs et qualitatifs d'évolution des usages de l'eau dans un contexte d'adaptation au dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité. Les principes définis par la convention visent à favoriser un meilleur accompagnement dans l'adaptation des pratiques agricoles et l'évolution des besoins urbains au plus près des réalités du territoire, notamment en optimisant les aménagements hydrauliques et en organisant leurs règles de gestion.

Les Parties se fixent ainsi comme objectif commun d'optimiser la création et la gestion de réseaux d'eau brute, qu'ils soient desservis par de l'eau issue du Rhône ou des EUT.

Cette démarche, engagée pour 8 ans, constitue pour les Parties une innovation et une expérimentation de gestion concertée et territoriale des ressources en eau de toutes natures et des besoins qu'elles peuvent satisfaire tout en veillant à promouvoir les économies d'eau par un raisonnement des usages

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et BRL, relative au développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236175-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_REUT\_R3M\_BRL.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Substitution de la Régie des Eaux à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des contrats accessoires à la délégation de service public visant l'exploitation de la station d'épuration MAERA - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 24 juillet 1989 le Conseil du District d'Agglomération de Montpellier a confié à la Compagnie générale des eaux, devenue Véolia Eau CGE, l'exploitation de la station d'épuration de la Céreirède, devenue Maera, par traité d'affermage en vigueur du 1er août 1989 au 31 décembre 2014.

La délibération n°11708 en date du 25 juillet 2013 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la relance d'une délégation de service public pour le traitement des eaux usées de la station d'épuration du Maera.

Par délibération n°12567 en date du 30 octobre 2014 le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a attribué à Véolia Eau CGE une délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2021.

Cette délégation de service public a été prolongée par avenant, portant l'échéance du contrat au 31 décembre 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°M2021-102 en date du 29 mars 2021, a approuvé la gestion en régie des services publics de l'assainissement et non collectif.

Par délibération n°M2021-612 en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a étendu le périmètre de compétences de la Régie des Eaux, régie dotée d'une personnalité morale distincte de celle de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'autonomie financière, créée par délibération n°12901 du 28 avril 2015, en lui confiant notamment, en sus des missions prévues lors de sa création, l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole. Les statuts de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont également été modifiés par cette délibération du 14 décembre 2021.

Un marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable a été conclu le 9 septembre 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud en qualité de mandataire.

La mise au point n°1749560 notifiée en date du 9 septembre 2022 a déterminé que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution dudit marché global de performance, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans les conditions des articles L. 3131-1 à L. 3137-5 du Code de la commande publique.

La reprise en régie des services publics de l'assainissement collectif et non collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 a eu pour conséquence la substitution de plein droit de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité délégante, dans les droits et obligations de Véolia Eau CGE, délégataire, à l'échéance de la délégation de service public le 31 décembre 2022.

Cette substitution de plein droit implique que les contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, notamment la convention d'exploitation du site de production basé sur la station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site, ont été, au terme de la concession, transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Exploitant les services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution du marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera conclu le 9 septembre 2022 avec le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud ainsi que pour l'ensemble des contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production basé sur la

station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'acter que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de tous les contrats accessoires à la délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site ;
- D'autoriser en conséquence la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, substituée à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à prendre toutes dispositions et signer tous actes, conventions, avenants et documents de toute nature rendus nécessaires pour l'exercice de cette compétence ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## **Cycles de l'eau - Coopération décentralisée - Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa (Mauritanie) - Conventions cadres de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Si Montpellier a des jumelages et projets de coopérations sur chaque continent, Montpellier est également une ville résolument tournée vers l'Afrique. Les diasporas africaines qui y vivent et qui constituent plus de 65 % des étrangers résidant dans la commune, sont dynamiques, organisées et contribuent au rayonnement du territoire dans leurs pays d'origine, avec lesquels elles entretiennent des liens forts. Le choix fait par l'Etat en 2021 de Montpellier comme territoire d'accueil du Nouveau Sommet Afrique-France était une reconnaissance de cette identité montpelliéraine comme terre d'accueil et de diversité. Montpellier s'est pleinement investie dans cette trajectoire de redéfinition de la relation de la France au continent africain, faite de respect et d'enrichissement mutuel et de mise en valeur des forces de la société civile africaine.

Montpellier est bien déterminée à ce que cette dynamique de redéfinition des liens au territoire africain se prolonge et s'ancre dans la durée. C'est pour faire vivre cette promesse et pour continuer à développer les liens entre l'Europe, la France et l'Afrique, que la Métropole a ainsi décidé, d'une part, de poursuivre le travail entamé pendant le Nouveau Sommet Afrique-France, en organisant, à l'automne 2023, la première édition de la biennale Europe Africa à Montpellier. Ce forum permettra tous les deux ans à Montpellier, la rencontre entre les territoires et les citoyens africains et européens autour des thématiques que sont : la préservation de la ressource en eau, la culture et les Industries Culturelles et Créatives (ICC), le développement économique, le sport, et la coopération universitaire.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à confirmer la poursuite du projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de la Municipalité de Kiffa en Mauritanie.

### **Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa**

Depuis plusieurs années, Kiffa, deuxième ville de Mauritanie est confrontée à un déficit de ressources en eau et à un vieillissement de son réseau d'adduction et de distribution. Parallèlement, les besoins sont en augmentation constante en raison de la sédentarisation de populations nouvelles à Kiffa. La ressource actuellement exploitée ainsi que les équipements de production et de distribution d'eau ne suffisent donc plus à répondre aux besoins, notamment des personnes les plus vulnérables vivant en périphérie de la ville. En 2021, au regard d'une population de plus de 80 000 habitants, il faudrait produire environ 5 000 m<sup>3</sup>/jour pour satisfaire la demande de Kiffa. Or la Société Nationale des Eaux mauritanienne (SNDE) ne parvient à produire que 2 000 à 2 500 m<sup>3</sup>/jour selon les périodes de l'année. Enfin, l'examen préliminaire a révélé que la qualité de l'eau distribuée n'était pas satisfaisante.

La Municipalité de Kiffa a sollicité le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'objectif de mettre en place un dispositif plus performant d'accès et de gestion de l'eau potable à Kiffa en 2016. Après avoir mené plusieurs études de faisabilité d'octobre 2016 à juin 2018 (délibération n°14446), un dossier a été soumis à l'Agence Française de Développement (AFD) en 2019 (délibération n°M2029-462).

L'objectif général du projet : Renforcer l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa.

#### **o Objectifs spécifiques :**

- Meilleure gestion de l'eau et de l'assainissement par la Municipalité de Kiffa ;
- Augmentation du volume d'eau potable produit pour la Municipalité de Kiffa ;
- Amélioration de la distribution de l'eau à Kiffa ainsi que du contrôle de sa qualité ;

o Activités principales :

- Recrutement par la Municipalité de Kiffa d'un Agent de Maîtrise spécialisé dans le secteur de l'eau et l'assainissement (financé par la Municipalité de Kiffa) ;
- Réalisation d'une étude diagnostique globale du secteur de l'eau et de l'assainissement à Kiffa qui établira des recommandations opérationnelles. La réalisation de cette étude associera la Municipalité de Kiffa ainsi que la SNDE ;
- Formation d'agents de la Municipalité de Kiffa et de la SNDE dans le secteur de l'eau, l'assainissement, l'administration et le Système d'Information Géographique ;
- Appui matériel à la Municipalité de Kiffa en particulier des Services Techniques ;
- Réhabilitation du champ captant de Nekkat et réalisation de 2 à 3 nouveaux forages (en fonction des conclusions des diagnostics) ;
- Réhabilitation de 10 bornes fontaine stratégiques ;
- Achat et fourniture à la Municipalité de Kiffa d'un camion-citerne pour distribuer l'eau potable et d'équipements de moto pompage pour faciliter l'évacuation des eaux pluviales ;
- Conception et mise en place d'une stratégie de sensibilisation des populations sur le thème « *Eau Hygiène et Assainissement* » ;
- Plaidoyer auprès de bailleurs pour le financement d'interventions identifiées par l'étude diagnostique.

Au niveau du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- Un film présentant les réalisations du projet sera réalisé et diffusé sur le territoire de la Métropole notamment dans les milieux scolaires à travers la sensibilisation à l'accès à l'eau, à la solidarité internationale et en organisant des échanges d'expériences ;
- L'expertise des agents de la Métropole et de la Régie des Eaux, notamment dans le secteur de l'eau et l'assainissement mais aussi du Système d'Information Géographique, sera valorisée au titre du projet : mobilisation pour concevoir et animer des formations, participation aux instances de suivi du projet, apport d'une expertise technique.

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans soit 36 mois, il débutera fin 2023 et se terminera en 2026.

Le coût total du projet est estimé à 1 614 210 € (dont 1 420 000 € en monétaire et 194 210 € en valorisation) avec les bailleurs ci-dessous :

- Agence Française de Développement : 885 000 € (monétaire)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 400 000 € (monétaire)
- Municipalité de Kiffa : 22 320 € (valorisation)
- Société Nationale d'Eau de Mauritanie (SNDE) : 40 000 € (valorisation)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 266 890 € (135 000 € en monétaire et 131 890 € en valorisation)

Il est proposé une participation à ce financement à hauteur de 9,5% en monétaire par Montpellier Méditerranée Métropole soit 135 000 € ou 45 000€/an

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une Convention Opérationnelle et Financière qui sera établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa, ainsi que la signature d'une Convention Quadripartite qui sera établie entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Municipalité de Kiffa, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de Mauritanie et la Société Nationale d'Eau de Mauritanie (SNDE).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la

Municipalité de Kiffa ;

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Municipalité de Kiffa, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement mauritanien et la Société Nationale des Eaux mauritanienne (SNDE) ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236188-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20230623 Convention Ope??rationnelle et Financie??re 3M - Kiffa.docx
- 20230623 Convention Tripartite 3M-Kiffa-MHA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la septième édition de Futurapolis santé à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

*Le Point* est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

*Le Point* organisera les 13 et 14 octobre 2023 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 6 au dimanche 9 octobre 2022 l'Opéra Comédie de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole participera également aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point*.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-231224-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de coorganisation FuturapolisSante .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la quatrième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Produit par le Groupe *La Dépêche du Midi* qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1ère édition du forum « *Le Monde Nouveau* », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom.

La seconde et troisième éditions du forum « *Le Monde Nouveau* » se sont déroulées à Montpellier en 2021 et 2022.

La quatrième édition se déroulera au cœur du quartier Odysseum à Montpellier (complexe Planet Océan), du 14 au 16 septembre 2023 avec comme thématique majeure : « *Agir ensemble* ».

La Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC pour l'année 2023, répartie comme suit :

- 30 000 € pour la Ville de Montpellier ;
- 30 000 € pour la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236153-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023 - Convention LMN - MONTPELLIER 3M vd.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Musée Fabre - Convention de partenariat presse pour les expositions "Djamel Tatah, le théâtre du silence" et "Germaine Richier. Rétrospective" - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Du 10 décembre 2022 au 16 avril 2023, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a présenté *Djamel Tatah, le théâtre du silence*. Du 12 juillet au 5 novembre 2023, le musée Fabre présente *Germaine Richier, une rétrospective*.

Le *New York Times*, *Télérama* et *Mouvement* ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de *Djamel Tatah, le théâtre du silence*. *Arte*, *Télérama* et *Libération* ont manifesté quant à eux leur intérêt pour être partenaires de *Germaine Richier, une rétrospective*. Ces opportunités permettront d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

**Pour le projet d'exposition *Djamel Tatah, le théâtre du silence*, le musée Fabre s'est engagé :**

- **Envers *New York Times*** : Apposer le logo « *New York Times* » sur la totalité du plan de communication du musée Fabre, à savoir notamment lors des campagnes d'affichage, bannière sur la façade du Musée, insertions presse, dossiers de presse avec page dédiée aux partenaires, en français, cartons d'invitations et affichettes. A offrir 30 billets d'entrée et 1 catalogue d'exposition. Communication estimée à une hauteur de 44 000 €, mais par les accords d'échange, cela revient à 0 €. Et acheter d'une campagne digitale ciblant "*Art et design enthusiasts*" se composant d'une semaine chacune, au lancement de l'exposition et en relance en, ciblant le lectorat "*art enthusiasts*" du nytimes.com (géolocalisées en France, Suisse, Allemagne, Angleterre et USA – budget de 5 000 € TTC) ;
- **Envers *Télérama*** : Apposer le logo « *Télérama* » sur l'ensemble de la communication print et digitale relative à l'événement (affiches, flyers, tracts, site internet avec lien, programme etc.). La reproduction du logo de *Télérama* devra être conforme à sa charte graphique. Le musée Fabre mettra à disposition un bandeau digital avec l'offre d'abonnement promotionnel et/ou un bandeau digital avec le lien rédactionnel *Télérama* dans une des newsletters et à participer aux frais techniques à hauteur de 216 € TTC ;
- **Envers *Mouvement*** : Apposer le logo « *Mouvement* » sur la totalité du plan de communication du musée Fabre, à savoir notamment lors des campagnes d'affichage, bannière sur la façade du Musée, insertions presse, dossiers de presse avec page dédiée aux partenaires, cartons d'invitations et affichettes. Communication estimée à une hauteur de 8 200 €, mais par les accords d'échange, cela revient à 1 440 € TTC.

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 6 656 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

**En contrepartie**, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :

- ***New York Times*** s'engage à produire une campagne digitale et à proposer deux insertions 1/4p n&b ;
- ***Télérama*** s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama*

*nationale* » qui paraît le 04 janvier 2023, ainsi qu'un espace dans sa newsletter « *la Quotidienne* » adressée à 110 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre. Cette newsletter sera envoyée aux alentours du lancement de l'exposition, soit 18 décembre 2022. Et à donner accès à *Télérama Sorties* : plateforme de mise en relation entre leurs abonnés et les acteurs culturels. Elle est visible sur la home de *telarama.fr* et promue via des e-mailings et/ou Newsletters quotidienne ou dimanche (enfants), bandeau web ou print auprès de nos abonnés digitaux et/ou vers tous. Le musée pourra y proposer des « *sorties* », exclusivement réservées à leurs abonnés ;

- **Mouvement** s'engage à dédier ½ page dans le n°116, correspondant à la parution trimestrielle de décembre, janvier et février, ainsi qu'à insérer 1 pavé annonçant l'exposition et renvoyant vers la page dédiée à l'exposition sur le site du musée Fabre dans tous les articles pendant une semaine sur le site internet. Ainsi qu'à dédier 1 pavé annonçant l'exposition dans leur newsletter.

**Pour le projet d'exposition « Germaine Richier, une rétrospective », le musée Fabre s'engage :**

- **Envers Arte** : Apposer le logo « *Arte* » sur l'ensemble du plan média, sur les différents supports de communication (print et web), ainsi que sur la signalétique de l'exposition. Offrir 10 billets (pour deux personnes) afin de participer au jeu concours, et fournir un catalogue de l'exposition. Communication estimée à une hauteur de 80 000 €, grâce aux accords d'échange, cela revient à 0 € ;
- **Envers Télérama** : Apposer le logo « *Télérama* » sur tous les supports de communication (affiches, flyers, tracts, site internet impératif avec lien, programme, etc...). Offrir des billets d'entrées pour l'exposition destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 216 € TTC ;
- **Envers Libération** : Apposer le logo « *Libération* » sur l'ensemble des éléments de communication de l'exposition. Il fait mention du nom « *Libération* » dans les supports de communication relatifs au partenariat. Communication estimée à une hauteur de 107 600 € HT, grâce aux accords d'échange, cela revient à 5 400 € TTC.

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 5 616 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

**En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :**

- **Arte** s'engage à diffuser une annonce coup de cœur de 20 secondes pour présenter l'exposition, soit 10 passages pendant une semaine entre juillet et octobre 2023 (à l'antenne, site et réseaux sociaux) ;
- **Télérama** s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraît le 12 juillet (date à confirmer), à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 110 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés ;
- **Libération** s'engage à proposer deux insertions au format 1/3 de page et une format bandeau au lancement de l'exposition, de bannières sur le site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux et application,

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions de partenariat avec ces partenaires presse ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-234732-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-MOUVEMENT-MuseeFABRE-TATAH-2022-2023-OK.docx
- CONVENTION-NYTI-MuseeFABRE-TATAH-2023.docx
- CONVENTION-TELERAMA-MuseeFABRE-TATAH-2022-2023.docx
- Convention partenariat Arte Richier.docx
- Convention partenariat Libé Richier.docx
- Convention Télérrama Richier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Capitale Européenne de la Culture - Attribution de subvention à l'association Montpellier 2028 - Avenant - Exercice 2023 - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 30 mars 2023, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver l'attribution de fonctionnement de 150 000 € à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture. Cette association constitue le support de la candidature du territoire élargi de Montpellier et des collectivités qui sont unies autour de ce projet commun. Le projet a été retenu dans les 4 finalistes avec Rouen, Bourges et Clermont-Ferrand. L'association a lancé un deuxième appel à projets en début d'année, pour continuer de mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux.

Pour permettre à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture de reverser des fonds, il convient de modifier la convention d'attribution de subvention qui lui a été accordée en l'autorisant à reverser tout ou partie de la subvention reçue dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240509-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Subvention\_M\_2028\_Avenant\_Convention\_dattribution\_2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Montpellier 2028 - Candidature au titre de capitale européenne de la culture - Stratégie d'action pour le second tour - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Avec tout un territoire, Montpellier s'est engagée en mars 2022 dans une démarche de candidature au titre de capitale européenne de la culture pour l'année 2028. Cette candidature a été conçue comme un plaidoyer pour la culture et l'affirmation d'un véritable désir d'Europe. Au lendemain d'une longue crise sanitaire qui a éprouvé le secteur de la création et du patrimoine, et au moment même où la guerre en Ukraine conduit à être solidaires d'un pays en lutte pour ses libertés et son indépendance, il est fait le choix d'affirmer l'importance et la force de l'Europe, de la culture comme facteur de paix et de dialogue, pour rapprocher les personnes et les territoires. Ce plaidoyer européen pour la culture s'inscrit dans un contexte de fragilisation de territoires aujourd'hui travaillés par des fractures de nature diverse : citoyenne (défi démocratique), écologique (défi climatique et biodiversité), économique et sociale (accroissement des inégalités).

Pour porter ce plaidoyer, tout un territoire s'est uni et rassemblé au sein de l'association Montpellier 2028 :

- La Ville de Montpellier ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Sète ;
- La Communauté d'agglomération Sète Agglopôle Méditerranée ;
- La Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée ;
- La Communauté de communes du Grand Pic-Saint-Loup ;
- La Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault ;
- La Communauté de communes du Pays de Lunel ;
- La Communauté de communes Terre de Camargue ;
- La Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Le territoire de cette candidature est celui d'un regroupement volontaire de cités qui mêlent espaces urbains et naturels, situées au bord d'une mer commune à tant de peuples et qui a connu tant de civilisations, entre étangs, canaux et premiers escarpements d'un des plus vieux massifs montagneux d'Europe.

### La candidature Montpellier 2028 s'est construite autour de 3 piliers :

- **Relier**, soit relier les individus et valoriser une Europe territorialisée, vécue à échelle humaine, horizontale, transnationale, favoriser les coopérations. Mais aussi se relier au vivant soit modifier l'esthétique relationnelle, changer le rapport au vivant ;
- **Acter**, soit prendre en compte, intégrer que ce soit la science, le donné, le vivant, comme affronter la complexité et repérer les expérimentations. Agir, « *encapaciter* », favoriser les démarches horizontales et renforcer la capacité à agir et l'autonomie ;
- **Célébrer**, soit construire un temps de l'événement, un temps qui fasse sens pour les communautés d'acteurs, un temps qui construise des repères historiques. Donner du sens au commun, célébrer la paix, la solidarité, la science, et célébrer la relation au vivant.

### En regard de ces 3 piliers, la programmation artistique de l'année 2028 s'appuie sur trois axes artistiques :

#### 1) L'eau qui nous relie :

- Les territoires de l'eau : parcourant les territoires, l'eau est constitutive de cultures. Il s'agit d'interroger ces cultures, de relier, de faire évoluer ;
- L'eau qui nous constitue : vecteur du commun, l'eau est une ressource rare. Il s'agit alors d'interroger notre rapport au vivant, de déplacer nos esthétiques ;

#### 2) Futur en série :

- Construire de nouveaux récits de la mutation ;
- Désacraliser le rapport à l'œuvre, bâtir des esthétiques évolutives qui intègrent le réel et la

science ;

### 3) Trans ?

- « *Trans* » entendu comme ce qui passe, ce qui s'écoule ;
- Interroger un préfixe problématique et emblématique de l'époque (transnational, transgénérationnel, transition, transdisciplinaire...) ;
- Enfin, la transe, c'est aussi l'un des états de la célébration.

### Financements :

Le projet de Montpellier 2028, capitale européenne de la Culture, s'appuie sur un budget global prévisionnel établi à 62 millions entre 2022 et 2028, détaillé comme suit :

<b>Revenus du secteur privé</b>	<b>8 025 000 €</b>	<b>13%</b>
Billetterie, merchandising	1 830 000 €	
Mécénat, sponsoring	6 195 000 €	
<b>Revenus du secteur public</b>	<b>53 975 000 €</b>	<b>87%</b>
Ville de Montpellier	8 320 000 €	
Montpellier Méditerranée Métropole	16 930 000 €	
Autres revenus publics (Europe, Etat, collectivités...)	27 225 000 €	
Prix Méline Mercouri	1 500 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>62 000 000 €</b>	

Les principaux postes de dépenses prévisionnelles sont les suivants :

Dépenses liées au programme	39 860 000 €	64%
Promotion et marketing	9 850 000 €	16%
Salaires, frais généraux et administration	9 170 000 €	15%
Autre (aléas et plan d'urgence)	3 120 000 €	5%
<b>Total des frais de fonctionnement</b>	<b>62 000 000 €</b>	

La participation pluriannuelle de Montpellier Méditerranée Métropole à ce budget s'établit à 16 930 000 €.

L'année 2023 a également permis de mener un premier travail de mobilisation des partenaires qui ont été nombreux à répondre présents et à s'engager dans la démarche de candidature de Montpellier 2028 : ainsi, aux côtés des mécènes fondateurs de l'association M28 en 2022, de nombreux mécènes soutiennent en 2023 la démarche, à hauteur d'un million d'euros.

### Calendrier - Rappel des grandes étapes passées et à venir :

#### 2022 :

- **31 mars 2022** : lancement officiel de la candidature de Montpellier 2028 ;
- **Juin 2022** : lancement du premier appel à projet aux acteurs culturels du territoire élargi de la candidature ;
- **De mai à juin 2022** : ateliers organisés sur le territoire de la candidature avec les acteurs de la société civile et acteurs culturels autour de grandes thématiques en vue de nourrir le projet de Montpellier 2028 ;
- **Août à décembre 2022** : déploiement de la programmation née de l'appel à projet #1 sur l'ensemble du territoire ;
- **18 octobre 2022** : lancement du deuxième appel à projet ;
- **21 décembre 2022** : dépôt du dossier de candidature au ministère de la Culture ;

## 2023

- **De février à décembre 2023** : déploiement de la programmation 2023 née de l'appel à projet #2 ;
- **1<sup>er</sup> mars 2023** : Grand oral - présentation du projet devant le jury par la délégation de Montpellier 2028 ;
- **3 mars 2023** : annonce des 4 villes retenues par le jury européen (Montpellier, Clermont-Ferrand, Bourges, Rouen) ;
- **Entre avril et juin 2023** : rencontres et ateliers avec les acteurs de la société civile et acteurs culturels autour des grands enjeux du projet et de la programmation de l'année 2028 ;
- **6 et 14 juin 2023** : ateliers de partage autour de la stratégie culturelle avec les communes de la Métropole ;
- **11 juillet 2023** : vote de la délibération validant l'engagement financier pluriannuel de la Métropole en cas de victoire ;
- **Juillet 2023** : rédaction du deuxième dossier de candidature ;
- **1er novembre 2023** : date limite de dépôt du dossier de candidature ;
- **Entre le 20 et le 24 novembre** : visite du jury sur le territoire ;
- **Entre le 27 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre** : Grand oral #2 - Présentation du projet M28 au jury ;
- **Décembre 2023** : désignation du territoire lauréat.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'engagement de la Métropole comme candidate au titre de Capitale Européenne de la Culture selon la programmation et les conditions énoncées ci-dessus ;
- D'approuver l'engagement financier pluriannuel de la Métropole ;
- De prendre acte du calendrier prévisionnel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année est soutenue l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la culture, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE = CULTURE				
STRUCTURE	N° DOSSIER	DISPOSITIF	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN	00000908	(3M) Culture - Arts	Fonctionnement	10 000,00
MONTPELLIER DANSE	00001186	(3M) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
THEATRE DES TREIZE VENTS	00001274	(3M) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
ECOLE MUSIQUE FRANCINE NORDLAND	00002249	(3M) Culture - Musique	Projet	5 000,00
OCCITANIE FILMS	00001313	(3M) Culture – Cinéma, Audiovisuel Industries Créatives	Projet	4 500,00
TOTAL				119 500,00

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, Mme Mylène MIFSUD, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240050-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 194\_Lettre\_engagement\_2023\_3M.pdf
- 196\_Convention\_Projet\_2023\_3M.pdf
- 195\_Convention\_Fonctionnement\_2023\_3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

# Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2023, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

## 1 – Université de Montpellier

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 14 au 15 décembre 2023, à la Faculté de droit et de science politique, un colloque intitulé « *le territoire dans tous ses états* ».

Cette aventure scientifique et humaine permettra de partager, avec la communauté scientifique française et internationale, ces grands thèmes de recherche. Environ 300 chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants en science politique et sociologie sont attendus.

Une subvention de 1 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## 2 – Sunny Tech

Sunny Tech, sous l'autorité de son Vice-Président Monsieur Joffrey NURIT, organise du 29 au 30 juin, à Sup Agro, le SUNNYTECH édition 2023.

Cet événement a pour but de permettre l'échange entre pairs autour de passionnés de technologie de l'informatique. Cet événement attire de nombreux professionnels (conférenciers, participants) et entreprises (sponsors, participants) de toute la France à Montpellier. Environ 500 participants sont attendus.

Une subvention de 3 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

THEMATIQUE : CONGRES			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	00002348	Le Territoire dans tous ses états	1 500 €
SUNNY TECH	00002332	Sunnytech édition 2023	3 000 €
TOTAL			4 500 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, Mme Florence BRAU, M. Serge GUISEPPIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1 - Convention UM-Le territoire dans tout ses états.pdf
- 2 - Convention SUNNY TECH.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports (PMT) - Recours à l'engagement de Servir - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une police intercommunale nommée Police Métropolitaine des Transports (PMT). Cette police métropolitaine a vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et à accompagner notamment la prochaine gratuité des transports. Elle sera composée de 42 effectifs qui seront recrutés sur la période 2023-2024.

Dans ce cadre, il est envisagé de pourvoir un certain nombre de postes par concours. En effet, le concours est un gage d'investissement personnel du postulant et d'une légitime connaissance de l'environnement professionnel auquel il va être confronté. Tout recrutement par le biais d'un concours engendre une obligation de formation du futur policier municipal appelée Formation Initiale d'Application (FIA) d'une durée de 6 mois auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Cette volonté de la Métropole d'encourager le recrutement d'agents lauréats du concours doit se traduire d'un point de vue opérationnel par une stabilisation des effectifs et la préservation de ces emplois issus de concours pendant un certain nombre de mois.

Dans ce contexte, il est proposé de recourir à l'article L. 423-10 du Code général de la fonction publique relatif à l'engagement de servir des policiers municipaux. Depuis janvier 2022, ce dispositif permet aux communes ou établissements publics ayant recruté des agents issus du concours de leur proposer la signature d'un engagement de servir, pour 3 ans.

En cas de rupture de cet engagement, l'agent rembourse, à la demande de l'employeur territorial, une somme forfaitaire qui prend en compte le coût de sa FIA. Les modalités de calcul de ce montant forfaitaire tiennent compte du temps passé par l'agent sur son poste après sa titularisation, conformément aux taux applicables aux fonctionnaires des trois cadres d'emplois de la police municipale. Une dispense totale ou partielle peut être accordée à l'agent qui rompt son engagement pour des motifs impérieux, notamment tirés de son état de santé ou de nécessités d'ordre familial.

La mise en place d'une obligation de servir, à compter de la titularisation de l'agent, permettrait de fidéliser les emplois pourvus et participerait au maintien d'un effectif stable au sein de ce service.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la mise en place d'un engagement de servir pour les agents de la police métropolitaine des transports ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Modèle Engagement de Servir PMT.docx
- Modèle de courrier engagement de servir.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Police Métropolitaine des Transports - Mise en place de la verbalisation électronique - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 7 juin, 2021, la création d'une Police Métropolitaine des Transports, a été approuvée. Le Conseil de Métropole du 4 avril 2023 a autorisé la signature de la convention intercommunale de coordination des interventions de la Police Métropolitaine des Transports avec les forces de sécurité de l'Etat. Cette convention a été signée le 7 juin 2023.

Cette police métropolitaine à vocation à intervenir sur tout le réseau de transports en commun de la Métropole et, de manière ponctuelle, sur des événements dits « *de risques majeurs* » ou sur des événements d'envergure métropolitaine à caractères festifs, culturels, sportifs, générateurs de fortes affluences. Pour pouvoir assurer les missions dévolues aux agents de la Police Métropolitaine des Transports (PMT), notamment en matière de verbalisation des incivilités, manquements divers aux règles d'usages des transports en communs, tout comme au respect du Code de la route sur les axes utilisés par les véhicules de transports en communs, et de manière générale à toutes les missions dévolues aux agents policiers pour lesquelles les procédures d'amendes forfaitaires sont prescrites, il est nécessaire de doter les agents de la PMT, de moyens de verbalisations électroniques.

Ces moyens de verbalisation se traduisent par la signature d'une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), en lien avec Monsieur le Préfet de l'Hérault. Les principaux objectifs du Procès-Verbal Electronique sont la dématérialisation du recueil des infractions par :

- La rationalisation de l'organisation et la sécurité des procédures ;
- L'assurance de l'équité entre les contrevenants ;
- L'augmentation du taux de paiement des amendes ;
- La centralisation et l'automatisation du traitement des procès-verbaux ;
- L'information complète du contrevenant ;
- Un système sûr, équitable, rigoureux et transparent pour toutes les personnes verbalisées.

Il incombe ensuite à la PMT de se doter du matériel répondant aux normes de l'ANTAI.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ANTAI pour la mise en œuvre du Procès-Verbal Electronique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239131-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANTAI\_Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Astreinte Police Métropolitaine des Transports - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du déploiement de la Police Métropolitaine des Transports (PMT) qui sera composée à terme de 42 agents, il est nécessaire pour assurer un fonctionnement optimal du service de prévoir un régime d'astreintes afin de garantir la continuité du service public conformément aux points actés dans le cadre de la convention intercommunale de coordination signée par les 31 maires des communes de la Métropole et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

A ce titre la convention intercommunale de coordination de la PMT prévoit notamment à l'article 2 de :

- Renforcer le niveau de réponse opérationnelle aux situations d'incivilités, de délinquance sur le réseau de transports en commun ;
- Soutenir les personnels de la société d'exploitation dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Gestion et sécurisation des grands événements à caractère pluri-communal et à rayonnement important ;
- Interventions dans le cadre des risques majeurs en appuis des polices municipales locales (inondation, feux de forêts, ...) ;
- Sécurisations des sites culturels, sportifs et de loisirs à caractère pluri-communal et métropolitain et générateurs d'affluence importante.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale et en référence à l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur, applicable aux autres filières que la filière technique. Pour rappel, les indemnisations ou récupérations ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

A ces égards, il convient de pouvoir assurer une présence des agents en dehors des heures de présences normales de service particulièrement dans le cadre du soutien aux personnels de la TaM (incident majeur, crime ou délit...) et en appui aux communes membres dans le cadre des risques majeurs (climatiques, technologiques...).

Parallèlement, il convient d'acter les astreintes nécessaires pour les cadres de la PMT afin de leur permettre de rester joignables et opérationnels dans l'objectif de répondre aux différents acteurs et partenaires (GN, PN, PMs locales, Elus, Direction...) et aux agents engagés sur le terrain.

### Modalités générales :

Les cadres d'astreintes tout comme les agents sont directement joignables sur un téléphone portable professionnel (portable de dotation dans le cadre de leurs missions de voie publique). Les périodes d'astreintes sont fixées à l'avance par la direction de la PMT. De manière générale elles s'articulent sur une semaine entière du lundi matin au lundi matin suivant.

L'articulation de l'astreinte s'établit sur plusieurs degrés :

- Premier degré : le cadre de direction d'astreinte prend en compte la demande qui doit émaner d'une autorité du PSTP, d'un Maire ou du Président de la Métropole ;
- Second degré : le responsable de vacation ou d'équipe est avisé par le cadre de direction, il a la charge de mobiliser les équipes de terrain d'astreintes.

### Astreinte des cadres de direction (administrative et opérationnelle) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le Pool d'astreinte des cadres de direction comprend 2 agents d'astreinte à la semaine :

- 1 cadre de premier niveau d'astreinte par semaine : Responsable PMT, Responsable Adjoint PMT, Responsable suppléant désigné ;
- 1 Cadre de deuxième niveau d'astreinte par semaine : Responsable de vacations ou adjoint au responsable. Mobilisable dès lors qu'il est sollicité par le cadre de premier niveau.

### Astreintes des agents de terrains (opérationnelles) : du lundi 8h au lundi suivant 8h.

Le pool d'astreinte des agents de terrains comprend 4 agents d'astreinte à la semaine :

- Agents de la PMT d'astreinte : Mobilisables dès lors qu'ils sont sollicités par l'astreinte cadre de direction. Les agents d'astreinte sont mobilisables en dehors de leurs heures de service effectives qui s'entendent de manière générale du lundi au vendredi, de 7h à 15h ou 13h à 21h. Les agents sont sous régime d'astreinte en dehors des horaires précités en fonction de leur plage horaire de vacation prévue par le planning.

Pour des nécessités de service et suivant l'organisation de celui-ci, elles peuvent s'articuler sur les durées suivantes conformément au décret en vigueur :

- Lundi matin au Vendredi soir ;
- Vendredi soir au lundi matin ;
- Nuit de semaine ;
- Samedi ;
- Dimanche ou jour férié.

Comme évoqué ci-dessus une astreinte spécifique (nuit, week-end, jour de semaine) peut être décidée en cas d'évènement imprévu spécifique, pour exemple une alerte météo nécessitant un nombre d'agents supérieur à l'astreinte semaine initialement déployée.

### **Rôle et missions**

#### **Du Pool d'astreinte direction :**

En premier lieu le pool de direction répond aux exigences organisationnelles, administratives et opérationnelles de la PMT. Il assure une réponse rapide aux demandes émanant des agents et cadres de la PMT, mais également cadres du PSTP, maires et élus de la Métropole.

Les agents d'astreinte réceptionnent les appels provenant des partenaires extérieurs mais également des agents de la PMT déployés sur le terrain afin de pallier aux problématiques rencontrées dans leurs missions quotidiennes.

L'astreinte de premier niveau prend en compte l'appel, analyse la demande qui doit se conformer aux missions prévues par la convention de coordination. Il mobilise ensuite le cadre d'astreinte de deuxième niveau.

Le cadre d'astreinte du pool direction est l'interface entre les agents déployés sur le terrain et les élus des communes membres de la Métropole, il rend compte de l'activité de la PMT dans le cadre des pouvoirs de police de chaque maire.

#### **Du Pool d'astreinte des agents de terrains :**

Les agents de terrain sont mobilisés par le pool de direction. Le cadre d'astreinte de deuxième niveau prend part à la mobilisation des agents de terrain. Il s'engage avec eux sur le terrain et coordonne leurs missions dans le cadre de l'astreinte.

Ils agissent pour répondre aux missions revêtant un caractère d'urgence définie par la direction afin soit de renforcer les équipes déjà présente sur le terrain ou en cas d'absence d'agents afin de remplir les missions dévolues à la PMT.

Les agents sont appelés pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un évènement soudain ou imprévu.

Les agents de la PMT peuvent être amenés à intervenir pour tout évènement important impactant le territoire métropolitain et relevant soit de la sécurité civile (risques majeurs), soit de la sureté impactant le réseau de transports en communs (évènements climatiques, incendie, risques attentats...).

#### **Modalités d'exemptions :**

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235487-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Avenant à la convention de service commun du Pôle Culture et Patrimoine - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Le service commun du Pôle Culture et Patrimoine ainsi créé ne comprend à ce jour que les deux postes de co-directeur. Au vue de l'avancée de la réorganisation, il convient d'élargir le service commun du pôle Culture et patrimoine d'une part et y intégrer d'autre part l'ancien service commun direction de la Culture créé en décembre 2020 afin de répondre aux enjeux organisationnels.

Le service commun **Pôle Culture et Patrimoine** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes des services centraux, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu comprend les services suivants :

- La direction de pôle ;
- Le service rendez-vous culturels ;
- Le service création artistique et industries culturelles ;
- Direction déléguée développement des publics, partenariats et ressources hors service maîtrise d'ouvrage ;
- Unité patrimoine de la direction déléguée aux patrimoines et aux musées.

Le service commun du Pôle Culture et Patrimoine est rattaché à la Métropole.

La convention de service commun précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service communs Pôle Culture et Patrimoine ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236437-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant à la convention du Pôle Culture et Patrimoine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Métropolitain de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés et mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### *I. Créations de postes permanents.*

Un poste est proposé en création nette. Quatorze postes sont proposés pour acter des évolutions de postes (transformation, évolution du temps de travail et pérennisation d'agents en mobilité contrainte) dont les suppressions correspondantes vous seront présentées lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Mission action extérieure et relations et relations internationales : un poste à temps complet dans le cadre de la transformation du cadre d'emplois du poste. En l'absence de Comité Social Territorial, la suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation, trois postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation :

- Un poste pour permettre de doter le pôle de moyens supplémentaires ;
- Un poste pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte ;
- Un poste pour faire évoluer le cadre d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, la suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle culture et patrimoine : quatre postes permanents à temps non complet pour tenir compte de l'augmentation du temps de travail pour des assistants d'enseignement artistique. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle déchets et cycle de l'eau : six postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation et pour faire évoluer les cadres d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle ressources humaines : un poste à temps complet pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les quinze postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

## ***II. Mises en conformité***

Il est proposé la mise en conformité de trois postes au Pôle culture et patrimoine et d'un poste au Pôle moyens généraux tels que présentés en annexe 2.

## ***III. Création de postes non permanents (contrats de projet)***

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Deux postes sont créés au Pôle patrimoine immobilier et sobriété énergétique. Il s'agit de deux postes de catégorie A de la filière technique (ingénieur en chef), afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de concevoir et suivre les chantiers de construction. Les agents devront justifier d'un diplôme d'architecte. Les agents assureront à temps non complet :

- Les fonctions d'ingénieur thermicien à raison de 17 heures 50 hebdomadaire pour le premier poste ;
- Les fonctions d'ingénieur structures à raison de 14 heures hebdomadaire pour le second poste.

Un poste est créé au Pôle déchets et cycle de l'eau. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière technique (ingénieur) afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit d'effectuer les études et de piloter des actions pour le contrat grand cycle de l'eau Lez et Mosson.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236550-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Créations.pdf
- Annexe 2 MEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Boris BELLANGER, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Sylvie ROS-ROUART, Bernard TRAVIER

## Ressources - Règlement relatif à la protection fonctionnelle des élus et des agents - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La protection fonctionnelle désigne l'ensemble des mesures de protection et d'assistance dues par l'administration envers ses élus et ses agents afin de les protéger et de les assister contre les attaques dont ils font l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, en raisons de celles-ci, et à raison de faits n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle.

Les textes régissant la protection fonctionnelle sont détaillés aux articles L. 134-1 et suivants du Code de la fonction publique, dans le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit et les circulaires FP n°2158 du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelle des agents publics de l'État et du 2 novembre 2020 visant à renforcer la protection des agents publics face aux attaques dont ils font l'objet dans le cadre de leurs fonctions. Il peut s'agir d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de violences, d'injures ou de diffamation, d'outrages etc., pouvant être commis par des agents ou élus ainsi que par des tiers (usagers et administrés, notamment).

De la même manière, un élu ou un agent faisant l'objet de poursuites civiles (faute de service) ou pénales peut se voir accorder la protection fonctionnelle jusqu'à l'établissement de la réalité des faits.

Elle peut être accordée aux élus, agents titulaires, contractuels, collaborateurs occasionnels, contrats aidés, aux anciens agents ainsi qu'au conjoint, concubin, partenaire de PACS, enfants et ascendants directs de l'agent.

Un lien de causalité entre le fait générateur de l'attaque ou l'agression et les fonctions exercées par l'agent ou l'élu doit être établi et aucune faute personnelle ne doit pouvoir être imputée à l'agent.

La protection fonctionnelle se matérialise généralement par deux grands axes :

- Actions de prévention et de soutien :
  - Éventuelle mise en sécurité en faisant cesser la situation créatrice du dommage ;
  - Soutien avec un rôle primordial de la hiérarchie ;
  - Écoute et prise en charge psychologique et/ou médicale éventuellement ;
- Accord (ou non) de la protection fonctionnelle, conduisant à la prise en charge :
  - Des frais d'avocats dans le cadre de procédures devant les tribunaux ;
  - Des frais de procédure devant les tribunaux ;
  - Des indemnisations en cas d'insolvabilité des auteurs d'infractions reconnus coupables.

Afin d'harmoniser le traitement des demandes et de fixer un cadre dans le cadre du 2<sup>e</sup> axe évoqué ci-dessus, un règlement (identique pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier) est proposé afin de pouvoir déterminer :

- La procédure administrative à suivre en interne avec le support de la hiérarchie ;
- Les modalités financières de traitement des dossiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du règlement relatif à la protection fonctionnelle, applicable aux élus et aux agents métropolitains ;
- De dire que les recettes et dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236679-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023\_07\_11\_projet\_reglement\_protection\_fonctionnelle\_3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée. Ont été élus :

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
Collège de déontologie des élus de Montpellier Méditerranée Métropole	<i>3 personnalités qualifiées titulaires :</i> Monsieur Régis CAYROL Monsieur Patric RUSSAC Madame Valérie SOULIE  <i>2 personnalités qualifiées suppléantes :</i> Monsieur Lucas FREISSES Madame Marie REVERDY
MO.CO Montpellier Contemporain Conseil d'administration	<i>1 personnalité qualifiée :</i> Monsieur Pascal FORBIN <i>en remplacement de</i> Monsieur Philippe PIGUET
Montpellier Danse Conseil d'administration	<i>1 personnalité qualifiée :</i> Monsieur Didier DESCHAMPS <i>en remplacement de</i> Monsieur Patrick MALAVIEILLE

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver la désignation de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-237457-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Le tableau figurant en annexe est modifié en ce sens.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236672-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau des commissions 11-07-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI**

## Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

### I. Affectation du résultat du compte administratif 2022 du budget principal

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 al 1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter : 148 905 486,09 €
- Résultat d'investissement hors reports : -124 476 856,01 €
- Solde des reports d'investissement : -1 365 704,20 €
- Besoin de financement de la section d'investissement : 125 842 560,21 €

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

### II. Affectation des résultats du compte administratif 2022 des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif

A la suite de la suppression des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au 31 décembre 2022, et à l'adoption des comptes administratifs de ces budgets le 1<sup>er</sup> juin 2023, il convient de transférer les résultats de ces budgets annexes au budget principal.

Les résultats du budget annexe assainissement devront faire l'objet d'un transfert à la Régie des eaux et de l'assainissement à l'issue de l'exercice 2023, déduction faite des charges nettes supportées en 2023 par le budget principal de la Métropole pour la compétence assainissement pour les charges et produits concernant l'exercice 2022 payées ou encaissées en 2023 (dépenses - recettes).

Les résultats du budget annexe assainissement non collectif sont transférés à la Régie des eaux et de l'assainissement, assurant désormais la gestion de cette compétence.

Afin de transférer les résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « *Hélios* », il doit être procédé à la contraction des résultats de ces budgets annexes avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

- 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 127 693 319,83 €  
(Contraction des résultats du budget principal 124 476 856,01€ + budget annexe de l'assainissement 3 231 281,88€ - budget annexe de l'assainissement non collectif 14 818,06 €)
- 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 129 073 842,09 €  
(Contraction des résultats du budget principal 125 842 560,21€ + budget annexe de l'assainissement 3 231 281,88 €)
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 27 562 421,12 €  
(Contraction des résultats du budget principal 23 062 925,88 € + budget annexe de l'assainissement

4 420 715,44 € + budget annexe de l'assainissement non collectif 78 779,80€)

- 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'assainissement non collectif à la régie des eaux : 78 779,80 € ;
- 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de l'assainissement non collectif à la régie des eaux et de l'assainissement: 14 818,06 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal 2022 à la section d'investissement pour un montant de 125 842 560,21 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 23 062 925,88 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 124 476 856,01 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 125 842 560,21 € ;
  - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 23 062 925,88 € ;
- D'autoriser la reprise des résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238511-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI**

## Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 6 décembre 2022, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'assainissement. A la suite de l'adoption du compte administratif de ce budget le 1<sup>er</sup> juin 2023, il est proposé que les résultats constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux et de l'assainissement, déduction faite du montant des restes à réaliser intégrés au budget principal.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter : .....	7 651 997,32 €
- Résultat d'investissement hors reports : .....	-3 231 281,88 €

Il est proposé que les résultats du compte administratif 2022 constatés soient intégrés au budget principal.

A l'issue de l'exercice 2023, ces résultats feront l'objet d'un transfert à la Régie des eaux, finançant désormais les charges d'assainissement, déduction faite des charges nettes supportées en 2023 par le budget principal de la Métropole pour la compétence assainissement pour les charges et produits concernant l'exercice 2022 payées ou encaissées en 2023 (dépenses-recettes).

Ces dépenses et recettes sont suivies sur le budget principal 2023 grâce à un code analytique dédié.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 du budget annexe de l'assainissement à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 420 715,44€ ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 3 231 281,88 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 420 715,44 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238531-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI**

## Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 6 décembre 2022, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'assainissement non collectif. A la suite de l'adoption du compte administratif de ce budget le 1<sup>er</sup> juin 2023, il est proposé que les résultats constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux et de l'assainissement, assurant désormais la gestion de cette compétence. Il n'y a pas de restes à réaliser sur ce budget.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2022 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter:.....	78 779,80 €
- Résultat d'investissement:.....	14 818,06 €

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 du budget annexe de l'assainissement non collectif à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 78 779,80 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 14 818,06 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 78 779,80 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 78 779,80 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 14 818,06 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI**

## **Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2022 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter: 3 823 559,09 €
- Résultat d'investissement hors reports : -85 530,42 €
- Solde des reports d'investissement : -675 644,16 €
- Besoin de financement de la section d'investissement : 761 174,58 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2022 à la section d'investissement pour un montant de 761 174,58 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 062 384,51 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 85 530,42 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 761 174,58 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 062 384,51 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236703-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

## Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 23 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT – article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1<sup>er</sup> juillet 2023 à 2 554 878 289 € sur le budget principal.

### I. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2023 :

Il est proposé de réviser le montant des autorisations de programme suivantes :

#### **BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU -REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2023	AP APRES BS 2023
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE DE LA MOSSON	5 399 524	50 000	5 449 524
M21NBUS02	POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	9 587 967	1 089 295	10 677 262
<b>Somme :</b>		<b>14 987 491</b>	<b>1 139 295</b>	<b>16 126 786</b>

**II. Les APCP inchangées :**

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

**BUDGET PRINCIPAL :**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMEPEG16	AMENAGEMENT PIEMONTS ET GARRIGUES	3 522 630
VOIPLO16	VOIRIE PLAINE OUEST	25 719 545
VOIVDL16	VOIRIE VALLEE DU LEZ	31 026 960
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	5 349 718
CULALG01	HOTEL MONTCALM - MOCO	22 500 000
CULCRR01	CITE DES ARTS	46 905 167
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 708 001
DEAFAB18	FABREGUES PROTECTION COULAZOU	4 915 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS - ANCIEN	11 803 080
DPVDEC18	MODERNISATION PARC DECHETERIES METROPOLE	6 972 000
DRICIN18	CITE INTELLIGENTE	7 110 000
DRIEXT18	EXTENSION DU SDAN (FIBRE)	9 313 207
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE	2 554 043
DUHPIE18	AIDES A LA PIERRE SUR FONDS PROPRES / PARC PUBLIC	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCES DU FENOUILLET	28 891 327
FONAMU05	ACQUISITIONS FONCIERES	117 023 083
MGBSUR18	TRAVAUX SURETE SIEGE METROPOLE	3 810 434
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	REHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	14 240 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
M18CIME01	CREATION D'UN CIMETIERE INTERCOMMUNAL	44 400 000
M18SBRN01	AMENAGEMENT AV NIMES	1 620 000
M18VEHI01	MISE A NIVEAU PARC VEHICULES DAT	4 108 516
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE : ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600

M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020-2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERTTE DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
M21ESPP01	CŒUR DE METROPOLE : COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE	39 400 000
M21ESPP02	CŒUR DE METROPOLE : FOCH PEYROU ARCEAUX	17 720 000
M21GUNRJ1	GUICHET UNIQUE RENOV ENERGIE	16 641 500
M21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES	11 550 000
M21ALLU01	BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE	8 500 000
M21VEGE01	VEGETALISATION DE LA METROPOLE	2 000 000
M21SEC116	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116	1 200 000
M21TRAML5	POURSUITE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY	386 668 229
M21EXTLI1	EXTENSION DE LA LIGNE 1 DE TRAMWAY	46 916 508
M21ROUL02	MATERIEL ROULANT TRAMWAY	180 000 000
M21DEPO02	NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES	60 000 000
M21OUES01	ESPACES PUBLICS LIGNE 5	33 371 040
M21OUES02	RESEAUX LIGNE 5	13 855 200
M21ECOC01	ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES	6 013 000
M21IRDI01	FONDS DE CAPITAL-RISQUE	4 600 000
M22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	18 389 200
M22CAMB01	ZAC CAMBACERES	10 930 000
M22LATT01	LATTARA : CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDES	8 127 236
M22PATC01	SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES	8 000 000
M22LATT02	LATTARA : AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE	7 139 000

M22FICC01	FONDS D'AIDE AUX INDUSTRIES CREATIVES ET CULTURELLES	3 600 000
M22OFS01	ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE (OFS)	2 700 000
M22RM002	CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5)	1 760 000
M22OPER01	PATRIMOINE : FACADES OPERA COMEDIE	1 280 000
M22RM001	CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLENEUVE LES MAGUELONE (RM185)	1 100 000
M22FEC01	FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES	10 000 000
AMECEB16	AMENAGEMENT CADOULE ET BERANGE	4 863 476
AMELIT16	AMENAGEMENT LITTORAL	9 362 704
AMEMTP16	AMENAGEMENT MONTPELLIER	36 746 853
AMEPLO16	AMENAGEMENT PLAINE OUEST	3 324 003
AMEVDL16	AMENAGEMENT VALLEE DU LEZ	5 859 662
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 776 609
DEAGRA18	GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL	4 300 000
DEASHV18	SCHEMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON	13 870 448
MGBRES18	RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP LOI SRU	1 676 885
M21ACCM02	POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	6 250 000
M21PAPI02	PAPI 2 LEZ JUVIGNAC	1 917 102
M22METRO01	REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTRAM	306 000 000
M22MROU01	REHABILITATION DE LA PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	5 980 000
M22NRJV01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN	1 506 825
NETMTP16	ENVIRONNEMENT MONTPELLIER	11 003 650
SOPAR01	PARC MULTI-GLISSE GERARD BRUYERE A BAILLARGUES	16 189 265
VOICEB16	VOIRIE CADOULE ET BERANGE	23 648 821
VOILIT16	VOIRIE LITTORAL	28 628 283
VOIMTP16	VOIRIE MONTPELLIER	154 952 795
VOIPEG16	VOIRIE PIEMONTS ET GARRIGUES	19 119 578
<b>Somme :</b>		<b>2 539 890 798</b>

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à **2 556 017 584 €** (dont 975 436 005 € réalisés au 12 juin 2023 soit un reste à financer de 1 580 581 579 €) sur le budget principal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement le tableau joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238614-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe APCP BS 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2023, adopté le 30 mars 2023, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2022 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2022.

En outre, les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif ayant été clôturés au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser de ces budgets annexes doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2023 du budget principal s'équilibre à 40 708 316,12 € en section de fonctionnement et à 232 989 613,34 € en section d'investissement.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>35 175 095,80</b>	<b>5 533 220,32</b>	<b>40 708 316,12</b>
dont 930 – Services généraux	3 550 467,80		3 550 467,80
dont 931 – Sécurité	123 000,00		123 000,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	204 821,00		204 821,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	-561 321,00		-561 321,00
dont 936 – Action économique	-190 115,00		-190 115,00
dont 937 – Environnement	12 572 471,00		12 572 471,00
dont 938 – Transports	15 587 529,00		15 587 529,00
dont 940 – Impositions directes	517 743,00		517 743,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	500,00		500,00
dont 943 – Opérations financières	3 370 000,00		3 370 000,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		5 533 220,32	5 533 220,32
<b>Total général</b>	<b>35 175 095,80</b>	<b>5 533 220,32</b>	<b>40 708 316,12</b>

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>27 562 421,12</b>	<b>0,00</b>	<b>27 562 421,12</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>13 145 895,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 145 895,00</b>
dont 930 – Services généraux	159 276,00		159 276,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	113 821,00		113 821,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	17 002,00		17 002,00
dont 936 – Action économique	55 000,00		55 000,00
dont 937 – Environnement	686 722,00		686 722,00
dont 938 – Transports	786 693,00		786 693,00
dont 940 – Impositions directes	8 469 633,00		8 469 633,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	2 066 679,00		2 066 679,00
dont 942 – Dotations et participations	791 069,00		791 069,00
<b>Total général</b>	<b>40 708 316,12</b>	<b>0,00</b>	<b>40 708 316,12</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>127 693 319,83</b>	<b>0,00</b>	<b>127 693 319,83</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>87 203 227,45</b>	<b>0,00</b>	<b>87 203 227,45</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>857 601,06</b>	<b>17 235 465,00</b>	<b>18 093 066,06</b>
dont 900 – Services généraux	-219 173,00		-219 173,00
dont 901 – Sécurité	-867 000,00		-867 000,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 102 752,00		-2 102 752,00
dont 904 – Santé et action sociale	76 896,00		76 896,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	906 367,00		906 367,00
dont 906 – Action économique	-1 355 029,00		-1 355 029,00
dont 907 – Environnement	925 585,00		925 585,00
dont 908 – Transports	2 281 698,00		2 281 698,00
dont 921 – Taxes non affectées	-13 809,00		-13 809,00
dont 922 – Dotations et participations	14 818,06		14 818,06
dont 923 – Dettes opération financières	1 210 000,00		1 210 000,00
dont 925 – Opérations patrimoniales		17 235 465,00	17 235 465,00
<b>Total général</b>	<b>215 754 148,34</b>	<b>17 235 465,00</b>	<b>232 989 613,34</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>85 837 523,25</b>	<b>0,00</b>	<b>85 837 523,25</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>124 383 404,77</b>	<b>22 768 685,32</b>	<b>147 152 090,09</b>
dont 900 – Services généraux	70 474,00		70 474,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 637 364,00		1 637 364,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	151 492,00		151 492,00
dont 906 – Action économique	13 785,00		13 785,00
dont 907 – Environnement	200 000,00		200 000,00
dont 908 – Transports	3 553 061,00		3 553 061,00
dont 922 – Dotations et participations	131 073 842,09		131 073 842,09
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-12 316 613,32		-12 316 613,32
dont 925 – Opérations patrimoniales		17 235 465,00	17 235 465,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		5 533 220,32	5 533 220,32
<b>Total général</b>	<b>210 220 928,02</b>	<b>22 768 685,32</b>	<b>232 989 613,34</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le budget supplémentaire 2023 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats des budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif au budget principal à la suite de leur clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239359-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport du BS23 3M
- BS 2023 Principal VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## Ressources - Budget supplémentaire 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2023, adopté le 30 mars 2023, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2022 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2022.

Le budget supplémentaire 2023 du budget annexe parking s'équilibre à **3 062 384,51 euros en section d'exploitation** et à **3 672 354,09 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>62 000,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 062 384,51</b>
dont 011 – Charges à caractère général	62 000,00		62 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 000 384,51	3 000 384,51
<b>Total général</b>	<b>62 000,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 062 384,51</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 062 384,51</b>	<b>0,00</b>	<b>3 062 384,51</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>3 062 384,51</b>	<b>0,00</b>	<b>3 062 384,51</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>85 530,42</b>	<b>0,00</b>	<b>85 530,42</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>675 644,16</b>	<b>0,00</b>	<b>675 644,16</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 911 179,51</b>	<b>0,00</b>	<b>2 911 179,51</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	2 911 179,51		2 911 179,51
<b>Total général</b>	<b>3 672 354,09</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672 354,09</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>761 174,58</b>	<b>0,00</b>	<b>761 174,58</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-89 205,00</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>2 911 179,51</b>
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-89 205,00		-89 205,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 000 384,51	3 000 384,51
<b>Total général</b>	<b>671 969,58</b>	<b>3 000 384,51</b>	<b>3 672 354,09</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le budget supplémentaire 2023 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238534-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- BS 2023 Parking VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## Ressources - Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Année 2023 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2023 ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

Les modalités de fixation des tarifs :

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les typologies des tarifs :

- Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- Redevance : deux redevances sont distinguées : La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc. La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public,

incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Transports et Mobilités – Parkings et Droits de stationnement taxi
  - Sports
  - Culture
  - Service à la population
  - Autres – Fourrière animale et Prestations de reprographies et petites fournitures
- 

Les tarifs de la délibération M°2022-523 des politiques publiques suivantes sont reconduits à l'identique :

- Economie, innovation et attractivité
- Transports et mobilités – Bornes de recharge pour les véhicules électriques
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Autres – Salle Métropolitaine et Mobilisation d'un agent

# TRANSPORTS ET MOBILITES

## 1. PARKINGS : ARCEAUX ET HÔTEL DE VILLE

ABONNEMENTS	Tarif	
	Arceaux	Hôtel de Ville
<b>RESIDENTS</b>		
Abonnement mensuel résident	60,00 €	60,00 €
Abonnement mensuel résident nuit + week-end	15,00 €	40,00 €
<b>TRAVAIL</b>		
Abonnement mensuel travail	100,00 €	100,00 €
Abonnement mensuel travail jour lundi-vendredi (6h-22h)		80,00 €
<b>TOUS USAGES</b>		
Abonnement mensuel petit rouleur	25,00 €	

### Horaires :

**Jour** : de 7h00 à 19h00

**Nuit** : de 19h00 à 7h00

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de Ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
00:15	0,90 €	0,20 €	0,30 €	0,90 €	0,30 €
00:30	1,30 €	0,30 €	0,50 €	1,30 €	0,50 €
00:45	1,70 €	0,40 €	0,70 €	1,70 €	0,70 €
01:00	2,10 €	0,50 €	0,90 €	2,10 €	0,90 €
01:15	2,60 €	0,60 €	1,10 €	2,60 €	1,10 €
01:30	3,10 €	0,70 €	1,30 €	3,10 €	1,30 €
01:45	3,60 €	0,80 €	1,50 €	3,60 €	1,50 €
02:00	4,10 €	0,90 €	1,70 €	4,10 €	1,70 €
02:15	4,60 €		1,90 €	4,60 €	1,90 €
02:30	5,10 €		2,10 €	5,10 €	2,10 €
02:45	5,60 €		2,30 €	5,60 €	2,30 €
03:00	6,10 €		2,50 €	6,10 €	2,50 €
03:15	6,60 €		2,70 €	6,60 €	2,70 €
03:30	7,10 €		2,90 €	7,10 €	2,90 €
03:45	7,60 €		3,10 €	7,60 €	3,10 €
04:00	8,10 €		3,30 €	8,10 €	3,30 €
04:15	8,50 €		3,50 €	8,50 €	3,50 €
04:30	8,90 €		3,70 €	8,90 €	3,70 €
04:45	9,30 €		3,90 €	9,30 €	3,90 €
05:00	9,70 €		4,10 €	9,70 €	4,10 €
05:15	10,10 €		4,30 €	10,10 €	4,30 €
05:30	10,60 €		4,50 €	10,60 €	4,50 €
05:45	10,90 €		4,70 €	10,90 €	4,70 €
06:00	11,30 €		4,90 €	11,30 €	4,90 €
06:15	11,70 €		5,10 €	11,70 €	5,10 €
06:30	12,10 €		5,30 €	12,10 €	5,30 €
06:45	12,50 €		5,50 €	12,50 €	5,50 €
07:00	12,90 €		5,70 €	12,90 €	5,70 €
07:15	13,20 €		5,90 €	13,20 €	5,90 €

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de Ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
07:30	13,50 €		6,10 €	13,50 €	6,10 €
07:45	13,80 €		6,30 €	13,80 €	6,30 €
08:00	14,10 €		6,50 €	14,10 €	6,50 €
08:15	14,40 €		6,70 €	14,40 €	6,70 €
08:30	14,70 €		6,90 €	14,70 €	6,90 €
08:45	15,00 €		7,10 €	15,00 €	7,10 €
09:00	15,30 €		7,30 €	15,30 €	7,30 €
09:15	15,60 €		7,50 €	15,60 €	7,50 €
09:30	15,90 €		7,70 €	15,90 €	7,70 €
09:45	16,20 €		7,90 €	16,20 €	7,90 €
10:00	16,50 €		8,10 €	16,50 €	8,10 €
10:15	16,80 €		8,30 €	16,80 €	8,30 €
10:30	17,00 €		8,50 €	17,00 €	8,50 €
10:45	17,10 €		8,70 €	17,10 €	8,70 €
11:00	17,20 €		8,90 €	17,20 €	8,90 €
11:15	17,30 €		9,10 €	17,30 €	9,10 €
11:30	17,40 €		9,30 €	17,40 €	9,30 €
11:45	17,50 €		9,50 €	17,50 €	9,50 €
12:00	17,60 €		9,70 €	17,60 €	9,70 €

## 2. PARKING SOUTERRAIN « LE VICARELLO »

Ce parking, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, comprend sur un seul niveau 64 places. Aucune présence de personnel n'est assurée de façon permanente. Il est donc géré par télégestion, via un système déporté et une astreinte 24H/24H, 7Jours/7.

Abonnement mensuel	Durée	Tarif
Abonnement mensuel travail*	5 jours sur 7 du Lundi au Vendredi Ou du Mardi au Samedi	55,00 €
Abonnement mensuel résident**	7 jours sur 7	55,00 €

\* *destiné principalement aux personnes qui travaillent sur Castelnau-le-Lez (commerçants, salariés).*

\*\* *sur production d'un justificatif de domicile.*

Parking	Tarif
Première heure de chaque demi-journée	Gratuit
Plage horaire de 12h00 à 14h00	Gratuit
Dimanche de 7h00 à 13h00	Gratuit
Dimanche après 20h00*	Gratuit
A compter de la 2ème heure de stationnement	1,20€/heure supplémentaire
Droit d'occupation pour une durée de 15 ans	9 000 €

\* *lors d'ouvertures ponctuelles pour les manifestations et les spectacles.*

Le montant annuel des charges lié au droit d'usage d'une place de stationnement durant 15 ans est fixé à 240 € TTC pour la première année.

Ce montant pourra être révisé annuellement au même titre et dans les mêmes proportions que les autres tarifs du parking.

### 3. PARKING « LE PREVOST »

Le parking « le Prevost » situé sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, de par sa situation de bord de mer, mérite des tarifs cohérents avec sa praticité.

Les tarifs seront applicables pendant la période d'exploitation définie par arrêté métropolitain portant période d'occupation annuelle des exploitants de lot de plage ou par défaut du 15 avril au 30 septembre :

Catégorie	Plage horaire	
	08h00 à 18h00	18h00 à 20h00
Véhicule	5,00 €	2,50 €
Deux-roues	2,50 €	1,25 €

Il est en outre possible d'acquies une carte de 20 entrées (en vente sur place) au prix de 75,00€.

### 4. DROITS DE STATIONNEMENT TAXI

Les taxis paient une redevance à l'autorité compétente (Montpellier Méditerranée Métropole) sur les deux communes sur le territoire desquelles le stationnement est le cas échéant payant : Montpellier et Castelnau-le-Lez.

	Unité	Tarif
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Montpellier	trimestre	115 €
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Castelnau-le-Lez	trimestre	45 €

## LES SPORTS

### 1. LE RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Depuis la rentrée 2017, un système de vente en ligne permet l'achat et le rechargement de certaines prestations directement sur le site internet. L'utilisateur dispose d'un compte utilisateur lui permettant de suivre ses différents achats.

#### Précision sur les tarifs appliqués :

- La gratuité d'accès concerne les enfants de 0 à 3 ans inclus.
- Toutes les entrées achetées à la Piscine Olympique Angelotti, à l'exception des abonnements horaires, sont valables dans tous les établissements du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Toutes les activités (aquagym, aquabike, aquaforme...) sont facturées à la séance.
- Concernant les stages collectifs et les cours de natation à destination des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole, les tarifs sont déterminés en fonction du coefficient familial, sur présentation d'une attestation de la Caisse d'Allocations Familiales de moins de trois mois.
- Un tarif à destination des familles nombreuses est applicable, à partir de trois enfants, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales. Ce tarif famille nombreuse est valable individuellement pour chaque membre d'une même famille. De plus, ce tarif réduit sera facilement contrôlable par la présentation d'une carte nominative avec photo. Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable. Application du tarif réduit pour chaque membre de la famille individuellement.
- Un lecteur disponible à la banque d'accueil de chaque établissement permet la possible présentation en caisse d'un ticket à code barre ou QR code sur smartphone.

#### a. PISCINE OLYMPIQUE ANGELOTTI

##### ▪ Entrées (valables 24 mois)

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans) - Configuration 50m	3,70 €	2,50 €
Entrée enfant (4 à 18 ans) - Configuration 25m	3,50 €	2,40 €
Entrée adulte – Configuration 50m	7,00 €	4,60 €
Entrée adulte – Configuration 25m	4,30 €	2,90 €
Tarif réduit entrée * – Configuration 50m	3,90 €	2,70 €
Tarif réduit entrée * - Configuration 25m	3,60 €	2,40 €
10 entrées enfants	32,60 €	21,40 €
10 entrées adultes	52,70 €	35,70 €
Tarif réduit 10 entrées *	36,70 €	25,50 €
Abonnement 10h	35,40 €	23,80 €
Abonnement 20h	62,00 €	42,00 €
Tarif réduit abonnement 10h *	30,30 €	20,40 €
10 entrées comités d'entreprises	41,90 €	

Abonnement trimestriel enfants	84,30 €	56,60 €
Abonnement trimestriel adultes	170,10 €	115,60 €
Tarif réduit abonnement trimestriel adultes *	119,20 €	80,90 €
Création de carte abonnement ou remplacement	2,70 €	

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

#### ▪ **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	17,80 €	11,30 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	18,50 €	12,50 €

\* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

#### ▪ **Tarifs groupes - Centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	3,00 €	2,20 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	3,00 €	2,20 €

#### ▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (50 m) *	14,20 €	12,10 €
Clubs sportifs (25 m) *	7,10 €	6,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance) *	33,40 €	32,40 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

#### ▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau – Clubs de haut niveau – Discipline sport collectif**

	Tarif
Clubs de haut niveau (bassin de 50 m) - 1 heure	7,10 €

### **b. CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE**

#### **Bassins extérieurs**

#### ▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	11,00 €	8,90 €
Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13,60 €	11,50 €
Clubs sportifs (dimanche)	22,60 €	20,30 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) *	31,00 €	29,80 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

#### ▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau – Clubs de haut niveau – Discipline sport collectif**

	Tarif
Clubs de haut niveau (bassin de 50 m) - 1 heure	5,50 €

### c. PISCINE HERACLES

- **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - Clubs et association sportives – Ligne petite profondeur – 25m**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	14,40 €	12,00 €
Autres clubs (hors dimanche)	30,00 €	24,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	40,80 €	36,00 €

\*Le tarif ½ heure correspond au tarif horaire divisé par deux

\*Le tarif ¼ heure correspond au tarif horaire divisé par quatre

\*Le tarif ½ ligne petite profondeur correspond au tarif horaire petite profondeur divisé par deux

### d. AUTRES PISCINES DU RESEAU

- **Entrées (valables 24 mois)**

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	3,50 €	2,30 €
Entrée adulte	5,00 €	2,80 €
Tarif réduit entrée *	4,20 €	2,30 €
10 entrées enfants	26,60 €	18,00 €
10 entrées adultes	31,80 €	21,00 €
Tarif réduit 10 entrées *	26,30 €	18,00 €
10 entrées comité d'entreprise	25,10 €	
Abonnement trimestriel enfant	28,90 €	19,50 €
Abonnement trimestriel adulte	42,20 €	29,00 €
Tarif réduit Abonnement trimestriel adulte *	28,90 €	19,50 €
Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,70 €	

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

- **Forfaits familles**

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	12,00 €	7,90 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	15,00 €	9,90 €

\* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

- **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	2,50 €	1,70 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,50 €	1,70 €

- **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**



	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche) *	7,00 €	5,90 €
Clubs sportifs (25 m) (dimanche) *	18,40 €	17,30 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) 25 m *	15,50 €	14,90 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

#### ▪ Tarifs horaires de location petit bassin - clubs et association sportives

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,80 €	11,50 €
Autres clubs (hors dimanche)	28,70 €	23,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	39,10 €	34,50 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

### PRESTATION DE MAITRE-NAGEUR SAUVETEUR

Afin d'assurer la sécurité des clubs sportifs et/ou groupes venant pratiquer la natation, Montpellier Méditerranée Métropole propose une prestation de maître-nageur sauveteur (MNS) au sein du réseau des piscines. Les créneaux horaires peuvent varier en fonction de la demande et le coût de cette prestation est refacturé sous la forme d'un tarif par heure ou par demi-heure.

#### Piscine olympique Angelotti et autres piscines de la Métropole :

	Normal	Pass Métropole
1 heure	33,50 €	28,50 €

\* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

### AUTRES TARIFS EN VIGUEUR DANS L'ENSEMBLE DES PISCINES DE LA METROPOLE

#### ▪ Cours de natation

	Normal	Pass Métropole		
		QF>900	450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *	QF≤450
Cours collectifs enfants natation à la saison	200,00 €	130,50 €	104,20 €	84,00 €
Cours collectifs adultes à la saison	250,00 €	178,50 €	143,00 €	114,50 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

#### ▪ Stages collectifs vacances scolaires

	Normal	Pass Métropole		
		QF>900	450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *	QF≤450
Stages collectifs enfants (3	18,00 €	15,50 €	12,50 €	10,00 €

	Normal	Pass Métropole		
		QF>900	450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *	QF≤450
séances)				
Stages collectifs enfants (4 séances)	24,00 €	20,00 €	16,00 €	13,00 €
Stages collectifs enfants (5 séances)	30,00 €	26,00 €	20,50 €	16,50 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

#### ▪ Tarifs à la séance des activités

	Tarif normal		Tarif réduit *	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Aquagym, Aquaforme, Aquafitness, Aquagym cardio..	8,00 €	7,00 €	5,00 €	4,50 €
Aquabike	10,00 €	7,50 €	6,00 €	5,00 €

\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.  
Toutes les activités sont facturées à la séance.

#### ▪ Autres tarifs

	Tarif
Téléthon et opérations solidaires - Tarif unique accès journalier pour tous	3,00 €
Animations organisées par la Ville ou la Métropole en période de vacances scolaires - Tarif accès journalier par enfant	1,00 €
Créneau de natation ou de baignade lors de leur mise en place en période de crise sanitaire - Tarif par créneau pour tous	2,00 €
Création de bracelet RFID d'abonnement ou de remplacement	4,00 €
Création de carte d'abonnement ou de remplacement	2,70 €

## 2. LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Montpellier Méditerranée Métropole possède un réseau d'équipements sportifs et de loisirs structurants qui permet aux associations et aux publics jeunes, adultes et seniors de pratiquer un très large éventail de sports individuels ou collectifs.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement sollicitée par des associations ou sociétés qui souhaitent utiliser ses installations sportives pour y organiser des événements divers (matches internationaux, phases finales de championnats, galas, séminaires, rencontres, salons, etc.).

Les tarifs de location du Stade de la Mosson « Mondial 98 », du GGL Stadium, du FDI Stadium et de la Piscine Olympique Angelotti concernent exclusivement des manifestations sportives.

Ces tarifs comprennent l'éclairage et le chauffage. La sécurité incendie, la sécurité des personnes et des installations ainsi que le nettoyage sont à la charge du demandeur.

Equipements et espaces	Unité	Tarif
GGL Stadium	Jour	15 863,10 €

Piscine Olympique Angelotti	Jour	15 863,10 €
Stade de la Mosson "Mondial 98"	Jour	12 690,48 €
FDI Stadium	Jour	6 345,24 €
Gymnase Lou Clapas	Jour	3 172,62 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade Eric-Béchu + vestiaires	Jour	1 586,31 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	528,77 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	528,77 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Jour	2 115,08 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Demi-journée	1 057,54 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Salle de réception	Heure	211,51 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Loge (capacité : 15 places)	Heure	105,75 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Grande loge (capacité : 30 places)	Heure	158,63 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Moyenne loge (capacité : 18 places)	Heure	132,19 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Petite loge (capacité : 12 places)	Heure	105,75 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Espace de réception et annexes	Heure	370,14 €
FDI Stadium - Salle de réception Branko-Karabatic	Heure	190,36 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Club house	Heure	52,88 €
Piscine Olympique Angelotti – Salle de réunion	Heure	20,50 €

Il convient de prévoir la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des équipements, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve également le droit de ne pas les louer ses installations pour une durée déterminée.

Les demandes d'utilisation devront être adressées au Pôle Sports au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être indiqué de manière précise l'objet et la nature de l'événement concerné ainsi que les espaces souhaités.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Une convention sera alors signée précisant les conditions et modalités d'exécution.

## LA CULTURE

### 1. CITE DES ARTS – DANSE, MUSIQUE, THEATRE

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs.

Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

La cité des arts dispose de plusieurs espaces, qui sont dorénavant proposés à la location afin de contribuer à enrichir l'offre culturelle du conservatoire.

#### Cursus proposés :

	Contenu résumé
Tarif A	Cursus Musique, danse, théâtre / handi'arts : parcours intégration et diplômant
Tarif B	Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Stages, Auditeur libre. handi'arts : parcours initiation
Tarif C *	Classes préparatoires
Tarif D	Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI.
Tarif E	chœurs d'application et orchestres cobayes

#### Grille tarifaire applicable :

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M)													Hors 3M
	Quotients familiaux												
Tranches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	
Quotient familial CAF	<500	500- <678	678- <880	880- <1110	1110- <1372	1372- <1670	1670- <2009	2009- <2394	2394- <2833	2833- <3332	3332- <3900	3900 et +	
Tarif annuel A	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	600 €
Tarif annuel B	120 €	128 €	137 €	147 €	157 €	168 €	179 €	191 €	205 €	219 €	234 €	250 €	300 €
Tarif annuel C	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	
Tarif annuel D	40 €												80 €
Tarif annuel E	20 €												40 €
Frais de préinscription et concours	20 €												40 €
Tarif semestriel: Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité)	20 €	40 €	60 €	80 €	100 €	120 €	140 €	160 €	180 €	200 €	220 €	240 €	500 €

\*Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100%

- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal
- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire.
- Le paiement des droits de location s'effectue semestriellement en septembre et en février; l'ensemble des conditions (dont les cautions) est stipulé dans les contrats de location

**Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :**

	Horaires aménagés
	Tarif
Cursus Musique et/ou Danse	Gratuit
2ème discipline	Tarif A

**Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :**

	Classes passerelles
	Tarif
Cursus Musique	Gratuit

**Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :**

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

**Location de salles :**

La Cité des Arts dispose de plusieurs espaces qui sont proposés à la location.

*A/ En période de vacances scolaires et de fermeture du bâtiment (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).*

Salle	Journée		1/2 journée*	
	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit
Auditorium Varèse	4 000,00 €	1 400,00 €	2 000,00 €	700,00 €
Salle Ballif	800,00 €	300,00 €	400,00 €	150,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				

Plateau Tailleferre			
Plateau Bartok			
Club Zappa			
Grande salle de percussions			
Studios danse / théâtre			

\*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

*B/ En période scolaire (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).*

Salle	Journée		1/2 journée*	
	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit
Auditorium Varèse	3 000,00 €	1 000,00 €	1500,00 €	500,00 €
Salle Ballif	600,00 €	200,00 €	300,00 €	100,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				
Plateau Tailleferre				
Plateau Bartok				
Club Zappa				
Grande salle de percussions				
Studios danse / théâtre				

\*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

### **Critère de détermination des tarifs :**

\* Le plein tarif s'applique par défaut

\* Le tarif réduit s'applique pour les productions artistiques complémentaires à l'offre de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA

\* Une gratuité pourra être accordée uniquement pour les associations et manifestations à but non lucratif qui concourent à l'intérêt général ou les coproductions et partenariats de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA.

Des coûts de gardiennage supplémentaires et de ménage pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

Capacité d'accueil : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant les jauges maximales de chaque espace. Cette capacité sera précisée par la CDA pour chaque demande de location ou mise à disposition en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

### **Location d'instruments hors parc locatif pour une courte durée :**

La Cité des Arts dispose de plusieurs instruments spécifiques pouvant être loués par une personne morale (en fonction de la disponibilité et de l'avis de la direction) pour une courte durée.

Ces derniers sont classés en 3 catégories :

- A/ Instruments solistes (vents et cordes)

- B/ Forfait percussions
- C/ Orgue

Les tarifs à la journée sont les suivants :

Catégories	Tarifs
A	50,00 €
B	250,00 €
C	500,00 €

## 2. LE RESEAU DES MEDIATHEQUES

La carte de lecteur est individuelle, nominative et obligatoire pour emprunter des documents et pour l'accès à certains services de l'ensemble des établissements du Réseau des médiathèques (multimédia, autoformation, vidéo, jeux...).

Les tarifs des services à la population appliqués dans le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole figurent ci-dessous :

### ▪ Habitants du département de l'Hérault

	Tarif
Plein tarif	25,00 €
Tarif <b>Pass Métropole</b>	10,00 €
Tarif <b>Passeport Multimédia</b> (1) sur présentation du <b>Pass Métropole</b>	10,00 €
Tarif réduit 18 - 25 ans	5,00 €
Enfants jusqu'à 18 ans, titulaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi (2)	Gratuit
Collectivités	50,00 €
Consultation occasionnelle (vidéo, multimédia et jeux) (3)	6,00 €

#### (1) **Passeport Multimédia**

*Dans le cadre du développement de la lecture publique à l'échelle du territoire, la carte dite « Passeport Multimédia » permet l'élargissement de l'accès aux habitants de la Métropole de Montpellier à d'autres médiathèques communales de la Métropole. Il fait l'objet d'une convention bipartite.*

#### (2) **Condition d'application de la gratuité aux demandeurs d'emploi et allocataires de minimas sociaux**

*L'utilisateur devra présenter les justificatifs requis le jour de l'inscription ou du renouvellement de l'abonnement.*

- *Pour les demandeurs d'emploi, l'attestation devra être datée du mois en cours.*
- *Pour les allocataires des minimas sociaux, l'application de la gratuité est strictement conditionnée par la présentation de justificatifs. Ainsi une personne handicapée ne touchant pas l'AAH ou titulaire d'une carte d'invalidité ne peut prétendre à la gratuité.*
- *Pour les demandeurs d'asile, l'application de la gratuité est conditionnée à la présentation de l'attestation de demandeur d'asile (ADA) délivrée par la Préfecture, qui peut aussi faire office de pièce d'identité.*

#### (3) **Consultation occasionnelle vidéo et multimédia**

*Ce tarif est ouvert à toute personne qui souhaite accéder ponctuellement à un poste de consultation vidéo individuel, à un poste multimédia ou à une console de jeux vidéo, dans l'ensemble du Réseau.*

*Il est valable 2 mois, renouvelable sans limite et s'applique donc principalement aux usagers de passage : il remplace le forfait temporaire pour la consultation sur place.*

*Pas de justificatif de domicile, ni photo d'identité. Mentionner « CPLA » (consultation sur place) à l'emplacement de la photo.*

## ▪ Habitants hors département

	Tarif
Plein tarif individuel	85,00 €
Plein tarif collectivités	125,00 €

## Pièces à fournir lors de l'inscription ou du renouvellement

### 1ère inscription :

- 1 photographie d'identité récente.
- 1 pièce d'identité (pour les enfants : pièce d'identité ou livret de famille).
- 1 justificatif de domicile de moins de 3 mois (loyer, téléphone, EDF) et 1 justificatif de la résidence principale pour les étudiants.
- Le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la Métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux : RSA, ASS, AAH, ASI, ASPA, ADA.
- Pièces justificatives pour les demandeurs d'emploi : attestation d'inscription à Pôle Emploi datant du mois en cours.
- Autorisation parentale écrite pour les enfants de moins de 14 ans (formulaire disponible sur place ou sur le site internet des médiathèques).

### Renouvellement de carte d'abonné :

- Justificatif de domicile de moins de 3 mois.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux et les demandeurs d'emploi.
- Le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels.

## ▪ Reproductions (4)

	Tarif
Carte photocopie 10 unités	2,50 €
Carte photocopie 50 unités	8,50 €
Photocopies ou impression format A4 (recharge)	0,15 €
Photocopies ou impression format A3 (recharge)	0,30 €
Photocopies ou impression format A4 couleur (recharge)	0,30 €
Photocopies ou impression format A3 couleur (recharge)	0,60 €
Numérisation – par vue	0,30 €
Image de la Bibliothèque numérique	20,00 €

### **(4) L'exonération des droits de reproduction des documents patrimoniaux est accordée :**

- Aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- Aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.



## Pénalités de retard (5)

Frais de dossier forfaitaires à l'issue de 2 semaines de retard pour l'ensemble des documents empruntés le même jour (5)	2,00 €
Frais additionnels de dossier forfaitaires à l'issue de 2 semaines supplémentaires pour l'ensemble des documents empruntés le même jour (5)	3,00 €

(5) **Retard généré à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023** : les **frais de gestion forfaitaires** s'appliquent pour l'ensemble des documents empruntés un même jour et sont calculés comme suit :

- aucun frais du 1<sup>er</sup> au 14<sup>ème</sup> jour de retard

- 2 € du 15<sup>ème</sup> au 28<sup>ème</sup> jour de retard

- 3 € supplémentaires (s'ajoutant aux 2 €) à partir du 29<sup>ème</sup> jour de retard, accompagnés d'un blocage de la carte et de l'impossibilité d'emprunter les documents. L'utilisateur pourra emprunter seulement après avoir rendu les documents en retard et réglé les frais en cours sur sa carte d'abonné.

Le délai de retard commence à courir à partir du jour suivant le dernier jour de la période de prêt autorisée.

**A noter** : tout retard généré avant le 1<sup>er</sup> septembre 2023 est soumis au système d'amende prévu dans la délibération M2021-657.

## Divers

	Tarif
Carte perdue	5,00 €
Remboursement des documents perdus, endommagés ou volés	Prix d'achat dans V-Smart
Remboursement DVD perdus, endommagés ou volés (forfait)	30,00 €
Remboursement Vinyles perdus, endommagés ou volés (forfait)	20,00 €
Sac Réseau des Médiathèques	Gratuit

## Vente d'articles

	Tarif
Carte postale simple	1,00 €
Carte postale double	1,30 €
Coffret cartes	20,00 €
Coffret cartes (prix libraires)	14,00 €
Catalogues du 19 <sup>ème</sup> siècle (à l'unité)	65,00 €
La Fontaine	5,00 €
16 <sup>ème</sup> siècle	8,00 €
20 ans de bibliophilie	20,00 €
Sabatier d'Espeyran	32,00 €
Arnal	23,00 €
Femmes à l'époque des empereurs de Chine	39,00 €
Léo Malet revient au bercail	29,00 €
Affiche Un art d'exception : reliures des années 1800-1940	2,00 €
Clé USB 1Go	8,00 €

## DROITS D'UTILISATION DES DOCUMENTS PATRIMONIAUX (6)

▪ **Publication de livres et périodiques**

	<b>Tarif</b>
Reproduction partielle ou intégrale d'un ouvrage : 1er cliché	30,00 €
2ème cliché	15,00 €
3ème au 10ème cliché	7,50 €
11ème au 20ème cliché	1,50 €
A partir du 21ème cliché	0,80 €
Reproduction d'un document isolé	30,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque édition ; il doit être renouvelé à l'occasion de chaque édition.  
Mention obligatoire à faire figurer sur l'ouvrage : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Dépôt gratuit de deux exemplaires de l'ouvrage à la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole.

▪ **Audiovisuel – Multimédia – Publicité**

	<b>Tarif</b>
Prix fixé par image	100,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque utilisation ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle utilisation.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Exposition : exposition d'images reproduisant des documents Patrimoniaux conservés à la Médiathèque Centrale

	<b>Tarif</b>
Prix fixé par image exposée	20,00 €
Exposition permanente (forfait 5 ans)	500,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque exposition ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle exposition.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole »

Décor (exposition, musée, boutique...)

	<b>Tarif</b>
Prix fixé par image utilisée	1 000,00 €

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

**(6) L'exonération des droits d'utilisation des documents patrimoniaux est accordée :**

- Aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- Aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

### 3. LE MUSEE FABRE

#### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

\* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.

\*\* durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.

#### ▪ Visites guidées adultes individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

\* visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés d'un parent (tarif applicable aux parents et aux enfants).

#### ▪ Visites guidées adultes de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

#### ▪ Guides externes

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

#### ▪ Atelier de création artistique \*

ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

\* Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme

#### ▪ Evénements spéciaux

	Tarif
Spectacles et événements : concerts, théâtre, auditorium, danse, escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €

<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 10 à 20 personnes) **</b>	500,00 €
<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 21 à 35 personnes) **</b>	725,00 €
<b>Cohésion d'équipe 1/2 journée (groupe de 36 à 50 personnes) **</b>	1 150,00 €

\* Selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire.

Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.

\*\* Proposition de déroulé à construire avec les équipes du musée

## **ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

### ■ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

### ■ Abonnement annuel activités pédagogiques et animations

	Tarifs
Etablissements scolaires * et centres aérés, crèches collectives, associatives, privées, parentales et réseau des assistantes maternelles	Gratuit

\* donnant accès pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à 2 visites gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.

## (1) DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X							
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, 1 des deux week-ends de la Fête de la science, Nuit des étudiants	X							
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X

Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans et sur présentation d'un certificat d'agrément	X	X						
Membres ICOM ou ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse : sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## LES SALLES DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre dispose de plusieurs espaces, qui sont proposés à la location (hall Buren, cour Vien, auditorium).

Plusieurs formules sont proposées : conférence, réception, visite privée ou encore privatisation du musée (les visites guidées privées des collections permanentes ou des expositions temporaires sont incluses dans les formules jusqu'à 150 personnes). Les tarifs varient en fonction de l'espace loué et du nombre de personnes accueillies.

Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée ou soirée	Tarif location journée
<b>SALLE DE REUNION</b> de 1 à 20 personnes	Atelier pédagogique	800,00 €	
<b>CONFERENCE</b> de 1 à 120 personnes *	Auditorium	1 600 €	2 000 €
<b>RÉCEPTION</b> de 1 à 100 personnes Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	3 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 101 à 200 personnes Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	4 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 201 à 350 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	5 000 €	
<b>RÉCEPTION</b> de 351 à 700 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	7 000 €	
<b>CONFÉRENCE ET RÉCEPTION</b> de 1 à 100 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Auditorium + cour Vien ou Auditorium + hall Buren	4 500 €	
<b>CONFÉRENCE ET RÉCEPTION</b>	Auditorium + cour Vien	5 300 €	

Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée ou soirée	Tarif location journée
<b>SALLE DE REUNION</b> de 1 à 20 personnes	Atelier pédagogique ou Auditorium + hall Buren	800,00 €	
de 101 à 200 personnes *			
Visite privée comprise dans la formule		1 300 €	
<b>VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE)</b> de 1 à 100 personnes		2 000 €	
<b>VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE)</b> plus de 100 personnes			
<b>MUSÉE PRIVÉ</b> (mise à disposition des espaces de réception pendant un jour de fermeture) Visite privée comprise dans la formule	Auditorium, cour Vien, hall Buren	10 000 €	20 000 €

Des coûts de gardiennage supplémentaire pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

**\*Capacité d'accueil :** la capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant des jauges maximums de chaque espace. Cette capacité d'accueil sera précisée par le Musée Fabre pour chaque demande de location ou mise à disposition, en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

La mise à disposition à titre gratuit pourra être accordée pour les associations et manifestations, à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La demande devra être faite au minimum 3 mois avant l'évènement.

En cas d'acceptation, la mise à disposition d'espace du musée fera l'objet d'une convention d'occupation à titre gracieux.

## LE SERVICE PHOTO DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre propose un service de reproduction photographique d'œuvres.

Les tarifs varient en fonction du format d'utilisation de l'œuvre à reproduire (droits de reproduction).

- Grille tarifaire de la reproduction d'une oeuvre

	Tarif
Fichier numérique HD	25,00 €
Prise de vue	70,00 €

- Montant des droits de reproduction

### o Pour ouvrage destiné à l'édition

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	60,00 €	45,00 €
½ page	90,00 €	70,00 €
1 page	130,00 €	80,00 €
Double page	200,00 €	110,00 €
1ère de couverture	300,00 €	150,00 €
4ème de couverture	200,00 €	110,00 €

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

o Pour une exposition temporaire ou une parution scientifique

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page *	40,00 €	30,00 €
½ page *	60,00 €	50,00 €
1 page *	90,00 €	50,00 €
double page *	130,00 €	75,00 €
1ère de couverture *	200,00 €	100,00 €
4ème de couverture *	130,00 €	75,00 €
Fac-similé – fichier HD inclus **	100,00 €	100,00 €

\* remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

\*\* soumis à validation du B.A.T. + remise d'un justificatif photo ou autre

Catalogue en ligne / article scientifique avec accès gratuit (définition 72 dpi maximum) *	Gratuit	Gratuit
Chercheur pour usage privé / mémoire (définition 72 dpi maximum – 5 exemplaires non commerciaux maximum) **	Gratuit	Gratuit

\* remise d'une version pdf de l'ouvrage à titre justificatif

\*\* préciser le sujet + remise d'une version pdf de l'ouvrage à titre de justificatif

o Pour les produits dérivés

	Tarif
Carte postale-marque page : - 1000 unités*	100,00 €
Carte postale-marque page : de 1000 à 5000 unités*	225,00 €
Carte postale-marque page : + 5000 unités*	350,00 €

\* soumis à validation du B.A.T. + remise de 2 exemplaires du support réalisé

o Pour usage commercial (affiche, poster, documentaires, publicité [sauf télévision])

	Couleur	Noir & blanc
Reproduction	800,00 €	450,00 €

+ remise d'exemplaires du support réalisé (nombre variable selon le type de support)

o Pour usage télévisuel publicitaire

	Tarif
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (France)	1 500,00 €
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (Monde)	4 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (France)	3 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (Monde)	9 500,00 €

o Pour usage télévisuel documentaire

	Tarif
France et Monde : 1 visuel	130,00 €
France et Monde : 2 visuels	180,00 €
France et Monde : 3 visuels	220,00 €

France et Monde : 4 visuels	260,00 €
France et Monde : 5 visuels*	300,00 €

\* Soumis à validation de la maquette

\*Au-delà de 5 visuels, prestation soumise à devis

#### o Pour usage dans un CD-ROM

	Tarif
Usage pédagogique (n&b et couleur)	100,00 €
Usage commercial (n&b et couleur)	400,00 €

\* Remise d'un ouvrage en justificatif

\* Soumis à validation de la maquette

#### o Pour usage sur un site Internet

	Tarif
éducatif	30,00 €
commercial	2 500,00 €

\* Soumis à validation de la maquette

\* Remise d'un justificatif photo ou autre

**Les conditions de règlement de la facture et d'utilisation des visuels HD sont présentées en annexe.**

#### o Pour tout autre usage, prestation soumise à devis

### 4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

#### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes **
Tarif réduit / Pass Métropole	2,50 €	3,00 €
Plein tarif	4,00 €	5,00 €

\* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

\*\* durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

#### ▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif réduit / Pass Métropole	4,50 €	5,50 €
Plein tarif	6,00 €	7,00 €

#### ▪ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif par personne	5,00 €	6,00 €



## **ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

### ■ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

## **ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS**

<b>ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)</b>		
Ateliers	Etablissements de la métropole / Pass Métropole	2,30 €
	Plein tarif	3,00 €

\* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

<b>ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)</b>		
Anniversaire au musée	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €
<b>ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)</b>		
Atelier + répétition générale + spectacle	Plein tarif	50,00 €

### (1) CONDITIONS SPECIFIQUES

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture	X	X						
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X

Avec :  
Collections permanentes = CP  
Exposition temporaire = ET

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
l'accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans et sur présentation d'un certificat d'agrément	X	X						
Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches entre 14h et 18h du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars et entre 14h et 19h du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre	X			X				
Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif			X	X				
Abonnement annuel carte individuelle nominative	X	X					X	
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## LES SALLES DU MUSEE HENRI PRADES

Si le planning d'utilisation du lieu et la nature de l'occupation le permettent, il est possible de mettre à disposition gratuitement la salle de conférence dans le cadre d'une organisation de conférence ou d'une projection audiovisuelle gratuite sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.

LOCATION D'ESPACES	Unité	Tarif
Salle de conférence ou cafétéria	jour	350 €
Salle de conférence + cafétéria OU Salle de conférence + jardin OU Cafétéria + jardin	jour	500 €
Salle de conférence + jardin + cafétéria	jour	1 000 €

## 5. ECOLOTHEQUE

### a. L'accueil de loisir sans hébergement (ALSH)

L'Écolothèque est le Centre d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) de la Métropole regroupant l'activité de l'Accueil de loisirs pour les enfants de 4 à 12 ans, du Centre de ressources

pour les écoles, du programme ÉcoMétropole pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'accueil des centres médico-sociaux et des crèches pour les personnes en situation de handicap et la petite enfance.

Sa mission est d'éveiller, sensibiliser les enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique.

L'Accueil de loisirs reçoit en moyenne 130 enfants par jours les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1000 enfants fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

### **Modalités de calcul et tarifs de l'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH)**

Le tarif journée, par enfant, est calculé sur la base du quotient familial fourni par la CAF. Le tarif est calculé une fois par an durant l'été et applicable dès la facture du mois de septembre.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Tarification	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 375€	7€60
375 < QF < 800	7€60 + 0.50% x (QF – 375)
800 < QF < 2 000	7€60 + 1,75% x (QF – 800)
2 000 < QF < 2 400	28€60 + 2,10% x (QF – 2 000)
2 400 < QF <	37€00

	Autres tarifs
Demi-journée (en % du prix de la journée)	60%
Repas (goûter inclus)	5,40 €
Goûter	0,65 €

### **b. Groupes extérieurs sous convention**

Dans l'exercice de ses missions d'éveil, de sensibilisation des enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique, l'Ecolothèque est amenée à refacturer aux groupes extérieurs les interventions et les frais administratifs.

Groupes extérieurs (sous convention)	Tarif Pass Métropole
Forfait annuel (frais administratif, temps de préparation, charges entretien des locaux). Accueil hebdomadaire d'un groupe de 12 personnes maximum, hors période vacances scolaires. Convention annuelle avec la Métropole sur la base d'un projet éducatif ou thérapeutique	188,00 €

### **c. Programme ÉcoMétropole**

L'objectif du programme EcoMétropole est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales auprès de tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une

approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

Par délibération en date du 25 janvier 2018 a été approuvée l'intégration du programme ÉcoMétropole au schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'action de la coopérative auprès des communes.

Par délibération en date du 6 juin 2018, a été approuvée la mise en place d'une contribution forfaitaire à arrêter avec le groupe de travail pour figurer dans les tarifs de l'Écolothèque soumis à approbation et la possibilité de résilier le protocole par notification avec accusé de réception.

Depuis 2022, il est demandé aux communes signataires du protocole de partenariat une contribution financière, en cohérence avec la contribution forfaitaire déjà en œuvre des autres conventions de partenariat de l'Écolothèque.

<b>ÉcoMétropole (sous convention)</b>	<b>Tarif Pass Métropole</b>
Contribution forfaitaire annuelle aux coûts du programme ÉcoMétropole (coordination, appui technique et pédagogique, déplacement, petites fournitures).	188,00 €

#### **d. Location de salles**

<b>Groupes extérieurs (sous convention)</b>	<b>Tarif normal</b>	<b>Tarif Pass' Métropole</b>
<b>Mise à disposition d'un espace extérieur</b> : 1 visite libre du domaine avec mise à disposition d'une parcelle pour 1 atelier jardin		
Journée	179 €	135 €
Demi-journée	114 €	93 €
<b>Mise à disposition d'une salle</b> , y compris 1 visite libre du domaine		
Journée	264 €	162 €
Demi-journée	168 €	124 €

## SERVICES A LA POPULATION

---

### 1. CIMETIERE METROPOLITAIN

Par convention de gestion en date du 27 avril 2021, la Ville a en charge la gestion du cimetière métropolitain implanté sur la commune de Montpellier, des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs qui sont construits sur les terrains.

ACHAT de concession/columbarium/cavurne/caveau	Tarif
<b>Concession 2 m<sup>2</sup></b>	
Concession 30 ans 2 m <sup>2</sup> pleine terre	1 166,00 €
<b>Columbarium</b>	
Columbarium 30 ans 2 places	874,00 €
Columbarium 30 ans 4 places	1 500,00 €
<b>Cavurne</b>	
Cavurne 30 ans 4 places	2 040,50 €
<b>Vente de caveau neuf construit sur les terrains</b>	
Caveau bâti neuf 2 places (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT)	3 198,16 €

## AUTRES

### 1. LA FOURRIERE ANIMALE

La convention de groupement de commandes, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée, ainsi que les communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernent pour les animaux errants :

- Leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- Leur accueil ;
- La recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification ;
- Leur inspection sanitaire et vaccination ;
- Leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- Leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Prise en charge des animaux	Tarif
Récupération et conduite	106,00 €
Pose d'un procédé d'identification	95,50 €
Inspection sanitaire et vaccination	64,00 €
Garde 1er jour	22,50 €
Jour supplémentaire	13,00 €
Recherche du propriétaire	11,00 €
Frais de dossier	11,00 €

### 2. LES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

Tarifs relatifs à la communication des actes et documents administratifs conformément à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif

Dénomination	Unité	Tarif
<b>Prestations sur support papier</b>		
Copie noir et blanc format A4 (tarif réglementé)	page	0,18 €
Copie noir et blanc format A3	page	0,37 €
Copie couleur format A4	page	0,28 €
Copie couleur format A3	page	0,56 €
Chemise élastique	unité	1,36 €
Chemise à sangle	unité	3,45 €
Chemise carton	unité	0,26 €
Plan d'architecte noir et blanc 1 x 1 m	unité	2,25 €
Plan d'architecte noir et blanc 1 x 0,50 m	unité	1,46 €
Plan d'architecte couleur le m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	34,50 €
Transparent	unité	1,98 €
Adhésif	unité	2,66 €
Reliure	unité	9,51 €
<b>Prestations sur support électronique</b>		
CD-Rom (tarif réglementé)	unité	2,75 €
Plan d'architecte couleur sur fichier	unité	26,28 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-239517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M Annexe Musée Fabre - Visuels HD.docx
- Ecolothèque - Convention de mise à disposition (003).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER



## Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647C du Code général des impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

Jusqu'en 2021, les bases minimums applicables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole étaient identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées. En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il a été proposé au Conseil d'adopter un barème progressif, dont la première étape a été adoptée en 2021 pour 2022, et la seconde en 2022 pour 2023. Il est aujourd'hui proposé d'adopter la dernière étape.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2024 :

<b>Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros)</b>	<b>Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2024</b>
Inférieur ou égal à 10 000	515
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	900
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	1 244
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	2 495
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	3 430
Supérieur à 500 000	5 150

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De fixer le montant de cette base à 515 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 900 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 244 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 2 495 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 3 430 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 5 150 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 500 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236102-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Document de planification, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) définit, à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire de la métropole. Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. L'un des objectifs du SCoT vise à modérer la consommation foncière, notamment par l'optimisation de l'urbanisation existante. Il implique en particulier l'intensification de l'utilisation du tissu économique existant et le renouvellement urbain. En ce sens, la mobilisation des commerces vacants est un moyen indispensable à la limitation de l'étalement urbain.

Par la délibération n°M2021-327 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe sur les friches commerciales (TFC). Cette taxe est due par les propriétaires de biens passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui ne sont plus affectés à une activité soumise à cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés pendant cette période.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La délibération a établi les taux suivants, en fonction du nombre d'années d'imposition : 20% la première année d'imposition, 30% la deuxième année d'imposition, et 40% à partir de la troisième année d'imposition.

Le Code général des impôts prévoit qu'un dégrèvement est accordé, à la charge de la collectivité, lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable. En pratique, le propriétaire prouvant qu'il ne trouve pas de locataire ni d'acheteur malgré toutes les démarches nécessaires et un prix au marché, ou un propriétaire effectuant d'importants travaux dans son local pourra obtenir le dégrèvement de la TFC.

L'article 1530 du Code général des impôts précise que l'organe délibérant communique chaque année à l'administration des finances publiques, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe. La constitution de cette liste est effectuée à partir des fichiers fournis annuellement par l'administration fiscale. Il appartient ensuite aux services fiscaux d'identifier, à partir de cette liste, les biens répondant aux critères d'éligibilité de la TFC.

Dans un contexte de tensions locatives, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux, le traitement de la liste communiquée permettra de :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière ;
- Remettre sur le marché des locaux vacants ;
- Réduire les tensions sur les loyers ;
- Inciter à rénover ou à reconvertir en logements des locaux commerciaux devenus inadaptés ou désuets.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la transmission de la liste annexée à la présente délibération à l'administration fiscale compétente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe Délib 2023 - Liste des adresses.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Ressources - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Principe de création d'une filiale SCCV JACOU PINEDE - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29,41% du capital, la Ville de Montpellier, actionnaire public principal de la société à hauteur de 41,38% du capital, occupe 5 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

Le Conseil d'Administration de la SERM en date du 06 janvier 2023 a proposé le principe de création d'une société civile de construction vente (SCCV) pour le projet de construction de logements sur le site de l'école primaire Condorcet de la Commune de Jacou, cette dernière étant déplacée au Sud de la Commune en vue de rééquilibrer la carte scolaire communale.

Sur le centre village de la Commune de Jacou, située au nord-est de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a réaménagé l'avenue de Vendargues entre la rue des Gardénias et l'avenue Hélène-Maingain-Tous. De larges espaces dédiés aux modes de déplacement doux ont été créés pour accueillir aussi bien les piétons, que les cyclistes et favoriser les rencontres aux abords de cette zone de commerces de proximité. Des espaces plantés d'une végétation adaptée au climat méditerranéen, ainsi que des arbres apportant de l'ombre au cœur de village, et le maintien d'emplacement de stationnement, complètent cet aménagement.

Dans le cadre de la réorganisation de sa carte scolaire, la Commune de Jacou souhaite relocaliser un des deux groupes scolaires sur le Nord de la Commune, afin que les écoles soient plus facilement accessibles à tous.

La Commune de Jacou a sollicité le groupe ALTEMED et FDI Promotion, afin d'identifier si une opération de logements était possible sur une des écoles actuelles, l'école Condorcet, permettant une valorisation du foncier nécessaire pour le financement de la construction du nouveau groupe scolaire.

Dans le cadre du développement de la Commune de Jacou et la valorisation des hauts du village à proximité directe de la ligne 2 de tramway, et suite au projet de construction d'un nouveau groupe scolaire, une étude de faisabilité a été lancée pour valoriser le foncier de l'école primaire Condorcet actuelle par un projet de logements (120 environ).

La programmation prévoit une résidence jeunes actifs, des petits collectifs, des maisons de village des espaces partagés et des jardins familiaux. L'ensemble immobilier s'établira sur une surface de plancher d'environ 7 170 m<sup>2</sup> de SDP. Le coût total de l'investissement est estimé à 23 600 K€ environ foncier compris.

La SCCV réalisera ce projet dans le cadre de plusieurs ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) et Baux en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) à signer avec des preneurs souhaitant acheter leurs logements, ainsi qu'avec ACM en VEFA Sociale pour les logements de la résidence jeunes actifs et les logements sociaux familiaux. Les logements abordables seront réalisés dans le cadre de baux réels solidaires (BRS), via un Office Foncier Solidaire (OFS).

La société a pour objet d'effectuer la construction d'un programme immobilier à usage principal de logements sur le site de l'Ecole Condorcet à Jacou. Elle réalise à ce titre les opérations suivantes :

- L'ensemble des études nécessaires à la réalisation de l'immeuble ;
- Les démarches administratives nécessaires à l'obtention de toutes les autorisations administratives relatives à la réalisation de l'immeuble ;
- Les travaux de construction du programme immobilier d'environ 120 logements répartis dans des bâtiments de logements collectifs, des maisons de « *village* », des villas et une résidence jeunes actifs ; des stationnements et différents équipements communs étendus pour environ 7 170 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- La cession du programme immobilier (immeubles, maisons et logements) en bloc ou à la découpe, de VEFA ou à l'achèvement ;
- L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la société.

La SERM sera nommée statutairement gérante de cette nouvelle société dont la durée est fixée à 10 ans, sous réserve de dissolution anticipée ou prolongation.

Le capital social de la SCCV, s'élève à 1 000 €, divisé en 100 parts de 10 € chacune détenue à 35% par la SERM (soit une participation de 350 €), à 20 % par la société ACM HABITAT (soit une participation de 200 €) et 45% par FDI Promotion (soit une participation de 450 €).

Conformément aux statuts de la société SERM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de création d'une SCCV JACOU PINEDE détenue par la SERM, par ACM HABITAT et par la société FDI Promotion, pour un capital social total de 1000 € ;
- D'approuver le principe de prise de participation de la SERM dans la SCCV à hauteur de 350 € ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de la SERM, Michel ASLANIAN, Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT et Jacques MARTINIER à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Yvon PELLET, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236600-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Statuts SCCV JACOU PINEDE\_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Rapports Annuels des Administrateurs - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML au cours de l'exercice 2022. Huit rapports doivent ainsi être présentés, concernant les sociétés suivantes :

- ARAC Occitanie ;
- Montpellier Events ;
- occitanie Events ;
- SA3M ;
- SERM ;
- SFMA ;
- SOMIMON ;
- TaM.

### **Société Publique Locale (SPL) Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie**

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est désormais détenue en 2022 à 94.69% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (68 au global) pour le reste des parts. La région a cédé une partie de ses parts à d'autres communes ou syndicats :

- Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne (0,11%) ;
- Communauté de Communes des Deux Rives (0,11%) ;
- Commune de Verdun-sur-Garonne (0,05%) ;
- Commune de Capvern (0,05%) ;
- Commune de Trèbes (0,05%) ;
- Communauté de Communes de la Haute Ariège (0,05%) ;
- Communauté de Communes de Saint Affricain (0,03%) ;
- Commune de Pamiers (0,02%) ;
- Commune Balaruc (0,01%) ;
- Commune de Gragnague (0,01%) ;
- Syndicat Mixte du Pic du Midi (0,01%).

La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des entreprises publiques locales (EPL) Régionales qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grandes projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'ARAC Occitanie.

L'ARAC Occitanie, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC Occitanie. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

Le groupe régional est composé de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

En 2022, une réorganisation a été effectuée au sein de l'agence ARAC avec la création du Groupement d'Employeur (GE) ARAC OCCITANIE. Ce GE a pour objet la mise à disposition de ses adhérents, de salariés liés au groupement par un contrat de travail. Le GE compte 2 membres :

- La SPL ARAC ;
- La SEM ARAC.

Dans le cadre de cette réorganisation, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022, le personnel de la SPL ARAC a été transféré (par avenant) de la SPL ARAC vers le GE ARAC ; les 45 salariés ayant été transférés avec leurs congés acquis à leur date de transfert, le GE ARAC a refacturé ces congés payés chargés à la SPL ARAC.

Au 31 décembre 2022, la SPL ARAC OCCITANIE ne comptait plus que 4 personnes dont 3 en CDI et 1 PMAD.

Conformément à l'article du Règlement intérieur du GE ARAC, la SPL ARAC a fait une avance en compte courant d'un montant de 430 K€ au début de la constitution du GE.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC Occitanie à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2028 (renouvelé le 19/12/2022).

La Région Occitanie est représentée en la personne de Madame Aurélie MAILLOLS, Présidente du Conseil d'Administration de la SPL ARAC Occitanie pour la durée de son mandat d'administrateur.

L'élection des nouveaux représentants du personnel au Comité Social et Economique (CSE) et la désignation de nouveaux délégués syndicaux ont eu lieu en juin 2022.

Les membres du CSE se sont réunis les 6 juillet, 13 septembre, 8 novembre et 13 décembre 2022.

L'AS et le CA se sont réunis 5 fois en 2022 : 24 janvier, 29 avril, 23 mai, 18 juillet et 19 décembre

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021 et le 26 juin 2023 pour statuer sur les comptes 2022.

Le résultat net 2022 s'élève à 165K€ contre 79 K€ en 2021. Le chiffre d'affaires s'établit à 9 103 € contre 7 969 K€ en 2021, en progression de + 1 134 K€ par rapport à 2021, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 8 079 K€ (en hausse de + 634 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 593 K€ (en hausse de 220 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 289 K€ (en progression de 181 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 8 896 K€ en progression de + 1 014 K€ (+13%). Elles se composent notamment des achats et charges externes (1211 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 472 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 348 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 1 969 K€ soit une baisse de 1 254 K€ s'expliquant par le transfert de la quasi-totalité du personnel sur le GE ARAC courant 2022.

Au cours de l'année 2022, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Lycée La Cazotte - Sécurisation du site ;
- Lycée Anthonioz de Gaulle à Millaud- Sécurisation du site ;
- Lycée Garcia Lorca à Théza – Sécurisation du site ;
- Lycée Léon Blum à Perpignan ;
- Lycée Marie Durand à Rodilhan – restructuration ;
- Lycée Dumas à Alès – restructuration ;
- Lycée Georges Clémenceau Montpellier – restructuration ;
- Lycée René Causse à Clermont L'hérault – restructuration ;
- Lycée Jean VIGO à Millau (12) – restructuration et rénovation énergétique ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico Garcia Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre de Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- Lycée Michelet À Lannemazan: restructuration externat et rénovation thermique ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Construction du gymnase de Sommieres (34) ;
- Reconversion du stade Jules Soule ;
- Aménagement d'une zone d'activité sur les communes de Gourdoorville-Pommevic ;
- Construction d'un gymnase et d'une salle polyvalente sur la Commune d'Auterive ;
- Suivi des études de faisabilité et programmation d'un complexe sportif à Figeac ;
- Construction d'un cinéma à Foix ;
- Etudes Préliminaires d'Aménagement – Site les Bonnets et aéroport de Muret ;
- Contrat de Prestations Intellectuelles pour l'inventaire et Orientations Patrimoniales (Martel) ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Fac de Médecine de Montpellier ;
- Plusieurs Etudes de faisabilité PEM sur différentes communes : Saint Ambroix, Villefort, Auch, Limoux, Gagnague ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;

- Plusieurs mandats de Sécurisation des sites (Joffre – Mermoz Guesde, Henri IV Mermoz Béziers, Pasteur Roussel, Lurcat Miro à Parpignan, Bloch Bousquet Valery, Gosse Jaures, Daudet – DHUODA Einstein Lamour, Ferroul King Lacroix Ruffie) ;
- Mesures compensatoires foncières pour la ligne Monrejeau/luchon.

### **SAEML MONTPELLIER EVENTS**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2022, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 18 mai et 2 novembre 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 21 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclut le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire.

La société est représentée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2022 de la société est de 56 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 209 manifestations à 367 en 2022. La fréquentation est également en hausse de 74% avec 387 138 participants. L'activité 2022 a été marquée par une forte reprise. L'exercice 2021 avait été fortement impacté par la pandémie de Covid-19.

La hausse de la fréquentation est très importante au Zénith Sud (+170%), l'activité Spectacles ayant été à l'arrêt au cours du premier semestre 2021. La fréquentation du Corum est également en forte hausse (+48%) en lien avec la reprise d'une activité normale en 2022.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (*Meeting Incentive Congress and Events*) regroupe les congrès, en forte hausse avec 92 événements ; le corporate avec 31 événements ; les 10 salons accueillis soit un total de 106 039 participants (52 165 participants en 2021 soit +103%) pour 133 manifestations (74 manifestations en 2021 soit +80%) ;
- Le marché des spectacles a pu reprendre fin d'année 2021 après une longue période d'arrêt et s'est traduit par une forte activité avec 112 événements contre 32 en 2021 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (*Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED*) a regroupé 122 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année. La fréquentation est en légère baisse, l'opéra de fin d'année ayant été annulé par l'OONMO à la suite de contraintes budgétaires.

Parmi les évènements accueillis sur l'année 2022, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : *Association Progress du Management, Floating Offshore Wind Turbine, World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy*, ... ;
- Salons : Université du Québec, ... ;
- Spectacles au Corum : Zaz, Veronique SANSON, le lac des cygnes, Casse-noisette, Paul MIRABEL, ... ;
- Programmation Culture : Cinemed, Festival Radio France, Festival Montpellier Danse, José MONTALVO (Montpellier Danse), Opéra Tosca, Beethoven Intime, Aida, Amadeus Live (OONMO) ;
- Spectacles au Zénith : Concert Z Events, DUTRONC & DUTRONC, Amir, Grand Corps Malade, Gad ELMALEH, Inès REG, Grand Bleu, Disney en concert, ...

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 12 724 K€ est en hausse de 50% par rapport à 2021 en lien avec la reprise d'activité et la fin de la pandémie Covid-19.

Le chiffre d'affaires se répartit à 89.5% pour le Corum et 10.5% pour le Zénith Sud.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 13 342 K€ (contre 9 589 K€ en 2021) pour un total de charges à 12 127 K€ (8 462 K€ en 2021). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 215 K€ (1 127 K€ en 2021).

Les charges ont augmenté en lien avec la croissance de l'activité et à la suite de la fin des mesures de chômage partiel et l'absence d'aides du fonds de solidarité.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 15 612 K€ en 2021, à 16 714 K€ en 2022, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière et affichant pour la première fois depuis de nombreuses années une reconstitution du capital.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 222 K€ contre 967 K€ en 2021.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 348 K€ (429 K€ en 2021).

Le résultat de la société pour l'exercice 2022 est positif à hauteur de 1 102 K€, à comparer à 1 358 K€ en 2021 (dont 1.6M€ d'aides salariales et fonds de solidarité). Le décalage du programme d'investissements et donc de la charge d'amortissement de la société, en lien avec la pandémie, permet notamment l'affichage de cet excellent bénéfice.

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 369 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux d'entretien s'élève à 1 364 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 285 K€ à fin décembre 2022.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 596 K€ sur l'année 2022.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. 19 congrès ont bénéficié du dispositif pour un montant d'aide apporté par la Métropole en 2022 de 167 K€, ce qui représente 11 000 congressistes et 23 000 nuitées. Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023.

Au cours de l'exercice 2023, les activités de la société Montpellier Events s'étendent avec la création d'une filiale « *Toulouse Congres* » pour gérer et exploiter le centre de Congrès Pierre-Baudis et les espaces Vanel à Toulouse. Cependant la société n'échappera pas aux impacts de la crise énergétique mondiale, avec une

possible hausse jusqu'à près d'1M€.

### **SPL OCCITANIE EVENTS**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La Société Publique Locale (SPL) OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2022 est donc le quatrième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au cours de l'exercice 2022, la SPL OCCITANIE EVENTS a procédé à une augmentation de capital afin de restaurer ses fonds propres et sa capacité à investir compte tenu des difficultés économiques en lien avec la crise sanitaire ayant fortement impacté les années 2020 et 2021. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires s'est réunie le 15 mars 2022 pour valider l'augmentation de capital de 5 M€ pour le porter de 1.5 M€ à 6.5 M€. Seul le Département n'a pas souhaité participer à l'augmentation de capital.

Par conséquent, au 31 décembre 2021, le capital s'élève à hauteur de 6 466 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 43 actions soit 0,67% du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 6 327 actions soit 97,85%, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%), de la Ville de Pérols (0,67%) et du Département de l'Hérault (0,15%).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 20 avril, 21 juillet et 7 décembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La société est présidée par Marie-Thérèse MERCIER, représentante de la Région Occitanie et dirigée par son Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2022 et un mandataire social.

Le début d'exercice a été perturbé par les mesures sanitaires encore en vigueur qui ont restreint l'accès du public aux manifestations durant les premières semaines avec un retour à la normale à compter du 8 février. Comme toujours le quatrième trimestre a été le plus intense et représente plus de 62% du chiffre d'affaires (CA HT) 2022.

Sur l'année 2022, il y a eu 115 évènements avec 128 sessions (108 MICE, 4 Salons autoproduits, 16 Spectacles) contre 75 en 2021 (100 en 2019) ; et 680 636 visiteurs ont été accueillis (798 589 visiteurs en 2019 et 342 582 visiteurs en 2021).

Le Pole Salons représente un tiers du CA HT (5,2M€), la 1<sup>ère</sup> édition de la Foire de printemps a été un succès, même si l'objectif de CA HT n'a pas été atteint.

Le Pôle MICE s'est encore développé, il représente 61% du CA HT de la société soit 10,2M€ et 64% de la fréquentation des équipements.

La stratégie d'accompagnement mise en œuvre pour capter et installer des évènements potentiellement récurrents a permis l'installation de 8 nouveaux évènements au Parc Expo (salon des plages, salon des loisirs créatifs, 2 congrès avec expo, salon des métiers de bouche, festival du jeu vidéo, salon du meilleur de l'agriculture et de la mer Sud de France, salon de l'écologie Ad Natura).

Sur le segment du Sport, l'activité a été atypique et très soutenue cette année avec l'accueil du championnat



du monde de patinage artistique au mois de mars, 2 matchs de préparation de l'Euro de basket et 2 matchs de l'équipe de France de volleyball cet été ainsi que 3 matchs du MHB.

Le marché Corporate des conventions d'entreprise a connu une très belle année.

L'activité Spectacle n'a vraiment redémarré qu'à compter de mars 2022 (le spectacle des restos du cœur en janvier a été enregistré à huis clos). Toutefois après 2 ans de crise, les artistes ont été heureux de repartir en tournée et l'Aréna a affiché une programmation riche et diversifiée, essentiellement concentrée sur le dernier trimestre.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 16.4 M€ en hausse de 84% par rapport à 2021 (8.9 M€) et en hausse de +3.5% par rapport à l'exercice de référence 2019 (15.8M€). Le total des produits d'exploitation s'élève à 16 759 K€ (9.5 M€ en 2021). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€).

Le total des charges d'exploitation s'élève à 15 650 K€ (10 567 K€ en 2021).

- Les frais de personnel affichent une augmentation (+20% +0.6M€) liée aux nouvelles embauches, ainsi qu'à la rémunération variable en hausse suite aux objectifs atteints ;
- Les autres achats et charges externes en augmentation de 3.6M€ principalement due aux frais de maintenance et aux fluides en lien avec l'accroissement de l'activité.

L'exercice 2022 a permis de distribuer une participation aux salariés à hauteur de 227 K€ (79 K€ en 2021).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 050 K€ contre 576 K€ en 2021.

Le résultat net enregistre un bénéfice record de 900 K€ (315 K€ en 2021).

Des investissements ont été réalisés pour près de 400 K€ et concernent notamment des installations d'éclairages leds des halls du Parc des Expositions, une nouvelle GTC, des équipements informatiques, des équipements d'exploitation, une fresque de MIST, ...

Les dépenses de renouvellement se sont élevées à 254 k€ (baies et onduleurs, système de contrôle d'accès, matériel d'exploitation divers tels que des manges debout, chaises, micros, ...). Les dépenses de renouvellement sur l'exercice et cumulées à fin 2022 s'élèvent à 1 M€ et font l'objet d'une provision contractuelle.

Grace à l'augmentation de capital, les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 538 K€ à fin 2021, à 4 335 K€ à fin 2022.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) versés en septembre 2020 (1.9 M€) et au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (1.9 M€), ont été remboursés en septembre 2022 (1.9 M€) et en mars 2023 (1.9 M€).

Pour les perspectives 2023, le niveau d'activités est très prometteur ; cependant bien que des mesures d'économie de la consommation énergétique du complexe évènementiel soient mises en œuvre, les nouveaux tarifs relatifs à l'énergie, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2023, entraîneront une hausse de plus d'1 M€ par rapport à 2022 ; par conséquent le résultat pourrait être déficitaire bien que le chiffre d'affaires attendu atteigne un niveau historique aux alentours de 18 M€.

### **SPL SA3M**

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société

d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean-Pierre RICO.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des Communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

L'objet social des statuts de la SA3M a été modifié lors de l'AGE du mars 2022, en élargissant son objet social à la transition énergétique, et donnant la possibilité pour SA3M d'apporter une offre globale de service notamment en termes de production et distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération, d'efficacité énergétique et de rénovation thermique du bâtiment.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : les 10 février, 24 mars, 25 mai 2021 et le 27 juillet. L'Assemblée générale Extraordinaire modifiant les statuts de SA3M s'est tenue le 1<sup>er</sup> avril 2022 et celle statuant sur les comptes 2022 s'est tenue le 22 juin 2023.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société est de 13,2 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans.

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SERM et du GIE SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM/SA3M se sont rapprochés d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €.

ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et à la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M. La SA3M est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 5%, au côté de la SERM à hauteur de 40% et d'ACM à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient, axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Le résultat net 2022 après Impôts sur les Sociétés (IS) et Epargne Salariale du groupe SERM-SA3M-GIE termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de - 724K€) et l'IS s'affiche à

2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021).

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2022.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en baisse de -842 K€ soit -44% par rapport à 2021, il s'élève ainsi à 1 053 K€, (contre 1 896 K€ en 2021). Les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016, s'élèvent ainsi à 8 502 K€ à fin 2022. Le total du bilan s'élève à 222 M€.

Le montant des dettes bancaires s'élève à 141 M€. On note un recours à l'emprunt de 25 M€ pour couvrir les investissements nécessaires aux concessions d'aménagement et en parallèle, un remboursement des emprunts à hauteur de 30 M€.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2022 est de 84 018 K€ (contre 50 358 K€ en 2021). Au cours de l'année 2022, la SA3M s'est vue confier 4 nouveaux mandats (Mandat de la Maison du numérique avec la Commune de Castelnau-le-Lez, Hôtel des sécurités avec la Ville de Montpellier, Mandat d'études et de construction de l'extension du Musée Fabre avec la Métropole et Mandat de la Halle des sports avec la Métropole).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 108,6 M€ TTC en 2022 (dont 33,6 M€ HT d'acquisitions) contre 103,8 M€ TTC en 2021. Le montant des acquisitions a doublé par rapport à 2021, et concernent principalement la Restanque, la Mosson, Ode à la Mer et République.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un résultat d'exploitation de l'ordre de 1,9 M€.

Le montant des dépenses de personnel s'élève à 975 K€ contre 702 K€ en 2021, en hausse de +38% liée à des recrutements sur 2022

Le montant de la trésorerie s'élève à 8 339 K€ en 2022.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
  - o Pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Requalification Lauze, Démolition Tour Assas, Mise en valeur et embellissement de l'espace urbain comédie esplanade triangle, Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, Parc Artisanal Sussargues, OPAH CD Mosson, Sablassou 2, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, ZAC Ricardo BOFILL (ex Pagezy), Nouveaux parc d'activités, Réalisation Cité des Arts, Requalification PAE Multi sites, Extension du musée Fabre, Extension et rénovation Centre de tri Demeter ;*
  - o Pour le compte de la Ville de Montpellier (*Archives municipales, Bouisses Grezes, Etudes CAVALADE, Réhabilitation du skate park de Grammont, Aménagement secteur Grammont et Sud Grammont Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal*) ;
  - o Pour le compte de la Communes de Sussargues (Cœur de Village),
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
  - o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Nina Simone, Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès, ZAC 2 et*

*ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Parc Artisanal Sussargues, , Cévennes) ;*

- o Ville de Montpellier (Nouveau Grand Cœur, *NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, Beausoleil ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Cité créative (ex Quartier EAI), ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé, Hauts Croix d'Argent ;*
- o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
- o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
- o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
- o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*).

Concernant les perspectives 2023 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- Les opérations se poursuivent de manière importante en 2023 avec près de 127,5M€ en prévision, dont 76% en concession d'aménagement ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 30M€ ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, tenues en février 2022, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- La perspective de création et d'exploitation d'un réseau de chaleur sur les quartiers Nord de Montpellier, dans le cadre de la nouvelle compétence énergie acquise depuis 2022 par la société.

## **SAEML SERM**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : le 10 février, le 24 mars, le 25 mai et le 27 juillet 2022. Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 04 mars 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 22 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

En 2022, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (RMCF) en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM-SA3M

se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire de la Métropole : ACM, SERM et SA3M. La SERM en est actionnaire à hauteur de 40%, aux côtés de la SA3M à hauteur de 5%, et de ACM Habitat à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société SERM est de 89,5 équivalents temps plein (ETP). La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 43,9 ETP, contre 39,4 ETP en 2021. Pour rappel, le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, son temps de travail étant réparti entre les entités du Groupe.

Le résultat net global de la SERM à la clôture de l'exercice s'élève à 8 106 K€ avant impôt sur les sociétés (IS) et épargne salariale, pour atteindre 5 770 K€ après ces éléments, contre 4 267 K€ en 2021. Les capitaux propres s'élèvent à 41 093 K€ (dont 9,9 M€ de subvention d'équipement afférent au RMCF) en 2022 contre 35 997 K€ pour un total bilan de 238 M€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 63 821 K€ contre 48 782 K€ en 2021, soit une forte hausse de 30 % s'expliquant principalement par des ventes aux abonnés du Réseau de Chaleur en hausse et des rémunérations sur les conventions d'aménagement en hausse (soit +15M€ au global par rapport à 2021).

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 716 K€ contre un résultat de 961 K€ en 2021, soit une baisse de - 245 K€ s'expliquant notamment par une hausse des produits +10% (+1M€) moins importante que la hausse des charges +16% (+1,4M€). Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 002 K€ sont en baisse de -293 K€ par rapport à 2021. Ils comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 5 335 en 2022 contre 4 163 K€ en 2021 et 646 K€ en 2020, soit une variation de + 1 173 K€ (+ 28%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 21 580 K€ à fin 2022 contre 17 914 K€ en 2021. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 42 M€ TTC en 2022 contre 47,4 M€ TTC en 2021.

Le résultat net 2022 après IS et Epargne Salariale du groupe « *SERM-SA3M-GIE* » termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de - 724K€) et l'IS s'affiche à 2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021) soit une hausse de +13%.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :

- o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000 Extension, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, ZAC Euromédecine II, ZAC et Lotissement Marcel Dassault, ZAC Dassault Extension) ;
- o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne Consuls de Mer, Quartier de la BAUME, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, Groupe Scolaire ZAC Nouveau Saint Roch) ;
- o Commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraisse) ;
- o Commune de Saint Brès (ZAC Cantausse) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours, Assistance en MO construction nouveau campus MBS) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC Cité Créative Réhabilitation et extension ancien musée EAI).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2022, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%). Le 29 décembre 2022, la SERM est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 40%.

La SERM détient aussi toujours en 2022 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020. Le chiffre d'affaires net 2022 de la société Energie du Sud termine à 2 999 K€ contre 2 583 K€ en 2021. Le résultat net après IS termine à 191 K€ contre – 451 K€, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créé en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2022 est de -2 K€.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %). En 2022, SERM.ID ne réalise pas encore de chiffre d'affaires et termine avec un résultat de – 63K€.

La Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) CASSIOPEE a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un

patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m<sup>2</sup> au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. A la suite de la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022. La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée à l'arrêtée des comptes 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). La production stockée s'élève à 7 821 K€. Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2022.

La Société Civile de Construction Vente (SCCV) MUSEE EAI a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC Cité Créative, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2022 et ne dégage aucun résultat. Sa production stockée s'élève à 2 709 K€.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2023 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (40 M€ TTC en 2023) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans (4 782 consultations ont été lancées en 2022, les objectifs 2023 portent sur 2 165 logements) et la poursuite du programme « *Folies du XXIème Siècle* » ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (20 M€ d'investissements sont notamment programmés sur 2023) ;
- L'avenant 9 à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid pour modifier l'indice d'actualisation des tarifs de gaz, lié à la fin du TRV Gaz au 30 juin 2023.

## **SAEML SFMA**

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOSSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophie MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2022, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Madame Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour un total de 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 2 février, le 10 mai et le 22 septembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. L'AGO d'approbation des comptes 2022 s'est tenue quant à elle, le 19 juin 2023.

La société est représentée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE.

L'année 2022 a été une année opérationnelle intense notamment en raison d'une mortalité importante. La part de marché obsèques s'élève à 50.68% en hausse par rapport à 2021 (47.3%). Cependant on constate un fort développement de la concurrence. L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 959 convois contre 1 788 en 2021, soit +9.6% ;
- 1 141 urnes contre 1 020 urnes en 2021, soit +12% ;
- 2 149 admissions en salons funéraires contre 2 059 en 2021, soit +4.37% ;
- 2 669 crémations contre 2 434 en 2021, soit +9.7%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 190 nouvelles adhésions sur l'exercice 2022 et 1 601 contrats actifs au 31 décembre 2022.

L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2022, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2022, il a été constaté 4 départs et 4 arrivées.

Des signalements de harcèlement sexuel et moral, évoqués au Comité Social et Economique en février 2022, ont été pris très au sérieux par la société qui a fait appel à un cabinet externe Stimulus pour enquêter. L'enquête confirme qu'il n'y a pas fait de harcèlement sexuel ou moral avéré. Une plainte a été déposée en octobre 2022 par une partie des salariés, à ce jour la société n'a pas été convoquée par la police ou la justice.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité, ainsi que la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs, ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 7.4%, s'élève à 6 818 K€ (6 347 K€ en 2021) et se répartit de la manière suivante :

- 71.7% pour l'activité « *pompes funèbres* » (4 890 K€ contre 4 592 K€ en 2021, soit +6.5%) ;
- 26.8% pour l'activité « *crémation* » (1 829 K€ contre 1 673 K€ en 2021, soit +9.3%) ;
- 1.5% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Malgré un contexte inflationniste compliqué, la société a pu démontrer sa compétence et son savoir-faire en maintenant les prix, en effet le tarif général 2022, pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 885 K€ en hausse de 4% par rapport à 2021 (5 654 K€). Les hausses portent essentiellement sur :

- La hausse des achats de marchandises et prestations + 38.5 K€ en lien avec l'accroissement de l'activité ;
- Les frais de personnels (y compris le personnel mis à disposition) qui représentent 46% des charges d'exploitation et affichent une hausse de 3.2% incluant la constatation d'une prime de partage de la valeur (prime « *Macron* ») à la suite de l'activité soutenue de 2022 pour 62 K€ et une prime d'intéressement de 82 K€ (75 K€ en 2021) ;
- Les charges liées aux fluides avec une hausse de 51% soit 86 K€ ;
- Les charges liées au cabinet Stimulus 49 K€ (enquête sur les harcèlements, hotline 24 heures / 24 et présence de psychologues sur place 1 jour par semaine durant le dernier trimestre).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 553 K€ (537 K€ en 2021).



Le résultat net s'élève à 699 K€, en hausse de 41.4% par rapport à 2021 (495 K€) ; décomposé d'une part de l'activité inhumation (-270 K€) et d'autre part de l'activité crémation (970 K€).

Le montant global des acquisitions 2022 est de 253 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 6 219 K€ (5 517 K€ en 2021). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

La société n'a reçu aucune avance en compte courant, ni aucune garantie d'emprunt de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de plusieurs nouveaux salons funéraires et d'une salle de cérémonie afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations proposés dès l'application du nouveau tarif en mai 2023.

### **SAEML SOMIMON**

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2022, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société. La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni le 24 mai 2022 et le 13 décembre 2022. L'AGO s'est tenue le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 mai 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

L'effectif de la société était de 21 agents au 31 décembre 2022 soit 17 ETP, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2022, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil de Métropole du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 213 opérateurs ; dont 75

concessionnaires, 42 permanents et 30 saisonniers. On note 12 arrivées, 9 départs et 3 agrandissements en 2022. 20 transformateurs locaux utilisent les chambres de stockage et le service de la plateforme logistique du MIN, gérés par la SOMIMON.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

L'exercice 2022 ressort en bénéfice de 22 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 190 K€.

Les produits totaux représentent 3 281 K€ (en baisse de -15 K€, -0,4%) pour un total de charges de 3 258K€ (soit -20 K€, -0,6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit -17 K€, soit -0,6% par rapport à 2021), dont 700 K€ pour la filière fruits et 740 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+38 K€ soit +5%), et 591 K€ pour la plateforme entreposage, (+43 K€ soit +8%), qui représente 20% du chiffre d'affaires. La part de la filière agroalimentaire progresse avec 45% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 265 K€ (255 K€ en 2021).

Les éléments financiers au 31 décembre 2022 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Un nouveau programme d'investissement (2021-2023) a été autorisé dans la continuité de l'avenant 10 de la DSP.

Pour rappel fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

En 2022, la SOMIMON a poursuivi les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

Concernant les perspectives 2023, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur, en cours de réalisation. A noter en 2023, la nouvelle gestion de quai mutualisé accordée à la SOMIMON par l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt multi-produits partagé dit « *quai mutualisé* ».

## **SPL TaM**

Par délibération n°M2022-231 du Conseil de Métropole, en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Luc SAVY pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux cotés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Sébastien COTE.

L'année 2022 marque la transformation de la forme juridique de la société qui a vu son statut évolué de SAEML à Société Publique Locale (SPL).

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, bien qu'inchangé en 2022 dans son montant global, a vu sa répartition modifiée à la suite du passage de SAEML en SPL. Montpellier Méditerranée Métropole détient 68.63% du capital de TaM et est représentée par 5 élus au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Ville de Montpellier (31.08%) avec 2 représentants dont le Président, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 7 reprises les 5 janvier, 16 février, 20 avril, 30 mai, 29 juin, 7 juillet, et 26 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 29 juin pour approuver la transformation de la SAEML en SPL et prendre acte des nouveaux représentants.

Au cours de l'année 2022, la société a été représentée selon deux modes de directions :

- Du 15 octobre 2021 au 3 avril 2022 par un Président Directeur Général Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN ;
- Du 4 avril 2022 au 9 février 2023 par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

L'année 2023 voit l'arrivée d'un nouveau Directeur Général, Loic MESSNER au 15 mai 2023.

En 2022, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 189 au 31 décembre 2022 (1 142 en 2021).

En 2022, plusieurs événements majeurs ont impacté l'entreprise :

- La transformation de la SAEML TaM en SPL mi 2022 (AGE 29/06/2022), avec rachats des parts des actionnaires privés par les deux actionnaires publics Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- L'entrée au capital de la Ville de Pérols dans la SPL en octobre 2022 (cession de 100 actions, soit 0,29% des parts de la Métropole à la Ville de Pérols) ;
- L'entreprise est déficitaire pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive à hauteur de -8,7 M€ ;
- Une forte hausse du coût de l'énergie, à la suite de la crise énergétique ;
- Une offre kilométrique impactée par les travaux de rénovation et de remplacement des rails et aiguillages ;
- Une forte inflation non répercutée dans l'indexation de la SFE (plafond et décalage de 18 mois des indices).

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 112 M€ (+0.9 M€ par rapport à 2021 soit +0.8%). Le montant des charges se porte à hauteur de 121 M€ (en évolution de +8 M€ soit +7.1%).

Le Résultat net comptable s'affiche encore en déficit à hauteur de -8 732 K€ pour 2022, plus important que le déficit de 2021 (-1 586 K€) (RNC -6,8 M€ en 2020 ; 1,2 M€ en 2019 ; 613 K€ en 2018). Le déficit est atténué par 1,9 M€ de reprise d'une partie de la provision retraite que la Chambre Régionale des Comptes avait recommandé de constituer en 2021. Hors reprises de provisions exceptionnelles, le résultat 2022 aurait été de -10.6M€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 20,8 M€ (contre 19.3 M€ en 2021) soit 17% du total du bilan. Ils sont composés du capital social de 4.3 M€, des subventions d'investissement de 25.8 M€ et un report à nouveau porté à -10 M€.

La situation nette est pour la première fois négative à -5.0 M€ (contre 3.6 M€ en 2021, 8.8 M€ en 2020).

On note une diminution du niveau de trésorerie passant de 50,6 M€ à 43,4 M€, dont 12,5 M€ de valeurs mobilières de placement.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise et à la baisse des recettes d'activités. Dans ce cadre, la Métropole a approuvé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir et a approuvé une indemnisation d'imprévision de 15 M€ versée en 2023 relative à la crise économique et énergétique mondiale subie en 2022 et en 2023.

### Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le transport à la demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 100% par Transdev.

Avec 36.5 millions de déplacements validés contre 32.6 en 2021 et 27.4 en 2020, les validations 2022 affichent une belle progression (+11.4%). Mais comparées à l'année 2019 de référence (50 millions de déplacements validés) elles demeurent en moyenne en baisse de -27%. Le nombre de voyages sur le réseau suburbain augmente également (+15.2%), tout en restant inférieur à 2019 (-9.4%).

Les produits (82,7M€) augmentent de 3,5M€ par rapport à 2021 (-8,5M€ / 2019) :

- 23.4 M€ de recettes clients, en baisse de -7,4% soit -1.9 M€ par rapport à 2021 du fait d'une part plus importante de clients bénéficiant de Pass gratuité et tarif réduit ;
- 9.7 M€ de compensation gratuité (3 M€ phase 1 et 6,7 M€ phase 2) contre 5,5 M€ en 2021. A fin 2022, ce sont 200 751 clients qui possèdent un pass gratuité actif ;
- 37.6 M€ de SFE, en hausse de 5% soit +1.8 M€ (35,8 M€ en 2021), mais la SFE intègre 1,2 M€ d'indemnisation travaux L5 (+0,8 M€ / 2021). Une SFE de 12.8 M€ est également versée à T3M dans le cadre de la DSP Transport ;
- 6.9 M€ de compensations sociales et scolaires, -17.3% soit -1.4 M€.

Les charges (94,9M€) augmentent de 13,3 M€ / 2021 (et +3,8M€ / 2019) :

- +0,8 M€ Energie ;
- +3,8 M€ de frais de personnel (hausse des effectifs) ;
- +8 M€ sur les dotations et divers hors exploitation, l'année 2021 enregistrait des reprises exceptionnelles de provisions pour 7.2 M€.

L'activité transport génère une perte de -12.2 M€, contre -2,4 M€ en 2021.

La contribution totale pour TaM et T3M, versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève à 71.8 M€ TTC (67 M€ TTC en 2021) dont 57.2 M€ TTC pour TaM.

### Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage. Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maitrise d'ouvrage pour 2022 s'établit à 2.2 M€ (1.9 M€ en 2021) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les études de l'extension de la ligne 1 (L1) vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la ligne 5 (L5) dont la quasi-totalité de l'équipe a été recrutée fin 2022.

### Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029), Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

Après l'impact de la crise sanitaire entre 2020 et 2021, ce sont les travaux aux abords des parkings Centre-Ville et les modifications de règles de circulation qui ont impacté la fréquentation en 2022, notamment Gambetta (chantier L5) et Comédie (végétalisation place et fermeture tunnel). A l'inverse le développement de la ZAC Nouveau Saint Roch a pleinement bénéficié au parking de la gare Saint Roch et a permis de résorber la perte de fréquentation occasionnée par le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France fin 2019, le parking Saint Roch a ainsi vu son résultat passer en positif en 2022 (97,2 K€).

La fréquentation « *horaire* » augmente de 8.2% par rapport à 2021, mais reste inférieure de 19% à celle de 2019. Le parking Saint Roch affiche une forte hausse de fréquentation (+28%) suivi par le parking du Corum (+25%) avec la reprise de l'événementiel et Europa (+36%). On note une hausse limitée sur Comédie (+4%) en raison des travaux et de la fermeture du tunnel. Sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-26.4% par rapport à 2021).

Le chiffre d'affaires « *horaire* » augmente de 828 K€ soit 15% par rapport à 2021, sans retrouver le niveau de 2019 (-15%).

La fréquentation « *abonnés* » est moins impactée par la crise (+1.5% / 2021) grâce au développement des abonnements sur Saint Roch (+58, soit +40%) et voit ses recettes en légère hausse de +1.6%.

L'ensemble des parkings du centre-ville affiche un résultat bénéficiaire de 65,4 K€ en hausse de 328 K€ principalement dû au bénéfice de Saint Roch (-262 K€ en 2021 dont déficit Saint Roch -322 K€).

Le montant des redevances versées à la Métropole s'élève à 1,5M€ (1,7 M€ en 2021) et 363 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum).

Depuis septembre 2022, un nouveau marché en prestation de service pour la gestion du parking de l'Hôtel de Ville a été attribué à TaM, avec un résultat bénéficiaire de 21,8 K€.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. Le stationnement sur voirie avec son 1<sup>er</sup> exercice d'exploitation au sein de TaM, affiche un bénéfice de 665 K€.

Articulée avec la mise en place de la gratuité des transports, l'activité Voirie se développe tant en termes de périmètre d'intervention (nouvelles zones) que de diversification de l'offre (zones très courtes durée, abonnements professionnels...) et l'acquisition de 2 nouveaux véhicules LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation).

Le montant des redevances dues pour l'exercice 2022 s'élève à :

- 4 383 K€ pour la Ville de Montpellier (3.2M€ en 2021) ;
- 2 712 K€ pour la Métropole (1.7 M€ en 2021).

### Centre de Formation des Apprentis (CFA)

Le CFA a ouvert une 1<sup>re</sup> section à la rentrée 2018. En 2022 ce sont 20 apprentis (3 promotions débutées en 2021), qui ont suivi une formation au sein du CFA de TaM.

La loi Avenir professionnel de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2022 de -100 K€ (-11 K€ en 2011, 152 K€ en 2020).

### Autres activités des contrats privés

La transformation de TaM en Société Publique Locale au 29 juin 2022 prive TaM de la contribution économique de 7 contrats privés au financement des charges de structures de la direction stationnement. Le premier semestre 2022 affiche pour ces contrats un déficit de 37,9 K€ (-111 K€ en 2021).

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières sont importants.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des rapports annuels des administrateurs de la SPL ARAC Occitanie, la SAEML MONTPELLIER EVENTS, la SPL OCCITANIE EVENTS, la SPL SA3M, la SAEML SERM, la SAEML SFMA, la SAEML SOMIMON et la SPL TaM pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238626-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1. Rapport ARAC.pdf
- 2. Rapport Montpellier Events.pdf
- 3. Rapport Occitanie Events.pdf
- 4. Rapport SA3M.pdf
- 5. Rapport SERM.pdf
- 6. Rapport SFMA.pdf
- 7. Rapport SOMIMON.pdf
- 8. Rapport TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Rapports Annuels des Déléataires de Service Public - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégataires (RAD) doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2022 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1<sup>er</sup> juin font parfois l'objet de modification par le délégataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Métropole ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

Équipement / Service	Déléataire
Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud	Groupe SAEML MONTPELLIER EVENTS / SPL TaM
Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium	SAEML SFMA
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Planet Ocean Montpellier	SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER
Patinoire Vegapolis	SARL VM34000 (VERTMARINE)
Transports publics urbains	SPL TaM
Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe	SA EFFIA
Parc de stationnement Antigone	SPL TaM
Parc de stationnement Comédie	SPL TaM
Parc de stationnement Europa	SPL TaM
Parc de stationnement Gambetta	SPL TaM
Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SPL TaM
Parc de stationnement Peyrou-Pitot	SA INDIGO

Equipement / Service	Délégataire
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes)	SA ENEDIS
Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes)	SA GRDF
MAERA, Station de traitement des eaux usées	SCA VEOLIA Eau
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	SCA VEOLIA Eau
Unité de méthanisation AMETYST	SAS AMETYST

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants n'ont pas été remis :

Equipement / Service	Délégataire
Plages (lot 1)	SAS JET 7 LOCATION
Plages (lot 2)	SARL LOISIR D'ETE

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de la réception des rapports annuels des délégataires de services public au titre de l'exercice 2022 conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-235177-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport Annuel du Délégué (RAD) de service public de l'usine de méthanisation Ametyst - Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets est établi annuellement, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2022 a été réceptionné le 29 avril 2023, conformément aux dispositions contractuelles, et fera l'objet :

- D'une communication ultérieure au Conseil de Métropole par délibération au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

### **Les principaux faits marquants de l'exercice 2022 sont les suivants :**

Le défi que représente la gestion des déchets sur le plan écologique et climatique dans un contexte réglementaire et financier contraint, tout particulièrement pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés.

Les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

Ainsi, l'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA, mis à disposition du public fin 2022 pour recueillir les remarques et avis, a été adopté par la Métropole début 2023.

De plus, l'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Pour pallier la fermeture de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries et assurer l'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu, fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€, et en 2022 plus de 11% d'augmentation supplémentaire liés à la conjoncture économique.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions

induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) intégreront les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022 et s'orienter vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques complémentaires :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte tout en fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». Les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont ainsi été significativement renforcés fin 2021, notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire, pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie Zéro Déchet.

### **Concernant la prévention des déchets :**

La loi Transition Energétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Economie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire de la Métropole grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1<sup>er</sup> programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 déchèteries de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des ordures ménagères résiduelles (OMR) et des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), Montpellier Méditerranée Métropole a voté début 2023 le lancement de son 2<sup>ème</sup> programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Celui-ci est composé de 24 projets structurants autour de 5 axes stratégiques que sont :

- Déployer massivement les solutions de compostage de proximité et la collecte des biodéchets ;
- Donner de l'ampleur aux solutions locales de réemploi, réutilisation et réparation des objets ;
- Sensibiliser, former et inciter aux changements de comportements (tri et prévention des déchets) ;
- Accompagner les professionnels ;
- Positionner la Métropole comme un facilitateur et un démonstrateur de l'écoresponsabilité.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2022, l'on peut citer en particulier :

- **Le STOP PUB** : Près de 100 000 « *STOP PUB* » ont été distribués depuis 2016 par les guichets uniques, les éco-messagers lors d'animations et de stands de sensibilisation et dans le cadre du défi éco-responsable ;
- Dans le cadre de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec) qui dispose que « les

déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés », Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert en mai 2022 un premier « **Point de Réemploi** » pilote sur la déchèterie de Baillargues/Castries, dont la gestion a été confiée à titre de test à Emmaüs. Il rencontre depuis un vif succès, et le taux de réemploi des objets déposés est estimé à 95% ;

- L'accompagnement d'évènements éco-responsables, et notamment du FISE pour tendre vers un **FISE Zéro Déchet** ;
- **La Foire Internationale de Montpellier** qui s'est tenue du 7 au 17 octobre 2022 : sur un stand mutualisé, avec pour thématique « *Zéro Déchet Montpellier 100% engagée* », la Métropole a pu dévoiler le clip de sa nouvelle campagne « *Ensemble, gagnons le match du tri !* » et échanger durant 11 jours autour de la stratégie globale Zéro Déchet, en proposant rencontres, animations et expositions ;
- A l'occasion de la 14<sup>ème</sup> édition de la **Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)** qui s'est déroulée du 19 au 27 novembre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé un programme orienté « *Zéro Déchet* » s'adressant aux scolaires, au grand public, aux agents (Ville, Métropole, CCAS...). Ont ainsi été notamment organisés lors de cette semaine :
  - o Une conférence grand public avec Jérémie PICHON, l'auteur du livre « *Ma Famille presque Zéro Déchet* » ;
  - o Un premier Méga Troc en partenariat avec le Lycée Georges-Pompidou de Castelnau-le-Lez ;
  - o 30 animations scolaires dans les écoles primaires sur la réduction des déchets ;
  - o Des animations compostage (formation « *Référent de site* », ateliers « *Eco-jardinage* », formation « *Guide composteur* » et webinaire « *Initiation au compostage* ») ;
  - o Deux collectes solidaires à l'hôtel de Métropole et à l'hôtel de Ville de Montpellier au profit d'Emmaüs ;
- Les actions en faveur de la **promotion de l'hygiène durable** : Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi mené des distributions gratuites de protections hygiéniques lavables (culottes, serviettes et coupes menstruelles) auprès des étudiantes du territoire en lien avec le CROUS de Montpellier ;
- La reconduction de **l'Appel à Projets Zéro Déchet 2022 (AAP)** qui a récompensé 10 lauréats avec une enveloppe totale de 120 000 €.

### Concernant la gestion de proximité des biodéchets :

Axe essentiel de la politique Zéro Déchet, la stratégie Biodéchet portée par Montpellier Méditerranée Métropole prévoit une montée en puissance progressive de la promotion du tri à la source des biodéchets sur les prochaines années.

L'Appel à Projets « *Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie* » pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate en 2020 a fait l'objet d'une validation par l'ADEME et par la Région en fin d'année 2022, avec l'objectif de détourner, à terme, des déchets résiduels, 35 kg/an/hab de biodéchets.

Ainsi, complémentairement au développement du compostage sous toute ses formes, l'enjeu est de redynamiser la collecte des biodéchets en la modernisant et en l'adaptant à la typologie d'habitat, qu'il s'agisse de collecte en point d'apport volontaire ou en porte à porte. Pour accompagner cette stratégie Biodéchet, Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé son équipe spécialisée en recrutant une cheffe d'unité, un agent de sensibilisation et un gestionnaire du déploiement du compostage.

L'année 2022 a été mise à profit pour lancer une campagne de communication (nouveau visuel lancé lors de la Foire Internationale de Montpellier) et préparer des campagnes de formation (volonté de faire monter en compétences l'ensemble des acteurs du territoire) et de sensibilisation qui doivent permettre d'accompagner le développement du geste du tri des biodéchets à partir de 2023.

Elle a également permis de mener les actions suivantes :

- La mise à disposition gratuite de plus de 2 000 composteurs individuels supplémentaires pour les ménages ayant un jardin ;
- La mise en place de 57 nouveaux sites de composteurs collectifs, dont 28 équipements en résidences, 11 en établissements scolaires, 12 en entreprises et 6 structures communales, portant à près de 430 le nombre de sites équipés ;
- L'inauguration de 21 composteurs supplémentaires de quartiers (46 au total sur l'ensemble de la Métropole)
- L'organisation de 10 sessions de formations « *Référent de site compostage* » et 2 sessions de « *Guides composteurs* », ainsi qu'une soirée « *Réseau compostage* » dans le cadre de la Semaine



européenne de la réduction des déchets (SERD), afin de rassembler les 50 référents de sites de compostage.

### **Concernant la collecte et le tri des déchets :**

#### **La simplification des consignes de tri :**

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour le déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri, des colonnes d'apport volontaires supplémentaires ont été installées sur le domaine public, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Au terme des deux premières années de déploiement, il convient de noter que, si l'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables à hauteur de 31 006 tonnes, celle-ci montre un déficit dans l'atteinte des performances initialement attendues. Cela se traduit sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national par une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes. Ce phénomène n'étant pas spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole a conduit les éco-organismes CITEO/ADELPHE à proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de tri et valorisation dénommé « *Plan BOOST ECT* ».

Montpellier Méditerranée Métropole s'est ainsi engagée dans le Plan Boost ECT. Il s'agit ainsi, tout au long de l'année 2023, de :

- Faciliter la compréhension et mieux communiquer sur les consignes de tri (courriers adressés aux foyers de Montpellier Méditerranée Métropole ; campagne de stickage des bacs jaunes dans l'habitat individuel et pose de panneaux pour locaux poubelles dans l'habitat collectif ; sensibilisation des bailleurs et syndics...)
- Améliorer la qualité du tri et augmenter les performances du Centre de tri DEMETER

Le montant prévisionnel de l'enveloppe dédiée s'élève à 1 M€, avec une participation CITEO de 0,5 M€.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets :**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2022 la totalité des 128 902 tonnes de déchets résiduels (127 120 tonnes) et biodéchets (1 782 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère baisse par rapport à 2021 (-1,1 %), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement pour élimination.

L'unité AMETYST a également accueilli 9 729 tonnes de déchets tiers (déchets en provenance de producteurs privés tel que des industries agroalimentaires, des grandes et moyennes surfaces etc...) contre 8 115 tonnes en 2021.

Le procédé « *d'ultracriblage* » démarré au 1<sup>er</sup> janvier 2015 a permis de produire 35 806 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 (39 303 tonnes de 2021) qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 159 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées.

La production d'énergie s'est établie en 2022 à 30 727 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur des 2 300 logements de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (35 516 MWh en 2021).

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016 fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

Il convient de noter que le « *socle commun* » relatif aux Matières Fertilisantes et Supports de Culture, dont la mise en œuvre est désormais envisagée au 1<sup>er</sup> janvier 2025, impactera fortement la filière de valorisation organique des déchets de la Métropole en prohibant le retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité Amétyst. Il obligera à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application prévue ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

Le contrat d'exploitation de l'unité Amétyst arrivant à terme au 31 décembre 2024, le nouveau contrat qui sera attribué fin 2024 devra intégrer cette perspective d'excellence des composts issus des seuls biodéchets et rechercher de nouveaux moyens d'optimisation de son fonctionnement dans la lignée de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2022 une baisse du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 146 488 € en 2022 contre 1 423 602 € en 2021 et 1 175 161 € en 2020, soit -276 K€ par rapport à 2021 (- 19%).

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 089 K€ soit une stabilité +0,4 % par rapport à 2021, dont 19,6 M€ pour le chiffre d'affaires qui lui apparaît en hausse de + 1,2 M€. La stabilité s'explique par une forte baisse des reprises sur amortissements de - 1,1 M€, qui atténue l'effet à la hausse du CA

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 14,3 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de + 916 K€ soit +6,8 % par rapport à 2021. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « *redevance transport* » d'un montant de 3M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « *refus* » forfaitaire initiale.

Quatre autres principaux postes expliquent la hausse du chiffre d'affaires général :

- Le traitement des déchets OMR à hauteur de 11 M€, en hausse de +210 K€ soit +2%, notamment lié à un volume en légère baisse de - 1% et un tarif en hausse de +2,57€/T ;
- Le traitement des Ordures Ménagères Résiduelles OMR/ biodéchets tiers à hauteur de 760 K€, en

hausse de +187 K€ soit +32%, notamment liée à la hausse du volume des OMR/ Biodéchets Tiers, avec un tonnage de 9 729 Tonnes en hausse de +1 614 Tonnes. ;

- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 4 M€ augmentent de +322 K€ par rapport à 2021 soit +9 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +41 K€ soit +12%, du fait du maintien en 2021 de la reprise des cours sur le marché amorcé en 2020 ;

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2022, la facturation des déchets tiers est de 127 567 € soit +2,5%, elle s'élevait à 124 435 € pour 2021, 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 496 K€ et stable +0,1 % par rapport à 2021. Les charges fixes sont de 7 286 K€ en 2022, en baisse de -2 %, et s'élevaient à 7 448 K€ en 2021 et à 7 830 K€ en 2020. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2022, soit 5 067 k€ (contre 4 422 K€ en 2021 et 4 292 K€ en 2020). En revanche, les charges énergétiques sont en baisse de -691 k€ malgré une hausse des coûts unitaires du fait d'une rectification du mode de comptage de la quantité d'électricité consommée par l'usine.

L'entretien et le renouvellement des équipements ont représenté 2,35 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2022, contrairement à 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,8 M€ est en hausse de 549 k€ soit 17%, et représente 20,5% du total des charges. Pour rappel en 2021, la masse salariale s'élevait à 3,2 M€ et affichait une baisse par rapport à l'exercice précédent (- 342 K€ soit -10 %), et représentait 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire augmentent de + 108 K€ soit + 28% contre une diminution de -132 K€ en 2021, ainsi en 2022, le niveau de personnel intérimaire a donc été élevé et s'approche du niveau constaté en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

En 2022, les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont fortement augmenté de 690 k€ (+20%) après avoir diminué de -238 K€ (-7%) en 2021, avec un montant de 4 M€ contre 3,4 M€ en 2021.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation comme en 2021.

A noter un montant de l'impôt sur les bénéfices en forte augmentation de 379 K€ en 2022 contre 47 K€ en 2021.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Des études menées en 2013 ont conduit à adopter un programme de travaux d'extension et de rénovation du centre de tri, menés en 2019.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation significative des tonnages de déchets recyclables. 31 294 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2022. Cependant, elle s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables, qui s'établit désormais entre 30% et 35%, en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat, partagé par de nombreuses collectivités engagées dans l'extension des consignes de tri a conduit l'éco-organisme **Citeo** à proposer aux territoires volontaires **le Plan Boost ECT**, dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non

valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site ont été menés en 2022 et s'achèveront au printemps 2023.

Afin d'assurer la continuité du service à la suite de la fermeture de l'installation de stockage fin 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a recherché de nouvelles capacités d'accueil et de traitement des refus conformément au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. Ce plan, approuvé fin 2019, définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Au regard de ces objectifs, le constat dressé de la disponibilité de capacités suffisantes de traitement sur le territoire de la région conduit en l'élargissement des zones de chalandise des installations de traitement autorisées.

Cette fermeture a donc modifié dès 2020 et de façon significative, l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, en générant une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Le montant global de la gestion des marchés pour l'élimination des déchets ultimes a ainsi été de 22,1 M€ en 2022, en augmentation de 11% par rapport au montant 2021 (19,9M€.). Ces contrats arrivant à échéance fin 2023, une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée fin 2022. Outre l'augmentation progressive de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) jusqu'en 2025, les perspectives de réduction programmée par le SRADDET des capacités d'accueil des installations induisent des tensions sur le marché de l'élimination des déchets et entraînent une nouvelle forte hausse des coûts du service telle que constatée lors de l'attribution des nouveaux contrats au printemps 2023.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets végétaux, issus des déchèteries ou des apports directs des habitants, a été assurée sur les unités de Grammont, initialement gérée en régie par Montpellier Méditerranée Métropole et dont l'exploitation est désormais confiée à un opérateur privé, et de Pignan, en exploitation privée, pour permettre notamment la production de coproduits (broyats) alimentant le process de méthanisation à Ametyst ou pour la digestion des boues sur les stations d'épuration de Baillargues et Fabrègues.

36 041 tonnes de compost normé NFU 44 051 ont ainsi été produites sur Ametyst en 2022.

### **Actions de communication**

En 2022, dans le cadre déployer sa feuille de route Zéro Déchet, délibérée en mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une nouvelle stratégie de communication, qui se déclinera en 4 phases.

La première campagne (Sensibiliser grâce aux ambassadeurs sportifs) a été lancée lors de la Foire Internationale de Montpellier : « *Ensemble, gagnons le match du tri* » : Pour encourager les Montpelliérains à trier leurs déchets, la métropole a fait appel à ses sportifs de haut niveau. Le footballeur Téji SAVANIER, la basketteuse Romane BERNIES et le volleyeur Nicolas LE GOFF prêtent leur image à la nouvelle campagne « *Zéro Déchet* ».

3 autres campagnes sont ensuite prévues à échéances régulières, débutant en février 2023 par la phase 2 « *Les Défis du Tri* ».

### **Information et prise en charge des demandes des usagers**

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2022, 21 121 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "*e-service*" est venu compléter les services au citoyen et près de 22 850 formulaires ont été enregistrés en 2022, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, près de 44 000 demandes qui ont été reçues par la Pôle DCE au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service

public.

**En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

<b>Ordures Ménagères et Assimilées</b>	<b>Tonnages collectés 2022</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	130 705
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	30 823
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 894

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés 2022</b>
Déchèteries	78 757
Encombrants collectés en porte à porte	8 422

Soit un total de 259 180 tonnes collectées en 2022, soit 519 kg par habitant, ratio en baisse par rapport à 2021 (528 kg/hab), en raison de la baisse des tonnages pour tous les flux de déchets.

En 2022, la baisse de production des Déchets Ménagers et Assimilés est plus globalement constatée sur une large part du territoire national. Outre les effets des politiques de prévention et de réduction des déchets, elle semble également liée à la conjoncture économique et internationale de l'année 2022.

**Les principales données financières :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2022 s'élève, hors amortissement, à 4 280 668 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 79 905 953 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

**Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 24,12 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 6,02 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,92 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,00 M€ TTC ;

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 16,25 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 22,85 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 5,21 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,52 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 1,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,75 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 0,93 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 89,38 M€ de recettes en 2022. Les collectes sélectives ont généré environ 8,59 M€ de recettes, dont 5,89 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,69 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 4,14 M€ en 2022.

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 13 juin 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236213-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023\_3M\_rpqs\_dechets\_exe2022-pages V5.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

# Aménagement durable - Comptes-Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) - Avenants - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La présente délibération a pour objet la présentation des Comptes Rendus A la Collectivité (CRAC) des opérations d'aménagement dont Montpellier Méditerranée Métropole est concédante. Ces opérations sont au nombre de 22.

## 1- Concession Cévennes - Montpellier

L'année 2022 a permis de poursuivre la mise en œuvre du projet urbain et de lancer des missions de concertation avec la population. Le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a été validé par le Conseil de Métropole du 26 juillet 2022, et les études de maîtrise d'œuvre des espaces publics engagées à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Le bilan global de l'opération proposé au CRAC 2022 par la SA3M est de 100 186 K€ HT, soit une augmentation de 801 K€ HT comparativement au bilan validé dans le CRAC 2021 qui était de 99 386 K€ HT. Cette légère évolution permet d'intégrer une actualisation des coûts d'acquisition au titre du portage ciblé. Cette augmentation du bilan n'induit pas d'augmentation de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole, qui reste fixée à 50 959 000 € HT, dont :

- Participation d'équilibre 28 924 000€ HT ;
- Participation affectée au rachat d'équipements 22 034 700 € HT.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>99 386</b>	<b>2 626</b>	<b>92 978</b>	<b>100 186</b>	<b>800</b>
Dont acquisitions auprès du concédant	841		-	857	16
Dont acquisitions	32 938	1 538	29 861	33 648	710
Dont travaux VRD	17 436	15	17 384	17 439	3
Dont travaux bâtiments	19 960	90	19 821	19 957	- 3
Dont rémunération	11 383	639	9 796	11 386	3
Dont frais financiers sur CT	127	3	733	755	628
Dont frais financiers sur MT/LT	4 466	12	3 887	3 911	- 555
<b>RECETTES</b>	<b>99 386</b>	<b>8 985</b>	<b>88 219</b>	<b>100 186</b>	<b>800</b>
Dont vente de bâtiments	17 405		18 205	18 205	800

En € HT

## 2- Concession Mosson – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le bilan global de l'opération proposé par la SA3M est de 408 315 000 € HT, soit une augmentation de 13 584 000 € HT comparativement au bilan validé dans le CRAC 2021 qui était de 394 731 000 € HT. Cette augmentation permet d'intégrer les évolutions du projet urbain, notamment sur les secteurs Mosson Sud et surtout Saint Paul faisant l'objet de procédures de ZAC.

Cette augmentation du bilan n'induit pas d'augmentation de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole, qui reste fixée à 201 262 626 € HT, dont :

- Participation d'équilibre 136 183 000 € HT ;
- Participation affectée au rachat d'équipements 65 079 626 € HT.

Le montant des travaux pour la réalisation des deux groupes scolaires situés à la Mosson est en augmentation du fait de l'inflation du coût des matériaux. Afin d'intégrer celle-ci, la mise en place d'une participation complémentaire de la Ville de Montpellier d'un montant de 2 437 000 € apparaît nécessaire, passant de 57 619 000 € HT à 60 056 000 € HT.



Compte tenu de la mise en œuvre progressive du projet urbain, il apparaît également nécessaire de modifier l'échéancier prévisionnel de la participation financière du concédant. Il est ainsi proposé un avenant n°3 à la concession d'aménagement, permettant d'intégrer une nouvelle répartition de la mobilisation financière de Montpellier Méditerranée Métropole sur les années 2023, 2024 et 2025.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>394 731</b>	<b>11 861</b>	<b>382 387</b>	<b>408 315</b>	<b>13 584</b>
Dont études	11 160	1 258	7 133	10 256	- 904
Dont acquisitions auprès du concédant	1 920		3 201	2 164	244
Dont acquisitions	102 240	5 925	99 283	113 041	10 801
Dont travaux VRD	91 807	65	89 115	89 193	- 2 614
Dont travaux bâtiments	77 766	1 206	80 954	82 384	4 618
Dont honoraires sur travaux	30 880	336	30 944	31 286	406
Dont rémunération	41 451	1 817	37 882	42 268	817
Dont frais divers	26 179	1 194	24 265	25 859	- 320
Dont frais financiers sur CT	870	3	1 954	1 967	1 097
Dont frais financiers sur MT/LT	10 457	57	9 826	9 898	- 559
<b>RECETTES</b>	<b>394 731</b>	<b>12 220</b>	<b>385 974</b>	<b>408 316</b>	<b>13 585</b>
Dont loyers	9 809	334	9 368	9 766	- 43
Dont récupération charges locatives	2 803	76	2 573	2 665	- 138
Dont vente de terrains et droits	9 403		19 608	19 607	10 204
Dont vente au concédant	5 859		12 718	6 359	500
Dont vente de bâtiments	26 424		27 548	27 548	1 124
Dont participations subventions (hors concédant)	139 171	1 410	139 698	141 108	1 937

En € HT

### 3- ZACs Garosud et Garosud Extension – Montpellier

Les travaux de la ZAC Garosud sont aujourd'hui entièrement réalisés. Les travaux d'aménagement de la 2ème et dernière tranche de Garosud extension permettant la viabilisation de l'ensemble de la ZAC sont également achevés. La quasi-totalité des lots a été commercialisée avec, en 2022, la signature de deux promesses de vente (SCI Equilibre sur le macro Lot A et Kiloutou), et d'un acte de vente (Burostation).

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 136 000 € HT. Cette augmentation de charges (augmentation des impôts fonciers, de la rémunération du concessionnaire liée à l'augmentation des dépenses, des frais financiers liée à la mise en place de deux nouveaux emprunts) est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions consécutives à une optimisation du prix de cession et de la surface de surface de plancher commercialisée. Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée.

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000 €.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>64 204</b>	<b>228</b>	<b>1 071</b>	<b>64 340</b>	<b>136</b>
Dont acquisitions	18 097	38	18 130	18 115	18
Dont travaux VRD	28 847	63	28 973	28 823	24
Dont honoraires sur travaux	2 049	25	504	2 038	11
Dont rémunération	7 469	69	7 505	7 505	36
Dont frais divers	670	4	674	674	4
Dont frais financiers CT	1 378	27	1 384	1 362	16
Dont frais financiers MT/LT	3 276		135	3 406	130
<b>PRODUITS</b>	<b>64 204</b>	<b>720</b>	<b>3 555</b>	<b>64 340</b>	<b>136</b>
Dont vente de terrains et droits	44 130	720	3 549	44 260	130
Dont produits divers	418		6	424	6

En € HT

### 4- Concession Cambacérès - Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 90 252 000 € HT, dont 13 836 000 € HT en 2022, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation de la ZAC1 et de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de finition de la Halle de l'innovation. Un acte a été signé sur l'année portant sur la cession de la Halle de l'Innovation à Montpellier Méditerranée Métropole. En outre, 7 îlots ont déjà été commercialisés et sont en cours de construction ou d'autorisation : l'école du numérique Ynov, les programmes tertiaires de l'enveloppe urbaine, la Montpellier Business School et la Halle Nova. L'ensemble de ces programmes totalisent 111 115 m² de surface de plancher.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 207 639 000 € HT, en hausse de 2 009 000 € HT. La participation du concédant est en hausse de 8 390 000 € afin de compenser la révision de prix des travaux et honoraires sur travaux sur les années 2023 à 2026 pour un montant de 812 000 € HT, ainsi que la perte de constructibilité du lot ES3 pour un montant de 7 578 000 € HT lié au choix fait dans le cadre du futur PLUi d'abandonner la réalisation de cet îlot au bénéfice d'une extension de la zone naturelle au sud du château de la Mogère.

L'évolution du montant de la participation requiert la signature d'un avenant n°10 au traité de concession.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>205 630</b>	<b>13 836</b>	<b>117 387</b>	<b>207 639</b>	<b>2 009</b>
Dont études	5 768	31	3 072	6 437	669
Dont acquisitions	10 814	1 157	7 660	11 931	1 117
Dont travaux VRD	96 164	7 210	51 461	92 979	-3 185
Dont travaux bâtiments	21 683	2 427	8 055	21 439	-244
Dont honoraires sur travaux	15 470	1 035	9 740	17 221	1 751
Dont rémunération	21 165	693	13 084	21 004	-161
Dont frais divers	2 170	227	2 039	3 746	1 576
Dont frais financiers sur CT	520	56	503	655	135
Dont frais financiers sur MT/LT	6 987	251	6 468	7 337	350
<b>PRODUITS</b>	<b>205 630</b>	<b>3 654</b>	<b>171 722</b>	<b>207 638</b>	<b>2 008</b>
Dont vente de terrains et droits	152 946	1 154	127 897	146 565	- 6 381
Dont participation concédant	13 625	2 000	15 240	22 015	8 390

En € HT

### 5- ZAC Hippocrate – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession, s'élève à 6 188 000 € HT, dont 1 972 000 € sur l'année 2022.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 267 000 €, sans évolution. Aucune participation du concédant n'est prévue. Cette opération a apporté 3 046 000 € de fonds de concours déjà versé à la collectivité : un fonds de concours de 1 668 000 € pour contribuer aux travaux de viabilisation de la ZAC Nina Simone, auquel s'ajoute 1 378 000 € de contribution au financement de l'enfouissement des lignes haute tension réalisé en 2020.

La concession arrivant à échéance, il est proposé un avenant de prolongation de la concession pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028 pour permettre de couvrir les travaux des deux derniers lots commercialisés.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>7 265</b>	<b>1 972</b>	<b>1 079</b>	<b>7 267</b>	<b>2</b>
Dont études	383		596	345	- 38
Dont acquisitions	1 184	122	1 297	1 297	113
Dont travaux VRD	1 704	153	634	1 688	- 16
Dont honoraires sur travaux	63		27	50	- 13
Dont rémunération	737	18	134	723	- 14
Dont frais divers	113	11	28	114	1
Dont frais financiers sur CT	18	1	1	1	- 17
Dont frais financiers sur MT/LT	18		8	4	- 14
<b>PRODUITS</b>	<b>7 265</b>	<b>2</b>	<b>8 147</b>	<b>7 267</b>	<b>2</b>
Dont produits financiers	1	2	3	3	2

En € HT

## 6- Concession Nina Simone – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 250 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, fouilles archéologiques, rémunération du concessionnaire et frais divers.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 081 000 €. Les évolutions principales, chiffrées à 807 000 € HT portent sur les coûts d'acquisitions foncières restant à réaliser, qui ont été réévaluées, et le montant des travaux, qui ont été optimisés et sont en baisse de 270 000 € HT.

Le bilan évolue également du fait de la diminution du poste recettes foncières et de celui correspondant aux acquisitions auprès du concédant, puisque la Métropole a décidé, par délibération du 30 mars 2023, de céder directement à l'Etat l'emprise de l'Académie de police.

En contrepartie, la participation est revue à la hausse pour un montant de 2 380 000 € HT, et s'établit à un total de 4 360 000 € HT dont :

- 2 780 000 € de participation d'équilibre ;
- 1 580 000 € de participation au Programme des Equipements Publics.

Aussi un avenant n°3 est aujourd'hui proposé afin de modifier le montant de la participation du concédant.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>15 274</b>	<b>37</b>	<b>15 833</b>	<b>16 081</b>	<b>807</b>
Dont acquisitions auprès du concédant	3 000		4 672	2 336	- 664
Dont acquisitions	2 305		3 366	3 387	1 082
Dont travaux VRD	6 379	7	6 063	6 109	- 270
Dont rémunération	1 735	6	1 660	1 775	40
Dont frais divers	368	14	352	370	2
Dont fonds de concours			400	400	400
Dont frais financiers sur CT	24		81	81	57
Dont frais financiers sur MT/CT	442		602	602	160
<b>RECETTES</b>	<b>15 274</b>	<b>650</b>	<b>14 501</b>	<b>16 081</b>	<b>807</b>
Dont vente de terrains et droits	13 294		11 721	11 721	- 1 573
Dont participation concédant	1 980	650	2 780	4 360	2 380

**En € HT**

## 7- ZAC Odysseum Est – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées est de 579 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour des installations ludiques temporaires. L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 17 204 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

Au regard des arbitrages envisagés dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Climat, la suppression de cette ZAC et la clôture de cette concession sont projetées d'ici 2024.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>17204</b>	<b>118</b>	<b>16625</b>	<b>17 204</b>	<b>0</b>
Dont études	396		219	320	-76
Dont travaux VRD	4 357	98	4045	4 403	46
Dont rémunération	1 679	7	1642	1 677	-2
Dont frais financiers CT	474		199	207	-267
Dont frais financiers LT			298	298	298
<b>PRODUITS</b>	<b>17 204</b>		<b>17204</b>	<b>17 204</b>	<b>0</b>

En € HT

## 8- ZAC Porte de la Méditerranée – Montpellier

Au 31 décembre 2022, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 114 467 000 € HT, dont 1 580 000 € HT réalisés en 2021, correspondant essentiellement à des travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 107 417 000 € HT, dont 126 000 € HT réalisées dans l'année et correspondant à la signature d'un compromis de vente avec la société SCI AEKO lot 7 pour un projet de 2 578 m<sup>2</sup> de surface de plancher sur le lot 7 incluant une salle de sport, des commerces et des services.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 117 979 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT et a déjà été versée.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>116 638</b>	<b>1 580</b>	<b>3 512</b>	<b>117 979</b>	<b>1 341</b>
Dont études	4 864	80	91	4 919	55
Dont acquisitions	10 248	14	10 261	10 261	13
Dont travaux VRD	34 662	1 339	1 298	35 814	1 152
Dont honoraires sur travaux	4 770	12	79	4 773	3
Dont rémunération	13 878	118	1 341	14 041	163
Dont frais financiers sur CT	1 275	3	566	1 229	-46
Dont frais financiers sur MT/LT	4 371	13	42	4 372	1
<b>PRODUITS</b>	<b>116 637</b>	<b>126</b>	<b>9 638</b>	<b>117 979</b>	<b>1 342</b>
Dont cessions	57 865	126	7 300	59 207	1 342

## 9- ZAC Parc 2000 et Parc 2000 Extension – Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 19 262 000 € HT, dont 169 000 € HT en 2022, correspondant principalement à des travaux de voiries et de réseaux, aux frais d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 799 000 € HT, en baisse de 33 000 € HT. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole, déjà entièrement versée, reste fixée à 1 827 000 € dont :

- 1 050 000 € de participation à l'équilibre ;
- 228 000 de participation au Programme des Equipements Publics ;
- 549 999 € de subvention d'équipement au VEAS.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>19 832</b>	<b>169</b>	<b>537</b>	<b>19 799</b>	<b>- 33</b>
Dont acquisitions	4 485	2	4 487	4 487	2
Dont travaux VRD	6 811	31	6 818	6 818	7
Dont travaux	2 126	7	2 120	2 120	- 6
Dont honoraires sur travaux	478	3	481	481	3
Dont rémunération	2 236	31	136	2 240	4
Dont frais d'exploitation	2 460	85	336	2 432	- 28
Dont frais financiers sur CT	257	9	48	254	- 3
Dont frais financiers sur MT/LT	658		3	645	- 13
<b>PRODUITS</b>	<b>19 832</b>	<b>260</b>	<b>1 141</b>	<b>19 799</b>	<b>- 33</b>
Dont loyers	4 445	183	781	4 401	- 44
Dont récupération de charges locatives	1 772	77	360	1 783	11

En € HT

## 10- ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension – Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 8 514 000 € HT, dont 1 757 000 € HT en 2022, et les recettes perçues à 4 019 000 € HT, dont 1 204 000 € HT en 2022.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 31 259 000 € HT, en augmentation de 5 312 000 € HT. Cette augmentation résulte notamment des frais de nettoyage du site à la suite de l'occupation du site par des Roms, et de l'impact de l'installation du groupe scolaire (travaux d'aménagement et diminution des charges foncières attendues)

La participation de la Ville de Montpellier attendue pour permettre la réalisation du groupe scolaire, est établie à 20 273 000 € HT, en augmentation de 2 753 000 € HT compte tenu de l'actualisation du coût des travaux de construction.

Le montant de la participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 2 920 000 €, en augmentation de 1 344 000 € par rapport au dernier bilan.

Il est proposé d'adapter les montants et les échéanciers de versements de cette participation dans la concession d'aménagement, par un avenant n°6.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>25 948</b>	<b>1 757</b>	<b>22 746</b>	<b>31 259</b>	<b>5 311</b>
Dont acquisitions	641	8	949	649	8
Dont travaux VRD	5 085	1 483	7 965	6 432	1 347
Dont travaux bâtiments	15 529		19 125	19 125	3 596
Dont honoraires sur travaux	270	44	301	273	3
Dont rémunération	1 749	169	1 445	2 066	317
Dont frais divers	220	47	321	224	4
Font frais financiers sur CT	57	4	140	87	30
Font frais financiers sur MT/LT	312	2	106	319	7
<b>PRODUITS</b>	<b>25 948</b>	<b>1 204</b>	<b>27 240</b>	<b>31 259</b>	<b>5 311</b>
Dont vente de terrains et droits	6 752	1 003	4 537	7 965	1 213
Dont autres participations	17 520		40 546	20 273	2 753
Dont participation concédant	1 576	200	5 351	2 920	1 344
Dont produits financiers	1	1	2	2	1

En € HT

### 11- Concession Eurêka – Castelnau-le-Lez et Montpellier

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 99 133 000 € HT, dont 2 782 000 € HT en 2021, consistant essentiellement en travaux de finition en accompagnement des livraisons des bâtiments.

Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 82 866 000 € HT, dont 6 889 000 € HT en 2022, correspondant à la commercialisation de six lots, dont trois lots de logements sur la ZAC Extension Eurêka, et trois lots d'activités sur la ZAC Parc Eureka, totalisant 19 525 m<sup>2</sup> de surface de plancher. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 46 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %. Y sont déjà implanté notamment les entreprises Ubisoft, IBM, Medtech, Alstom... Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 137 608 000 € HT, en baisse de 395 000 € HT grâce à la baisse des risques sur cession.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>138 002</b>	<b>2 782</b>	<b>38 475</b>	<b>137 608</b>	<b>- 394</b>
Dont études	1 740	58	2 025	1 276	- 464
Dont acquisitions	29 898	70	6 779	29 966	68
Dont travaux VRD	36 683	1 368	9 459	36 954	271
Dont travaux	9 757	126	10 525	9 646	- 111
Dont honoraires sur travaux	3 828	120	852	3 829	1
Dont rémunération	15 711	625	5 845	15 578	- 133
Dont frais divers	13 288	354	5 772	12 691	- 597
Dont frais financiers sur CT	1 782	11	319	1 109	- 673
Dont frais financiers sur MT/LT	7 097	51	3 052	7 601	504
Dont amortissements techniques			294	294	294
<b>PRODUITS</b>	<b>138 002</b>	<b>6 889</b>	<b>54 742</b>	<b>137 608</b>	<b>- 394</b>
Dont loyers	20 867	228	9 331	19 704	- 1 163
Dont recuperation charges locatives	7 085	90	3 639	6 921	- 164
Dont vente de terrains et droits	92 849	6 484	38 217	93 562	713
Dont vente de bâtiments	3 422		3 554	3 554	132
Dont produits divers	381	87	467	467	86

En € HT

## 12- ZAC Euromédecine – Grabels et Montpellier

Les efforts de recommercialisation qui ont été observés en 2021 ont donné des résultats probants en 2022, en particulier ceux visant le repositionnement d'activités médicales ou paramédicales. Les demandes pour 2023, permettent de stabiliser les prévisions.

Par ailleurs les résultats d'exploitation des immeuble bio pôle restent équilibrés.

De plus, les études pour la définition de la recomposition et la reprogrammation du secteur ouest ont été lancées. L'approche environnementale et hydraulique du site ainsi que la question du grand paysage, de l'urbanité et de la densité, se positionnent au cœur de la réflexion en articulation avec les nouvelles ambitions de la collectivité incarnées par le projet Med Vallée.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 83 251 000 € HT, dont 1 837 000 € HT pour l'année 2022 et correspondent essentiellement aux frais financiers liés à la révision des prix des travaux (778 K€ HT).

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 111 371 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>109 784</b>	<b>1 837</b>	<b>25 932</b>	<b>111 371</b>	<b>1 587</b>
Dont études	1 952	29	2 197	1 965	13
Dont travaux VRD	28 595	259	38 732	28 945	350
Dont travaux bâtiments	20 874	171	534	20 986	112
Dont honoraires sur travaux	4 407	35	4 801	4 445	38
Dont rémunération	11 891	388	4 019	11 981	90
Dont frais divers	16 236	798	6 826	17 240	1 004
Dont frais financiers sur CT	1 970	12	675	2 150	180
Dont frais financiers sur MT/LT	7 821	134	872	7 729	- 92
Dont amortissements techniques	4 529		1 520	4 421	- 108
<b>RECETTES</b>	<b>109 784</b>	<b>3 133</b>	<b>40 743</b>	<b>111 371</b>	<b>1 587</b>
Dont loyers	39 437	1 104	12 550	39 045	- 392
Dont récupération de charges locatives	10 628	465	5 855	11 895	1 267
Dont vente de terrains et droits	42 754	1 562	20 839	44 584	1 830
Dont charges foncières	2 270		2 300	1 150	- 1 120
Dont produits divers	526	2	528	528	2

En € HT



### 13- ZAC Cannabe - Cournonterral

La pré-commercialisation de la ZAC a été engagée dès 2020 et les premiers pré-agréments ont été délivrés début 2021.

En 2022 trois compromis de vente ont été signés et le projet de Village d'Entreprise d'Artisanat et de Service, positionné sur le lot 1 est bien avancé.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 4 154 000 € HT, dont 1 886 000 € HT en 2022, correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 1 133 000 € HT, dont 207 000 € HT en 2022, résultant de la vente de terrains.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 195 000 € HT, en augmentation de 10 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, et reste inchangé.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>5 186</b>	<b>1 866</b>	<b>1 042</b>	<b>5 195</b>	<b>9</b>
Dont études	194	31	73	209	15
Dont acquisitions auprès du concédant	685		9	694	9
Dont acquisitions	423	90	17	411	- 12
Dont travaux VRD	2 899	1 554	428	2 917	18
Dont honoraires sur travaux	211	23	9	143	- 68
Dont rémunération	575	136	318	591	16
Dont frais divers	97	17	75	96	- 1
Dont frais financiers sur CT	32	11	12	25	- 7
Dont frais financiers sur MT/CT	71	3	102	110	39
<b>PRODUITS</b>	<b>5 186</b>	<b>207</b>	<b>4 062</b>	<b>5 196</b>	<b>10</b>
Dont vente de terrains et droits	4 259	207	4 062	4 269	10

En € HT

### 14- Concession Le Frigoulet - Cournonsec

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 660 000 € HT, dont 91 000 € HT en 2022, correspondant principalement aux frais financiers de l'opération. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 3 235 000 € HT, dont 164 000 € HT en 2022 résultant des différents loyers et charges locatives.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 348 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>5 315</b>	<b>91</b>	<b>1 687</b>	<b>5 348</b>	<b>33</b>
Dont rémunération	494	19	189	498	4
Dont frais divers	1 066	53	302	1 069	3
Dont frais financiers sur CT	161	8	107	159	- 2
Dont frais financiers sur MT/LT	547	11	564	546	- 1
Dont amortissements techniques	2 660		773	2 689	29
<b>PRODUITS</b>	<b>5 315</b>	<b>164</b>	<b>2 114</b>	<b>5 348</b>	<b>33</b>
Dont loyers	2 429	126	695	2 464	35
Dont récupération charges locatives	767	38	236	766	- 1

En € HT

### 15- Concession Ode à la Mer – Lattes et Pérols

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 86 265 000 € HT dont 8 465 000 € HT en 2022 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élèvent à 42 580 000 € HT, dont 7 305 000 € HT en 2022.

L'année 2022a été consacrée à :

- Ode acte 1 : élaborer le dossier de création modificatif ;
- Ode acte 2 :
  - o Retenir les maitrises d'œuvre secondaires sur certains secteurs ;
  - o Démarrer les études d'avant-projet ;
  - o Réaliser les fouilles archéologiques préventives sur le secteur de l'Estagnol ;
  - o Etablir et finaliser les fiches de lot sur les secteurs des Hauts de Lattes et du Fenouillet ;
  - o Poursuivre les travaux de viabilisation du projet en PUP sur Bir-Hakeim ;
  - o Finaliser les études et démarrer les travaux sur l'Ilot des Platanes ;
- Réaliser la concertation publique pour la procédure de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU sur le secteur Solis, Soriech, Platanes ;
- Obtenir le PC et finaliser les études du Pole Autonomie Santé ;
- Poursuivre les acquisitions foncières opportunes sur les secteurs Soriech Sud et Commandeurs.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et recettes à 280 600 000 € HT. L'augmentation générée par l'actualisation des travaux et l'évolution des frais financiers demande une participation d'équilibre complémentaire de la Métropole de 6 091 000 €, portant la participation totale à 61 762 000 € dont 1 000 000 € HT pour le financement de la partie publique du projet Pôle Autonomie Santé.

Compte tenu de l'évolution de l'opération, un avenant n°9 à la concession d'aménagement doit être conclu pour : modifier le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement et modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation du concédant.

Il est également proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie du 5 janvier 2012 pour prendre en compte les modifications des échéances du remboursement des avances de trésorerie ainsi que les nouvelles avances à consentir.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>271 985</b>	<b>8 465</b>	<b>194 315</b>	<b>280 600</b>	<b>8 615</b>
Dont études	6 060	333	3 473	6 055	- 5
Dont acquisition	81 086	4 177	30 032	85 339	4 253
Dont travaux VRD	103 373	1 354	96 214	104 391	1 018
Dont travaux bâtiments	5 770		12 730	6 365	595
Dont honoraires sur travaux	10 323	413	9 142	10 658	335
Dont rémunération	28 816	1 512	16 545	29 420	604
Dont frais divers	8 501	449	5 951	8 823	322
Dont frais financiers sur CT	2 232	30	659	400	- 1 832
Dont frais financiers sur MT/LT	10 824	197	11 349	14 148	3 324
<b>PRODUITS</b>	<b>271 985</b>	<b>7 305</b>	<b>237 320</b>	<b>280 600</b>	<b>8 615</b>
Dont loyers	15 320	1 169	23 968	17 469	2 149
Dont récupération charges locatives	2 170	349	2 469	2 213	43
Dont vente de terrains et droits	179 541	3 135	170 270	178 711	- 830
Dont cessions immobilières et loyers	4 238		10 078	5 398	1 160
Dont participation concédant	55 671	2 650	41 690	61 762	6 091
Dont remboursement divers	5	2	7	7	2

En € HT

### 16- ZAC Descartes - Lavérune

La commercialisation est achevée ; la cession du dernier lot a été réalisée au 1er trimestre 2022.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 927 000 € HT, dont 210 000 € HT pour l'année 2022 correspondant essentiellement à des travaux complémentaires concernant les reprises de voiries et réseaux divers suivant la commercialisation du dernier lot de la ZAC. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 6 275 000 € HT, dont 177 000 € HT pour l'année 2022 correspondant à la vente du dernier lot de la ZAC à la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ).

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 275 000 € HT.

Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

La fin des travaux de la ZAC ne pourra se faire en 2023, car le dernier lot commercialisé à ISOGAZ est encore en chantier et non livré. Aussi, il convient de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024. Un avenant n°8 à la concession d'aménagement est proposé en ce sens.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>6 259</b>	<b>210</b>	<b>348</b>	<b>6 275</b>	<b>16</b>
Dont acquisitions	1 445	6	-	1 451	6
Dont travaux VRD	2 900	148	55	3 069	169
Dont honoraires techniques	190		-	180	- 10
Dont rémunération	652	55	39	662	10
Dont frais divers	180	2	5	179	- 1
Dont fonds de concours	606		248	448	- 158
Dont frais financiers sur MT/LT			1	1	1
<b>PRODUITS</b>	<b>6 259</b>	<b>177</b>	<b>-</b>	<b>6 275</b>	<b>16</b>
Dont produits financiers		1	-	1	1
Dont produits divers	227	15	-	242	15

En € HT

### 17- Concession Hameau de Baillarguet – Montferrier-sur-Lez

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 90 000 € HT, dont 13 000 € HT en 2022, et les recettes perçues à 0 € HT.

En 2022, a été réglée une étude faune flore 4 saisons réalisée en 2021. Cette étude permettra la construction de scénarii contrastés d'évolution du site, qui restent à arbitrer.

Le bilan prévisionnel de l'opération demeure conforme au programme du traité de concession. Il s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>3 666</b>	<b>13</b>	<b>3 576</b>	<b>3 667</b>	<b>1</b>
Dont rémunération	439	3	406	441	2
Dont frais financiers sur CT	7	1	26	28	21
Dont frais financiers sur MT/LT	85		63	63	- 22

En € HT

### 18- Concession Lauze Est – Saint Jean de Védas

L'année 2022 a été marquée par la saisine du Tribunal Administratif pour l'engagement de l'enquête publique unique avec la désignation du Commissaire Enquêteur. L'année 2023, devra permettre, à l'issu de l'enquête publique, l'aboutissement des procédures d'urbanisme (création de la ZAC, Déclaration de Projet valant Mise en Compatibilité du PLU de Saint Jean de Védas) et la délivrance de l'Autorisation Environnementale Unique.

Durant l'année 2022, la programmation économique de la ZAC a été révisée avec une orientation de l'opération autour des activités productives : artisanat, industrie, production, distribution et logistique urbaine. L'opération pourra aussi constituer une réserve foncière pertinente pour le projet métropolitain MedVallée, dont la dynamique autour de la recherche, du bien-être et de la santé est à conforter.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 1 531 000 € HT, justifiée par l'actualisation du coût des études, la mise à jour du coût des acquisitions foncières, la révision programmatique et l'actualisation du coût des travaux. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par

l'augmentation du montant des recettes de cessions réévaluées.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 17 633 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 504 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>16 102</b>	<b>18</b>	<b>17 248</b>	<b>17 633</b>	<b>1 531</b>
Dont études	284		575	335	51
Dont acquisitions EPF	3 942		8 638	4 319	377
Dont autre foncier	948		1 612	806	- 142
Dont travaux VRD	4 982		5 696	5 697	715
Dont honoraires sur travaux	434		340	346	- 88
Dont rémunération	1 551	10	1 360	1 601	50
Dont frais divers	170	4	178	207	37
Dont fonds de concours	3 110		3 009	3 504	394
Dont frais financiers sur CT	17		79	79	62
Dont frais financiers sur MT/LT	663	4	725	738	75
<b>PRODUITS</b>	<b>16 102</b>	<b>671</b>	<b>15 162</b>	<b>17 633</b>	<b>1 531</b>
Dont vente de terrains et droits	11 726		13 256	13 256	1 530
Dont participation concédant	-	1	-	1	1

En € HT

### 19- Concession d'aménagement Marcel Dassault et première extension – Saint Jean de Védas

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 910 000 € HT, dont 14 000 € HT en 2021, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2022. Le dernier lot (lot 16) a été présenté au printemps 2023 à une nouvelle entreprise de préfabrication de béton technique. La signature du compromis de vente a été programmé pour l'été 2023.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération générera un résultat positif de 25 000 € (12 397 000 € HT en dépenses et 12 422 000 € HT en recettes) et intègre un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour permettre de finaliser la commercialisation du dernier lot et la remise des derniers ouvrages, un avenant n°15 est aujourd'hui proposé, afin de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>12 358</b>	<b>14</b>	<b>487</b>	<b>12 397</b>	<b>39</b>
Dont acquisitions	301	2	2	303	2
Dont travaux VRD	5 773	9	150	5 801	28
Dont rémunération	1 423	1	128	1 437	14
Dont frais divers	491	-	10	492	1
Dont frais financiers sur CT	446	-	-	440	- 6
<b>PRODUITS</b>	<b>12 383</b>	<b>-</b>	<b>371</b>	<b>12 422</b>	<b>39</b>
Dont vente de terrains	10 786	-	371	10 825	39

## 20- Concession Jules Rimet - Sussargues

La pré-commercialisation démarrera au 4e trimestre 2023 sur le secteur Nord et le projet de Village d'entreprises du secteur Sud est bien avancé, la livraison des ateliers est prévue au deuxième trimestre 2025.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 266 000 € HT, dont 137 000 € HT en 2022, correspondant essentiellement à des études et à des acquisitions foncières. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 200 000 € HT correspond au versement d'une première participation de la Métropole en 2021.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 880 000 € HT, en augmentation de 266 000 € HT.

L'évolution concerne la prise en compte de la réévaluation du coût prévisionnel des travaux, issue d'un chiffrage plus détaillé, du résultat de l'estimation du contrat ENEDIS, et de l'estimation précisée du renforcement du réseau d'eau potable.

Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT est sans modification par rapport au bilan précédent.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Cumul	Reste à faire	Bilan	
					Nouveau	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>3 613</b>	<b>137</b>	<b>266</b>	<b>3 613</b>	<b>3 880</b>	<b>267</b>
Dont acquisitions	295	73	73	223	296	1
Dont travaux VRD	2 501		1	2 719	2 720	219
Dont honoraires sur travaux	128	14	14	102	116	- 12
Dont rémunération	387	14	91	323	413	26
Dont frais financiers sur CT	11			7	6	- 5
Dont frais financiers sur MT/LT	12			48	48	36
<b>RECETTES</b>	<b>3 613</b>		<b>200</b>	<b>3 680</b>	<b>3 879</b>	<b>266</b>
Dont vente de terrains et droits	2 113			2 380	2 379	266

En € HT

## 21- ZAC Charles Martel – Villeneuve les Maguelone

La signature de l'acte de vente du dernier lot du lotissement ainsi que les travaux demandés par 3M avant remise d'ouvrage sont aujourd'hui réalisés.

Conformément au traité de concession l'opération s'achèvera au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 088 000 € HT, dont 27 000 € HT en 2022 correspondant essentiellement à la rémunération de la SERM. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 2 423 000 € HT, dont 284 000 € HT en 2022, correspondant à la cession du dernier lot du lotissement.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 325 000 € HT en dépenses et à 2 429 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 104 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à financer	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>2 330</b>	<b>27</b>	<b>238</b>	<b>2 325</b>	<b>5</b>
Dont études	77	3	80	80	3
Dont acquisitions	159	2	160	160	1
Dont travaux VRD	1 487		176	1 464	23
Dont honoraires sur travaux	103		17	111	8
Dont rémunération	311	19	34	312	1
Dont frais divers	103	1	11	111	8
<b>PRODUITS</b>	<b>2 415</b>	<b>284</b>	<b>6</b>	<b>2 429</b>	<b>14</b>
Dont vente de terrains	2 397	277	2 410	2 410	13
Dont produits financiers	-	1	1	1	1

En € HT

## 22- ZAC Charles Martel Extension - – Villeneuve les Maguelone

Les premiers compromis de vente et acte de vente ont été signés en 2022. La commercialisation de la ZAC est bien engagée, la signature de l'acte de vente du lot 7 ainsi que la désignation du lauréat pour le VAES devraient intervenir courant du 3ème trimestre 2023.

Au 31 décembre 2022, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 557 000 € HT, dont 2 331 000 € HT en 2022 correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2022, les recettes perçues s'élevaient à 2 203 000 € HT, dont 781 000 € HT en 2022 correspondant principalement au versement d'une participation d'équilibre par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 640 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 798 000 €.

Intitulé	Bilan approuvé	2022	Reste à faire	Bilan	
				Nouveau	Ecart
<b>CHARGES</b>	<b>9 624</b>	<b>2 331</b>	<b>6 083</b>	<b>9 640</b>	<b>16</b>
Dont études	313	19	160	316	3
Dont acquisitions auprès du concédant	482		361	-	482
Dont acquisitions	716		108	570	146
Dont travaux VRD	6 081	2 078	4 232	6 331	250
Dont honoraires sur travaux	253	78	95	259	6
Dont rémunération	982	138	688	1 001	19
Dont frais divers	42	12	25	45	3
Dont frais financiers sur CT	29	4	39	-	29
Dont frais financiers sur MT/LT	261	1	252	254	7
<b>PRODUITS</b>	<b>9 624</b>	<b>781</b>	<b>7 437</b>	<b>9 640</b>	<b>16</b>
Dont vente de terrains	6 826	161	13 470	-	6 826

En € HT

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les CRAC et de prendre acte du résultat de l'année 2022 pour les opérations susvisées ;
- D'approuver le tableau des cessions/acquisition des opérations suivantes :
  - o Concession Cévennes (acquisitions) ;
  - o Concession Mosson (cessions et acquisitions) ;
  - o Concession Garosud (cessions) ;

- o Concession Cambacérès (cessions) ;
- o Concession Hippocrate (acquisitions) ;
- o Concession Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (cessions) ;
- o Concession Eurêka (cessions) ;
- o Concession Ode à la Mer (acquisitions) ;
- o Concession Jules Rimet (acquisitions) ;
- o Concession Charles Martel (cessions) ;
- o Concession Charles Martel Extension (cessions) ;
- D'approuver les termes de :
  - o L'avenant n°10 à la concession Cambacérès et de l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie ;
  - o L'avenant n°8 de la concession Descartes ;
  - o L'avenant n°3 au traité de concession Hippocrate ;
  - o L'avenant n°3 à la concession d'aménagement Mosson ;
  - o L'avenant n°9 à la concession d'aménagement et de l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie Ode à la Mer ;
  - o L'avenant n°6 de la concession Parc 2000 2ème extension ;
- De prendre acte du rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique pour l'année 2022 des opérations suivantes :
  - o Mosson ;
  - o Cannabe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238822-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 01991\_CRAC\_2022 VD.doc



- 01991C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Bilan d'acquisitions Cévennes 2022.pdf
- 01990\_CRAC\_2022 VD.doc
- 01990C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2022.pdf
- TABLEAU ACQUISITION 2022.pdf
- 01990 Avenant 3.doc
- Rapport Spécial 2022 NPRU MOSSON.pdf
- 01312 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1312 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2022 Garosud.pdf
- 01960 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 01960C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2022 Cambaceres.pdf
- 01960-Avenant 10.pdf
- 01960-avenant7convention d'avance.pdf
- 01920\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 01920 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- BILAN ACQUISITION 2022 1920.pdf
- 01920\_CRAC 2020\_avenant n° 3 VD.pdf
- 01921\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 01921 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Avenant n° 3 concession VD.pdf
- 01910\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 01910 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01250\_CRAC\_2022\_vd.pdf
- 01250C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01118\_CRAC\_2022\_vd.pdf
- 01118C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01918\_CRAC\_2022\_vd.pdf
- 1918 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2022 Parc 2000 ext 2.pdf
- 1918 - AVENANT n 6 PARC 2000\_vd.pdf
- 01163\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 01163C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- CESSIONS 2022 01163.pdf
- CESSIONS 2022 01163E.pdf
- 01403\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 1403C CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01325 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1325 CRAC 2022 Bilan Synthèse.pdf
- Rapport spécial ZAC CANNABE SERM 2022.pdf
- 01550\_CRAC\_2022\_VD.pdf
- 01550C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01930 - CRAC 2022.pdf
- 01930C BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 1930 - ODE COMMUN Acquisition.pdf
- 1931- ODE ACTE 1 Acquisition.pdf
- 1932 - ODE ACTE 2 Acquisition.pdf
- ODE\_AVENANT 9.pdf
- ODE\_CONVENTION AVANCE DE TRESORERIE AVENANT 4.pdf
- 01900\_CRAC\_2022\_vd.pdf
- 1900 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf

- 01900\_CRAC 2022\_avenant 8\_vd.pdf
- 01948\_CRAC\_2022.pdf
- 01948 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01985 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1985 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 01411 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1411 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- 1411 \_AVENANT15 \_2022\_VD.pdf
- 01953 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1953 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Bilan Acquisition SA3M PAE jules Rimet Sussargues 2023.pdf
- 01350 CRAC 2022 - VD.pdf
- 1350 CRAC 2022 Synthèse.pdf
- CESSIONS 2022 charles Martel.pdf
- 01351 - CRAC 2022 - VD.pdf
- 1351 CRAC 2022 Bilan Synthèse.pdf
- BILAN CESSIONS 2022 Charles Martel Ext.pdf
- 2918 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE musée Fabre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Arnaud MOYNIER

## **Hors commission - Procès-verbal du Conseil de Métropole du 1er juin 2023 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 1er juin 2023 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV 1.06.2023\_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Conseil du 11 juillet 2023**  
**Décisions prises par le Président**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

---

**N°MD2023-047 - 25/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'attribution du marché n°M2D0125DC - Acquisition des Livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 16 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot n°16 « l'acquisitions des livres numériques (e books et audio books) » du marché n°M2D0125DC à l'entreprise SAS LIBRAIRIE LE DIVAN sise à Paris. Il est conclu pour un montant de 60 000 € HT maximum par an, soit pour un montant total de 240 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre. Le marché prend effet à compter de sa notification et est reconductible tacitement 3 fois.

**N°MD2023-124 - 27/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Décision relative au marché n°M2B0035VD - Caractérisations des flux de vieux papiers/cartons et de bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions**

**Objet :** Le lot 1 « Caractérisations des flux de vieux papiers/cartons » et le lot 2 « Caractérisations des flux des bennes bois et encombrants des déchèteries et issus des collectes en porte à porte » sont attribués à l'entreprise ELCIMAI sise à Le Crès. Le montant maximum annuel du lot 1 est de 3 500 € HT et le montant maximum annuel du lot 2 est de 15 000 €. La durée du marché est de 12 mois à compter de l'ordre de service, reconductible 3 fois un an.

**N°MD2023-256 - 20/04/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'OPH ACM Habitat pour la construction de 48 logements sociaux - Résidence ' ISADORA DUNCAN ' - ZAC République lot A2 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 6 400 070 € sollicitée par l'OPH ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 48 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Isadora Duncan », ZAC République lot A2 à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

**N°MD2023-258 - 01/06/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat, pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence ' NIDÔ ' - Avenue des Platanes à Lattes - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 515 972 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 17 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Nidô », 943 avenue des Platanes à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-259 - 01/06/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat, pour la construction de 7 logements sociaux - Résidence ' L'OMBRELLE ', rue Goya à Baillargues - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 882 581 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence « L'Ombrelle », rue Goya à Baillargues. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-270 - 02/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à un avenant 2 au marché de maîtrise d'œuvre n°M0B0057DC "réalisation d'un bâtiment annexe à l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature**

**Objet :** Un avenant n°2 au marché M0B0057DC est signé avec le titulaire du marché SENAC ARCHITECTE/ALD INGNIERIE/VANEL ET PENTAXE pour acter la modification des membres du groupement, prolonger la durée du marché qui est portée à 71 mois. Le montant de l'avenant est de 8 324, 60 € HT.

N°MD2023-271 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 30 600 € aux copropriétés "Le village" (14 logements), "Les Arceaux" (61 logements), "Occitane" (34 logements), "Les Collines d'Estanove B2" (98 logements), "Le Saint Blaise" (93 logements), sise au 18 rue Flaugergues (10 logements), sise au 34 rue de l'Université et 18 rue Expert (30 logements), toutes situées à Montpellier, ainsi que la signature des contrats d'audit tripartites afférents.

N°MD2023-273 - 23/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la composition du jury du concours de maîtrise d'œuvre pour la mise en valeur du complexe archéologique Lattara et à la prise en charge des frais éventuels - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de désigner les membres du jury pour le concours de maîtrise d'œuvre n°M2D0088DC pour la mise en valeur du complexe archéologique : aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain. Ce jury se compose des élus membres de la CAO, de 6 personnalités qualifiées (architectes, paysagistes, ...), d'un représentant du centre des monuments nationaux, d'un représentant de la DRAC et d'un représentant de la Ville de Lattes. Les frais éventuels de participation des personnes qualifiées seront pris en charge.

N°MD2023-306 - 16/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention d'objectifs et moyens pluriannuelle pour la plateforme numérique du réseau des musées d'Occitanie - 2023-2027 - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel ' Occitanie Musées ' - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer au réseau professionnel OCCITANIE MUSEES et à signer une convention d'objectifs et moyens pluriannuelle pour la plateforme numérique du réseau des musées d'Occitanie. La convention est conclue moyennant le versement d'une cotisation annuelle de 245 € TTC soit 1 225 € sur la durée totale d'exécution de la convention pour une durée de 5 ans.

N°MD2023-311 - 02/06/23 - Direction Paysage et Biodiversité

**Décision relative à l'adhésion à l'association Plante et Cité pour l'année 2023**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à adhérer à l'association PLANTE ET CITE pour l'année 2023 et pour le montant de 3 090 €.

N°MD2023-327 - 28/04/23 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société coopérative de production 3Pco - Locaux Domaine de Viviers - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre MONTPELLIE MEDITERRANEE METROPOLE et la SOCIETE COOPERATIVE DE PRODUCTION 3PCO, sise à Montpellier, d'une convention précaire concernant un hangar et un local situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou. La convention précaire, consentie à titre gratuit, prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 27/05/2023.

N°MD2023-328 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 117 sise commune de Fabrègues**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement de protection contre les crues du Coulazou, les services de la Métropole ont pris contact avec les propriétaires de la parcelle AM 117, impactée partiellement par le projet. Les propriétaires ont proposé la cession de la totalité de la parcelle, dont une partie est située en zone U et permettrait de développer un autre projet en lien avec le projet PAPI. La cession aurait lieu moyennant le prix de 45 000 € toutes indemnités confondues.

N°MD2023-332 - 20/04/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 27 logements sociaux - Résidence ATRIUM, Lot 36 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 273 446 € sollicitée par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux neufs, résidence « ATRIUM », lot 36 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-334 - 20/04/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 2 logements sociaux - Résidence BOREA, Lotissement Georges Bizet - Rue Jean Moulin à Baillargues - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 123 370 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 2 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Boréa », lotissement Georges-Bizet, rue Jean-Moulin à Baillargues. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-336 - 20/04/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence SIGNATURE, 140 rue des Cétoines à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 532 273 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Signature », 140 rue des Cétoines à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-337 - 20/04/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence SUN LODGE, 1 572 rue de Bugarel à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 667 890 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Sun Lodge », 1 572 Rue de Bugarel à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2023-357 - 25/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'exposition ' Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 17 juin 2023 au 5 février 2024**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une convention de prêt de mobilier archéologique. Elle a pour objet le prêt d'un objet (une Amphore africaine) par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge » du 17/06/2023 au 05/02/2024 au musée Henri Prades.

N°MD2023-376 - 25/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec le musée ZIEM de la Commune de Martigues dans le cadre de l'exposition ' Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 17 juin 2023 au 5 février 2024**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt de mobilier archéologique, notamment un pot culinaire, par le musée ZIEM de la Commune de Martigues, au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, qui organise, du 17/06/2023 au 05/02/2024, l'exposition « Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge ».

N°MD2023-382 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 31 320 € aux copropriétés sise 15 rue Daru (12 logements), « Le Saint François » (11 logements), « Saint Clément 2 » (78 logements), « Le Roquet » (34 logements), sise 8 place Salengro (8 logements), « La porte de Belvezet » (205 logements), toutes situées à Montpellier, pour la réalisation d'audits énergétiques, ainsi que la signature des contrats d'audit tripartites afférents.

N°MD2023-393 - 01/06/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 5 logements en location-accession - Résidence ' Les Lavandières ' - Avenue de Montpellier à Castries - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 998 762 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la banque CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC pour financer la réalisation de 5 logements en location accession neufs, résidence « Les Lavandières », avenue de Montpellier à Castries. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.



**N°MD2023-396 - 20/04/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)**

**Décision relative à la réitération de la garantie de l'emprunt contracté par les Compagnons de Maguelone - Foyer d'hébergement de Maguelone - Chemin des 4 Cantons à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 25 % pour le remboursement du prêt réaménagé d'un montant total de 1 542 373,86 € sollicité par l'association LES COMPAGNONS DE MAGUELONE auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON pour financer la construction d'un foyer d'hébergement pour personnes handicapées situé chemin des 4 Cantons à Villeneuve-lès-Maguelone. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2023-397 - 01/06/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 51 logements en location-accession - Résidence ' Proésa ' - ZAC de Cantausse lot D2 à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 7 800 000 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON pour financer la réalisation de 51 logements en location accession neufs, résidence « Proésa », ZAC de Cantausse lot D2 à Saint-Brès. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

**N°MD2023-408 - 12/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)**

**Décision relative à un avenant n°4 au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n°4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole ». L'avenant a pour objet de modifier la répartition des prestations entre les sociétés CHABANNE ARCHITECTE et FOUQUET ARCHITECTURE concernant les missions ACT, VISA, DET et AOT afin de permettre un démarrage de chantier plus efficace. Il prend effet à compter de sa notification et ne comporte aucune incidence financière.

**N°MD2023-411 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez, conclu avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON / BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES. Cet avenant a pour objet d'acter la réalisation de travaux complémentaires et supplémentaires nécessaires à la bonne exécution de la tranche optionnelle pour un montant de 38 742,03 € HT. Le délai d'exécution du marché est prolongé jusqu'au 31/03/2023.

**N°MD2023-419 - 26/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 771 m² située rue Topaze - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 771 m², située rue Topaze à Montpellier, à la suite de la réorganisation de la circulation dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway.

**N°MD2023-420 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative au marché subséquent M3D0005PP - Aménagement de la Grand Rue sur la Commune de Cournonterral - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M3D0005PP – Aménagement de la Grand Rue à Cournonterral à l'entreprise EIFFAGE sise à Juvignac pour un montant total estimatif de 706 186,06 € HT, soit pour la Tranche Ferme 582 602,01 € HT et 123 584,05 € HT pour la Tranche Optionnelle. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage.

**N°MD2023-422 - 26/04/23 - Direction Déléguée Planification Environnement et Appui aux Territoires (PDU)**

**Décision relative à un avenant à la convention de PUP "Les Iris" - Commune de Cournonsec - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur OLIVIER, d'un avenant à la convention signée le 16/06/2019. Il a pour objet d'ajuster, à l'issue des travaux d'aménagement, le montant de participations aux coûts réels, soit une baisse du montant prévisionnel des équipements publics décrits dans la convention initiale. Le montant du programme s'élève à 35 527,91 € HT ; la participation du promoteur est de 34 432,80 € HT, la participation publique est de 1 095, 11 € HT.

**N°MD2023-426 - 10/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AC 495 et AC 496 - boulevard Carrière Pèlerine - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** Il s'agit d'acter l'acquisition des parcelles cadastrées AC 495 et AC 496, d'une emprise totale de 112 m², déjà aménagée en voirie, appartenant à Madame JUVEN, située boulevard Carrière Pèlerine sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

**N°MD2023-428 - 27/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Décision relative au marché n°M2D0018VD - Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés - Attribution des lots 1 à 4**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché M2D0018VD relatif au traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés, décomposé en 4 lots, comme suit :

- Lot 1 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 75 % des refus stabilisés de l'unité de méthanisation Amétyst, à la Société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à Montpellier, pour une période initiale de 12 mois à compter du 01/12/2023, renouvelable 3 fois, et pour un montant maximum de 28 000 000 € sur la durée totale de l'accord cadre ;

- Lot 2 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 75 % des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Amétyst et 100% des refus à haut pouvoir calorifique du centre de tri Déméter, à la société SUEZ RV MEDITERRANEE, sise à Narbonne, pour une période initiale de 12 mois à compter du 01/12/2023, renouvelable 3 fois, et pour un montant maximum de 55 000 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre ;

- Lot 3 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 25 % des refus stabilisés de l'unité de méthanisation Amétyst, et mise en transit/tri/transport/traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 50% des encombrants de déchèteries et 100 % de divers déchets d'activité des services, à la SOCIETE MONTPELLIERAINE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DE DECHETS (SMTVD), sise à Montpellier, pour une période de 4 ans à compter du 01/07/2023 et pour un montant maximum de 40 500 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre ;

- Lot 4 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 25 % des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Amétyst et mise en transit/tri/transport/traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique de 50% des encombrants de déchèteries, à la SOCIETE MEDITERRANENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier (31073), pour une période de 4 ans à compter du 01/12/2023 et pour un montant maximum de 32 100 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre.

**N°MD2023-436 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles PR 464 et PR 466, dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (PUP) 174 avenue de Monsieur Teste à SNC Marignan Résidences - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole à SNC MARIGNAN RESIDENCES des parcelles PR 464 et PR 466, en déduction des participations financières mises à la charge du constructeur dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (PUP) situé 174 avenue de Monsieur-Teste à Montpellier, permettant l'amélioration du cheminement piéton et leur intégration au domaine public métropolitain.

**N°MD2023-437 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative à une convention tripartite entre la commune de Saint-Brès, la SERM et Montpellier Méditerranée Métropole ZAC 1 de Cantausse - Travaux de requalification de la RM 106 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la Commune de Saint-Brès, dans la cadre des travaux d'aménagement dans la ZAC Cantausse à Saint-Brès. Elle permet de recevoir la participation financière de l'aménageur au titre des travaux de requalification de la route départementale 106 au sein du périmètre de la ZAC et inscrit au Programme des Équipements Publics de la ZAC 1 de Cantausse d'un montant de participation à hauteur de 671 000 €.

**N°MD2023-448 - 26/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'aménagement de la rue des aires à Montferrier sur Lez - Acquisition foncière - Échange de parcelles avec Monsieur BRACCO**

**Objet :** Il s'agit d'échanger avec Monsieur BRACCO une parcelle de 24 m<sup>2</sup> lui appartenant située à l'intersection de la rue des Aires et du passage des Blaques avec une parcelle métropolitaine située rue des Aires. Cet échange est nécessaire pour améliorer la visibilité du carrefour.

**N°MD2023-449 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole (Musée Fabre) et l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole (Musée Fabre) et L'ASSISTANCE PUBLIQUE-HOPITAUX DE PARIS (AP-HP), d'une convention de partenariat permettant au musée Fabre de rentrer dans le réseau "Hoptisoins" afin de diversifier et d'attirer de nouveaux publics adultes. Les personnels de l'AP-HP bénéficieront ainsi d'un tarif réduit pour le musée.

**N°MD2023-452 - 20/04/23 - Pôle Finances et Conseil en Gestion**

**Décision relative à la création de la régie de recettes et d'avances ' Halle de l'innovation ' du Pôle Attractivité Développement Économique et Emploi - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de créer une régie de recettes et d'avances permettant l'encaissement des loyers et consommations au sein de la Halle de l'innovation auprès du service Administration et Finances rattaché au Pôle Attractivité Développement Economique et Emploi. Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

**N°MD2023-455 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AE n°35, Lieu-dit Le Château, sise commune de Murviel-Lès-Montpellier**

**Objet :** Acquisition d'une parcelle de terrain de 948 m<sup>2</sup> en nature de bois située sur la Commune de Murviel-Lès-Montpellier, au prix de 1 896 € hors frais de notaire, dans le cadre de la maîtrise foncière du secteur du site archéologique du Castellas, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°MD2023-456 - 27/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bacs de pré-collecte des déchets ménagers et assimilés - Marché M3D0041VD - Autorisation de recours**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le recours à l'UGAP pour l'achat et la maintenance des bacs de pré-collecte des déchets ménagers et assimilés dans l'attente d'une nouvelle procédure afin de garantir la continuité de service. Le besoin est estimé à 740 000 € HT maximum pour 12 mois.

**N°MD2023-457 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au marché subséquent n°M3D0012DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Germaine RICHIER, une rétrospective" au musée Fabre de Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot 2 n°M0D0016DC, transport aller-retour des œuvres de l'exposition « Germaine RICHIER, une rétrospective », à l'entreprise LP ART, sise à Montreuil (93). Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 291 904 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de sa notification.

**N°MD2023-458 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 4 500 € aux copropriétés "le Carlenças" (30 logements) et "la Chamberte basse" (20 logements) situées à Montpellier, pour la réalisation d'audits énergétiques, ainsi que la signature des contrats d'audit tripartites afférents.

**N°MD2023-461 - 27/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché M2D0011VD de nettoyage des espaces publics et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M2D0011VD, de nettoyage des espaces publics et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier, conclu avec la SOCIETE MEDITERRANNEENNE DE NETTOIEMENT. Il a pour objet de renforcer les prestations de collecte d'ordures ménagères résiduelles les dimanches sur les points d'apport volontaires du périmètre du marché à partir du 01/05/2023. L'incidence financière est de 243 880 € HT pour les prestations rémunérées à prix global et forfaitaire sur la période totale du marché.

**N°MD2023-462 - 20/04/23 - Pôle Finances et Conseil en Gestion**

**Décision relative à la modification de la liste des produits encaissés et la diminution du montant maximum de l'encaisse de la régie de recettes du Musée Fabre - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation**

**Objet :** Il convient de modifier la liste des produits encaissés et la diminution du montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement du Musée Fabre.

**N°MD2023-464 - 25/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au marché n°M2B0110DC - Réalisation, édition et diffusion d'une collection de catalogues pour le musée Fabre - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0110DC "Réalisation, édition et diffusion d'une collection de catalogues pour le musée Fabre" à l'entreprise SILVANA EDITORIALE, sise à Milan (Italie). Il est conclu sans minimum pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents et avec un montant maximum annuel de 29 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible tacitement 2 fois.

**N°MD2023-465 - 19/04/23 - Pôle Finances et Conseil en Gestion**

**Décision relative à la mise à jour de la liste des lieux d'accueil et augmentation du montant maximal des avances - Pôle Développement Urbain - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de mettre à jour la liste des lieux d'accueil et augmenter le montant maximal des avances pour assurer le bon fonctionnement de la régie des aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage.

**N°MD2023-468 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat pédagogique et de mise à disposition de locaux entre la Cité des Arts et l'association PuLX - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole l'association PULX, d'une convention de partenariat et de mise à disposition des locaux de la Cité des Arts à l'occasion d'un évènement DISTRICT DANSE. La mise à disposition de l'auditorium Edgar-Varese est à titre gracieux, conditionnée à une contrepartie pédagogique de l'association PULX pour le pôle danse de la Cité des Arts. La valorisation des locaux mis à disposition est d'un montant de 1 000 € TTC par jour.

**N°MD2023-469 - 27/04/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

**Décision relative au marché n°M2B0104VD - Fourniture, installation et maintenance d'abris-bacs destinés à la collecte des biodéchets - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0104VD "Fourniture, installation et maintenance d'abris-bacs destinés à la collecte des biodéchets" au groupement WINBIN SAS, FM DEVELOPPEMENT, sis à Paris, pour un montant maximum de 85 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois.

**N°MD2023-470 - 04/05/23 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à un recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour "l'acquisition de solutions d'infrastructures informatiques et prestations de services associées" (Accord-cadre n° 2022-009) - Autorisation de recours**

**Objet :** Il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de prévoir "l'acquisition de solutions d'infrastructures informatiques et prestations de services associées", afin d'assurer le fonctionnement optimal des infrastructures dans ce domaine, via le RESEAU DES ACHETEURS HOSPITALIERS (RESAH) en l'absence de marché permettant de couvrir ce besoin, pour une durée d'un an à compter de la notification des marchés, renouvelable 3 fois.

**N°MD2023-476 - 12/05/23 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à la Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Acquisition de petit matériel informatique et numérique - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Dans le cadre de l'acquisition de petit matériel informatique et numérique, il est proposé une convention de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Pour la Métropole, le montant de commandes total est estimé à un maximum de 107 000 € HT, pour toute la période du marché, reconduction comprise.

**N°MD2023-477 - 12/05/23 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à la Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Afin de permettre l'hébergement de serveurs, la fourniture d'accès internet et des prestations associées, il est proposé une convention de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant de commandes annuel est estimé à un maximum de 125 000 € HT, soit un maximum de 500 000 € HT pour toute la période du marché, reconductions comprises.

N°MD2023-478 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises La Halle de l'Innovation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'association MELIES, d'une convention d'occupation du domaine public pour une période de 36 mois à compter du 01/04/2023, soit jusqu'au 31/03/2026, pour l'occupation d'une surface de 32,59 m². Compte tenu des aides financières apportées aux entreprises du BIC par l'association MELIES, aucun loyer ne sera perçu au titre de cette occupation de locaux. Seuls le forfait pour charges et les prestations matérielles utilisées seront facturés à l'association.

N°MD2023-479 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

**Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0102EP - Travaux d'aménagement de voirie sur le secteur des Grives à Saint-Drézéry - Autorisation d signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au marché subséquent de travaux d'aménagement de voirie sur le secteur des Grives à Saint Drézéry avec le groupement d'entreprises BRAULT/BRAULT TP. Il a pour objet d'acter la création d'un réseau pluvial complémentaire pour assurer l'évacuation des eaux superficielles. Cet avenant en plus-value d'un montant de 30 000 € HT représente une augmentation de 8,96% du montant initial du marché et prolonge le délai d'exécution des travaux de 15 semaines.

N°MD2023-481 - 12/05/23 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M0B0033RI "maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0B0033RI relatif à la maintenance et l'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS. Il a pour objet d'acter les nouveaux besoins, pour développer un module (aides indirectes) complémentaire pour le Fonds Solidarité Logement et une montée de version à venir, entraînant l'augmentation du montant maximum du marché de 7 900 € HT et la modification de la répartition des montants annuels dans l'Acte d'Engagement.

N°MD2023-483 - 10/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle cadastrée BD 82 à Grabels - Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention d'occupation temporaire de travaux sur la parcelle BD 82 située lieu-dit « Perdigal » à Grabels. Elle a pour objet le déplacement des réseaux secs et humides dans le cadre des travaux d'aménagement de protection contre les crues du Rieumassels (PAPI2 Lez) et la gestion du stockage de matériaux liés au chantier. Elle est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 4 000 € du 01/05/2023 au 31/12/2024.

N°MD2023-484 - 10/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

**Décision relative au marché subséquent n° M2D0141PP - RM112E2 - Traitement de la discontinuité cyclable du boulevard de la Lironde sur la commune de Montferrier-sur-Lez - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0141PP - RM112E2 " Traitement de la discontinuité cyclable du boulevard de la Lironde sur la commune de Montferrier-sur-Lez" à l'entreprise COLAS FRANCE, sise à Vendargues. Il est conclu pour un montant de 224 343,10 € HT et pour une durée de 90 jours calendaires, hors période de préparation de 30 jours calendaires.

N°MD2023-485 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant n°2 autorisant un transfert partiel de l'activité pour la société RAILWAI au sein du bâtiment Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société RAILWAI autorisant l'entreprise, à partir du 1/05/2023, à transférer une partie de son activité sur une surface libre au sein du bâtiment Cap Omega. A compter de cette date, la surface occupée par l'entreprise passe de 72,81 m² à 75,36 m² pour une redevance mensuelle HT et HC de 1 033,94 €.

**N°MD2023-487 - 20/04/23 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)**

**Décision relative à une autorisation de cotisation à l'Ordre des architectes**

**Objet :** La présente décision a pour objet d'autoriser le paiement de la cotisation à l'Ordre des architectes de Monsieur ALARCON FIGUEROA, architecte et agent de la Métropole, pour un montant de 700 €, au titre de la cotisation pour l'année 2023.

**N°MD2023-488 - 12/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)**

**Décision relative au marché n°M2D0093DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0093DS « conduite, l'exploitation et la maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti » à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30). Le montant maximum des bons de commande est de 800 000 € HT. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de la notification du contrat, jusqu'au 31/12/2023 inclus. Le marché peut être reconduit 3 fois un an.

**N°MD2023-489 - 03/05/23 -**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°201902929T2010 - Travaux du lot B2 - Etanchéité, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont - Commune de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le mandataire SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929T2010 relatif aux travaux du lot B2 - Etanchéité, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la Commune de Montpellier, et dont l'entreprise ALPHA SERVICES est titulaire. Le montant de l'avenant n°1 est de – 31 964,60 € HT portant le nouveau montant du marché à 103 454,39 € HT (soit une moins-value de – 23,60%).

**N°MD2023-490 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle PC 201 - rue de Bugarel - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit de l'acquisition de la parcelle PC 201 située rue de Bugarel à Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole à la SARL SUN LODGE en vue de son intégration au domaine public viaire. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

**N°MD2023-491 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 317 - rue des Pointes - Commune de Le Crès**

**Objet :** Il s'agit de l'acquisition de la parcelle BK 317 située rue des Pointes à Le Crès par Montpellier Méditerranée Métropole aux co-héritiers de la succession de Monsieur ASTRUC en vue d'une intégration au domaine public viaire. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

**N°MD2023-492 - 05/05/23 - Direction Déléguée Planification Environnement et Appui aux Territoires (PDU)**

**Décision relative à la candidature de Montpellier Métropole à l'appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" (ABC) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - Approbation et autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'acter la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets de l'OFB "Atlas de Biodiversité Communale" dans le cadre de sa stratégie Biodiversité, et d'autoriser la Métropole à demander, auprès de L'OFFICE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITE, une subvention de 90 000 €, soit 34% du montant des dépenses.

**N°MD2023-493 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à l'octroi d'une subvention ' Plan Climat ' pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi d'une subvention « Plan Climat » d'un montant de 52 000 € pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique par la copropriété LA GALINE à Castelnau-le-Lez (40 logements) ainsi que la signature de la convention afférente.

**N°MD2023-495 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un 7ème avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le PÔLE AQUA VALLEY pour une prorogation de sa location au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, avec le PÔLE AQUA VALLEY, d'un 7ème avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue le 01/05/2013 et modifiée par avenants, dont le dernier date du 01/05/2022. L'avenant a pour objet de proroger sa location à compter du 01/04/2023 au sein du bâtiment MIBI. La durée d'occupation de sa surface de 126,30 m<sup>2</sup> est consentie jusqu'au 31/05/2023 pour une redevance mensuelle HT et HC de 1 854,08 €.

**N°MD2023-496 - 02/05/23 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative au marché n°2927-2 - Travaux de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Lot n°12 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot n°12 (Abris et mobilier de la station de tramway de la place de Comédie) relatif aux travaux de mise en valeur de l'espace urbain Comédie – Esplanade – Triangle à Montpellier, à l'entreprise MOBILCONCEPT, sise à Fabrègues. Il est conclu pour un montant de 284 259 € HT et pour une durée de 6 mois non reconductible.

**N°MD2023-498 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un marché n°M1D0095DC - Nettoyage des établissements culturels - Lots n°1 à 15 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0095DC de nettoyage des établissements culturels de la Métropole, lots 1 à 15 aux entreprises suivantes :

- Lot 1 à LITTORAL NETTOYAGE, sise à Saint Jean de Védas, pour un montant forfaitaire de 198 661, 73 € HT annuel ;
- Lot 2 à MMH, sise à Vendargues, pour un montant forfaitaire de 31 943, 01 € HT annuel ;
- Lot 3 à SONEPRO, sise à Marseille, pour un montant forfaitaire de 23 345, 84 € HT annuel ;
- Lot 4 à HEXANET, sise à Gallargues le Montoux, pour un montant forfaitaire de 30 828, 64 € HT annuel ;
- Lot 5 à CLAIR ETIC, sise à Grabels, pour un montant forfaitaire de 38 330 € HT annuel ;
- Lot 7 à SUD SERVICE, Castelnau-le-Lez, pour un montant forfaitaire de 41 262, 11 € HT annuel ;
- Lot 8 à SONEPRO, sise à Marseille, pour un montant forfaitaire de 27 544, 83€ HT annuel ;
- Lot 9 à HEXANET, sise à Gallargues le Montoux, pour un montant forfaitaire de 12 536, 08 € HT annuel ;
- Lot 10 à MMH, sise à Vendargues, pour un montant de 9 583, 08 € HT annuel ;
- Lot 12 à ALPIROC, sise à Mauguio, pour un montant forfaitaire de 67 021 € HT annuel ;
- Lot 13 à LITTORAL NETTOYAGE, sise à Saint Jean de Védas, pour un montant forfaitaire de 4 466, 15 € HT annuel ;
- Lot 14 à SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez, pour un montant forfaitaire de 179 401, 11 € HT annuel ;
- Lot 15 à HYGIE SPHERE, sise à Montpellier, (sous-traitant ALPIROC) pour un montant de 208 169, 93 € HT annuel.

Les lots 6 et 11 sont déclarés infructueux et seront relancés.

Les marchés prennent effet à compter de la notification de l'ordre de service au 31/12/2023, sauf pour le lot conclu pour une période initiale allant du 24/09/2023 au 31/12/2023. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 fois un an pour tous les lots.



N°MD2023-499 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de prêt d'œuvre - Boîtes graphiques avec Le Signe, centre national du graphisme de Chaumont dans le cadre de la première édition du festival GraphiMs coporté par le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et Le centre d'art La Fenêtre - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention concernant le prêt des boîtes graphiques, « Souvenirs du Signe » et « Merci chef ! » réalisées par LE SIGNE et les designers Sophie CURE et Aurélien FARINA, et présentée dans le cadre de la programmation jeune public du Festival GraphiMs à Montpellier qui aura lieu du 22/03 au 11/06/2023.

N°MD2023-500 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)

**Décision relative à l'attribution du marché M2D0044EP de fournitures de lanternes et pièces détachées type "luminaires tramway" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché M2D0044EP de "fourniture de lanternes et pièces détachées type "luminaires tramway"", à la société RAGNI SAS sise à Cagnes (06) pour un seuil annuel maximum de 700 000 € HT. Ce marché prend effet à compter de la notification pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

N°MD2023-502 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public à la production Travelling du 27 avril au 9 mai 2023 - Approbation**

**Objet :** il s'agit d'approuver l'autorisation d'occupation du domaine public à titre gracieux délivrée à la production TRAVELLING pour la réalisation d'un projet audiovisuel au domaine Bonnier de la Mosson, du 27/04 au 09/05/2023.

N°MD2023-503 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant n°5 autorisant l'extension de l'activité pour la société ACUSURGICAL au sein de l'hôtel d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société ACUSURGICAL, autorisant l'entreprise, à partir du 01/05/2023, à étendre son activité sur une surface libre au sein de l'hôtel d'entreprises Cap Omega. A compter de cette date, la surface occupée par l'entreprise passe de 193,15 m<sup>2</sup> à 236,64 m<sup>2</sup> pour une redevance mensuelle HT et HC de 3 246,70 €.

N°MD2023-504 - 21/04/23 - Direction des Mobilités

**Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux de l'opération de modification des équipements tramway sur le secteur NPNRU Mosson - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SPL TAM pour lui attribuer les missions de coordination et de pilotage des études et des travaux pour la modification des équipements tramway sur le secteur NPNRU Mosson, en relation et sous le contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de l'opération est de 4,87 millions d'€ HT. Le montant de la rémunération du mandataire est de 455 500 €.

N°MD2023-505 - 04/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société NYSL dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société NYSL est agréée en vue du renouvellement de la location du lot A7/8 de 225 m<sup>2</sup> dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez pour une durée de 36 mois. Son activité est la fabrication de semelles orthopédiques par impression 3D. L'entreprise projette un effectif de 28 personnes dans 3 ans.

N°MD2023-506 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat entre les conservatoires de la commune de Nîmes, des communautés d'agglomération d'Alès, de Béziers-Méditerranée, de Carcassonne Agglo, du Grand-Narbonne, de la Communauté Urbaine Perpignan-Méditerranée Métropole et de Montpellier Méditerranée Métropole -Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer, pour la Cité des Arts, un conventionnement relatif au réseau des conservatoires de la commune de Nîmes, des communautés d'agglomération d'Alès, de Béziers-Méditerranée, de Carcassonne Agglo, du Grand-Narbonne et de la Communauté Urbaine Perpignan-Méditerranée-Métropole. Cette convention, d'une durée de 3 ans.

N°MD2023-507 - 04/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société VECTEUR BOIS est agréée en vue du renouvellement de la location du lot A10 de 112,50 m<sup>2</sup> dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez pour une période de 36 mois. La société est spécialisée dans la construction, charpente et couverture en ossature bois. La société prévoit un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°MD2023-508 - 12/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision modificative de la décision MD2023-082 relative à une convention de partenariat avec l'EPIC du Domaine d'O pour l'organisation de la manifestation Comédie du Livre-Dix jours en mai 2023 - Autorisation de signature**

**Objet :** Dans le cadre de la Comédie du Livre-Dix jours en mai 2023 organisée par la Métropole, la décision MD2023-082 avait autorisé la signature de la convention de partenariat avec l'EPIC du Domaine d'O. En raison du changement de programmation, les prises en charge respectives sont modifiées et la convention actualisée. La prise en charge pour la Métropole s'élève à 6 893 € TTC.

N°MD2023-509 - 21/04/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux de l'opération de modification des équipements tramway sur le secteur NPNRU Mosson - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SPL TAM, d'une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et des travaux de l'opération de modification des équipements tramway sur le secteur NPNRU Mosson. Le contrat est conclu pour un montant forfaitaire de 455 500 € HT, pour une durée de 93 mois à compter de la signature.

N°MD2023-511 - 29/05/23 - Pôle Mobilité (PM)

**Décision relative au marché M3D0030DM pour le renouvellement et le suivi du contrat relatif à l'exploitation des services de transports publics urbains et suburbains - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'approuver le marché M3D0030DM, conclu avec la CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC, sise à Paris, pour un montant maximum de 326 000 € HT et pour une durée de 3 ans. Les frais de rémunération s'élèvent à 15 300 € HT maximum pour la passation du marché subséquent.

N°MD2023-512 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Festival Radio France Occitanie Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre le Musée Fabre et LE FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE Montpellier, d'une convention de partenariat en vue de s'associer pour l'organisation de trois concerts du festival au sein des collections permanentes du musée, les 22, 25 et 27/07/2023. Le FESTIVAL RADIO FRANCE reversera au musée Fabre une partie de la billetterie soit 6 € par place vendue.

**N°MD2023-513 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées MT 561 et MT 563 d'une emprise de 144 m<sup>2</sup> rue du Père Soulas - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la SCCV JARDIN DU MAS DE MIECAMP, les parcelles cadastrées MT 561 et MT 563 d'une emprise de 144 m<sup>2</sup>, permettant l'élargissement du trottoir rue du Père Soulas à Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

**N°MD2023-514 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un dépôt de permis de construire sur le site MoCo-École Supérieure des Beaux Arts - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire relatif au projet de construction d'un bâtiment attenant aux bâtiments existants à usage de local technique pour l'atelier céramique du MoCo-ESBA permettant l'installation d'un four.

**N°MD2023-518 - 25/04/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec le Masque de fer et du Fort Royal de la Ville de Cannes dans le cadre de l'exposition ' Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 17 juin 2023 au 5 février 2024**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser une convention relative au prêt de mobilier archéologique entre la Ville de Cannes et le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention concerne le prêt de deux objets (un vase de toilette en forme d'animal rituel et une tasse à filtre en terre cuite) par le musée Masque de fer et du Fort Royal de la Ville de Cannes, au profit du Site archéologique Lattara qui organise l'exposition « Septimanie. Languedoc et Roussillon de l'Antiquité au Moyen-Âge » qui se déroulera du 17/06/2023 au 05/02/2024 au musée Henri Prades.

**N°MD2023-519 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 6 m<sup>2</sup> rue de Claret - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la société NEXITY, l'emprise de 6 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée HX 153 nécessaire à l'aménagement de l'espace public, rue de Claret sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

**N°MD2023-521 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BW 155 et 147 - commune de Lattes - Modernisation de la STEP de MAERA**

**Objet :** Dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension de la station d'épuration de MAERA, il est nécessaire de régulariser la deuxième voie d'accès, réalisée dans les années 2000, mais dont une partie se situe encore sur des propriétés privées. A cette occasion, les propriétaires de la parcelle BW 147, d'une superficie cadastrale de 348 m<sup>2</sup>, aménagée en voirie, ont proposé à la Métropole la cession d'une parcelle supplémentaire, la BW 155, d'une superficie de 1 790 m<sup>2</sup>, contiguë à la parcelle BW 147. L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 7€/m<sup>2</sup>, soit un total de 14 966 €, toutes indemnités confondues.

**N°MD2023-522 - 02/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'achat de locaux commerciaux rue Jules Ferry à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre de la relocalisation de la police nationale dans l'actuelle agence commerciale de la TAM, les propriétaires ont proposé à Montpellier Méditerranée Métropole non seulement la cession du local occupé par TAM mais aussi deux autres locaux commerciaux contigus, de 114 m<sup>2</sup> et 140 m<sup>2</sup> dont 1 occupé moyennant le prix 2 080 000 €. Afin d'acquérir des locaux libres de toute occupation, il a été convenu avec le propriétaire d'acquérir le fonds de commerce du local occupé et que la Métropole participerait à ce rachat à hauteur de 50 % de sa valeur, soit 70 000 €. Ces valeurs sont conformes aux évaluations réalisées par le pôle d'évaluation domaniale.

**N°MD2023-523 - 27/04/23 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC) - Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser de renouveler pour l'année 2023 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER METROPOLE (ALEC) pour un montant de 1 982 €.

**N°MD2023-525 - 22/05/23 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association AMO Architecture Maitres d'Ouvrage - Exercice 2023 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association AMO ARCHITECTURE ET MAITRES D'OUVRAGE LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à Toulouse. Le montant de la cotisation d'adhésion s'élève pour l'année 2023 à 800 € TTC.

**N°MD2023-526 - 25/05/23 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP) Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association AFCDP pour 2023, pour un montant de 450 €.

**N°MD2023-527 - 10/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à une convention de prise de possession anticipée de la parcelle AP 209p - Commune de Saint Génès des Mourgues - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame DAUCE et Monsieur FONTENEAU, propriétaires de la parcelle cadastrée AP 209p à Saint Génès des Mourgues, d'une convention de prise de possession anticipée de ladite parcelle. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 48 €.

**N°MD2023-528 - 25/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes Occitanie de lots de copropriété situés dans l'immeuble Les Echelles - Place Paul Bec à Montpellier - parcelle cadastrée HK 231**

**Objet :** Le CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES ARCHITECTES OCCITANIE, propriétaire des lots de copropriété n°10, 157, 158 et 159 d'une superficie d'environ 280 m<sup>2</sup> situés au sous-sol, aux 4ème et 5ème étages de l'immeuble Les Echelles, place Paul Bec à Montpellier, a proposé à la Métropole l'acquisition de ces locaux en prévision de leur déménagement. Le prix de l'acquisition, conforme à l'évaluation du Pôle des évaluations domaniales, est de 459 000 €.

**N°MD2023-529 - 25/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 209p commune de Saint Génès des Mourgues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame DAUCE et Monsieur FONTENEAU une partie de la parcelle cadastrée AP 209 sise commune de Saint Génès des Mourgues, d'une superficie de 32 m<sup>2</sup>. L'acquisition est d'un montant de 272 € les frais d'actes restant à la charge de la Métropole. Une convention de prise de possession anticipée est signée concomitamment à cette décision d'acquérir.

**N°MD2023-531 - 28/04/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Easy tiger - Site Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EASYTIGER, sise à Paris, d'un contrat de location de locaux sur la Commune de Fabrègues et dont la Métropole est propriétaire. Le contrat prend effet à compter du 28/04/2023 et court jusqu'au 18/05/2023. Le montant de la redevance pour la durée totale de l'occupation est de 814,69 € TTC.

N°MD2023-532 - 02/05/23 - Direction Déléguée Planification Environnement et Appui aux Territoires (PDU)

**Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de PUP "Carrière de l'Ort" sur la commune de Juvignac - Autorisation**

**Objet :** La parcelle BV3 a été classée lors de la dernière mise à disposition du PLUi en zone UD 1-2 à vocation économique. Un projet de construction d'un bâtiment multi-activités est en cours de définition et recueille dans ses principes et son programme l'avis favorable de la Ville de Juvignac. Aussi, pour permettre à la Métropole de percevoir la Taxe d'Aménagement due à compter de la délivrance de son permis de construire, il est nécessaire de réduire le périmètre du PUP « Carrière de l'Ort » en excluant la parcelle BV3.

N°MD2023-534 - 01/06/23 - Service Politique de la Ville

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie - Centre de ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale, au titre de l'année 2023 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à renouveler son adhésion, au titre de l'année 2023 et pour un montant de 8 000 €, à l'association VILLES ET TERRITOIRES OCCITANIE - CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION TERRITORIALE.

N°MD2023-538 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés CHARLATHAN CLUB et SMART TALE GAMES dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature des sociétés CHARLATHAN CLUB (édition de logiciels applicatifs - jeux vidéo) et SMART TALE GAMES (studio de jeux vidéo) sont agréées en vue du renouvellement de la location du lot B02G de 535 m<sup>2</sup> dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire jusqu'à démolition de l'immeuble, le 31/12/2026. Les sociétés prévoient un effectif de 50 personnes à 3 ans.

N°MD2023-539 - 03/05/23 - Direction des Mobilités

**Décision relative au dépôt d'une demande de subvention auprès de la Région Occitanie dans le cadre du Contrat territorial 2022-2027 pour de doublement de la ligne 3 de tramway et la création de deux nouvelles stations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole de déposer, dans le cadre du contrat territorial 2022-2027, d'une demande de subvention pour le financement du projet de doublement de la ligne 3 de tramway et la création de 2 nouvelles stations. La part de financement demandée équivaut à 10% du montant global du projet, soit 2 millions €.

N°MD2023-540 - 16/05/23 - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à la réforme et cession des véhicules**

**Objet :** Il s'agit d'acter la réforme de véhicules du Service Gestion active du Parc et animation de l'offre de mobilité de la Direction Déléguée mobilité interne. La vente aux enchères publiques est confiée à la société SA EXADEX.

N°MD2023-541 - 10/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

**Décision relative à une convention de servitude de passage d'une canalisation d'eau potable au profit de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la construction d'un réservoir d'eau potable - Commune de Prades-le-Lez - Parcelle cadastrée AM 307 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez, d'une convention de servitude pour le passage en tréfonds d'une canalisation d'eau potable d'une longueur d'environ 68 mètres représentant une emprise d'environ 258 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AM 307, propriété de la Commune, située rue du Château à Prades-le-Lez. La constitution de la servitude est consentie à titre gratuit.



**N°MD2023-542 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative à un avenant n°1 au marché M1D0057DM - Travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone à Montpellier (rampes Montmorency et ancienne mairie) - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M1D0057DM, relatif aux travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone à Montpellier, conclu avec le groupement d'entreprises INEO/CHUBB. L'avenant d'un montant de 58 554,90 € HT a pour objet de prolonger de 2 mois la durée du marché.

**N°MD2023-544 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Décision relative à un avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein du bâtiment Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour une période complémentaire à compter du 01/04/2023 et jusqu'au 30/06/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par SPRINT LRMP pour la surface de 45,17 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 712,78 € conformément au tarif applicable.

**N°MD2023-546 - 22/05/23 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**  
**Décision relative au marché n°M1D0055EA - Prestations topographiques et de géomètre pour les actions liées à la compétence GEMAPI - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0055EA au Groupement DGEMA SELAS DE GEOMETRES EXPERTS/SARL PAGES – TIP, sis à Montpellier. Il concerne les prestations d'intervention de la compétence territoriale relatives à la réalisation, la réhabilitation et à l'entretien des ouvrages du service Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification renouvelable 3 fois et pour un montant sans minimum et avec maximum annuel de 300 000 € HT.

**N°MD2023-549 - 10/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**  
**Décision relative à un échange foncier avec la SCA du Mas de Verchant - Commune de Castelnau-le-Lez - lieudit du Grès - Parcelles cadastrées AK 39 et AK 28 échangées avec la parcelle cadastrée AK 38.**

**Objet :** Il s'agit d'acter l'échange foncier des parcelles cadastrées AK 39 et AK 28 d'une superficie de 14 167 m<sup>2</sup>, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole contre la parcelle cadastrée AK 38 d'une superficie de 16 309 m<sup>2</sup>, propriété de la SCA DU MAS DE VERCHANT. L'échange se fait moyennant une soulte de 42 707,08 € à payer par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du projet d'extension de l'aire d'accueil des gens du voyage aménagé sur la parcelle cadastrée AK 31, propriété de la Commune de Castelnau-le-Lez située à proximité immédiate, et du projet d'élargissement de la route nationale 113 pour l'évitement sud depuis la rue du Mas de Rocher à la limite de Castelnau-le-Lez avec Saint-Aunés et Le Crès.

**N°MD2023-550 - 02/05/23 - Mission Espaces Publics**  
**Décision relative à un marché de communication dans le cadre des opérations de requalification des espaces urbains Comédie - Esplanade - Triangle et Arceaux - Peyrou - Foch - Préfecture à Montpellier**  
**Objet :** Il s'agit d'attribuer, à l'entreprise IN MEDIAS RES, sise à Lyon, le lot 1 (Conception des supports de communication) relatif à une mission de communication pour les opérations de requalification des espaces urbains Comédie-Esplanade-Triangle et Arceaux – Peyrou – Foch - Préfecture à Montpellier. L'accord cadre à bons de commande est conclu pour un montant maximum de 400 000 € HT et pour une durée de 4 ans non renouvelable.

**N°MD2023-553 - 03/05/23 - Direction des Mobilités**

**Décision relative au marché n°8.42K de Travaux d'infrastructures VRD Ouest Infra 4 dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché 8.42K portant sur les travaux d'Infrastructures VRD Infra 4 Ouest 1 dans le cadre de la 5ème ligne de tramway au groupement conjoint EUROVIA (mandataire) / SOGEA SUD HYDRAULIQUE / DE FILIPPIS sise à Juvignac. Il est conclu pour un montant de 32 464 059,90 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. La durée du marché est de 31 mois décomposés en 3 mois de préparation et 28 mois d'exécution à compter de sa notification.

**N°MD2023-555 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant n°3 autorisant une restitution de surface pour la société DIMOSEO au sein du bâtiment Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention d'occupation du domaine public conclu avec la société DIMOSEO autorisant l'entreprise, à partir du 01/05/2023, à restituer une partie de la surface qu'elle occupe au sein du bâtiment Cap Omega. A compter de cette date, la surface occupée par l'entreprise passe de 89,66 m<sup>2</sup> à 44,63 m<sup>2</sup> pour une redevance mensuelle HT et HC de 612,32 €, conformément au tarif applicable.

**N°MD2023-557 - 27/04/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative au marché subséquent n°M3D0022PP - Travaux d'aménagement de la place Bataillon à Montpellier - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M3D0022PP « Travaux d'aménagement de la place Bataillon » à Montpellier, à l'entreprise EUROVIA, sise à Juvignac pour un montant de 979 713,55 € HT et pour une durée de 150 jours calendaires ; hors période de préparation de 30 jours calendaires.

**N°MD2023-558 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 300 € à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat et demeurant à Sussargues.

**N°MD2023-559 - 17/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative au marché subséquent n°M3D0013PP - Travaux d'aménagement du chemin de Verchant à Castelnau-le-Lez - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M3D0013PP – Travaux d'aménagement du chemin de Verchant à Castelnau-le-Lez, à l'entreprise EUROVIA, sise à Baillargues, pour un montant pour un montant global de 441 100 € HT (416 300 € HT pour la tranche ferme et 24 800 € HT pour la tranche optionnelle 1) et pour une durée globale de 16 semaines.

**N°MD2023-560 - 02/06/23 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 5 940 € aux copropriétés « L'Estelle » (10 logements) et « Le Saint Jean » (56 logements) situées à Montpellier, pour la réalisation d'audits énergétiques, ainsi que la signature des contrats d'audit tripartites afférents.

**N°MD2023-561 - 27/04/23 - Direction Déléguée Planification Environnement et Appui aux Territoires (PDU)**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des SCoT (FédéSCoT) - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à renouveler son adhésion à la FEDERATION NATIONALE DES SCoT (FédéSCoT) pour l'année 2023 et pour le montant annuel de 4 400 €.

**N°MD2023-562 - 17/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies -**  
**Opération de travaux sur le Chemin de notre Dame (phase 3) à Beaulieu - Programme de travaux**  
**2023 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser, dans le cadre du programme de travaux 2023 pour lequel HERAULT ÉNERGIES est maître d'ouvrage, la signature d'une convention avec cet organisme pour la réalisation de la phase 3 des travaux sur le chemin Notre Dame à Beaulieu. Le montant total de cette opération est de 127 542, 85 €, dont 47 570,16 € versés par HERAULT ÉNERGIES à la Métropole.

**N°MD2023-563 - 18/05/23 - Direction Energie et Moyens Techniques**

**Décision relative à une convention transitoire de prestation de services réciproques de la Ville de**  
**Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile -**  
**Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, d'une convention transitoire de prestation de services réciproques afin d'effectuer la maintenance des véhicules de la Ville de Montpellier (Pièces et petites fournitures) et d'en rationaliser les coûts. La convention prend effet à compter du 01/01 au 30/06/2023.

**N°MD2023-566 - 17/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Marché subséquent M3D0020PP - Travaux d'aménagement de l'Avenue Fontasse à Fabrègues -**  
**Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent M3D0020PP - Travaux d'aménagement de l'Avenue Fontasse à Fabrègues au groupement TPSO / FAURIE / LAUTIER MOUSSAC sis à Lézignan-la-Cèbe, pour un montant HT de 399 854,80 €. La durée globale du marché est de 5 mois.

**N°MD2023-572 - 25/05/23 - Direction Déléguée Planification Environnement et Appui aux Territoires**  
**(PDU)**

**Décision relative à l'instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dit ' Puits de**  
**Tourre ' et à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial dite ' Puits de Tourre n°1 '**  
**avec la société ' GGL Aménagement ' - Commune de Saint-Drézéry**

**Objet :** Il s'agit d'instaurer le périmètre de PUP global dénommé « Puits de Tourre » et d'autoriser la signature de la première convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL AMENAGEMENT sur le secteur d'études. Le projet de la société concerne une division de 3 lots sur une parcelle avec conservation de la maison existante sur la commune de Saint-Drézéry. Cette opération s'inscrit dans un périmètre de PUP qui comprendra 14 logements.

**N°MD2023-573 - 12/05/23 - Pôle Finances et Conseil en Gestion**

**Décision modificative de la décision n°MD2023-452 relative à la création de la régie de recettes et**  
**d'avances "Halle de l'innovation" du Pôle Attractivité Développement Économique et Emploi -**  
**Autorisation**

**Objet :** Il s'agit de modifier la décision n°MD2023-452 à la suite d'une erreur matérielle dans le considérant. Il faut lire "une régie de recettes et d'avances".

**N°MD2023-574 - 17/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire de la parcelle privée de Madame POTIER**  
**pour des travaux sur l'avenue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Madame POITIER, d'une convention d'occupation temporaire dans le cadre des travaux sur l'avenue de Clairdouy à Saint Georges d'Orques pour modifier le portail existant et la rampe d'accès de la parcelle privée de Madame POTIER, section AH n°147.



N°MD2023-579 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public par l'association Grain d'Image, dans le cadre de la manifestation Boutographies - Approbation**

**Objet :** L'association GRAIN D'IMAGE organise du 6/05 au 28/05 l'édition 2023 des Boutographies. Montpellier Méditerranée Métropole participe à cette manifestation en mettant à disposition, à titre gratuit, l'auditorium et la Cour Vieu du Musée Fabre le 6/05 (ce qui correspond à une subvention en nature de 4 500 €)

N°MD2023-580 - 11/05/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Décision relative au projet de coopération décentralisée - Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa - KIFFA EAU - Mauritanie - Missions d'expertise - - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'approuver l'organisation d'une mission à Nouakchott, en Mauritanie, au mois de juin 2023, et de permettre le déplacement de deux agents dans le cadre « Projet de renforcement de l'accès à l'eau potable pour les populations vulnérables de Kiffa – KIFFA EAU ». Le montant de la prise en charge financière de cette mission est estimée à 500 € sur la base des frais réels.

N°MD2023-581 - 12/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société NOVANDSAT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société NOVANDSAT pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de 36 mois à compter du 01/05/2023 et jusqu'au 30/04/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 479,60 €.

N°MD2023-584 - 09/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché n°M3B0056DC - Location et installation de matériels de réception pour la Comédie du Livre- Dix jours en mai - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché M3B0056DC "location et installation de matériels de réception pour la Comédie du Livre - dix jours en mai" à la société SPECTACLE MEDITERRANEE LOCATION (SML), sise à Cournonterral, pour une durée de 1 mois et pour un montant de 89 222 € HT.

N°MD2023-588 - 09/05/23 - Pôle Développement Urbain

**Décision relative au marché n°G3B0044UR - Prestations graphiques : création de vues et perspectives de projets d'aménagements urbains et paysagers - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché n°G3B0044UR est attribué à l'entreprise LERN ARCHITECTES, sise à Montpellier, pour un montant minimum de 1 500 € HT et un maximum de 89 999 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

N°MD2023-589 - 12/05/23 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

**Décision relative à la modification de la régie d'avances de la Cité des Arts - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation**

**Objet :** Pour assurer le bon fonctionnement de la Cité des Arts, il convient de mettre à jour le nom et l'adresse de la régie. Il convient également d'ajouter deux modes de règlement, d'augmenter le montant de l'avance et d'autoriser une nouvelle dépense.

N°MD2023-590 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat avec le Palais des Beaux-Arts de Lille et l'association FRAME - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRAME, d'une convention de partenariat ayant pour objet de définir les modalités d'accueil et les conditions administratives, techniques et financières du partenariat entre les parties, et ce dans le cadre de l'accueil au Palais des Beaux-Arts de Lille de l'exposition "Prière de toucher. L'Art et la matière", du 20/10/2022 au 12/03/2023.

**N°MD2023-591 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de Jean-Pierre GUIOT de cinq de ses oeuvres - Approbation**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Jean-Pierre GUIOT de 5 de ses œuvres d'une valeur totale de 6 400 €. Ces toiles seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2023-592 - 10/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative à une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Régie des Eaux - Pose du réseau d'eau potable dans l'emprise des travaux de l'aménagement tactique cyclable de la RM613 sur la commune de Le Crès - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux, d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage dans le cadre de travaux sur la RM613 située sur la Commune de Le Crès et en raison d'une superposition de zones d'intervention dans une même temporalité, sur une route métropolitaine dont le trafic est dense. Le coût pour la Métropole est estimé à 280 000 € HT et le coût pour la Régie à 197 938 € HT.

**N°MD2023-596 - 15/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'avenant n°3 au marché n°M0D0068DC - Musée Fabre Montpellier - Travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sureté - sécurité - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°3 au marché au marché n°M0D0068DC « Musée Fabre Montpellier - Travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sureté – sécurité » conclu avec le groupement d'entreprise INEO MPLR / INEO INFRACOM. Il a pour objet de porter la nouvelle durée d'exécution à 10 mois, hors période de préparation de 6 semaines. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2023-597 - 31/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative au marché subséquent M2D0120PP - Aménagement véloligne B avenue de Boirargues à Lattes - Autorisation de signature**

**Objet :** Dans le cadre du marché subséquent M2D0120PP - Aménagement véloligne B avenue de Boirargues à Lattes, l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE sise à Vendargues est retenue pour un montant estimatif de 629 940 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage avec un délai d'exécution de 4 mois pour la tranche ferme et de 4 mois pour la tranche optionnelle.

**N°MD2023-601 - 25/05/23 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'accompagnement pour la création d'un Datacenter - Marché M3B0057RI - Autorisation de recours**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour l'accompagnement dans le cadre du projet de création d'un datacenter mutualisé sur le territoire afin de trouver un modèle économique pour la future l'exploitation du site pour un montant maximum de 45 000 € HT et une durée de 2 mois à compter de la décision exécutoire.

**N°MD2023-603 - 11/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)**

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 173 m² sur la parcelle IT 137, sise 2500 boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - UF4850**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à acquérir 173 m² sur la parcelle IT 137, sise 2500 boulevard Paul-Valéry, propriété du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LES PORTES D'ESTANOVE dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 21 069 €. La Métropole doit également effectuer des travaux sur ladite parcelle.

**N°MD2023-604 - 11/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BT n°198, sise Garrigue du Pont, à Saint-Jean-de-Védas pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - UF2140**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à acquérir une emprise de 17 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 198 appartenant à Madame ARCAMBAL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 938 €.

**N°MD2023-606 - 11/05/23 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Europe**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à renouveler son adhésion à l'association OCCITANIE EUROPE par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole. La cotisation annuelle s'élève à 35 000 € pour l'année 2023.

**N°MD2023-608 - 25/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise foncière issue du Chemin Saint-Martin - Commune de Pignan**

**Objet :** Il s'agit de déclasser du domaine public d'une emprise foncière de 886 m<sup>2</sup> issue du chemin de Saint-Martin à Pignan avec une désaffectation a posteriori dans le cadre d'un échange foncier avec la SOCIETE SAINT-MARTIN (filiale d'OC SANTE) pour régulariser la situation foncière de cette voirie qui empiète sur la parcelle BN 66, propriété de cette société située au droit du Centre de Psychothérapie.

**N°MD2023-609 - 02/06/23 - Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (PDU)**

**Décision relative à l'octroi d'une subvention ' Plan Climat ' pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions « Plan Climat » pour un montant total de 5 200 € à Monsieur ARBOLEDA TAMAYO demeurant Castries, Madame CHAUVOT demeurant à Saussan, Madame BONNEROT et Monsieur GAUTIER demeurant à Castelnau-Le-Lez, pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique. Le montant total de la subvention s'élève à 5 200 €.

**N°MD2023-610 - 02/06/23 - Pôle Mobilité (PM)**

**Décision relative au marché n°M2D0103DM - Missions d'Organisme Qualifié Agréé (OQA) - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'approuver les termes du marché n°M2D0103DM et d'autoriser la signature de l'accord-cadre en quasi-régie pour la mission d'organisme qualifié agréé (OQA) avec le CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT (CEREMA), sans montant maximum, pour une durée de 4 ans.

**N°MD2023-613 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation, pour la numérisation et la valorisation des collections de la médiathèque Zola**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC OCCITANIE dans le cadre de la Dotation Générale de Décentralisation pour la numérisation et la valorisation des collections de la médiathèque Emile-Zola, dont le montant est estimé à 36 000 € HT.

**N°MD2023-614 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à la prise en charge des frais de voyage d'un agent de la Cité des Arts à Heidelberg dans le cadre de la délégation Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais de voyage d'un agent de la Cité des Arts à Heidelberg dans le cadre de la candidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028, du 15/05 au 17/05/2023. Les frais sont estimés à 900 €.

N°MD2023-616 - 23/05/23 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition des lots n°840-841-842 et 843 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert les lots 840-841-842 et 843 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SC REMCO dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 20 19 0€.

N°MD2023-617 - 23/05/23 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition du lot n°854 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert le lot 854 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la BEG'IMMO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2023-618 - 22/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition des lots 828 et 829 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert les lots 828 et 829 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ARIELLE REMY, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 10 220 €.

N°MD2023-619 - 22/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition de parcelle IT n°172, sise 2600 boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert une emprise de 51 m² du bien immobilier sis 2600 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IT n°172, appartenant à CDC HABITAT dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 660 €.

N°MD2023-620 - 22/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition de parcelle IT n°80, sise 2750 boulevard Paul Valéry, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert une emprise de 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IT n° 80 appartenant à la SCI DU PUECH, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 27 218 €.

N°MD2023-621 - 22/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition du lot 219 du bien immobilier sis 210 rue Aristide de Sousa Mendes à Montpellier ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section PE n°527 et PE n°528 appartenant à Monsieur et Madame SAUBREMENT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - UF4620**

**Objet :** La Métropole acquiert le lot 219 du bien immobilier sis 210 rue Aristide-de-Sousa-Mendes à Montpellier ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section PE n°527 et PE n°528 appartenant à Monsieur et Madame SAUBREMENT, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 7 150 €

**N°MD2023-622 - 15/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)**

**Décision relative au marché n° M3D0037DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2023 - Attribution**

**Objet :** Le marché n° M3D0037DS – Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2023 – est attribué à l'entreprise HURRICANE ACTION SPORTS, sise à Baillargues, pour un montant forfaitaire de 420 833,34 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 06/06/2023 (date de fin de démontage).

**N°MD2023-623 - 24/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**

**Décision relative à un marché M2D0084PP de fourniture d'équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation permanents et pour la création de carrefour à feux - Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché M2D0084PP de fourniture d'équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation permanents et pour la création de carrefour à feux est attribué aux entreprises :  
- Lot 1 "support de feux" est attribué à VALMONT FRANCE sise à Charmeil (03) pour un montant maximum total de 1 600 000 € HT ;  
- Lot 2 "matériel de feux de circulation permanent" est attribué à SEA SIGNALISATION sise à Vaulx-en-Velin (69) pour un montant maximum total de 3 600 000 € HT ;  
- Lot 3 "matériel sonore pour carrefour à feux" est attribué à PHITECH sise à Vandœuvre-lès-Nancy (54) pour un montant maximum total de 1 200 000 € HT.

La durée du marché est de 4 ans maximum.

**N°MD2023-624 - 24/05/23 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Décision relative au marché M2D0080RU de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la place de Strasbourg, de la place Carnot et du Boulevard de Strasbourg - Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché de maîtrise d'œuvre « requalification de la place de Strasbourg, du Boulevard de Strasbourg et de la place Carnot » à Montpellier est attribué au groupement d'entreprises URBICUS, SAFEGE SUEZ et AGENCE ON, sis à Versailles, pour un montant de 252 300 € HT (émunération forfaitaire relative à la mission complète de maîtrise d'œuvre) et avec un seuil maximum de 150 000 € HT pour les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande. Le marché prend effet à compter de la notification du contrat pour une durée de 24 mois non renouvelable.

**N°MD2023-626 - 16/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de Monsieur Djamel TATAH d'une de ses œuvres, Sans Titre, 2004 - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur TATAH d'une œuvre de ses œuvres, Sans Titre, 2004, d'une valeur de 80 000 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2023-628 - 25/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant n°1 autorisant le transfert et l'extension de l'activité pour la société EMMENETONCHIEN.COM au sein de l'hôtel d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société EMMENETONCHIEN.COM autorisant l'entreprise, à partir du 01/06/2023, à transférer et étendre son activité sur une surface libre au sein de l'hôtel d'entreprises Cap Omega. A compter de cette date, la surface occupée par l'entreprise passe de 12,85 m<sup>2</sup> à 30,00 m<sup>2</sup> pour une redevance mensuelle HT et HC de 440,40 €.

**N°MD2023-631 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de Madame Zsuzsa HANTAĬ, d'une œuvre de Simon HANTAĬ, Tabula, 1976 - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame HANTAĬ d'une œuvre de Simon HANTAĬ, Tabula, 1976 d'une valeur de 650 000 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2023-634 - 30/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein de la pépinière d'entreprises La Halle de l'Innovation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP, d'une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière d'entreprises la Halle de l'innovation et pour une période de 36 mois à compter du 01/06/2023 et jusqu'au 31/05/2026. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par l'accélérateur de croissance pour la surface de 58,66 m² qu'elle occupe dans la pépinière s'élève à 733,25 €.

**N°MD2023-635 - 25/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de lots commerciaux de l'immeuble le PARTHENA I - 145 rue de l'Acropole - MONTPELLIER - CRIT INTERIM - Signature d'un protocole transactionnel**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un protocole transactionnel. Par acte notarié la Métropole a acquis les lots commerciaux de l'immeuble le Parthéna rue de l'Acropole à Montpellier afin d'y installer des services publics. Il a été notifié à un des locataires le non renouvellement de son bail et de lui offrir conformément à la loi une indemnité d'éviction de 9 000 €.

**N°MD2023-636 - 25/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société MABQI dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels**

**Objet :** Il s'agit d'agréer la candidature de la société MABQI en vue de la location des lots CS 0.2 de 34 m² et CS 1.1 de 730 m² dans le bâtiment Cap Sigma. Son activité est la recherche et le développement en biotechnologie et pharmacie. La société prévoit un effectif de 35 personnes à 3 ans.

**N°MD2023-637 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au marché M3B0059DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de quatre œuvres de Juliette ROCHE (1884-1980) - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de quatre œuvres de Juliette ROCHE (1884-1980) afin d'enrichir la section néoclassique du musée Fabre :

- Lot 114 - Nature morte au porron – 1916, Huile sur toile, adjugé 15 000 € soit 19 680 € TTC ;
  - Lot 121 - Sur les Ramblas – 1916, Huile sur toile, adjugé 12 000 € soit 15 744 € TTC ;
  - Lot 135 - Place de l'Horloge à Avignon – 1945, Huile sur toile, adjugé de 5 000 € soit 6 560 € TTC ;
  - Lot 145 - L'académie Ranson – 1911, Huile sur toile, adjugé 27 000 € soit 35 424 € TTC.
- Soit quatre lots pour un montant de 59 000 € hors frais, soit un montant de 77 408 € TTC.

**N°MD2023-638 - 02/06/23 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association France Hydrogène - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association FRANCE HYDROGENE pour un coût annuel de 2 400 €.

**N°MD2023-639 - 01/06/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire consentie sur les parcelles cadastrées RB 11, 12 et 13p - Commune de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de l'Association LA BERGERIE LANGUEDOCIENNE MONTPELLIER une convention d'occupation temporaire sur les parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p d'une contenance totale d'environ 12 305 m², situées lieudit « Le Grand Grès » sur la commune de Montpellier, afin de permettre le déroulement de la fête de l'Aïd Al-Adha qui se déroulera du 29/06 au 02/07/2023.

Le site peut être utilisé à compter du 05/06/2023 au 10/07/2023 afin de permettre le montage des installations et ensuite, la remise en état. La convention est consentie et acceptée moyennant une redevance de 35 €.

**N°MD2023-648 - 31/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Éclairage (AFE) - Année 2023 - Approbation**  
**Objet :** L'adhésion à l'association FRANÇAISE DE L'ECLAIRAGE (AFE) permet à la Métropole de bénéficier d'un support technique et d'une veille réglementaire et normative. Le coût du renouvellement de l'adhésion pour l'année 2023 s'élève à 1 280 €.

**N°MD2023-650 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Décision relative à la participation de la Cité des Arts à la Fête des Arts du Monde organisée par le Forum des Arts du Monde - Musique Sans Frontières (FAM-MSF) - Autorisation**  
**Objet :** FAM-MSF organise la première édition de la « Fête des Arts du Monde » vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28/05/2023 dans le parc Sophie Desmarets (1069-1179 av. d'Heidelberg à Montpellier) en point d'orgue de sa saison culturelle « Fabrique des Arts du Monde ». Cette convention vise à acter la participation de la Cité des Arts.

**N°MD2023-653 - 01/06/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative au marché subséquent n°M3D0039PP - Travaux d'aménagement d'une piste cyclable transitoire à Le Crès- Attribution**  
**Objet :** Le marché subséquent n°M3D0039PP relatif à l'aménagement d'une piste cyclable transitoire sur la RM613 à Le Crès, est attribué à l'entreprise SPIE BATIGNOLLES MALET sise à Mauguio pour un montant estimatif de son offre variante de 609 158,63 € HT et pour une durée de 42 semaines (période de préparation de 30 jours non comprises).

**N°MD2023-654 - 31/05/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Décision relative à une convention d'accueil de l'association Choriolis sur un site de la Cité des Arts - Autorisation de signature**  
**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, pour la Cité des Arts et l'Association CHORIOLIS, d'une convention d'accueil du samedi 06/05 et dimanche 07/05/2023, du samedi 01/07 et dimanche 02/07/2023 et du dimanche 16/07 au samedi 22/07/2023 de 10h00 à 18h00.

**N°MD2023-659 - 24/05/23 - Direction Déléguée Ressources Réglementation de l'Espace Public (PEPs)**  
**Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - 2023 - Autorisation**  
**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association LUCI. Le coût du renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2023 s'élève à 4 140 €.

**N°MD2023-661 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat avec la Ville de Bordeaux - Musée des Beaux-Arts et l'association FRAME**  
**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Bordeaux - Musée des Beaux-Arts et l'association FRAME, d'une convention de partenariat ayant pour objectif de définir les modalités d'accueil, les conditions administratives, techniques et financières du partenariat entre les parties, dans le cadre de l'accueil au Musée des Beaux Arts de Bordeaux de l'exposition Prière de toucher - L'Art et la matière, du 02/06/2023 au 07/01/2024.

**N°MD2023-663 - 25/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Décision relative à l'agrément de candidature de la société GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**  
**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'agrément de candidature de la société GAME SOURCE STUDIO en vue de la location du lot B08F de 574 m² dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire jusqu'à démolition de l'immeuble le 31/12/2026. Son activité est le développement informatique. La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

N°MD2023-664 - 25/05/23 - Mission Espaces Publics

**Décision relative à une convention de Co-maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Régie des Eaux pour la réalisation de travaux de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du projet de requalification des espaces publics Comédie - Sarraill - Esplanade - Champs de Mars à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Régie des Eaux, concernant la réalisation en 2023-2024 de travaux de renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du projet de requalification des espaces publics Comédie - Sarraill - Esplanade - Champs de Mars à Montpellier. Cette convention autorise la Métropole à (faire) réaliser ces travaux pour le compte de la Régie des Eaux et acte la participation financière de la Régie des Eaux à hauteur de 20 % du montant total des travaux estimés à 937 708 € HT.

N°MD2023-672 - 25/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI SUSHI - Lots n°125-126-127-128 - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la préemption à l'occasion de la vente par la SCI SUSHI de locaux à usage de bureaux constituant les lots 125-126-127-128 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487, au prix de 454 030 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement prévu par la ZAC Ricardo-Bofill.

N°MD2023-674 - 23/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'éviction commerciale partielle des lots n°834 et 835 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir les lots 834 et 835 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI VALTY, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, et d'allouer au locataire en place l'EURL PEQUIGNOT PRESSE une indemnité d'éviction commerciale partielle pour un montant total de 1 920 €.

N°MD2023-675 - 23/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition des lots n°834 et 835 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, sises 2 rue de l'Escoutadou, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir les parcelles 834 et 835 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SARL GELADE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 6 092 €.

N°MD2023-676 - 23/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section BW 261 et BW 275 sises, LA FERMAUDE à Saint Jean de Védas, pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir les parcelles, cadastrées section BW 261 et BW 275 sises La Fermaude à Saint Jean de Védas appartenant à la Commune de Saint Jean de Védas, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 21 065 €.

N°MD2023-677 - 23/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)

**Décision relative à l'acquisition de 19 m² sur la parcelle BW 144, lieu-dit LE FESQUET, à Clapiers pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de 19 m² sur la parcelle BW 144, lieu-dit "Le Fesquet", à Clapiers, propriété de Monsieur FEDIERE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour un montant total de 70 €.



**N°MD2023-678 - 23/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)**

**Décision relative à l'échange des lots n°182 et 219 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées PE n°527 et 528, sises 210 rue Aristides de Sousa Mendes, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole échange le lot n°219 avec le lot n°182 ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées PE n°527 et 528, sises 210 rue Aristides-de-Sousa-Mendes à Montpellier, propriété de Monsieur BERTIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 0 €.

**N°MD2023-680 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association ECOPROD**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à adhérer, au titre de l'année 2023 et pour un montant de 2 500 €, à l'association ECOPROD, qui oeuvre à une transition écologique durable des professionnels de l'audiovisuel.

**N°MD2023-681 - 26/05/23 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative à un marché de travaux de mise en valeur de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Lot n°5 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot n°5 (Réseaux secs), relatif aux travaux de mise en valeur de l'espace urbain Comédie – Esplanade – Triangle à Montpellier, au groupement BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SASU/CITEOS SAS TRAVESSET/REEL MEDITERRANEE sis à Montpellier. Le marché est conclu pour un montant maximum de 4 800 000 € HT et pour une durée de 4 ans non renouvelable.

**N°MD2023-682 - 26/05/23 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative à un marché de travaux dans le cadre de l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution des lots 4.1 et 4.2**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer :

- Le lot 4.1 « Ouvrages en pierre – secteur Esplanade et Champs de Mars » est attribué au groupement SAS DURAND PHILIPPE/ENTREPRISE DE FILIPIS/TEOS, sis à Montady pour un montant maximum de 3 750 000 € HT et pour une durée de 4 ans non renouvelable ;

- Le lot 4.2 est attribué au groupement SAS SOLS MEDITERRANEE/MIGMA, sis à Milhaud, pour un montant maximum de 2 500 000 € HT et pour une durée de 4 ans non renouvelable.

**N°MD2023-684 - 30/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la propriété PAULET et SEPTY - Villa 12 rue de la Gerbe - Grabels**

**Objet :** Il s'agit du retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain (DPU) à la Commune de Grabels sur la parcelle cadastrée AY 86, à l'occasion de l'aliénation d'une villa située 12 rue de la Gerbe à Grabels, propriété de Monsieur PAULET et Madame SEPTY, afin de permettre la délégation du DPU à L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE (EPF) pour qu'il puisse acquérir ce bien dans le cadre de la convention opérationnelle signée le 26/04/2016 entre la Ville de Grabels, l'EPF et Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°MD2023-685 - 30/05/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie sur la commune de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la propriété PAULET et SEPTY - Villa 12 rue de la Gerbe - Grabels**

**Objet :** Il s'agit de déléguer le Droit de Préemption Urbain à l'EPF sur la parcelle cadastrée AY 86 Commune de Grabels, à l'occasion de l'aliénation d'une villa située 12 rue de la Gerbe à Grabels, propriété de Monsieur Paulet et Madame Septy, afin de permettre à l'EPF d'acquérir ce bien dans le cadre de la convention opérationnelle signée le 26/04/2016 entre la ville de Grabels, l'EPF et Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°MD2023-687 - 30/05/23 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCA NOUVEAU CAMPUS dans la Zac Cambacérès à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'agréer la candidature de la société SCA NOUVEAU CAMPUS en vue de l'acquisition du lot SN3 de 7 706 m<sup>2</sup> dans la ZAC Cambacérès pour la construction d'un Campus d'enseignement supérieur et immeuble de bureaux. Le site prévoit l'accueil de plus de 3 600 étudiants et la création de 100 à 150 emplois.

**N°MD2023-690 - 25/05/23 - Direction des Finances**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2023**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'ASSOCIATION FINANCE GESTION EVALUATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (AFIGESE) pour l'année 2023 et pour un montant de 1 280 €.

**N°MD2023-691 - 25/05/23 - Direction des Finances**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2023**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la Métropole à renouveler son adhésion au CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX (CFMEL) pour l'année 2023 et pour un montant de 5 091 €.

**N°MD2023-694 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de l'Association des Amis du Musée Fabre d'un Buste d'homme, d'Etienne d'ANTOINE (Carpentras, 20 février 1737 - Marseille, 23 mars 1809) - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de L'ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE FABRE d'un Buste d'homme, d'Etienne D'ANTOINE (Carpentras, 20/02/1737 - Marseille, 23/03/1809) d'une valeur de 33 000 €. Cette sculpture sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2023-695 - 01/06/23 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Djamel TATAH, Sans titre, 2022 - Autorisation de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Djamel TATAH, Sans titre, 2022 d'une valeur de 90 000 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2023-701 - 01/06/23 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Terracoopa - Domaine de Viviers à Jacou**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec la société TERRACOOA, sise à Montpellier. Le bail précaire concerne une partie d'un hangar et un local situés au Domaine de Viviers, sur une parcelle cadastrée AV 0003, Commune de Jacou. Le bail précaire est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Le bail précaire fixe un loyer annuel de 150 €.

**N°MD2023-708 - 31/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)**

**Décision rectificative relative à l'acquisition de la parcelle AS n°377 sise 1919 route de Mende, à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert la parcelle AS n°377 sise 1919 route de Mende, à Montpellier, propriété de l'Etat Français, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 24 100 €.

**N°MD2023-709 - 31/05/23 - Direction Déléguée Grands Projets TCSP et Patrimoine (PM)**

**Décision relative à l'acquisition du lot 833 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER pour la réalisation de la ligne 5 du Tramway**

**Objet :** La Métropole acquiert le lot 833 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI LES THOUARINES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.